

LE CAPITAL FINANCIER

Rudolf Hilferding

Table des matières

INTRODUCTION	3
Préface.....	20
PREMIERE PARTIE - L'ARGENT ET LE CRÉDIT	22
CHAPITRE I - LA NECESSITE DE L'ARGENT.....	23
CHAPITRE II - L'ARGENT DANS LE PROCESSUS DE LA CIRCULATION	29
CHAPITRE III - L'ARGENT COMME MOYEN DE PAIEMENT L'ARGENT-CREDIT	42
CHAPITRE IV - L'ARGENT DANS LA CIRCULATION DU CAPITAL INDUSTRIEL.....	46
CHAPITRE V - LES BANQUES ET LE CREDIT INDUSTRIEL.....	55
CHAPITRE VI - LE TAUX D'INTERET.....	66
DEUXIEME PARTIE	
LA MOBILISATION DU CAPITAL - LE CAPITAL FICTIF	71
CHAPITRE VII - LA SOCIETE PAR ACTIONS	72
CHAPITRE VIII - LA BOURSE DES VALEURS	88
CHAPITRE IX - LA BOURSE DES MARCHANDISES.....	100
CHAPITRE X - CAPITAL BANCAIRE ET BENEFICE BANCAIRE.....	111
TROISIEME PARTIE	
LE CAPITAL FINANCIER ET LA LIMITATION DE LA LIBRE CONCURRENCE.....	118
CHAPITRE XI - LES OBSTACLES A L'EGALISATION DES TAUX DE PROFIT ET LES MOYENS DE LES SURMONTER.....	119
CHAPITRE XII - CARTELS ET TRUSTS	131
CHAPITRE XIII - LES MONOPOLES CAPITALISTES ET LE COMMERCE.....	134
CHAPITRE XIV - LES MONOPOLES CAPITALISTES ET LES BANQUES. TRANSFORMATION DU CAPITAL EN CAPITAL FINANCIER.....	144
CHAPITRE XV - LA FIXATION DES PRIX DES MONOPOLES CAPITALISTES. TENDANCE HISTORIQUE DU CAPITAL FINANCIER.....	147
QUATRIEME PARTIE	
LE CAPITAL FINANCIER ET LES CRISES.....	151
CHAPITRE XVI - LES CONDITIONS GENERALES DE LA CRISE.....	152
CHAPITRE XVII - LES CAUSES DE LA CRISE.....	161
CHAPITRE XVIII - LES RAPPORTS DE CREDIT AU COURS DE LA CONJONCTURE	166
CHAPITRE XIX - CAPITAL-ARGENT ET CAPITAL PRODUCTIF PENDANT LA DEPRESSION	174
CHAPITRE XX - LES CHANGEMENTS DANS LE CARACTERE DES CRISES. CARTELS ET CRISES	178
CINQUIEME PARTIE	
LA POLITIQUE ECONOMIQUE DU CAPITAL FINANCIER.....	185
CHAPITRE XXI - LE CHANGEMENT DANS LA POLITIQUE COMMERCIALE.....	186
CHAPITRE XXII - L'EXPORTATION DE CAPITAL ET LA LUTTE POUR LE TERRITOIRE ECONOMIQUE.....	191
CHAPITRE XXIII - LE CAPITAL FINANCIER ET LES CLASSES.....	204
CHAPITRE XXIV - LA LUTTE POUR LE CONTRAT DE TRAVAIL.....	211
CHAPITRE XXV - LE PROLETARIAT ET L'IMPERIALISME.....	219

INTRODUCTION

par Yvon BOURDET

Quelques mois après la parution, à Vienne, du *Capital financier*, Jean Jaurès, à la fin d'un grand discours devant les députés français, en présentait ainsi la thèse principale :

« il y a dans le monde, aujourd'hui, une autre force de paix, c'est le capitalisme le plus moderne à l'état organisé.

« (...) Dans la première période d'expansion coloniale de l'Europe, comme c'est la propriété foncière qui était d'abord le tout, puis l'essentiel de la vie économique des nations, c'est sur le type de la propriété foncière, de la propriété exclusive et immobile, que se construisait la politique coloniale de ce temps (interruptions), et l'ambition naturelle, nécessaire des peuples, c'était de façonner les pays lointains conquis par eux, sur le type de ce qui était chez eux la forme dominante de la propriété. Et alors, coloniser signifiait acquérir de la terre, avoir sur les pays lointains un monopole territorial qui servait de face à un monopole de commerce.

« Peu à peu, la propriété se mobilise ; la propriété industrielle se superpose à la propriété foncière, la propriété industrielle nominative et enracinée, individualisée, se transforme en propriété par actions. La propriété a la rapidité de mouvement, la liberté de coups d'ailes des grands oiseaux migrateurs (mouvements divers). Un même capital passe d'une entreprise à une autre et les associations s'étendent, s'élargissent.

« (...) Par-dessus les frontières des races et par-dessus les frontières des douanes travaillent les grandes coopérations du capitalisme industriel et financier (« Très bien! Très bien ! ») et les banques, les grandes banques s'installent derrière les entreprises, elles les commanditent, elles les subventionnent, et en les commanditant, en les subventionnant, elles les coordonnent ; et comme elles subventionnent en même temps les succursales lointaines dans tous les pays et par-delà les mers, voilà que la puissance des banques se dresse, coordonnant les capitaux, enchevêtrant les intérêts de telle sorte qu'une seule maille de crédit déchirée à Paris, le crédit est ébranlé à Hambourg, à New York, et qu'il se fait ainsi un commencement de solidarité capitaliste, redoutable quand elle est manœuvrée par des intérêts inférieurs, mais qui, sous l'inspiration de la volonté commune des peuples, peut devenir à certaines heures une garantie pour la paix. »

(Vifs applaudissements à l'extrême- gauche.)

M. Jules CELS.- « Vous voilà capitaliste, alors ? »

M. JAURÈS. - « Oh, comme vous nous connaissez mal, comme vous ne savez rien de nos doctrines, rien !

(Applaudissements à l'extrême-gauche.)

Ce que je vous dis là, c'est le résumé affaibli des doctrines toujours par nous formulées¹, c'est le résumé affaibli de l'œuvre magistrale que publiait, il y a quelques mois, un disciple de Marx, Hilferding, dans une œuvre de premier ordre sur le capital et la finance. Il montrait que la banque, la grande banque, coordonnant et organisant les capitaux, permettait, par cette action internationale, de répartir entre les divers pays producteurs, en proportion de leur production et de leur puissance de travail, les grands débouchés économiques du monde. Et c'est là qu'est le principe d'une expansion économique sans monopole territorial, sans monopole industriel, sans monopole de douane.

« (...) Il y a là une puissance nouvelle formidable qui, si elle n'est pas contrôlée par l'opinion, si elle n'est pas contrôlée par des gouvernements indépendants d'elle (vifs applaudissements à l'extrême-gauche), si elle n'est pas contrôlée par des démocraties éclairées et autonomes, peut constituer des prétextes de paix à des combinaisons misérables, mais qui, si elle est éclairée, contrôlée, surveillée par des grandes nations indépendantes et fières, peut ajouter à certaines heures, dans l'équilibre instable du monde, aux chances de la paix². »

Nous laissons de côté, pour l'instant du moins, la question de savoir si ce résumé est tout à fait fidèle ; puisque le lecteur français a maintenant la possibilité d'en juger par lui-même grâce à l'excellente traduction de Marcel Ollivier. Le fait est que le *Capital financier* fut interprété autrement par Lénine. Lorsque, quelques années plus tard, en 1916, celui-ci écrivit *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, il cita, à la première page de son livre, les deux ouvrages dont il s'était inspiré : *l'Imperialisme* de l'économiste anglais J. A. Hobson (1902) et le *Capital financier* « du marxiste Autrichien Rudolf Hilferding » dont il signale la traduction en russe, parue dès 1912. Selon Lénine, « au fond, ce qu'on a dit de l'impérialisme pendant ces dernières années - notamment dans d'innombrables articles de journaux et de revues, ainsi que dans les résolutions, par exemple, des congrès de Chemnitz et de Bâle en automne 1912 - n'est guère sorti du cercle des idées exposées ou, plus exactement, résumées par les deux auteurs précités... Plus précisément il ajoute en ce qui concerne le *Capital financier*, que cet ouvrage constitue une analyse théorique éminemment précieuse de « "la phase la plus récente du développement du capitalisme" comme l'indique le sous-titre du livre ». Lénine cite plusieurs fois le texte de Hilferding, le plus souvent d'ailleurs pour critiquer les thèses de Kautsky, assez semblables selon lui à celles de Hobson. sur le caractère pacifique du développement du capitalisme : « Ce raisonnement de Kautsky (...) mérite un examen plus détaillé. Commençons par une citation de Hilferding (...) : « Ce n'est pas l'affaire du prolétariat. écrit Hilferding, d'opposer à la politique capitaliste plus progressive la politique dépassée de l'époque du libre-échange et de l'hostilité envers l'Etat. La réponse du prolétariat à la politique économique du capital financier, à l'impérialisme, ne peut être le libre-échange, mais seulement le socialisme. Ce n'est pas le rétablissement de la libre concurrence, devenu maintenant un idéal réactionnaire, qui peut être aujourd'hui le but de la politique prolétarienne. mais uniquement l'abolition complète de la concurrence par la suppression du capitalisme. » Un peu plus loin. Lénine utilise de nouveau Hilferding contre Kautsky par une

1 Il faut toutefois rappeler que, dans son fameux discours du 7 mars 1895, Jaurès avait développé un autre thème : la société capitaliste « porte en elle la guerre comme la nuée dormante porte l'orage ».

2 Discours à la Chambre des députés, le 20 décembre 1911, séance du soir, in *Œuvres de Jean Jaurès*, publiées par Max Bonnafous, t. VII, pp. 430-431.

citation d'une grande page ainsi introduite : « Hilferding note très justement la liaison entre l'impérialisme et le renforcement de l'oppression nationale³ »

Certes, après la révolution russe, Hilferding et Lénine deviendront des ennemis politiques, et, dans la [préface de 1920](#) de l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme, Hilferding n'est plus qu'un « ancien « marxiste », aujourd'hui compagnon d'armes de Kautsky ». Mais c'est là une autre histoire. Par ces citations, nous entendons seulement souligner l'importance du livre de Hilferding. Nous ne prétendons pas, en effet, dans cette introduction, séparer le bon grain de l'ivraie pour dire ce qui a vieilli et ce qui reste valable au tribunal d'aujourd'hui. Pour qu'un tel tri soit possible, il faudrait supposer, à chaque époque, l'unité des théories et des « vérités » économiques. Comme on donne encore des mêmes phénomènes des explications diverses, voire opposées, toute appréciation sur l'actualité ou le caractère périmé du *Capital financier* révèle surtout les opinions et les valeurs de celui qui la formule. On sait par exemple que, dans leurs comptes rendus, pour l'essentiel très élogieux, Karl Kautsky⁴ et Otto Bauer⁵ critiquèrent les analyses de Hilferding concernant le rôle de la monnaie ; or, en 1961 dans la préface à l'édition italienne, Giulio Pietranera écrit : « A la lumière de l'expérience contemporaine, l'étendue des erreurs de Hilferding en ce qui concerne l'économie monétaire semble bien moindre qu'elle ne pouvait le sembler au début du siècle⁶. » Pietranera ajoute que le *Capital financier* n'est pas une œuvre strictement organique, où tout s'enchaîne inexorablement et que, de ce fait, les « erreurs » des deux premières parties - si erreurs il y a - ne se répercutent pas sur toutes les autres thèses du livre. Quoi qu'il en soit, comme on peut le voir, rien ne vieillit plus vite que la succession des « jugements définitifs » sur les grandes œuvres. Ces dernières offrent, à chaque génération, quelque chose de neuf et instruisent même par leurs « erreurs » ; surtout, par leur problématique, correcte ou non, et par les solutions préconisées, adéquates ou non, elles éclairent ce que les hommes ont pensé des problèmes de leur époque ; et la façon dont ils les ont perçus contribue à éclairer les énigmes de notre temps. Il ne s'agit donc pas pour nous de juger mais simplement de contribuer à faire comprendre l'étude de Hilferding par son histoire.

« Le Capital financier » et l'austromarxisme

En matière d'économie, la littérature marxiste n'a été, la plupart du temps, qu'une vulgarisation ou une apologie des œuvres de Marx. Le *Capital financier* de Hilferding, en revanche, a été considéré dès sa parution et reste considéré comme une des rares⁷ contributions originales qui, prenant en compte des phénomènes nouveaux, a fait progresser la théorie marxiste. Une telle œuvre était le fruit de l'attitude consciente d'un certain nombre de théoriciens qui formaient, au début de ce siècle, l'école marxiste de Vienne, plus tard désignée par le nom d'austromarxisme⁸. Il paraît donc opportun de décrire, dans ses grandes lignes, le milieu intellectuel qui a rendu possible le *Capital financier*. On ne considère souvent Hilferding que comme un socialiste allemand qui a été épisodiquement ministre des Finances sous la République de Weimar⁹. Or, on le verra, il a composé l'essentiel de son principal et presque unique ouvrage à Vienne, et il ne s'agit pas là d'une simple domiciliation : Hilferding était un membre actif du parti socialiste autrichien, en liaison permanente avec les autres théoriciens du parti, dont les plus connus étaient Max Adler, Karl Renner, Gustav Eckstein, Otto Bauer et Friedrich Adler. La preuve en est que la première publication austromarxiste, le premier volume des *Marx-Studien*¹⁰, est précédée d'une préface conjointement signée par Max Adler et Rudolf Hilferding et qui, non sans quelque solennité, définit les intentions des jeunes théoriciens viennois.

La tâche à laquelle Max Adler et Rudolf Hilferding veulent se consacrer est double : d'une part, comme le nom de *Marx-Studien* l'indique, il s'agit d'abord d'une étude approfondie et systématique de la doctrine de Marx et d'Engels « pour en faire ressortir, par un acte de récréation consciente, le contenu complet dans le contexte d'ensemble de la pensée des créateurs ». En second lieu, ils ont l'ambition de faire évoluer la doctrine de Marx « en enchaînant et en confrontant sans cesse ses acquis avec ceux des études philosophiques et scientifiques » de leur époque. Si on se réfère ensuite aux œuvres publiées dans les *Marx-Studien*, on peut dire que Max Adler se chargea davantage de la première partie de ce programme et Hilferding de la seconde. Toutefois, les deux auteurs se rendaient bien compte que la quasi-dualité de leur entreprise soulevait quelques problèmes. Certes, ils espéraient bien que les œuvres qu'ils publiaient et publieraient¹¹ justifieraient leur dessein mieux qu'une préface ne pouvait le faire. Cependant, étant donné l'importance qu'avaient alors les polémiques entre Bernstein et Kautsky, ils croyaient de leur devoir de dire s'ils étaient des marxistes orthodoxes ou des révisionnistes. Mais, à cause des simplifications déformantes de la polémique, il leur était impossible de répondre sèchement qu'ils optaient pour l'un des deux partis. Bien sûr, ils reconnaissaient que le titre de leur publication les désignait déjà comme des orthodoxes, mais ils ajoutaient aussitôt que l'« orthodoxie » ne devait pas se confondre avec le « dogmatisme ». Mieux, c'était leur fidélité à Marx qui les préservait du dogmatisme. Et ils rappelaient que Marx avait écrit dans sa jeunesse : « Je ne suis pas pour que nous arborions un drapeau dogmatique, au

3 « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme ». Œuvres, t. XXII, pp. 212, [312](#) et [320](#), A ces références, ou pourra ajouter les quatorze lettres envoyées par Trotsky à Hilferding et dont l'Institut international d'Amsterdam prépare la publication.

4 Voir « Finanzkapital und Krisen », in *Die neue Zeit*, XXIX^e année (1911), pp. 764-71 ; 787-804 ; 838-46 ; 874-83.. Ces articles furent reproduits, la même année, en anglais, dans *The Social-Democrat* de Londres, puis traduits en japonais (1927) et en russe (1928). Voir également *Nationalstaat, imperialistischer Staat und Staatenbund*, Nuremberg, 1915.

5 « Das Finanzkapital », in *Der Kampf*, juin 1910, pp. 391-397.

6 *Il capitale finanziario*, Milan, Feltrinelli, 1961, p. XVII. Giulio Pietranera, quant à lui, consacre une part assez importante de sa préface à traiter de « la place qu'occupe la théorie du capital financier dans le développement de l'économie capitaliste contemporaine » (pp. LVII-LXV).

7 On ne peut guère citer, en dehors de l'ouvrage de Hilferding, que [L'Accumulation du capital](#) de Rosa Luxemburg

8 Pour connaître certains aspects partiels de cette école, on peut se reporter à *Max Adler, Démocratie et conseils ouvriers*, Paris, Ed. Maspéro, 1967, et à *Otto Bauer et la révolution*, Paris, E. D.I., 1968.

9 En Autriche, Norbert Leser, qui a écrit récemment un gros ouvrage sur l'austromarxisme, *Zwischen Reformismus und Bolschewismus*, ne cite Hilferding qu'en passant et ne se livre à aucune analyse du *Capital financier*.

10 *Marx-Studien, Blättern zur Theorie und Politik des wissenschaftlichen Sozialismus*, herausgegeben von Dr. Max Adler und Dr. Rudolf Hilferding, premier volume, Vienne, 1904.

11 Ce premier volume des *Marx-Studien* contenait la critique par Hilferding de Böhm-Bawerk, l'étude de Josef Karner (pseudonyme de Karl Renner) sur la *Fonction sociale des institutions juridiques* et l'ouvrage de Max Adler intitulé *Le Conflit de la causalité et de la finalité dans la science*.

contraire. (...) Nous ne nous présentons pas au monde comme des doctrinaires avec un nouveau principe : C'est ici qu'est la vérité, agenouillez-vous devant elle¹² ! » Il faut néanmoins ajouter que, s'ils répudiaient ainsi le sectarisme, Max Adler et Hilferding ne voulaient pas pour autant ressembler à ces essayistes brillants qui n'ont aucune peine à échapper au dogmatisme du fait de leur absence de doctrine. Ils n'acceptaient donc que « leur cohérence scientifique » pût passer pour une tare aux yeux de ceux dont « la liberté d'esprit brille à bon marché », car elle n'est autre chose qu'une « agilité incapable de se fixer ou une largeur de vues apparente qui témoigne de l'incertitude des principes ». Ils ne craignaient pas non plus de se réclamer du nom de Marx : ceux qui le leur reprocheraient montreraient par là qu'ils ne savent pas voir que « les grands noms dans l'histoire des idées ne sont jamais de simples noms », mais qu'ils impliquent un programme et une action. Max Adler et Rudolf Hilferding se rendaient bien compte de l'ambiguïté de leur position et ils paraissaient irrités qu'on ne sait quelle « bonne conscience de greffier » voulût à tout prix étiqueter leurs publications pour les ranger, soit dans le tiroir du révisionnisme, soit dans celui de l'orthodoxie. C'est que, d'un côté, ils se réclamaient de Marx et de la cohérence de sa doctrine et, de ce fait, apparaissaient comme des dogmatiques ou, du moins, des orthodoxes ; mais, en même temps, ils ne cessaient de répéter que leur marxisme n'avait rien de rigide, qu'il était un « marxisme en évolution », de telle manière qu'on était tout de même en droit de les « accuser d'une sorte de révisionnisme » (*einer Art des Revisionismus beschuldigen*). Pour essayer de faire admettre que leur marxisme évolutif restait orthodoxe, nos deux auteurs en étaient réduits à s'exprimer par métaphores. Leur conception du marxisme pouvait être représentée par « un grand fleuve qui se répand dans le vaste champ des activités intellectuelles » et qui, par tous les affluents qu'il reçoit en cours de route, s'élargit, s'approfondit, s'enrichit et accroît sa puissance. Adler et Hilferding voulaient sans doute suggérer par là que le marxisme est un *sens* : l'affluent, quelle que soit l'originalité de son apport, ne peut remonter le courant, tout au plus peut-il provoquer quelques remous. Ils voulaient accueillir la nouveauté au sein d'une structure dynamique et, emportés par leur imagination, voici qu'ils évoquaient la mer : le « drapeau dogmatique » qu'on leur supposait ne devait pas être compris comme une borne à la recherche, mais comme un signe d'orientation pour ceux qui « dans l'immense mer de la pensée luttent avec les vagues qui se dévorent les unes les autres ». Ce « signal » indiquait à ceux qui la cherchent de quel côté se trouve la terre ferme, non point « pour qu'ils viennent s'y reposer » mais pour qu'ils viennent y chercher des forces nouvelles afin d'aller plus loin, car, concluaient-ils, leur projet n'était pas d'atteindre à quelque chose qui vaudrait pour tous les temps¹³.

Quelques années plus tard, dans un article publié dans la *Neue Zeit* à l'occasion du quarantième anniversaire de la parution du premier livre du *Capital*, Otto Bauer définissait, sans images, et avec plus de netteté, la position des austromarxistes à l'égard du « marxisme ». Il décrivait la façon dont l'ouvrage de Marx avait été reçu et diffusé. Etant donné la difficulté des analyses du *Capital*, il avait d'abord « fallu qu'une pléiade d'excellents vulgarisateurs convertisse les lingots d'or de la pensée de Marx en monnaie courante¹⁴. Engels, en tant qu'auteur de l'Anti-Dühring, était, selon lui, le premier de ces grands vulgarisateurs. C'était là une étape nécessaire. Une théorie cesse d'être abstraite lorsqu'elle est comprise par un grand nombre d'hommes. La vulgarisation du *Capital* était donc la condition nécessaire à « sa progression vers une validité universelle ». Il reste « qu'aucune science ne peut être vulgarisée sans perdre en même temps une grande partie de ce qu'elle a de meilleur ». C'est ainsi que l'œuvre de Marx devint un corps de doctrines, une série de thèses ; on se mit à répéter des formules définitives. « Les masses, écrit Otto Bauer, s'en tenaient aux résultats. Elles ne pouvaient comprendre les thèses ou Marx résume les résultats de ses recherches dans leur dépendance réciproque au sein du système et dans leur interrelation avec l'ensemble du mouvement de la vie sociale ; au contraire, elles juxtaposaient arbitrairement les thèses¹⁵. » Or, c'est à partir de phrases réunies ainsi un peu au hasard que le grand public se faisait une idée du marxisme et que naissait la « Vulgate ». Assurément, une telle Vulgate pouvait être utile aux masses ouvrières ; elle les aidait à mettre en question les « évidences » naïves et les « certitudes » subtilement imposées par la classe dominante ; elle orientait leur volonté en leur donnant une tâche à remplir qui résultait de la prise de conscience du caractère historique - et donc modifiable - de leur situation sociale. Mais, en même temps, ces thèses isolées les unes des autres prêtaient le flanc à la critique des spécialistes à l'extérieur et bientôt, avec Bernstein, à l'intérieur du marxisme. Les uns purent ainsi facilement exercer leur ironie dans de nombreuses « réfutations du marxisme », les autres entreprirent de la réviser. « La théorie révisionniste, poursuit Otto Bauer, n'est pas autre chose que la contrepartie du marxisme vulgaire, la conséquence nécessaire du non moins nécessaire abâtardissement de la doctrine de Marx au cours de sa première propagation dans de larges couches sociales encore peu formées¹⁶. » Il convenait donc de retourner aux sources pour savoir si ces prétendues réfutations et révisions étaient véritablement fondées ou, plus précisément, puisque les résultats étaient contestés, il fallait examiner si la méthode qui avait permis de les établir était valable ou non. Si cette méthode d'analyse était correcte, la contestation des résultats ne pouvait signifier qu'une chose : de nouveaux phénomènes s'étaient produits qui exigeaient une nouvelle étude. Il ne fallait donc pas répéter les résultats établis par Marx, mais utiliser sa méthode pour faire progresser le socialisme scientifique qui, comme toute science, ne peut être qu'une recherche continue et infinie. Telle fut la « conversion » opérée par la jeune génération de l'école marxiste de Vienne. Le changement de la situation historique entraîna ainsi un changement dans le mode de travail ; il ne suffisait plus de vulgariser : « Nous nous mîmes au travail avec une tout autre disposition d'esprit que nos maîtres il y a un quart de siècle¹⁷. »

Ainsi, la mutation entre les deux générations se manifesta à un double point de vue :

1° Comme les thèses de Marx, isolées et incomprises quant au fond, étaient exposées aux critiques, il fallait d'abord les repenser en profondeur dans leur enchaînement systématique, ce qui est le contraire de leur vulgarisation : « Si nous voulions répondre aux questions qui, de tous côtés, nous assaillaient, nous devons achever notre propre prise de conscience à l'aide de toute la richesse de la science nouvelle exposée pour la première fois dans l'œuvre même de Marx. » Il faut souligner qu'Otto

12 *Annales franco-allemandes*, 1844, Mega, I, 1, p. 573.

13 « Denn das Fertigwerden für alle Zeiten ist auch unsere Sache nicht » qui évoque le χτήμα ἐς αἰεί des Grecs (*op. cit.*, Préface, p. VIII).

14 Otto Bauer « L'Histoire d'un livre », in *Die Neue Zeit*, XXVI^e année, 1908, traduction française, in *Economies et sociétés* (Cahiers de l'I. S. E. A.), Série Etudes de marxologie. S. 11, juin 1967, p. 185.

15 *Ibid.*, p. 186.

16 *Ibid.*, p. 188.

17 *Ibid.*, Otto Bauer établit ainsi une coupure entre l'austromarxisme et la première génération marxiste, à la tête de laquelle se trouvait Karl Kautsky et, en Autriche, Victor Adler en tant que praticien.

Bauer dit : « exposée pour la première fois » et non « définitivement » comme pouvait le laisser supposer le comportement de ceux qui se bornaient à une activité de vulgarisation et d'apologie. Otto Bauer reconnaît, en même temps, qu'une telle prise de conscience, que cette « re-pensée » est une entreprise difficile et de longue haleine ; elle présuppose la connaissance directe de toute la philosophie allemande, de l'économie et de l'histoire du mouvement ouvrier. Encore ne suffit-il pas de restituer la nébuleuse conceptuelle qui rendit possible l'œuvre de Marx ; il faut tenir compte de ce que cette œuvre maintenant existe. On peut, dès lors, d'une part étudier sa genèse et, d'autre part, ré-interpréter à sa lumière les œuvres antérieures en y découvrant ce que Marx n'y avait pas vu et ce que n'y voient pas les historiens classiques. Telle fut principalement la tâche que s'imposa Max Adler à l'égard de Kant. C'était la seule façon d'invalider l'effort des néo-kantiens ; il devenait en effet dérisoire de vouloir contre Marx revenir à Kant si on montrait pas exemple que Kant allait à Marx.

2° Toutefois, ce travail de haute marxologie ne pouvait suffire ; s'il fallait relire en philosophe *Le Capital*, il était tout aussi important de savoir comprendre, grâce à la méthode scientifique inaugurée par Marx, les phénomènes sociaux, économiques et politiques du XX^e siècle. Depuis la parution du *Capital*, le capitalisme a créé un nouvel univers. « Que représentent les filatures du Lancashire décrites dans le premier volume du *Capital* face aux entreprises géantes de notre industrie sidérurgique, qui combinent en un tout prodigieusement organisé les mines de charbon et les hauts-fourneaux, les aciéries et les laminiers ? demande Otto Bauer en 1907. Que représentent les capitalistes de Marx, maîtres de quelques centaines d'ouvriers, comparés aux magnats des cartels et des trusts modernes qui dominent des branches entières de l'industrie, avec leurs centaines de milliers d'ouvriers, face aux grandes banques modernes¹⁸ ? » Pendant qu'Otto Bauer écrit cet article, Rudolf Hilferding met la dernière main au *Capital financier* qui est écrit pour répondre à ces questions. Comme on voit, il ne s'agit plus simplement de répéter Marx ni de simplifier les phénomènes nouveaux pour les faire entrer dans les catégories historiques de Marx, qu'on veut faire ainsi fonctionner comme la table a priori de Kant. Il convient d'étudier les diverses formes changeantes de la concentration du capital, mais tout autant les conséquences de ces transformations du capitalisme sur les relations entre nations au sein des empires multinationaux¹⁹ ou coloniaux sur les multiples formes de dépendance des petits commerces et de l'artisanat, sans compter les profonds bouleversements de la structure des entreprises agricoles²⁰ et la formation de nouvelles classes sociales au sein des nations industrielles hautement développées²¹. « Nous devons, avertit Otto Bauer, assimiler tout cela intellectuellement ; avant même de pouvoir nous réclamer de l'école marxiste, il nous fallait (...) comprendre, dans leur enchaînement nécessaire, les relations économiques des hommes, rapports infiniment enchevêtrés » ; nous devons, sous peine de « les laisser se dessécher », découvrir les lois de ces phénomènes, au lieu de borner notre activité à « une vaine prophétie des transformations purement superficielles²² ».

Nous espérons que ces quelques indications permettront de replacer le *Capital financier* dans son contexte historique et contribueront à faire comprendre l'intention de son auteur. On aura vu, en même temps, que seul le hasard et les retards des traductions et de la diffusion des idées en France au cours des deux dernières décennies a pu faire qu'on ait attribué au Lukács d'après la première guerre mondiale une interprétation du marxisme comme méthode scientifique de recherche, qui fut explicitement formulée et pratiquée à Vienne dès le début de notre siècle.

Biographie de Hilferding (1877-1941)

Pour comprendre une œuvre, il n'est jamais indifférent de connaître l'histoire de celui qui l'a écrite ; lorsqu'il s'agit d'un homme qui, comme Hilferding, a milité toute sa vie pour ses idées, cette connaissance devient encore plus nécessaire. Dans ce cas, en effet, quelle que soit l'indépendance de la « pratique théorique » en matière d'économie, les événements historiques auxquels l'auteur a été mêlé lui donnent certes une nouvelle matière à interpréter mais risquent surtout d'avoir une incidence sur l'interprétation elle-même ; il s'arrangera par exemple, d'une façon plus ou moins consciente, pour qu'apparaisse la justesse de ses prévisions ou de ses actions. Et ce danger est encore plus grand si l'auteur a vécu une période marquée par deux guerres mondiales, l'effondrement de l'empire austro-hongrois, la séparation en deux camps de l'Internationale ouvrière après la révolution russe et le fascisme, qui l'acculera à un exil terminé par la mort violente. Malheureusement, même en langue allemande, aucune biographie scientifique n'a encore été établie²³ et les documents sont éparés et peu nombreux ; les émigrés ne songeaient pas principalement à emporter leurs archives, qui furent aussitôt mises à sac par les nazis. Ainsi nous n'avons pu guère tirer parti que des quatre-vingt-quatorze lettres écrites à Karl Kautsky de 1902 à 1931. Pour la fin de la vie de Hilferding notamment, nous utiliserons les mémoires de Léon Blum et de Vincent Auriol ainsi que quelques témoignages inédits.

Rudolf Hilferding est né le 10 août 1877 à Vienne, dans une famille juive ; son père n'était pas, comme on l'a écrit²⁴, un riche commerçant, mais employé dans une compagnie d'assurances. Après le lycée, il fit des études de médecine, mais il ne s'adonna guère à sa profession et consacra le meilleur de son temps à l'étude de l'économie politique et des problèmes financiers. D'ailleurs, bien avant la fin de ses études, il avait adhéré dès l'âge de quinze ans à l'Association des étudiants socialistes²⁵. Il n'est pas possible de connaître exactement les circonstances de cette adhésion. On peut seulement observer qu'à la même époque d'autres jeunes étudiants, tels Otto Bauer ou Gustav Eckstein, suivirent le même chemin. Dans la Vienne de la

18 *Ibid.*, p. 182.

19 Voir Karl Renner, *Staat und Nation*, 1899 (sous le pseudonyme de Synopticus) et *Der Kampf der österreichischen Nationen um den Staat*, 1902 (pseudonyme : Rudolf Spinger) - et Otto Bauer, *Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*, 1907.

20 Sur ce point, Kautsky a fait œuvre originale dans *Die Agrarfrage*, 1899. Voir aussi Otto Bauer, *Der Kampf um Wald und Weide*, 1925.

21 Max Adler, *Métamorphoses de la classe ouvrière*, Paris, 1935.

22 *Histoire d'un livre*, p. 189. Un peu plus loin, Otto Bauer conclura : « Chaque génération, chaque âge et chaque milieu culturel a son Marx » (p. 197).

23 Les biographes et préfaciers se réfèrent jusqu'ici à un petit ouvrage écrit à New York par Alexander Stein, *Rudolf Hilferding und die deutsche Arbeiterbewegung*, *Gedenkbätter*, Hambourg, 1946, 44 p.

24 On retrouve cette erreur, par exemple, dans Wilfried Gottschalch, *Strukturveränderungen der Gesellschaft und politisches Handeln in der Lehre von Rudolf Hilferding*, Berlin, 1962, p. 13 et dans Pietranera, *Il Capitale finanziario*, p. 11 : tous deux semblent se référer à la biographie de Stein précédemment citée.

25 D'après Johann Fischart. Voir à ce propos l'ouvrage de Wilfried Gottschalch, p. 15, n. 5.

fin du siècle dernier, capitale d'un grand empire multinational, la vie intellectuelle et la circulation des idées étaient intenses, comme en témoignent de nombreux « cercles » ou écoles qu'on a pu considérer comme « le creuset du XX^e siècle ». D'autre part, sous l'impulsion de Victor Adler, le mouvement ouvrier possédait une organisation dynamique depuis le congrès d'unification de Hainfeld (1889). Hilferding devait y avoir milité activement et s'être déjà fait connaître puisque, à vingt-deux ans, ses articles étaient traduits en français dans *Le Mouvement socialiste*²⁶. Toutefois, sa collaboration à la célèbre *Neue Zeit*, dirigée par Kautsky, ne commence qu'en 1902, par un article sur la tendance moderne de la politique commerciale. A partir de cette date, il est un peu plus facile de suivre l'évolution de Hilferding grâce à la correspondance échangée avec Karl Kautsky. Hilferding se montre naturellement très heureux que Kautsky ait apprécié son envoi, car l'article d'un « auteur inconnu » perdrait toute efficacité s'il n'était pas publié dans la *Neue Zeit* et il promet, comme on l'y invite, de collaborer régulièrement ; déjà il manifeste son intention de ne pas se contenter d'une pure tactique défensive du marxisme. Certes, il croit toujours que la critique de la critique est elle-même critique, puisqu'il publiera bientôt son « Anti-Böhm-Bawerk²⁷ », mais, dès sa seconde lettre à Kautsky²⁸, il juge « stérile » la critique de Böhm-Bawerk et pense qu'il vaut mieux étudier les phénomènes que Marx ne connaissait pas, du moins sous leur forme actuelle, comme par exemple l'évolution du capitalisme concurrentiel. Un tel projet sera réalisé par le *Capital financier*, qu'on peut donc supposer en chantier dès 1902.

L'année suivante, Hilferding participe activement au grand débat sur la grève générale et, dans sa lettre du 31 août 1903²⁹, il commente longuement son article de la *Neue Zeit*³⁰, qui sera suivi d'autres études sur le même sujet³¹. Il s'oppose à la fois à ceux qui, comme Bebel, ne veulent pas entendre parler de la possibilité de la grève générale et à ceux qui, suivant Rosa Luxemburg, cherchent à user et abuser de la grève générale, qu'ils conçoivent comme une tactique éducative de la classe ouvrière. Hilferding s'affirme résolument « parlementariste », mais ce n'est pas pour cela qu'il faut renoncer à l'arme de la grève générale ; celle-ci doit demeurer la menace réelle qui rend possible l'exercice du suffrage universel. Si la bourgeoisie s'apercevait que l'exercice légal du droit de vote risquait de la déposséder, elle serait tentée de supprimer le suffrage universel ; alors la grève générale deviendrait l'*ultima ratio* du prolétariat ; il se moque de ceux qui tremblent à la seule évocation d'un affrontement violent contre la bourgeoisie.

En même temps, Hilferding annonce et justifie la parution à Vienne des *Marx-Studien*³². La *Neue Zeit*, publication bihebdomadaire, garde un peu l'allure d'un journal ; les articles ne peuvent guère s'y étendre sur plus de quelques pages et la même étude doit souvent être découpée en trois, voire quatre livraisons, ce qui est gênant pour les lecteurs ; cela pose également des problèmes aux collaborateurs et à la rédaction ; le plus grave, c'est que ce manque de place dans l'unique organe marxiste de langue allemande est une entrave à l'approfondissement et au développement de la théorie. Toutefois, dans cette justification par Hilferding de la nouvelle publication viennoise, il faut faire la part de la courtoisie envers Kautsky et on peut estimer, avec Georg Lukács³³, que le besoin ressenti par les jeunes théoriciens viennois d'avoir leurs propres publications marque en réalité le début de l'austromarxisme. De fait, la critique de Böhm-Bawerk, en tête du premier volume des *Marx-Studien* (1904), fit de Hilferding une étoile parmi les jeunes théoriciens marxistes de Vienne. « Que penses-tu du jeune Hilferding ? » écrivit Karl Kautsky à Victor Adler, le 18 octobre 1904. « Il me fait à moi la meilleure impression³⁴. » N'ayant reçu aucune réponse sur ce point, Kautsky renouvelle sa question le 8 décembre, car Hilferding lui a demandé conseil ; il est à la croisée des chemins : doit-il exercer la médecine ou non ? Ce qui est sûr, c'est que Hilferding a « un grand talent pour l'économie théorique » et qu'il est un élément de valeur au sein du petit groupe de la nouvelle génération des théoriciens marxistes. Kautsky ajoute qu'il ignore si Hilferding serait ou non un médecin remarquable, mais, en toute hypothèse, il faut se dire qu'il y a davantage de bons médecins que de bons marxistes. Enfin, Kautsky estime qu'il faut trancher, car il lui paraît impossible d'être à la fois un médecin scrupuleux et un théoricien original en économie³⁵. Pourtant, pendant deux ou trois ans encore, à Vienne, Hilferding exerça la profession de médecin tout en poursuivant ses recherches en économie. Dans une lettre datée du 10 mars 1906, il devra de nouveau dissiper les craintes de Kautsky, qui redoutait de le voir se consacrer entièrement à la médecine. Quelques mois plus tard, il est appelé à Berlin par August Bebel comme professeur d'économie politique et d'histoire de l'économie à l'école du parti, qui groupait trente fonctionnaires, mais la police prussienne lui interdit bientôt cette activité, aucun étranger ne devant être chargé de fonctions d'enseignement. Hilferding fut remplacé par Rosa Luxemburg. Toutefois Hilferding put rester à Berlin jusqu'en 1915 comme « rédacteur » du *Vorwärts*, tout en continuant à collaborer à la *Neue Zeit* et, plus tard, à la nouvelle publication mensuelle des austromarxistes, *Der Kampf*, parfois sous le pseudonyme de Karl Emil. Cependant, ni le nom ni le pseudonyme de Hilferding n'apparaissent dans les premières livraisons du *Kampf*³⁶ et, lorsqu'on sait que le *Capital financier* a paru en 1910, on peut se demander dans quelle mesure son auteur, installé à Berlin depuis quatre ans, doit encore être rattaché à l'école de Vienne. Certains semblent même en conclure que Hilferding n'est pas à compter parmi les austromarxistes³⁷. Mais il s'agit là d'une conclusion hâtive. En effet, à la fin de la préface du *Capital financier*, datée de Noël 1909, Hilferding écrit : « Le présent travail était déjà, il y a quatre ans, terminé dans ses grandes lignes (*Die vorliegende Arbeit war in ihren Grundzügen schon vor vier Jahren im wesentlichen fertig*). Des circonstances extérieures en ont seules retardé l'achèvement. » Il donne cette précision pour

26 Voir dans le n° 13, du 15 juillet 1899, « L'Inspection du travail en Autriche », trad. par Camille Polak, pp. 101-111 ; et, dans les numéros 35 et 36 des 1^{er} et 15 juin 1900, « La Grève générale des mineurs autrichiens », trad. J. Rivière, pp. 650-657 et 730-743.

27 « Bohm-Bawerk's Marx-Kritik », étude publiée dans le premier volume des *Marx-Studien*, Vienne, 1904.

28 Lettre du 21 mai 1902 (*K.D.* XII, 581) conservée dans les Archives Karl Kautsky à l'Institut international d'histoire sociale à Amsterdam (I.I.S.G.).

29 Amsterdam, I.I.S.G., *K.D.* XII. Voir aussi les lettres suivantes : 583, du 7 septembre, et 584, du 15 novembre 1903.

30 *Zur Frage des Generalstreiks*, in *N. Z.*, 22^e année, t. 1, 1903-1904.

31 *Parlamentarismus und Massenstreik*, in *N. Z.*, 23^e année, t. 2, 1904-1905, texte qui sera tiré à part.

32 Lettre du 20 décembre 1903 (Amsterdam, I.I.S.G., *K.D.* XII, 585). Il fera d'ailleurs de même une peu plus tard lorsqu'il sera question de publier à Vienne une revue mensuelle, *Der Kampf* (Amsterdam, I.I.S.G. *K.D.* XII, 599, lettre à Kautsky du 10 mars 1906).

33 Lettre de Lukács à l'auteur, Budapest, le 12 août 1961.

34 *Victor Adler, Briefwechsel mit A. Bebel und K. Kautsky*, Vienne, 1954, p. 434.

35 *Ibid.*, p. 439.

36 Le premier numéro est d'octobre 1901 et le premier article de Hilferding de décembre 1909.

37 Voir plus haut, [note 2](#).

expliquer qu'il n'ait pas pu tenir compte de livres récemment parus sur les problèmes de l'argent par exemple³⁸ ; comme le texte des chapitres concernant ces questions était déjà établi, il a dû se contenter de quelques « modifications sans importance, ainsi que de notes critiques³⁹ ». On pourrait supposer que Hilferding - qui passait pour indolent - a surtout voulu ainsi s'excuser de n'avoir pas assez tenu compte de la littérature récente sur son sujet. C'est pourquoi les lettres écrites de Vienne à Kautsky apportent un témoignage décisif. Le 11 mars 1905, après avoir rendu visite à Kautsky, Hilferding écrit qu'il aimerait bien s'installer définitivement à Berlin. mais qu'il vaut mieux pour le moment qu'il reste à Vienne pour des raisons familiales⁴⁰ et surtout parce qu'en Allemagne il se lancerait dans la politique et n'aurait pas le loisir de continuer ses travaux théoriques. A ce propos, il ajoute qu'il est en train d'étudier ce qui a trait à l'argent et aux banques (*Geld- und Bank-literatur*) et qu'il s'occupera ensuite des cartels et de la Bourse pour arriver à une description du capitalisme moderne⁴¹. Un mois plus tard, il ne fait plus preuve du même optimisme et se sent plutôt écrasé par l'énormité de la tâche qu'il a entreprise, mais il pense en même temps qu'en matière de théorie toute tentative est utile, au moins à celui qui l'entreprend⁴². Le 27 mai, on apprend qu'il a changé d'appartement et qu'il a eu de la peine à l'aménager « à cause de la grève des menuisiers » ; il vient tout de même de commencer à rédiger le *Capital financier*, mais ajoute, sans doute avec humour, qu'il n'a encore guère écrit autre chose que le titre⁴³. Le 4 juillet, il se plaint que la chaleur et ses occupations de médecin l'empêchent de travailler ; quelque temps après, il est reçu par la famille Kautsky à Saint-Gilgen⁴⁴. Le 24 octobre il manifeste la ferme intention de continuer à rédiger le *Capital financier* au cours de l'hiver qui approche. Il ajoute qu'il se réjouit beaucoup du retour de Gustav Eckstein et, en post-scriptum, annonce qu'Otto Bauer a passé ses examens avec les félicitations du jury, mais que cela ne lui a pas tourné la tête le moins du monde⁴⁵. Ces notations, ainsi que les commentaires et les explications que donne Hilferding à Kautsky sur de multiples aspects de l'action du parti animé par Victor Adler, montrent, s'il en était besoin, que Hilferding ne s'était pas enfermé dans une tour d'ivoire pour rédiger son livre mais qu'il était en liaison constante avec les autres membres du groupe. On sait que les intellectuels marxistes de Vienne siégeaient presque en permanence au fameux *Café central* qui fut aussi assidûment fréquenté par Trotsky de 1908 à 1914.

Le 18 décembre 1915, Hilferding s'excuse auprès de Kautsky de n'avoir pas assez travaillé pour la *Neue Zeit* : les malades et le *Capital financier* lui prennent tout son temps⁴⁶. La longue lettre du 7 février 1906, et surtout sa seconde partie, datée du 10 mars 1906, est très intéressante. Hilferding annonce qu'il a terminé, pour l'essentiel, le premier chapitre sur l'argent et qu'il étudie maintenant le rôle de l'argent dans le processus de la circulation du capital. A ce propos, il demande à Kautsky la permission de consulter le manuscrit des tomes II et III du *Capital* de Marx, car il soupçonne Engels de n'avoir pas toujours bien compris de quoi il s'agissait (*Ich habe nämlich den Verdacht, dass Engels nicht immer gesehen hat, worum es sich handelt*) ; il tient quelques-unes de ses polémiques contre Marx pour tout à fait contestables (*einige seiner polemischen Bemerkungen gegen Marx halte ich direkt für unrichtig*) et il pense qu'il serait intéressant de vérifier si Engels n'a pas « laissé de côté des passages qui seraient justement importants pour la compréhension des problèmes de la concurrence⁴⁷ ». Nous ignorons si Kautsky accéda à la demande de Hilferding, mais voici ce qu'écrivit Maximilien Rubel qui a pu, quant à lui, « étudier, pendant plusieurs années », à l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam, les manuscrits originaux des Livres II et III du *Capital* : « Engels a fait à la fois trop et trop peu pour le Livre II, comme d'ailleurs, pour le Livre III (...) : trop, en lui donnant l'apparence d'un ouvrage définitif ; trop peu, en écartant de son choix des manuscrits dont la publication intégrale eût révélé des aspects importants de l'entreprise scientifique de Marx, en même temps qu'elle eût mieux fait comprendre les raisons de son inachèvement⁴⁸. »

Par la suite, il ne fut plus question du *Capital financier* dans les lettres de Hilferding à Kautsky. Hilferding se demandait surtout s'il devait ou non aller s'installer à Berlin. Les raisons qu'il donne, tantôt pour retarder, tantôt pour souhaiter ce départ, éclairaient sa mentalité et laissent supposer chez lui une certaine vanité, confirmée d'ailleurs par le témoignage de ceux qui l'ont connu à cette époque. Dans une lettre à Kautsky, du 7 février 1906⁴⁹, il estime qu'il vaut mieux pour lui rester à Vienne pour « prendre de la bouteille » (*ablageren*) ou, si l'on préfère, pour « mûrir » (*ausreifen*). S'il partait maintenant à Berlin, il y serait considéré comme un « jeune qui manque de maturité » (*als ein "junger", "unfertiger"*) et il devrait écouter respectueusement ses camarades pleins de tant d'expérience. S'il vient plus tard, lorsqu'il aura pu faire ses preuves, il aura plus de chances de réussir. Il ajoute toutefois une raison plus sérieuse : un théoricien marxiste ne doit pas se contenter de travailler en chambre, il doit intervenir pratiquement dans la politique du parti, autrement - sauf le cas exceptionnel de Kautsky, qu'il met courtoisement à part -, ce théoricien n'est qu'un simple employé du parti dont l'opinion a peu de poids. Or, comme Hilferding n'est pas citoyen allemand, il n'aura même pas la possibilité de participer aux élections ; c'est pourquoi il demande à Kautsky s'il ne pourrait se faire naturaliser en Allemagne. Il réalisera ce vœu en 1920, mais on assistera, dès lors, moins à une liaison entre théorie et pratique qu'à une absorption par la pratique. On sait, en effet, qu'après la guerre Hilferding, devenu en Allemagne un homme politique de premier plan, n'a plus écrit que des articles ou des discours. Cette activité pratique semble, au demeurant, concorder davantage avec son tempérament. Ceux qui ont connu Hilferding à l'époque où il écrivait le *Capital financier*⁵⁰ ont été frappés que cet homme jovial ait pu, avant l'âge de trente ans, écrire cet épais volume, technique, aride, froidement argumenté et dont, à s'en tenir aux apparences, ils auraient plus volontiers attribué la paternité à l'austère Otto Bauer. Hilferding était grand, très brun ; il avait une figure ronde et colorée. Bon vivant, voire viveur, il aimait dit-on les plaisirs de la table, le vin et les femmes.

38 Il cite, à ce propos, le livre de Georg F. Knapp, *Staatliche Theorie des Geldes*, paru à Leipzig, en 1905, soit cinq ans avant le *Capital financier*.

39 Dans ces notes, Hilferding utilise des revues et des journaux de 1907, de 1908 et de 1909 lorsqu'ils relatent des faits ou publient des chiffres qui appuient son texte.

40 L'état de santé de sa mère s'est aggravé.

41 Amsterdam, I.I.S.G., *K.D.* XII, 588.

42 Lettre du 3 avril 1905, *Ibid.*, 589.

43 *Ibid.*, 590.

44 *Ibid.*, 591 et 592.

45 *Ibid.*, 596.

46 *Ibid.*, 598.

47 *Ibid.*, 599.

48 Karl Marx, *Œuvres*, Economie II, Bibliothèque de la Pléiade, Paris, 1968, p. 502.

49 Amsterdam, I.I.S.G., *K.D.* XII, 599.

50 Nous pensons, en particulier, à Elisabeth Lazarsfeld, devenue Mme Zerner.

Dans cette ville de Vienne dont, selon Freud, la bonne société était hypocritement pudique et « refoulée », Hilferding, impulsif et extraverti, s'exprimait franchement et vivait sans distance les émotions et les passions de l'instant, tantôt fougueux, tantôt abattu⁵¹. Il s'était marié jeune, avant même la fin de ses études, avec Margarete, qui était un peu plus âgée que lui et à ce qu'on dit, peu jolie. C'était une femme d'une grande bonté et d'une grande intelligence, qui paraissait dominer son époux. Hilferding fait lui-même allusion à cette situation dans une lettre à Kautsky⁵². Margarete Hilferding était médecin et écrivit des comptes rendus dans la *Neue Zeit* et des articles dans le *Kampf*. Elle suivit son mari à Berlin, où naquit leur second fils, en 1908, mais, la même année, elle revint à Vienne où elle s'installa définitivement avec ses deux enfants. Son divorce, par consentement mutuel, fut prononcé en 1923. Plus tard, elle fut déportée par les nazis. Hilferding se remaria ; les Viennois disent de sa seconde femme qu'elle jouait les grandes dames et qu'elle contribuait à faire évoluer Hilferding vers l'« embourgeoisement ». A Vienne, et pendant son premier séjour à Berlin, Hilferding était un socialiste de gauche : lorsque, le 4 août 1914, le groupe social-démocrate du Reichstag vota les crédits militaires, Hilferding fut de ceux qui, au sein du parti, s'opposèrent à ce vote⁵³. Malgré cela, ses relations avec Rosa Luxemburg - qui dès 1907 avait pris sa succession à l'École du parti - n'étaient pas bonnes. Gottschalch affirme que cet antagonisme était moins motivé par de profondes divergences d'opinion que par une sorte d'incompatibilité d'humeur, Rosa Luxemburg reprochant à Hilferding son style de vie à la viennoise, nonchalant et jouisseur⁵⁴. Il est vrai que les lettres des austromarxistes conservées à l'Institut d'Amsterdam, notamment celles de Gustav Eckstein, témoignent d'une certaine animosité méprisante à l'égard de Rosa Luxemburg, couramment appelée « la Rosa ». Dans une lettre à Clara Zetkin, Rosa Luxemburg se plaint elle-même de ce que Hilferding s'était allié à Bebel pour retarder la parution de *L'Accumulation du capital*⁵⁵ et on sait que, par la suite, dans sa *Critique des critiques*, elle fait un sort particulier à Otto Bauer et relève les critiques sans indulgence de Hilferding et de Gustav Eckstein⁵⁶, Quoiqu'il en soit, ces intenses polémiques furent interrompues par la guerre.

Hilferding ne quitta pas tout de suite l'Allemagne ; il ne fut mobilisé dans l'armée autrichienne qu'en 1915, il avait trente-huit ans. Nous savons qu'il fut en poste à Steinach⁵⁷, à une quinzaine de kilomètres du col du Brenner, sur la route d'Innsbruck, Paul F. Lazarsfeld, alors à peine âgé d'une quinzaine d'années, et sa jeune sœur Elisabeth furent pendant deux semaines, confiés à sa garde, à Steinach. Cela peut laisser supposer que Hilferding était considéré comme étant plutôt à la campagne qu'en campagne, ce qui était bien naturel de la part d'un antimilitariste. Les lettres qu'il écrivit à Kautsky pendant la guerre sont laconiques et banales. Toutefois, on peut y lire qu'il considère l'assassinat du premier ministre de l'empereur par Fritz Adler comme une « folie pure⁵⁸ ». Cependant il reste à la gauche du parti et, lors d'une permission, rend visite à Fritz Adler dans sa prison ; il rapporte à Kautsky que cette rencontre avait été aussi libre et détendue qu'une « causerie dans un café⁵⁹ ». Après la révolution russe, le 3 décembre 1917, il écrit, toujours à Kautsky, que le parti socialiste autrichien, comme prévu, semble se ranimer sous l'influence d'Otto Bauer, rentré de captivité. Toutefois, il trouve les jugements de Bauer sur la Russie un peu trop optimistes et il redoute une déception⁶⁰.

La guerre finie, Hilferding retourne à Berlin et devient aussitôt rédacteur en chef de la *Freiheit* dont, en six mois, le tirage passe de 30 000 à 250 000 exemplaires. En même temps, il devenait membre du comité directeur du parti socialiste indépendant (U.S.P.D.). On sait qu'en avril 1917, à Gotha, une scission s'était produite ; la minorité de gauche s'était constituée en parti indépendant autour de Kautsky, Haase, Ledebour, Bernstein et Dittman. La fraction spartakiste, animée par Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Clara Zetkin et Franz Mehring, adhéra au nouveau parti. Mais des divisions ne tardèrent pas à apparaître. Le 15 décembre 1918, Hilferding fit approuver, par une majorité des trois quarts de l'assemblée générale des membres berlinois de l'U.S.P.D. la résolution suivante : « La tâche politique la plus importante de l'U.S.P.D est actuellement l'organisation des élections à l'Assemblée nationale⁶¹. » Opposée à l'adoption de cette voie parlementariste, Rosa Luxemburg tenta vainement de faire convoquer immédiatement un congrès du parti ; sa proposition ne recueillit que 195 voix contre 485. Ainsi, prisonniers d'un parti qu'ils ne pouvaient ni contrôler, ni même influencer, les spartakistes réunirent, le 29 décembre 1918, une conférence nationale de leurs partisans d'où allait sortir le parti communiste allemand.

Dès novembre 1918, Hilferding s'était prononcé pour la nécessité de remettre, par priorité, la production en marche, mais il tirait en même temps de ce louable souci la conclusion qu'il ne fallait socialiser qu'avec prudence et s'en tenir, pour le moment, aux industries « arrivées à maturité⁶² ». Ces positions ne pouvaient que le conduire à s'opposer aux partisans de la III^e Internationale, qui manifestaient moins le souci de remise en ordre de l'économie que celui de l'expropriation violente des expropriateurs. De fait, lors du congrès de Halle, du 12 au 17 octobre 1920, au cours duquel se produisit la scission de l'U.S.P.D., Hilferding fut le leader de la fraction minoritaire⁶³ qui refusait d'adhérer à la III^e Internationale ; le congrès fut marqué par le duel oratoire qui l'opposa à Zinoviev⁶⁴. Mais les communistes n'avaient pas attendu ce congrès pour s'en prendre à Hilferding ;

51 Dans une lettre à Victor Adler, Karl Kautsky écrit le 26 juin 1913 : « Hilferding est surmené et flapi » (*überarbeitet und matt*). In *Victor Adler Briefwechsel...*, p. 513.

52 Lettre du 9 août 1905 (I.I.S.G. d'Amsterdam, *K.D.* XII, 592), Hilferding fait état des remarques d'Otto Bauer qui aurait prétendu que Margarete faisait l'éducation de Rudolf.

53 On ne peut cependant dire, comme le fait Pietranera, qu'Hilferding a « voté contre les crédits de guerre » (« Nel 1914, pacifista convinto, oltre le sue convinzioni ufficiali di socialista tedesco, vota contra i crediti di guerra »). Voir *Il Capitale finanziario*, Introduction, p. 13. En effet, à cette époque, Hilferding n'était pas député, mais simple « rédacteur étranger », à ce propos, voir aussi la lettre de A. Südekum qui demande, le 29 juillet 1914, au chancelier Bethmann-Hollweg de ne pas expulser Hilferding (*Europe*, 2-421-22, 1964, p. 57).

54 W. Gottschalch, *op. cit.*, p. 15.

55 Nous sommes redevable de cette information à Irène Petit.

56 Voir, par exemple, *L'Accumulation du capital*, Paris, Ed. Maspéro, 1967, t. II, pp. 172-175.

57 Ses lettres à Kautsky sont datées de Steinach jusqu'en octobre 1916. Ensuite Hilferding fait partie du *Mobiles Epidemie-Spital* n° 2.

58 Lettre du 25 octobre 1916 (Amsterdam, I.I.S.G., *K.D.* XII, 620).

59 Lettre du 31 janvier 1917 (*Ibid.*, 628).

60 *Ibid.*, 636.

61 Gilbert Badia, *Histoire de l'Allemagne contemporaine*, Paris, 1962, t. 1, p. 128.

62 *Ibid.*, p. 115.

63 On compte 236 délégués pour l'adhésion et 156 contre.

64 Gilbert Badia, *Le Spartakisme*, Paris, 1967, p. 317.

des le début de 1920, le comité exécutif de la III^e Internationale reprochait à l'U.S.P.D de lui avoir confié la direction de la *Freiheit*⁶⁵ et, au cours du second congrès de l'Internationale communiste, le 29 juillet 1920, à Pétrograd, Zinoviev s'en prit particulièrement à Kautsky et à lui⁶⁶. Toutefois, Hilferding restait fidèle à la tendance du Centre et participa aux activités de l'Union des partis socialistes pour l'action internationale (U.P.S.), dite aussi l'union de Vienne ou, par dérision « II^e Internationale et demie ». A la conférence préliminaire de Berne, du 5 au 7 décembre 1920, il représentait l'U.S.P.D avec Crispin, Ledebour et Rosenfeld. On le retrouve également à Vienne⁶⁷ en février 1921, pour la conférence constitutive. Il s'y fit remarquer par une intervention contre les « réparations » imposées à l'Allemagne, dans lesquelles il voyait une continuation de la guerre par des moyens économiques. Or, la guerre, c'est le désordre et l'injustice sur le plan international. Selon Hilferding, critiquer les réparations, ce n'était pas tomber dans le nationalisme et, à ce propos, il rappelait que lui-même et tous ceux qui se réunissaient pour fonder l'U.P.S. s'étaient toujours opposés à la guerre et au social-patriotisme. Mais, justement, d'un point de vue internationaliste, il était absurde d'obliger l'Allemagne à livrer par exemple le charbon - dont elle manquait - pour réduire au chômage des mineurs du pays de Galles ou de Belgique. De même, la livraison de bateaux provoquait une crise dans la construction navale des pays de l'Entente. Il montrait, d'un autre côté, la situation misérable du prolétariat allemand et combien il allait être vulnérable à la propagande des agitateurs nationalistes⁶⁸. Les socialistes patriotes qui avaient approuvé, voire signé, les décisions de la « Conférence de la Paix » préparaient donc une nouvelle catastrophe ; mais les dirigeants de la III^e Internationale allaient malheureusement dans le même sens en proposant à la bourgeoisie allemande une alliance avec la Russie soviétique. Cependant, l'U.P.S. n'eut qu'une vie brève, de 1921 à 1923, et, faute de pouvoir pratiquer sa doctrine, Hilferding en était réduit au rôle de Cassandre.

Ce fut sans doute, pour une part, le souci d'éviter l'inefficacité de ceux qui ont raison tout seuls qui incita Hilferding à rejoindre, en septembre 1922, au congrès de Nuremberg, le parti socialiste majoritaire et ses sociaux-patriotes. Ainsi, à la grande déception de ses amis restés à Vienne, Hilferding qui, selon une expression de Trotsky, était arrivé en Allemagne « en révolté⁶⁹ », évoluait de plus en plus vers la droite. Il entraîna avec lui la majorité de ce qui restait de l'U.S.P.D. Mais la gauche de ce parti, animée par Ledebour et par Théodore Liebknecht, refusa la fusion et lança un nouvel hebdomadaire dont le titre annonçait la couleur : *Klassenkampf*.

Dès lors, Hilferding fit carrière dans le grand parti socialiste. Naturalisé depuis 1920, il fit partie, de 1920 à 1925, du Reichswirtschaftsrat et devint ministre des Finances dans le cabinet Stresemann constitué en août 1923 ; mais la bourgeoisie, effrayée par les mouvements de grève et plus généralement par ce qu'elle croyait être « le climat de novembre 1918 » (*Novemberstimmung*), exigea la démission de Hilferding, jugé par elle trop à gauche. On lui reprochait aussi de n'avoir présenté par écrit aucun projet précis ; il avait pourtant préparé soigneusement une réforme de la fiscalité et, entre temps, il avait vainement tenté de faire indexer le mark. Il fut remplacé, le 6 octobre 1923, par le populiste Luther. En 1921, Hilferding fut élu député au Reichstag et conserva cette fonction jusqu'à l'arrivée de Hitler au pouvoir. Cette même année 24, ayant dû abandonner la direction de la *Freiheit* en même temps qu'il rejoignait les rangs des socialistes majoritaires, il devint (et restera également jusqu'en 1933) directeur de la revue *Die Gesellschaft*⁷⁰. Il semble toutefois que Hilferding épuisa rapidement les délices de l'activité politique pratique. Comme Kautsky avait quitté définitivement Berlin pour Vienne, il se sentait un peu isolé ; il souhaitait qu'Otto Bauer vint le voir à l'occasion d'un de ses déplacements et il regrettait de n'avoir plus assez de temps pour se livrer aux recherches théoriques ; il désirait reprendre et élargir sa théorie de l'argent (*Geldtheorie*) et étudier la signification des récentes crises financières aux U.S.A. et en Angleterre pour savoir quelles conclusions on pouvait en tirer en ce qui concernait l'influence de la Banque centrale sur la conjoncture⁷¹. On voit par là que Hilferding, une nouvelle fois, se montre bon disciple de Marx : pas plus que ce dernier ne considérait le Capital comme une œuvre définitive - puisqu'il aurait souhaité réviser le Livre I plutôt que d'écrire les suivants -, Hilferding ne prétend avoir « tout prévu », tout analysé ni encore moins avoir écrit une quelconque Bible. Il pense sans doute, comme Otto Bauer⁷², que « chaque génération, chaque âge et chaque milieu culturel a son Marx », ou du moins qu'ils devraient l'avoir. Malheureusement, Hilferding ne semble pas avoir dépassé le stade du regret et on ne peut suivre concrètement l'évolution de sa pensée que par ses articles ou par ses discours. A ce propos, il convient de faire une place à part à son intervention au congrès du parti socialiste de Kiel, en mai 1927⁷³. Examinant d'abord « le capitalisme après la guerre », il exprime l'opinion que l'effondrement du système capitaliste n'a rien de fatal, qu'on ne peut l'attendre de la contradiction de ses lois internes mais seulement de l'action consciente de la classe ouvrière. Les économistes bourgeois ont vu, poursuit-il, dans l'amélioration de l'économie, la preuve de l'erreur et de l'échec du marxisme, alors que le passage du capitalisme de la libre concurrence sous le règne des lois aveugles à un capitalisme organisé par le moyen des cartels et des trusts internationaux ne fait que hâter l'heure où un Etat démocratique pourra contrôler l'économie (ce qui est, pour Hilferding, le but pisé par les marxistes). Il n'est pas vrai que le capitalisme moderne ne soit pas en mesure d'augmenter réellement les salaires ; cette impossibilité n'était le fait que du capitalisme primitif. De même il n'est pas vrai que tout Etat doit être détruit : aux mains de la classe ouvrière, l'Etat peut être un instrument de direction de l'économie dans l'intérêt de tous. La force ne doit avoir qu'un rôle défensif et, pour se moquer des nostalgiques de la violence, il leur attribue ce mot d'Otto Bauer : « Le socialisme ne me plaît pas si je ne puis employer la violence pour le réaliser. » A un interrupteur qui lui demande : « A quoi sert le parti, alors? », il répond aussitôt : « Si vous n'avez pas compris que la sauvegarde de la démocratie et de la République est pour le parti la tâche la plus importante et la plus utile, vous n'avez pas compris l'A.B.C. de la politique. » Il rappelle qu'il a lutté, en son temps, contre la soumission aux vingt-et-une conditions de Moscou et, à ceux qui dénoncent « les illusions démocratiques », il répond que ce qui est aujourd'hui dangereux, ce sont les illusions antidémocratiques, quand l'ensemble de la réaction en Allemagne est en train de s'unir contre la démocratie et pour le fascisme » (*gegen die Demokratie und für Faschismus einigen*). Les élections du 20 mai

65 André Donneur, *Histoire de l'Union des partis socialistes pour l'action internationale*, Sudbury, Ontario, 1967, p. 35.

66 *Der zweite Kongress der Kommunistischen Internationale*, Vienne, 1920, pp. 87-88.

67 Où *Le Capital financier* venait d'être réédité.

68 Voir l'analyse de ce discours dans la thèse d'André Donneur, *op. cit.*, pp. 111-114.

69 L. Trotsky, *Terrorisme et communisme*, Paris, 1963, p. 268.

70 *Die Gesellschaft, internationale revue für Sozialismus und Politik*, herausgegeben von Rudolf Hilferding, Berlin, Dietz, 1924-1933.

71 Lettre à Kautsky du 19 juillet 1924 (Amsterdam, I.I.S.G., *K.D.* XII, 636).

72 *Histoire d'un livre*, p. 197.

73 *Die Aufgaben der Sozialdemokratie in der Republik*.

1928 semblent donner raison aux partisans de la voie parlementaire : les sociaux-démocrates gagnent 1 300 000 voix, alors que les nationaux-socialistes, perdant 100 000 voix, n'en ont plus, en tout, que 810 000, contre 9 153 000 aux sociaux-démocrates. Après de longues négociations. Hermann Müller, qui avait déjà été chancelier en 1920, forme un cabinet de grande coalition. Hilferding occupe le ministère des Finances. Une nouvelle fois, le 6 décembre 1929, il devra démissionner. Il négociait, en effet, avec la banque américaine Dillon l'octroi d'un crédit à court terme pour assurer le traitement des fonctionnaires ; la banque américaine demanda à la Reichsbank si elle était d'accord pour ce crédit ; le directeur de la Reichsbank, Schacht, qui exigeait, avant tout nouvel emprunt, des mesures de déflation, répondit par la négative, et Hilferding ne put que s'effacer⁷⁴. Cet incident permet de comprendre l'attitude étonnante de Hilferding lorsque en 1933 Hitler devint chancelier. Dans sa préface, Pietranera cite un témoignage, rapporté par P.M. Sweezy, qui nous montre un Hilferding gardant la tête froide, les pieds au chaud dans ses pantoufles ; selon lui, il ne s'agissait que d'un gouvernement de coalition comme un autre ; Hindenburg était toujours président de la République⁷⁵. Mais c'est le professeur Paul F. Lazarsfeld qui nous donne, semble-t-il, la clé de cet étrange optimisme. Le 30 janvier, tandis que Lazarsfeld donnait une conférence, on vint annoncer l'arrivée de Hitler à Berlin ; de sept heures du soir à une heure du matin, les hommes du Casque d'Acier, noyés au milieu des sections d'assaut, dont les bataillons n'étaient séparés que par des cliques militaires, défilèrent en une immense retraite aux flambeaux⁷⁶. Selon Lazarsfeld, Hilferding ne prit pas cette mascarade au sérieux. A son avis, le pouvoir de Hitler ne pouvait durer plus de six ou huit semaines : dès qu'il toucherait à la Reichsbank, il serait rejeté par la bourgeoisie capitaliste. On voit par là que Hilferding exagérait considérablement la signification de sa propre éviction du ministère des Finances par le directeur de la Reichsbank. Toutefois, il dut bientôt se rendre à l'évidence ; pour échapper à la Gestapo, il se cacha chez un ami et, à la fin de mars 1933, le député socialiste Otto Eggerstedt - qui devait plus tard être tué par les nazis - le fit passer au Danemark, d'où il rejoignit la Suisse. Il vécut à Zurich jusqu'en 1938. Il y vécut dans le dénuement, car au lieu de chercher un travail rémunéré comme professeur d'économie politique ou comme expert économique, il voulut consacrer tout son temps et toutes ses forces à la poursuite du combat politique. Il participa à l'activité de l'Internationale⁷⁷ et du parti socialiste allemand, dont la direction s'était réfugiée en Tchécoslovaquie ; il écrivit un grand nombre d'articles⁷⁸, parfois sous le pseudonyme de Kern. Herbert Marcuse, qui de 1930 à 1933 avait écrit un certain nombre d'importants articles dans la *Gesellschaft*⁷⁹, le rencontra à Zurich peu après la prise de pouvoir par Hitler. Ils eurent ensemble une longue conversation, au cours de laquelle Marcuse lui demanda si l'instauration du nazisme l'avait amené à mettre en question la justesse de la politique de la social-démocratie. Hilferding répondit par la négative⁸⁰. D'après d'autres témoignages, au contraire, le succès de Hitler aurait incité Hilferding à changer toute la philosophie et les principes de la social-démocratie allemande. Il aurait pensé, en particulier, que seul un combat révolutionnaire pouvait renverser la dictature hitlérienne et empêcher la guerre. Il fit inscrire, en janvier 1934, dans le programme de Prague de la social-démocratie allemande, que « la classe ouvrière devait employer tous les moyens pour conquérir et pour conserver le pouvoir politique⁸¹ ». C'était là répudier avec éclat le réformisme traditionnel de la social-démocratie allemande. Il se peut toutefois que cette « nouvelle ligne » ne comportât pas la condamnation de la politique passée qui s'exerçait dans d'autres conditions. Il n'y a pas de tactique valable pour tous les temps, et on ne trouvait guère de réformistes qui estimaient que le despotisme hitlérien pourrait être renversé sans violence. La grande victoire de Hitler ne fut pas tant de vaincre ses adversaires qu'en un sens de les vaincre dans leur doctrine même, de mettre en doute leur foi dans l'efficacité de la rationalité pacifique.

En 1938, Hilferding rejoignit à Paris son ami Breitscheid, avec qui, tout au long de sa carrière politique en Allemagne, bien que de tempérament différent, il s'était senti en accord ; ils avaient notamment pris les mêmes options au sein du parti socialiste indépendant d'Allemagne (U.S.P.D.). Breitscheid était très lié avec plusieurs socialistes français : il était l'ami de Léon Blum et Pierre Viénot lui laissait la disposition de son appartement, rue Cognacq-Jay⁸². On sait peu de choses de la vie de Hilferding à Paris. *Le Populaire* le cite parmi les socialistes allemands qui assistèrent aux obsèques d'Otto Bauer, au Père-Lachaise. le 6 juillet 1938⁸³.

En juin 1940, Breitscheid et Hilferding, comme le gouvernement et beaucoup de Français, furent vers le sud de la France. Ils étaient munis d'un visa exceptionnel tchèque qui, en temps normal, aurait dû leur permettre de partir pour les Etats-Unis, mais maintenant il y manquait un cachet (*Sichtvermerk*)⁸⁴ des autorités françaises et il leur était impossible de s'embarquer. Ils envisagèrent la possibilité de franchir illégalement⁸⁵ la frontière espagnole, mais ils y renoncèrent, craignant sans doute d'être immédiatement livrés par Franco à Hitler. Heinrich Mann se sauva pourtant de cette façon, mais le sort d'un homme politique aurait peut-être été différent. Ils tentèrent aussi de retourner en Suisse pour y prendre l'avion de Lisbonne, mais sans doute ne purent-ils atteindre cette frontière. En désespoir de cause, ils cherchèrent à obtenir un visa de sortie des autorités françaises par des démarches auprès de Vincent Auriol et de Léon Blum, qu'ils purent retrouver aux environs de Toulouse. Voici le récit de Vincent Auriol :

« Dans l'après-midi du 25 juin, mon secrétaire fait entrer dans mon cabinet⁸⁶ la fille d'Hermann Müller, ancien président du

74 Badia, *op. cit.*, t. I, p. 264.

75 Pietranera, *op. cit.*, p. 14.

76 Badia, *op. cit.*, t. I, p. 326.

77 Il voulait, en particulier, que l'Internationale vienne en aide aux démocraties occidentales.

78 Articles publiés dans le *Kampf* (Vienne), la *Zeitschrift für Sozialismus* (Karlsbad - aujourd'hui Karlovy Vary - en Tchécoslovaquie).

79 Dans cette revue socialiste, dirigée par Hilferding, Marcuse écrivit notamment sur Marx Adler, sur Korsch et sur les [manuscrits de 44](#).

80 Lettre de H. Marcuse du 28 août 1968.

81 *Kampf und Ziel des revolutionären Sozialismus. Die Politik der Sozial-demokratischen Partei Deutschlands*, Prague, janvier 1934. Cité par Gottschalch, *op. cit.*, pp. 27 -28.

82 Témoignage de Mme Andrée-Pierre Viénot, conseiller général des Ardennes, maire de Rocroi (lettre du 2 septembre 1968).

83 Voir *Le Populaire* du 7 juillet 1938, p. 2.

84 Sauf indications contraires, nous suivons, pour ces derniers mois de la vie de Hilferding, le récit détaillé et bien documenté de Kurt Kersten, « Das Ende Breitscheids und Hilferding » in *Deutsche Rundschau*, 84^e année, Baden-Baden, sept. 1958, pp. 843-854.

85 Selon André Blumel, qui les vit près d'Albi, Breitscheid et Hilferding répugnaient à une fuite illégale, qui les aurait obligés à se déguiser, à se grimer, etc.

86 A. Muret.

Conseil de la République allemande et signataire du traité de Versailles, Hilferding et Breitscheid, qui furent ses collaborateurs. Mme Breitscheid les accompagne.

« Un instant de surprise, non d'étonnement. Je comprends. J'ai lu cette clause de la convention d'armistice : « Le gouvernement français est tenu de livrer, sur demande, tous les ressortissants allemands désignés par le gouvernement du Reich et qui se trouveront en France ou dans les possessions françaises » (Art. 19).

« Breitscheid et Hilferding ne se font pas d'illusion. Hitler va les réclamer. Le gouvernement les lui livrera. Ils veulent aller en Amérique.

« (...) C'est au cours des conférences socialistes internationales réunies pour étudier et essayer de résoudre le problème des réparations dans l'intérêt de la démocratie et de la paix que j'ai connu Müller, Breitscheid et Hilferding. Je peux porter témoignage de leur amitié pour la France⁸⁷. Ils l'ont prouvé en méritant la haine du nationalisme et des magnats allemands. (...) Grand économiste, c'est par conviction républicaine et socialiste qu'Hilferding désirait une organisation démocratique de l'Europe. (...) Hilferding et Breitscheid se réfugièrent en France. Hitler les déclara déchus de la nationalité allemande. Il les fit condamner à mort par contumace. Depuis sept ans, ils vivaient péniblement à Paris⁸⁸.

« Aujourd'hui, le bourreau les réclame. Grâce au dévouement d'un fonctionnaire courageux, ils ont obtenu un laissez-passer pour aller de Bordeaux à Sète. On les a refoulés. Ils n'espèrent plus se sauver, mais ils ne veulent pas être livrés vivants : Breitscheid s'est procuré un poison, Hilferding un revolver.

« Après trois jours de démarches, d'inquiétudes et d'espoir, j'ai pu les faire conduire jusqu'à Marseille.

« A Vichy, pendant les séances de l'Assemblée nationale, Marx Dormoy essaiera d'obtenir de Marquet, qui les avait connus au temps où il était socialiste, les papiers nécessaires à leur départ de France. Rien ne fut fait⁸⁹.

Léon Blum écrit de son côté :

« Une clause de l'armistice (...) obligeait le gouvernement français à livrer aux mains de Hitler, sur simple réquisition, les ex-citoyens du Reich, même ceux que les nazis avaient fait déchoir, par décrets nominatifs, de la nationalité allemande. Cette clause infâme, qui suffirait au déshonneur des hommes qui y ont souscrit, était, en effet, l'une de celles que les plénipotentiaires français avaient accueillies avec un semblant de protestation. Mussolini y avait dédaigneusement renoncé, mais Hitler l'avait féroceusement maintenue, et le gouvernement de Pétain s'était incliné devant la volonté du vainqueur en feignant de tenir pour valable une très vague assurance donnée de vive voix, et à titre privé, par le maréchal Keitel⁹⁰. Tous les exilés et proscrits allemands pouvaient donc tomber, d'un jour à l'autre, sous le coup de cet engagement qui subsistait dans sa teneur littérale. J'avais vu à L'Armurier⁹¹ mes vieux amis Breitscheid et Hilferding. Passant de ville en ville avec leurs femmes, et aussi avec la fille d'Hermann Müller, que les Breitscheid avaient comme adoptée⁹², ils s'étaient arrêtés pendant quelques jours près de Toulouse, et Vincent Auriol les avait accueillis à Muret. Breitscheid, dont le fils unique était déjà prisonnier des nazis depuis leur entrée à Copenhague, m'avait dit : « Nous avons du poison, ma femme et moi. Sous ne tomberons pas sous leurs griffes... » Vincent Auriol et moi avons alors essayé de régler leur voyage par étapes jusqu'à Marseille puis leur embarquement pour les Etats-Unis, mais nous n'avions réussi à exécuter que la première partie du programme.

« Voilà de quoi Dormoy était allé s'entretenir avec Marquet. Si bas que fût tombé notre ancien camarade⁹³, l'idée de livrer aux bourreaux des hommes qui s'étaient confiés à l'hospitalité française lui faisait pourtant horreur : « Prenez les devants, lui répétait Dormoy ; faites-les filer en douceur avant que Hitler vous les réclame ; car il les réclamera un jour ou l'autre, les bons propos de Keitel ne l'engagent à rien. Délivrez bien vite les passeports ; au besoin, faites établir de faux états civils ; autorisez ou préparez les passages. Tout cela n'est qu'une très simple affaire de police... » Marquet avait promis, mais je doute que les promesses aient été entièrement tenues. Au moment où j'ai été arrêté⁹⁴ les Breitscheid, les⁹⁵ Hilferding, la petite Birmann - la fille d'Hermann Müller - n'avaient pas encore quitté la France⁹⁶. »

En effet les Breitscheid, Erika Müller et Hilferding se trouvaient toujours à Marseille, attendant un visa. C'est là, en particulier, que Alexander Stein rencontra Hilferding, qu'il trouva très découragé. Ne comptant plus partir légalement, ils s'étaient laissés convaincre, par des amis américains qui appartenaient à un comité d'entraide aux juifs, de s'embarquer sur un bateau à destination de Casablanca ou (selon Kurt Kersten) d'Oran. Mais, la veille de l'arrivée de ce bateau, ils furent refoulés à Arles et consignés à l'hôtel Forum. Mlle Catherine Augier qui s'occupait à l'époque de l'hôtel avec son frère, se souvient encore bien de l'arrivée de Hilferding et même du numéro de la chambre qu'il habitait. Hilferding et ses compagnons menaient une vie très tranquille et parlaient peu. Ils travaillaient dans leurs chambres ; cependant ils étaient libres de sortir de l'hôtel à tout moment ;

87 Pour mieux comprendre le style patriotique de ces mémoires, il faut se souvenir qu'ils parurent juste après la Libération.

88 En ce qui concerne Hilferding, ce séjour en France ne durait que depuis 1938.

89 Vincent Auriol, *Hier Demain*, Paris, 1945, t. I, pp. 85-88.

90 Les archives allemandes et italiennes de l'Armistice ont, depuis, révélé que ce fut Badoglio qui renonça à cette clause ; Mussolini, au contraire, en fut irrité. D'autre part, tous les documents montrent l'acharnement de Keitel pour la faire admettre. Enfin, les plénipotentiaires français n'étaient pas à la merci des vainqueurs qui redoutaient, s'ils imposaient des conditions trop dures, la poursuite de la guerre en Afrique du Nord protégée par la marine de guerre. (D'après des remarques orales de M. Henri Michel, secrétaire général du *Comité d'histoire de la seconde guerre mondiale*.)

91 Près de Toulouse.

92 Mme Erika Müller était alors âgée d'une trentaine d'années ; elle était divorcée.

93 Maire de Bordeaux. S'était séparé du parti socialiste, en même temps que Marcel Déat, lors du 30^e congrès du parti (Mutualité, juillet 1933). Considérait déjà, à cette époque, que le fascisme était un stade nécessaire de l'évolution du monde. Son discours à la Mutualité comportait trois points : « Ordre, Autorité, Nation. » Léon Blum l'interrompt par son fameux : « Je suis épouvanté. » En 1940, il fut ministre de l'Intérieur du 21 juillet au 5 septembre.

94 Septembre 1940.

95 En fait, Rose, la femme de Hilferding, n'était pas avec son mari.

96 *Œuvres de Léon Blum*. Paris, 1955, t. 5, pp. 127-128.

ils en profitaient pour faire de petites promenades et surtout pour fréquenter la bibliothèque d'Arles. M. Fernand Benoit⁹⁷, qui fut conservateur de cette bibliothèque pendant l'occupation de la zone nord, écrit qu'ils ne venaient qu'irrégulièrement, car le fonds de la bibliothèque n'était pas riche ; ils consultaient surtout des livres de littérature courante. Dans sa chambre, Hilferding travaillait à une étude sur la conception moderne de l'Etat⁹⁸. Cependant sa situation était, comme on s'en doute, précaire : une première fois, le 17 décembre 1940, le gouvernement allemand demanda son extradition ainsi que celle de Breitscheid. Il semble que le gouvernement français fit la sourde oreille tant que Pierre-Etienne Flandin fut ministre des Affaires étrangères, du 13 décembre 1940 au 8 février 1941. En tout cas, la date de l'arrestation de Hilferding (8 février) concorde avec celle du remplacement de Flandin par l'amiral Darlan. Kurt Kersten de son côté affirme que Breitscheid et Hilferding furent les premières victimes du renforcement de la politique de collaboration⁹⁹. Cependant, durant leur séjour à Arles, Breitscheid et Hilferding - selon le témoignage du sous-préfet d'alors, M. Jean des Vallières¹⁰⁰ - n'étaient pas particulièrement inquiets et semblaient même avoir confiance en certaines assurances qui leur auraient été données. M. des Vallières leur fit savoir à plusieurs reprises, à titre privé, qu'il n'avait aucun moyen de les protéger et il insistait auprès d'eux pour qu'ils prennent le large à temps¹⁰¹. De son côté, un ami américain, du nom de Varion Bry, au début de février 1941, avait retenu pour eux des places sur un bateau en partance pour la Martinique. Il semble, d'après Kersten, que ce départ avait été autorisé, sinon préparé par Pierre-Etienne Flandin, qui cherchait à lutter contre l'ingérence de l'ambassadeur allemand Abetz dans les affaires françaises. La demande d'extradition du 17 décembre avait été renouvelée deux fois et il était urgent d'agir. Hilferding et ses compagnons purent aller à Marseille avec l'accord explicite du sous-préfet ; ils y firent tout ce qui était nécessaire pour leur voyage ; Erika Müller, qui put, elle seule, gagner les Etats-Unis, en guise d'adieu posta à l'adresse de M. Benoit, conservateur de la bibliothèque d'Arles, une carte postale non signée représentant un paquebot. Confiants, les réfugiés revinrent à Arles pour faire leurs bagages mais, à peine étaient-ils revenus qu'on leur demanda de rendre leurs passeports et leurs visas de sortie ; ils furent dès lors l'objet d'une surveillance sévère ; il est probable que les services allemands avaient eu vent de ce départ et avaient donné des ordres par-dessus la tête de Flandin, qui allait, en même temps, être destitué. Quoi qu'il en soit, dans la nuit du 8 février, deux inspecteurs français en civil¹⁰² venus de Vichy se présentèrent à l'hôtel Forum et demandèrent aux deux hommes (Breitscheid et Hilferding) de les suivre au commissariat. Là, on leur fit savoir qu'on voulait les transférer en lieu sûr pour les soustraire à la Gestapo. Ce récit de Kersten est confirmé par Mme Viénot : « Lui-même (Hilferding) et Breitscheid ont en effet été arrêtés par la police française à l'hôtel Forum à Arles. J'y suis allée (...) pour voir Mme Breitscheid, qui m'a raconté toute la tragédie de cette arrestation, avec toute l'hypocrisie (ou la naïveté) des policiers leur assurant que jamais on ne les livrerait aux hitlériens. que c'était une insulte à la France que de supposer chose pareille¹⁰³. » On peut, en effet, supposer que les policiers donnaient ces assurances pour se faciliter la tâche, ou bien que cette ruse était le fait des autorités responsables, en haut lieu, de l'arrestation, qui redoutaient peut-être que les policiers français ne s'arrangent pour laisser s'échapper les deux socialistes allemands. En fait, ils furent conduits à Vichy dans les locaux de la Sûreté nationale et on se contenta de hausser les épaules quand ils demandèrent quel allait être leur sort. Le 10 février, on leur fit connaître la demande d'extradition des autorités allemandes. Malgré les démarches de Mme Breitscheid, à laquelle, sur sa demande instante, les policiers avaient accordé, de mauvaise grâce, la permission de suivre son mari, Breitscheid et Hilferding furent remis, le même jour, au représentant de la police allemande auprès du gouvernement de Vichy, Hugo Geissler. Ce dernier s'écria en les voyant, vulgaire et méprisant : « Eh bien, les voilà, vos social-démocrottes¹⁰⁴. » Sous les yeux de Mme Breitscheid, les deux hommes durent monter dans deux voitures séparées. A la prison de la Santé, ils se revirent un bref instant et Hilferding eut le temps de dire à Breitscheid que, durant le voyage, il avait été sauvagement frappé. Ils furent enfermés dans deux cellules différentes. Toutes les deux ou trois minutes, le veilleur regardait par le judas et éclairait violemment la pièce. Le lendemain matin, alors qu'il avait été conduit dans le bureau du directeur, Breitscheid entendit par hasard un employé dire à son collègue : « L'autre, je n'ai pu le mettre sur pied » (*Den andern habe ich nicht hochgekriegt*)¹⁰⁵. Breitscheid¹⁰⁶ et Hilferding ne devaient plus se revoir.

On ne sait rien de précis sur la mort de Hilferding. Si on se fonde sur la phrase entendue par Breitscheid, on incline à penser que Hilferding avait réussi à s'empoisonner avec un somnifère. C'est la version que retiennent notamment Kurt Kersten et Alexander Stein, lequel précise que Hilferding employa sans doute du véronal caché dans ses vêtements. Ensuite, ces auteurs pensent qu'il fut transporté dans un hôpital militaire où il fut laissé sans soins jusqu'à ce qu'il meure ; selon une autre version, il

97 Actuellement membre libre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, qui a bien voulu nous faire part de ses souvenirs à ce sujet (lettre du 6 novembre 1968).

98 Texte publié, en 1954, avec une introduction de Benedikt Kautsky, sous le titre : « Das historische Problem », in *Zeitschrift für Politik*, 1954, 1^{re} année de la nouvelle série. - La première partie de ce texte, traduite en français par Jean Gourdin, a été publiée dans *la Nouvelle Réforme*, n° 3, 1958, pp. 339-352.

99 Kurt Kersten, *op. cit.*, p. 851.

100 M. des Vallières n'était pas un sous-préfet de carrière ; le maréchal Pétain était un grand ami de sa famille et lui avait demandé d'accepter ce poste. Nous le remercions d'avoir bien voulu nous recevoir.

101 Kurt Kersten écrit de son côté : « Es ist wahr, dass der Souspräfekt Desallières (sic), ein Patenkind Petains, wiederholt versichert hatte, er wurde im Falle einer Gefahr einen Weg finden, um die Männer in Sicherheit zu bringen. » *Op. cit.*, p. 851.)

102 Selon M. des Vallières, au contraire, l'arrestation fut effectuée par des hommes de la Gestapo en uniforme. M. Benoit confirme : « L'arrestation fut faite par la Gestapo. » En revanche, tous les autres récits font état d'une première intervention des autorités françaises, notamment A. Stein et K. Kersten, qui parlent de la « Sûreté nationale » ; Vincent Auriol de son côté écrit : « (...) En février 1941, j'ai appris, pendant mon internement à Vals, que les « collaborateurs français » d'Hitler avaient livré à la Gestapo les deux anciens leaders socialistes, amis de la France. » (*Op. cit.*, p. 88). Cette version est également celle de l'hôtel Forum. Enfin M^e Blumel a vu, au ministère de la Justice, après la Libération, un rapport concernant la livraison de Breitscheid et Hilferding aux Allemands.

103 Lettre citée plus haut, du 2 septembre 1968.

104 D'après K. Kersten. *op. cit.*, p. 851. Le mot allemand utilisé par Geissler fut « Sozialdemokrotten », soit littéralement : « Social-démocrapauds ».

105 Cette phrase fut rapportée par Mme Breitscheid à Rosa Hilferding.

106 Breitscheid fut déporté à Buchenwald dans une baraque prévue pour deux prisonniers et entourée d'un haut mur. Léon Blum fut lui aussi enfermé non loin de là, mais il ignore toujours la présence de son ami Breitscheid, qui fut tué lors du bombardement par les Anglais des usines de V2, toutes proches, le 24 août 1944.

survécût à l'empoisonnement mais succomba à une pneumonie. De son côté, Vincent Auriol écrit que Hilferding se pendit dans sa prison¹⁰⁷ ; c'est également ce qu'a entendu dire Mme Viénot, mais cela paraît peu vraisemblable si on tient pour vraie l'étroite surveillance dont les prisonniers firent l'objet à la Santé. Aufhäuser pense au contraire qu'Hilferding n'était pas homme à se suicider et retient le récit de Högner selon lequel il aurait été précipité par la Gestapo du haut d'une fenêtre et se serait écrasé dans la rue¹⁰⁸. C'est également cette dernière version que Mme Zerner nous a dit avoir entendue, mais elle ne sait pas si Hilferding se jeta ou fut précipité d'une fenêtre ou dans une cage d'escalier. D'après Kersten, il fut enterré dans la division protestante du cimetière du Père-Lachaise. Or, il n'y a pas de division protestante au Père-Lachaise et, de toute façon, aucun Hilferding ne figure sur les registres du cimetière, ni parmi les enterrés ni parmi les incinérés. La prison de la Santé a, toutefois, conservé un registre dont le dépouillement a permis de relever, à la date du 10 février 1941, un acte d'écroû au nom de Rudolf Hilferding, et, à celle du 11 février, le transfert du même Hilferding à l'infirmerie spéciale des prisons de Fresnes où on perd sa trace. Ces derniers renseignements qui nous ont été communiqués par le ministère de la Justice semblent confirmer la version de l'empoisonnement.

Quelques semaines après l'arrestation, deux membres de la Gestapo accompagnés de deux policiers français en civil vinrent chercher à l'hôtel Forum d'Arles les vêtements d'hiver de Breitscheid. Ce fut seulement de cette façon indirecte que fut connue la mort de Rudolf Hilferding¹⁰⁹.

Situation du « Capital financier »

Dans les pays de langue allemande, l'ouvrage de Rudolf Hilferding a été souvent considéré comme le quatrième volume du *Capital* de Marx¹¹⁰. Certes, il ne faut pas prendre à la lettre une telle affirmation. En 1865, Marx avait signé un contrat qui l'engageait à livrer à Otto Meissner, éditeur à Hambourg, dans un délai de deux mois, les « quatre livres » du *Capital*¹¹¹. En fait, le Livre IV, concernant l'*Histoire de la théorie*, ne fut publié qu'entre 1905 et 1910 par Kautsky en trois tomes. Mais Kautsky édita les *Theorien Über Mehrwert* (Théories sur la plus-value)¹¹² à part et non comme quatrième Livre du *Capital*. Aussi bien fut-il le premier à considérer le *Capital financier* de Rudolf Hilferding comme le véritable quatrième Livre du *Capital* de Marx¹¹³. Si l'on se reporte aux premiers plans généraux de « l'économie » établis par Marx¹¹⁴, on constate en effet que l'ouvrage de Hilferding aborde un certain nombre de questions - par exemple des diverses formes du crédit et du rôle de l'Etat dans l'économie - que Marx avait primitivement envisagé d'étudier mais qu'il n'avait pu traiter à fond dans le *Capital*¹¹⁵. Cependant, à y regarder de plus près, on s'aperçoit que Hilferding a surtout cherché à refaire les Livres II et III du *Capital* de Marx en tenant compte de phénomènes économiques inexistants ou encore invisibles du temps de Marx. Il écrit en effet un peu plus loin dans son livre, avec la révérence qui convient : Marx « a prédit la domination des banques sur l'industrie, le phénomène le plus important des temps modernes, alors que les germes de cette évolution étaient il peine visibles¹¹⁶ » Mais, comme bien l'on pense, il y a une différence entre « prédire » un phénomène et l'analyser concrètement comme une catégorie économique distincte. Marx avait écrit en effet : « (. . .) Si derrière le producteur de marchandises, il y a un capitaliste financier qui avance au capitaliste industriel du capital-argent (au sens le plus strict du mot " de la valeur-capital sous la forme monétaire), le point de reflux de cet argent est la poche de ce capitaliste financier. Ainsi, quoique l'argent passe plus ou moins par toutes les mains, la masse de l'argent en circulation appartient à la section du capital monétaire qui est organisée et concentrée sous forme de banques, etc.¹¹⁷. » C'est justement cette organisation et cette concentration que Hilferding analyse en détail, mais, pour qu'on puisse mieux situer, l'une par rapport à l'autre, l'œuvre de Marx et celle de Hilferding, il est utile de les comparer d'abord dans leurs grandes lignes.

Dans une lettre à Lassalle, du 11 mars 1858, Marx explique très bien comment s'articulent les trois Livres du *Capital* : « Processus de production. Processus de circulation. Unité des deux. » Ce troisième Livre, Marx l'avait finalement intitulé : « Les formes du processus d'ensemble » ; Engels modifia légèrement la formulation : « Le processus d'ensemble de la production capitaliste. » Hilferding, quant à lui, ne reprend pas les analyses du premier Livre : « Ce qui nous intéresse ici, écrit-il, c'est seulement le changement de forme de la valeur, non sa formation. » Or le changement de forme est du domaine de la circulation tant de l'argent que des marchandises, ce qui pose le problème de leurs rapports, sinon de leur enchevêtrement, à mesure que se développent les sociétés par actions et les grandes banques. Ces derniers développements ne mettent nullement en question l'analyse de la plus-value (que Hilferding tient pour acquise), ni la description historique de l'accumulation primitive qui font l'objet du premier Livre du *Capital*, mais il n'en est pas de même pour « le mouvement circulaire du capital ». A ce niveau sont apparus de nouveaux phénomènes caractéristiques du capitalisme « moderne », notamment des phénomènes de concentration au moyen de cartels et de trusts, qui obligent à mettre en question « la libre concurrence », Cette concentration est, en même temps, cause et effet d'une liaison plus étroite entre capital bancaire et capital industriel, d'où résulte le « capital financier » que Hilferding conçoit comme la « manifestation la plus haute et la plus abstraite » du capital. Pour faire comprendre ce qu'il entend

107 Vincent Auriol, *op. cit.*, p. 88. On a vu que, selon Vincent Auriol et Léon Blum, c'était les Breitscheid qui envisageaient de s'empoisonner, Hilferding avait un revolver.

108 Témoignage reçu oralement de Aufhäuser par Wilfried Gottschalch, *op. cit.*, p. 31.

109 De là vient, sans doute, que certaines notices biographiques indiquent que Hilferding n'est mort qu'en 1944.

110 Voir l'*Introduction* d'Eduard März à la dernière édition en langue allemande du *Capital financier* (Europäische Verlagsanstalt).

111 Voir notice de M. Rubel in Karl Marx, *Œuvres*, Ed. de la Pléiade. t. II, p. 867 et passim d'après index, p. 1939.

112 Traduction française par J. Molitor sous le titre : *Histoire des doctrines économiques*, Paris, 1924-25, 8 vol.

113 Voir « Finanzkapital und Krisen » in *Die Neue Zeit*, 1911, t. I, pp. 765-883.

114 Rubel, *op. cit.*, pp. XCI-XCIV.

115 « L'analyse du système de crédit et des instruments qu'il crée pour son usage (monnaie de crédit, etc.) n'entre pas dans le cadre de notre plan. Nous insisterons seulement sur quelques points indispensables pour caractériser le mode de production capitaliste en général. Seuls retiendront notre attention le crédit commercial et le crédit bancaire. Le lien entre l'évolution de celui-ci et celle du crédit public ne sera pas considéré ici. » (*Le Capital*, livre III, Bibl. de la Pléiade, t. II, p. 1157). Comme le fait remarquer M. Rubel, ce texte suffit à démontrer que le plan du *Capital* ne comprend pas toutes les questions que Marx avait projeté d'étudier dans ses premiers plans de l'« économie » (*Ibid.*, p. 1789).

116 Première partie, chap. IV. n. 19.

117 Livre II du *Capital*, Bibl. de la Pléiade, t. II, p. 782.

par « capital financier », Hilferding, dans la troisième partie de son livre, reprend une comparaison irrévérencieuse que Marx avait déjà utilisée pour symboliser l'union de la plus-value et du capital : « Le capital industriel est Dieu le Père qui a libéré le capital commercial et bancaire comme Dieu le Fils, et le capital-argent est le Saint-Esprit. Ils sont trois, mais pourtant un seul dans le capital financier. » Un peu plus loin, il abandonne l'image théologique et recourt à la triade dialectique de la logique hégélienne : « Un hégélien pourrait parler de négation de la négation - le capital bancaire était la négation du capital usuraire et lui-même à son tour est nié par le capital financier. Ce dernier est la synthèse du capital usuraire et du capital bancaire et s'approprie, à un niveau infiniment plus élevé du développement économique, les fruits de la production sociale. » Plus précisément, le capital financier est le capital bancaire en tant qu'il fait fonction de capital industriel.

Pour mener à bien l'étude de cette nouvelle catégorie économique, Hilferding devait donc analyser les formes juridiques des entreprises industrielles modernes. Mais, pour décomposer, en ses éléments les plus simples, la société par actions, il devait, par une démarche régressive, décrire les formes du crédit et élaborer une théorie monétaire, d'où son plan en cinq parties : 1) Théorie de l'argent. 2) Analyse des sociétés par actions. 3) Les limitations de la libre concurrence par les cartels, trusts et monopole. 4) L'étude des crises qui surviennent malgré la réglementation monopolistique de la production. 5) L'impérialisme. Cette dernière partie est différente des quatre premières, qui se situaient au niveau de l'analyse théorique. A la fin de son ouvrage, Hilferding veut montrer quelle influence les nouveaux phénomènes qu'il vient de décrire scientifiquement exercent sur la politique des grandes classes de la société bourgeoise. C'est cette cinquième partie qui fut la plus remarquée et approuvée à l'époque de la parution. Quoi qu'il en soit, on peut remarquer que l'ouvrage de Hilferding - même s'il déborde le champ d'étude de Marx, auteur du *Capital* - ne peut être considéré comme un quatrième volume mais bien plutôt comme une refonte des Livres II et III. Cette reprise de l'analyse du capitalisme ne se distingue pas seulement de celle de Marx parce que de nouveaux phénomènes sont étudiés, mais souvent par une autre conception de la réalité économique et par une contestation de quelques-unes des plus importantes conséquences des thèses de Marx.

En ce qui concerne d'abord la théorie de l'argent, Hilferding abandonne la thèse de la monnaie conçue comme une marchandise. Frappé par les variations, observées en Autriche, en Hollande et en Inde, entre le prix du métal-argent et celui des pièces d'argent, il en conclut que, par exemple, la valeur du florin est « le reflet de la valeur de la totalité des marchandises en circulation » (à vitesse de circulation égale) ou plus généralement que le « cours » de l'argent est déterminé par ce qu'il appelle « la valeur de circulation socialement nécessaire »¹¹⁸. Cela ne signifie pas, comme on l'a parfois cru¹¹⁹, que le cours de l'argent soit une convention arbitraire : « Personne n'expliquera jamais », écrit Hilferding, « comment l'Etat peut donner, ne serait-ce que pour un centime, à un billet ou à un gramme d'argent un plus grand pouvoir d'achat par rapport aux vins, aux bottines, aux boîtes de cirage, etc., sans compter que, chaque fois qu'il a essayé, il n'a pas réussi. » En 1910, les critiques marxistes du *Capital financier* se concentrèrent sur la théorie monétaire de Hilferding, dans laquelle ils ne voulaient voir qu'une théorie autrichienne de la monnaie ou un retour à Ricardo. En revanche, dans la seconde partie, l'analyse économique et sociologique de la société par actions parut à tous et apparaît encore aujourd'hui comme une contribution importante et originale par rapport au *Capital*.

Assurément, la description de Hilferding semblera maintenant classique, sinon banale. C'est la rançon d'un succès dont Proust par exemple a finement démontré le processus à propos de la sonate de Vinteuil. Toute nouveauté est vue d'abord comme « anormale » au sens durkheimien du terme, mais, si elle a une valeur « normative », elle secrète bientôt son public, ses disciples et ses plagiaires. Dans les pays de langue anglaise et de langue française surtout, les épigones ont pris l'habitude de se citer les uns les autres sans plus jamais se référer au texte, non traduit, du *Capital financier*.

Hilferding était d'ailleurs conscient de son apport à la théorie marxiste et il écrivait sans fausse modestie : « Notre conception de la société par actions va plus loin que celle développée par Marx. » En effet, Marx n'avait pas considéré le dividende comme une catégorie économique spéciale et avait ainsi laissé en dehors de son étude le bénéfice des fondateurs (*Gründergewinn*). Hilferding explique les raisons de la tendance actuelle à substituer aux entreprises individuelles des sociétés par actions. Le capitaliste double son pouvoir en transformant sa société personnelle en société par actions puisqu'il lui suffit d'y conserver la moitié de son capital pour en garder l'entier contrôle. Avec le capital qu'il a ainsi retiré (et remplacé par la vente d'actions à des tiers), il peut fonder des filiales selon le même processus, étant entendu que souvent la possession d'un tiers et même d'un quart du capital suffit à lui assurer le contrôle total d'une société. En effet, on peut créer deux sortes de participation au financement : les actions et les obligations sans droit de vote. Le capitaliste établit ainsi un véritable pouvoir de décision sur le capital étranger. Ce pouvoir de décision sur le bien d'autrui est bien plus important qu'un titre de propriété, puisqu'il est une expropriation invisible¹²⁰ et que même les petits porteurs ont l'illusion de partager la propriété de la société par actions et de participer à sa gestion. De là vient qu'une société par actions trouve plus facilement à emprunter qu'un capitaliste individuel. Mais ce ne sont pas là les seuls avantages de la société par actions. Cette dernière permet en effet aux fondateurs de s'approprier une partie de la plus-value, après déduction des frais et le paiement d'un taux d'intérêt aux autres actionnaires. C'est le fameux « bénéfice des fondateurs », qui n'est, dit Hilferding, « ni du brigandage, ni une indemnité, ni un salaire, mais une catégorie économique spéciale ». Il naît, à chaque fondation de société par actions, de la transformation du capital productif rapportant du profit en capital fictif portant intérêt. Ainsi, l'analyse de cette nouvelle catégorie économique fait apparaître comme caduque la distinction établie par Marx entre le capitaliste qui prête du capital et « se contente d'un intérêt, tandis que le capitaliste industriel empoche le profit d'entrepreneur¹²¹ ».

La description que fait ensuite Hilferding du fonctionnement de la Bourse et de la concentration industrielle au moyen des cartels et des trusts est également classique, mais la conclusion qu'il en tire peut être considérée comme une contestation

118 « *Der wirkliche Wertmesser ist nicht das Geld, sondern der 'Kurs' des Geldes wird bestimmt durch das, was ich den gesellschaftlich notwendigen Zirkulationwert nennen möchte* », p. 29. Hilferding ajoute que le papier-monnaie n'est pas, comme l'a dit Marx, un simple signe de l'or. Mieux, pour l'auteur du *Capital financier*, « la valeur de la monnaie fiduciaire doit pouvoir être déterminée sans référence à la monnaie métallique ».

119 Et comme certains textes de Hilferding lui-même pourraient le laisser supposer, lorsqu'il est question par exemple de l'intervention de l'Etat, conçu comme une organisation consciente qui a pouvoir de contrainte à l'intérieur des frontières.

120 Ce raisonnement poussé à sa limite pourrait, *mutatis mutandis*, faire comprendre la possibilité de la persistance de la société de classe après l'expropriation des capitalistes.

121 *Le Capital*, Livre III, Bibl. de la Pléiade, II, p. 1023.

radicale d'une des thèses fondamentales du *Capital* de Marx : celle de l'écroulement nécessaire du système capitaliste¹²².

Toutefois, la conception de Hilferding est souvent présentée, d'une façon incorrecte, comme l'antithèse exacte de celle de Marx, comme si Hilferding prétendait que l'instauration du socialisme devait automatiquement résulter du développement graduel du capitalisme. Cette thèse - qui semble retenue par Jaurès dans le texte cité au début de cette introduction et qui sera celle de Kautsky, théoricien de l'ultra-impérialisme - a été ensuite accréditée par la pratique politique de Hilferding en Allemagne après la première guerre mondiale et surtout par les tenants de la III^e Internationale, mais elle n'est pas celle du Capital financier, écrit tout à fait au début du siècle.

Dans le chapitre XX, intitulé « Changements dans le caractère des crises - Cartels et crises », Hilferding insiste bien sur le fait que les trusts ne peuvent empêcher les crises. Sur ce point, il reste en accord avec ce qu'avait écrit Marx en 1865 : « Toute idée d'un contrôle commun, général et prévoyant de la production des matières premières (...) est, dans l'ensemble, incompatible avec les lois de la production capitaliste et ne reste qu'un pieux désir ou se limite à des mesures communes prises exceptionnellement aux moments de péril extrême. » En publiant ce texte, dans le Livre III du *Capital*, Engels ajoute, en 1894, que les capitalistes sont devenus conscients des dangers de la concurrence, mais que les trusts ne peuvent réussir à réglementer la production et qu'ils ne peuvent avoir qu'une fonction : « veiller à ce que les petits soient mangés par les gros plus rapidement encore que par le passé¹²³. » C'est exactement ce que soutient Hilferding¹²⁴. Selon lui, les cartels ne suppriment pas les effets des crises, ils les modifient seulement (comme d'ailleurs l'indique le titre du chapitre : « Changements dans le caractère des crises ») en ce sens qu'ils rejettent tout le poids des crises sur les industries non cartellisées. La raison que Hilferding donne de cette incapacité des trusts est que les crises ne résultent pas simplement d'une surproduction de marchandises¹²⁵, mais aussi du capital. En d'autres termes, les crises sont consubstantielles au capitalisme en ce sens que les conditions de mise en valeur du capital entrent périodiquement¹²⁶ en contradiction avec les conditions de sa réalisation. Il s'agit d'un trouble spécifique de la circulation en régime capitaliste. L'accroissement de la consommation entre en contradiction avec la réalisation du profit¹²⁷, ou, si l'on veut, le groupe des capitalistes, de moins en moins nombreux mais de plus en plus puissants, s'oppose nécessairement à la classe ouvrière et aux couches en voie de prolétarianisation qui lui sont liées.

Néanmoins, le développement du capitalisme, malgré ses contradictions internes entre capitalistes et sa contradiction fondamentale entre le caractère social de la production et le caractère privé de l'appropriation, comporte selon Hilferding une tendance à l'organisation de la production par la suppression-dépassement (*Aufhebung*) de la concurrence. Ainsi le phénomène visible des crises dissimule le travail souterrain de la « vieille taupe » qui prépare les conditions d'une organisation rationnelle de l'économie mondiale d'où naîtrait une entente entre les nations.

Telle est la différence radicale entre Hilferding et ce que Raymond Aron a appelé « l'optimisme catastrophique » de Marx. Pour Hilferding, le socialisme s'obtiendra presque¹²⁸ par le passage à la limite d'une progression asymptotique, tandis que, pour Marx, il ne peut s'agir que de la brusque cassure d'un infini à l'autre.

L'explication économique de cette différence d'appréciation se trouve dans une différence d'analyse du taux de profit. Dans le Livre III du *Capital*, Marx établit, avec une certaine hésitation toutefois¹²⁹, ce qu'il appelle « [La loi de la tendance à la baisse du taux de profit](#) ». Ensuite, il analyse six ordres de phénomènes « contraires » à cette loi¹³⁰, qui, de ce fait, n'est plus présentée que comme une tendance (invisible). Hilferding, de son côté, insiste sur ce que Marx appelait les « influences contraires » : la diminution de la durée de la journée de travail, par exemple, est compensée par l'intensification du travail et, si la plus-value absolue baisse, la plus-value relative augmente. Dans certains secteurs de l'industrie de précision, la diminution du temps de travail était techniquement rentable pour le capitaliste, car l'attention des ouvriers a des limites. Il en résulte une conséquence qui n'est que rarement mise en évidence par les commentateurs : la vanité, d'après Hilferding, de la lutte syndicale en tant que telle¹³¹. Certes Hilferding sait visualiser la modification de la proportion entre capital constant (*c*) et capital variable (*v*), qui s'exprime par « le changement de l'image que présentaient la manufacture et la fabrique pré-capitaliste avec leurs groupes d'ouvriers serrés les uns contre les autres dans des ateliers exigus autour de quelques petites machines, en comparaison avec l'usine moderne où, derrière les immenses carcasses des automates, les petits hommes à peine visibles çà et là semblent toujours disparaître de nouveau ». Mais il remarque, en même temps, que la haute composition organique du capital (croissance de *c* par rapport à *v*) permet à l'entreprise moderne de mieux absorber une éventuelle hausse des salaires. D'un autre côté, la

122 Voir en particulier la fin du Livre I du *Capital*, chap. XXXII.

123 [Bibl. de la Pléiade](#), II, p. 931.

124 Et, après lui, Lénine dans ce qu'il appellera lui-même un « essai de vulgarisation », écrit : « Que les cartels suppriment les crises, c'est une fable des économistes bourgeois. » (« [L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme](#) », Œuvres, Moscou, 1960, t. 22, p. 226.

125 La preuve en est, observe Hilferding, que les crises apparaissent après une augmentation de la masse salariale, qui devrait éponger la surproduction. Même remarque dans le Livre II du *Capital* (Bibl. de la Pléiade, II, p. 781).

126 Comment, demande Hilferding, la périodicité des crises pourrait-elle être expliquée par un phénomène permanent comme la sous-consommation ?

127 Reprise d'un thème développé par Marx dans le Livre III du *Capital* : « La véritable barrière de la production capitaliste, c'est le capital lui-même. Voici en quoi elle consiste : le capital et son expansion apparaissent comme le point de départ et le terme (...) ; la production est uniquement production pour le capital, au lieu que les instruments de production soient des moyens pour un épanouissement toujours plus intense du processus de la vie pour la société des producteurs. » (Bibl. de la Pléiade, II, p. 1032). Dans ce texte, la formulation mécaniste est moins nette que dans [Le Manifeste communiste](#) ou à la fin du Livre II du *Capital* (Bibl. de la Pléiade, I, p. 173 et p. 1240).

128 Nous disons « presque » car, pour l'auteur du *Capital financier*, le passage au socialisme, nous le verrons, se fera par une action politique, que l'évolution économique ne peut que rendre possible. Voir, à ce sujet, les dernières pages du livre.

129 Comme le fait remarquer M. Rubel, Marx, à ce propos, parle tantôt de « possibilité » , tantôt de « nécessité ». tantôt de « nécessité si » (Bibl. de la Pléiade, II, pp. 1006 et 1010, note 1).

130 [Ibid.](#), pp. 1015-1024.

131 Sur ce sujet, on se contente toujours de répéter les affirmations du [Que faire ?](#) de Lénine à propos du trade-unionisme, alors que Hilferding présente une démonstration économique de cette inefficacité fondamentale de la lutte syndicale.

cartellisation rend les entreprises moins vulnérables aux grèves, auxquelles elles peuvent riposter par le lock-out, et leurs liens avec les banques peuvent leur permettre, pendant un certain temps, de tourner sans profit et même à perte. Enfin, le revenu des actions et des obligations étant ramené à un intérêt qui peut être faible, le bénéfice des fondateurs, quant à lui persiste sinon croît, ce qui va encore à l'encontre de la baisse du taux de profit. Ainsi, la lutte syndicale ne peut, dans les meilleures conditions, que ruiner une entreprise, non le capitalisme. En effet, une fois l'industrie cartellisée, une augmentation des salaires imposée par les syndicats est aussitôt compensée par une hausse des prix que la concurrence (supprimée par le trust) n'impose plus. De toute façon, ajoute Hilferding, comme le but de la production capitaliste est la production de profit par l'exploitation de la force de travail, la suppression de cette exploitation ferait apparaître à l'entrepreneur son activité comme absurde. Il arrêterait alors la production, transférerait ailleurs son activité et réduirait les ouvriers à la famine. « La lutte pour l'abolition complète de l'exploitation est ainsi en dehors du cadre des tâches proprement syndicales » et le « réformiste » Hilferding conclut, un peu plus loin, en affirmant que « la lutte à l'intérieur de la société bourgeoise passe par la lutte contre cette société elle-même » et que « la dictature des magnats du capital se transforme finalement en la dictature du prolétariat ».

Pour Hilferding, le capitalisme ne peut s'effondrer ni par l'action syndicale ni par ses prétendues contradictions internes, bien qu'il ne soit pas non plus capable d'éliminer ses crises périodiques. La tendance à l'effondrement établie par Marx serait plutôt selon Hilferding, nous l'avons déjà noté, une tendance à la rationalisation de l'économie. Mais la symétrie dans l'opposition n'est pas parfaite car, même si les lois économiques sont objectives, l'intervention politique des hommes n'en est pas moins possible, souhaitable et efficace. Toutefois, cette intervention ne peut se faire que de l'extérieur, par la médiation d'une puissance qui, dans l'état actuel du développement de la société, ne peut être que l'Etat. Pour Marx, l'Etat n'était qu'un instrument entre les mains de la classe bourgeoise et la libération de l'humanité passait par l'anéantissement de l'Etat ; il fallait briser cette machine pour qu'on puisse remplacer la domination sur les hommes par l'administration des choses. Pour Hilferding, au contraire, l'Etat tend à être une structuration rationnelle et consciente du corps social qui permettra une détermination dans l'intérêt de tous. L'action politique révolutionnaire consiste donc, non à détruire, mais à s'emparer de l'Etat pour réaliser une rationalisation de l'économie, que la cartellisation a préparée mais qu'elle ne saurait mener à terme.

Cette capacité organisationnelle de l'Etat, Hilferding ne la déduit pas d'une théorie abstraite : il l'a observée dans le développement impérialiste du capitalisme moderne.

A ce propos, il faut d'abord répondre à l'objection préjudicielle de ceux qui croient - ou qui feignent de croire, pour invalider à bon compte le marxisme - que Hilferding ou Lénine prétendent expliquer toutes les formes du colonialisme par le capitalisme. Ils sont alors à l'aise pour admirer cette évidence que l'ère des conquêtes coloniales s'étale sur une plus vaste période que celle du capitalisme monopolistique. Mais Lénine reconnaît tout le premier que « Rome, fondée sur l'esclavage, faisait une politique coloniale et pratiquait l'impérialisme¹³² ». Il ajoute que les formes de cet impérialisme ont changé au cours même du XIX^e siècle, et, si on lit le [titre VII](#) de sa brochure, on y voit qu'il ne veut définir qu'un « stade particulier » de l'impérialisme lié aux formes du capitalisme au début du XX^e siècle. Car il faut noter, d'une part que le colonialisme ne s'explique pas uniquement par des causes économiques et que ces causes, lorsqu'elles existent, sont souvent invisibles, du moins pour la conscience des acteurs colonisants ; d'autre part que l'« impérialisme » du capitalisme ne prend pas seulement, ni d'une façon privilégiée, les formes du colonialisme. Souvent il a paru plus sûr aux banques de jouer un simple rôle usuraire (commission de 8 à 10 %) en « plaçant » des emprunts étrangers auprès d'une clientèle qui supporte seule les risques ou d'investir directement¹³³ d'abord dans les pays « indépendants », quitte à remettre à plus tard (lorsque, par exemple, après la guerre de 14-18, le change sera défavorable) l'exploitation des terres coloniales (Zone franc) que l'on avait mises politiquement à l'abri de la convoitise des autres puissances par la conquête militaire.

Ce qui avait frappé Marx à l'époque du premier essor des entreprises concurrentielles, c'était que le capitalisme avait détruit toutes les valeurs « sacrées » pour ne laisser subsister que le froid calcul et le « paiement comptant¹³⁴ ». Si les prolétaires, ne possédant rien d'autre que leur force de travail, n'avaient pas de patrie, les capitalistes avaient leur patrie partout où ils avaient des intérêts ; à « l'internationalisme prolétarien » faisait pendant « le capitalisme apatride ». Or, bientôt les rigueurs et les dangers de la concurrence conduisirent les entrepreneurs capitalistes à s'organiser en cartels et les cartels à considérer que ce qui était bon pour eux était bon pour la nation entière et qu'en conséquence l'Etat devait être pour eux un moyen de protection et d'expansion¹³⁵.

Par l'établissement de droits de douane, l'Etat préserve le cartel « national » de la concurrence des entreprises étrangères et, à l'intérieur des frontières, il permet de vendre à des prix supérieurs aux cours mondiaux et de procurer ainsi aux entreprises un surprofit. Ce surprofit à l'intérieur permet, en outre, le dumping, c'est-à-dire après leur avoir fermé des débouchés - d'aller concurrencer chez elles les industries rivales en vendant des produits sans profit, voire à perte pendant le temps qu'il faut pour les asphyxier. Ainsi, remarque Hilferding, la protection douanière, « arme défensive du faible, devient l'arme offensive du fort ». En même temps, comme les idées et les valeurs sont, pour une large part, relatives aux nécessités économiques, se développent des sentiments nationalistes. Les peuples expansionnistes deviennent aussitôt dominateurs et se perçoivent vite comme « nations élues », chargées par surcroît d'apporter la civilisation au monde. Tel semble être le fondement de l'affirmation de Nietzsche qui « prévoit » que le XX^e siècle sera l'ère des nationalismes, énoncé que Malraux rapporte comme si c'était une révélation qui pourrait justifier les épousailles en secondes noces d'une cause nationale à la place de celle, abandonnée, du

132 « [L'impérialisme, stade suprême](#) »..., p. 280. - De ce fait, Hilferding a été le premier marxiste à décrire l'impérialisme de l'époque du capitalisme. Jusqu'à lui les marxistes avaient traité la question nationale ou coloniale, mais pas de l'impérialisme. Le livre de Hilferding est ainsi à l'origine d'un important mouvement de pensée qui se développe encore aujourd'hui.

133 Avec une conscience très nette des avantages de l'opération, l'industriel de Lille, Eugène Motte, déclarait à la Chambre des députés : « Je constate que]lorsqu'on crée des usines à l'étranger, on vivifie la mère patrie : j'ai remarqué que tout établissement créé avec ces capitaux français met en marche du matériel français. (...) Les achats sont pratiqués en France, réglés dans des banques françaises, assurés par des compagnies françaises, transportées dans des ports français et sur des wagons français... » (*Journal officiel* du 12 décembre 1899).

134 Voir, par exemple, la [première partie du Manifeste communiste](#). Bibl. de la Pléiade. 1. pp. 165-66.

135 Point de vue contesté par E. Bernstein (*Sozialistische Monatshefte*, 1911. II, p. 951) qui, par ailleurs, critique presque toutes les analyses de Hilferding (cf. la thèse de Pierre Angel, *Eduard Bernstein et l'évolution du socialisme allemand*, Paris, 1961).

prolétariat.

La politique offensive de la nation élue se manifeste encore par l'exportation des capitaux et la délimitation d'un champ clos le plus vaste possible, réservoir de matières premières et de main-d'œuvre bon marché qui peut prendre les formes de l'empire multinational d'un seul tenant comme l'empire austro-hongrois¹³⁶, celles de l'empire colonial au-delà des mers ou, un peu plus tard, celles de « l'espace vital ». Il est frappant de voir que, dans un livre écrit avant 1910, Hilferding expliquait que la liaison du cartel et de l'Etat ne pouvait manquer de développer, avec le nationalisme, non seulement l'impérialisme mais ce racisme qui lui vaudrait, trente ans plus tard, l'exil, la torture et la mort. Le nationalisme vit en effet de la conscience plus ou moins nette d'une supériorité qui ne se distingue que d'une façon modale du racisme, quelles que soient la mauvaise foi et les hypocrisies universalistes de son messianisme.

Il est vrai que l'événement dépassa largement les prévisions de Hilferding, qui n'avait pas cru au succès durable du nazisme, à une telle hypertrophie de l'Etat nationaliste. Il avait postulé une sorte de progrès parallèle de l'industrialisation, de la démocratisation et de la rationalisation, qui aurait assuré la révolution politique par le suffrage universel. Alors, le nouvel Etat réellement démocratique, en expropriant les cinq ou six banques nationales, qui avaient elles-mêmes exproprié toutes les autres entreprises, aurait réalisé la socialisation en profondeur de toute la société. Mais la réduction de la puissance capitaliste à quelques banques ne fait que rendre apparemment plus aisée l'expropriation des expropriateurs. Le « passage » des six plus grands établissements de crédit allemands au socialisme pourrait-il être autre chose qu'une rupture, un saut ?

Ce que Hilferding avait grandement sous-estimé, c'était la résistance et la puissance du capitalisme monopolisé, qui, en évitant la paupérisation absolue, se garde en même temps de perdre sa substance humaine, puisque, au contraire, il informe et réforme au point d'être devenu, dans les pays industriels développés, nombre d'autres circonstances aidant, l'espoir du grand nombre. Il est curieux de remarquer que, dans son livre, Hilferding avait justement décrit ces phénomènes, pourtant à peine visibles à l'époque : il avait souligné le développement, plus rapide que celui du prolétariat, du secteur tertiaire, de la « nouvelle classe moyenne » et d'une couche de dirigeants non propriétaires mais qui se révèlent les vrais maîtres de l'économie. Au lieu d'une paupérisation croissante et uniforme, il observait partout une différenciation hiérarchique « qui étouffe les sentiments de solidarité » ; chacun « espère grimper avant les autres et s'évader de sa condition semi-prolétarienne pour accéder au niveau d'un revenu capitaliste ». Il s'agissait là, un demi-siècle à l'avance, de la description, aujourd'hui fameuse, de l'intégration générale au système capitaliste, et on comprend que Marcuse puisse tenir *Le Capital financier* comme une grande œuvre prophétique¹³⁷.

Ces mêmes phénomènes incitèrent, plus tard, Otto Bauer à découvrir ce que nous avons appelé l'« aporie du réformisme » : la puissance dominante ne laisse la « révolution lente et pacifique » se développer que dans les limites de son innocuité. Ainsi, après tant de brillantes descriptions théoriques des dernières formes du capitalisme, Hilferding terminait son livre dans les perspectives d'une grande illusion¹³⁸. Il avait su voir que le capitalisme n'était pas contradictoire au point de s'effondrer de lui-même ; en sens inverse, il savait aussi que le capitalisme ne pouvait dépasser par lui-même les violences et les contradictions de l'impérialisme pour réaliser la rationalisation de la société mondiale. Il avait pensé qu'il fallait, pour cela, que l'Etat devienne une force indépendante du capitalisme par l'action « des masses populaires exploitées par le capital financier, et, de ce fait, appelées par lui à la lutte », mais il ne sut pas mettre en œuvre les moyens d'atteindre ce but et les deux conflagrations mondiales qui suivirent la parution du livre de Hilferding semblèrent justifier l'appréciation de Lénine : « Les ententes entre impérialistes ne peuvent être que des trêves entre les guerres¹³⁹. »

Le Capital financier n'en reste pas moins un grand classique qui - nous l'avons dit en commençant - enseigne aussi par ses erreurs¹⁴⁰. Hilferding a su dominer et mettre en perspective son sujet. Malgré une absence totale de pédantisme, la culture économique, historique, humaniste de l'auteur affleure à chaque page. Ce livre, dont le style est parfois relâché et qui, de toute façon pourrait être d'une lecture de bout en bout aride, est, au contraire, émaillé de formules bien frappées¹⁴¹, voire de comparaisons humoristiques. L'évolution accélérée de la société industrielle fait que les « heurs et les malheurs » y sont « encore plus changeants que ceux d'Ulysse », car, demande-t-il, « que signifie aujourd'hui Polyphème, avec son œil unique, à côté du douanier aux yeux d'Argus de New Port, ou la belle Circé à côté de la police vétérinaire allemande ? » Vers la fin du livre, il développe, non sans complaisance, l'allégorie de l'or sous les diverses variations d'une relation amoureuse. Plus brièvement, il réduit « la conscience du monde bourgeois au bulletin des halles » ; la Bourse lui paraît avoir « perdu ses croyants et conservé uniquement ses prêtres, qui font leur affaire de la croyance des autres ». C'est que l'or, ajoute-t-il plus loin « n'a pas comme Peter Schlemihl vendu son ombre, mais qu'il achète avec son ombre ».

Bien que chacun ait intérêt à les connaître et à les méditer, les analyses de Marxne sont que des exemples et nous devons

136 Voir à ce sujet, le grand ouvrage d'Otto Bauer que Hilferding cite : *Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*, Vienne, 1907.

137 « Let me just add that, in my view, the "Finanzkapital" still is one of the greatest and most "prophetic" documents of marxian theory. » (Lettre du 28 août 1968).

138 Hilferding persista dans les mêmes sentiments jusqu'à l'avènement de Hitler. En 1925, il déclarait, au congrès international de Marseille : « La superstructure évolue sans cesse. Depuis la guerre, nous voyons la force du mouvement ouvrier progresser rapidement ; comme conséquence, les Etats capitalistes, sous la pression des ouvriers et en lutte contre eux, évoluent vers les formes de la république démocratique. Sous cet aspect de république, la superstructure est déjà partiellement influencée par la force, la conscience de classe et la puissance d'organisation du prolétariat. (...) Telle est la grande transformation, car la démocratie moderne se distingue de toutes les formes politiques précédentes en ce que la population laborieuse contribue à déterminer la politique. »

139 « *L'impérialisme, stade suprême...* », Œuvres, t. 22, p. 319.

140 Parmi ces dernières, on peut citer la prévision de la suppression de la distinction entre banques d'affaires et banques de dépôt ; celle de la diminution de l'importance du rôle de la Bourse (Lénine commet d'ailleurs la même erreur in *Impérialisme, stade suprême...* », Œuvres, t. 22, p. 236). Enfin, Hilferding n'a pas prévu une certaine diminution de la fonction des banques par le processus dit de l'auto-financement.

141 Par exemple : « Faire une politique coloniale en évitant les méthodes de violence est aussi absurde que de vouloir abolir le prolétariat en conservant le capitalisme. »

avoir, à l'égard du *Capital financier*, une attitude semblable à celle de Hilferding vis-à-vis du Capital¹⁴². Il ne s'agit pas de sauver les apparences par des habiletés apologétiques ou par les subtilités d'une relecture herméneutique, mais de se sauver des apparences par la découverte de leurs causes invisibles et simples, par la compréhension des lois qui permettent d'atteindre, par-delà le règne de la nécessité, celui de la liberté. Or, l'intelligence des faits économiques d'aujourd'hui ne peut résulter uniquement de la lecture des livres d'autrefois. Les arbres poussent vers le ciel mais ils n'ont pas leurs racines dans le ciel.

142 C'est une attitude de ce genre que semblent avoir adoptée Paul A. Baran et Paul M. Sweezy dans leur étude du capitalisme américain publiée en 1966 et récemment traduite en français, *Le Capitalisme monopolistique*, Paris, Maspéro éd., 1968, 344 p. Voir aussi la thèse de P. Boccara, in : *Le capitalisme monopolistique d'Etat*, 2 vol., Paris, 1958.

Préface

Nous nous proposons ci-dessous d'apporter une explication scientifique des phénomènes économiques du développement capitaliste moderne. Mais cela signifie tenter d'incorporer ces phénomènes dans le système théorique de l'économie politique classique, qui commence avec W. Petty et trouve sa plus haute expression chez Karl Marx. Ce qui caractérise le capitalisme « moderne », ce sont les phénomènes de concentration qui se manifestent, d'une part, dans la « suppression de la libre concurrence » au moyen de cartels et de trusts, de l'autre, dans une liaison de plus en plus étroite entre capital bancaire et capital industriel. Par cette liaison, le capital, nous le montrerons plus loin, prend la forme de capital financier, qui est sa manifestation la plus haute et la plus abstraite.

C'est ici que les apparences mystiques, dans lesquelles s'enveloppe, d'une façon générale, le système capitaliste, sont les plus difficiles à percer. Le mouvement propre du capital financier, qui paraît autonome, bien qu'il ne soit qu'un reflet, les formes variées dans lesquelles il s'accomplit, la façon dont il se détache et devient indépendant du mouvement du capital industriel et commercial, sont des phénomènes qui appellent d'autant plus l'analyse que son accroissement rapide et l'influence de plus en plus grande qu'il exerce dans la phase actuelle du capitalisme rendent impossible de comprendre les tendances économiques actuelles, comme aussi toute science économique, sans la connaissance des lois et de la fonction du capital financier.

L'analyse théorique de ces phénomènes devait ainsi mener à l'étude des rapports qu'ils soutiennent entre eux et par là à une analyse du capital bancaire et de ses rapports avec les autres formes de capital. Il fallait examiner s'il convient d'accorder une importance économique spécifique aux formes juridiques sur lesquelles est fondée l'entreprise industrielle et ce qu'a à dire à ce sujet la théorie économique de la société par actions. Mais, dans les rapports entre capital financier et capital industriel on ne pouvait considérer que les rapports existant entre les formes élémentaires du capital-argent et du capital productif. Ainsi se posait la question du rôle et de l'essence du crédit, question à laquelle on ne pouvait répondre qu'en expliquant le rôle de l'argent. C'était d'autant plus important que, depuis qu'a été formulée la théorie marxienne de l'argent, toute une série de problèmes ont été posés par les formes que celui-ci revêt en Hollande, en Autriche et en Inde, problèmes auxquels la théorie de l'argent à jusqu'ici en vigueur n'apporte aucune solution, ce qui a amené Knapp à tenter de renoncer à toute explication économique pour y substituer une terminologie juridique qui paraissait offrir, sinon une explication scientifique, du moins la possibilité d'une description objective. Mais l'étude approfondie de ce problème de l'argent s'imposait d'autant plus que c'est seulement grâce à elle qu'on pouvait apporter la preuve de la justesse d'une théorie de la valeur constituant la base de toute doctrine économique et que seule une analyse correcte de l'argent permet de faire comprendre le rôle du crédit et, par là, les formes élémentaires des rapports entre le capital bancaire et le capital industriel.

Ainsi s'imposait d'elle-même la structure de cette étude. Après l'analyse de l'argent vient celle du crédit, suivie de la théorie des sociétés par actions et de l'analyse de la position que le capital bancaire occupe par rapport au capital industriel. Cela mène à l'étude de la Bourse des valeurs en tant que « marché des capitaux », à la suite de quoi un chapitre spécial doit être consacré à la Bourse des marchandises, à cause des rapports qu'elle incarne entre le capital-argent et le capital commercial. Avec le progrès de la concentration industrielle, les liens entre capital bancaire et capital industriel s'enchevêtrent de plus en plus et rendent nécessaire l'étude de ces phénomènes de concentration qui atteignent leur point culminant dans les cartels et les trusts, et celle de leurs tendances de développement. Les espoirs, liés à la formation des monopoles, en vue de la « réglementation de la production » et par là du maintien du système capitaliste, monopoles auxquels on a attribué une influence considérable sur les crises commerciales périodiques, imposaient une analyse des crises et de leurs causes, par quoi prenait fin la partie théorique. Mais, du fait que le développement, dont on a essayé de donner une explication scientifique, a des effets considérables sur la composition des classes au sein de la société, il paraissait opportun d'étudier dans une dernière partie les influences principales qui s'exercent sur la politique des grandes classes de la société bourgeoise.

On a souvent reproché au marxisme d'avoir négligé l'étude des théories économiques et ce reproche est justifié dans une certaine mesure. Mais il faut dire également que cette lacune n'est que trop explicable. L'économie politique, du fait de l'infinie complexité des phénomènes à étudier, est certainement l'une des entreprises scientifiques les plus difficiles. Et il se trouve que le marxiste est dans une situation toute particulière : exclu des universités, qui offrent le temps nécessaire à des recherches scientifiques, il ne peut consacrer à ce genre de travaux que les heures de loisir que lui laisse la politique. Exiger de combattants que leur contribution à l'édifice de la science progresse aussi rapidement que celui de travailleurs pacifiques serait injuste, si cela ne témoignait d'un certain respect pour leurs capacités. L'étude de la politique économique nécessite peut-être, après les nombreuses controverses méthodologiques de ces derniers temps, sinon une justification, du moins une courte explication. On a dit que la politique est un enseignement de règles, déterminées en dernière analyse

par des jugements de valeur. Mais, comme de tels jugements ne sont pas objet de la science, il s'ensuit que le travail politique déborde le cadre de l'examen scientifique. Engager ici des discussions d'ordre méthodologique sur les rapports de la science normative et de la science des lois, de la finalité et de la causalité, est bien entendu hors de propos, et je dois y renoncer d'autant plus que, dans le premier tome de ses études sur Marx, Max Adler a longuement étudié le problème de la causalité pour la science sociale. Il nous suffira de dire ici que l'étude de la politique ne peut avoir pour le marxisme d'autre but que la révélation de rapports de causalité. La connaissance des lois de la société productrice de marchandises montre en même temps les facteurs essentiels qui déterminent la volonté des classes de cette société. Montrer la façon dont se détermine la volonté de classe est, selon la conception marxiste, la tâche de la politique scientifique, c'est-à-dire de la politique qui décrit des rapports de causalité. Tout comme sa théorie, la politique du marxisme ne comporte aucun jugement de valeur.

Il est donc faux, quoique ce soit là une opinion très répandue, de confondre marxisme et socialisme. Car, considéré uniquement en tant que système scientifique, et abstraction faite par conséquent de ses effets historiques, le marxisme n'est qu'une théorie des lois du mouvement de la société, qui formule d'une façon générale la conception marxiste de l'histoire, tandis qu'elle applique l'économie marxiste à l'époque de la production de marchandises. La conséquence socialiste est le résultat des tendances qui se manifestent dans la société productrice de marchandises. Mais la compréhension de la justesse du marxisme, qui inclut la compréhension de la nécessité du socialisme, n'est absolument pas le produit de jugements de valeur, pas plus qu'une incitation à une conduite déterminée. Car reconnaître une nécessité est une chose et se mettre au service de cette nécessité en est une autre. On peut parfaitement être convaincu de la victoire finale du socialisme et se mettre au service de ceux qui le combattent. Mais la compréhension des lois du mouvement de la société qu'apporte le marxisme confère une supériorité à celui qui l'a faite sienne, et, parmi les adversaires du socialisme, les plus dangereux sont certainement ceux qui se la sont assimilée.

Mais d'un autre côté l'identification du marxisme avec le socialisme est facile à comprendre. Le maintien de la domination de classe est liée à la condition que ceux qui y sont soumis croient à sa nécessité. Reconnaître son caractère provisoire, c'est en préparer la chute. D'où la répulsion insurmontable qu'éprouve la classe dominante à accepter les résultats du marxisme. En outre, la complexité du système exige une étude que seul peut s'imposer celui qui n'est pas convaincu d'avance du caractère nuisible des résultats. C'est ce qui explique que le marxisme, qui est une science objective, exempte de tout jugement de valeur, reste nécessairement la propriété des porte-parole de la classe dont la victoire est pour lui le résultat de son étude. C'est dans ce sens seulement qu'il est la science du prolétariat, opposée à la science économique bourgeoise, tout en maintenant fermement la prétention qu'a toute science à la valeur objective de ses résultats.

Le présent travail était déjà, il y a quatre ans, terminé dans ses grandes lignes. Des circonstances extérieures en ont seules retardé l'achèvement. Mais je me permettrai de faire remarquer que les chapitres traitant du problème de l'argent étaient déjà terminés avant la parution du livre de Knapp*, et je n'y ai apporté depuis que des modifications sans importance, ainsi que des notes critiques. Mais ces chapitres sont aussi ceux qui causeront le plus de difficultés au lecteur car, dans les questions d'argent, ce n'est pas seulement la bonne humeur qu'on perd facilement, mais aussi la compréhension théorique, ainsi que le reconnaissait Fullarton, qui écrivait mélancoliquement : « *The truth is, this a subject on which there never can be any efficient or immediate appeal to the public at large. It is a subject on which the progress of opinion always has been, and always must be, exceedingly slow.* » Et cela ne s'est certainement pas amélioré depuis. C'est pourquoi nous nous hâtons d'assurer qu'une fois franchi le cap des premières discussions, le lecteur n'aura pas lieu de se plaindre de difficultés particulières.

Berlin-Friedenau, Noël 1909

Rudolf HILFERDING.

* Georg F. Knapp, *Staatliche Theorie des Geldes*, Leipzig, 1905. (Note de l'éd.)

PREMIERE PARTIE - L'ARGENT ET LE CRÉDIT

CHAPITRE I - LA NECESSITE DE L'ARGENT

La communauté humaine de production peut être constituée de deux façons. D'abord d'une façon consciente. La société - que ce soit la famille patriarcale, le clan communiste ou la société socialiste - se crée les organes qui fixent, en tant que représentants de la conscience sociale, la quantité et le genre de la production et répartissent entre ses membres le produit social. Comment, où et par quels moyens, dans les conditions de production naturelles et artificielles existantes, de nouveaux produits sont fabriqués, c'est ce que décide le *pater familias* ou les représentants communaux, régionaux ou nationaux de la société qui, connaissant soit par expérience personnelle les besoins et les ressources de la famille, soit par tous les moyens d'une statistique de la production et de la consommation les besoins sociaux, déterminent d'une façon consciente toute la vie économique d'après les besoins des communautés qu'ils représentent et dirigent. Les membres d'une communauté ainsi organisée entretiennent entre eux des rapports conscients en tant que parties d'une même communauté de production. La place qu'ils occupent dans le travail et la répartition de leurs produits sont soumis au contrôle central. Les rapports de production apparaissent, dans la mesure où ils se rapportent à la vie économique, comme des rapports sociaux déterminés par l'ordre social et soustraits à leur volonté individuelle. Les rapports de production eux-mêmes sont compris comme fixés et voulus par la collectivité.

Il en est autrement dans la société dépourvue de cette organisation consciente. Elle est composée d'individus indépendants les uns des autres, dont la production apparaît comme une affaire, non plus sociale, mais privée. Ils sont ainsi des propriétaires privés, contraints par le développement de la division du travail d'entrer en relation les uns avec les autres; l'acte au moyen duquel ils le font est l'échange de leurs produits. C'est seulement par lui que la société éclatée dans ses atomes par la propriété privée et la division du travail reçoit une certaine cohérence. Mais, en tant que cause de cette cohérence, l'échange offre un objet d'analyse économique. Car, même dans une société socialiste, il peut y avoir échange. Mais c'est un échange qui a lieu après une répartition fixée d'une façon consciente par la communauté comme une sorte de correction privée de la répartition sociale, un acte privé soumis à des considérations d'ordre subjectif, mais non objet d'analyse économique. Il joue pour la science économique le même rôle que l'échange de jouets dans la nursery entre Lotte et Fritz, un échange fondamentalement différent de l'achat fait par leur père chez le marchand de jouets. Car ce n'est qu'un élément dans la somme de tous les actes d'échange au moyen desquels la société se réalise en tant que communauté de production. C'est dans chacun de ces actes d'échange que la communauté de production doit par conséquent s'exprimer. Car c'est seulement par eux que s'opère la liaison en un tout de la société fragmentée par la propriété privée et la division du travail.

C'est pourquoi, quand Marx dit qu'à l'intérieur du rapport d'échange le vêtement vaut davantage qu'en dehors de ce rapport, on peut dire également qu'à l'intérieur d'une société déterminée le rapport d'échange vaut davantage qu'à l'intérieur d'une autre¹. C'est seulement là où l'échange établit le lien social, par conséquent dans une société où les individus sont, d'une part, séparés par la propriété privée et la division du travail, de l'autre liés les uns aux autres, que l'échange a une signification sociale, qu'il doit rendre possible la vie sociale. Par l'accomplissement de tous ces actes d'échange possibles dans cette société doit se réaliser ce qui, dans une société communiste, organisée d'une façon rationnelle, est déterminé consciemment par l'organe social central, à savoir ce qu'on produira et en quelles quantités, où et par qui on le produira. Bref, l'échange doit faire pour les producteurs de marchandises ce que font pour les membres de la société socialiste leurs représentants, qui règlent la production, fixent la place de chacun dans le travail, etc. C'est l'objet de la science économique de trouver la loi de cet échange. De cette loi le règlement de la production dans les sociétés productrices de marchandises doit découler, tout comme le fonctionnement normal de l'économie socialiste découle des lois, règlements et prescriptions des autorités socialistes. Non que cette loi ne prescrive pas consciemment l'attitude humaine dans la production, mais elle agit avec une « nécessité sociale », à la façon d'une loi de la nature².

Mais l'échange doit également répondre à la question de savoir si la production doit être le fait d'un artisan indépendant ou d'un entrepreneur capitaliste; c'est la question du changement dans le rapport d'échange qui doit avoir lieu dans la production des marchandises par suite du passage de la production artisanale à la production capitaliste. Mais l'échange n'est qualitativement différent que dans des formes sociales différentes, de même qu'il est essentiellement différent dans la société socialiste et dans la société productrice de marchandises. A l'intérieur de la première, il est qualitativement le même et ne diffère que par le rapport quantitatif des marchandises échangées. Dans la société productrice de marchandises, l'échange est fondé sur un facteur social objectif, le temps de travail socialement nécessaire, qui est incorporé dans les choses échangées. Ici, l'échange est de pur hasard, et non un objet d'analyse économique. On ne peut le soumettre à une étude théorique, mais seulement le comprendre psychologiquement. Toutefois, comme l'échange apparaît toujours comme un rapport quantitatif entre deux choses, les gens ordinaires

1 Ce caractère tout différent de l'acte d'échange montre à quel point il est absurde de vouloir établir des lois semblables pour des actes d'échange dans des régimes sociaux différents.

2 J. Karner (Dr Paul Renner), « La Fonction sociale des instituts juridiques », *Etudes marxistes*, t. I, cahier II, p. 108. Ce sont par conséquent des lois d'un genre tout particulier, qui découlent uniquement d'un certain rapport social et disparaissent avec lui, mais possèdent à l'intérieur de ce rapport une efficacité causale. La connaissance de ces lois est du ressort de l'analyse économique.

n'aperçoivent jamais la différence³.

Ce rôle joué par l'acte d'échange en tant que moyen des échanges organiques sociaux lui est imposé par la nécessité même de ces échanges. Si fortuit que puisse apparaître tel ou tel acte d'échange pris isolément, il ne peut se réaliser à la longue et en masse que s'il rend possible le processus des échanges organiques sociaux, s'il assure la production et la reproduction de la société. Celle-ci est donc la condition de l'acte d'échange entre les individus isolés, qui de cette manière seulement parviennent à former entre eux une société et participent au résultat de toute la production sociale. C'est ce rapport avec la production de la société qui élève l'acte d'échange isolé hors du domaine du fortuit, de l'arbitraire et du subjectif et en fait quelque chose de régulier, de nécessaire et d'objectif, une condition des échanges organiques sociaux et par là une nécessité vitale individuelle. Car la société fondée sur la propriété privée et la division du travail n'est possible que par les rapports des individus qui font des échanges entre eux, elle ne devient société que par le processus d'échange, lequel est le seul processus économique qu'elle connaisse. C'est seulement à l'intérieur de cette société que l'acte d'échange est l'objet d'une analyse spéciale qui se pose la question : en quoi consiste l'acte d'échange qui permet les échanges organiques sociaux?

Par un tel acte d'échange, le bien est devenu marchandise, une chose qui n'est plus destinée à satisfaire un besoin individuel, née de ce besoin et détruite par lui, mais destinée à la société, dans tous ses heurs et malheurs, lesquels peuvent encore être plus divers que ceux d'Ulysse - que représente aujourd'hui Polyphème, avec son œil unique, à côté du douanier aux yeux d'Argus de New-Port, ou la belle Circé à côté de la police vétérinaire allemande? -, dépendant des nécessités des échanges organiques de la société. Il est devenu marchandise parce que ses producteurs sont dans un certain rapport social, dans lequel ils doivent s'opposer les uns aux autres comme producteurs de marchandises indépendants. C'est seulement de cette façon que le bien, qui est par ailleurs une chose naturelle, ne posant absolument aucun problème, est l'expression d'un rapport social, acquiert par conséquent un caractère social. Qu'il soit un produit du travail n'est plus seulement sa qualité naturelle, mais devient également un fait social. Et maintenant il s'agit de trouver la loi de cette société en tant que communauté de production et par conséquent de travail. Le travail individuel apparaît ainsi sous un aspect nouveau, en tant que partie au travail collectif dont dispose cette communauté de production. Mais, de ce point de vue, le travail apparaît comme travail créateur de valeur.

L'acte d'achat devient objet de l'analyse parce qu'il n'est pas seulement besoin individuel, mais nécessité sociale qui fait du besoin individuel son instrument et en même temps le restreint : le besoin individuel ne peut être satisfait que dans la mesure où la nécessité sociale le permet. C'est la condition préalable car, sans satisfaction des besoins industriels, il n'y a pas de société humaine possible. Mais l'échange n'est plus fonction du besoin individuel comme dans la société collectiviste ; le besoin individuel ne se satisfait que dans la mesure où l'échange lui permet de participer à la production sociale. C'est elle qui détermine l'échange. Mais celui-ci apparaît seulement comme un rapport quantitatif entre deux choses⁴. Il est déterminé quand cette quantité l'est également. Mais la quantité transformée en échange ne vaut que comme partie de la quantité de la production sociale. Celle-ci à son tour est déterminée par le temps de travail que la société a dû employer à la fabrication du produit global. La société est, considérée ici comme une unité qui a fabriqué son produit avec toute sa force de travail et le travailleur isolé en tant qu'organe de la société; comme tel, il ne participe au produit que dans la mesure où sa force de travail correspond à la moyenne de la force de travail totale, supposée donnée selon l'intensité et la productivité. S'il a travaillé trop lentement ou fabriqué quelque chose d'inutile, non pas d'une façon générale mais du point de vue des échanges organiques sociaux, son travail est ramené au travail moyen, c'est-à-dire au temps de travail socialement nécessaire. La totalité du temps de travail nécessaire à la fabrication du produit global ainsi donnée, l'échange doit exprimer ce fait. Ce qui se produit de la façon la plus simple quand, dans l'échange, le rapport quantitatif des marchandises est égal au rapport quantitatif du travail socialement nécessaire employé dans leur fabrication. Alors, les marchandises s'échangent à leur valeur.

Ce rapport est réalisé quand les conditions pour la production et l'échange des marchandises sont les mêmes pour tous les membres de la société, quand ils sont tous producteurs indépendants de leurs moyens de production et qu'ils fabriquent avec eux le produit, qu'ils échangent ensuite sur le marché. Ce rapport est le plus simple et il est le point de départ de l'analyse théorique. C'est seulement à partir de lui que des modifications peuvent être comprises, mais elles doivent toujours remplir cette condition, que, quelle que soit la façon dont l'échange individuel se réalise, la somme totale des actes d'échange doit vendre toute la production sociale. La modification elle-même ne peut être provoquée que par une position différente des membres de la société dans la production, car c'est seulement dans l'acte d'échange

3 « Leur rapport social (des producteurs de marchandises) apparaît réduit au rapport *privé* de l'échange. Mais celui-ci n'est tel qu'en tant que rapport privé. Pour que deux personnes procèdent à un échange, il suffit qu'elles possèdent l'objet à échanger contre un autre. En tant que tel, l'échange est un phénomène propre à tous les régimes sociaux, parce qu'ils connaissent tous une propriété. En effet, l'échange, sur les bancs de l'école, de porte-plume et de timbres, celui de chevaux de courses et d'automobiles entre deux membres d'une société socialiste, sont, pour la science économique, des phénomènes privés tout à fait négligeables. C'est l'erreur fondamentale de la théorie de l'utilité marginale de vouloir découvrir par l'analyse de l'échange en tant qu'acte purement privé les lois de la société capitaliste. » Hilferding, « Sur le problème de la science économique chez Marx », *Neue Zeit*, 1904-05, t. I, p. 106

4 Les choses doivent, dans la société productrice de marchandises, être mises en rapport les unes avec les autres, et elles le peuvent en tant qu'expression du temps de travail socialement nécessaire. L'essentiel, pour la théorie de la valeur, est qu'elles sont produits du temps de travail social, par conséquent produit social, mais non que ce temps de travail soit dans tous les cas le même des deux côtés du rapport d'échange, C'est là un facteur secondaire, qui ne détermine le rapport d'échange que dans les conditions de la simple production de marchandises.

que se réalise le rapport social, non seulement de la production, mais des producteurs eux-mêmes. L'expropriation d'une partie de la société et du monopole de la propriété des moyens de production de l'autre partie modifie naturellement l'échange, car ce n'est qu'en lui que peuvent apparaître cette inégalité des membres de la société. Mais, comme l'acte d'échange est un rapport d'égalité, l'inégalité apparaît maintenant comme égalité, non plus de la valeur, mais du prix de production, par conséquent comme l'inégalité de l'effort de travail (de même l'indifférence des capitalistes à l'égard de l'effort de travail considéré comme effort de travail d'étrangers) dans l'égalité des taux de profit. Cette égalité n'exprime rien d'autre que le fait que dans la société capitaliste l'essentiel est le capital; c'est pourquoi l'acte d'échange individuel n'est plus placé sous cette condition : travail égal contre travail égal, mais celle-ci : pour le même capital le même profit. L'égalisation du travail est remplacée par l'égalisation du profit et les produits ne sont plus vendus à leur valeur, mais à leur coût de production. Si donc l'échange est déterminé par la société, la société tout, comme l'individu isolé n'apprennent leur loi que de l'échange une fois accompli. Car le travail de l'individu isolé n'est que son fait individuel, issu de sa volonté individuelle, travail privé, et non travail social. Qu'il s'accorde avec les conditions des échanges organiques sociaux, dont son travail n'est qu'une condition partielle, on ne peut s'en rendre compte que si toutes ces conditions s'accordent entre elles et que leur totalité représente la condition totale des échanges organiques sociaux.

Les marchandises sont des incarnations du temps de travail socialement nécessaire. Mais ce temps de travail n'est pas exprimé directement comme tel, comme par exemple dans la société imaginée par Rodbertus, où l'autorité centrale fixe pour chaque produit le temps de travail socialement valable. Il n'apparaît que dans la mise à égalité d'une chose avec une autre dans l'échange. Dans ce dernier, par conséquent, la valeur d'une chose, son coût de production social, n'est pas exprimée en tant que telle, comme travail de huit, dix ou douze heures, mais comme quantité déterminée d'une autre chose. Celle-ci, telle qu'elle est, avec toutes ses qualités naturelles, sert par conséquent comme expression d'une autre chose, son équivalent. Par exemple, dans l'équation : habit = 20 mètres de tissu, ces 20 mètres de tissu sont l'équivalent de l'habit. Ils lui sont égaux, parce qu'ils sont aussi l'incarnation d'une durée de travail socialement nécessaire, et en tant que telles toutes les marchandises sont égales.

La représentation de la valeur, ce rapport social, dans une autre chose, par conséquent une valeur d'usage différente de celle de la marchandise dont la valeur doit être représentée, découle ainsi directement de la nature de la production de marchandises et en est inséparable. Car ce n'est que par le fait que le bien de l'un devient marchandise et par là le bien de l'autre que naît le rapport social de ses membres propre à la production de marchandises, leur rapport en tant qu'échangeurs de leurs biens. C'est seulement l'échange une fois accompli que le producteur sait si sa marchandise, satisfait vraiment un besoin social et s'il a bien employé son temps de travail. Il se voit confirmé dans sa qualité de membre pleinement valable de la société productrice de marchandises, non par une personne qui pourrait parler au nom de cette société, critiquer, approuver ou refuser son ouvrage, mais par une chose qu'il reçoit en échange de la sienne. Car la société s'intéresse uniquement à la chose (et c'est en cela que consiste, en dépit de Stirner, son anarchie), non aux personnes et à leur conscience collective. La chose doit par conséquent avoir la légitimation nécessaire pour pouvoir parler au nom de la société. Cette légitimation, elle la reçoit, exactement comme d'autres organes reçoivent la leur, par l'action commune de ceux qui légitiment. De même que les hommes se rassemblent et donnent pouvoir à l'un d'eux de parler en leur nom, de même les marchandises doivent se rassembler pour légitimer celle qui accordera en leur nom le droit de citoyenneté dans ce monde de marchandises. Mais la seule façon dont les marchandises peuvent se rassembler est leur échange. Car ce que la conscience sociale est dans une société socialiste, c'est dans la société capitaliste l'action sociale des marchandises sur le marché. La conscience du monde bourgeois se réduit au bulletin des halles. C'est seulement par l'accomplissement de l'échange que l'individu isolé connaît la loi de la collectivité. Seule la réussite de l'échange lui fournit la preuve qu'il a produit quelque chose de socialement nécessaire. Car c'est seulement alors qu'il peut reprendre la production. La chose ainsi légitimée par l'action commune des marchandises est l'argent. Avec le développement de l'échange des marchandises se développent en même temps les pouvoirs de cette marchandise particulière.

A et B, en tant que possesseurs de marchandises, n'entrent dans un rapport social l'un avec l'autre qu'en échangeant leurs produits. Ce rapport n'est réalisé que quand le vêtement a été échangé contre vingt mètres de tissu. Quand la production de marchandises se généralise, le tailleur doit satisfaire tous ses besoins au moyen de l'échange : au lieu d'un rapport avec l'ouvrière qui a filé le tissu, il en entreprend maintenant un grand nombre d'autres. Un vêtement égale 20 mètres de tissu, mais aussi 5 livres de sucre, 10 livres de pain, etc. Comme tous les producteurs de marchandises s'engagent dans de nombreux rapports de ce genre, nous obtenons finalement une quantité énorme d'équations où les marchandises se mettent à égalité les unes avec les autres et mesurent leur valeur réciproque. Mais, en se mesurant ainsi, elles mesurent de plus en plus souvent leur valeur en une marchandise, qui devient ainsi la mesure générale de valeur.

Déjà la simple expression de valeur, telle que, par exemple, un vêtement égale 20 mètres de tissu traduit un rapport social, mais il peut rester fortuit et isolé. Pour être une expression vraiment sociale, l'équation de valeur ne doit pas être isolée; c'est dans d'innombrables échanges et par conséquent d'innombrables équations de valeurs que se réalisent les échanges organiques sociaux et par là la liaison sociale des travailleurs, dès que la production de marchandises est devenue la forme générale de la production sociale. C'est l'action commune des marchandises dans l'échange qui transforme le temps de travail privé, individuel et concret, de l'individu isolé en tant de travail général, socialement nécessaire et abstrait, qui crée la valeur. En se mesurant réciproquement dans l'échange, les marchandises

se mesurent de plus en plus souvent dans une marchandise. Celle-ci n'a besoin que d'être fixée d'une façon habituelle en tant que mesure de valeur pour devenir argent.

L'échange de valeurs est par conséquent nécessaire pour rendre possible d'une, façon générale la production et la reproduction sociales. C'est seulement de cette manière que les travaux individuels sont reconnus, jaugés socialement, que les relations entre eux deviennent des relations sociales de leurs producteurs. Quelle que soit par conséquent la façon dont se fait l'échange, c'est nécessairement un échange à des équivalents de valeur, qu'il se fasse directement entre marchandises ou par l'intermédiaire de l'argent. L'argent est par conséquent, en tant que valeur, une marchandise comme une autre, et la nécessité que l'argent ait de la valeur découle directement du caractère de la société productrice de marchandises⁵.

L'argent est donc une valeur comme une autre et par la incarnation de valeur. Mais l'argent se distingue avant tout des autres marchandises en ce qu'il est un équivalent pour toutes les autres marchandises, par conséquent la marchandise qui exprime la valeur de toutes les autres. Qu'il en soit ainsi devenu est le résultat de tous les processus d'échange⁶. Par là il est légitimement tant que mesure de valeur. La marchandise argent, par conséquent ce corps détermine avec toutes ses qualités naturelle est, maintenant .expression directe de valeur, de cette qualité qui ne provient que des rapports sociaux de la production de marchandises et de leur expression matérielle. En même temps, on voit comment découle, comme du processus d'échange même, de la nécessité d'une égalisation constante des marchandises entre elles, celle de la mesure de valeur commune, dans laquelle s'exprime directement la valeur de chaque autre marchandise contre laquelle elle peut être échangée. L'argent est par conséquent lui aussi une marchandise. Mais, d'un autre côté, cette marchandise est spécialement utilisée comme équivalent. Cela s'est produit par l'action de toutes les autres marchandises, qui ont choisi la marchandise argent comme leur seul équivalent général.

La valeur d'échange de toutes les marchandises s'exprime donc socialement dans la marchandise argent, dans une certaine quantité de sa valeur d'usage. Par l'action réciproque de toutes les autres marchandises qui se mesurent en elles, la marchandise argent apparaît comme incarnation du temps de travail socialement nécessaire. « L'argent est ainsi la valeur d'échange des marchandises en tant que marchandise particulière, exclusive⁷. » Toutes les marchandises reçoivent ainsi leur jaugeage social par leur transformation en argent.

De même que, selon Ernst Mach*, le moi n'est qu'un point de jonction où se lient étroitement les fils infinis des sensations dont le nœud forme l'image du monde, de même l'argent est un point de jonction où se tisse, avec les fils innombrables des actes d'échange individuels, le nœud des rapports sociaux de la société productrice de marchandises. Dans l'argent, en outre, les rapports sociaux que les hommes entretiennent entre eux sont devenus une chose mystérieuse, dont l'éclat troublant continue d'aveugler tant d'économistes quand ils ne préfèrent pas tout simplement s'y soustraire en fermant les yeux.

En s'échangeant les unes contre les autres, les marchandises deviennent produits du temps de travail socialement nécessaire et, en tant que telles, égales. Dans le processus d'échange se brise le lien qui relie la marchandise en tant que valeur d'usage aux besoins particuliers de l'individu. Dans l'échange, la marchandise ne vaut que comme valeur d'échange et ce n'est que par l'accomplissement de l'échange, par conséquent celui-ci une fois réalisé, qu'elle redevient valeur d'usage et qu'apparaît un nouveau lien avec un autre besoin individuel. Dans l'argent, dont la valeur d'usage est nulle en tant qu'incarnation de temps de travail socialement nécessaire, par conséquent valeur d'échange, la marchandise apparaît directement exprimée en tant que valeur d'échange; dans l'argent, par conséquent, la valeur d'échange des marchandises est rendue indépendante de leur propre valeur d'usage. Seule la transformation de l'argent en marchandise réalise celle-ci en tant que valeur d'usage, alors que sa valeur d'échange est déjà contenue en lui. La marchandise quitte alors, en tant que valeur d'usage, la circulation et devient objet de consommation.

L'argent ne peut devenir un équivalent général que parce qu'il est une marchandise, c'est-à-dire une valeur d'échange. Mais, en tant que telle, chaque marchandise est mesure de la valeur de toutes les autres. Du fait que toutes les marchandises se rapportent dans leur action réciproque à une marchandise spéciale, celle-ci devient être adéquat de la valeur d'échange, son être en tant qu'équivalent général. Étant donné que toutes les marchandises sont des valeurs d'échange, autrement dit que les producteurs dans la société décomposée en ses atomes par la division du travail et la propriété privée et qui sans conscience sociale est cependant une communauté de production, n'entrent en rapport les uns avec les autres que par l'intermédiaire de leurs produits matériels, il apparaît que les produits de leur travail ne représentent en tant que valeurs d'échange que différentes quantités du même objet, l'argent. Le temps de travail général, de son côté l'expression économique de la communauté de production, mais aussi le fait de cette communauté elle-même, apparaît maintenant comme une chose particulière, une marchandise à côté et en dehors de toutes les autres.

5 Nous examinerons plus loin dans quelle mesure cette affirmation sera modifiée par les formes modernes du papier-monnaie.

6 Toute marchandise a une valeur en tant qu'incarnation du temps de travail socialement nécessaire, par conséquent comme résultat du procès de la production de marchandises. Dans l'échange, elle entre déjà comme porteur de valeur. C'est en ce sens que Marx écrit : « Le processus d'échange donne à la marchandise qu'il transforme en argent, non pas sa valeur, mais sa forme spécifique de valeur », notamment en tant qu'équivalent général. Général. (*Le capital*, t I, 4^o éd, p (56) ;

7 Marx : *Contribution à la critique de l'économie politique*, 4^o éd., p. 56.)

* Ernst Mach, physicien et philosophe autrichien (1838-1916), exerça une grande influence sur certains intellectuels marxistes et notamment sur F. Adler. (Note de l'éd)

Dans le processus d'échange, la marchandise s'est manifestée comme valeur d'usage, a fait la preuve qu'elle a satisfait le besoin, et cela dans la mesure sociale exigée. Elle est devenue par là valeur d'échange pour toutes les autres marchandises, qui remplissent la même condition. C'est ce qu'exprime d'une façon générale sa transformation en argent, le représentant de la valeur d'échange. En devenant argent, elle est devenue valeur d'échange pour toutes les autres marchandises. La marchandise doit donc devenir argent parce que c'est seulement alors qu'elle est exprimée socialement en tant que valeur d'usage et en tant que valeur d'échange, comme l'unité des deux. Mais, du fait que toutes les marchandises, par leur aliénation en valeurs d'usage, se transforment en argent, celui-ci devient l'être transformé de toutes les autres marchandises, et ce n'est que comme résultat de cette transformation de toutes les marchandises en argent que ce dernier devient directement objectivisation du temps de travail social, c'est-à-dire produit de l'aliénation générale, suppression des travaux individuels.

La nécessité de l'argent découle par conséquent de l'essence de la société productrice de marchandises, laquelle tire sa loi de l'échange des marchandises en tant que produits du temps de travail socialement nécessaire, du fait que les relations sociales entre les producteurs sont exprimées en tant que prix de leurs produits, prix qui fixent à tout moment leur part sur la production et la répartition des produits. C'est la réglementation particulière de cette société par la loi des prix qui, en tant que moyen de l'échange des marchandises, exige elle-même une marchandise, car seule une marchandise incarne du temps de travail socialement nécessaire. Que le moyen d'échange doive avoir une valeur, c'est ce qui résulte directement du caractère d'une société où les biens sont devenus marchandises et doivent en tant que telles être échangées. « Le même processus qui fait d'un bien une marchandise fait de la marchandise de l'argent. »

Le caractère inconscient des rapports sociaux, leur établissement au moyen de l'échange des marchandises et la confirmation que cet établissement s'est fait d'une façon socialement juste, confirmation qui n'a lieu que dans le processus d'échange, quand le processus de la production, qui a déjà fixé en fait les rapports sociaux, est déjà passé et devenu inchangeable, tout cela signifie également l'anarchie du mode de production capitaliste. Anarchie, car il n'y a là aucune conscience qui détermine d'avance la production conformément à son but; ce sont aux membres isolés, conscients seulement d'eux-mêmes, mais non de la communauté, que ces rapports s'imposent à la façon d'une loi naturelle agissant indépendamment de la volonté de ceux qui y participent, bien qu'elle n'existe que par leur propre action sociale, et sont donc pour eux inconscients. Cette action n'a jamais lieu dans la conscience et l'intention de constituer des rapports sociaux, mais ne sert que la satisfaction des besoins individuels. En ce sens, on peut dire également que la nécessité de procéder à l'échange au moyen de l'argent, par conséquent d'une matière elle-même précieuse, découle de l'anarchie de la société productrice de marchandises.

Si donc l'argent est d'une part produit nécessaire de l'échange des marchandises, il est d'autre part lui-même condition de la généralisation de l'échange des produits en tant que marchandises. Il rend les marchandises directement comparables en devenant leur mesure de valeur. Et cela parce qu'en tant que valeur il est, tout comme les marchandises et à l'intérieur de leur forme de valeur, leur contraire, équivalent, par conséquent valeur d'usage, dans lequel la valeur est exprimée.

Ainsi l'argent naît tout naturellement des rapports d'échange et ne suppose rien d'autre. Ces rapports font l'argent avec la marchandise qui y convient le mieux par ses qualités propres. C'est la valeur d'usage de cette marchandise, par exemple l'or, qui en fait matière monétaire. L'or n'est pas déterminé par sa nature à faire fonction d'argent - seulement par suite d'une certaine structure sociale -, c'est au contraire l'argent qui par sa nature est or. Par conséquent, l'Etat ou l'ordre légal ne déterminent arbitrairement ni le caractère ni la matière de l'argent. Ils ne font avec l'argent que de la monnaie. Ils ne modifient que la quantité de métal noble contenue dans la monnaie. Au début selon le poids, maintenant selon une autre règle arbitraire, mais reposant nécessairement sur un accord conscient. Comme la société productrice de marchandises a sa plus haute organisation consciente dans l'Etat, celui-ci doit sanctionner cet accord pour qu'il ait une validité sociale générale. Il se conduit ici exactement comme pour la fixation d'une autre mesure, par exemple celle de longueur. Avec cette seule différence qu'ici, comme il s'agit d'une mesure de valeur, que la valeur ne se présente que dans une chose, et dans chaque chose autrement, selon le temps de travail nécessaire à sa production, l'Etat doit déclarer également la chose, la matière argent. C'est seulement dans les limites de l'accord, donc à l'intérieur des frontières du pays, par exemple, que cette mesure est valable. En dehors de ces frontières, elle ne reste plus. Sur le marché mondial, l'or et l'argent métal valent comme argent selon leur poids⁸. Cet accord sur un certain argent peut aussi, à défaut d'une intervention de l'Etat, être conclu par des personnes privées, comme par exemple les marchands d'une ville, et ne vaut naturellement dans ce cas qu'à l'intérieur de cette ville⁹.

8 Tout au moins aussi longtemps que la tendance à la domination exclusive de l'or n'a pas encore complètement triomphé.

9 Par exemple, la monnaie de la banque de Hambourg depuis 1770. Les transactions étaient effectuées à l'aide de virements sur cette banque. Le crédit n'était accordé que contre paiement en monnaie blanche, l'unité étant le mark de Cologne d'argent fin, pour lequel était accordé un crédit en billets de 27 marks 3/4. Cette monnaie fiduciaire, que le commerce de Hambourg utilisa jusqu'en 1872, reposait ainsi sur de l'argent non frappé. A propos de quoi il est sans importance de savoir que l'argent reposait lui-même dans les caves de la banque et seuls les billets (tout à fait différents des billets de banque) étaient en circulation. De l'argent-papier pleinement couvert, qui n'est qu'un bon sur le métal déposé par les possesseurs de ce bon et entreposé à la banque, est un moyen purement technique et une protection contre l'usure du métal. Il affecte aussi peu les lois de la circulation de l'argent que si les pièces elles-mêmes circulaient enveloppées dans du cuir ou du papier.

L'exposé ci-dessus montre le seul rôle joué par l'Etat. Ce qui détruit une fois pour toutes l'illusion de Knapp selon laquelle l'argent ne naît que par décision de ce dernier. En même temps, on se rend compte comment, historiquement, l'argent est issu de la

L'or est par conséquent divisé d'une manière quelconque par l'Etat et chaque pièce est caractérisée par la frappe de l'Etat. C'est dans, cette mesure que tous les prix sont maintenant exprimés. Ainsi donc l'Etat a établi la mesure des prix. L'or fait fonction de mesure des valeurs parce qu'il est marchandise, par conséquent incarnation de temps de travail nécessaire, et comme tel sa valeur change avec le changement de son temps de production. En tant que mesure des Prix, l'or est divisé en pièces de poids égal et cette division sous ce rapport est immuable. La frappe n'est rien d'autre que la confirmation que la pièce qui en est pourvue contient un poids déterminé du métal dont est faite la monnaie, par exemple d'or. C'est par ailleurs une simplification technique considérable, car l'argent n'a plus besoin d'être pesé, mais seulement compté. Et en même temps on peut présenter d'une façon commode chaque quantité de valeur qui est nécessaire dans l'échange.

circulation. C'est seulement lorsqu'il est devenu mesure générale des valeurs et équivalent général des marchandises qu'il devient un moyen de paiement général. Cela dit pour réfuter Knapp, *Théorie étatique de l'argent*, p. 3.

CHAPITRE II - L'ARGENT DANS LE PROCESSUS DE LA CIRCULATION

Le processus de la circulation a la forme marchandise-argent-marchandise : M-A-M. C'est de cette façon que s'accomplissent les échanges organiques sociaux. A vend sa marchandise, laquelle n'a pour lui aucune valeur d'usage, et en achète une autre, qui en a une. L'argent ne joue dans ce processus que le rôle de preuve que les conditions de production individuelles de la marchandise correspondent aux conditions de production sociales. Mais le sens du processus est la satisfaction des besoins de l'individu, laquelle n'est possible que par le moyen des échanges multiples des marchandises. La valeur de la marchandise est remplacée par celle d'une autre marchandise. Cette dernière est consommée et sort de la circulation.

Mais si la marchandise sort constamment de la circulation l'argent y reste d'une façon permanente. La place que la marchandise a quittée est prise par une pièce d'argent de valeur égale. Le processus de circulation de la marchandise crée ainsi la circulation de l'argent. La question se pose maintenant de savoir quelle est la quantité d'argent nécessaire à la circulation. Il s'agit ici de la véritable confrontation de l'argent et de la marchandise. La quantité des moyens de circulation est par conséquent déterminée par la somme des prix des marchandises. La masse des marchandises supposée donnée, la masse de l'argent en circulation augmente et diminue avec les fluctuations des prix des marchandises, qu'ils correspondent ou non à de véritables changements de valeur ou à de simples fluctuations des prix sur le marché¹. Cela vaut dans la mesure où achats et ventes se font ici même dans un espace limité. Mais, si achats et ventes ne sont que des termes d'une série qui se suivent dans le temps, alors c'est l'équation : somme des prix des marchandises, divisée par nombre de pièces du même nom en circulation, égale masse de l'argent fonctionnant en tant que moyen de circulation. Ici la loi selon laquelle la quantité des moyens de circulation est déterminée par la somme des prix des marchandises en circulation et la vitesse moyenne du roulement de l'argent peut aussi être exprimée de la manière suivante: étant donné une somme de valeurs des marchandises et une certaine vitesse moyenne de leurs métamorphoses, la quantité de l'argent en circulation ou du métal dont il est fait dépend de sa propre valeur².

On a vu ce qu'est l'argent : un rapport social exprimée dans une chose. Celle-ci sert d'expression directe de valeur. Mais, à l'intérieur du rapport M-A-M, la valeur de la marchandise est toujours remplacée par la valeur d'une autre marchandise. L'expression d'argent n'est donc que provisoire. Elle n'apparaissait ainsi que comme une aide technique, dont l'utilisation entraîne des frais qu'il est préférable d'éviter. De même avec l'argent croit l'effort en vue de s'en passer³. A l'intérieur de la circulation des marchandises l'argent apparaît d'abord comme le cristal de valeur en lequel la marchandise se transforme pour devenir ensuite simple forme d'équivalent⁴.

En tant que cristal de valeur, l'argent apparaît comme nécessaire, en tant que forme d'équivalent comme superflu. Mais il apparaît comme nécessaire parce que c'est seulement ainsi que la valeur de la marchandise est exprimée socialement d'une façon valable et c'est seulement à partir de l'argent qu'elle peut se transformer de nouveau en toutes les autres marchandises. Mais, comme l'expression d'argent n'est que provisoire, et pas importante en soi - comme par exemple quand le processus M-A-M: est interrompu et que l'argent lui-même doit être mis en réserve pour un temps plus ou moins long afin de permettre plus tard le processus -, seul est à considérer l'aspect social de l'argent, sa propriété d'être en tant que valeur l'égal de la marchandise. Cet aspect social est exprimé matériellement dans la matière monétaire, par exemple l'or. Mais il peut être exprimé directement par une réglementation sociale consciente ou, puisque l'Etat est l'organe conscient de la société productrice de marchandises, par une réglementation étatique. L'Etat peut fixer certains signes - par exemple, des billets caractérisés comme tels - en tant que représentants de l'argent, signes d'argent.

Il est clair que ces signes ne peuvent faire fonction que d'intermédiaires de la circulation entre deux marchandises ; pour d'autres buts, d'autres fonctions d'argent, ils sont inutilisables. Ils doivent par conséquent passer entièrement dans la circulation, car c'est seulement là que le caractère de la valeur de l'argent est toujours provisoire, parce que forme toujours remplacée par valeur de marchandises. Mais le volume de la circulation est extraordinairement changeant, puisque nous le savons, il dépend, à vitesse égale de circulation de l'argent, de la somme des prix. Celle-ci varie constamment, par suite soit des fluctuations en cours d'année, quand par exemple les produits de la récolte entrent dans la circulation et que leur masse gonfle la somme des prix, soit des fluctuations de prix provoquées par les périodes de

1 Marx, *Le Capital*, t. I, 4^e éd., p. 83

2 *Ibidem*, p. 87

3 C'est uniquement du point de vue de la science bourgeoise que Wilson écrit que seul l'argent immobilisé est une perte pour la collectivité. Au contraire, tout le mécanisme de la circulation, dans la mesure où il coûte de la valeur, entraîne des faux frais et même du point de vue bourgeois le plus développé, l'or, dans la mesure où il est un moyen de circulation, apparaît comme une dépense improductive (c'est-à-dire qu'il ne rapporte aucun profit), qu'il convient par conséquent d'éviter, pensée qui est un scandale pour la doctrine mercantiliste (Voir James Wilson, *Capital, Currency and Banking*, Londres, 1847, p. 10).

4 Marx, *Le Capital*, t. I, p. 76.

prosperité ou de dépression. La quantité de papier-monnaie doit par conséquent toujours rester au dessous du minimum de la quantité d'argent nécessaire à la circulation. Mais ce minimum peut être remplacé par du papier⁵ et, comme c'est toujours nécessaire pour la circulation, on n'a pas besoin de faire appel à l'or ; c'est pourquoi l'Etat peut imposer le cours forcé de ce papier monnaie. Dans les limites du minimum de circulation, l'expression réelle des rapports sociaux est remplacée par un rapport social consciemment réglé. Cela est possible parce que l'argent métallique est précisément aussi un rapport social, bien que caché sous une enveloppe, matérielle. C'est ce qu'il faut se rappeler si l'on veut comprendre la nature du papier-monnaie⁶. Nous avons vu comment la société productrice de marchandises est anarchique et comment cette anarchie rend, l'argent nécessaire. Pour le minimum de circulation, cette anarchie est exclue. Car un minimum de marchandises doit être vendu en toutes circonstances à une certaine valeur. Il est donc possible de supprimer l'effet de la production anarchique en remplaçant l'or par de simples signes de valeur.

Mais cette réglementation consciente trouve sa limite dans le minimum de circulation. C'est seulement à l'intérieur de cette frontière que le signe monétaire fait fonction de véritable représentant de l'argent, que le papier est signe d'or. Comme la quantité de marchandises en circulation varie constamment, il faut qu'à côté de la monnaie fiduciaire on puisse constamment mettre de l'or dans la circulation ou en enlever. Si ce n'est pas possible, on assiste à des déviations de la valeur nominale du papier par rapport à sa valeur réelle, et nous avons une dépréciation du papier-monnaie.

Pour comprendre ce qui se passe dans ce cas-là, supposons un régime de pure monnaie fiduciaire, avec cours forcé, bien entendu. Supposons qu'à un certain moment la circulation exige 5 millions de marks en marchandises, 5 millions en argent, 5 millions en marchandises. Si l'on remplace l'or par du papier-monnaie, quoiqu'on ait -imprimé dessus, sa somme totale doit toujours représenter la somme totale des marchandises, par conséquent être égale à 5 millions de marks. Si l'on imprime 5 000 billets, chacun vaudra 1 000 marks, si l'on en imprime 100 000, chacun vaudra 50 marks. Si la somme des prix des marchandises double, la vitesse de circulation restant la même, et sans que soit changée la quantité des billets, ils vaudront 10 millions de marks et, si la somme des prix est réduite de moitié, ils ne vaudront plus que 2 millions et demi. En d'autres termes, avec une monnaie fiduciaire à cours forcé, la vitesse de circulation restant la même, la valeur du papier-monnaie est déterminée par la somme des prix des marchandises mises en circulation ; le papier-monnaie est ici tout à fait indépendant de la valeur de l'or et reflète directement la valeur des marchandises, conformément à la loi selon laquelle sa totalité représente la même valeur, soit le prix total des marchandises. On voit immédiatement que, par rapport au point de départ, il peut y avoir non seulement dépréciation, mais aussi surestimation du papier monnaie.

Bien entendu, il n'y a pas que le papier qui puisse faire fonction de signe monétaire, mais n'importe quelle matière précieuse. Supposons que ce soit l'argent métal. Si sa valeur baisse par suite d'une diminution de son coût de production, les prix en argent métal des marchandises augmenteront, tandis que ses prix en or resteront les mêmes. La dépréciation de l'argent métal s'exprimera dans son rapport avec l'or. Le cours d'échange du pays dont la monnaie est à base d'argent métal par rapport au pays dont la monnaie est à base d'or exprimera la dépréciation. Cette dépréciation de la monnaie blanche, laquelle a cours légal, sera, à frappe libre, exactement la même que celle du métal brut. Il en est tout autrement si l'on n'autorise plus la frappe libre⁷. Dans ce cas, si la somme des prix des marchandises en circulation passe de 5 à 6 millions de marks et si la valeur des pièces blanches, donc du métal argent propre à la circulation, conformément à sa valeur intrinsèque, n'est, par exemple, que de 5 millions et demi, celle de chaque pièce augmentera dans la mesure où leur total sera égal à 6 millions. Leur valeur monétaire dépassera donc leur valeur métallique. C'est un phénomène qui s'est manifesté dans la surestimation, inexplicable pour des auteurs aussi importants que Lexis ou Lotz, du florin hollandais et autrichien et plus tard de la roupie indienne, mais qui, si l'on tient compte de ce qui précède, n'a absolument rien de mystérieux⁸.

Dans la détermination de la valeur du papier-monnaie par la valeur de la somme des marchandises en circulation le caractère purement social de la valeur se manifeste en ceci qu'une chose sans grande valeur en soi

5 « L'émission de papier-monnaie doit être limitée à la quantité correspondante à celle de l'or (ou métal argent) représenté par lui qui devait circuler réellement » (Marx, *Le Capital*, t. I, p. 91).

6 Knapp est d'abord victime de cette illusion que l'argent n'est rien d'autre à l'origine qu'un certain poids de métal, pour ensuite s'étonner qu'il puisse être remplacé par un signe seulement valable socialement. S'il avait compris – et ce manque de compréhension empêche aujourd'hui encore les économistes de fournir une théorie complète de l'argent – que ce dernier n'est que l'expression matérielle d'un rapport social, il n'aurait rien trouvé d'étrange au accord socialement valable et consciemment réglementé, dont l'expression est le papier d'Etat à cours forcé. A propos de quoi il est exact de dire qu'il y a ici un problème essentiel, celui des limites de cette réglementation d'Etat, donc consciemment sociale. Mais Knapp exclut précisément ce problème de son étude.

7 Par frappe libre on entend, comme on sait, le droit reconnu aux particuliers de faire frapper, dans l'Institut monétaire d'Etat, en monnaie du pays et selon les normes fixées, n'importe quelle quantité de métal. Elle n'est plus libre quand l'Etat cesse de l'autoriser.

8 En effet, pour les économistes qui écrivent sous l'impression des restrictions bancaires en Angleterre, la possibilité de la surestimation ne constitue pas un problème du fait qu'ils appliquent tout à fait naïvement les lois de la monnaie fiduciaire à la monnaie métallique. « Il est clair, dit William Blake, que, tout comme l'émission excessive de papier-monnaie fait monter le prix des marchandises, pour les mêmes raisons la contraction au-dessous de la mesure naturelle des besoins de la circulation fera baisser ces prix dans la même proportion ... L'or en barres sera alors souvent sur le marché d'une valeur moindre que l'or sous forme de monnaie et le marchand le transformera en monnaie pour obtenir le profit découlant de cette transformation » (*Observations on the Principles Which Regulate the Course of Exchange and on the Present Depreciated State of the Currency*, Londres, 1810, p. 40).

comme le papier, du fait qu'elle remplit une fonction purement sociale, la circulation, acquiert une valeur qui est déterminée, non par sa valeur propre, infime, mais par celle de la masse des marchandises, qui se reflète sur les billets. De même que la lune, astre refroidi depuis longtemps, ne brille que quand elle reçoit la lumière du soleil, de même le papier-monnaie n'a de valeur que celle que donne aux marchandises le caractère social du travail incorporé en elle. C'est la valeur du travail reflétée qui transforme le papier en argent, de même que c'est la lumière du soleil reflétée qui fait briller la lune. Pour le papier, la lumière de valeur est en réalité lumière de valeur des marchandises, comme pour la lumière de lune est en réalité clair de soleil.

L'Autriche avait depuis 1859 un papier-monnaie non convertible. Les florins d'argent bénéficiaient en papier d'un agio. On avait en effet émis plus de papier que la circulation n'en exigeait. Ce qui entraîna le phénomène décrit plus haut : la quantité de marchandises que pouvait acheter un florin ne dépendait plus de la valeur de l'argent métal, mais de celle de la masse totale des marchandises en circulation, qui déterminent la valeur de la somme totale de papier monnaie. Si cette valeur des marchandises, en circulation était de 500 millions de florins, alors qu'on avait émis pour 600 millions de billets, le florin-papier ne pouvait plus acheter autant de marchandises que précédemment cinq sixièmes de florin d'argent. Ce qui fait que ce dernier devint lui-même une marchandise, car on payait davantage en florins-papier et l'on vendait le florin d'argent à l'étranger, où l'on recevait en échange six cinquièmes de florin-papier avec lesquels on pouvait payer ses dettes en florins d'argent. Résultat : l'argent disparut de la circulation. Un changement dans le rapport entre le florin d'argent et le florin-papier ne peut dès lors intervenir que de deux façons. -D'une part, avec une valeur inchangée du florin d'argent, la vente des marchandises peut s'accroître par suite de l'augmentation de la circulation des marchandises. S'il n'y a pas de nouvelle émission de papier-monnaie, le florin-papier peut recouvrer son ancienne valeur dès que le total des marchandises en circulation exige pour sa vente 600 millions de florins. Mais il se peut aussi, si le total des marchandises s'accroît, que la valeur du florin-papier s'élève au-dessus de son point de départ, si par exemple, le total des marchandises exige 700 millions de florins et qu'il y a seulement 600 millions de florins-papier en circulation, chaque florin-papier vaudra sept sixièmes du florin d'argent. Si la frappe du florin d'argent est libre, on en frappera autant qu'il en faut pour que les florins-papier et les florins d'argent atteignent une quantité suffisante pour la circulation des 700 millions de florins de marchandises. A ce moment-là la valeur du florin-papier et celle du florin d'argent sera la même, et en cas de maintien de la frappe libre la valeur du florin-papier ne sera plus déterminée par la valeur des marchandises, mais par celle de l'argent métal.

Des phénomènes semblables peuvent se produire aussi d'une autre manière. Supposons que la circulation des marchandises reste la même : le florin-papier ne vaut plus que cinq sixièmes du florin d'argent. Mais qu'une baisse de la valeur de l'argent se produise et qu'elle soit par exemple d'un sixième. Alors on pourra avec un florin d'argent acheter autant de marchandises qu'avec un florin-papier : l'agio de l'argent a disparu et l'argent reste en circulation. Mais si la baisse de l'argent est plus forte, disons de deux sixièmes, alors on aura profit à acheter de l'argent et à l'envoyer à la frappe en Autriche. Cette frappe se poursuivra jusqu'à ce que le total des florins-papier et des florins d'argent soit devenu assez grand pour que, bien qu'ils aient perdu deux sixièmes de leur pouvoir d'achat ils suffisent à la circulation. Nous avons supposé une circulation de 500 millions de florins (d'après leur valeur initiale en marchandises. Nous avons 600 millions de florins-papier. Ces derniers valaient par conséquent cinq sixièmes des premiers florins. Maintenant viennent s'ajouter des florins d'argent qui ne valent que quatre sixièmes. Pour que les marchandises circulent, nous avons besoin de $\frac{6}{4} \times 500$ millions de florins, soit 750 millions, composés de 600 millions de florins-papier et de 150 millions de florins d'argent nouvellement frappés. Mais l'Etat veut empêcher la dépréciation de sa monnaie, et il lui suffit pour cela d'interdire la frappe des florins d'argent. Son florin reste donc indépendant du prix du métal, sa valeur reste donc égale à cinq sixièmes du florin initial; la baisse de la valeur du métal ne s'exprime pas dans la monnaie métallique

Cela contredit la thèse courante selon laquelle un florin argent n'est en toute circonstance qu'une pièce d'argent de $\frac{1}{45}$ de livre et doit par conséquent avoir la même valeur; cela s'explique facilement quand on sait que si la frappe libre n'est pas autorisée, la valeur de l'argent n'est qu'un reflet de la valeur de la totalité des marchandises en circulation. Etant donné que selon notre hypothèse l'argent a baissé de deux sixièmes mais que le florin autrichien n'a baissé que d'un sixième, sa valeur est supérieure d'un sixième au prix de la même quantité de métal. Il est par conséquent surévalué. En fait, ce phénomène est apparu en Autriche vers le milieu de l'année 1878. Il a été provoqué par le fait que, d'une part, la valeur du florin-papier devait monter par suite de l'augmentation de la circulation, puisque la somme totale du papier-monnaie n'a pas augmenté ou pas dans la même proportion, et d'autre part, que la valeur de l'argent a diminué, ce qui c'est traduit par la baisse du prix de l'argent sur le marché de Londres.

La représentation schématique du phénomène correspond entièrement à la réalité. Aux Pays-Bas, la frappe libre de l'argent a été suspendue en mai 1873. Tandis que le métal argent connaissait une dévaluation par rapport à l'or, la monnaie d'argent hollandaise voyait sa valeur augmenter considérablement. « Alors que jusqu'au début de l'année 1875 le prix de l'argent à Londres tombait à 57.5 pence, la valeur de la monnaie hollandaise par rapport à la monnaie anglaise montait au point qu'une livre sterling qui valait jusqu'alors 12 florins hollandais, n'en valait plus que 11,6. Ce qui signifiait que la valeur du florin hollandais avait augmenté de 10 % par rapport à la valeur du

métal qu'il contenait⁹. » C'est seulement en 1875 que la pièce d'or de 10 florins fut introduite comme moyen de paiement légal. « En 1879, la valeur du métal contenu dans le florin d'argent ne valait encore que 96,85 kreutzers et passait en 1886 à 91,95 kreutzers et à 84,69 kreutzers en 1891¹⁰. »

Quant à la monnaie autrichienne, son histoire peut être brièvement résumée de la manière suivante : « La monnaie de la monarchie était, en vertu des lettres patentes du 9 septembre 1857 et du 27 avril 1858, puis de la loi du 1^{er} novembre 1858, et aussi en fait, une monnaie d'argent au titre de 45 florins par livre d'argent fin. Un paiement en argent comptant (par la banque d'émission) subsista cependant durant un temps très court (jusqu'à la fin de l'année 1858). En outre, par suite des conditions politiques et financières difficiles (*qui eurent précisément pour conséquence une augmentation des émissions de billets - R. H.*), l'argent bénéficia jusqu'en 1878 par rapport au papier-monnaie d'un agio qui fit disparaître peu à peu les pièces d'argent de la circulation. Cet agio représentait encore en 1871 plus de 20 %, mais diminua au cours des années 70 par suite de la baisse extraordinaire du prix du métal argent sur le marché mondial. A partir de 1875, le prix de l'argent fut si bas qu'il se rapprocha à plusieurs reprises du prix des pièces (45 florins par livre), qu'il finit par atteindre au cours de l'année. En liaison avec l'évolution du cours de la livre anglaise à la Bourse de Vienne, l'introduction d'argent dans la monnaie de Vienne et celle de Chemnitz au moyen de la frappe de pièces dans les pays intéressés devint rentable. En fait, les importations de métal argent en territoire austro-hongrois s'accrurent considérablement en 1878 et la frappe de pièces atteignit cette année-là et l'année suivante un niveau jusqu'alors inconnu¹¹. » Pour éviter une dévaluation de la monnaie, on suspendit au début de l'année 1879 la libre frappe des pièces. Ce qui eut pour effet d'arracher le pouvoir d'achat du florin autrichien à l'influence quasi mécanique du prix de l'argent métal, et de le faire évoluer à peu près indépendamment de la valeur du métal contenu dans le florin autrichien. L'argent fin contenu dans 100 florins valait en moyenne, sur la base du prix de l'argent à Londres et du cours de la livre à Vienne :

en 1883	97,64	florins
-- 1887	91	--
-- 1888	86,08	--
-- 1889	82,12	--
-- 1891	84,70	--

Sur ces bases, la valeur de 100 florins autrichiens en florins d'or¹² aurait évolué de la façon suivante :

en 1883	82,38	florins
-- 1887	72,42	--
-- 1888	69,34	--
-- 1889	69,38	--
-- 1891	73,15	--

En revanche, le cours réel de 100 florins en monnaie autrichienne fut en moyenne au cours des années ci-

⁹ Helfferich, *L'Argent*, p. 77.

¹⁰ *Ibidem*, p. 80.

¹¹ Spitzmüller, *La Réforme monétaire en Autriche-Hongrie*, *Zeitschrift für Volkswirtschaft, Sozialpolitik und Verwaltung*, t. XI, p. 339.

¹² Le florin d'or est la huitième partie de la pièce de 8 florins, frappée pour servir de monnaie commerciale, à l'exclusion de la circulation intérieure, et dont le poids d'or était égale à celui de la pièce de 20 francs.

dessus indiquées. 84,08, 79,85, 81,39, 84,33, et 86,33 florins d'or¹³. En d'autres termes, les florins d'argent autrichiens, pendant cette période, étaient surévalués, c'est-à-dire que leur pouvoir d'achat était plus élevé que celui du métal qu'ils contenaient. Pour 100 florins d'argent, la différence était, calcul en florins d'or, la suivante :

en 1883	1,70	florins
-- 1887	7,43	--
-- 1888	12,05	--
-- 1889	14,95	--
-- 1891	13,18	--

On voit d'après ce tableau que le cours du florin d'argent évolue, non pas, comme dit Spitzmüller, à peu près indépendamment, mais d'une façon complètement indépendante du prix de l'argent métal.

Spitzmüller appelle cette monnaie « monnaie de crédit » mais Il ne peut indiquer ce qui en détermine le cours. Il écrit:

« Au cours de la période 1879-1891, le pouvoir d'achat et d'échange de la monnaie autrichien n'a pas été déterminé. en premier lieu par la valeur du métal ; bien plus, au cours de cette période, comme l'a très bien montré Karl Menger dans la *Neue Freie Presse* du 12 décembre 1889 la valeur d'échange, du florin n'a été déterminée par la valeur Intrinsèque d'aucune monnaie existante.

« C'est pourquoi la monnaie autrichienne n'était plus en fait que monnaie d'argent et ce n'est même que d'une façon impropre qu'on pouvait l'appeler une monnaie d'argent boiteuse. C'était plutôt une monnaie de crédit dont la valeur à l'extérieur était déterminée en premier lieu par le bilan financier du commerce austro-hongrois et à l'intérieur par les autres facteurs qui créent (*sic* !) les prix. » (p. 341.)

Son incertitude ressort nettement du passage suivant :

« Ce serait cependant une erreur de croire que le crédit accordé à la monnaie autrichienne était totalement (!) indépendant des cours sur le marché de l'argent. Mais le fait que l'arrêt de la frappe de pièces d'argent pour les particuliers ne reposait que sur une décision administrative toujours révoquable et que par ailleurs la frappe de ces pièces se poursuivait pour le compte de l'Etat a joué incontestablement un certain (!) rôle dans l'appréciation de notre monnaie au cours de la période de 1879 à 1890, car les facteurs ci-dessus mentionnés faisaient apparaître comme tout à fait incertain l'avenir de cette monnaie. En particulier, ce n'est sûrement pas par hasard que la baisse récente de l'argent dans les années 1885-1888 s'est accompagnée d'une forte hausse de notre devise. » (p. 311.)

Il serait intéressant de montrer comment l'incertitude totale concernant l'avenir de la monnaie peut se refléter à tout moment dans les hausses ou les baisses du cours de cette monnaie. En fait, ce facteur subjectif n'a joué aucun rôle, mais seulement l'évolution des besoins sociaux de la circulation.

Helfferich se rapproche de la véritable explication quand il écrit :

« La plus-value de l'argent frappé (pour les monnaies dont la frappe n'est pas libre) consiste en ceci, que seul le métal qui est passé à la frappe peut remplir les fonctions de l'argent et que l'Etat refuse de transformer à la demande des particuliers le métal en pièces de monnaie.

De même, la valeur du papier-monnaie inconvertible repose exclusivement sur le fait qu'il a été déclaré par l'Etat moyen de paiement légal, qu'il peut être employé pour payer des dettes existantes et qu'il jouit d'un privilège d'Etat pour remplir les fonctions, tout à fait indispensables au point de vue économique, de l'argent.

La valeur des deux sortes d'argent ne repose ni sur la valeur de la matière dont elles sont faites, ni sur une obligation contenue en elles, comme c'est le cas des billets convertibles, mais exclusivement sur le caractère qu'on leur a donné le moyen de paiement légal. » (*L'Argent*, p. 81.)

La suspension de la frappe libre des pièces d'argent est à la fois la cause et l'explication du fait que la valeur de ces pièces, comme le souligne justement Helfferich, s'écarte de leur valeur intrinsèque. Mais avec cela on n'explique pas le montant de cette valeur, et c'est précisément là l'essentiel. Ce montant est déterminé par la quantité de circulation socialement nécessaire, laquelle à son tour est déterminée en dernier lieu par la valeur de

¹³ *Op. cit.*, p. 311

la totalité des marchandises. Mais c'est ce que sa théorie subjective de la valeur empêche Helfferich de reconnaître.

En revanche, il a raison d'écrire, contre la théorie du crédit défendue par Spitzmüller :

« Pour les monnaies libres où, quelle que soit la sorte d'argent, la valeur intrinsèque des pièces est inférieure à leur valeur monétaire, il est déjà tout à fait impossible d'expliquer cette valeur supérieure de la monnaie par le crédit, parce qu'il n'en existe aucune dans laquelle la monnaie de valeur moindre puisse être convertie et d'où elle pourrait tirer sa valeur du crédit. Aux Pays-Bas de 1873 à 1875, en Autriche de 1879 à 1892 en Inde de 1893 à 1899, il n'y eut aucune monnaie de valeur pleine. La valeur monétaire du florin hollandais, du florin autrichien et de la roupie indienne, dépassant leur valeur intrinsèque de métal, était une valeur tout à fait indépendante et tirée d'aucun autre objet de valeur. Elle ne reposait ni sur une tarification en monnaie de valeur pleine, ni sur une convertibilité en monnaie pleine, mais uniquement sur le caractère donné à ces pièces de moyen de paiement légal et sur une interdiction de la frappe libre des pièces. A quel point la théorie n'a pas encore réussi à se dégager de la conception selon laquelle la monnaie de moindre valeur doit être de la monnaie de crédit et tout au moins tuer sa valeur d'un monnaie de valeur pleine, c'est ce que montre l'incapacité où l'on est encore aujourd'hui de comprendre la tenue de la monnaie autrichienne depuis 1879. Le fait que la valeur du florin autrichien après la suppression de la frappe libre des pièces d'argent a dépassé celle de son contenu en argent, ce fait a étonné surtout parce qu'on ne voyait pas de quelle sorte de monnaie de valeur supérieure le florin d'argent tirait la partie de sa valeur dépassant celle de son contenu en argent. C'est pourquoi on eut recours à cette explication étrange, que la valeur du florin d'argent n'était tenue au-dessus de sa valeur monétaire que parce qu'il était lié au florin-papier. » (*L'Argent*, pp. 387 sq.)

Nous constatons en Inde des phénomènes analogues. En 1883, la frappe libre des pièces fut suspendue dans ce pays. Cette mesure avait pour but de porter le cours de la roupie à 16 pence, cours qui correspondait, sous le régime de la frappe libre, à un prix de l'argent d'environ 43,05 pence. Cela veut dire qu'avec un tel prix l'argent contenu dans la roupie valait sur le marché de Londres, une fois fondu, 16 pence. L'effet de la suppression de la frappe libre fut le suivant : le cours de la roupie passa de 14 7/8 à 16 pence. Par contre, le prix de l'argent tomba en quelques jours de 38 pence, avant la suppression de la frappe libre, à 30 pence le 1^{er} juillet. Après cette date, le cours de la roupie baissa, tandis que le prix de l'argent remontait à 34 pence 3/4 et oscilla autour de ce niveau jusqu'à l'arrêt des achats d'argent américain, le 1^{er} novembre 1893. A ce moment il baissa de nouveau pour atteindre, le 26 août 1897, son cours le plus bas à 23 pence 3/4. En revanche, la valeur de la devise indienne atteignit au début de septembre 1897 le cours souhaité de 16 pence, alors que la valeur de l'argent contenu dans la roupie est d'environ 8,87 pence.

« Dès le début, on a pu constater le succès obtenu après l'arrêt de la frappe libre des pièces, le cours de la roupie s'est élevé au-dessus de la valeur du métal et même de beaucoup plus que le coût de la frappe. A partir du milieu de l'année 1896, le dernier lien existant entre le prix de l'argent et le cours de la roupie avait disparu et le parallélisme qui subsistait encore entre leurs mouvements, quoique considérablement atténué ces derniers temps, était définitivement écarté¹⁴.

Ce qui torture les théoriciens de l'argent, c'est la question de savoir quelle est, avec une monnaie dont la frappe n'est pas libre, la mesure de la valeur¹⁵. Ce n'est manifestement pas le métal dont est faite cette monnaie¹⁶. Le cours de l'argent et le prix du métal suivent des mouvements tout à fait différents. La théorie de la quantité est considérée avec raison depuis la preuve de Tooke comme insoutenable. A cela s'ajoute qu'on ne peut mettre en relation la masse de métal d'un côté, et la masse des marchandises de l'autre. Quel rapport doit-il y avoir entre 1 kilo d'or ou d'argent, ou même de papier, et *a* millions de bottines, *b* millions de boîtes de cirage, *c* quintaux de froment, *d* hectolitres de bière? La mise en rapport de la masse d'argent, d'un côté, de la masse des marchandises, de l'autre, suppose déjà quelque chose de commun, précisément le rapport de valeur, qu'il s'agit d'expliquer.

14 Dr Anton Arnold, *La Vie monétaire et ses réformes depuis 1893*, p. 227. Un ami qui revenait d'un voyage en Inde m'a raconté un jour qu'il avait vu un groupe d'Européens acheter des bijoux en argent dans un bazar. Le marchand leur proposa de les peser, pour dissiper leurs craintes d'être trompés. Le prix d'achat devait consister en un poids égal de roupies d'argent. Les Européens acceptèrent la proposition et conclurent l'affaire avec le sentiment de n'avoir payé que le prix du métal, à l'exclusion du prix de la façon. Que le marchand eût obtenu ainsi, grâce à la législation monétaire, un prix de près de 100 % supérieur à la valeur du métal pur, ils l'ignoraient, bien entendu. On trouvera sûrement justifiée cette amende due à l'ignorance des questions économiques en regrettant seulement qu'elle ne puisse être généralisée.

15 « On peut en effet se demander si, depuis l'introduction du nouveau système bancaire (on fait allusion par là à la suspension des paiements en argent liquide et à l'introduction du cours forcé pour les billets de la Banque d'Angleterre en 1797. - R. H.), l'or continue d'être notre mesure de valeur (measure of prices), et si nous n'avons pas une autre mesure des prix (standard of prices) que ce moyen de circulation (circulating medium) de la Banque d'Angleterre et des banques locales: dont les variations dans sa valeur relative peuvent être aussi indéterminées que la surabondance possible de ce moyen de circulation. » (Report from the Select Committee Appointed to Inquire into the Cause of the High Price of Gold Bullion, Londres, 1810, p. 16). Ce rapport laisse sans réponse la question qu'il pose.

16 Lindsay a fort justement déclaré devant le Comité de la monnaie réunie en 1898 sous la présidence le lord Towler : « Les roupies dans le système monétaire actuel, ne sont rien d'autre qu'une sorte de billets métalliques non remboursables et ayant cours forcé auxquels s'appliquent par conséquent toutes les lois qui valent pour le papier-monnaie non remboursable. » Ces lois sont, d'après Lindsay, celles qui ont été établies par Ricardo (Voir Bothe, *La Réforme monétaire indienne depuis 1893*, Cotta, 1904) .

Mais faire intervenir le pouvoir de l'Etat ne suffit pas non plus. Personne n'expliquera jamais comment l'Etat peut donner, ne serait-ce que pour un centième de centime, à un billet ou à un gramme d'argent un plus grand pouvoir d'achat par rapport aux vins, aux bottines, aux boîtes de cirage, etc. Sans compter que chaque fois qu'il l'a essayé, il n'y a pas réussi. Le désir qu'il avait de donner à la roupie un cours de 16 pence n'a au début servi à rien au gouvernement de l'Inde. La roupie ne s'en souciait pas, et le résultat qu'obtint le gouvernement fut de rendre le cours de la roupie totalement imprévisible, car il ne se soucie plus du prix du métal argent. Quant à l'Etat autrichien, la hausse du florin d'argent fut pour lui une surprise complète, sans qu'il y eût de sa part une intervention quelconque. Ce qui égare les économistes¹⁷ est le fait que l'argent semble avoir conservé son rôle de mesure de valeur. Naturellement, après comme avant, les marchandises continuent à être « mesurées » en argent. Après comme avant, l'argent apparaît comme « mesureur de valeur ». Mais la valeur de ce « mesureur de valeur » n'est plus déterminée par la valeur de la marchandise qui le crée, celle de l'or ou du métal blanc, ou encore du papier, mais par la valeur totale des marchandises en circulation (à vitesse de circulation égale). Le véritable mesureur de valeur n'est pas l'argent, mais le « cours » de l'argent est déterminé par ce que j'appellerai la *valeur de circulation socialement nécessaire*, qui est donnée - si nous tenons compte également de la fonction de circulation de l'argent que nous avons laissée de côté jusqu'ici pour la simplification et dont nous aurons à parler en détail par la formule :

somme totale des marchandises

vitesse de circulation de l' argent

plus la somme des paiements à effectuer, moins ceux qui se compensent, moins enfin le nombre des mouvements où la même pièce d'argent fonctionne, tantôt comme moyen de circulation, tantôt comme moyen de paiement. C'est naturellement une mesure dont la grandeur ne peut pas être calculée d'avance. Le maître d'arithmétique qui est seul en état de faire l'opération est la société. Cette grandeur varie et avec elle le cours de l'argent. C'est ce que montrent très nettement les variations du cours de la roupie indienne de 1893 à 1897, comme les fluctuations de la devise autrichienne. Ces fluctuations sont évitées dès qu'une marchandise de valeur, comme l'or ou l'argent, fait de nouveau fonction de mesure de valeur. Pour cela il n'est pas du tout nécessaire que le papier-monnaie ou une monnaie qui n'a pas la valeur requise disparaisse de la circulation ; il suffit qu'elle soit ramenée à un minimum et que les fluctuations qui dépassent ce minimum soient écartées par l'introduction de monnaie de pleine valeur.

L'histoire des monnaies dont la frappe n'est pas libre ou de la « monnaie blanche à bordure dorée », du « système marginal de l'or », ainsi qu'on a appelé le système monétaire indien ou d'autres semblables, perd tout caractère mystérieux dès qu'on l'étudie à la lumière de la théorie marxienne de l'argent, comme elle reste inexplicable à la lumière de la théorie « métallique ». Knapp, qui a montré avec une très grande perspicacité les défauts de cette dernière théorie - il ne parle pas de la théorie de Marx, qu'il confond manifestement avec celle-ci - n'apporte lui-même aucune explication économique des phénomènes, mais seulement un système ingénieux de division des sortes de monnaies sans entrer dans le détail de leur apparition et de leur développement. C'est un exposé purement juridique où la large place qu'y occupe la terminologie est caractéristique ; mais le problème économique fondamental de la valeur de l'argent et du pouvoir d'achat de l'argent reste complètement en dehors de son étude. Knapp est comme le Linné de la théorie de l'argent, tandis que Marx en est le Darwin. Mais ce Linné vient longtemps après Darwin !

17 Très caractéristique est cette façon de poser la question chez Bothe (*op. cit.*, pp. 48 sq.) : « Quelle était la mesure de valeur en Inde après le 26 juin 1893? Qu'à partir du moment où la valeur d'or de la roupie s'était élevée au-dessus de la valeur d'or de la quantité d'argent fin qu'elle contenait, l'argent métal n'était plus la mesure de valeur, ... la chose est claire. La roupie était-elle devenue la mesure de valeur en Inde dans ce sens, corn dit le professeur Lexis dans son article intitulé « L'Argent-papier » (*Manuel des sciences économiques*), que des billets non remboursables, à cours forcé, peuvent devenir de l'argent indépendant, c'est-à-dire également mesure de valeur, parce que leur pouvoir de paiement légal leur donnait la « plus haute marque du crédit de paiement », le maintien de leur valeur contre des marchandises? Ou l'or était-il *devenu*, après la fermeture de l'Hôtel des monnaies, mesure de valeur en Inde? Si l'on reconnaît à la roupie la qualité d'une mesure de valeur, cela revient à dire qu'une abstraction peut être mesure de valeur, car, après le 26 juin 1893, la valeur de la roupie n'était plus déterminée par la valeur d'usage (!) de la matière dans laquelle elle était frappée - celle-ci n'était plus que la limite inférieure soumise à de constantes variations - mais par le jugement porté sur les propriétés et l'utilité de la roupie extérieures à la matière dont elle était faite. »

C'est exactement l'opinion exprimée par John Lubbock « que l'*échange* est devenu, depuis la fermeture de l'Hôtel des monnaies, mesure de valeur, une autre forme de l'affirmation non sans inconvénient (!) selon laquelle une abstraction peut devenir mesure de valeur ». Voilà tout. On voit que le respect manifestement dû à l'autorité du professeur Lexis interdit à l'auteur toute critique du manque de « abstraction théorique » qui mène Lexis à la fameuse chose abstraite. Là où la notion de valeur fait défaut, le mot « confiance » disparaît. Qu'on compare du reste l'excellente polémique avec Lexis chez Arnold, *op. cit.*, pp. 241 sq.

Knapp est le représentant le plus conséquent de cette théorie qui, ne pouvant expliquer les phénomènes de la monnaie fiduciaire, transfère le phénomène qui crève les yeux, avec le papier-monnaie à cours forcé, de l'influence de la quantité de papier émise, tout simplement sur la circulation métallique et la circulation en général (métal plus billets de banque, qu'il mêle avec le papier d'Etat.) Cette théorie ne considère que le rapport quantitatif et ignore le caractère décisif de la valeur, tant celle des marchandises que celle de l'argent. Son erreur provient des expériences de la monnaie fiduciaire, particulièrement de l'Angleterre depuis la suppression en 1797 des paiements en espèces. « Ce qui constituait l'arrière-fond du débat c'est l'histoire du papier-monnaie au XVIII^e siècle, le fiasco de la banque de Law, la dévaluation des billets de banque des colonies anglaises de l'Amérique du Nord par suite de l'accroissement de la quantité de billets en circulation, du début jusqu'au milieu du XVIII^e siècle, puis plus tard l'introduction par le gouvernement fédéral américain, lors de la guerre de l'Indépendance, du cours forcé du papier-monnaie (*continental bills*), enfin l'expérience réalisée sur une plus grande échelle encore des assignats français¹⁸. »

Même un théoricien aussi perspicace que Ricardo n'a pas échappé à cette fausse conclusion et c'est intéressant du point de vue psychologique, car cela montre l'influence qu'exercent les impressions empiriques sur la pensée abstraite. Car précisément Ricardo revient partout ailleurs des rapports de quantité qui influencent les prix (loi de l'offre et de la demande) à ce qui est à la base des rapports de quantité et les détermine, à savoir la valeur. C'est seulement dans la question de l'argent qu'il écarte cette notion de valeur. C'est ainsi qu'il écrit : « If a mine of gold were discovered in either of the countries, the currency of that country would be lowered in value in consequence of the increased quantity of the precious metals brought into circulation, and would therefore no longer be of the same value as that of other countries¹⁹. » Ici, c'est la quantité seule qui fait baisser la valeur de la monnaie et l'or est considéré uniquement comme moyen de circulation, d'où il s'ensuit naturellement que tout l'or aussi entre dans la circulation. Et comme la quantité seule décide tout, l'or peut être purement et simplement mis à égalité avec le billet de banque, que Ricardo suppose d'abord convertible, mais qui lui apparaît ensuite, conformément à la situation de la monnaie anglaise à cette époque, du papier-monnaie ayant cours forcé. C'est pourquoi il peut dire : « Si, au lieu d'une mine découverte dans un pays, on créait une banque telle que la Banque d'Angleterre, ayant pouvoir d'émettre des billets comme moyens de circulation, dès qu'une grande quantité de billets aurait été émise, augmentant considérablement les moyens de circulation, cela aurait exactement le même effet que dans le cas de la mine. » Ici, par conséquent, l'effet de la Banque d'Angleterre et celui de la découverte d'une mine sont mis sur le même plan, car tous les deux accroissent les moyens de circulation²⁰.

Cette façon de voir les choses ne permettait de comprendre ni les lois de la circulation de la monnaie métallique ni celle des billets de banque. Knapp de nouveau est tout à fait convaincu par les phénomènes décrits plus haut des « monnaies fiduciaires stables » et du détachement de la monnaie blanche de sa valeur en tant que métal. Ce détachement est commun à la monnaie métallique et au papier monnaie. Mais la valeur de ce dernier semble déterminée par l'Etat, qui l'émet. Toutefois, comme l'argent métal est, en régime de frappe réservée, soumis lui aussi au contrôle de l'Etat, cela crée l'illusion que le papier, tout comme la monnaie métallique, donc l'argent d'une façon générale, est déterminé par l'Etat, et cela donne la théorie étatique de l'argent, théorie consciemment non économique. Cette illusion, sur laquelle elle est fondée, appelle la critique suivante :

« L'intervention de l'Etat, qui émet du papier-monnaie avec cours forcé, ... semble supprimer la loi économique. L'Etat, qui, dans le prix de la monnaie à un poids d'or déterminé, n'a donné qu'un nom de baptême, et n'a fait dans le monnayage que poser son estampille sur l'or, semble maintenant, par la magie de son sceau, transformer du papier en or. Comme les billets ont cours forcé, personne ne peut l'empêcher d'en mettre en circulation en aussi grande quantité qu'il veut et de leur donner n'importe quel nom de pièce, comme 1 livre sterling, 5 livres sterling, 20 livres sterling. Les billets déjà en circulation, il est impossible de les rejeter, car non seulement les frontières du pays empêchent leur sortie, mais encore ils perdent en dehors de la circulation toute espèce de valeur, tant d'usage que d'échange. Séparés de leur être fonctionnel, ils se transforment en chiffons de papier sans valeur. Mais ce pouvoir de l'Etat n'est que simple apparence. Il peut jeter dans la circulation n'importe quelle quantité de billets portant n'importe quel nom de monnaie, mais avec cet acte mécanique son contrôle cesse. (*Et par là la théorie de Knapp cesse précisément là où commence le problème économique - R. H.*). Saisi par la circulation, le papier-monnaie tombe sous le coup de ses lois immanentes²¹. »

Les difficultés de l'explication viennent de ce que les différentes fonctions de l'argent et les différentes sortes d'argent (le papier-monnaie d'Etat et l'argent-crédit) sont confondues. Si l'erreur de la théorie de la quantité à laquelle Ricardo non plus n'a pas échappé, fut de confondre les lois du papier-monnaie d'Etat avec celles de la circulation en général, et en particulier de la circulation des billets de banque (l'argent-crédit), c'est le contraire qui se produit aujourd'hui. Comme la théorie est considérée avec raison comme réfutée, on craint d'avouer l'influence de la quantité sur le cours de l'argent là où elle est déterminante, c'est-à-dire avec la monnaie de papier et les monnaies à argent dévalué. On fait appel à toutes sortes d'explications et, comme on ne connaît pas le facteur

18 Marx, *Contribution à la critique ...*, p. 177.

19 « Si l'on découvrait une mine d'or dans un pays, le moyen de circulation en serait déprécié par suite de la quantité accrue de métal noble qui entrerait dans la circulation et il cesserait par conséquent d'avoir la même valeur que celui d'autres pays. »

20 Ricardo, *Œuvres complètes*, MacCulloch éd., Londres, 1888, p. 264.

21 Marx, *Contribution à la critique ...*, p. 115.

déterminant social on se livre à des tentatives d'explication subjectives, comme de ramener la valeur du papier d'Etat à des appréciations de crédit. Mais comme d'autre part on doit, pour la valeur du métal, s'en tenir à la valeur propre de l'argent si l'on ne veut pas être contraint, comme Knapp de renoncer d'une façon générale à l'explication du contenu économique, la surévaluation reste précisément inexplicable. Chez Ricardo, tout changement de valeur de l'argent s'explique par des changements de quantité. Comme le changement de valeur, d'après sa théorie, est un phénomène très fréquent, que la valeur de l'argent, selon sa quantité, augmente ou diminue, baisse ou monte, et par conséquent pour chaque monnaie il y a constamment surévaluation ou dépréciation, la première n'est pas un problème pour lui il écrit :

« Bien que le papier-monnaie n'ait aucune valeur intrinsèque, quand on en limite la quantité, sa valeur d'échange peut être égale à la valeur de l'argent métallique d'un montant égal ou aux barres de métal calculées d'après leur valeur monétaire. De même, en restreignant la quantité de l'argent, des pièces de monnaie dépréciées peuvent circuler pour la valeur qu'elles auraient si leur poids et leur contenu étaient ceux prescrits par la loi, mais d'après la valeur intrinsèque du métal qu'elles contiennent. C'est pourquoi nous trouvons dans l'histoire de la monnaie anglaise que nos pièces ne sont jamais dépréciées dans la même mesure qu'elles étaient falsifiées » (*Principles, XXVII*). L'erreur de Ricardo consiste à transférer purement et simplement les lois qui valent pour la monnaie contrôlée sur la monnaie libre. La plupart de ceux qui en Allemagne ont étudié les phénomènes monétaires confondent eux aussi les deux systèmes, mais d'une façon inverse, parce qu'ils ont mauvaise conscience en face de la théorie de la quantité et reviennent constamment, dans les problèmes de la circulation des billets de banque, aux vieilles conceptions de la théorie de la quantité, tandis que, dans les problèmes des monnaies à frappe non libre, ils rejettent de nouveau l'explication de la quantité.

En revanche, on trouve chez Fullarton une façon intéressante et assez correcte de poser le problème de la monnaie à frappe contrôlée. Il suppose un pays sans relations commerciales, sans institut spécialisé pour le renouvellement constant de sa monnaie, qui assure sa circulation intérieure au moyen d'une vieille monnaie métallique dépréciée ne conservant un pouvoir d'achat élevé que grâce au fait que la quantité en est limitée. Il utilise cependant des métaux nobles en quantités considérables dans des buts somptuaires et exporte annuellement pour un demi-million de produits industriels dans un pays qui possède des mines pour couvrir ses besoins annuels, de métaux précieux. Or, grâce à l'amélioration de ses méthodes d'exploitation ou à la découverte de nouvelles mines, le coût de la production d'or et d'argent dans ce dernier pays diminue de moitié. A la suite de quoi la production double et le prix des métaux sur place diminuera dans la même proportion ; les commerçants du pays en question seraient ainsi en mesure d'importer, pour la même quantité de biens exportés, au lieu d'un demi-million, un million de ces métaux. Quel serait le résultat ? Il ne serait sûrement pas essentiellement différent de l'effet d'une offre excédentaire de n'importe quelle autre marchandise également durable. Mais, comme la consommation annuelle d'or et d'argent pour des buts de luxe a été complètement satisfaite par l'importation à une valeur d'un demi-million, il n'y aura pas de preneur pour une quantité supplémentaire aussi longtemps qu'une nouvelle demande n'aura pas été créée par la baisse des prix. En conséquence, les prix des quantités de métal nouvellement introduites, calculés dans la monnaie dépréciée, baisseront plus ou moins rapidement selon que les commerçants écoulent plus ou moins rapidement leurs marchandises. Toutefois, pendant tout ce temps jusqu'à ce que, grâce à la concurrence, les prix des métaux soient ramenés à leur coût de production -, le prix de toutes les autres marchandises en dehors de l'or et de l'argent, calculés dans la monnaie locale, restent inchangés, et aussi longtemps qu'une partie de la valeur du métal superflu ne pourra être utilisée pour des échanges avec un troisième pays, moins avantagé en ce qui concerne l'or et l'argent, le pays importateur de ces acquisitions périodiques de richesses métalliques n'aura aucun profit en dehors de celui qui découle de l'extension de l'emploi de l'or et de l'argent à des fins domestiques.

On a par conséquent, reproduit théoriquement ici le cas de la surévaluation de la monnaie autrichienne. A cela près que Fullarton ne donne pas, la détermination quantitative pour le minimum de circulation sociale.

Il étudie ensuite la situation toute différente qui se produit sous le régime de la frappe libre. Il se demande quel serait l'effet des mêmes circonstances dans un pays à relations commerciales plus étendues, dont le système monétaire serait en meilleur état, qui aurait par conséquent une monnaie métallique de valeur pleine, un commerce de métaux illimité et une monnaie soumise à la frappe du métal monétaire. L'effet du doublement de l'offre des mines serait alors tout différent. Il ne pourrait y avoir aucune augmentation des prix des métaux, car le prix de l'or calculé en monnaie du même métal, ne peut pas varier. Ils pourraient baisser ou monter ensemble, mais non pas se détacher l'un de l'autre. Il y aurait par conséquent une offre extraordinairement pressante sur le marché des lingots d'or, par suite de l'accroissement des importations de ce métal, qui serait encore, tout au moins dans les premiers temps, un stimulant à une consommation accrue. Les lingots seraient tous envoyés à la frappe et procureraient aux importateurs un énorme accroissement de richesses lesquels importateurs seraient immédiatement concurrents pour toutes sortes de placements productifs sur le marché comme pour l'achat de tous les objets qui contribuent à l'agrément de la vie. Mais, comme l'offre de ces objets de luxe est toujours limitée et ne pourrait en aucun cas être augmentée par cet afflux de monnaie en circulation, la conséquence inévitable en serait : d'abord une baisse des taux d'intérêt, puis une hausse du prix des terrains et de tous les papiers portant intérêt, enfin une hausse générale de tous les prix des marchandises, jusqu'à ce qu'ils aient atteint

un niveau correspondant au coût de production réduit de la monnaie à la suite de quoi l'effet sur le taux d'intérêt, cesserait, la nouvelle quantité de monnaie serait absorbée par l'ancienne, les perspectives de brusque enrichissement disparaîtraient, sans laisser d'autres traces qu'une augmentation du nombre et du poids des pièces de monnaie qu'il faudrait payer pour chaque achat²².

Mais il faut mentionner encore une surélévation caractéristique de l'argent, caractéristique pour cette raison qu'elle se produit d'une façon tout à fait automatique, sans aucune intervention de l'Etat. Pendant la dernière crise de crédit, au cours de l'automne 1907, apparut brusquement aux Etats-Unis un agio sur l'argent, non pas seulement sur les pièces d'or, mais sur toutes les sortes de moyens de paiement légaux: pièces d'or et d'argent, papier monnaie d'Etat (*greenbacks*) et billets de banque. Cet agio fut au début de plus de 5 %. Ce fait est éclairé par la correspondance suivante de New York parue dans la *Frankfurter Zeitung* du 21 novembre 1917 : « Sur une grande partie des places commerciales américaines les paiements en espèces sont suspendus. Ici on donne de la monnaie privée, ailleurs les paiements se font partie en monnaie privée, partie en espèces. En beaucoup d'endroits, ces paiements au comptant se font en monnaie divisionnaire. Dans soixante-dix-sept villes américaines, on a émis des billets de détresse, c'est-à-dire des certificats de maisons de clearing ou des chèques bancaires tirés spécialement pour la circonstance, mais surtout les premiers. Alors qu'avant la crise une douzaine de villes américaines seulement avaient des instituts de clearing, on en a fondé, maintenant dans une centaine de villes. Dès que la crise a éclaté à New York, les instituts monétaires de ces villes se sont unis pour faire face au danger menaçant. Contrairement à ce qui se passait à New York, où les certificats de clearing n'étaient établis que pour des sommes importantes, ces instituts émettent des billets de détresse calculés pour la circulation générale, et notamment en coupures de 1, 2, 5 et 10 dollars, adaptées aux besoins du petit commerce. Ces billets circulent tout à fait librement dans les villes où se trouvent des instituts de clearing et dans leurs alentours, les ouvriers les acceptent en paiement de leurs salaires, les commerçants en échange de leurs marchandises, etc., ils passent de main en main et ne supportent en général qu'un très léger disagio par rapport à l'argent liquide. A quel point le manque d'argent liquide se fait sentir même à New York, c'est ce que montre par exemple le fait que la puissante Standard Oil Company a dû payer ses ouvriers en chèques certifiés. C'est seulement dans les relations avec les instituts gouvernementaux que la monnaie de détresse ne peut être utilisée, car les caisses publiques ne veulent connaître que des opérations légales, et c'est pourquoi il faut se procurer de l'argent liquide. C'est là la principale cause de l'agio sur l'argent liquide. Lorsque, ces derniers jours, l'American Sugar Refining Company n'a pu en réunir suffisamment pour sortir de la douane un chargement de sucre, elle a dû fermer quelques-uns de ses établissements pendant un jour ou deux. »

Le phénomène a ceci de particulier que la quantité d'argent en circulation devint trop faible pour les besoins du commerce. La crise du crédit avait provoqué un fort besoin de paiements comptants, car la compensation des paiements au moyen de l'argent-crédit (traites, virements, etc.) avait été troublée, d'où une soif d'argent liquide. Mais alors que la circulation exigeait davantage d'argent liquide, celui-ci disparaissait et était thésaurisé²³. Pour le remplacer, on s'efforça d'en créer un nouveau, les certificats de clearing, en réalité des billets émis sous la garantie commune des banques se trouvant en rapports de clearing. La limitation légale des émissions de billets fut ainsi tournée, tout comme en Angleterre les *Peels acts* furent suspendus dans des cas semblables. Mais l'argent crédit n'avait pas pouvoir de paiement légal et l'argent liquide ne suffisait pas. Aussi fut-il surévalué et le resta - d'où l'agio - jusqu'à ce que les importations d'or en provenance des pays européens, le rétablissement de conditions normales de crédit et la diminution considérable de la circulation immédiatement après la crise, permirent de supprimer la pénurie d'argent et la transformèrent en abondance. L'importance de l'agio connu des variations déterminées par la « valeur de la circulation sociale ». Ce qui est caractéristique, c'est que l'agio fut le même pour le papier que pour le métal, ce qui prouve qu'il n'avait rien à voir avec une hausse quelconque de la valeur de l'or.

L'émission de papier-monnaie ayant cours forcé a souvent été pour l'Etat, comme on sait, un moyen de régler des paiements pour lesquels l'argent lui faisait défaut. Le papier-monnaie commence par chasser l'argent métallique, qui s'en va à l'étranger payer, par exemple, les dépenses militaires²⁴. Les émissions suivantes entraînent la dépréciation du papier-monnaie. Ainsi, pour les monnaies dont la frappe n'est pas libre, la théorie de la quantité, formulée par la généralisation des expériences faites à la fin du XVIII^e siècle avec les secousses monétaires en Amérique, en France et en Angleterre, est juste. Dans de tels cas, on peut aussi parler d'inflation, de surabondance de la circulation et même d'insuffisance de moyens de circulation. En revanche, dans les pays où la frappe est libre, même si le minimum de circulation est comblé par du papier-monnaie ayant cours forcé, une inflation est impossible. L'argent crédit convertible, dès qu'il surabonde, revient immédiatement à son lieu d'émission, la monnaie d'or également, qui est mise en réserve dans les caves de la banque. En tant qu'équivalent universel, elle est aussi une forme généralement valable et toujours désirée d'accumulation de richesses. Entasser du papier-monnaie à cours forcé n'a aucun sens, car ce papier n'a de

22 John Fullarton *On the Regulation of Currencies*, 2^e édition, 1845, pp. 59 sq.

23 Dans un rapport présenté au Congrès au milieu de l'année 1908, le secrétaire américain au Trésor, Cortelyou, évalue le montant total de l'argent liquide thésaurisé par le public, depuis la cessation des paiements de la Knickerbocker Trust Company jusqu'au rétablissement de la confiance, à environ 296 millions de dollars, soit le dixième du total de l'argent en circulation aux Etats-Unis

24 Conformément à la loi bien connue selon laquelle la mauvaise monnaie chasse la bonne. A ce propos, Macaulay fait observer que le premier écrivain qui attira l'attention sur le fait que, là où il y a en circulation une bonne et une mauvaise monnaie celle-ci chasse la bonne, fut Aristophane (Voir *Les Grenouilles*, vers 717-731).

valeur qu'à l'intérieur du pays ; l'or, en revanche, est de l'argent mondial et constitue la réserve pour toutes les dépenses. C'est pourquoi son accumulation apparaît toujours comme rationnelle. L'or est porteur de valeur indépendant même en dehors de la circulation, tandis que le papier-monnaie n'a un « cours » qu'à l'intérieur de la circulation.

Qu'il y ait eu émission de papier-monnaie en quantités excessives, cela n'apparaît que dans sa dépréciation par rapport au métal, qu'il prétend représenter. Mais, à un moment donné, il n'y en a ni plus ni moins que la circulation n'en exigeait. Supposons qu'elle exige 1 million de florins, mais que l'Etat y a injecté 2 millions par ses paiements : les prix ont doublé et exigent maintenant les deux millions de florins. Ceux-ci sont dépréciés parce qu'on en a émis plus qu'il n'en fallait mais, comme ils ont été dépensés la circulation les exige maintenant. Ils ne peuvent par conséquent pas sortir automatiquement de la circulation; leur total ne peut, celui des marchandises restant le même, qu'être diminué au moyen de leur destruction par l'Etat, ce qui fera remonter les cours du papier monnaie restant. Pour l'Etat, cela signifierait une perte égale au gain réalisé par lui au moment de l'émission. L'essentiel ici est que, sous le régime de la frappe non libre, et avec des moyens de circulation sans valeur ou dépréciés, la totalité de l'argent doit rester dans la circulation et ne peut pas en sortir, parce que, quelle que soit l'importance des émissions de papier-monnaie, le cours des billets est déterminé par les marchandises en circulation. Il en est tout autrement avec la frappe libre : ici l'or entre dans la circulation ou en sort selon les besoins, tandis que l'excédent est mis en réserve dans les banques. Des changements de valeur provenant du fait qu'il y a trop ou pas assez d'argent (métallique) dans la Circulation, comme le prétend la théorie de la quantité, sont par conséquent ici exclus d'avance.

Avec une pure monnaie de papier, la somme des prix représentée par le papier change, à vitesse de circulation égale, dans la même proportion que la somme des prix des marchandises et inversement à la quantité de papier émise. C'est aussi ce qui se passe quand, en régime de frappe non libre, la circulation est assurée par une monnaie métallique dépréciée. Avec cette différence que, dans ce dernier cas la dépréciation trouve sa limite dans le prix du métal sur le marché mondial, limite qui ne peut être dépassée même si l'on frappe une plus grande quantité de pièces. Du reste, même avec une monnaie d'or, si la frappe libre était supprimée, une hausse de la valeur de la monnaie pourrait se produire par rapport au métal brut²⁵. Dans tous ces cas, les moyens de circulation ne sont pas des signes d'argent ou d'or, mais des signes de valeur. Toutefois, ils ne reçoivent pas cette valeur de la valeur d'une marchandise, comme le papier avec un système monétaire mixte, où il n'est que le représentant de l'or, reçoit sa valeur de l'or. Mais toute la masse de papier-monnaie a la même valeur que la masse totale des marchandises en circulation, quand la vitesse de cette circulation reste la même. Sa valeur n'est par conséquent que le reflet du procès social de la circulation. En elle toutes les marchandises à échanger à un moment donné agissent comme une seule somme de valeur, comme unité en face de laquelle la masse de papier-monnaie est placée comme unité égale par le procès social de l'échange.

Mais il ressort déjà de ce qui a été dit qu'une telle monnaie de papier ne correspond pas à la longue aux exigences de la circulation. Comme sa valeur est déterminée par le total de la valeur des marchandises en circulation, lequel est soumis à des fluctuations constantes, la valeur de l'argent devrait fluctuer constamment. L'argent ne serait plus la mesure des valeurs des marchandises, mais tout au contraire sa valeur serait mesurée par les besoins de la circulation à chaque moment donné, donc, à vitesse de circulation égale, par la valeur des marchandises. Une pure monnaie de papier est par conséquent impossible à la longue parce que la circulation serait soumise par là à des perturbations constantes.

Dans l'abstrait, on peut imaginer de la manière suivante un système de pure monnaie fiduciaire.

25 On attend avec curiosité les tentatives d'explication des économistes modernes. Au milieu des années 90, quand la production d'or augmenta rapidement et qu'apparut en même temps une grande abondance d'argent et un taux d'intérêt très bas (le taux de l'escompte sur le marché de Londres était inférieur à 1 %), l'idée fut discutée d'un arrêt de la frappe libre de l'or en Angleterre.

Le problème est du reste examiné également par Tooke. L'occasion en fut donnée par la controverse sur l'utilité et les conséquences de l'introduction d'un trésor de battement (seignorage, taxe de frappe), tel que le préconisait Ricardo dans une proportion de 5 %. « Une monnaie sous-évaluée (*debased coinage*), ou une monnaie qui est soumise à un trésor de battement, si la quantité de l'argent en circulation n'est pas limitée, n'aura naturellement pas la même valeur d'échange qu'une monnaie de valeur pleine et de quantité strictement, limitée. » Et il imagine le cas suivant : Supposons que la circulation d'un pays ne consiste qu'en pièces d'or et s'élève à 20 millions de souverains de même poids et de même composition comme, aujourd'hui. Si chaque pièce d'or était réduite brusquement d'un vingtième, soit de 5 %, mais que le nombre de ces pièces reste limité à 20 millions, il n'y aurait bien entendu toutes proportions gardées et avec le même rapport des marchandises au nombre des pièces, aucun changement dans les prix. Et si l'or en barres valait auparavant sur le marché 3 livres sterling 17 schillings, 10,5 pence l'once, le prix resterait le même. Ou, en d'autres termes, 46 livres sterling, 14 schillings, 6 pence en or monnayé, qui pèserait 19/20^e de livre, échangeraient sur le marché une livre entière d'or non monnayé de même titrage. Mais, si la quantité d'or retirée ainsi de chaque pièce était frappée en une quantité supplémentaire de pièces d'or et jetée dans la circulation ces 21 millions de pièces ne posséderaient pas une valeur d'échange supérieure à celle qu'avaient auparavant les 20 millions. Toutes les marchandises verraient leur prix augmenter de 5 %, et parmi elles également l'or en barres, qui coûterait maintenant 4 livres sterling, 1 schilling 1,25 pence l'once. Ou encore, 46 livres sterling, 14 schillings, 6 pence de monnaie ne vaudraient plus que 19/20^e d'une livre d'or non frappée. C'est là le point essentiel de toute discussion sur les moyens de circulation, et son application quant au pouvoir de l'Etat d'accroître par son monopole d'émission la valeur nominale de la monnaie au-dessus de sa valeur intrinsèque, avec une monnaie exclusivement métallique, est suffisamment claire » (Voir *History of Prices*, t. I, pp. 120 sq.).

Supposons un Etat commercial fermé, qui émette du papier-monnaie à cours forcé en quantité suffisante pour les besoins de circulation moyens, quantité qui ne peut augmenter. Les besoins de la circulation sont assurés, en dehors de ce papier-monnaie, par des billets de banque, etc., tout comme avec une monnaie métallique. Le papier-monnaie, comme dans la plupart des législations actuelles sur le régime des billets de banque, sert de couverture à ces billets, qui du reste sont couverts également par la banque. L'interdiction d'augmenter cette quantité de papier-monnaie le garantirait contre toute dépréciation. Le papier-monnaie affluerait alors, selon les conditions de la circulation, comme l'or aujourd'hui à la banque, ou serait thésaurisé chez les particuliers si la circulation diminuait, et reviendrait dans la circulation si elle augmentait - n'y restant que le minimum chaque fois exigé, tandis que les fluctuations en seraient couvertes par un plus ou un moins de billets de banque. Une telle monnaie fiduciaire aurait par conséquent une valeur constante. C'est seulement dans le cas où une crise de crédit se produirait que la masse de papier-monnaie existante pourrait éventuellement devenir insuffisante, et elle bénéficierait alors d'un agio comme l'or ou les *greenbacks* lors de la dernière crise monétaire aux Etats-Unis. En réalité, une telle monnaie fiduciaire est impossible. D'abord, elle ne serait valable qu'à l'intérieur d'un seul pays pour les échanges internationaux, du métal, de l'argent ayant une valeur propre, est nécessaire, et dès lors la valeur de l'argent circulant à l'intérieur du pays doit être maintenue au même niveau que celle des moyens de paiement internationaux pour éviter les perturbations des relations commerciales, exigence que satisfait par exemple le système monétaire autrichien sans qu'on ait besoin d'introduire du métal dans la circulation intérieure. C'est comme s'il avait pressenti ces dernières expériences dans le domaine de la monnaie que Marx écrivait : « Toute l'histoire de l'industrie moderne montre que du métal ne serait en fait nécessaire que pour les besoins du commerce international dans les cas où l'équilibre en serait rompu, si la production intérieure était organisée. Que le pays n'a plus besoin maintenant d'argent métallique, c'est ce que prouve la suspension des paiements au comptant des banques dites nationales, suspension à laquelle il est fait appel comme le seul moyen de recours dans tous les cas extrêmes²⁶. »

Mais, en outre, cette monnaie se heurte pratiquement au fait que rien ne garantirait le non-accroissement d'un tel papier d'Etat. En tant que moyen de conservation de la richesse dans, sa forme toujours prête, l'argent à valeur intrinsèque, l'or, est toujours indispensable²⁷.

C'est pourquoi l'argent et même la monnaie faite de la matière la plus précieuse, c'est-à-dire l'or, ne peut jamais, dans la circulation, pour qu'elle puisse se poursuivre sans troubles être remplacé complètement par de simples certificats. En fait, même dans le système monétaire fondé uniquement sur le papier, il circule toujours de la monnaie d'or, ne serait-ce que pour les paiements à l'étranger. C'est toujours seulement le minimum, au-dessous duquel la circulation, ainsi que l'expérience le montre, est impossible, qui peut être remplacé par le papier. Mais cela prouve également que l'argent, tout comme la marchandise, n'a pas une valeur imaginaire, et que cette valeur doit avoir un fondement objectif. L'impossibilité d'une monnaie purement fiduciaire est une preuve expérimentale de la justesse de la théorie de la valeur objective, de telle sorte que c'est seulement sur, la base de cette théorie qu'on peut expliquer les phénomènes particuliers que présente le système monétaire à frappe contrôlée.

En revanche, il est rationnel, dans la mesure où le minimum de circulation le permet, de remplacer la monnaie précieuse c'est-à-dire l'or, par une monnaie relativement sans valeur. Car, dans le processus M-A-M, l'argent est superflu pour le contenu du processus, les échanges organiques sociaux, et n'occasionne que des

26 *Le Capital*, III, 2, p. 55. On a du reste l'impression, à propos de nombreuses déclarations de Marx sur ces problèmes que certaines conclusions qui découlent de sa théorie de l'argent se heurtent dans son esprit aux conceptions tirées des expériences de son époque et qu'on ne peut écarter complètement au moyen de la pure logique. Mais les expériences les plus récentes confirment entièrement les conclusions qui découlent de sa théorie de l'argent et de la valeur.

Quand il souligne qu'on ne peut pas mettre dans la circulation plus de papier qu'elle n'exigeait d'or, il est important, pour la compréhension des phénomènes monétaires modernes de se rappeler que cette qualité d'or elle-même, d'une valeur donnée, est chaque fois déterminée par la valeur de la circulation sociale. Quand celle-ci baisse, une certaine quantité d'or sort de la circulation : quand elle s'accroît, c'est le contraire qui se produit. Mais, avec une monnaie de papier dont la frappe est imitée il ne peut pas y avoir afflux dans la circulation et reflux hors de celle-ci car le papier-monnaie hors de la circulation serait déprécié. Il faut donc revenir ici à la valeur de la circulation comme étant le facteur déterminant et l'on ne peut pas se contenter, comme l'a fait Marx dans la *Contribution à la critique de l'économie politique*, de considérer le papier-monnaie comme simple signe d'or.

Il me semble que Marx formule mieux les lois de la monnaie fiduciaire quand il dit : « Les marks dépréciés ne sont des signes de valeur que dans la mesure où ils représentent l'or au sein du processus de circulation et ils ne le représentent que dans la mesure où il entrerait lui-même en tant que monnaie dans le processus de circulation, une quantité déterminée par sa propre valeur, si les valeurs d'échange des marchandises et la rapidité de leurs transformations sont données. » (*Contribution à la critique...*, p. 113). Toutefois, le détour que prend Marx en déterminant d'abord la valeur de la mesure monétaire et par elle seulement celle de l'argent-papier semble superflu. Le caractère purement social de cette détermination se manifeste beaucoup plus nettement quand on fait découler la valeur du papier-monnaie de la valeur sociale de la circulation. Que les monnaies fiduciaires soient issues historiquement des monnaies métalliques n'est pas une raison pour les considérer aussi théoriquement de cette manière. La valeur de la monnaie fiduciaire doit pouvoir être déterminée sans référence à la monnaie métallique.

27 Aussi Helfferich a-t-il tort de dire : « Théoriquement, il serait possible d'adapter une pure monnaie fiduciaire aux fluctuations des besoins, d'argent de l'économie et d'éviter ainsi maintes perturbations qui, avec les monnaies métalliques, peuvent découler des modifications de l'équilibre entre les besoins d'argent et l'approvisionnement en argent » (*L'Argent*, p. 470).

frais, qu'on peut éviter²⁸. Ne se trouvant que sous cette dimension dans la circulation, le papier-monnaie n'est pas le représentant de la valeur des marchandises, mais celui de l'or, non pas signe de marchandises, mais signe d'or. C'est dans ces limites que Marx a raison de dire : « Au cours du processus M-A-M, dans la mesure où elle ne se présente que comme unité de processus ou enchevêtrement des deux métamorphoses et c'est ainsi qu'elle se présente dans la sphère de circulation, où fonctionne le signe de valeur -, la valeur d'échange des marchandises n'acquiert dans le prix qu'une existence symbolique, imaginaire, représentée seulement dans l'argent. La valeur d'échange, apparaît ainsi que comme pensée ou représentée matériellement, mais ne possède d'autre *réalité* que dans les marchandises elles-mêmes, dans la mesure où un certain quantum de temps de travail y est incorporé. C'est pourquoi il semble que le signe de valeur représente *directement* la valeur des marchandises en ne se présentant pas comme signe de l'or, mais comme signe de la valeur d'achat exprimée seulement dans le prix, mais n'existant que dans la marchandise. Toutefois, cette apparence est fautive. Le signe de valeur n'est directement que signe du prix, par conséquent signe d'or, et seulement par un détour signe de la valeur de la marchandise.

« L'or n'a pas, comme Peter Schlemihl, vendu son ombre mais il achète avec son ombre. Le signe de valeur n'agit par conséquent que dans la mesure où il présente, à l'intérieur du processus, le prix d'une marchandise à une autre ou l'or à chaque propriétaire de marchandise. Une certaine chose relativement sans valeur, un morceau de papier, de cuir, etc., devient ainsi par habitude signe d'argent métal, mais ne se prétend tel qu'en faisant garantir son existence en tant que symbole par la volonté unanime des propriétaires de marchandises, c'est-à-dire en obtenant également une existence conventionnelle et par conséquent cours forcé. Le papier-monnaie d'Etat à cours forcé est la forme complétée du signe de valeur et la seule forme de papier-monnaie qui naisse elle-même directement de la circulation métallique ou de la simple circulation des marchandises²⁹. »

Notre hypothèse d'une pure monnaie de papier, qui existerait sans complément d'or, a ainsi montré de nouveau l'impossibilité que les marchandises se servent mutuellement d'expression de leur propre valeur d'échange. Bien plutôt la nécessité apparaît ici de faire appel à un équivalent général, qui ne doit être lui-même que marchandise et par conséquent valeur.

Il est clair que si déjà la monnaie métallique exige l'accord de tous les producteurs pour garantir sa solidité à plus forte raison doit-il en être de même pour le papier-monnaie. L'organe naturel pour cela est l'Etat, la seule organisation consciente que connaisse la société capitaliste qui ait également pouvoir de contrainte. Le caractère social de l'or apparaît ici directement en tant que tel dans la réglementation sociale édictée par l'Etat. cela montre en même temps que la capacité de circulation de la monnaie métallique et du papier-monnaie est strictement limitée aux frontières de l'Etat. Comme monnaie mondiale, il y a l'or et l'argent métal d'après leur poids.

28 Le papier-monnaie n'est par conséquent ni un argent « défectueux », ni un « mauvais » argent, un argent de moindre valeur se trouvant en circulation dans la proportion convenable, Il ne contredit nullement les lois économiques. C'est seulement l'ignorance de ces dernières, ce que la plupart des « métallistes » considèrent comme les abus voulus ou découlant de l'ignorance de la théorie, inhérents à toute monnaie fiduciaire, qui leur inspirent, une erreur tout à fait superstitieuse, non seulement devant chaque billet d'Etat non remboursable, mais aussi devant le plus inoffensif des petits bons de caisse convertibles. Ce sont des Goliath concrètement, qui ont peur de David, et plus le bon est petit, plus leur peur est grande.

29 Marx, *Contribution à la critique ...*, pp. 109-110.

CHAPITRE III - L'ARGENT COMME MOYEN DE PAIEMENT

L'ARGENT-CREDIT

Jusqu'ici nous avons considéré l'argent comme moyen de circulation, prouvé la nécessité de sa valeur objective et montré les limites de cette nécessité, la possibilité de le remplacer par des signes monétaires. Dans le processus de circulation M-A-M, la même grandeur de valeur se trouvait toujours en double, une fois comme marchandise, l'autre comme argent. Mais la marchandise peut être vendue et payée seulement plus tard. Le transfert de la marchandise s'est produit avant que sa valeur ait été remplacée par de l'argent. Le vendeur devient créancier, l'acheteur débiteur. Par suite de la séparation de la vente et du paiement, l'argent reçoit une nouvelle fonction, il devient *moyen de paiement*. L'apparition simultanée des équivalents marchandise et argent aux deux pôles du processus de la vente a cessé. Le moyen de paiement entre dans la circulation, mais après que la marchandise en est sortie. L'argent ne sert plus d'intermédiaire pour le processus, il le ferme. Si l'acheteur débiteur n'a pas d'argent, il doit revendre la marchandise pour pouvoir la payer. S'il ne paye pas, il y a vente forcée de son avoir. La forme de valeur de la marchandise, l'argent, devient par conséquent maintenant le propre but de la vente par une nécessité sociale découlant des conditions du processus même de la circulation. Tandis que l'argent en tant que moyen de circulation crée le lien social entre acheteur et vendeur, que ce lien par conséquent ne prend naissance que par l'intermédiaire de l'argent, ce dernier en tant que moyen de paiement exprime un rapport social, qui s'est déjà créé avant même qu'il entre en fonction. La marchandise a été enlevée, peut-être même consommée depuis longtemps, avant que sa valeur soit remplacée par de l'argent. La date fixée pour le paiement est tout à fait différente de celle à laquelle cette obligation de paiement est née. L'argent donné comme paiement n'est plus seulement une forme économique médiatrice et par conséquent provisoire, mais aussi directement remplaçable, dans le processus de l'échange des marchandises. Au contraire, c'est seulement maintenant que le processus est accompli, quant à son contenu également, par le paiement. Car si, dans M-A-M, A est crédité, le premier propriétaire de la marchandise, qui l'a vendue, ne peut accomplir la deuxième partie de sa métamorphose, A-M, que si A a été payé. Le processus primitif, simple, est maintenant divisé en deux parties séparées dans le temps.

Un autre cas peut aussi se présenter : le propriétaire de la marchandise réalise la vente A-M de son côté, en restant, lui aussi débiteur de A, dans l'attente du retour de A pour la vente de sa marchandise. Si le paiement n'a pas lieu, il fait, faillite et contraint son créancier également à la faillite. C'est pourquoi, en tant que moyen de paiement, l'argent doit revenir pour que le processus d'échange déjà accompli ne perde pas toute validité. Si l'argent n'est pas payé, la marchandise a bien été cédée, le lien social créé par sa vente ne peut plus être rompu, mais, pour le propriétaire individuel de la marchandise, il est annulé. Il ne reçoit plus la valeur qu'il a cédée et ne peut de son côté acquérir aucune valeur ni payer celle qu'il a acquise.

La fonction de l'argent comme moyen de paiement suppose par conséquent l'accord mutuel de l'acheteur et du vendeur en vue d'ajourner le paiement. Le rapport économique découle ici d'un acte privé. A côté de l'achat et de la vente prend naissance le deuxième rapport de créancier à débiteur, un engagement entre deux personnes.

D'un autre côté, l'argent comme moyen de paiement ne représente que des achats et des ventes réalisés. L'argent n'a d'abord fonctionné qu'en idée comme mesureur de valeur. Il ne sera payé que plus tard. Si achats et ventes ont été effectués entre les mêmes personnes, ils peuvent se compenser mutuellement et seul le solde doit être payé en argent. Dans cette mesure, l'argent n'est ici aussi que représentant de valeurs et peut être remplacé. Mais, comme moyen de circulation, l'argent n'a permis que l'échange des marchandises, la valeur des unes remplacée par celle des autres. Par là, le processus était complètement terminé. C'était un processus social, l'acte par lequel se font les échanges organiques sociaux, donc absolument nécessaire dans certaines dimensions déterminées. Comme la monnaie d'or ne servait ici que d'intermédiaire, elle pouvait être remplacée par des signes qui avaient la garantie de la société (de l'Etat), Si l'argent fonctionne comme moyen de paiement, il supprime précisément le remplacement direct d'une valeur par une autre. Le vendeur a cédé la marchandise sans avoir obtenu l'équivalent socialement valable, l'argent, ni aucune autre marchandise de même valeur, qui aurait rendu l'argent superflu dans cet acte d'échange. Il n'a qu'une promesse de paiement de l'acheteur, promesse derrière laquelle il n'y a pas la garantie sociale, mais seulement celle, privée, de l'acheteur¹. Qu'il cède une marchandise contre une promesse est son affaire. Ce que vaut cette promesse, cela ne se manifeste qu'au jour fixé pour le paiement, quand il faut vraiment la *transformer* en argent. Le vendeur a par conséquent cédé une marchandise contre une obligation de paiement, une « traite ». Mais celle-ci peut être

1 Il s'agit, bien entendu, de garantie économique. Quant à la garantie juridique, que des contrats doivent être respectés, elle est naturellement toujours sous-entendue.

considérée par d'autres comme sûre et ils vendront à leur tour des marchandises au possesseur de la traite. Celle-ci fonctionne ici - à l'intérieur de ce cercle de personnes qui, par le fait qu'ils tiennent pour sûre cette promesse de paiement, et donc uniquement par cette opinion privée, quoique la plupart du temps fondée, sont unies en un cercle - comme moyen de circulation ou moyen de paiement, bref, comme argent, *argent-crédit*. Tous ces actes d'échange ne sont accomplis, terminés, pour ce cercle, que lorsque l'argent-crédit est transformé en argent.

Contrairement donc au papier d'Etat ayant cours forcé, qui naît en tant que produit social de la circulation, l'argent-crédit est privé, non garanti socialement, et doit par conséquent être toujours transformable en argent, convertible. Si cette convertibilité est douteuse, le remplaçant du moyen de paiement perd toute valeur. C'est pourquoi, en tant que moyen de paiement, l'argent ne peut être remplacé que par des bons de paiement. Ceux-ci doivent être rachetés dans la mesure où ils ne se compensent pas mutuellement.

C'est là que réside la différence entre la circulation des traites et celle du papier d'Etat à cours forcé. Celle-ci repose sur le minimum social de la circulation des marchandises. La circulation des traites occupe la place dépassant ce minimum : elle repose sur la vente effectivement réalisée et à un certain prix d'une marchandise et est une reconnaissance de dette privée, qui sera ou bien compensée par une autre ou payée en argent, et deviendra ainsi, non plus titre de dette privée, mais son équivalent reconnu socialement valable. Il est né de la fonction de l'argent comme moyen de paiement, il remplace l'argent, et cela par le crédit, le rapport privé entre les contractants fondé sur la confiance en leur solvabilité, en leur capacité sociale. Avec le papier d'Etat, l'accomplissement du processus d'échange privé n'est pas la condition primordiale; au contraire, l'échange ne se fait qu'au moyen du papier d'Etat, qui fait ici fonction de simple moyen de circulation et consomme l'échange, le rend socialement valable. Ici, à la différence de ce qui se passe avec les traites - dans la mesure bien entendu où celles-ci ne se compensent pas -, l'échange n'a pas besoin, pour être socialement valable, du paiement en argent liquide.

Le papier-monnaie d'Etat, en revanche, ne repose pas sur un rapport de crédit et c'est une erreur de le considérer comme une dette d'Etat ou de l'argent-crédit.

C'est dans ce fait que la traite n'engage que les particuliers et que le papier d'Etat, par contre, engage la société que consiste la différence quant aux possibilités de dépréciation du papier d'Etat et des traites. Le total du papier-monnaie est toujours une unité dont chaque fraction est comme solidairement responsable des autres elle ne peut être dépréciée ou surévaluée qu'en tant que tout et cette dépréciation ou surévaluation affecte de la même façon tous les membres de la société. La garantie sociale vaut précisément à la fois pour le total et pour chacune des parties qui le composent. C'est la société qui assure par son organe conscient, l'Etat, le remplacement de l'argent comme moyen de paiement. L'argent-crédit, en revanche, est une opération des particuliers. Il repose sur leurs actes d'échange privés et n'a de validité, ne fonctionne en tant qu'argent, que parce que et aussi longtemps qu'il est à tout moment convertible en argent. C'est pourquoi chaque traite isolée peut être dépréciée pour elle-même (mais non surévaluée), si ces transactions privées ne peuvent être réalisées d'une façon socialement valable, c'est-à-dire si aucun paiement en argent liquide ne peut être effectué au jour fixé pour l'échéance. Elle peut devenir complètement sans valeur, mais seulement comme traite isolée, cette perte de valeur n'affectant toujours qu'un particulier, dont les obligations d'ailleurs n'en sont pas modifiées pour autant.

La monnaie de papier inconvertible doit rester réduite au minimum des processus de circulation. La quantité de l'argent-crédit ne dépend, en revanche, que de la totalité des prix des marchandises pour laquelle l'argent doit faire fonction de moyen de paiement. Son montant ne dépend à des prix donnés, que de l'extension des rapports de crédit, elle-même extrêmement variable. Mais comme il doit être toujours convertible, il ne peut jamais être déprécié dans et par ses rapports avec les marchandises. La dépréciation de l'argent-crédit convertible ne peut jamais provenir de sa quantité (comme le papier-monnaie d'Etat inconvertible), mais seulement de l'échec de sa convertibilité. Au moindre doute à cet égard, la preuve est faite : les propriétaires de marchandises, qui au milieu de tous ces jolis petits papiers avaient complètement oublié l'or, se jettent sur lui. *On revient toujours à ses premières amours**.

Dans un laps de temps déterminé, il y a toujours en circulation un certain nombre de reconnaissances de dettes ; elles représentent le total du prix des marchandises dont elles ont provoqué la vente. La somme d'argent nécessaire au paiement de ce total de prix dépend en premier lieu de la vitesse de circulation des moyens de paiement, laquelle est elle-même déterminée par deux facteurs : l'enchaînement des rapports entre créanciers et débiteurs, qui fait que A, qui reçoit l'argent de son débiteur B, le paye à son créancier C, etc., et l'intervalle de temps qui s'écoule entre les différentes échéances.

Plus celles-ci sont rapprochées, plus la même pièce d'or peut servir successivement à des paiements. Si, dans le processus M-A-M, les ventes ont lieu en même temps et sont proches les unes des autres dans l'espace, cela restreint la vitesse de roulement des moyens de circulation, par conséquent le remplacement de la masse

* En français dans le texte.

par la vitesse de roulement. Si, en revanche, les paiements se font en même temps et au même endroit, ils peuvent se compenser mutuellement et l'argent comme moyen de paiement est épargné. Avec la concentration des paiements sur la même place apparaissent tout naturellement des instituts et, des méthodes spéciales en vue de leur compensation. Ainsi, par exemple, les virements, à Lyon au Moyen Age. Les reconnaissances de dettes n'ont besoin que d'être confrontées pour s'annuler réciproquement jusqu'à un certain montant de grandeur positive ou négative. Il ne reste alors qu'un solde à régler. Plus la concentration des paiements est massive, plus le solde est relativement faible, et par conséquent la masse des moyens de paiement en circulation.

Nous avons vu que la masse de l'argent en circulation, par conséquent engagée dans le processus M-A-M (où l'or peut être remplacé pour un minimum de la circulation par de la monnaie fiduciaire), est égale au total des prix des marchandises divisé par le nombre de roulements des pièces d'or de même nom. De même, la masse des moyens de paiement est égale au total des obligations (qui a leur tour sont égales au total des prix des marchandises, par la vente desquelles elles sont nées) divisé par le nombre de roulements des moyens de paiement de même nom, moins le total des paiements compensés. Si l'on admet que la vitesse est à un moment donné égale à 1, la masse de l'argent fonctionnant en tant que tel est égale au total des paiements à effectuer, moins les paiements qui se compensent, moins enfin les pièces qui fonctionnent d'abord comme moyens de paiement et ensuite comme moyens de circulation. Si le prix total des marchandises vendues de chaque côté est de 1 000 millions de marks, les paiements à effectuer d'égale valeur, mais que 200 millions servent d'abord aux paiements, puis à la circulation, et qu'en outre 500 millions représentent le total des paiements qui se compensent, on a besoin en tout de 1300 millions de marks, qui représentent à ce moment l'argent nécessaire. C'est le montant que j'appelle la valeur de circulation socialement nécessaire.

La plus grande partie de toutes les transactions se font au moyen de cet argent-crédit privé, de reconnaissances de dettes et de bons de paiement, qui se compensent mutuellement². La raison de cette prédominance du moyen de paiement par rapport au moyen de circulation est qu'avec le développement de la production capitaliste les conditions de l'achat et de la vente coïncident de moins en moins, et que d'une façon générale cette liaison disparaît qui consiste en ce qu'on n'achète que dans la mesure où l'on peut vendre.

L'argent-crédit naît par conséquent en raison des achats et des ventes des capitalistes entre eux il naît à l'intérieur et en raison de circulation. Son efficacité consiste en ceci qu'elle rend la circulation indépendante de la limite de l'or existant; tant que l'argent-crédit est efficace, l'or ne fonctionne plus comme moyen de circulation, il n'a pas besoin d'être effectivement en face de la marchandise mais ne sert qu'à règlement du solde résultant de la masse des paiements. Celle-ci est énorme par rapport à la masse de l'or et des instituts spéciaux servant à la régler. Mais la circulation, comme nous l'avons vu est tout autant la condition que le résultat de la production capitaliste. Celle-ci ne peut commencer que si le capitaliste s'est mis par un acte de la circulation en possession des éléments de production. Dans la mesure où cette circulation est indépendante de la présence effective de l'or, la production est-elle aussi indépendante de l'or. Comme finalement l'or coûte du travail et représente un montant considérable de faux frais, son remplacement constitue une économie de frais inutiles.

D'après sa formation, la masse de l'argent-crédit est limitée par l'importance de la production et de la circulation. Elle sert à la vente et à l'achat de la marchandise et est en dernière instance couverte par la valeur de la marchandise dont elle a permis l'échange. Mais, à la différence du papier d'Etat, il n'existe ici aucun minimum qu'on ne puisse dépasser. Au contraire, l'argent-crédit augmente avec la masse des marchandises et leur prix. Mais il n'est qu'une promesse de paiement : si l'échancré de la marchandise s'était effectué contre de l'or véritable il y aurait eu par conséquent échange de valeur contre valeur, le processus serait terminé et des troubles éventuels exclus. Mais il n'a été effectué que contre une promesse de paiement. Que cette promesse soit tenue, cela dépend de la question de savoir si le débiteur peut revendre la marchandise qu'il a achetée, ou une autre à la place pour la même valeur. Si l'acte d'échange ne correspond pas aux conditions sociales ou si celles-ci se sont modifiées entre temps, il ne peut plus tenir sa promesse de paiement, et celle-ci perd toute valeur. Elle doit être remplacée par de l'argent véritable.

Il en résulte que la masse de l'argent-crédit se contracte fortement avec la contraction des prix des marchandises pendant la crise. Mais cette contraction signifie dépréciation de l'argent-crédit, qui représente des prix plus élevés. La contraction des prix provoque le ralentissement des échanges, la marchandise devient invendable, tandis que le papier dégringole. Sa convertibilité devient douteuse. La contraction des prix et l'interruption des échanges diminuent ainsi la valeur de l'argent-crédit tue contre les marchandises. Cette déprédation constitue le facteur essentiel de la crise du crédit qui accompagne chaque crise commerciale.

« La fonction de l'argent implique une contradiction directe. Dans la mesure où les paiements se compensent, il ne fonctionne qu'en idée, comme argent de compte ou mesure des valeurs. Dans la mesure où il y a véritable paiement, il n'apparaît pas comme moyen de circulation comme seulement forme provisoire et médiatrice des échanges sociaux, mais comme l'incarnation individuelle du travail social, être indépendant de la

2 Dans les opérations de virement de la Reichsbank une livre d'argent liquide permet en 1894 un échange annuel de 4,35 marks, en 1900 de 8,30 marks.

valeur d'échange, marchandise absolue. Cette contradiction éclate à ce moment des crises de production et de commerce qui s'appelle crise monétaire. Elle se produit seulement là où l'enchevêtrement des paiements et un système artificiel de leur compensation sont complètement développés. En cas de dérangement général de ce mécanisme, quelle qu'en soit la cause, l'argent se transforme brusquement et directement de sa forme purement idéale d'argent de compte en argent dur³. »

Mais c'est précisément quand la dépréciation de l'argent-crédit est à son maximum que le papier d'Etat à cours forcé connaît sa plus grande victoire. C'est un moment de paiement légal comme la monnaie d'or. La faillite de l'argent-crédit crée un trou dans la circulation et l'horreur du vide exige impérieusement qu'il soit comblé. En de tels moments il est rationnel d'élargir la Circulation du papier d'Etat - ou des billets de la Banque centrale, dont le crédit est intact et qui, nous le verrons, représentent en fait, par leur réglementation légale, une étape intermédiaire entre le papier d'Etat et l'argent-crédit. Si cela ne se produit pas, l'argent (argent métallique ou papier d'Etat) bénéficie d'un agio, comme par exemple l'or et les *greenbacks* lors de la dernière crise américaine.

L'argent-crédit exige pour sa fonction des instituts spéciaux où les billets à ordre sont comparés et amenés à compensation; à mesure que ces instituts se développent, l'épargne d'argent liquide s'accroît. Avec le développement du système bancaire, cette tâche devient l'une des principales fonctions des banques⁴.

Au cours du développement capitaliste, la somme totale des marchandises en circulation s'accroît, et par là la valeur de la circulation socialement nécessaire. De même s'accroît la place que peut occuper le papier d'Etat à cours forcé. Augmentent en outre avec l'accroissement de la production, la transformation de toutes les obligations en obligations d'argent et, surtout, avec l'accroissement du capital fictif, les dimensions dans lesquelles les transactions sont réalisées au moyen de l'argent-crédit. Ces deux phénomènes entraînent une forte diminution de l'argent métallique par rapport aux processus de la circulation et aux paiements.

³ Marx, *Le Capital*, t. I, 4^e ed., p. 101.

⁴ Pour le déroulement, des échanges sociaux, il faut en Allemagne neuf à quinze fois plus d'argent liquide qu'en Angleterre. Le système des chèques épargne environ 140 millions de livres sterling de billets pour la couverture desquels la réserve d'argent d'environ 35 millions de livres sterling devrait être quadruplée si la législation actuelle restait en vigueur. Voir Edgar Jaffé, *Le Système bancaire anglais* Leipzig, 1905.

CHAPITRE IV - L'ARGENT DANS LA CIRCULATION DU CAPITAL INDUSTRIEL

Voyons maintenant le rôle que joue l'argent dans la circulation du capital industriel. Laissons de côté l'usine capitaliste avec ses merveilles techniques et dirigeons notre attention vers la monotonie du processus d'échange par lequel, toujours de la même façon, l'argent se transforme en marchandise et celle-ci en argent. Seul l'espoir qu'il sera possible par ce moyen de trouver le secret qui nous fera comprendre comment, du processus de la circulation même, naît cette puissance qui en tant que crédit capitaliste parvient à dominer les échanges sociaux, peut encourager le lecteur à gravir avec patience le chemin de croix que représente le présent chapitre.

Dans la circulation, l'argent serait superflu si le montant de la somme totale des prix restait constant, si par conséquent masse et prix des marchandises ne variaient pas et si chaque marchandise s'échangeait toujours contre l'autre à sa valeur. C'est une condition irréalisable à l'intérieur d'un mode de production non réglementée, anarchique. D'un autre côté, le règlement conscient de la production sociale rendrait impossible l'apparition de la valeur en tant que valeur d'échange, par conséquent le rapport social de deux choses et, par là, l'argent. Des bons sur des produits sociaux établis par la société sont aussi peu de l'argent que des billets de théâtre donnant droit à un fauteuil d'orchestre. Bien plutôt, le caractère de la production des marchandises ne fait que rendre l'argent nécessaire en tant que mesure de la valeur et, par là, moyen de circulation¹.

Si l'argent fonctionne comme moyen de paiement, une compensation complète de tous les paiements à un moment donné apparaît d'avance comme un pur hasard, qui en réalité ne se produira jamais. L'argent achève ici spontanément le processus du changement de place de la marchandise. Peu importe quand l'argent reçu en paiement est transformé à son tour en marchandise, et par conséquent la valeur de la première marchandise remplacée définitivement par une autre marchandise. Le lien qui existe dans le processus M-A-M est ici rompu. L'argent doit nécessairement intervenir pour donner satisfaction au vendeur de la marchandise, qui de son côté ne doit pas nécessairement être acheteur d'une autre marchandise.

Mais cette rupture du processus de circulation, qui dans le domaine de la simple circulation des marchandises nous paraît encore fortuit et arbitraire, devient nécessaire dans le domaine de la circulation capitaliste des marchandises. C'est ce que nous montre l'étude de la circulation du capital.

La valeur devient capital en devenant valeur productrice de plus-value. C'est ce qui arrive dans le processus de production capitaliste, dont la condition est le monopole des capitalistes sur les moyens de production et l'existence d'une classe de salariés libres. Ces derniers vendent au capitaliste leur force de travail, dont la valeur est égale à la valeur des moyens de subsistance nécessaires au maintien et à la reproduction de la classe ouvrière. Leur travail crée une nouvelle valeur, dont une partie remplace pour le capitaliste la partie du capital qu'il a avancée pour l'achat de la force de travail - Marx l'appelle la partie variable du capital - tandis que l'autre partie lui revient comme plus-value. Étant donné que dans le processus du travail la valeur des moyens de production - le capital constant - est transférée dans le produit, la valeur que le capitaliste a avancée pour la production s'est accrue, est devenue valeur engendreuse de valeur, s'est avérée comme capital.

Chaque capital industriel passe par un mouvement circulaire, dont seules nous intéressent ici les changements de forme. Car le contenu du processus est la formation de la plus-value, par conséquent la mise en valeur du capital, et celle-ci a lieu dans le processus de la production, qui dans la société capitaliste a une double fonction : il est, comme dans toute forme de société, processus de travail, qui livre des valeurs d'usage, mais il est en même temps, ce qui est caractéristique de la production capitaliste, processus de mise en valeur où les moyens de production fonctionnent en tant que capital et où est créée de la plus-value. Ce processus, Marx l'a

1 Dans une lettre à Rudolf Mayer, Rodbertus écrit : « L'argent métallique n'est pas simple mesure de valeur et moyen de paiement - dans ce sens, il ne correspond qu'à l'idée de l'argent, dans laquelle il n'est pas nécessaire que cette quittance, « bon sur une valeur de marchandises », soit inscrite sur une matière aussi chère que l'est le métal noble - mais sert aujourd'hui également de régulateur de la production et ne joue ce rôle que grâce à la matière précieuse dont il est fait. Vous devriez également pouvoir dire à chaque entrepreneur combien il doit produire si vous voulez introduire le bon de marchandises. L'idée de ce bon de marchandises porte sur le point le plus intéressant de l'économie politique mais, en tant que moyen de circulation permanent (et pas seulement de bon de caisse provisoire), il n'est possible, que si la valeur des marchandises est fondée sur le travail et si le bon de marchandises est libellé sur la valeur des marchandises fondée sur le travail. Je ne mets pas en doute la possibilité d'une telle monnaie mais, pour qu'elle soit l'unique moyen de circulation, cela suppose la suppression de la propriété du sol et du capital » (*Lettres et études politico-sociales du Dr Rodbertus-Jagetzow*, éditées par le Dr Rudolf Meyer, Berlin, 1811, t. II, p. 441). Ce passage, parmi d'autres semblables, montrent qu'Engels a été injuste envers Rodbertus en le mettant dans le même sac que les autres utopistes petits-bourgeois de l'argent-travail, les Gray, Bray, etc., qui croyaient possible un argent-travail sans contrôle social de la production.

analysé à fond dans le [premier tome du *Capital*](#). Ce qui nous intéresse ici, c'est seulement le changement de forme de la valeur, non sa formation. Toutefois, ce changement de forme n'a rien à voir avec l'importance de la valeur, dont l'accroissement constitue plutôt le contenu du processus de mise en valeur; si ce changement est du domaine de la production, le changement de forme est, quant à lui, du domaine de la circulation. Mais il n'y a que deux formes que puisse prendre la valeur dans la société productrice de marchandises : celle de la marchandise et celle de l'argent.

Si nous considérons maintenant le mouvement circulaire du capital, nous voyons que chaque capital apparaît, dès son entrée en scène, comme capital-argent. En tant qu'argent qui doit fonctionner comme capital, il est transformé en marchandises (M) d'une certaine sorte, moyens de production (Mp) et force de travail (F). Suit le processus de production (P)... Celui-ci n'implique aucun changement de forme de la valeur: la valeur reste valeur. Mais au cours de ce processus, premièrement - ce qui n'affecte absolument pas la valeur -, la valeur d'usage de la marchandise est changée, et deuxièmement, la force de travail accroît par sa fonction la valeur, qui grandit. En tant que marchandise (M¹) dont la valeur est accrue de la plus-value, la marchandise quitte le lieu de production pour subir sa deuxième et dernière transformation en argent (A¹).

Le mouvement circulaire du capital se divise par conséquent en stades (A-M et M¹ et A¹) qui sont du domaine de la circulation et en un troisième, de la production. Dans la circulation, le capital apparaît comme capital-argent et capital-marchandises, dans la production, comme capital productif. Ce capital, qui prend successivement toutes ces formes, est du capital industriel. Le capital-argent, le capital-marchandises, le capital productif, ne caractérisent donc pas ici des sortes de capital indépendantes, mais seulement des formes de fonction particulières du capital industriel.

Il en résulte par conséquent le schéma suivant: A-M-P ... M¹ P¹.

Chaque capital apparaissant nouvellement en scène se présente d'abord comme capital-argent. Qu'il est capital on ne le voit pas à l'argent². Il ne l'est que parce qu'il doit être transformé en les éléments du capital productif. Au début, il n'est qu'argent, ne peut donc exercer que des fonctions d'argent, il n'est que moyen de circulation ou de paiement.

Nous savons déjà que la fonction de l'argent en tant que moyen de paiement peut comporter des rapports de crédit. A-M, le premier stade du processus de circulation du capital se divise en deux parties : A-Mp et A-F. Étant donné que le salarié ne vit que de la vente de sa force de travail le maintien de celle-ci exige une consommation quotidienne et son paiement doit être répété à des échéances très courtes, afin qu'il puisse faire les achats nécessaires à sa subsistance. C'est pourquoi le capitaliste doit lui faire face constamment en tant que capitaliste d'argent, et son capital comme argent³. Ici, on le voit, le crédit ne joue aucun rôle.

Il en est autrement dans le processus A-Mp. Ici, le crédit peut jouer un rôle plus important. Les moyens de production achetés ont pour but d'être mis en valeur. L'argent qui a été dépensé pour eux n'est pour le capitaliste que prêté, il doit lui revenir, une fois terminée la période de circulation, et, en supposant que tout se passe normalement, il lui revient accru. Comme le capitaliste, par conséquent, ne fait qu'*avancer* son argent et que ce dernier lui revient, Il peut lui être *avancé*, prêté, à lui-même. Et c'est là, d'une façon générale, la condition du crédit de *production* : à savoir que l'argent n'est prêté qu'à celui qui ne le dépense lui-même que de telle sorte qu'il doive - toujours dans des conditions normales - lui revenir. En outre le crédit est fondé ici sur les marchandises, pour l'achat desquelles l'argent a été avancé.

Nous n'avons affaire ici qu'au crédit qui découle de la circulation des marchandises elle-mêmes, du changement de la fonction argent, de la transformation de l'argent, de moyen de circulation en moyen de paiement. Nous ne considérons pas encore le crédit qui découle du fait que la fonction du capitaliste se divise en deux, celle d'un simple propriétaire d'argent et celle d'un entrepreneur. Si l'argent est prêté à l'entrepreneur par le propriétaire d'argent, ce n'est qu'un simple transfert d'argent. Rien n'est encore changé par là à la quantité de l'argent prêté. Mais, dans le cas que nous considérons maintenant, cela peut très bien se produire. Le vendeur des moyens de production lui crédite la marchandise et reçoit en échange une promesse de paiement, par exemple une traite. Le capitaliste pourra peut-être déjà, au moment de l'échéance, payer avec le reflux hors du processus de circulation du capital qui lui a été avancé. Si c'est le cas,

2 La difficulté que comporte la notion de capital, comme les notions économiques en général, provient de l'apparence qu'elles sont inhérentes aux choses elles-mêmes, alors qu'elles ne font que refléter des rapports sociaux déterminés, dans lesquels ces mêmes choses jouent des rôles tout à fait différents. Ainsi, l'or en tant que monnaie ne reflète, d'une part, que le rapport d'une certaine époque dans le développement de l'échange des marchandises, il est moyen de circulation ; mais, sous un autre rapport, il est capital. C'est pourquoi la question de savoir si l'or est ou non du capital est une question mal posée. Dans certains cas il est monnaie, dans d'autres il est capital. Mais capital, cela signifie qu'il ne peut en tant que tel qu'accomplir des fonctions monétaires et qu'il n'est que forme monétaire du capital, à la différence de sa forme de marchandises. Vouloir attribuer à certaines choses déterminées le caractère de capital est aussi faux que de considérer l'espace comme inhérent aux choses. Seule notre vision donne aux choses la forme spatiale, comme seuls des stades déterminés du développement social donnent aux choses forme d'argent ou de capital.

3 Marx, *Le Capital*, II, p. 12.

la somme de son capital-argent pourra être inférieure à ce qu'elle devrait être autrement; le crédit a accru la puissance de son capital.

Mais le crédit ne change rien au fait que le capital doit avoir forme d'argent pour pouvoir acheter une marchandise. Il diminue seulement, dans la mesure où des paiements se compensent, la quantité d'argent métallique qui, autrement, serait nécessaire pour l'échange. Mais cette quantité n'est en rien déterminée par le caractère de capital que l'argent possède dans cette transaction, elle n'est soumise qu'aux lois découlant de la nature de la circulation des marchandises. Toutes les autres circonstances supposées égales, c'est la somme des prix des marchandises qui doivent être achetées qui décide de la quantité d'argent qui doit être prêtée. Une avance accrue de capital-argent ne signifie par conséquent rien d'autre qu'un achat accru de marchandises destinées à devenir du capital productif ($Mp + A$), par conséquent quantité accrue de moyens de circulation et de moyens de paiement.

A cet accroissement contribuent deux tendances opposées. Avec l'accumulation plus rapide aux époques de haute conjoncture croît la demande de certaines marchandises et par conséquent leur prix. L'augmentation de la somme des prix rend nécessaire une quantité d'argent accrue. D'un autre côté, le crédit croît en même temps, car c'est une période de haute conjoncture où les reflux se font régulièrement, où la mise en valeur du capital paraît assurée, et où par conséquent il est plus facile d'accorder du crédit. L'expansion du crédit rend ici possible l'expansion rapide au-delà de la base de l'argent métallique.

Cela ne vaut bien entendu que pour le processus A-Mp, et non pour le processus A-F. Bien au contraire, avec l'accroissement du capital variable croît également et dans la même mesure la masse de l'argent supplémentaire servant à l'achat et entrant dans la circulation. Il est clair qu'avec le développement de la production capitaliste la sphère de l'utilisation du crédit s'élargit d'une façon absolue et, plus encore, relative, étant donné qu'au fur et à mesure du progrès vers une plus haute composition organique du capital, l'échange de A-Mp croît constamment par rapport à A-F et par conséquent aussi la sphère du crédit par rapport à celle de l'argent liquide.

On voit que l'étude du mouvement circulaire du capital ne présente encore aucune détermination nouvelle pour le rôle du crédit. Pas d'avantage celle de l'influence qu'exerce la durée du changement sur l'importance du capital-argent. Car il apparaîtra qu'au cours de ce mouvement circulaire des sommes d'argent sont périodiquement libérées. Mais, comme l'argent qui dort ne peut produire aucun profit, on s'efforce d'empêcher le plus possible cette mise en sommeil, tâche qui ne peut être accomplie que par le crédit, lequel reçoit ainsi un nouvelle fonction. Ce sont ces causes nouvelles de formation de rapports de crédit que nous allons étudier maintenant.

LIBERATION PERIODIQUE ET IMMOBILISATION DU CAPITAL-ARGENT

« Le mouvement du capital à travers la sphère de production et les deux phases de la sphère de circulation s'accomplit par ordre successif dans le temps. La durée de son séjour dans la sphère de production constitue son temps de production, celle dans la sphère de circulation son temps de circulation. C'est pourquoi le temps t dans lequel il parcourt son cycle est égal à la somme du temps de production et des temps de circulation⁴ .

« Le mouvement circulaire du capital, déterminé non pas comme phénomène isolé : mais comme processus périodique, c'est sa transformation. La durée de cette transformation est donnée par la somme de son temps de production et de son temps de circulation. Cette somme de temps constitue le temps de transformation du capital⁵. »

Par conséquent, dans notre schéma, le temps qui est chaque fois nécessaire pour accomplir le processus A-A¹ constitue le temps de transformation. Le temps de circulation est égal au temps qu'exigent les transactions A<F/Mp et M¹-A¹, tandis que le temps de production est égal au temps pendant lequel le capital est soumis en tant que capital productif au processus de mise en valeur.

Supposons que le temps de transformation d'un capital soit de neuf semaines, dont six pour le temps de production et trois pour le temps de circulation, et que 1 000 marks de capital soient nécessaires, toutes les semaines pour la production. Pour que celle-ci, à la fin de la sixième semaine, ne soit pas interrompue pendant trois semaines, le capitaliste doit, pendant les trois semaines qui constituent le temps de circulation, avancer un nouveau capital de 3 000 marks afin que la production se poursuive d'une façon ininterrompue. Car, pendant ces trois semaines durant lesquelles le capital reste dans la sphère de circulation, il se trouve en ce qui concerne le

4 *Ibidem*, II. p. 97.

5 *Ibidem*, p. 133.

processus de production dans la même situation que s'il n'existait pas⁶. Le temps de circulation rend par conséquent nécessaire du capital supplémentaire et ce dernier est par rapport au capital total comme le temps de circulation par rapport au temps de transformation, soit dans notre exemple 3 à 9, ce qui signifie que le capital supplémentaire représente le tiers du capital total.

Le capitaliste doit donc disposer de 9 000 marks au lieu de 6 000, s'il ne veut pas que la production soit interrompue pendant trois semaines. Mais ces 3 000 marks supplémentaires n'entrent en fonction qu'au début du temps de circulation, c'est-à-dire à la septième semaine, et restent par conséquent immobilisés pendant les six premières semaines. Cette libération et immobilisation de 3 000 marks se répètent donc constamment. Les 6 000 marks, qui dans la première période de travail ont été transformés en marchandises sont vendus à la fin de la neuvième semaine. Le capitaliste a maintenant en main 6 000 marks. Mais la deuxième période de travail a déjà commencé et est maintenant à moitié écoulée. Pendant ce temps, le capital supplémentaire de 3 000 marks a fonctionné; il ne faut donc plus que 3 000 marks jusqu'à la fin de la période de travail. Sur les premiers 6 000 marks, 3 000 ont donc été libérés et ce processus recommence toujours à nouveau.

Il a fallu par conséquent un capital supplémentaire, et même du capital-argent, étant donné qu'il doit servir à l'achat de moyens de production et de force de travail, pour maintenir la continuité du processus de la production, lequel ne doit pas être interrompu par la circulation du capital. Ce capital supplémentaire n'engendre pas lui-même continuellement de la plus-value, et par conséquent ne fonctionne pas comme capital, mais est toujours libéré pour un temps par le mécanisme de la circulation afin de pouvoir fonctionner pendant un autre temps.

« Le capital social global considéré, une partie plus ou moins importante de ce capital supplémentaire se trouvera toujours pour longtemps à l'état de capital-argent⁷, et cette partie libérée du capital est égale, à la partie du capital qui doit combler l'excédent de la période de circulation sur une période de travail ou sur un multiple de périodes de travail⁸. »

« Cette intervention du capital supplémentaire (de 3 000 marks) nécessaire pour transformer le temps de circulation de capital I (de 6 000 marks) en temps de production n'accroît donc pas seulement la grandeur du capital prêté et la longueur du délai pour lequel le capital global est nécessairement prêté, mais elle accroît d'une façon spécifique la partie du capital prêté qui a été mise de côté comme réserve d'argent, par conséquent se trouve en état de capital-argent et possède la forme de capital-argent potentiel⁹. »

Mais ces 3 000 marks n'ont absolument pas besoin de représenter la somme totale du capital-argent immobilisé à un moment donné. Supposons le cas¹⁰ où notre capitaliste emploie ces 6 000 marks, nécessaires pour la production, de façon à en dépenser la moitié pour l'achat de moyens de production et l'autre moitié pour les salaires. Mais il paye les ouvriers toutes les semaines, ce qui signifie que, sur ces 3 000 marks nécessaires jusqu'à la fin de la sixième semaine, une partie, qui diminuera chaque semaine de 500 marks, sera toujours immobilisée. De même, il est possible aussi qu'une partie des moyens de production, par exemple le charbon, ne soit pas achetée immédiatement au début pour toute la période de production, mais seulement au cours de cette période. (Réciproquement, il pourrait aussi arriver que les conditions du marché et les habitudes de livraison obligent à acheter pour plus d'une période de production. Il deviendrait alors nécessaire de transformer un plus grand capital-argent en marchandises.)

Du fait, par conséquent, que dans le processus $A < M / M_p$ l'argent n'est pas transformé immédiatement en force de travail et en moyens de production, il se forme du capital-argent immobilisé, même sans tenir compte du capital II supplémentaire. Une partie de l'argent accomplit l'acte A-M, tandis qu'une autre partie reste à l'état d'argent pour servir, mais seulement à un moment déterminé par les conditions du processus même, à des actes A-M simultanés ou successifs. Il n'est que provisoirement retiré de la circulation pour entrer en action, exercer sa fonction à un moment déterminé. Cette immobilisation est alors un état où l'argent exerce une de ses fonctions en tant que capital-argent. En tant que capital-argent, car dans ce cas l'argent resté momentanément en repos est lui-même une partie du capital-argent C, qui est égal à la valeur du capital productif, d'où part le mouvement circulaire. D'autre part, tout l'argent retiré de la circulation se trouve sous forme de trésor. « La forme de trésor de l'argent devient par conséquent ici fonction du capital-argent, tout comme dans A-M la fonction de l'argent en tant que moyen d'achat ou de paiement devient fonction du capital-argent, et cela parce que la valeur du capital existe ici en forme d'argent, l'état d'argent est, par le lien du mouvement circulaire, un état déjà décrit du capital industriel dans un de ses stades. Mais il apparaît ici de nouveau que le capital-argent à l'intérieur du cycle du capital industriel n'exerce d'autres fonctions que des

6 *Ibidem*, p. 243.

7 *Ibidem*, p. 248.

8 *Ibidem*, p. 262.

9 *Ibidem*, p. 248. L'exemple chiffré est chez Marx différent de celui que nous avons adopté, pour rendre les choses plus simples.

10 Nous ne pouvons mentionner ici que les facteurs les plus importants. Dans le tome II du *Capital*, Marx a étudié le problème jusque dans les détails, que des pédants pourraient du reste multiplier encore. Mais on a négligé jusqu'ici l'importance fondamentale de ces études pour la compréhension des rapports de crédit.

fonctions d'argent, et celles-ci, rien que par leur lien avec les autres stades de ce cycle, ont en même temps la signification de fonctions de capital¹¹. »

Une troisième cause très importante d'immobilisation du capital-argent provient de la façon dont le capital sort du processus de mise en valeur, et il faut ici mentionner de nouveau deux causes principales de formation de capital-argent immobilisé.

Le capital industriel, considéré du point de vue de sa transformation se divise, comme on sait, en deux parties. Une partie de ce capital est pendant chaque période de cette transformation entièrement consommée et sa valeur passe dans le produit. Dans une filature, par exemple, où l'on produit mensuellement 10 000 livres de fil, qui sont vendues à la fin du mois, la valeur correspondante de laine, huile de graissage, gaz d'éclairage, charbon et force de travail, est consommée pendant ce mois, valeur que le capitaliste récupère au moment de la vente du produit. Cette partie du capital, qui est remplacée en une période de transformation, est le capital circulant. D'un autre côté, la production a exigé des bâtiments, des machines, etc., qui continuent, après la fin d'une période de transformation, à fonctionner dans le processus de production. De leur valeur, par conséquent, seule une partie, correspondant à l'usure moyenne pendant une période de transformation, a été transférée dans le produit. Si leur valeur est, disons, de 100 000 marks, leur durée de fonction de cent mois en moyenne, 1 000 marks reviendront par la vente du fil, pour l'amortissement des bâtiments et des machines. Cette partie du capital, qui fonctionne pendant toute une série de périodes de transformation, constitue le capital fixe.

Il devient par conséquent au propriétaire de la filature constamment de l'argent de la circulation en remplacement de son capital fixe, qu'il doit conserver sous forme d'argent, jusqu'à ce qu'il ait atteint, au bout de cent mois, le montant de 100 000 marks, nécessaires pour acheter de nouvelles machines. Ici aussi par conséquent il y a formation de trésor, qui est lui-même un « élément du processus de reproduction capitaliste, reproduction et stockage sous forme d'argent de la valeur du capital fixe ou de ses différents éléments jusqu'au moment où le capital fixe est épuisé, ce qui signifie qu'il a transféré toute sa valeur dans les marchandises produites et doit être remplacé en nature¹². »

En même temps, nous voyons qu'une partie des capitalistes retirent constamment de l'argent de la circulation pour remplacer la valeur du capital fixe usé. La forme d'argent est ici essentielle; la valeur du capital fixe ne peut être remplacée qu'en argent, parce que le capital fixe en tant que tel continue à fonctionner dans le processus de production et par conséquent n'a pas besoin d'être remplacé en nature. C'est donc la sorte déterminée du mode de reproduction du capital fixe qui rend ici l'argent nécessaire. Ce que l'argent permet seulement ici, c'est la séparation et l'autonomie de la circulation de valeur du capital fixe par rapport au maintien de sa fonction technique dans le processus de production.

La façon dont le capital fixe revient provoque par conséquent des stockages et, par là, des immobilisations périodiques de capital-argent.

Une dernière cause de libération de capital-argent est encore le genre d'accumulation capitaliste. Pour que la plus-value puisse fonctionner comme capital, employé soit pour l'extension d'entreprises déjà existantes, soit pour fondation d'entreprises nouvelles, il faut qu'elle ait atteint une certaine grandeur, dont les dimensions dépend des conditions techniques et économiques des entreprises en question. Mais, à chaque achèvement d'un cycle, un morceau de plus-value, au début sous forme d'argent, est réalisé. Normalement, il faut qu'un certain nombre de ces cycles soient accomplis jusqu'à ce que les sommes de plus-values réalisées soient suffisantes pour pouvoir être transformées en capital de production. Ainsi des sommes d'argent sont constamment mises en réserve par les différents capitalistes, sommes représentant la plus-value réalisée pour eux, jusqu'à ce qu'elles soient devenues suffisantes pour être employées d'une façon productive. Nous avons affaire ici à du capital-argent immobilisé, qui provient du processus de mise en valeur et doit être stocké pendant un certain temps jusqu'à ce qu'on puisse l'employer d'une façon productive.

Le stockage peut déjà avoir lieu dans la simple circulation des marchandises. Il suffit pour cela que, dans le processus M-A-M, la seconde partie A-M ne se réalise pas, que par conséquent le vendeur de la marchandise n'achète pas de nouveau, mais mette l'argent en réserve. Toutefois, une telle conduite n'est que fortuite et arbitraire. Dans la circulation du capital, un tel stockage n'est qu'une nécessité découlant de la nature du processus lui-même. La différence par rapport à la simple circulation de marchandises est en outre celle-ci, que ce ne sont pas seulement des moyens de circulation qui sont libérés, mis en réserve, mais du capital-argent, de l'argent qui était en même temps un stade du processus de mise en valeur et qui doit s'efforcer maintenant de rentrer de nouveau dans ce processus, devenir de nouveau capital-argent ; il exerce par conséquent une pression sur le marché de l'argent. .

Ainsi naît, du mécanisme même de la circulation du capital, la nécessité que du capital-argent en plus ou moins grande quantité soit immobilisé pour un temps plus ou moins long. Mais cela signifie que pendant ce

11 Marx, *Le Capital*, II, p. 52.

12 *Ibidem*, p. 449.

temps-la il ne peut pas donner de profit, ce qui est un péché mortel du point de vue capitaliste. Toutefois, les dimensions dans lesquelles le capital commet ce péché dépend, comme c'est le cas de presque tous les péchés, de facteurs objectifs, que nous allons examiner maintenant.

DIMENSIONS VARIEES DU CAPITAL IMMOBILISE ET LEURS CAUSES

Nous savons déjà que, pendant le temps de circulation du capital, un certain capital-argent supplémentaire est nécessaire pour continuer la production, capital-argent qui est périodiquement immobilisé. Si maintenant, dans notre premier exemple, le temps de circulation est ramené de trois à deux semaines, 1 000 marks deviendront superflus et seront mis en réserve sous forme de capital-argent. En tant que tel, il entre dans le marché de l'argent et constitue une partie supplémentaire des capitaux qui y fonctionnent. Les 1 000 marks supplémentaires n'existaient jusqu'alors sous forme d'argent qu'en partie, celle qui servait au paiement de la force de travail, 500 marks en revanche ayant été employés à l'achat de moyens de production et existant par conséquent sous forme de marchandise. Maintenant ils sont retirés entièrement, et sous forme d'argent, du processus de circulation de ce capital.

« Les 1 000 marks ainsi retirés sous forme d'argent constituent maintenant un nouveau capital-argent à la recherche de placement, une nouvelle partie du marché de l'argent. Certes, ils se trouvaient déjà périodiquement sous la forme de capital-argent libéré et de capital productif supplémentaire, mais ces états latents étaient eux-mêmes la condition de l'accomplissement, parce que de la continuité, du processus de la production. Maintenant ils ne sont plus nécessaires dans ce but et constituent donc un nouveau capital-argent et une partie du marché du capital, quoiqu'ils ne forment ni un élément supplémentaire de la réserve d'argent sociale existante (car ils existaient déjà au début de l'affaire et ont été jetés par elle dans la circulation), ni un trésor nouvellement accumulé¹³. On voit ici par conséquent comment, avec une même réserve d'argent, ce n'est que par une réduction du temps de circulation du capital que naît une offre accrue de capital-argent. Car l'argent est prédestiné par sa fonction antérieure en tant que capital à devenir de nouveau du capital.

Si, au contraire, le temps de circulation se prolonge, disons, de deux semaines, il faudra un capital supplémentaire d'un montant de 2 000 marks, qui devront être tirés du marché de l'argent pour entrer dans le circuit du capital productif (où est toujours compris le temps de circulation). Sur ces 2 000 marks, la moitié sera transformée peu à peu en force de travail, l'autre moitié peut-être immédiatement en moyens de production. L'allongement de la transformation a donc pour effet un accroissement de la demande sur le marché de l'argent.

Les facteurs les plus importants qui affectent la période de transformation elle-même sont les suivants : « Dans la mesure où la durée plus ou moins grande de la période de transformation dépend de la période de travail au sens propre, c'est-à-dire celle qui est nécessaire pour rendre le produit prêt pour le marché, elle repose sur les conditions matérielles de production données des différents placements de capital, qui, dans l'agriculture, ont davantage le caractère de conditions naturelles de la production, et, dans la manufacture et la plus grande partie de l'industrie extractive, varient à mesure que se développe le processus de production lui-même¹⁴. »

Ici, deux tendances se manifestent. Le développement de la technique raccourcit la période de travail : le produit est fabriqué plus rapidement, sort plus rapidement de la fabrique pour venir sur le marché et, s'il s'agit de produits discrets, en plus grandes quantités, on fabrique davantage qu'avant, un capital plus important se transforme donc plus rapidement ; le progrès technique raccourcit la période de travail, permettant ainsi une transformation plus rapide du capital circulant et de la plus-value. Mais en même temps ce progrès signifie un accroissement du capital fixe, dont la période de transformation est plus longue, englobe toute une série de transformations du capital circulant. Cet accroissement du capital fixe progresse à une allure plus rapide que celui du capital circulant. Une partie de plus en plus grande du capital global ralentit ainsi sa transformation. Abstraction faite du crédit, il y aurait ainsi dans le ralentissement de la transformation une autre raison - la première est l'allongement de l'échelle de la production en tant que telle - à une avance accrue de capital-argent, dont une plus grande partie également resterait disponible.

« Dans la mesure où la durée de la période de travail repose sur l'importance des livraisons (les quantités dans lesquelles le produit en tant que marchandise est jeté sur le marché), cela a un caractère conventionnel ; Mais la convention elle-même a pour base matérielle l'échelle de la production et n'est par conséquent fortuite que dans le détail. » Ici aussi croît en général la quantité et avec elle l'avance de capital. Cependant il faut tenir compte que plus grande quantité, par suite du progrès technique, peut signifier moindre prix et rendre par conséquent nécessaire une avance d'argent moins importante.

« Dans la mesure enfin où la durée de la période de transformation dépend de la durée de la période de

¹³ *Ibidem*, p. 274.

¹⁴ *Ibidem*, pp. 303 et 304.

circulation, cela est déterminé en partie par les changements qui surviennent constamment dans la situation du marché, la facilité plus ou moins grande des transactions et la nécessité qui en découle de jeter une partie du produits sur un marché plus proche ou plus éloigné. Abstraction faite de l'importance de la demande, en général, le mouvement des prix joue ici un rôle essentiel en ce sens qu'en cas de baisse des prix les ventes sont volontairement réduites, tandis que la production se poursuit; au contraire, quand les prix montent, la production et la vente vont de pair, celle-ci parfois précédant la première. Cependant Il faut considérer comme base matérielle particulière la distance qui sépare du marché le lieu de production¹⁵. »

Comme le profit naît dans la production, qu'il n'est réalisé que par la circulation, on s'efforce constamment de transformer dans la mesure du possible tout capital en capital de production. D'où la tendance à réduire au minimum les frais de circulation en remplaçant l'argent métallique par de l'argent-crédit et à réduire le temps de circulation lui-même en développant la technique commerciale au moyen de la vente la plus rapide possible des produits. A quoi s'oppose une tendance contraire : l'élargissement des marchés et le développement de la division internationale du travail. Tendance dont l'effet est atteint par le développement des moyens de transport.

Enfin, il nous faut signaler encore que la durée du temps de transformation du capital est un facteur décisif pour la rapidité avec laquelle la plus-value peut être à son tour transformée en capital ou stockée. Plus le temps de transformation est court, plus la réalisation de la plus-value sous forme d'argent et sa transformation en capital sont rapides.

Tous ces facteurs susmentionnés : la composition organique du capital, en particulier le rapport du capital fixe au capital circulant, le développement de la technique commerciale, qui raccourcit le temps de circulation, de développement des moyens de transport, qui agit dans le même sens, la tendance contraire qui découle de la recherche de marchés toujours plus éloignés, la différence dans le rythme des reflux du capital due aux fluctuations de la conjoncture, enfin le rythme plus ou moins rapide de l'accumulation productive, tous ces facteurs exercent leur influence sur la masse du capital immobilisé et sur la durée de cette immobilisation.

A cela s'ajoute l'influence des changements de prix des marchandises. Si le prix des matières premières baisse, le capitaliste que nous avons pris pour exemple n'a pas besoin, pour maintenir la production au même niveau, d'avancer 1 000 marks par semaine, mais, disons, 900 marks seulement, et par conséquent, pour toute la période de transformation de son capital, non plus 9 000 marks, mais seulement 8 100 marks, tandis que 900 marks sont libérés. « Ce capital-argent ainsi rendu disponible et inoccupé, capital cherchant par conséquent un placement sur le marché de l'argent, n'est qu'une partie du capital de 9 000 marks initialement avancé comme capital-argent, partie qui, par suite de la baisse du prix des éléments de la production, d'où il revient périodiquement transformé, est devenue superflue si l'affaire n'est pas élargie, mais maintenue sur les mêmes bases qu'e précédemment. Si cette baisse des prix n'était pas due à des circonstances fortuites (récolte particulièrement abondante, augmentation des importations, etc.), mais à un accroissement de la capacité productrice dans la branche qui fournit les matières premières, ce capital-argent serait un supplément absolu au marché de l'argent et, d'une façon générale, au capital disponible sous la forme de capital-argent, parce qu'il ne constituerait pas une partie intégrante du capital déjà employé¹⁶. »

Réciproquement, une hausse des prix des matières premières exige un capital-argent supplémentaire, ce qui a pour effet un accroissement de la demande sur le marché de l'argent.

Il est clair que tous les facteurs ci-dessus considérés sont d'une grande importance pour le développement du marché de l'argent pendant les fluctuations périodiques provoquées par les changements de la conjoncture. Au début de la période de prospérité, les prix sont bas, les reflux du capital sont encore rapides, le temps de circulation court. Pendant la haute conjoncture, les prix montent et le temps de circulation s'allonge. Les besoins de crédit pour la circulation augmentent, de même que pour la production élargie. L'allongement du temps de circulation tout comme la hausse des prix rendent nécessaire un capital supplémentaire, qu'il faut aller chercher sur le marché de l'argent et qui diminue par conséquent la quantité de capital de prêt disponible.

Le progrès de la composition organique du capital s'accompagne en général d'un allongement du temps de transformation du capital. Non seulement s'accroît l'importance du capital employé, mais aussi le temps pendant lequel il fonctionne dans le processus de la production. Le temps nécessaire jusqu'à ce que le capital avancé revienne à son point de départ s'allonge. Le capitaliste doit par exemple avancer 10 000 marks si le temps de transformation de son capital est de dix semaines. S'il emploie une nouvelle méthode de production, qui rend nécessaire une avance de 60 000 marks, et si le temps de transformation est maintenant de trente semaines, il faut retirer 60 000 marks du marché de l'argent. Un capital six fois plus important devrait maintenant être avancé pour un temps trois fois plus long.

Plus le temps de transformation du capital est long, plus il faut attendre jusqu'à ce que la contre-valeur des marchandises retirées du marché (moyens de production et moyens de subsistance pour les ouvriers)

¹⁵ *Ibidem*, p. 304.

¹⁶ *Ibidem*, p. 277.

revienne sous forme de marchandises sur le marché. On retire donc, des marchandises du marché, contre lesquelles on ne met à sa disposition que de l'argent. Celui-ci n'est pas ici une forme provisoire, mais une forme de valeur permanente pour les marchandises retirées du marché. Sa valeur est devenue indépendante par rapport aux marchandises. La valeur des marchandises est ici remplacé absolument par l'argent, étant donné que le remplacement par d'autres marchandises ne peut avoir lieu qu'à un tout autre moment.

« Supposons que la société n'est pas capitaliste, mais communiste. Dans ce cas le capital-argent disparaît complètement et de même les déguisements des transactions qui ont lieu grâce à lui. L'affaire se réduit simplement à ceci, que la société doit calculer d'avance la quantité de travail, de moyens de production et de subsistance qu'elle doit consacrer sans aucune interruption à des branches d'activité telles que l'installation de voies ferrées, par exemple, qui pendant longtemps, un an ou d'avantage, ne pourront fournir ni moyens de production, ni moyens de subsistance, ni aucun effet utile quelconque, mais qui soustraient à la production globale annuelle du travail des moyens de production et de subsistance. Dans la société capitaliste, en revanche, où la raison sociale ne se fait toujours valoir que *post festum*, de grandes perturbations peuvent et doivent ainsi se produire constamment. D'une part, pression sur le marché de l'argent tandis qu'au contraire la légèreté de ce marché fait naître de son côté de telles entreprises en masse, donc précisément les circonstances qui ensuite ont provoqué la pression sur le marché de l'argent. D'autre part, pression sur le capital productif disponible de la société. Comme des éléments du capital productif sont constamment retirés du marché et qu'en échange seul un équivalent d'argent est jeté sur ce marché, la demande solvable s'accroît sans livrer d'elle-même un élément quelconque d'approvisionnement. D'où hausse des prix, tant des moyens de subsistance que des matières premières nécessaires à la production. A cela s'ajoute que pendant ce temps on triche régulièrement, que de grands transferts de capital ont lieu ...¹⁷. »

Ici, la différence de la transformation devient un facteur de trouble dans la proportionnalité de la reproduction et par là - nous le verrons -, un élément de crise.

Il résulte de ce qui précède, premièrement qu'une partie du capital global social fonctionnant dans la production est constamment immobilisée sous forme de capital-argent, et deuxièmement que l'importance de ce capital-argent immobilisé est soumise à de fortes variations et que ces variations doivent exercer une influence directe sur le marché du travail, sur l'offre et la demande de capital-argent.

Mais cette immobilisation de capital est en contradiction avec la fonction du capital, qui est de produire du profit. On s'efforce donc de réduire cette immobilisation au minimum, tâche qui constitue une nouvelle fonction du crédit.

TRANSFORMATION PAR LE CREDIT DU CAPITAL-ARGENT INACTIF EN CAPITAL PRODUCTIF

La façon dont cette tâche peut être accomplie est très claire. Nous savons déjà que du capital-argent est périodiquement libéré du processus de circulation du capital. Mais ce capital-argent tiré du circuit d'un capital individuel eut fonctionné comme capital-argent dans le circuit d'un autre capital s'il est mis par le crédit à la disposition de cet autre capitaliste. Ainsi la libération périodique du capital constitue une base importante pour le développement des conditions de crédit.

Toutes les causes par conséquent qui ont mené à l'immobilisation du capital deviennent maintenant autant de causes de formation de rapports de crédit et tous les facteurs qui agissent sur la masse du capital immobilisé déterminent maintenant l'expansion et la contraction de ce crédit.

Si par exemple des pauses se produisent dans le processus de transformation d'un capital, avec comme résultat l'interruption de ce processus, de telle sorte que le capital reste fixé en tant que capital-argent, il se crée un capital-argent latent qui est mis maintenant par l'intermédiaire du crédit à la disposition d'autres capitalistes. C'est le cas avec des processus de production discontinus, ceux qui par exemple dépendent de la saison, que ce soit par suite des conditions naturelles (agriculture, pêche au hareng, production sucrière, etc.), ou par suite de circonstances conventionnelles, tels les travaux saisonniers. Mais chaque libération de capital-argent signifie la possibilité d'emploi de ce capital-argent par l'intermédiaire du crédit à d'autres fins productives en dehors du circuit du capital individuel qu'il libère¹⁸.

¹⁷ *Ibidem*, p. 302.

¹⁸ C'est là-dessus que repose l'activité compensatrice de ces banques qui dirigent vers les secteurs industriels le capital-argent libéré dans les secteurs agricoles, dont les besoins d'argent varient constamment. Quelle influence peut exercer d'autre part la convention, c'est ce que montre l'exemple suivant tiré de la fabrication moderne de la chaussure. Que dans cette industrie le capital circulant ne se transforme pas plus de deux fois par an, quoique le processus de fabrication d'une chaussure ne dure en moyenne que trois à quatre semaines, cela s'explique par le fait

Si en revanche le circuit est interrompu à d'autres stades, où aucun capital-argent n'est libéré, alors au contraire, pour maintenir la production en état de marche, un fonds de réserve est nécessaire, qui doit être conservé également sous forme d'argent, ou faire appel au crédit.

D'une part, donc, la nature du processus de circulation donne la possibilité de procurer du crédit de capital. Mais, comme l'argent représente toujours des frais de circulation et que la production capitaliste a tendance à développer tout son potentiel de façon à ne pas accroître dans les mêmes proportions le capital-argent, ce crédit devient une nécessité.

D'autre part, toute perturbation dans le processus de circulation, toute prolongation des processus M-A ou A-M fait apparaître la nécessité d'un capital supplémentaire, d'un capital de réserve, en vue de maintenir la production en état de marche. Nous avons vu que, toutes choses égales d'ailleurs, la quantité de l'argent dépend de la somme des prix des marchandises en circulation.

Si par conséquent des changements de valeur interviennent dans le processus de la production, la masse du capital-argent s'en trouve affectée. Si les prix montent, on utilise du capital-argent supplémentaire, s'ils baissent, du capital-argent est libéré. « Plus les perturbations sont grandes, plus est important le capital-argent que le capitaliste industriel doit posséder pour pouvoir attendre que les choses reprennent leur cours normal et, comme dans le développement de la production industrielle l'échelle de chaque processus de production individuel et, par là, l'importance minima du capital à avancer s'élargissent, cette circonstance vient s'ajouter aux autres pour transformer de plus en plus la fonction du capitaliste individuel en un monopole de grands capitalistes d'argent, isolés ou associés¹⁹. »

Mais le crédit qui s'édifie sur la libération du capital-argent se distingue essentiellement du crédit de paiement, lequel, sur la base de la simple circulation des marchandises, ne découle que du changement de fonction de l'argent. C'est là un point qui nécessite de plus amples explications.

que les principales commandes en cours d'année se font autour de Pâques ou de la Pentecôte. La marchandise est fabriquée dans l'intervalle et est entreposée, car elle n'est pas retirée avant la date fixée pour la livraison ou tout au moins l'obligation, de paiement du commerçant en chaussures ne prend effet qu'à cette date (voir Karl Reke, *La Grande Industrie allemande de la chaussure*, Iéna, 1908, p. 55). Ces circonstances exercent également une influence déterminante sur l'utilisation du crédit. « Les particularités des affaires saisonnières dans l'industrie de la chaussure obligent aussi les fabriques de chaussures à travailler avec des banques. Les sommes qui affluent après la saison principale sont transférées dans les banques, qui de leur côté mettent, le reste de l'année, à la disposition des fabriques les sommes nécessaires pour le paiement des salaires et autres dépenses d'entretien et se chargent également du paiement par virements ou chèques, des matières premières » (*op. cit.*, p. 57).

¹⁹ Marx, *Le Capital*, II, p. 84. Ici est prédite par conséquent la domination des banques sur l'industrie, le phénomène le plus important des temps modernes, alors que les germes de cette évolution étaient à peine visibles.

CHAPITRE V - LES BANQUES ET LE CREDIT INDUSTRIEL

Le crédit apparaît d'abord comme simple résultat de la fonction modifiée de l'argent en tant que moyen de paiement. Si le paiement n'a lieu qu'un certain temps après la vente, pour cet intervalle de temps l'argent est crédité. Cette forme de crédit suppose par conséquent des propriétaires de marchandises, des capitalistes productifs dans la société capitaliste développée. Si nous supposons le processus isolé et accompli en une seule fois, cela signifie que le capitaliste A possède une réserve de capital suffisante pour pouvoir attendre les rentrées d'argent de B, lequel ne dispose pas de la somme nécessaire au moment de l'achat. Pour cette unique obtention de crédit, A doit posséder autant d'argent en plus que B en a besoin jusqu'à la date du paiement. L'argent ne serait pas ainsi épargné, mais seulement transféré. Il en est différemment si le bon de paiement fonctionne lui-même comme moyen de paiement, en d'autres termes si A, non seulement donne du crédit à B, mais en prend lui-même de C, en ce sens qu'il paye C avec la traite de B. Si C a lui-même un paiement à faire à B et le paye avec sa propre traite, les achats et ventes entre A et B, A et C, et C et B se sont effectués sans l'intermédiaire de l'argent. On a donc épargné de l'argent, et comme par ailleurs cet argent aurait dû être, en tant que capital supplémentaire (pour le processus de circulation du capital-marchandises), entre les mains des capitalistes productifs, du capital-argent a donc été épargné pour eux. La traite a remplacé l'argent en exerçant elle-même la fonction d'argent, autrement dit en fonctionnant comme argent de crédit. Une grande partie des processus de circulation, même les plus importants, jouent entre les capitalistes productifs eux-mêmes. Toutes ces transactions peuvent en principe être effectuées à l'aide de traites : une grande partie d'entre elles se compensent mutuellement et seule une certaine quantité d'argent liquide est nécessaire pour le règlement du solde. Ici par conséquent les capitalistes se font du crédit entre eux. Ce qu'ils créditent ainsi, ce sont les marchandises, qui représentent pour eux un capital-marchandises, mais celles-ci comme simples porteurs d'une certaine quantité de valeur, supposée, lors de la vente, déjà réalisée dans sa forme socialement valable, par conséquent comme porteurs d'une certaine somme d'argent, que représente la traite. La circulation des traites repose par conséquent sur la circulation des marchandises mais de marchandises qui ont déjà été réalisées en argent au moyen de la vente, même si cette transformation n'a pas encore été rendue socialement valable, mais n'existe qu'en tant qu'acte privé dans la promesse de paiement de l'acheteur¹.

Ce crédit, tel qu'il a été considéré ici, se faisant entre les capitalistes productifs eux-mêmes, nous l'appelons crédit de circulation. Nous avons vu qu'il remplace de l'argent, par conséquent épargne du métal précieux, puisqu'il signifie transfert de marchandises sans l'intermédiaire de l'argent. L'extension de ce crédit repose sur l'extension de ces transferts de marchandises et, comme il s'agit ici de capital-marchandises - d'opérations entre capitalistes productifs -, sur l'élargissement du processus de reproduction. Ce dernier une fois élargi, la demande de capital sous forme de capital productif (machines, matières premières, force de travail, etc.) augmente du même coup.

L'augmentation de la production signifie en même temps augmentation de la circulation, laquelle entraîne à son tour une augmentation du crédit argent. La circulation des traites augmente et peut être augmentée, parce que la quantité des marchandises mises en circulation s'accroît. Ce qui est possible sans que la demande de métal précieux ait besoin de s'accroître, elle aussi. De même le rapport entre la demande et l'offre de capital-argent n'a pas besoin d'être modifié. Car l'offre peut s'accroître en même temps et dans la même proportion que le besoin de moyens de circulation, puisque, en raison de l'accroissement de la quantité de marchandises, on peut dépenser de l'argent-crédit en plus grande quantité.

Ici, la circulation des traites a augmenté². Ce crédit accru n'affecte absolument en rien le rapport de l'offre et de la demande des éléments du vrai capital productif. Le processus de production a été élargi et les marchandises nécessaires pour une production accrue ont été fournies. Nous avons ainsi un crédit accru et un capital productif plus grand. L'un comme l'autre se traduisent par une circulation de traites accrue. Mais cela n'a entraîné aucune modification dans le rapport de l'offre et de la demande de capital sous forme d'argent. Seule cette demande influe sur le taux d'intérêt. Donc un crédit accru, même s'il ne s'agit que de crédit de circulation, peut aller de pair avec un taux d'intérêt resté le même.

1 Si l'on voit seulement que les traites sont fondées sur l'échange des marchandises en oubliant que cet échange de marchandises ne s'effectue d'une façon valable que socialement, que les traites se compensent, que la balance est soldée avec de l'argent liquide, et que les traites non payées sont remplacées par de l'argent, on aboutit à l'utopie du billet-marchandises, de l'argent-travail etc., du signe de crédit, qui, détachés du métal, doivent représenter la valeur des marchandises.

2 Le montant total des traites mises en circulation dans l'année s'élevait (en millions de marks) en 1895 12 060, en 1895 à 15 241, en 1905 à 25 506. Dans ces chiffres, les acceptations bancaires étaient, respectivement, de 1965, soit 16 %, de 3530, soit 23 %, et de 8000, soit 31 %. Dans ces sommes sont comprises les traites non mises en circulation : traites de cautionnement, de dépôt, etc. (W. Prion, *Les Affaires d'escompte de traites*, Leipzig, 1907, p. 51).

La circulation des traites n'est limitée que par la somme des transactions vraiment effectuées. Alors que le papier d'Etat peut être émis en quantités surabondantes, ce qui a pour résultat de faire baisser la valeur de chaque coupure prise a part, mais non celle de l'ensemble, les traites ne peuvent être tirées en principe que pour des affaires déjà conclues et ne sont par conséquent pas émises en quantités surabondantes. Si l'affaire est simulée, truquée, la traite est sans valeur. Toutefois, cette non-valeur d'une traite isolée n'affecte absolument pas la masse des autres.

Mais, que des traites ne puissent pas être émises en quantités excessives, cela ne prouve pas que la somme d'argent pour laquelle elles sont émises ne puisse pas être trop élevée. Si une crise se produit, entraînant une dépréciation générale des marchandises, les engagements de paiement ne peuvent être entièrement tenus. L'arrêt des transactions rend impossible la transformation de la marchandise en argent. Le fabricant de machines qui a compté sur la vente de sa machine pour payer la traite qu'il avait tirée pour l'achat de fer et de charbon ne peut maintenant plus la payer et ne peut pas non plus la compenser par une autre traite reçue de l'acheteur de sa machine. S'il ne dispose pas d'autres ressources, sa traite est maintenant sans valeur, bien qu'elle ait représenté, au moment où il l'a tirée, un capital-marchandises - le fer et le charbon qui lui ont servi à fabriquer sa machine³.

Le crédit de traites est du crédit pour la durée du processus de circulation et remplace le capital supplémentaire, qu'il faut conserver pendant le temps de circulation. Ce crédit de circulation, les capitalistes productifs se l'accordent eux-mêmes entre eux; c'est seulement quand les rentrées ne se font pas que de l'argent doit être mis à disposition par des tiers, les banques. De même, celles-ci interviennent quand la vente des marchandises qui sont la condition de la circulation des traites s'arrête, soit parce que ces marchandises sont momentanément invendables soit parce que les transactions sont interrompues pour des raisons spéculatives. Les banques ne font donc ici que compléter le crédit de traites.

Le crédit de circulation élargit ainsi la base de la production au-delà du capital-argent se trouvant entre les mains des capitalistes, qui ne constitue plus pour eux que la base de l'édifice de crédit, un fonds pour le règlement des traites et un fonds de réserve destiné à couvrir les pertes au cas où elles seraient dépréciées.

L'économie d'argent sera d'autant plus grande que les traites se compenseront davantage entre elles. Pour cela des installations spéciales sont nécessaires : les traites doivent être rassemblées et confrontées les unes avec les autres. Ces fonctions sont remplies par les banques. Ainsi l'économie d'argent devient d'autant plus grande que la même traite sert plus souvent de moyen de paiement. Mais la circulation de la traite pourra être d'autant plus étendue que sa capacité de paiement est plus sûre. L'estimation de crédit d'une traite, qui doit fonctionner comme moyen de circulation et de paiement, doit être connue. Cette fonction incombe également aux banques. Elles remplissent les deux fonctions en achetant les traites, ce qui revient à accorder elles-mêmes le crédit. Elles remplacent le crédit commercial par le crédit bancaire, autrement dit, leur crédit propre, en donnant des billets en échange de la traite et en remplaçant ainsi la traite commerciale et industrielle par leur propre traite. Car le billet de banque n'est en réalité qu'une traite sur le banquier, traite qu'on accepte plus volontiers que celle de l'industriel ou du commerçant. Le billet de banque repose par conséquent sur la circulation des traites. Si le papier d'Etat est garanti par le minimum socialement nécessaire des transactions commerciales, la traite par la transaction effectuée en tant qu'acte privé du capitaliste, le billet de banque est garanti par la traite, la promesse de paiement qui engage tout l'avoir des personnes ayant participé à l'échange. En outre, l'émission de billets est limitée par le nombre des traites escomptées, limitées elles-mêmes par le nombre des actes d'échange accomplis.

Le billet de banque n'est donc, à l'origine rien d'autre qu'une traite de la banque, qui remplace la traite des capitalistes productifs⁴. Avant l'époque de l'apparition des billets de banque, les traites circulaient, souvent pourvues de cent signatures, jusqu'à leur échéance, et réciproquement les billets de banque étaient établis à l'origine, à la façon des traites, pour les montants les plus différents et pas seulement pour des sommes rondes. Ils ne portaient même pas toujours le caractère de traites à vue. Autrefois, il n'était pas rare que des banques émissent des billets qui n'étaient payables ni à vue ni au lendemain du jour de leur présentation, mais au gré de la banque émettrice, auquel cas ils portaient intérêt jusqu'au jour du paiement⁵.

Un premier changement, qui ne supprime du reste pas les lois économiques, est introduit par l'intervention de l'Etat, dans le but de garantir la convertibilité de billet en limitant directement ou indirectement l'émission des billets de banque et en en faisant le monopole d'une banque placée sous le contrôle de l'Etat. Dans les pays où le papier d'Etat fait défaut et est limité à un montant inférieur au minimum social, le billet de banque prend la place

3 Mais si la circulation normale des marchandises est interrompue par des événements extraordinaires de caractère non économique, tels que guerres ou révolutions, il convient de ne pas tenir compte de ce temps d'interruption dans le temps normal de circulation et d'attendre que ces événements soient passés. Cela se fait par la prescription légale d'un moratoire pour les traites.

4 Par capitalistes productifs, nous entendons les capitalistes qui réalisent un profit moyen, par conséquent les industriels et les commerçants, à la différence des capitalistes de prêt, qui reçoivent un intérêt, et des propriétaires fonciers, qui reçoivent une rente.

5 James Wilson, *Capital, Currency and Banking*, Londres, 1847, p. 44.

occupée d'ordinaire par le papier d'Etat. Si, dans certaines périodes de crise, on impose au billet de banque un cours forcé, il devient lui-même par là papier d'Etat⁶. La réglementation artificielle de l'émission des billets échoue dès que les circonstances exigent une émission de billets accrue. C'est ce qui se produit quand la crise entraîne l'effondrement du crédit, que l'argent-crédit d'un grand nombre de capitalistes privés (par conséquent un grand nombre de traites) perd de sa solidité et qu'il faut combler la place qu'il occupait dans la circulation par des moyens de circulation supplémentaires. La loi fait faillite et est violée, comme ce fut le cas récemment aux Etats-Unis, ou suspendue, comme les « actes de Peel » en Angleterre. Le fait qu'on accepte le billet de banque, alors que de nombreuses autres traites sont refusées, repose uniquement sur le crédit de la banque. Si celui-ci était ébranlé, lui aussi, il faudrait imposer le cours forcé des billets de banque ou procéder à l'émission directe de papier d'Etat. Car, dans le cas contraire, on devrait créer, comme lors de la dernière crise américaine, des moyens de circulation privés. Mais ce serait là un moyen beaucoup moins efficace pour combattre la crise monétaire aggravée par une législation défectueuse sur les billets de banque⁷.

Pas plus que les traites, on ne peut émettre en quantités surabondantes les billets de banque

6 Bien entendu, la banque continuera d'escompter ces billets et, dans la mesure où ils sont émis contre des traites et autres couvertures, ils continuent de remplir les fonctions de l'argent-crédit. Mais cela n'empêche nullement qu'ils sont du papier-monnaie d'Etat, et c'est ce que démontre le fait qu'ils perdent de leur valeur quand on émet plus de papier que n'en exige le minimum de circulation sociale. Si cela ne se produit pas, il n'y a naturellement aucune dépréciation. Du fait que les avances à l'Etat, qui ont pour effet d'accroître la quantité de papier en circulation indépendamment des besoins du commerce et de l'industrie, restèrent en Angleterre limitées, même pendant la période des restrictions bancaires la dépréciation le fut également. Cependant Diehl a tort d'écrire : « Mais, même avec les billets de banque non convertibles et ayant qualité de paiement légal, il ne peut être question d'une monnaie de papier, car, si grave que soit l'absence d'obligation de remboursement (*gravité que Diehl, qui ne tient pas compte des expériences autrichiennes, surestime d'ailleurs - R. H.*), même dans ce système, on n'émet pas des billets de banque pour mettre de l'argent en circulation, mais sous forme de prêts à l'Etat ou aux commerçants, par conséquent contre des droits de réquisition que la banque obtient de son côté. Car tout dépend de la façon dont la banque mène ses affaires, mais non de la quantité de billets, que l'émission des billets ne serve qu'aux besoins de crédit de l'Etat et du commerce ou que par-delà ces besoins elle mène à une économie de papier-monnaie mettant en danger tout le crédit » (Karl Diehl, *Eclaircissements sociaux-scientifiques sur les lois fondamentales de l'économie chez Ricardo*, Leipzig. 1905, II, p. 235). Diehl ne voit pas la différence essentielle entre émission de billets basée sur l'escompte des traites, par conséquent sur une circulation de marchandises, qui exige de l'argent, mais pour laquelle de l'argent-crédit est mis à disposition, et émission de billets pour avances à l'Etat. Le billet remplace la traite, par conséquent une forme d'argent-crédit, par une autre, et la traite représente une vraie valeur de marchandise. Mais une émission de billets contre une promesse de paiement de l'Etat doit permettre à ce dernier d'acheter des marchandises pour lesquelles l'argent lui fait défaut. Quand l'Etat lance des emprunts sur le marché financier, il reçoit de l'argent se trouvant en circulation et, en le dépensant, il le remet de nouveau sur le marché monétaire. Ici, la quantité d'argent en circulation n'a pas besoin de changer. Mais l'Etat s'adresse à la banque, parce qu'il n'a précisément aucun autre crédit et il donne aux billets cours forcé parce que sans cela la banque ferait faillite. Les billets émis pour ces emprunts constituent un accroissement de la circulation et peuvent subir une dépréciation. C'est exactement comme si l'Etat émettait lui-même le papier-monnaie dont il a besoin pour ses paiements et non en passant par le détour de la banque. Avec cette différence que ce détour est avantageux pour la banque, parce qu'elle reçoit des intérêts pour cet « emprunt » qui ne comporte que des frais d'impression. C'est, comme on sait, ce fait qui irrita si fort Ricardo contre la Banque d'Angleterre et l'amena à exiger de faire de l'émission de papier-monnaie - en quoi il confondait, à vrai dire, papier d'Etat et billet de banque - une affaire d'Etat. II n'est pas sans intérêt de constater que les fameuses propositions de Ricardo contenues dans ses *Proposals for an Economical and Secure Currency* ont été appliquées en partie dans la « pure monnaie de papier » autrichienne, et que précisément cette application a montré ce qu'il y avait de faux dans l'analyse de Ricardo.

7 En matière de législation financière, la société capitaliste se trouve placée devant un problème purement social. Mais cette société n'est pas consciente d'elle-même. Ses propres lois de développement lui restent cachées et ne doivent être découvertes péniblement que par l'analyse théorique. D'ailleurs, ses couches dominantes ont intérêt à refuser les résultats ainsi obtenus. Même si l'on fait abstraction des intérêts égoïstes des capitalistes d'argent qui sont considérés comme les experts les plus éminents en matière de législation financière, c'est le refus de la théorie de la valeur fondée sur le travail qui constitue un obstacle insurmontable à la compréhension des lois de la circulation de l'argent et des billets et aboutit, dans la législation financière anglaise, à la victoire des principes de l'école de la circulation, quoique cette doctrine ait déjà été conduite historiquement et théoriquement à l'absurde par les travaux de Tooke, de Fullarton et de Wilson. C'est une belle ironie de l'histoire que cette école ait pu - et dans une certaine mesure à juste titre - s'appuyer sur Ricardo, qui s'était efforcé auparavant d'appliquer d'une façon conséquente la théorie de la valeur fondée sur le travail, théorie que, sous l'impression de l'expérience de l'économie de papier-monnaie il avait dû ensuite abandonner. C'est le caractère anarchique de la société capitaliste qui lui interdit la réglementation consciente d'une tâche sociale. Péniblement et peu à peu elle tire des expériences réalisées dans différents pays et différentes époques des enseignements, qu'elle n'a pas la force de généraliser, comme le prouve le maintien de la politique financière américaine et anglaise, et même, quoique à un degré moindre, allemande. Et encore moins est-elle en mesure de tirer les conséquences des expériences les plus récentes : elle s'effraye déjà de la hardiesse d'un Knapp qui, sans les condamner ni les interpréter, en dégage une terminologie.

Du fait que le contrôle de la circulation monétaire et du crédit est une tâche purement sociale, on exige qu'il soit confié à l'Etat. Mais comme l'Etat capitaliste est déchiré par des intérêts de classe, certaines réserves se font entendre au sujet de l'accroissement de puissance qui en découlerait pour les couches qui dominent l'Etat. Cela aboutit à un compromis pour un large contrôle d'Etat sur une société privée privilégiée. Les intérêts privés des directeurs des banques nationales ne sont nullement en rapport avec le pouvoir dont ils jouissent. Ici, en effet, la gestion libre de l'intérêt privé au moyen de l'utilisation pour son propre compte du crédit

convertibles - et les billets non convertibles ne sont rien d'autre en fait que du papier d'Etat à cours forcé⁸. La circulation se débarrasse du billet de banque dont elle n'a plus besoin en le rendant à la banque. Comme elle se substitue aux traites, l'émission de billets de banque est soumise aux mêmes lois que la circulation de traites et s'étend parallèlement à celle-ci aussi longtemps que le crédit reste intact mais, en tant que moyen de paiement dont le crédit est resté inébranlé dans la crise, le billet de banque, de même que l'argent liquide, remplace la traite dès que la circulation des traites se contracte violemment du fait de la crise de crédit.

Au fur et à mesure du développement du système bancaire, où tout l'argent inactif afflue dans les banques, le crédit bancaire se substitue au crédit commercial, de telle sorte que de plus en plus toutes les traites ne servent pas dans leur forme initiale de moyen de paiement en circulant entre les capitalistes productifs, mais dans leur forme nouvelle de billets. La compensation et le règlement des soldes se font maintenant dans et entre les banques, une disposition technique qui accroît le cercle de la compensation possible et diminue encore le montant d'argent liquide nécessaire au règlement des soldes.

L'argent que jusque-là devaient conserver les capitalistes eux-mêmes pour régler le solde résultant de la compensation de leurs traites est maintenant devenu pour eux superflu; il est déposé dans les banques, qui s'en servent pour le règlement des soldes. D'où diminution de la partie du capital que les capitalistes productifs devaient conserver par devers eux sous forme de capital-argent.

Comme le banquier remplace la traite par son propre crédit, il a lui aussi besoin de crédit, mais seulement d'un petit capital propre sous forme d'argent en tant que fonds de garantie pour sa solvabilité. Ce que font ici les banques, c'est, en remplaçant le crédit inconnu par le leur propre, plus connu, permettre à l'argent-crédit de circuler en plus grande quantité. Elles permettent également par là de multiplier la compensation des engagements de paiement sur un espace plus vaste et aussi dans le temps élargissant ainsi l'édifice du crédit dans une mesure plus grande que n'aurait pu le faire la circulation des traites entre les capitalistes productifs eux-mêmes.

Mais il ne faut pas considérer doublement le capital que les banques, en escomptant les traites, mettent à la disposition des capitalistes productifs ; la plus grande partie des dépôts en banque appartient à la classe des capitalistes productifs qui, avec le développement du système bancaire, déposent dans les banques tout leur capital-argent disponible. Ce capital-argent constitue, nous l'avons vu, la base de la circulation des traites. Mais c'est le capital propre de la classe. Par l'escompte des traites, la classe en tant que telle ne reçoit pas un nouveau capital. On n'a fait que remplacer le capital sous une de ses formes d'argent (promesse de paiement de la banque et éventuellement argent liquide). Il ne s'agit que de capital-argent, dans la mesure où il remplace un capital-marchandises déjà réalisé ; par conséquent, la somme d'argent est ici considérée du point de vue génétique. Mais, du point de vue purement fonctionnel, il ne s'agit toujours que d'argent - moyen de paiement ou d'achat.

Bien entendu, la substitution du crédit bancaire au crédit des capitalistes productifs peut également se faire sous d'autres formes. C'est ainsi que, dans les pays où existe un monopole des émissions de billets, les banques privées mettent leur crédit à la disposition des capitalistes productifs en « endossant » leurs traites, c'est-à-dire en y apposant leur signature, et en garantissant ainsi leur solvabilité. De cette manière, la traite bénéficie du crédit de la banque, ce qui accroît sa capacité de circulation comme si elle était remplacée par les billets de cette banque. On sait qu'une grande partie des transactions commerciales internationales se font à l'aide de ce genre de traites. En principe, entre des traites ainsi garanties et des billets émis par des banques privées, il n'y a aucune différence⁹.

Le crédit de circulation, dans le sens que nous venons d'employer, consiste par conséquent en la création d'argent-crédit. Il rend par là la production indépendante de la limite de la somme d'argent liquide existante, et par argent liquide nous entendons aussi bien les lingots de métal précieux, la monnaie d'or ou d'argent, que le

national pourrait avoir des conséquences néfastes. Le caractère social de la tâche rend indispensable l'exclusion ou du moins la limitation de l'intérêt du profit.

8 « Je n'hésite pas un instant à me déclarer d'accord avec le principe tant décrié des anciens directeurs de banque de 1810, selon lequel, tant qu'une banque n'émet ses billets qu'en vue d'escompter de bonnes traites d'une durée de 60 jours au maximum, elle a raison d'en émettre autant que le public veut en prendre. Il y a, à mon avis dans ce principe, si simple soit-il, plus de vérité et de compréhension des lois qui régissent la circulation monétaire que dans n'importe quelle prescription faite depuis sur ce sujet » (Fullarton, *op. cit.*, p. 207).

9 « Le principal moyen d'effectuer des paiements dans le commerce international est la traite. Alors qu'autrefois dans la traite commerciale la compensation se faisait visiblement entre Etats, au cours de la dernière décennie la traite bancaire est venue de plus en plus au premier plan, derrière lequel est cachée la précédente, mais aussi celle qui découle d'autres obligations, par exemple des affaires de devises. Dans la traite commerciale, le genre particulier de l'achat de marchandises précédent disparaît; dans la traite bancaire, en revanche, conformément à la tendance actuelle, l'abstraction est poussée encore plus loin, et l'on ne peut plus conclure qu'elle est fondée sur l'échange des marchandises. On peut dire seulement qu'elle doit satisfaire une demande d'argent découlant d'un fait économique. A ce genre de paiement le crédit international peut maintenant s'attacher » (A. Sartorius von Walterhausen, *Le Système économique du placement de capital à l'étranger*, Berlin, 1907, pp. 258 sq.).

papier d'Etat à cours forcé et la monnaie divisionnaire, dans la mesure où ils constituent le minimum de circulation socialement nécessaire.

Mais le crédit de circulation en tant que tel n'opère ni transfert de capital-argent d'un capitaliste productif à un autre, ni afflux d'argent d'autres classes (improductives) à la classe capitaliste pour être transformé par elle en capital. Si le crédit de circulation remplace par conséquent l'argent liquide, nous appelons crédit de capital le crédit dans sa fonction, laquelle consiste à transformer de l'argent, sous quelque forme que ce soit - argent liquide ou argent-crédit - d'argent inactif en capital-argent actif. Crédit de capital pour cette raison que ce transfert est toujours un transfert à ceux qui, par l'achat des éléments du capital productif, emploient l'argent en tant que capital-argent.

Nous avons vu au chapitre précédent comment, au cours du processus de production capitaliste, apparaît de l'argent libre, stocké, qui doit servir de capital-argent. Ce sont les sommes qui, liées momentanément par le processus de production, sont immobilisées momentanément, les sommes mises en réserve pour remplacer le capital fixe et la plus-value mise de côté, jusqu'à ce qu'elles soient devenues assez importantes pour l'accumulation. Ici, il y a trois choses à faire : d'abord, rassembler les sommes isolées jusqu'à ce que leur total soit devenu suffisant pour être employé d'une façon productive; ensuite, les mettre à la disposition des personnes appropriées; enfin, les mettre à leur disposition pour le temps qui convient.

Nous avons vu plus haut comment l'argent-crédit est né de la circulation. Maintenant, nous avons affaire à l'argent qui ne fonctionne pas; mais l'argent ne peut remplir qu'une fonction d'argent, et il ne peut la remplir que dans la circulation. C'est pourquoi le crédit ne peut rien faire d'autre dans cette fonction que mettre en circulation de l'argent qui ne circule pas.

Mais, en tant que crédit capitaliste, il ne le met en circulation que pour en tirer plus d'argent; il le met en circulation en tant que capital-argent pour le transformer en capital productif. Il accroît ainsi le volume de la production, accroissement que doit précéder l'accroissement du volume de la circulation, Celui-ci se produit sans l'intervention d'un argent nouveau, mais seulement par l'utilisation d'un argent ancien, mais inactif, à des fins de circulation.

Ici s'ensuit par conséquent de nouveau le besoin d'une fonction économique qui consiste à ressembler le capital-argent inactif et à le répartir ensuite.

Mais le crédit a ici un autre caractère que le crédit de circulation. Celui-ci fait que l'argent fonctionne comme moyen de paiement. Le paiement, pour une marchandise vendue, est crédité. De l'argent qui autrement devrait entrer dans la circulation, est épargné, parce qu'il est remplacé par de l'argent-crédit. Pour cette somme, de l'argent véritable est superflu, qui autrement devrait exister, D'un autre côté, on ne met à la disposition du capitaliste aucun nouveau capital. Le crédit de circulation ne fait que donner à son capital-marchandises la forme de capital-argent.

Tout autre est le crédit de capital. Il n'est que transfert d'une somme d'argent, que son possesseur ne peut pas employer comme capital, à quelqu'un qui peut l'employer en tant que tel. C'est là sa destination. Car, si elle n'était pas employée en tant que capital, sa valeur ne pourrait être maintenue et refluer. Mais, considéré socialement le retour de l'argent à son propriétaire est toujours nécessaire pour qu'on puisse le prêter avec sécurité. Il y a donc ici transfert d'argent, et non pas épargne d'argent, en général. Le crédit de capital consiste par conséquent en transfert d'argent qui, de capital inactif doit être transformé en capital actif¹⁰. Celui-ci n'épargne pas, comme le crédit de paiement, des frais de circulation, mais élargit, au moyen de la même somme d'argent, la fonction du capital productif.

La possibilité du crédit de capital découle ici des conditions de la circulation du capital-argent lui-même, découle du fait qu'à intervalles périodiques une certaine quantité d'argent, dans le circuit individuel du capital, est immobilisé. Une partie des capitalistes le déposent dans les banques, qui à leur tour le mettent à la disposition des autres.

Pour l'ensemble de la classe capitaliste, l'argent ne reste pas alors inactif : s'il est immobilisé quelque part comme trésor, le crédit le transforme immédiatement en capital-argent actif dans un autre processus de circulation. Ainsi se réduisent pour toute la classe les dimensions du capital-argent à avancer. Cette réduction découle du fait que les pauses de la circulation rendent ici l'argent transférable, ce qui permet d'éviter que l'argent reste immobilisé sous forme de trésor. Toute la classe capitaliste n'a besoin alors que de ne laisser immobilisée qu'une toute petite partie de l'argent en vue de remédier éventuellement aux irrégularités et aux perturbations de la circulation.

Nous avons affaire jusqu'ici aux capitalistes productifs (industriels et commerciaux) qui font leurs échanges,

¹⁰ Comme l'argent est toujours prêté contre intérêt, qu'il prend par conséquent pour le prêteur caractère de capital, au contraire tout capital prêté, quelles que soient ses fonctions, qu'il constitue le point de départ pour un nouveau capital productif ou serve seulement à la circulation d'un capital déjà existant, est considéré comme capital et la demande d'argent comme moyen de paiement est confondue avec celle d'argent en tant que capital.

comme par exemple l'achat de moyens de production, à l'aide d'argent-crédit. Maintenant, le capitaliste productif devient capitaliste prêteur. Mais ce n'est que provisoirement, quand son capital-argent est au repos, en attendant d'être transformé en capital productif. Et, de même qu'à un certain moment il prête à un autre, il emprunte à un deuxième capitaliste productif. Ce caractère de capitaliste prêteur n'est d'abord que provisoire et c'est seulement avec le développement du système bancaire qu'il devient la fonction essentielle de ce système.

Le capital-argent fonctionne par l'intermédiaire du crédit en plus grande quantité que sans lui. Le crédit a pour effet de réduire le capital inactif au minimum nécessaire pour empêcher des perturbations ou tout autre changement imprévu dans le processus de circulation du capital. L'immobilisation du capital-argent pendant un certain temps au cours du processus de la circulation du capital individuel, le crédit s'efforce ainsi de la supprimer pour l'ensemble du capital social.

Il s'ensuit que la constitution de dépôts en banque du capital productif, de même que leur retrait, obéissent à certaines lois qui découlent de la nature de la circulation du capital productif, de sa durée. Reconnaître ces lois, c'est ce qu'enseigne aux banques l'expérience, qui leur indique le minimum de dépôts à ne pas dépasser en temps normal et leur permet de le maintenir à la disposition des capitalistes productifs.

Le « chèque » est le rapport direct au dépôt, tandis que la traite ne doit s'y rapporter que virtuellement. Le chèque se rapporte au dépôt individuel, la traite à celui de la classe tout entière. Car ce sont d'abord ses propres dépôts qui, dans l'escompte des traites, sont mis à la disposition de la classe capitaliste et, quand les paiements pour les traites arrivées à échéance ont lieu et que par conséquent les rentrées d'argent pour les marchandises vendues se produisent effectivement, reviennent toujours dans les banques en qualité de dépôts. Si les rentrées d'argent diminuent, si les recouvrements des traites baissent, les capitalistes doivent avoir à leur disposition du capital supplémentaire. Ils réduisent alors leurs dépôts et par conséquent le fonds sur lequel leurs traites sont escomptées. A ce moment-là, la banque doit intervenir, escompter les traites avec son propre crédit mais, comme la base de la circulation des traites, à savoir les dépôts, a diminué et que leur liquidité est amoindrie, elle ne peut pas sans danger accroître son propre crédit. Le ralentissement des rentrées a dans ce cas provoqué une demande accrue de crédit bancaire et, comme ce dernier n'est pas extensible à volonté, de capital bancaire, c'est-à-dire de capital de prêt. Ce qui se traduit par la hausse du taux d'intérêt. La fonction de la traite en tant que crédit d'argent s'est réduite. L'argent doit ici se substituer à lui et, du fait qu'on le retire des banques, il en résulte une demande accrue de capital-argent. Nous avons ici par conséquent diminution des dépôts avec une circulation de traites en volume égal ou même croissant et un taux d'intérêt plus élevé.

Que la somme des dépôts soit plusieurs fois plus importante que la somme d'argent liquide existante est déjà clair. L'argent métallique passe par toute une série de circuits et constitue en même temps la base de la circulation de l'argent-crédit. Chacun de ces circuits d'argent liquide ou d'argent-crédit peut se traduire par un dépôt chez le banquier. Ce qui fait que la somme des dépôts peut dépasser d'autant plus la somme d'argent liquide que le nombre des circuits de l'argent, y compris l'argent-crédit, est plus grand.

A dépose 1 000 marks à la banque. Celle-ci prête ces 1 000 marks à B. Ce dernier s'en sert pour payer une dette à C, lequel dépose à son tour ces 1 000 marks à la banque, qui les prête à nouveau, et ainsi de suite. « Les dépôts ... jouent un double rôle. D'une part, ils sont... prêtés comme capital rapportant intérêt et ne se trouvent par conséquent pas dans les coffres des banques, mais figurent seulement dans leurs livres comme avoirs des déposants. D'autre part, ils fonctionnent comme de simples inscriptions sur un registre, dans la mesure où les avoirs réciproques des déposants se compensent mutuellement par des chèques sur leurs dépôts et s'inscrivent l'un contre d'autre, la question étant indifférente de savoir si les dépôts se trouvent chez le même banquier, de telle sorte que le dernier inscrive les différents comptes les uns contre les autres, ou dans plusieurs banques, qui dans ce cas échangent leurs chèques en ne réglant que les différences¹¹. »

D'après ce qui précède, la banque a agi d'abord en tant qu'intermédiaire du rapport de paiement, qu'elle élargit par la concentration des paiements et la compensation de leurs différences locales; ensuite elle a transformé le capital-argent inactif en capital-argent actif, qu'elle a rassemblé, stocké, réparti, et par là réduit au minimum nécessaire à la circulation du capital social.

Elle exerce enfin une troisième fonction en rassemblant, sous forme d'argent le revenu de toutes les autres classes et en les mettant à la disposition de la classe capitaliste en tant que capital-argent. Les capitalistes voient donc affluer vers eux, en plus de leur propre capital-argent, que gèrent les banques, l'argent immobilisé de toutes les autres couches sociales...

Pour pouvoir remplir cette fonction, les banques doivent le plus possible rassembler, stocker et mettre ensuite à la disposition des capitalistes productifs tout l'argent qui reste immobilisé dans les mains de leurs propriétaires. Pour cela, le meilleur moyen est de donner un intérêt sur les dépôts et d'installer des succursales pour recevoir ces dépôts. Cette prétendue décentralisation, prétendue parce qu'elle est d'ordre purement géographique et non économique, réside ainsi dans la nature même de la fonction bancaire, qui est de transférer dans la production les capitaux inactifs.

11 Marx, *Le Capital*, III, 2^e partie, p. 8.

Le capital-argent que les banques mettent à la disposition des capitalistes industriels peut être employé par ceux-ci de deux manières à l'élargissement de la production : on peut demander du capital-argent pour le transformer, soit en capital circulant, soit en capital fixe. La différence est importante à cause de la façon différente dont se font les rentrées. Du capital-argent, avancé pour l'achat de capital circulant, reflue de la même manière, c'est-à-dire que sa valeur, une fois terminée la période de transformation est entièrement reproduite et transformée de nouveau sous forme de capital-argent. Il en est autrement lorsque du capital-argent est avancé pour être transformé en capital fixe. Ici, l'argent ne rentre que peu à peu pendant une longue série de périodes de transformation et reste immobilisé pendant tout ce temps. Cette sorte différente de reflux détermine ainsi une sorte différente d'immobilisation de l'argent de la banque. Celle-ci a investi son capital dans l'entreprise capitaliste et participe ainsi au sort de cette entreprise. Cette participation est d'autant plus solide que le capital bancaire fonctionne d'avantage comme capital fixe dans l'entreprise. En face du commerçant, la banque est beaucoup plus libre qu'en face de l'entreprise industrielle. Avec le capital du commerçant ce qui entre surtout en ligne de compte c'est le crédit de paiement. C'est ce qui explique pourquoi les relations entre capital commercial et capital bancaire se déroulent, nous le verrons, tout autrement qu'entre ce dernier et le capital industriel.

Les formes dans lesquelles le capital bancaire, y compris les fonds étrangers, dans les dimensions mentionnées plus haut, est mis à la disposition des capitalistes producteurs sont variées : dépassement de leurs propres dépôts, ouverture de crédit et de comptes courants. Leur distinction n'est d'aucune importance fondamentale; ce qui compte c'est à quoi les fonds sont employés : placement de capital fixe ou de capital circulant¹².

Mais cette fixation de capital exige aussi par ailleurs un plus grand capital propre des banques, qui sert de fonds de réserve et de garantie pour le retrait des sommes mises en dépôt. Les banques d'affaires doivent par conséquent toujours disposer d'un capital considérable, contrairement aux banques de dépôts. C'est ainsi qu'en Angleterre la proportion du capital-actions déposé par rapport aux obligations de la banque est extrêmement faible : « A la London and Country Bank, cette proportion était en 1900 de 4,38 %¹³. » C'est ce qui explique l'importance des dividendes versés par les banques anglaises de dépôts.

Au début du développement, le crédit se fait principalement à l'aide de traites; c'est du crédit de paiement que les capitalistes productifs, industriels et commerciaux, se font mutuellement; le résultat en est l'argent-crédit. Si le crédit est concentré dans les banques, le crédit de capital l'emporte de plus en plus sur le crédit de paiement. En outre, le crédit que les industriels se font entre eux peut revêtir différentes formes. Les industriels gardent à la banque tout le capital qu'ils possèdent sous forme d'argent. Peu importe s'ils se font mutuellement du crédit à l'aide de traites ou s'ils s'accordent mutuellement des bons sur leur crédit bancaire. Les crédits bancaires peuvent se substituer au crédit par traites, d'où une diminution de la circulation des traites. A la traite industrielle et commerciale s'est substituée la traite bancaire, laquelle repose sur une obligation de l'industriel vis-à-vis de la banque¹⁴.

Cette évolution du crédit de paiement au crédit de capital a un caractère international. Au début, l'Angleterre - nous laissons ici de côté la position analogue du capitalisme hollandais par rapport à l'anglais à l'époque du capitalisme primitif - accorde aux pays étrangers qui achètent les produits anglais principalement du crédit commercial, tandis qu'elle règle ses propres achats, dans une proportion plus grande, au comptant. Aujourd'hui, il en est autrement : le crédit n'est pas accordé uniquement ou en premier lieu pour les transactions commerciales, donc en tant que crédit commercial, mais pour des placements de capitaux. On cherche à s'emparer de la production étrangère au moyen de crédit de capital, et ceux qui louent ce rôle ne sont pas les pays les plus industrialisés (Etats-Unis, Allemagne), mais des pays comme la France, la Belgique et la Hollande, laquelle on le

12 Les économistes, qui oublient dans l'analyse de la marchandise les formes spécifiques de l'acte d'échange et n'en considèrent que le contenu, négligent au contraire dans les formes évoluées des opérations de crédit et de Bourse le contenu et ne se lassent pas de raffiner à l'infini sur ces formes. Jeidels me paraît lui aussi, dans son excellent ouvrage intitulé *Les rapports entre les grandes banques allemandes et l'industrie* (Leipzig, 1905), accorder aux formes des opérations de crédit une importance excessive.

13 Jaffé, *op. Cit.*, p. 200.

14 Il faut constater la substitution dans presque toutes les branches d'industrie, et déjà réalisée dans les industries extractives et de transformation, du paiement au comptant (dans lequel on englobe également le paiement bancaire) au paiement par traites. A l'aide du crédit bancaire, particulièrement sous la forme d'acceptations, le commerçant paye comptant au moyen d'un virement ou d'un chèque, de telle sorte que la simple circulation de traites diminue de plus en plus. C'est surtout vrai des grandes et meilleures traites de marchandises, parce que dans les couches les plus élevées du commerce la richesse en capital s'est déjà fortement développée. Mais dans le commerce d'outre-mer, d'où provenaient jusqu'ici les meilleures traites, comme, par exemple, le commerce des grains, il est devenu courant, au lieu de donner des traites à deux ou trois mois, de payer à terme si l'on n'utilise pas les acceptations bancaires. Ce changement est fondé sur le fait que l'acheteur peut, en payant comptant, obtenir des conditions plus avantageuses, même s'il a recours dans ce but au crédit bancaire. Autour des traites de marchandises encore en circulation se développe une forte émulation, tant entre la Banque d'Etat et les banques de crédit qu'entre les différents groupes de ces dernières. Les énormes concentrations de capital dans les grandes banques poussent à un placement de traites correspondant, ce qui a pour résultat de faire baisser le prix des bonnes traites de marchandises très au-dessous du taux d'escompte de la Reichsbank, jusqu'au niveau de celui des banques privées (Prion, *op. cit.*, p. 120).

sait, a déjà financé le capitalisme anglais au XVII^e et XVIII^e siècles. L'Angleterre occupe ici une position intermédiaire. D'où la différence des mouvements d'or dans les banques centrales de ces pays. Le mouvement d'or de la Banque d'Angleterre sert d'indice pour les conditions internationales de crédit du fait que Londres est depuis longtemps le seul marché de l'or tout à fait libre et que par conséquent c'est là qu'est concentré le commerce de l'or. En France, la politique des primes d'or, en Allemagne certaines pressions exercées par la direction de la Reichsbank, empêchent le mouvement complètement libre de l'or. Le mouvement anglais de l'or, du fait que le crédit que fournit l'Angleterre est encore essentiellement du crédit commercial, dépend de l'état de l'industrie et du commerce, Les dispositions de la Banque de France avec son immense encaisse d'or et ses engagements commerciaux relativement faibles, sont beaucoup plus libres. C'est elle qui, vient au secours de la Banque d'Angleterre quand celle-ci est secouée par des ébranlements du crédit commercial.

Cette indépendance relative du crédit à l'égard du crédit commercial est importante, parce qu'elle signifie une certaine supériorité pour le banquier. Chaque commerçant et industriel a certaines obligations de crédit qui doivent être remplies à un certain moment. Mais lui-même, pour pouvoir les remplir, dépend aujourd'hui des dispositions de son banquier, qui, en restreignant son crédit pourrait éventuellement le mettre dans l'impossibilité de le faire. Aussi longtemps que la masse principale du crédit était du crédit commercial et les banquiers essentiellement des marchands de traites, ce n'était pas le cas. Là, le banquier dépendait lui-même plutôt de la marche de l'affaire du paiement des traites; il lui fallait éviter le plus possible de réduire le crédit qui lui était demandé, aussi longtemps que cela marchait plus ou moins bien, car autrement il pouvait détruire tout le crédit des traites, d'où une grande tension de son propre crédit jusqu'à l'hypertension et le krach. Aujourd'hui, ou le crédit commercial ne joue plus ce rôle, tenu maintenant par le crédit de capital, la banque est beaucoup mieux en mesure de contrôler la situation.

Un certain développement du crédit étant donné, l'utilisation, du crédit pour l'entreprise capitaliste devient une nécessité qui lui est imposée par la concurrence. Car, pour le capitaliste individuel, l'utilisation du crédit signifie un accroissement de son taux de profit. Si le taux de profit moyen, représente 30 %, le taux d'intérêt 5 %, un capital de 1 million de marks donnera un profit de 300 000 marks. (Sur ce profit, dans les calculs du capitaliste, 250 000 marks seront inscrits comme bénéfice de l'entrepreneur, 50 000 marks comme intérêt pour son capital). S'il réussit à obtenir un deuxième million, il aura un profit de 600 000 marks, moins 50 000 marks qu'il devra payer comme intérêt pour le deuxième million, soit un gain de 550 000 marks. Son bénéfice d'entrepreneur s'élevé maintenant à 500 000 marks, bénéfice qui, calculé après comme avant sur son propre capital de 1 million de marks, représente par conséquent un taux de profit de 50 %, contre l'ancien de 25 %. Si son capital agrandi, de même que l'extension de la production, lui permettent de produire à meilleur marché, son gain augmentera encore. Si les autres capitalistes ne peuvent pas utiliser le crédit dans les mêmes proportions ou ne le peuvent qu'à des conditions plus dures, il pourra réaliser un surprofit.

Si la situation du marché est défavorable, l'avantage que procure l'utilisation du crédit se manifeste d'une autre manière. Le capitaliste qui utilise du capital étranger peut ramener ses prix, pour les dimensions ou il utilise du capital emprunté, au-dessous du coût de production (prix de revient plus profit moyen) Jusqu'à $r + i$ (prix de revient, plus intérêt), de telle sorte qu'il lui est possible de vendre la totalité de ses marchandises au-dessous de leur coût de production sans diminuer son profit sur son propre capital. Il sacrifie seulement le bénéfice de l'entrepreneur sur le capital qui ne lui appartient pas, non le profit sur son capital propre. L'utilisation du crédit lui procure ainsi, dans les périodes de basse conjoncture, un avantage dans la lutte des prix, avantages qui croît en proportion du crédit utilisé, Ainsi le capital leur appartenant en propre, qu'utilisent les capitalistes productifs, n'est pour eux que la base d'une entreprise qui, à l'aide, du capital emprunté, s'étend au-delà des limites de ce capital propre¹⁵. L'accroissement du bénéfice de l'entrepreneur par l'utilisation du crédit est le même pour le capitaliste individuel que pour son propre capital. Il n'affecte en rien le niveau du taux de profit moyen social. Mais il augmente naturellement la masse du profit et, par là, le rythme de l'accumulation, En lui permettant d'accroître la production, la force productive du travail, il procure aux capitalistes qui peuvent utiliser le crédit les premiers ou sur une échelle plus vaste que d'autres un surprofit pour, dans une phase ultérieure du développement, grâce aux progrès réalisés vers une meilleure composition du capital, liés généralement à l'extension de la production, réduire le taux de profit. L'accroissement du bénéfice de l'entrepreneur pousse le capitaliste individuel à faire de plus en plus appel au crédit. Appel facilité par le stockage de tout le capital-argent dans les banques. Cette tendance, née dans l'industrie, doit réagir à son tour sur la façon dont les banques accordent leur crédit.

Le renforcement de la tendance au crédit a d'abord pour résultat de faire demander du crédit pour le capital circulant : une partie de plus en plus importante du capital appartenant en propre à l'entrepreneur est transformée en capital fixe, tandis que pour une partie considérable du capital circulant on fait appel à des capitaux étrangers. Mais, plus s'accroît l'échelle de la production, et par conséquent la partie du capital fixe, plus se manifeste la tendance à limiter le crédit au capital circulant. Toutefois, si l'on a besoin de crédit également pour le capital fixe, les conditions dans

15 De quels crédits élevés il s'agit, dans certains cas, c'est ce qui ressort par exemple d'une note de *L'Actionnaire* de l'année 1902, selon laquelle il est fréquent que des industries aient à payer des intérêts pour 20 à 40 % en tant que dettes bancaires. A l'assemblée générale de l'entreprise sidérurgique de Neusse, anciennement Rudolf Daelen un actionnaire calculait que les dettes de cette entreprise s'élevaient au cours des années 1900 à 1903, à 26,85, 105 et 115 % des ressources de l'entreprise; sur les 718 000 marks de dettes en 1903 500 000 marks étaient des dettes bancaires sur un capital-actions de 1 million de marks (Jeidels, *op. cit.*, p. 42)

lesquelles il est accordé changent du tout au tout. Le capital circulant est, après une période de transformation, revenu sous forme de capital-argent, alors que le capital fixe en revanche, ne revient que peu à peu, au cours d'une série de périodes de transformation et au fur et à mesure de son usure progressive, sous forme d'argent. Du capital-argent, qui a été transformé en capital fixe, est ainsi lié pour une longue période, il doit être avancé pour longtemps. Mais les capitaux de prêt qui ont été mis à la disposition de la banque doivent pour la plupart pouvoir être remboursés à tout moment. On ne peut donc en prêter qu'une partie seulement pour être transformé en capital fixe, celle qui reste assez longtemps entre les mains de la banque. Ce qui n'est le cas d'aucun capital de prêt individuel. Mais, sur la totalité du capital de prêt, il y en a toujours une grande partie entre les mains de la banque, une partie dont la composition change constamment mais qui n'en existe pas moins. C'est cette partie restée à la disposition des banques que celles-ci peuvent prêter pour qu'elle soit transformée en capital fixe Tandis que le capital individuel n'est pas propre, sous la forme de simple capital de prêt, à servir de placement en tant que capital fixe - car il cesse par là d'être du capital de prêt et devient une partie du capital industriel, le capitaliste lui-même devenant, de capitaliste prêteur, un capitaliste industriel -, cette partie, qui est toujours à la disposition de la banque, est propre à être transformée en capital fixe. Elle sera, d'une part, d'autant plus grande, et d'autre part, d'autant plus constante, que le capital global à la disposition de la banque est plus important. C'est pourquoi la banque qui met à disposition du capital fixe doit déjà avoir une certaine extension, qui doit croître avec l'expansion des entreprises industrielles et même croître plus rapidement qu'elles. En outre, une banque ne pourra jamais participer à une seule entreprise, mais aura tendance à répartir son risque sur plusieurs entreprises. Et elle y sera poussée par le fait qu'ainsi les remboursements de ces avances se feront d'une façon plus régulière.

Mais, avec cette sorte de crédit, la position des banques vis-à-vis de l'industrie change. Tant que les banques ne font que servir d'intermédiaires pour les paiements, seul les intéresse en fait l'état momentané de l'entreprise, sa solvabilité du moment. Elles endossent les traites qui, après cet examen, leur paraissent bonnes, versent des avances sur marchandises sur les actions qui, d'après l'état momentané du marché, peuvent être vendues à des prix normaux. Leur vrai champ d'action est donc davantage le capital commercial que le capital industriel et en outre la satisfaction des besoins de la Bourse. De même, ses rapports avec l'industrie concernent moins le processus de production proprement dit que les ventes des industriels aux gros commerçants. Il en est autrement quand la banque met à la disposition des industriels du capital de production. Car, ce qui l'intéresse alors, ce n'est plus l'état actuel de l'entreprise et les prévisions sur l'état futur du marché. L'intérêt qu'elle porte à une entreprise n'est plus momentané mais durable, et plus est important le crédit qu'elle lui a accordé, plus surtout la partie du capital de prêt transformé en capital fixe l'emporte, plus cet intérêt est grand et durable.

Mais en même temps s'accroît l'influence de la banque sur l'entreprise.

Tant que le crédit n'était que passager et que par conséquent l'entreprise ne recevait de la banque que son capital circulant, il était relativement facile de rompre ce lien. Une fois écoulée la période de transformation, l'entreprise pouvait rembourser les sommes prêtées et chercher un autre donneur de crédit. Il n'en est plus de même quand une partie du capital fixe provient elle aussi du crédit. La dette, dans ce cas, ne peut être remboursée qu'au bout d'un temps très long. L'entreprise reste liée à la banque. Mais, dans cette situation, la banque est, en règle générale, des deux partenaires, le plus fort. Elle dispose toujours de capital sous sa forme liquide, toujours prête, de capital-argent. L'entreprise, elle, est obligée d'attendre la retransformation de la marchandise. Si le processus de la circulation s'arrête ou si les prix de vente baissent, du capital supplémentaire est nécessaire, qu'on ne peut se procurer qu'au moyen du crédit. Car, avec l'extension du système du crédit, le volume du capital de chaque entreprise est réduit au minimum, et la moindre nécessité se présentant brusquement d'un accroissement de moyens liquides exige une opération de crédit, dont l'échec pourrait signifier la banqueroute pour l'entreprise. C'est le fait de disposer de capital-argent qui donne à la banque la suprématie sur l'entreprise, dont le capital est fixe en tant que capital de production ou capital-marchandises. A quoi il faut ajouter la supériorité du capital de la banque, qui la rend relativement indépendante de la transaction isolée, alors que pour l'entreprise tout dépend peut-être de cette transaction. Réciproquement, la banque peut, dans certains cas, être si fortement engagée dans une entreprise que son sort est lié au sien et qu'elle doit par conséquent se plier à toutes ses exigences. C'est en général la supériorité du pouvoir du capital, en particulier l'accroissement du capital-argent mis à sa disposition, qui décide de la dépendance économique au sein d'un rapport de débiteur à créancier.

Ce rapport nouveau à l'égard de l'industrie renforce toutes les tendances qui avaient déjà mené de la technique du système bancaire à la concentration. Une étude de ces tendances doit ici également distinguer les trois fonctions des banques, qui s'expriment dans le crédit de paiement (par conséquent la circulation des traites), le crédit de capital et, nous le verrons plus loin, les émissions d'actions.

Pour la circulation des traites, ce qui est déterminant, c'est avant tout l'extension des relations internationales. Elle exige un vaste réseau de relations étrangères. Ensuite, la plus longue durée de circulation de la traite étrangère met dans l'obligation de pouvoir utiliser éventuellement des moyens plus importants. Troisièmement, le règlement des traites par compensation fait apparaître ici des différences plus grandes. Le commerce des devises exige par conséquent une vaste et puissante organisation. « Ce qu'il y a de caractéristique ici, c'est que déjà la technique d'une banque déterminée qui, pour une industrie florissante, est d'une importance de plus en plus grande, fait naître à elle seule une tendance à la concentration. La traite, issue de la production industrielle, traite sur une firme étrangère ou sur une firme nationale, destinée essentiellement

au paiement de matières premières et de produits fabriqués, exige une organisation bancaire suffisamment ramifiée pour régler la circulation des traites en gros, spécialement avec l'étranger, mais aussi pour examiner la sécurité de chaque traite en particulier, c'est-à-dire de grandes banques ayant de nombreuses relations étrangères et des filiales nationales. Certes, la traite sert à l'industrie essentiellement pour le paiement et la création de crédit de paiement ; l'institut qui accorde ce crédit ne reçoit encore par là aucune possibilité d'intervenir d'une façon suivie et méthodique dans les industries qui reçoivent le crédit; ici, les relations entre la banque et l'industrie ne vont pas au-delà de l'examen nécessaire de la solvabilité du preneur de crédit et du taux de l'escompte¹⁶.

Pour pouvoir mener d'une façon lucrative les affaires de traites étrangères, il faut aussi que l'arbitrage des traites y soit lié étroitement. Pour cela il faut, d'une part, des relations étendues, de l'autre, de gros moyens financiers. Car les opérations d'arbitrage, pour être lucratives, doivent être menées rapidement et sur une grande échelle. Cette affaire d'arbitrage de traites consiste en ceci que par exemple, aux jours où à Londres la demande de traites sur Paris est plus grande que l'offre et les cours des traites correspondants n'en attirent de la part de firmes qui n'ont ni argent ni crédit en France, cette conjoncture est utilisée en tirant des traites sur Paris, que la firme sur laquelle on les a tirées garde sur place jusqu'à ce que se présente une occasion favorable de ramener les sommes en Angleterre¹⁷.

La gestion du crédit de capital se traduit dans l'importance accrue du mouvement des comptes courants¹⁸. « Cette importance en ce qui concerne les rapports, des banques avec l'industrie s'explique par trois raisons : 1°) par l'influence qu'il exerce sur le développement d'une entreprise, il crée un état de dépendance à l'égard des donneurs de crédit ; 2°) le caractère social du crédit bancaire industriel, plus encore que les affaires de crédit jusqu'ici mentionnées, influe sur l'organisation du système bancaire ; ... la concentration des banques, les relations particulières avec l'industrie ... exigent de nouveaux principes, une autre connaissance de l'industrie de la part des directeurs de banque; 3°) enfin, le mouvement des comptes courants industriels constitue le pivot de toutes les affaires de la banque avec l'industrie; l'activité de fondation et d'émission, la participation directe à des entreprises industrielles, à la direction des entreprises en qualité de membre du conseil d'administration, sont en de très nombreux cas vis-à-vis du crédit bancaire en rapport étroit de cause à effet. » D'un autre côté, le registre du compte courant est « un bon moyen pour la banque de juger et de contrôler l'entreprise industrielle; des transactions régulières signifient une bonne marche des affaires¹⁹ ». Grâce à ces relations régulières, la banque acquiert une connaissance exacte de l'entreprise, connaissance qui, sous un autre rapport, par exemple pour les affaires de Bourse, peut lui être très utile. En outre, le danger de crédits excessifs exige une stricte surveillance de l'entreprise industrielle, dont la première condition est que celle-ci ne travaille qu'avec une seule banque.

Si donc la fonction de la banque en tant que fournisseur de crédit exige, au fur et à mesure du développement de l'industrie, une concentration croissante du capital bancaire, il en est de même de sa fonction en tant qu'institut d'émission. En premier lieu, c'est dans les affaires qui donnent le plus de bénéfices que se fait sentir le plus fortement la supériorité d'une grande banque; elle fait le plus d'affaires, les plus grosses et les meilleures. Plus grande est la banque, plus grande la sécurité de ses émissions. Elle pourra en placer la plus grande partie auprès de ses propres clients. Mais il faut qu'elle soit en mesure de se procurer les sommes de plus en plus considérables que cela exige. Dans ce but, elle doit posséder des capitaux importants et exercer une grande influence sur le marché.

La grande banque peut attendre le moment propice pour la vente, elle peut, grâce au capital dont elle dispose, préparer la Bourse, et elle est en mesure, ensuite, de dominer l'évolution des cours des actions et de protéger ainsi le crédit de l'entreprise. Les exigences auxquelles doit répondre le pouvoir d'émission des banques grandissent au fur et à mesure du développement de l'industrie. La mobilisation du capital ne demande plus pour l'extension de production qu'une condition : la possession des moyens techniques nécessaires. En outre, elle

16 Jeidels, *op. cit.*, p. 32.

17 Jaffé *op. cit.*, p. 60.

18 Le système du crédit de comptes courants consiste en ceci qu'« il permet au débiteur de disposer du crédit convenu en une ou plusieurs fois et d'effectuer à tout moment des remboursements. Ce genre de crédit est avantageux pour le débiteur en ce sens qu'il peut utiliser les capitaux mis à sa disposition selon les besoins de son entreprise et réduire les frais que cela comporte. En revanche, la mise à disposition de capitaux au moyen de crédit de comptes courants signifie pour les banques un placement relativement solide, dont la durée certes n'est pas limitée, mais qui permet constamment des remboursements de la part du débiteur » (Prion, *op. cit.*, p. 102). Sur son importance en Allemagne, voici ce que dit notre auteur : « Il est d'usage d'adapter le taux d'intérêt du crédit de comptes courants au taux de l'intérêt de la Reichsbank, mais en cas de baisse de ce dernier, de ne pas le laisser tomber au-dessous d'un niveau minimum, qui est, en général, de 5 %. Outre cet intérêt pratiqué d'une façon générale, il est mis à disposition pour le genre particulier de crédit accordé par les banques une provision qui tient compte de la nature des liaisons commerciales, Elle représente le plus souvent un multiple des sommes accordées en crédit et effectivement utilisées et dépend de la rapidité des échanges. En tout cas, cette provision modifie à ce point le taux d'intérêt proprement dit au désavantage du preneur de crédit qu'en réalité, selon les accords conclus, il doit payer 2 à 3 % de plus que ne l'indique le calcul de l'intérêt existant théoriquement. »

19 Jeidels, *op. cit.*, pp. 32 sq.

supprime pour l'élargissement des entreprises la dépendance à l'égard des bénéfices de ces entreprises et permet, aux époques de haute conjoncture, des élargissements souvent brusques exigeant des interventions rapides de gros capitaux. Ces capitaux, elle ne peut se les procurer que là où ils se trouvent accumulés en grandes quantités, c'est-à-dire dans les banques, et elle doit de nouveau leur laisser le soin de rassembler ces capitaux sans ébranler le marché monétaire. Cela, la banque ne peut le faire que si le capital qu'elle dépense lui revient rapidement ou si les échanges ne se font que par un simple jeu d'écritures, ce qui se produira d'autant plus que les actions seront acquises par ses propres clients, qui en versent le montant à la banque en le prenant sur leurs dépôts et diminuent ainsi le passif.

Ainsi, de la technique elle-même naissent les tendances qui agissent également sur la concentration des banques, comme celle-ci agit sur la concentration industrielle, laquelle est la cause première de la concentration bancaire.

CHAPITRE VI - LE TAUX D'INTERET

Ce qui caractérise la production capitaliste, c'est la capacité pour chaque somme d'argent de fonctionner comme capital, par conséquent de donner un profit. Mais il faut pour cela qu'elle soit mise à la disposition du capitaliste productif. « Supposons que le taux de profit moyen annuel est de 20 %. Une machine d'une valeur de 100 livres sterling donnerait alors, employée comme capital dans des conditions moyennes d'intelligence et d'activité, un profit de 20 livres sterling. Une personne, par conséquent qui a 100 livres sterling à sa disposition, a dans sa main le pouvoir d'en faire, avec 100 livres, 120, ou de produire un profit de 20 livres sterling. Si cette personne confie pour un an ces 100 livres sterling à une autre, qui les utilise vraiment comme capital, elle lui donne le pouvoir de produire 20 livres sterling de profit, une plus-value qui ne lui coûte rien et pour laquelle il ne paye aucun équivalent. Si cette deuxième personne paye à la fin de l'année au propriétaire de ces 100 livres sterling, disons 5 livres sterling, c'est-à-dire une partie du profit produit, il paye ainsi la valeur d'usage des 100 livres sterling, c'est-à-dire la valeur d'usage de sa fonction de capital, de la fonction qui consiste à produire 20 livres sterling de profit. La partie du profit qu'il lui paye s'appelle intérêt, ce qui n'est par conséquent rien d'autre qu'un nom spécial, une rubrique spéciale pour une partie du profit, que le capital fonctionnant comme tel doit, au lieu de la mettre dans sa poche, payer au propriétaire du capital.

Il est clair que la possession de 100 livres sterling donne à son propriétaire le pouvoir d'obtenir l'intérêt, une certaine partie du profit produit par son capital. S'il ne confiait pas à un autre les 100 livres sterling, celui-ci ne pourrait pas produire le profit et d'une façon générale pas agir comme capitaliste en rapport avec ces 100 livres sterling¹ »

Du fait que le propriétaire prête son argent, ce dernier fonctionne pour lui comme capital, capital de prêt, puisque au bout d'un certain temps il lui revient accru. Mais le capital ne se met en valeur que dans le processus de production par l'exploitation de la force de travail, appropriation de travail non payé. C'est pourquoi le capital-argent du capitaliste prêteur doit devenir le capital-argent du capitaliste productif, pour se mettre en valeur dans le processus de production, pour produire du profit. Celle-ci est maintenant partagée: une partie revient, en tant qu'intérêt, au capitaliste prêteur, l'autre reste entre les mains du capitaliste productif. Comme l'intérêt est, dans les circonstances normales, une partie du profit, le profit est la plus haute limite possible de l'intérêt. Et c'est le seul rapport entre le profit et l'intérêt. En revanche, l'intérêt n'est pas une partie déterminée d'une manière quelconque, fixe, du profit. Le taux de l'intérêt dépend de la demande et de l'offre du capital de prêt. On peut imaginer une société capitaliste, avec les principes qui la caractérisent, même dans l'hypothèse où possesseurs d'argent et capitalistes productifs seraient confondus, où, en d'autres termes, tous les capitalistes productifs disposeraient en même temps du capital-argent nécessaire. Dans ce cas, il n'y aurait pas d'intérêt. En revanche, la production capitaliste est impensable sans production de profit ; les deux signifient au contraire la même chose. La création de profit est la condition comme le but de la production capitaliste. Sa production, la production de la plus-value qui est incorporée dans le surproduit, est objectivement déterminée ; le profit découle directement du rapport économique : le rapport du capital, la séparation des moyens de production et du travail et l'antagonisme du capital et du travail salarié. Son importance dépend de la nouvelle valeur que la classe ouvrière produit avec les moyens de production existants et du partage de cette nouvelle valeur entre la classe capitaliste et la classe ouvrière, qui est déterminée à son tour par la valeur de la force de travail. Nous n'avons affaire ici qu'à des facteurs déterminés objectivement.

Il en est autrement de l'intérêt. Celui-ci découle du fait - purement accidentel par rapport à ce qui constitue l'essence même du capitalisme, à savoir la séparation des moyens de production et du travail - que les capitalistes productifs ne sont pas les seuls possesseurs de l'argent, et qu'ensuite, dans le mouvement circulaire de capital individuel, tout le capital-argent n'est pas occupé à chaque instant, une partie de ce capital restant momentanément inactif. Ce sont les fluctuations de la demande par les capitalistes productifs de ce capital-argent qui déterminent la part du profit que les capitalistes prêteurs peuvent s'approprier².

Mais si l'intérêt dépend de l'offre et de la demande du capital-argent, reste à savoir par quoi elles sont déterminées. D'un côté il y a l'argent momentanément inactif, mais qui cherche à s'employer, de l'autre il y a le besoin d'argent des capitalistes productifs, qui veulent transformer ce capital-argent immobilisé en capital productif. Cette distribution est assurée par le crédit de capital dont l'Etat. Cette dernière détermine le taux d'intérêt. A chaque moment, la société capitaliste a à sa disposition une somme d'argent quantitativement donnée, qui

1 Marx, *Le Capital*, III, p. 323.

2 Pour pouvoir expliquer le prix par le rapport de l'offre et de la demande, celles-ci doivent avoir des grandeurs données et fixes. D'où la tendance, chez les partisans de la théorie de l'utilité marginale, à supposer l'offre constante par conséquent à, partir d'une donnée, il est donc logique que Schumpeter (*L'Essence et le principal contenu de la science économique*, Leipzig, 1908) dans son effort de démontrer le bien-fondé de la théorie de l'unité marginale, réduise finalement l'économie politique à une simple statistique, alors qu'elle doit être une dynamique, la théorie des lois de développement de la société. Car ainsi est formulé très heureusement et le plus nettement l'antagonisme à l'égard du marxisme, mais en même temps aussi l'inanité de la théorie marginale, *the final futility of final utility*, comme disait plaisamment Hyndman. Au point de vue économique, la difficulté consiste à expliquer les dimensions de l'offre, ce qui ne signifie rien d'autre qu'exposer les lois de la production. La demande elle-même est déterminée par la répartition et les lois selon lesquelles se fait la répartition du produit social. Mais, comme la difficulté n'est que dans l'exposé des facteurs qui déterminent les dimensions de l'offre.

représente l'offre, et au même moment, de l'autre côté, un besoin donné de capital-argent chez les capitalistes productifs, besoin provoqué par l'extension de la production et de la circulation. Il s'agit ici par conséquent de deux grandeurs à chaque moment déterminées qui se rencontrent en tant qu'offre et demande sur le marché de l'argent et déterminent le « prix de location de l'argent », le taux d'intérêt. Cette détermination n'offre d'ailleurs aucune difficulté : celle-ci provient uniquement de l'analyse de la variation du taux d'intérêt.

Il est clair tout d'abord qu'une extension de la production et, par là, de la circulation signifie une demande accrue de capital-argent. Celle-ci devrait par conséquent, si l'offre restait la même, entraîner une hausse du taux d'intérêt. Mais la difficulté apparaît du fait que l'offre, elle aussi, varie en même temps que la demande et précisément à la suite de l'augmentation de celle-ci. Si nous considérons la quantité d'argent constituant l'offre, nous voyons qu'elle se compose de deux parties, d'une part l'argent liquide existant, d'autre part l'argent-crédit. Or, nous avons vu en analysant le crédit de circulation que l'argent-crédit constitue un facteur variable qui s'étend au fur et à mesure de l'extension de la production. Mais celle-ci signifie une demande accrue de capital-argent; cette demande accrue trouve également une offre accrue fournie par l'argent-crédit accru par suite de l'extension de la production. Une modification du taux d'intérêt n'interviendra par conséquent que si le changement dans la demande du capital-argent est plus fort que celui de l'offre, c'est-à-dire qu'il y aura une hausse du taux d'intérêt si la demande de capital-argent croît plus vite que l'augmentation de l'argent-crédit. Quand sera-ce le cas? Tout d'abord, une augmentation de l'argent-crédit exige une augmentation de la masse d'argent liquide nécessaire en tant que réserve pour le paiement de l'argent-crédit. D'autre part, avec la circulation de l'argent-crédit croît aussi la partie de la masse d'argent liquide qu'il faut conserver pour le règlement du solde restant à payer après compensation. En outre, avec l'extension de la circulation croissent aussi les transactions où l'argent-crédit ne joue qu'un rôle insignifiant; les sommes nécessaires pour le paiement des ouvriers et le règlement des achats et des ventes dans le commerce de détail consistent en majeure partie en argent liquide. Ainsi diminuent les sommes disponibles pour les prêts, parce qu'une partie de l'argent liquide est nécessitée par ces autres fonctions. Enfin, l'augmentation de l'argent-crédit restera au-dessous des besoins de la production et de la circulation accrues dès qu'à la fin d'une période de prospérité il se produit un arrêt ou un ralentissement de la vente des marchandises.

Car cela signifie que les traites qui sont tirées contre les marchandises ne se compenseront plus et que tout au moins leur durée de circulation se prolonge. Mais, si les traites échues ne se compensent pas, elles doivent être payées en argent liquide. L'argent-crédit (par conséquent les traites ou les billets à ordre qui les remplacent) ne peut plus remplir dans les mêmes dimensions que précédemment les fonctions d'argent consistant à assurer la circulation des marchandises. La nécessité où l'on est de les payer crée une demande accrue d'argent liquide. L'argent-crédit fonctionnant vraiment a donc diminué, tandis que pour le remplacer la demande d'argent liquide augmente ; c'est cette demande qui provoque la hausse du taux d'intérêt.

Si par conséquent le montant absolu du taux d'intérêt dépend de l'état du crédit-argent, de même les variations dépendent surtout de l'état du crédit de circulation. L'analyse approfondie de ces variations ressort de l'étude des fluctuations de la conjoncture industrielle et sera donnée par conséquent en liaison avec celle-ci.

« Les variations du taux d'intérêt (abstraction faite de celles qui se produisent au cours de longues périodes ou de la différence du taux d'intérêt dans différents pays; les premières sont déterminées par des variations dans le taux de profit général, les secondes par des différences dans les taux de profit et dans le développement du crédit) dépendent de l'offre du capital de prêt, (toutes autres circonstances, état de la confiance, etc., étant supposées les mêmes), c'est-à-dire du capital qui est prêté sous forme d'argent, monnaie dure et billets, à la différence du capital industriel, que se prêtent en tant que tel, sous forme de marchandises, au moyen du crédit commercial, les agents reproductifs eux-mêmes³. »

Nous ne sommes pas entièrement d'accord avec ce qui précède. Marx fait dépendre les variations du taux d'intérêt de l'offre du capital, qui est prêté sous forme d'argent, monnaie dure et billets. Mais la question reste de savoir quel peut être le montant des billets. Pour l'Angleterre, dont Marx a manifestement en vue les conditions particulières la réponse est fournie par la prescription légale des « actes de Peel ». La somme totale de la monnaie dure et des billets se compose du montant total de la monnaie dure en circulation, de l'encaisse-or de la Banque et de 14 millions de livres sterling en billets, qui représentent la circulation de monnaie fiduciaire. En fait, ces billets remplissent la fonction de papier d'Etat en ce sens qu'ils représentent, ou du moins représentaient à l'époque de Peel le minimum de la circulation remplacé par des signes monétaires. Le total des billets est donc fixé une fois pour toutes en une certaine quantité par l'Etat. Toutefois, si l'on pose la question en général, les variations du taux d'intérêt dépendent de l'offre, de la quantité de l'argent qu'on peut prêter. Mais on peut prêter tout l'argent qui n'est pas en circulation. Ce qu'il y a en circulation, c'est déjà le besoin de signes monétaires correspondant au minimum et ensuite une certaine quantité d'or. L'or restant se trouve dans les caves de la banque ou des banques. Une partie de cet or sert de réserve pour la circulation intérieure, une autre de réserve pour la circulation internationale, étant donné que l'or doit faire fonction de monnaie mondiale. Le montant minimum que doit avoir la réserve pour ces deux buts, c'est l'expérience qui l'indique. Le reste peut être prêté et constitue en dernière analyse cette offre dont l'utilisation détermine le taux d'intérêt. Mais cette utilisation elle-même

³ Marx, *Le Capital*, III, 2^e éd., p. 37.

dépend de l'état de la circulation du crédit, par conséquent du « crédit commercial » que les agents reproductifs se font entre eux. Aussi longtemps que celui-ci peut s'étendre dans les mêmes proportions que l'exige la demande accrue, il n'y aura aucun changement du taux d'intérêt. Mais il ne faut pas oublier que la plus grande partie de la demande est satisfaite par une offre qui croît en même temps que celle-ci. La plus grande partie du crédit est du « crédit commercial » ou, comme nous disons plus volontiers, du crédit de circulation. Ici demande et offre, ou, si l'on veut, les moyens de satisfaire la demande, croissent à la fois ensemble et avec l'extension de la production. L'extension du crédit est possible sans aucun effet sur le taux d'intérêt. Au début de la prospérité, une telle extension a lieu sans aucun effet particulier sur ce taux. Il n'augmente que si les réserves d'or de la banque diminuent, se rapprochent de leur minimum, ce qui oblige les banques à relever le taux de l'escompte. C'est ce qui se produit dans les périodes de haute conjoncture, où la circulation exige davantage d'or (accroissement du capital variable, des transactions, en général, et par conséquent aussi du montant servant à régler la balance des comptes). Mais la demande de capital de prêt n'est précisément la plus forte que quand la réserve d'or, du fait des besoins de la circulation, qui absorbe davantage d'or, est au plus bas. L'épuisement de la réserve d'or qu'il est possible de prêter est la cause directe de la hausse de l'escompte bancaire, qui devient dans de telles périodes le régulateur du taux d'intérêt. Le but de cette hausse de l'escompte est aussi d'accroître l'offre d'or. Les restrictions apportées à la législation bancaire défectueuse ont seulement pour effet de faire venir ce moment plus vite que ne le permettraient les conditions purement économiques. Ce qu'il y a d'erroné dans ces restrictions est qu'elles sous-estiment d'une façon ou d'une autre, indirectement en Allemagne, directement en Angleterre, le minimum nécessaire à la circulation et réduisent par là l'offre de capital de prêt.

Une tendance à la baisse du taux d'intérêt serait par conséquent liée à l'hypothèse selon laquelle le rapport de la réserve d'or existante à la demande de capital de prêt serait toujours plus favorable, c'est-à-dire que cette réserve d'or augmenterait plus rapidement que la demande de capital de prêt. En fait, quand on ne compare entre elles que des conditions capitalistes développées, on ne constate nulle part une telle tendance à la baisse constante du taux d'intérêt⁴. Même sur le plan théorique, on ne peut la postuler, car, parallèlement à

4 Dans la mesure où nous disposons de matériel statistique permettant des comparaisons, elles ne confirment absolument pas le dogme de la baisse du taux d'intérêt. Smith rapporte qu'en son temps, en Hollande, le gouvernement, payait 2 % et les personnes privées bien accréditées 3 % d'intérêt. En Angleterre, pendant quelque temps après la dernière guerre (1763), non seulement les personnes privées les mieux accréditées, mais aussi quelques-unes des plus grandes firmes commerciales de Londres, payaient d'ordinaire 5 % d'intérêt, alors que précédemment elles n'en payaient tout au plus que 4 à 4,50 %. Tooke, qui apporte cette dernière précision, observe à ce propos : En 1764, le bons du Trésor à 4 % tombèrent au-dessous du pair; les *navy bills* exigeaient un escompte de 9,5/8 % et les *konsols* à 3 %, qui étaient en mars 1763 à 96, tombèrent en octobre à 80. Mais en 1765, les bons d'Etat à 3 %, dont il y avait eu une nouvelle émission s'élevèrent en général et parfois au-dessus du pair, et les *konsols* à 3 % montèrent à 92. Schmoller (*Fondements de la science économique générale*, II, p. 207) indique du reste que les *konsols* à 3 % s'élevaient déjà en 1737 à 107. Il faut observer toutefois que le cours des papiers d'Etat, qui est soumis encore à d'autres causes de détermination, n'est pas une mesure absolument sûre pour le montant du taux d'intérêt.

Mais l'étude des taux d'escompte des banques d'émission ne montre aucune tendance normale à la baisse du taux d'intérêt. Nous tirons d'un intéressant article du Dr Alfred Schwoner, « Taux d'intérêt et crises à la lumière de la statistique », paru dans le *Berliner Tageblatt* du 26 et 27 novembre 1907, le tableau suivant (c signifie année de crise, mais il s'agit en 1882 et en 1895 de pures crises de spéculation) :

Taux d'escompte moyens des quatre principales banques européennes au cours des cinquante-cinq dernières années :

Année	Banque d'Angleterre	Banque de France	Reichsbank (de 1847 à 1875 Banque de Prusse)	Banque d'Autriche-Hongrie (anc. Banque national)
1907 (10 mois)	4,54	3,3	5,72	4,72
1906	2,27	3	5,12	4,4
1905	3,08	3	3,82	3,68
1904	3,3	3	4,2	3,5
1903	3,76	3	3,77	3,5
1902	3,33	3	3,32	3,55
1901	3,9	3	4,1	4,08
1900	3,94	3,2	5,33	5,58
1899	3,75	3,06	5,04	5,04
1898	3,19	2,2	4,27	4,16
1897	2,64	2	3,81	4
1896	2,48	2	3,66	4,09
1895	2	2,1	3,14	4,3
1894	2,11	2,5	3,12	4,08
1893	2,06	2,5	4,07	4,24
1892	2,52	2,7	3,2	4,02
1891	3,35	3	3,78	4,4
1890	4,69	3	4,52	4,48
1889	3,55	3,16	3,68	4,19
1888	3,30	3,1	3,32	4,17

l'accroissement de la réserve d'or et du minimum de la circulation, croît la masse d'or supplémentaire qui entre dans la circulation aux périodes de haute conjoncture.

Mais la baisse du taux de produit n'entraînerait une baisse du taux d'intérêt que si l'intérêt constituait une part fixe du profit, ce qui n'est pas le cas. La baisse du taux de profit a tout au plus pour résultat de faire baisser la limite théoriquement la plus haute de l'intérêt, à savoir le profit, mais comme cette plus haute limite n'est généralement pas atteinte sur une longue période de temps, cette « constatation » n'a pas la moindre signification⁵.

En revanche, il y a un autre facteur important. Comme le taux d'intérêt, dans les conditions capitalistes développées, change peu et que le taux de profit, par contre, baisse, le pourcentage de l'intérêt par rapport au profit, donc au bénéfice de l'entrepreneur, par conséquent la part prélevée par les capitalistes inactifs au détriment des capitalistes productifs s'accroît dans la même proportion. C'est là un fait en contradiction avec le dogme de la baisse du taux d'intérêt, mais conforme à la réalité, qui explique l'influence croissante du capital portant intérêt, donc des manques, et qui est un levier puissant de la transformation du capital en capital financier.

1887	3,34	3	3,41	4,12
1886	3,05	3	3,28	4
1885	2,92	3	4,12	4
1884	2,96	3	4	4
1883	3,58	3,08	4,4	4,11
1882	4,14	3,8	4,54	4,02
1881	3,48	3,84	4,42	4
1880	2,76	2,81	4,24	4
1879	2,38	2,58	3,07	4,33
1878	3,75	2,2	4,34	5
1877	2,85	2,26	4,42	5
1876	2,62	3,4	4,16	5
1875	3,25	4	4,71	4,6
1874	3,75	4,3	4,38	4,87
1873	4,75	5,15	4,95	5,22
1872	4,12	5,15	4,29	5,55
1871	2,85	5,35	4,16	5,5
1870	3,12	3,9	4,40	5,44
1869	3,25	2,5	4,24	4,34
1868	2,25	2,5	4	4
1867	2,5	2,7	4	4
1866	7	3,67	6,21	4,94
1865	4,75	3,66	4,96	5
1864	7,5	6,51	5,31	5
1863	4,5	4,63	5,08	5
1862	2,5	3,73	4,2	5,06
1861	5,25	5,86	4,2	5,5
1860	4,25	3,56	4,2	5,12
1859	2,75	3,47	4,2	5
1858	3	3,68	4,2	5
1857	6,7	6	5,75	5
1856	5,8	5,5	4,94	4,27
1855	4,8	5	4,08	4
1854	5,1	4,37	4,36	4
1853	3,4	3,23	4,25	4
1852	2,5	3,18	4	4

Au sujet de ce tableau, Schwoner observe : « Si l'on voulait tirer de la statistique des taux d'escompte bancaire au XIX^e siècle des conclusions générales sur l'évolution du taux d'intérêt, il apparaît qu'une tendance déterminée vers le haut ou vers le bas ne peut être prouvée. certes, des taux d'escompte officiels au-dessous de 4 % apparaissent au cours du temps, plus tôt ou plus tard selon le développement du pays. Sous ce rapport, l'Angleterre était très en avance sur les autres. C'est là que, dès 1845, le taux d'escompte de 2 % est apparu pour la première fois. A la Banque de France, il y eut en 1852 pour la première fois un taux d'intérêt de 3 %, en 1867, de 2,5 % et en 1877 de 2 %. A la Banque de Berlin, il y avait déjà dans les années 20 du siècle dernier des taux minimums de 3 %, mais sous le régime de la Banque de Prusse et de la Reichsbank, le taux d'intérêt tombe pour la première fois en 1880 au-dessous de 4 %. A la Banque d'Autriche-Hongrie, c'est en 1903 qu'apparut un taux de 3,5 % au cours de la première période de dépression que connut la monarchie après la régularisation de la devise. Il y a par conséquent un progrès dans la mesure où avec le perfectionnement technique de l'organisation bancaire et du système monétaire, la limite du taux d'intérêt tend à s'abaisser. » Schwoner donne encore les chiffres suivants :

Moyennes des taux d'escompte des cinq dernières décennies

Années	Banque d'Angleterre	Banque de France	Reichsbank	Banque d'Autriche-Hongrie	Moyenne générale
1897-1906	3,52	2,85	4,28	4,05	3,67
1887-1896	3,04	2,71	3,59	4,21	3,38
1877-1886	3,18	2,96	4,11	4,26	3,63
1867-1876	3,25	3,89	4,34	4,85	4,09
1857-1866	4,82	4,48	4,83	5,06	4,79

La moyenne générale est de loin la plus élevée pendant les années 1897 à 1866, où elle s'élève à 4,79 %. Au cours de la décennie suivante, 1867 à 1876, elle tombe à 4,09 %, mais elle est encore très haute. De 1877 à 1886, elle tombe à 3,63 %, pour atteindre de 1887 à 1896 son niveau le plus bas avec 3,38 %. De 1896 à 1906, elle remonte à 3,67 %, soit plus qu'au cours des deux précédentes décennies, mais par contre elle est encore beaucoup plus basse que dans les vingt premières années de l'essor industriel et financier (1857 à 1876). De tout cela il ressort que le montant du taux d'intérêt n'est pas déterminé par le taux de profit, mais par la demande plus ou moins forte de capital-argent, demande déterminée à son tour par l'évolution plus ou moins rapide, l'allure, l'intensité et l'allongement des périodes de prospérité. Quand on considère des taux d'intérêt anormalement élevés, on s'aperçoit qu'il faut en chercher la cause dans le système monétaire. C'est ainsi qu'en 1799, par exemple, le taux de l'escompte à Hambourg s'élève jusqu'à 15 %, et encore à ce taux seules les meilleures traites et de plus dans une mesure restreinte étaient escomptables (Tooke, *op. cit.*, I, p. 241). La cause en est également dans l'absence de tout système monétaire souple, comme aujourd'hui aux Etats-Unis avec leurs taux d'intérêt énormes et leurs fluctuations tout aussi énormes. En revanche, ils n'ont rien à voir avec des modifications quelconques du taux de profit.

- 5 Le principe formulé par Adam Smith, selon lequel « là où l'on peut obtenir un grand bénéfice avec l'argent, on paiera ordinairement beaucoup pour pouvoir l'utiliser, et que là où il y a peu à gagner, on n'en donnera aussi que très peu » (*Wealth of Nations*, t. I ch. IX), ce principe est très simple, mais non démontré et d'ailleurs faux.

DEUXIEME PARTIE
LA MOBILISATION DU CAPITAL - LE CAPITAL FICTIF

CHAPITRE VII - LA SOCIÉTÉ PAR ACTIONS

1. *Dividende et bénéfice des fondateurs*

L'économie politique classique a cherché la différence existant entre l'entreprise individuelle et la société par actions avant tout dans la différence de leur forme d'organisation et les conséquences qui en découlent. Elle a montré le « bon » et le « mauvais » côté des deux formes d'entreprise et souligné comme autant de marques distinctives, tantôt des facteurs subjectifs (participation et responsabilité plus ou moins grande des directeurs, contrôle plus ou moins facile de l'entreprise), tantôt des facteurs objectifs (possibilité plus ou moins grande de réunir les capitaux, pouvoir plus ou moins grand d'accumulation). Mais elle a oublié d'étudier en détail les différences économiques fondamentales entre les deux formes d'entreprise, bien qu'elles soient d'une importance décisive pour la compréhension du développement capitaliste moderne, compréhension impossible sans la victoire de la société par actions et les causes qui l'ont provoquée¹.

La société industrielle par actions, que nous avons étudiée, signifie tout d'abord une modification de la fonction du capitaliste. Car elle a pour conséquence fondamentale ce que l'entreprise individuelle ne peut apporter que fortuitement, à savoir la libération du capitaliste industriel à l'égard de la fonction de l'entrepreneur industriel. Ce changement de fonction donne au capital investi dans la société par actions, pour le capitaliste, la fonction de pur capital-argent. De même que le capitaliste prêteur d'argent n'a, en tant que créancier, rien à voir avec la façon dont son capital est utilisé dans le processus de production, même si cette utilisation est en réalité la condition nécessaire du rapport de prêt, dans la mesure où son rôle consiste uniquement à prêter son capital pour qu'il lui revienne au bout d'un certain temps majoré de l'intérêt, sa fonction étant ainsi épuisée dans une transaction juridique, de même l'actionnaire fait fonction de simple capitaliste prêteur. Il donne de l'argent afin qu'il lui rapporte, dirons-nous pour employer une expression tout à fait générale. Mais il peut fixer lui-même la somme et n'est engagé que pour cette somme, de même que le capitaliste prêteur ne met en jeu qu'une somme dont il a fixé le montant. Mais il y a déjà ici une différence. L'intérêt pour le capital-argent mis à disposition sous forme d'action n'est pas fixé d'avance comme tel, mais il n'existe que comme un droit sur le profit d'une entreprise déterminée. Une autre différence par rapport au capital de prêt consiste en ceci que le reflux du capital au capitaliste prêteur d'argent ne se fait pas directement, n'est pas stipulé à la conclusion de l'accord, comme conséquence naturelle de l'accord lui-même.

Considérons d'abord le premier de ces deux points. Il faut constater avant tout que le rapport d'un capital-argent mis à disposition sous forme d'action n'est pas du tout complètement incertain. Une entreprise capitaliste est fondée pour qu'elle donne du profit. L'obtention du profit et même, dans des conditions normales, l'obtention du profit moyen est le but de la fondation de l'entreprise. En tout cas, l'actionnaire est ici dans une situation analogue à celle du capitaliste prêteur d'argent, qui doit compter lui aussi sur la mise en valeur productive de son capital pour que son débiteur ne devienne pas insolvable. En général, l'insécurité peut-être un peu plus grande de l'actionnaire par rapport au capitaliste prêteur d'argent lui rapportera une certaine prime de risque. Mais il ne faut pas s'imaginer que cette prime apparaît d'une façon quelconque fixée et comme une revendication consciente et surtout mesurable de l'actionnaire. Plus exactement, elle résulte du fait que l'offre de capitaux-argent - et c'est au capital-argent libre que s'adressent les fondateurs - en vue d'un placement en actions sera, dans des conditions par ailleurs semblables, plus petite que pour les placements à intérêts fixes et particulièrement sûrs. C'est d'une façon générale cette différence de l'offre qui explique la différence des taux d'intérêt, de même que celle des cours des valeurs portant intérêt. La sécurité plus ou moins grande agit comme motif de l'offre plus ou moins grande. Mais c'est uniquement de cette différence dans le rapport de l'offre et de la demande qu'il résulte une différence du taux d'intérêt. Le rendement probable de l'action est par conséquent déterminé par le profit industriel et celui-ci, toutes choses égales d'ailleurs, par le taux de profit moyen.

Mais l'actionnaire n'est pas un entrepreneur industriel (capitaliste). Il n'est avant tout que capitaliste prêteur d'argent. Ce qui le distingue essentiellement du précédent, c'est qu'il dispose de son capital d'une tout autre façon. Le capitaliste industriel investit en tant que tel tout son capital dans une entreprise déterminée. La condition en est que son capital soit suffisant pour pouvoir fonctionner d'une façon indépendante dans cette branche d'industrie. L'actionnaire en revanche n'a besoin de disposer que d'un capital d'un montant tout à fait infime. L'entrepreneur industriel a investi son capital dans son entreprise, il n'agit que d'une façon productive dans cette entreprise et lui est intimement et durablement lié. Il ne peut pas le retirer, sinon par la vente de l'entreprise, ce qui signifie seulement un changement de personne, le remplacement d'un industriel par un autre. Il n'est pas capitaliste prêteur d'argent, mais capitaliste productif. Le revenu de l'entreprise - le profit

1 C'est cette conviction qui a animé Erwin Steinitzer lorsqu'il a intitulé son ouvrage sur la société par actions, *Théorie économique de la société par actions* (Leipzig, Duncker et Humblot, 1908). Cependant il n'a pas vu non plus les particularités économiques fondamentales des sociétés par actions. L'ouvrage est d'ailleurs riche en fines observations.

industriel – lui appartient. Mais, si nous considérons l'actionnaire comme un simple capitaliste prêteur d'argent, le fait pour lui d'obtenir un intérêt sur son capital suffirait pour qu'il le mette à disposition. Pour que l'actionnaire devienne capitaliste prêteur d'argent, il est nécessaire qu'il puisse reprendre à tout moment le capital-argent qu'il a prêté. Mais son capital apparaît comme celui du capitaliste individuel fixé dans l'entreprise, Et c'est en fait le cas. L'argent a été cédé et a servi à l'achat de machines, de matières premières, au paiement des ouvriers, etc., bref il s'est transformé, de capital-argent en capital productif. A<Mp/F, pour entreprendre son mouvement circulaire en tant que capital industriel. Ce capital, une fois cédé, l'actionnaire ne peut plus le reprendre. Il n'a plus sur lui aucun droit, mais seulement sur une part déterminée du revenu. Toutefois, dans la société capitaliste, chaque somme d'argent a la capacité de produire un intérêt et, réciproquement tout revenu régulier, qui est transférable (et c'est le cas dans la mesure où il n'est pas lié à une condition purement personnelle et par conséquent passagère, indéterminable comme le salaire ouvrier, etc.) est considéré comme intérêt d'un capital et acquiert un prix égal au montant capitalisé au taux d'intérêt en vigueur². Cela s'explique sans plus par le fait que des sommes d'argent de plus en plus grandes sont disponibles pour être mises en valeur et trouvent cette mise en valeur dans le droit à ce revenu. C'est pourquoi l'actionnaire est en mesure de reprendre à tout moment son capital au moyen de la vente de ses actions, de son droit à sa part de profit, et se trouve ainsi dans la même situation que le capitaliste prêteur d'argent. Cette possibilité de vente est fournie par un marché spécial, la Bourse des valeurs. C'est la création de ce marché qui donne au capital-actions, lequel devient dès lors à tout moment « réalisable » pour l'actionnaire individuel, le caractère de capital-argent. Réciproquement, le capitaliste prêteur d'argent conserve son caractère même quand il investit son capital sous forme d'actions. Le capital-argent libre est par conséquent comme tel, c'est-à-dire en tant que capital portant intérêt, en concurrence pour le placement en actions, de même que dans sa fonction propre de capital de prêt il est en concurrence pour le placement en prêts portant intérêt. La concurrence autour de ces différentes possibilités de placement rapproche le prix de l'action de celui des placements portant intérêt et ramène pour l'actionnaire le revenu sur le profit industriel à l'intérêt.

Cette réduction à l'intérêt est par conséquent un processus historique qui va de pair avec le développement du système des actions et de la Bourse des valeurs. Aussi longtemps que la société par actions n'est pas la forme dominante et que la négociabilité de l'action n'est pas développée, le dividende comprendra non seulement l'intérêt, mais aussi le bénéfice de l'entrepreneur.

Par conséquent, dès qu'apparaît la société par actions, l'entreprise industrielle fonctionne avec un capital-argent dont la transformation en capital industriel ne produit plus le profit moyen, mais seulement l'intérêt moyen.

Toutefois, il semble qu'ici apparaît une contradiction manifeste. Le capital-argent mis à disposition en tant que capital-actions est transformé en capital industriel. Qu'il fonctionne pour son propriétaire - donc subjectivement - tout à fait à la manière du capital de prêt ne peut sûrement avoir aucune influence sur le revenu de l'entreprise industrielle. Celle-ci produira tout comme avant, dans des conditions normales, le profit moyen. Que la société par actions vende sa marchandise au-dessous du profit moyen, qu'elle renonce volontairement à une partie de son profit, pour répartir un revenu qui ne rapporte que l'intérêt aux actionnaires, est une hypothèse tout à fait improbable. Car chaque entreprise capitaliste cherche à obtenir le plus haut profit possible, et c'est précisément cet effort qui a pour résultat la vente au coût de production, c'est-à-dire à un prix égal au prix de revient, plus le profit moyen. Il semble par conséquent que les facteurs susmentionnés, qui donnent subjectivement au capital-argent placé sous forme d'actions le caractère de capital de prêt, donc de capital portant intérêt, ne suffisent pas pour expliquer que le revenu de l'action se ramène à l'intérêt. Car il resterait à expliquer où est passée l'autre partie du profit, à savoir le profit moyen moins l'intérêt, cette autre partie du profit qui constitue précisément le bénéfice de l'entrepreneur. Voyons cela d'un peu plus près.

La transformation de l'entreprise privée en une société par actions peut créer l'illusion que le capital a doublé. Mais le capital initial avancé par les actionnaires est définitivement transformé en capital industriel, continue d'exister en réalité comme tel. L'argent a servi à l'achat de moyens de production, a été dépensé dans ce but et par là a disparu définitivement du processus de circulation de ce capital. C'est seulement la transformation des moyens de production en marchandises et la vente de ces marchandises qui fait refluer de l'argent, mais un tout autre argent, de la circulation. Par conséquent, l'argent payé pour les futurs achats d'actions ne sera pas du tout le même que celui qui a été avancé par les premiers actionnaires et consommé; ce n'est pas une partie intégrante du capital de la société par actions, du capital de l'entreprise. C'est de l'argent supplémentaire, nécessaire pour la circulation des coupons capitalisés. De même, le prix de l'action n'est en aucune façon déterminé en tant que partie du capital, mais en tant que part du revenu capitalisé, par conséquent non une grandeur relativement fixe, mais une grandeur qui varie selon le taux d'intérêt en vigueur. C'est pourquoi le prix de l'action ne dépend pas de la valeur (ou du prix) du capital industriel fonctionnant vraiment, car l'action n'est pas un bon sur une partie du capital fonctionnant en fait dans l'entreprise, mais seulement sur une partie du

2 « La valeur de l'argent ou des marchandises en tant que capital n'est pas déterminée par leur valeur en tant qu'argent-marchandises, mais par la quantité de plus-value qu'ils produisent pour leurs propriétaires » (Marx, *Le Capital, III*, p. 340).

revenu et par conséquent indépendant, premièrement de la grandeur du profit (c'est-à-dire d'une grandeur beaucoup plus variable que ne serait le prix des éléments de production du capital industriel), et deuxièmement du taux d'intérêt en vigueur³.

L'action est par conséquent un titre de revenu, titre de créance sur une production future, bon de revenu. Du fait que ce revenu est capitalisé et constitue le prix de l'action, un second capital semble exister dans ces prix des actions. Mais il est purement fictif. Ce qui existe vraiment, c'est seulement le capital industriel et son profit. Cela n'empêche pas que ce capital fictif existe sous forme de comptes et est mentionné comme « capital actions ». En réalité, ce n'est pas un capital, mais le prix d'un revenu, un prix qui n'est possible que parce qu'au sein de la société capitaliste chaque somme d'argent donne un revenu et que, réciproquement, chaque revenu apparaît comme le fruit d'une somme d'argent. Si pour l'action industrielle cette illusion est encore facilitée par le fait qu'il existe un capital industriel fonctionnant vraiment, le caractère fictif, purement comptable, de ce capital en papier est tout à fait certain pour d'autres titres de revenus. Des bons d'Etat n'ont besoin en aucune façon de représenter un capital existant. L'argent prêté par les créanciers de l'Etat peut s'être évanoui en fumée depuis longtemps, ces bons ne sont rien d'autre que le prix pour une part sur le produit des impôts, qui sont le revenu d'un tout autre capital que celui qui a été auparavant dépensé d'une façon improductive quelconque.

Les achats et ventes d'actions ne sont pas des achats et des ventes d'un capital, mais des achats et ventes de titres de rentes; les oscillations de leurs prix n'affectent en rien le capital industriel fonctionnant vraiment, dont ils représentent le revenu et non la valeur. Leur prix ne dépend pas seulement du revenu, mais du taux de l'intérêt auquel ils sont capitalisés. Mais ce dernier, dans ses mouvements, est tout à fait indépendant du sort du capital industriel individuel. Il en résulte déjà qu'il ne convient pas de considérer le prix de l'action comme une partie déterminée du capital industriel individuel.

Il n'est donc pas nécessaire que le montant total du capital-actions, autrement dit la somme des prix des titres de revenus capitalisés, coïncide avec le capital-argent initialement transformé en capital industriel. La question qui se pose est seulement de savoir d'où vient cette différence et quelle est son importance. Prenons une entreprise industrielle au capital de 1 million de marks. Supposons que le taux de profit moyen est de 15 %, le taux d'intérêt en vigueur de 5 %. L'entreprise donnera un profit de 150 000 marks. Mais cette somme de 150 000 marks, capitalisé en tant que revenu annuel à 5 % aura un prix de 3 millions de marks. A 5 %, le capital-argent préférerait peut-être recevoir des titres plus sûrs portant intérêt. Mais ajoutons à cela une haute prime de risque, disons de 2 %, tenons compte en outre des frais d'administration tantièmes, etc., qu'il a fallu retirer du profit de l'entreprise et qui étaient épargnés à l'entreprise privée, contrairement à la société, par actions, soit une diminution du profit disponible d'environ 20 000 marks : on pourra distribuer 130 000 marks, qui donneront aux actionnaires un intérêt de 7 %. Le prix des actions sera alors de 1 857 143 marks, disons 1 900 000 marks en chiffres ronds. Mais, pour donner un profit de 150 000 marks, il ne faut qu'un capital de 1 million de marks, ce qui fait que 900 000 sont libres, et ces 900 000 marks sont le produit de la transformation du capital rapportant un profit en capital portant intérêt (dividendes). Ils sont, si nous faisons abstractions des frais d'administration élevés qui découlent de la forme de la société par actions et diminuent le profit, égaux à la différence entre le montant capitalisé à 15 % et celui capitalisé à 7 %, par conséquent entre le capital qui donne le taux de profit moyen et le capital qui rapporte l'intérêt moyen. C'est cette différence qui apparaît comme « bénéfice des fondateurs », source de gain qui découle uniquement de la transformation du capital rapportant du profit en capital porteur d'intérêt.

La conception dominante, qui souligne avec tant de zèle le coût élevé de l'administration de la société par actions par rapport à l'entreprise privée, n'a pas vu ni expliqué ce problème étonnant : comment un gain peut-il provenir de la transformation d'une forme d'entreprise produisant à bon marché en une autre plus chère, mais s'est contentée de simples phrases sur le coût et le risque. Le bénéfice de fondation n'est ni du brigandage, ni une indemnité, ni un salaire, mais une catégorie économique spéciale.

Les économistes, dans la mesure où ils distinguent l'intérêt du bénéfice de l'entrepreneur, en général, conçoivent le dividende simplement comme intérêt, plus bénéfice de l'entrepreneur, c'est-à-dire exactement comme le profit de l'entrepreneur individuel. Qu'en cela on ne voit pas ce qu'a de spécifique la société par actions est clair. C'est ainsi que par exemple Rodbertus écrit : « Je veux encore ajouter, pour qu'on soit d'accord sur la terminologie, que le dividende d'une action comprend non seulement l'intérêt, mais aussi le bénéfice d'entreprise, ce qui n'est pas le cas de l'intérêt d'un titre d'emprunt⁴. » Ce qui rend impossible une explication du bénéfice des fondateurs. « C'est ... un bénéfice d'entreprise, qui, dans la forme d'activité⁵ de la société par actions, revient encore au propriétaire du capital (lequel, s'il avait prêté son capital à un entrepreneur privé, n'aurait reçu que l'intérêt courant) et même lui revient aussi facilement que l'aurait fait

3 Le lien entre le cours de l'action et la valeur du capital productif se manifeste seulement en ceci que le cours de l'action ne peut pas tomber plus bas que la partie de valeur qui, en cas de faillite de l'entreprise, une fois les autres revendications satisfaites, correspondrait, sur la masse restante, à chaque action.

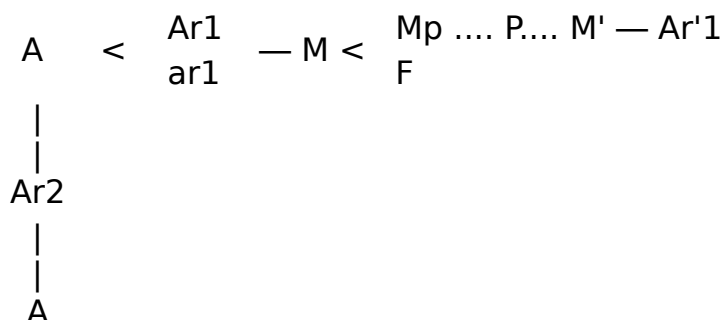
4 *Lettres et études de politique sociale*, de Rodbertus-Jagetzow. Editées par le Dr Rudolf Meyer, Berlin, 1880, I, p. 259.

5 C'est d'ailleurs faux : la société par actions n'est pas une forme d'activité, mais une forme d'entreprise.

l'intérêt, ce qui explique pourquoi la société par actions exerce sur nos capitalistes un tel pouvoir de séduction et pourquoi il est probable que cette forme d'entreprise par actions s'emparera de plus en plus du domaine industriel. Ce qu'on appelle brigandage financier n'est que simple écume, écume de l'affaire réelle⁶. » Abstenons-nous de toute condamnation morale pour expliquer le bénéfice des fondateurs, qui n'est pas en lui-même une escroquerie, mais ne fait que rendre l'escroquerie possible. Rodbertus conçoit la chose d'une façon unilatérale et par conséquent fautive quand il écrit : « Le capital de prêt initial cesse donc, sous la forme d'actions, d'être du capital de prêt et augmente lui-même de valeur dans les mains de ses propriétaires et cela d'une façon qui ajoute encore aux délices divines de la vie des capitalistes de prêt en leur accordant presque toute la rente du capital⁷, par quoi Rodbertus entend le bénéfice d'entreprise, plus l'intérêt. Rodbertus ne voit que le contenu du processus, mais il ne s'aperçoit pas que la forme de la transformation est ici essentielle, du fait que le capital-argent devient en même temps capital fictif, tout en gardant pour ses propriétaires la forme de capital-argent⁸.

Si nous considérons maintenant la forme de circulation propre du capital fictif, nous trouvons ce qui suit : les actions (A) sont émises, par conséquent vendues contre de l'argent (Ar). Cet argent se divise en deux parties : l'une (ar 1) constitue le bénéfice des fondateurs, appartient aux fondateurs, par exemple la banque d'émission, et sort de la circulation; l'autre (Ar 1) se transforme en capital productif et décrit le mouvement circulaire, déjà connu de nous, du capital industriel. Les actions sont vendues; pour qu'elles circulent elles-mêmes de nouveau, il faut de l'argent supplémentaire (Ar 2) comme moyens de circulation. Cette circulation (A-Ar2-A) se fait sur son propre marché, la Bourse.

Nous avons par conséquent la figure de circulation suivante :



Une fois émise, l'action n'a plus rien à voir avec le mouvement véritable du capital industriel qu'elle représente. Les heurs et malheurs qui l'attendent dans sa circulation propre n'affectent en rien le mouvement circulaire du capital productif.

Le commerce des actions, plus généralement des titres de capital fictif, nécessite un nouvel argent - argent liquide et argent de crédit -, par exemple des traites. Mais tandis que la traite était précédemment couverte par la valeur de la marchandise, elles l'est maintenant par la « valeur de capital » de l'action, laquelle dépend du revenu.

6 Rodbertus-Jagetzow, *op. cit.* p. 262.

7 *Ibidem*, p. 265.

8 Mais le socialiste conservateur qu'était Rodbertus a très bien saisi la signification révolutionnaire de la société par actions quand il écrit : « Cette forme d'activité (la société par actions), qui unit en un seul flot les canaux provenant de mille petites sources de capital, a une mission à remplir. Elle a à compléter l'œuvre du Créateur, percer des isthmes et des régions là où le Tout-puissant a oublié de le faire ou ne l'a pas fait à temps, relier sous le fond ou par-dessus la surface de la mer les pays séparés par elle, percer les montagnes, etc. La construction des Pyramides et les ouvrages phéniciens n'atteignent pas ce que le capital-actions a encore à créer. » Ainsi va rêvant Rodbertus, d'une façon non moins romantique que le Saccard de Zola dans *L'Argent*. Mais il poursuit : « Quant à moi, j'ai encore pour elle une « flamme » toute particulière. Et pourquoi? Elle me nettoie ma rue. Et comment elle la nettoie ! Le libre commerce ordinaire sans forme d'actions n'est qu'un misérable balai : le libre commerce avec forme d'actions est un balai de machine à vapeur qui nettoie en dix ans autant que le balai du samedi en cent ans. Ne touchez pas aux sociétés par actions! La solution de la question sociale a besoin de ce balayeur des rues, car même sans forme corporative elle a besoin d'une propreté comme si les pigeons l'avaient choisie » (*Op. cit.*, t. I, p. 291). Mentionnons également cette remarque très fine : « Comme l'entrepreneur individuel, le capitaliste de prêt disparaîtra de plus en plus sous la forme d'actions » (*Ibidem*, p. 286). Incroyablement naïve est la présentation de Van Burghts dans le *Dictionnaire des sciences sociales*, à la rubrique « Sociétés par actions » : « La tâche et le but des entreprises sociales peuvent être, aussi bien de compléter et d'accroître la force de travail personnelle, le savoir et l'expérience de l'entrepreneur, que de renforcer la puissance du capital. » C'est comme si l'on écrivait dans un livre de cuisine : « La tâche et le but des boulettes de prunes peuvent être aussi bien le plaisir du palais que de fournir un salaire à la cuisinière. »

Ce dernier à son tour dépend de la vente des produits que fabrique la société par actions, donc de la vente des marchandises à leur valeur, c'est-à-dire à leur coût de production. Ainsi cet argent-crédit est couvert indirectement par la valeur des marchandises. En outre, tandis que le mouvement des paiements dans le commerce est déterminé dans ses dimensions par la valeur des marchandises, cette valeur est déterminée par le montant du revenu. D'autre part, l'argent vraiment nécessaire est limité ici par le fonctionnement de ce papier.

Si nous considérons maintenant la formule pour le bénéfice des fondateurs (Aa), nous obtenons ce qui suit, en posant que le profit moyen = p, le dividende = d et que le revenu de l'entreprise = R et en tenant compte que le capital est égal à cent fois l'intérêt, divisé par le taux de ce même intérêt :

$$Aa = \frac{100 R}{D} - \frac{100 R}{P}$$

Si l'on voit le revenu de la société par actions diminué par suite du coût élevé de l'administration, il faut remplacer E par E-n. On voit que la séparation de la fonction d'entrepreneur, que l'économie politique classique constate d'une façon purement descriptive, est en même temps une transformation du capitaliste industriel en actionnaire, en une sorte particulière de capitaliste prêteur d'argent, avec la tendance consistant à faire de plus en plus de l'actionnaire un simple capitaliste prêteur d'argent, tendance complétée par la négociabilité constante de l'action à la Bourse.

Notre conception de la société par actions va plus loin que celle développée par Marx. Dans son esquisse générale (l'étude approfondie lui en a été malheureusement interdite) du rôle du crédit dans la production capitaliste⁹, Marx a considéré la création de sociétés par actions comme conséquence du système du crédit et caractérisé comme son résultat :

« 1) Un élargissement considérable de l'échelle de la production et des entreprises, qui était impossible pour les capitaux privés. De telles entreprises, qui étaient autrefois des entreprises gouvernementales, deviennent sociales.

« 2) Le capital, qui en soi repose sur un mode de production sociale et suppose une concentration sociale de moyens de production et de forces de travail, reçoit ici directement la forme de capital social (capital d'individus directement associés), contrairement au capital privé, et ses entreprises se présentent comme des entreprises sociales, contrairement aux entreprises privées. C'est la suppression du capital en tant que propriété privée à l'intérieur des frontières du mode de production capitaliste lui-même.

« 3) La transformation des capitalistes productifs en un simple directeur-administrateur d'un capital étranger et des propriétaires de capitaux en simples propriétaires, simples capitalistes prêteurs d'argent. Même si les dividendes qu'ils reçoivent comprennent l'intérêt et le bénéfice de l'entrepreneur, c'est-à-dire le profit total (car le traitement des directeurs est ou doit être simple salaire d'une certaine sorte de travail qualifié, dont le prix est réglé sur le marché du travail comme celui de tout autre travail) ce profit total n'est encore tiré que sous la forme de l'intérêt, c'est-à-dire en tant que simple indemnité de la propriété du capital, qui est maintenant tout à fait séparée de la fonction dans le processus de reproduction véritable, comme cette fonction est séparée en la personne du directeur de la propriété du capital. Le profit se présente ainsi (et non plus seulement une partie de ce profit, l'intérêt, qui voit sa justification dans le profit du prêt) comme simple appropriation de surtravail étranger, provenant de la transformation des moyens de production en capital, c'est-à-dire de son aliénation à l'égard des véritables producteurs, de son antagonisme en tant que propriété étrangère à l'égard de tous les individus vraiment occupés dans la production, depuis le directeur jusqu'au dernier manœuvre. Dans les sociétés par actions la fonction est séparée de la propriété du capital, par conséquent aussi le travail complètement séparé de la propriété des moyens de production et du surtravail. C'est là le résultat du plus haut développement de la production capitaliste, un point de passage nécessaire vers la retransformation du capital en propriété privée de producteurs, non pas en tant que propriété privée de producteurs isolés, mais en tant que propriété de leur production sociale, associée, directe. C'est d'autre part un point de passage vers la transformation de toutes leurs fonctions dans le procès de reproduction, jusqu'ici encore liées à la propriété du capital, en simples fonctions des producteurs associés, en fonctions sociales.

« Avant d'aller plus loin, il faut encore faire cette remarque importante au point de vue économique. Comme le profit prend ici purement la forme de l'intérêt, de telles entreprises sont encore possibles quand elles donnent un simple intérêt, et c'est là une des raisons qui retardent la baisse du taux de profit général, du

⁹ Marx, *Le Capital*, III, pp. 422 sq.

fait que ces entreprises où le capital constant est dans une si immense proportion par rapport au capital variable ne consentent pas nécessairement à l'égalisation du taux de profit général. »

Ce que Marx considère ici, ce sont les conséquences économiques des sociétés par actions. Il ne considère pas encore le dividende en tant que catégorie économique spéciale et laisse par conséquent aussi en dehors de son étude le bénéfice des fondateurs. En ce qui concerne sa dernière remarque sur l'influence exercée sur la formation du taux de profit moyen et la baisse du taux de profit, il est clair qu'avec l'extension des sociétés par actions le profit de ces sociétés doit, tout comme celui des entreprises privées, consentir à l'égalisation du taux de profit général. Marx avait en vue les compagnies de chemin de fer de son époque et sous ce rapport sa remarque peut être partiellement juste, mais seulement partiellement, pour cette raison que dans ces compagnies également le bénéfice des fondateurs avait déjà englobé une partie du profit, lequel devait se répercuter dans le prix des voyages en chemin de fer.

2. Financement des sociétés par actions, sociétés par actions et banques

Lors de la fondation d'une société par actions, le capital-actions est par conséquent calculé de telle sorte que le profit de l'entreprise suffise pour distribuer sur ce capital un dividende qui donne aux différents propriétaires d'actions l'intérêt du capital investi par eux¹⁰.

Si une haute conjoncture se présente ou si des circonstances favorables permettent de distribuer ensuite un dividende plus élevé, le cours des actions montera. En supposant que les actions d'une entreprise soient à 100 avec un dividende de 6 %, elles monteront à 150 si le dividende est de 9 %. Dans la différence des dividendes se reflètent par conséquent les hauts et les bas que connaissent les entreprises individuelles dans leur cours ultérieur. D'un autre côté, ces différences sont effacées pour les nouveaux acquéreurs d'actions dans la hausse ou la baisse des cours .

10 Pour apporter un exemple de l'exposé schématisé donné dans le texte, voici ce que dit le *Berliner Tageblatt* dans son édition du soir du 16 mai 1908 : « Ces jours-ci, les actions de la fabrique de nitrite de Koepenick ont été introduites en Bourse avec un agio de plus de 80 %. De l'année 1902 à l'année 1906, cette entreprise fonctionna comme société à responsabilité limitée au capital modeste de 300 000 marks. Après quelques années déficitaires, elle réalisa une première fois un bénéfice brut de 100 000 marks, puis un autre de 30 000 marks et distribua d'abord 15 000 marks, puis 75 000 marks de dividendes. Par là elle parut aux fondateurs prédestinée pour une société par actions à 1 million de marks de capital de base, où les 300 000 marks de parts de la société à responsabilité limitée se transformèrent en 900 000 marks d'actions. Pour équilibrer l'actif et le passif de la nouvelle société, les terrains, qui figuraient dans l'actif de l'ancienne société pour une somme de 60 000 marks, furent repris par la société nouvelle pour 210 000 marks, les bâtiments passèrent de 45 000 marks à 140 000 et les machines, appareils, etc., de 246 000 à 400 000 marks. La nouvelle société par actions a maintenant derrière elle deux années d'activité, au cours desquelles elle distribua respectivement 15 et 16 % de dividendes, quoique le compte du terrain - abstraction faite des nouvelles acquisitions - représente toujours une charge de 200 000 marks et celui des bâtiments une de 150 000 marks. C'est seulement sur le compte des machines et appareils, dont l'accroissement paraissait le plus douteux, qu'il fut procédé à une baisse, qui le ramena à 250 000 marks. La production de la société est basée sur deux brevets, dont l'un est exploité depuis un an déjà et l'autre a été vendu par son propriétaire 50 000 marks à la société. Et ces bases ont suffi aux banques d'émission pour stipuler un prix de 180 %, c'est-à-dire que pour les anciennes parts de 300 000 marks qui avec un versement supplémentaire de 100 000 marks constituent le fondement de la société par actions, ils se sont fait payer 1 800 000 marks ! » Le bénéfice des fondateurs est ici encore accru du fait que l'entreprise réalise, grâce à l'exploitation des brevets un surprofit qui, bien entendu, est aussi capitalisé.

11 Que le capital placé en actions rapporte à son propriétaire, lors du premier ou du nouveau placement, un dividende qui n'est que de très peu supérieur au taux d'intérêt moyen, c'est ce que montre le tableau suivant que nous tirons du *Berliner Tageblatt* du 1^{er} juin 1907. L'escompte de la Reichsbank était alors de 5,5 %.

	Cour du 30 mai (Pourcentage)	Dividende (Pourcentage)	Rentabilité (Pourcentage)
Berliner Handelsgesellschaft	150,75	9	5,97
Darmstädter Bank	129,30	8	6,18
Deutsche Bank	223,60	12	5,36
Diskontogesellschaft	168	9	5,32
Dresdner Bank	141	8,50	6,02
Nationalbank	121,50	7,50	6,17
Bochumer Gussstahl	224,25	15	6,68
Laurahütte	225,30	12	5,32
Harpener Bergbau	207,60	11	5,29
Gelsenkirchener Bergwerk	195,50	11	5,62
Phoenix Bergbau	205,30	15	7,30
Rombacher Hüttenwerke	204,50	14	6,84
Donnersmarkhütte	264,50	14	5,29
Eisenwerk Kraft	166	11	6,62
Eisenhütte Thale (act. préf)	123	9	7,31

Dans la vie d'une société par actions, la différence entre le capital fonctionnant véritablement et le capital-actions (fictif) peut continuer à croître. Si l'entreprise donne un intérêt beaucoup plus élevé que l'intérêt moyen et qu'il en résulte la nécessité ou même seulement l'occasion d'une augmentation de capital, ce revenu plus élevé servira de base à la nouvelle capitalisation et le capital-actions nominal dépassera de beaucoup le capital fonctionnant dans l'entreprise. Ce sera le cas par exemple si le bénéfice est employé, totalement ou en partie, à la marche de l'entreprise. Comme un tel emploi promet une augmentation du revenu futur, il se produira en même temps une hausse du cours du capital-actions.

Abstraction faite de ce qui précède, des modifications du cours des actions se produiront, indépendamment des modifications dans le revenu et dans l'accroissement ou la diminution du capital fonctionnant véritablement, à la suite de changements dans le taux d'intérêt moyen. Un intérêt bas pendant une longue période de temps fait monter, toutes choses égales d'ailleurs, le cours du capital-actions, un intérêt élevé le fait baisser.

De la formation du dividende, il ressort déjà qu'il n'y a pas de dividende moyen, ni à la façon du taux d'intérêt, ni à celle du taux de profit. Le dividende est initialement égal à l'intérêt, plus une prime de risque, mais peut, au cours du développement, augmenter ou diminuer, et rester à ce niveau, car l'égalisation se fait ici par la concurrence, non dans le revenu, comme pour le taux d'intérêt et de profit, mais seulement dans le cours des actions.

La valeur du cours capital-actions est par conséquent toujours plus grande que celle du capital fonctionnant dans des conditions normales, c'est-à-dire rapportant le profit moyen. D'un autre côté, le revenu de l'entreprise et l'intérêt étant donnés, la valeur du cours du capital-actions dépend de la quantité des actions émises. La totalité du capital-actions d'une entreprise où le capital productif est d'un million de marks et rapporte 200 000 marks de profit aura une valeur de cours de 4 millions de marks si l'intérêt est de 5 %. Mais le cours d'une action de 1 000 marks de valeur nominale sera de 4 000 marks, si l'on a émis pour un million de marks d'actions, de 2 000 marks si l'on en a émis pour 2 millions, de 1 000 marks si l'on en a émis pour 4 millions, et de 500 marks si l'on en a émis pour 8 millions.

Quand le capital-actions est si grand que son cours, lors de l'émission, baisse au-dessous de sa valeur nominale, au-dessous du pair, on parle de délayage du capital-actions. Il est clair que ce délayage n'a au début qu'un caractère purement comptable. Le revenu une fois donné détermine le cours de la totalité du capital-actions; plus celles-ci sont nombreuses, plus est petite la part de ce revenu qui revient à chacune d'elles. Mais le délayage n'a rien à voir avec le bénéfice des fondateurs, qui naît bien plutôt, à chaque fondation de sociétés par actions, de la transformation de capital productif, rapportant du profit, en capital fictif portant intérêt. En fait, ce délayage ne représente rien d'essentiel et peut normalement être empêché par une loi, contrairement au bénéfice des fondateurs. La prescription de la législation allemande sur les sociétés par actions aux termes de laquelle l'agio de l'action doit être porté aux réserves a seulement eu pour résultat que les actions au pair ou bénéficiant d'un petit agio sont remises à un consortium bancaire qui les vend avec bénéfice (le bénéfice des fondateurs) au public. Mais le délayage est parfois un bon moyen de technique financière pour accroître encore le bénéfice des fondateurs. Aux Etats-Unis, par exemple, à l'occasion des grandes fondations, on remet ordinairement deux sortes d'actions : les *preferred shares* (actions préférentielles) et les *common shares* (actions ordinaires). Les premières ne donnent qu'un intérêt limité, qui ne dépasse pas 5 à 7 %. Elles sont aussi souvent cumulatives, c'est-à-dire que si, au bout d'un an, tout le dividende auquel elles ont droit n'a pas été versé elles peuvent rattraper le retard sur le revenu des années suivantes. Ce n'est qu'une fois payées les actions préférentielles qu'on peut distribuer des dividendes sur les actions ordinaires. Le montant des actions préférentielles est, lors de la fondation de la société, fixé d'ordinaire de telle sorte qu'il est plus élevé que le capital vraiment nécessaire à la production. Ces actions englobent déjà la plus grande partie du bénéfice des fondateurs. Ensuite viennent les actions ordinaires, d'un montant presque toujours sensiblement égal. Leur valeur de cours est d'ordinaire très faible au début; actions préférentielles et actions ordinaires sont la plupart du temps un peu au-dessus du pair. Mais les actions ordinaires restent pour une bonne part entre les mains des fondateurs, ce qui leur permet de s'assurer la majorité¹². D'un autre côté, les actions préférentielles ont la plupart

Allgemeine Elektriz.Gesellschaft	198,50	11	5,54
Lahmeyer Elektrizität	122	8	6,55
Hofman Waggonfabrik	335	22	6,56
Gaggenauer Eisenwerk	105	8	7,61
Schering Chemische Fabriken	263	17	6,46
Chemische Fabrik Oranienburg	184,50	10	5,42
Schultheiss' Brauerei	288,50	18	6,23
Vereinsbrauerei	210,50	12	5,70

12 Il en est de même pour les fondations anglaises. En décrivant une communauté d'intérêts entre une usine de fer brut et une aciérie, Macrosty dit : « *It is to be observed, that while the aid of the public was called in to assist in the extension of the business (c'est-à-dire par l'émission d'obligations, d'actions préférentielles), control lay solely with the vendors (la firme Bill Bros and Durman Long and Co) so long as debenture interest and preference dividend were maintained. This is quite a common feature of British flotations, and it demands from the cautious investor a careful scrutiny of the purchase conditions* » (Henry W. Macrosty, *The Trust*

du temps un intérêt fixe, tandis que celui des actions ordinaires est complètement indéterminé et dépend de la conjoncture. Leur revenu oscille extraordinairement, ce qui fait qu'elles offrent prise à la spéculation, car les fluctuations de cours peuvent être utilisées par les gros actionnaires particulièrement initiés, à qui elles n'ont rien coûté, en vue de fructueuses opérations. Mais, troisièmement, cette méthode de financement assure aux fondateurs, aux possesseurs d'actions ordinaires, le surprofit que la fondation de la société doit leur apporter et le revenu de toutes les innovations et conjonctures favorables futures, tandis que le bénéficiaire du public, qui possède les actions préférentielles, ne consiste qu'en une limite fixe, ne dépassant guère l'intérêt. Enfin, cela sert à masquer jusqu'à un certain point la véritable situation de l'entreprise, et cette obscurité peut être utilisée facilement en vue d'opérations frauduleuses¹³. Cependant, la surcapitalisation n'a aucune influence sur les prix. C'est une erreur de croire que, parce que le capital fictif a été nominalement gonflé on peut violer les lois des prix. Qu'un grand capital-actions fasse souhaiter que des prix élevés permettent le paiement des intérêts est tout à fait compréhensible. Mais, même si le capital était inscrit pour zéro, aucun capitaliste ne pourrait vendre à meilleur marché qu'il ne doit, serait-il maître d'une entreprise privée, d'une simple société par actions ou d'un trust.

Movement in British Industry, London, 1907, p. 27). « In many cases the ordinary stock is held largely or solely by the original vendors in order that they may retain control, in which case the amount of the ordinary dividend is of less consequence to the public » (*Ibid*, p. 54).

C'est une fonction analogue à celle des *commonshares*, à savoir la mobilisation des résultats favorables du développement de la société par actions pour les fondateurs, que remplissaient ce qu'on appelait les « droits de fondateurs » dans l'ancien régime des sociétés par actions allemandes (et autrichiennes). Les fondateurs se réservaient certains privilèges, par exemple lors de nouvelles émissions d'actions, qui devaient leur être offertes au cours du pair. Mais cette disposition, contredisant la fonction de la mobilisation du capital, fut ensuite écartée. Le *Berliner Tageblatt* du 24 septembre 1907 écrit à ce sujet : « Tel un monument d'une époque révolue se dresse aujourd'hui l'institution des droits des fondateurs, qui existe encore dans toute une série de sociétés par actions. » Ces droits proviennent d'une époque où le système des actions n'avait pas encore atteint le degré de développement où il est parvenu aujourd'hui. Autrefois il paraissait normal d'assurer aux fondateurs d'une entreprise des avantages spéciaux, état de choses qui, avec le caractère de mobilité inhérent à l'action devait être ressenti comme écrasant et injustifié. Déjà la loi de 1884 creusa une brèche dans le système des droits des fondateurs, lesquels ont été complètement supprimés pour les nouvelles créations de sociétés par le code de commerce en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1900. Certes, la nouvelle loi commerciale n'avait aucun effet rétroactif et c'est ainsi que subsistent inchangés les droits des fondateurs de l'ancien temps qui, dans la mesure où ils n'ont pas été supprimés par accords volontaires, se rappellent de temps en temps d'une façon désagréable au souvenir des actionnaires des sociétés où ils subsistent ... Dans les usines d'électricité de Berlin, pour mentionner l'un des principaux exemples de l'effet des droits des fondateurs, il existe un privilège de la Compagnie générale d'électricité consistant en ce qu'elle peut prendre chaque fois au pair la moitié des nouvelles actions émises. Le bénéfice que rapporta à la Compagnie générale d'électricité, grâce à ce privilège, la seule émission d'actions des usines d'électricité de Berlin au cours des années 1889, 1890, 1899 et 1904, est évalué à environ 15 millions de marks. Que les fondateurs ou leurs héritiers fassent valoir leurs droits, on ne peut bien entendu le leur reprocher. Mais il apparaît que la conception moderne du système des actions exige la suppression des privilèges éternels des fondateurs.

- 13 Le meilleur exemple en est fourni par l'histoire du trust américain de l'acier (voir *Report of the Industrial Commission*, 1901 ; t. XIII, pp. XIV et XV). Ce trust groupait des sociétés déjà surcapitalisées. Le rapport calcule la « véritable valeur » en n'additionnant que les actions préférentielles des sociétés constituantes, ce qui donnerait en réalité un capital-actions au pair et aboutit à ce résultat que 398 918 111 dollars ne sont calculés que pour *good will*. Une représentation encore meilleure de la « surcapitalisation », plus exactement de la différence entre le capital fonctionnant véritablement et le capital-actions, est fournie par l'indication suivante de la *Frankfurter Zeitung* du 29 mars 1909. « Les usines de Gary coûteront environ 100 millions de dollars et fourniront plus de 2 millions de tonnes d'acier. Les autres usines du trust sont capitalisées à près de 1 500 millions de dollars et ont une capacité de production de 10 millions de tonnes. La disproportion saute aux yeux. » Même si l'on tient compte que dans cette capitalisation sont comprises des quantités précieuses de minerais et autres objets, la disproportion est encore énorme. Mais cela n'a pas empêché que le trust de l'acier a toujours versé les 7 % de dividende aux actions préférentielles et que les actions communes ont reçu 4 % de dividende. En 1903, le dividende tomba à 3 % ; en 1904 et en 1905, il n'y eut pas de dividende. Mais, dès 1905, la conjoncture s'améliora et le trust de l'acier aurait pu distribuer 43 millions de dollars, ce qui aurait représenté 8,5 % de dividende. Toutefois, le trust employa ce montant aux amortissements, à de nouveaux investissements et à la constitution de réserves. En 1906, on versa de nouveau un dividende de 2 %. Mais ce dividende n'était nullement en rapport avec les bénéfices du trust, car l'année avait été très favorable, et le trust disposait pour les dividendes d'une somme de près de 100 millions de dollars. Là-dessus, il y avait 25 millions environ pour les actions préférentielles. Le reste représentait 14,4 % pour les actions ordinaires. Mais, alors que les actionnaires n'obtenaient que 10 666 000 dollars, 50 millions furent employés à de nouvelles constructions (dont 21,5 millions pour le second terme de l'usine de Gary) et 13 millions versés aux réserves. La même politique fut appliquée en 1907. Les bénéfices furent encore plus importants que l'année précédente. Il y avait à la disposition des détenteurs d'actions ordinaires une somme représentant un dividende de 15,6 %. Mais ils n'obtinrent que 2 % ; 54 millions de dollars furent consacrés à de nouvelles constructions, dont 18,5 millions pour l'usine de Gary ; 25 millions furent versés aux réserves. L'année 1908 fut moins favorable que la précédente. Bien qu'il restât encore un peu plus de 4 % pour les détenteurs d'actions ordinaires, ils ne reçurent que 2 %. Aucune somme ne fut consacrée aux constructions nouvelles, mais plus de 10 millions de dollars furent versés aux réserves, lesquelles à la fin de cette année s'élevaient à 133,5 millions de dollars. Pour le premier trimestre de l'année 1909, en progrès sur celui de l'année précédente, contrairement aux deux derniers trimestres de l'année 1908, où la situation s'était aggravée principalement à cause de la chute des prix survenue au milieu de février sur le marché américain, un dividende de 0,5 % par trimestre fut distribué aux possesseurs d'actions ordinaires et plus de 3 millions de

La société par actions est une société de capitalistes. Elle est constituée par le versement d'un capital; la mesure dans laquelle chaque capitaliste participe à cette constitution de société est donnée par l'importance de sa contribution au capital de la société; c'est pourquoi son droit de vote, c'est-à-dire son pouvoir de décision, dépend naturellement de l'importance de sa contribution. Le capitaliste n'est tel que dans la mesure où il a un capital, et il ne se distingue de tout autre capitaliste que quantitativement. Mais, par là, le pouvoir de disposition sur l'ensemble de l'entreprise est entre les mains des détenteurs de la majorité du capital-actions. Pour pouvoir disposer de la société par actions, il ne faut posséder par conséquent que la moitié du capital, et non la totalité comme pour une entreprise privée. Cela double la puissance des gros capitalistes. Un capitaliste qui transforme son entreprise privée (abstraction faite du crédit) en société par actions n'a besoin, pour conserver son pouvoir de décision sur l'entreprise, que de la moitié de son capital. L'autre moitié devient libre et peut être retirée de cette entreprise. Certes, il perd son dividende sur cette moitié. Mais le pouvoir de décision sur le capital étranger est beaucoup plus important et la domination de l'entreprise, abstraction faite de tout le reste, est de la plus haute importance en ce qui concerne le mouvement des actions en Bourse.

En fait le montant du capital qui suffit pour contrôler la société par actions est d'ordinaire encore plus faible, et va d'un tiers à un quart du capital et même moins. Mais celui qui contrôle la société par actions a sur le capital étranger le même pouvoir de décision que sur le sien propre. Cette sorte de disposition n'a rien à voir avec la disposition du capital étranger en général. Si dans la société capitaliste développée chaque capital propre est, grâce au développement du crédit, en même temps représentant de capital étranger prêté - et de l'importance de ce capital propre dépend, toutes proportions gardées, l'importance du crédit, lequel croît encore plus rapidement que le capital propre -, celui des gros actionnaires en est doublement le représentant. Ce capital a donc un pouvoir de décision sur celui des autres actionnaires et tout le pouvoir de capital de l'entreprise exerce à son tour une attraction sur le capital étranger, capital de prêt que reçoit l'entreprise.

Mais un gros capital contrôlant une société par actions aura un poids beaucoup plus grand encore s'il ne s'agit plus d'une seule société, mais de tout un réseau de sociétés dépendant les unes des autres. Supposons que le capitaliste N contrôle avec un paquet d'actions de 5 millions la firme A, dont le capital-actions est de 9 millions. Supposons que cette société fonde une filiale B, un capital-actions de 30 millions, dont elle conserve 16 millions en portefeuille. Pour pouvoir payer ces 16 millions, A émet pour 16 millions d'obligations à intérêt fixe, qui ne possèdent pas le droit de vote. N contrôle maintenant avec ses 5 millions deux sociétés, par conséquent un capital de 39 millions. A et B peuvent, sur la base des mêmes principes, fonder de nouvelles sociétés, de sorte que N obtient avec un capital relativement faible le contrôle de capitaux étrangers énormes. Avec le développement du système se forme une technique financière particulière, dont la tâche est d'assurer à un capital extrêmement faible le contrôle d'un capital étranger considérable. Cette technique a trouvé sa perfection dans le financement du réseau ferroviaire américain¹⁴.

dollars furent versés aux réserves (Voir le *Berliner Tageblatt* du 28 juillet 1909). Pour le deuxième trimestre 1909, le trust de l'acier annonça un dividende trimestriel de 0,75 %, ce qui correspondait à un dividende annuel de 3 %, et pour le troisième trimestre un dividende de 1 %, soit 4 % par an pour les actions ordinaires. Comme ces actions étaient restées en grande partie entre les mains des fondateurs, ou, dans la mesure où elles étaient passées entre celles de spéculateurs, comptaient parmi leurs titres préférés et avaient été rachetées à bas prix, lors de la crise de 1907, par les groupes financiers, cette politique de dividendes qui visait pendant des années à conserver les bénéfices pour pouvoir les distribuer brusquement au moment opportun, a constitué une source immense d'enrichissement pour les groupes financiers qui contrôlaient le trust de l'acier.

- 14 L'exposé détaillé de la technique de financement déborde le cadre de cette étude. Mais l'exemple suivant, qui montre le financement de la compagnie du chemin de fer de Rock Island, confirme ce qui a été dit plus haut (voir la *Frankfurter Zeitung* du 6 octobre 1909). A la tête il y avait une société de contrôle (*holding company*, c'est-à-dire en fait une société possédant les actions d'autres sociétés), la Rock Island Company, au capital de 54 millions de dollars d'actions préférentielles et de 96 millions de dollars d'actions communes, sur lesquelles 49 129 millions de dollars pour les premières et 89 733 millions pour les secondes sont émises. Les actions préférentielles seules ont le droit de vote. Cette société détient tout le capital-actions de 145 millions de dollars de la Chicago Rock Island and Pacific Railroad Company, avec en outre une dette consolidée de 70 199 millions de dollars de *collateral trust bonds* à 4 % et de 17 361 millions de dollars de *collateral trust bonds* à 5 %. Ce sont des dettes en garantie desquelles d'autres titres ont été déposés chez des fidéicommissaires (Sur les *collateral trust bonds*, voir Thomas L. Greene, *Corporation Finance*, New York, 1906). Cette Railroad Company est propriétaire de deux compagnies de chemins de fer : 1°) La Chicago Rock Island et la Pacific Railway Company. Sa dette consolidée s'élève à 197 850 millions de dollars; le capital-actions est de 74 859 millions de dollars, dont 70 199 millions déposés chez des fidéicommissaires comme garantie pour l'émission plus haut mentionnée des *collateral trust bonds* à 4 % de la Railroad Company; 2°) la St Louis et la San Francisco Railroad Company, avec une dette consolidée d'environ 227 millions de dollars. Le capital-actions se compose de 5 millions de dollars I *preferred stock*, de 16 millions de dollars II *preferred stock*, de 29 millions de dollars *common stock*, dont 28 940 millions ont été acquises par la Rock Island Company. Celle-ci n'a donné en échange de 100 dollars d'actions que 60 dollars de ses propres actions et 60 dollars en *collateral trust bonds* à 5 % de la Chicago Rock Island et de la Pacific Railway Company. Ces deux grandes compagnies de chemins de fer ont donc maintenant leurs filiales. Le but de cette construction savante est clair. Le contrôle de tout l'immense réseau de chemins de fer appartient aux détenteurs d'actions préférentielles, qui seuls possèdent le droit de vote de la Rock Island Company. A l'époque de sa fondation en 1902, le cours de ces titres variait entre 40 et 70 %. Pour les 27 millions de dollars d'actions préférentielles nécessaires au contrôle, les fondateurs n'ont eu besoin que de 15 millions tout au plus. Cette somme suffit pour les rendre maîtres de tout le réseau de chemins de fer

Avec le développement des sociétés par actions, d'une part, la concentration croissante de la propriété, de l'autre, croît le nombre des gros capitalistes qui placent leur capital dans différentes sociétés par actions. Mais un gros paquet d'actions donne la possibilité de se faire représenter dans la direction de la société. En tant que membre du conseil d'administration, le gros actionnaire reçoit sous forme de tantièmes, premièrement, une participation au profit¹⁵, deuxièmement, la possibilité d'exercer une influence sur l'administration de l'entreprise ou d'utiliser les renseignements qu'il a sur la marche de cette entreprise, soit pour des opérations spéculatives, soit pour toutes sortes de transactions ordinaires. Il se crée ainsi un cercle de personnes qui, grâce à leur propre puissance de capital ou en tant que représentants de la puissance concentrée de capitaux étrangers (directeurs de banques), font partie des conseils d'administration d'un grand nombre de sociétés par actions. Il se forme ainsi une sorte d'union personnelle¹⁶, d'abord entre les différentes sociétés, ensuite entre celles-ci et les banques, union qui exerce une très grande influence sur la politique de ces sociétés du fait qu'il se crée entre elles un intérêt de propriété commun.

Pour réaliser la concentration des capitaux dans une entreprise, la société par actions rassemble son capital à l'aide de capitaux isolés, dont chacun est peut-être trop faible pour fonctionner industriellement, soit d'une façon générale, soit dans les branches d'industrie dont le domaine est la société par actions. Mais il faut tenir compte qu'à l'origine ce rassemblement se fait principalement par un appel aux capitaux individuels. Dans la suite du développement, les capitaux isolés sont déjà rassemblés et concentrés dans les banques. C'est pourquoi l'appel au marché de l'argent se fait par l'intermédiaire des banques.

Aucune banque ne peut penser fournir à elle seule le capital d'un entrepreneur privé. Elle ne peut lui apporter en règle générale que du « crédit de paiement ». Il en est autrement des sociétés par actions. Ici, fournir le capital signifie pour la banque rien d'autre que l'avancer, la diviser en parts et reprendre le capital au moyen de la vente de ces parts, par conséquent réaliser, dans la forme, une pure affaire d'argent A-A1. C'est la transmissibilité et la négociabilité de ces parts de capital qui constituent l'essence de la société par actions, qui donne alors à la banque la possibilité de la « fondation », et, par là, de la domination finale sur la société. De même ici la possibilité de contracter des dettes auprès des banques est plus grande que dans l'entreprise privée. Celle-ci doit en général pouvoir couvrir ses dettes au moyen du revenu et c'est pourquoi elles ne peuvent dépasser une certaine limite. Mais c'est précisément à cause de leur faiblesse relative qu'elles laissent le propriétaire privé assez indépendant. Dans la société par actions, la possibilité existe de couvrir ces dettes bancaires non seulement au moyen des revenus courants mais par l'augmentation du capital, l'émission d'actions et d'obligations, opération qui procure encore à la banque le bénéfice des fondateurs. C'est pourquoi la banque peut accorder à la société par actions, avec une plus grande sécurité qu'à l'entreprise privée, un crédit plus important, mais surtout un crédit d'un autre genre, crédit non pour effectuer des paiements, ce qui serait un crédit de circulation, mais pour compléter un capital d'entreprise insuffisant, c'est-à-dire un crédit de capital. Car la banque peut, si cela lui paraît nécessaire, réduire ces allocations de crédit en apportant un nouveau capital grâce à une nouvelle émission d'actions ou d'obligations¹⁷.

Mais la banque, non seulement peut accorder davantage de crédit à la société par actions qu'à l'entreprise privée, mais peut aussi placer une partie de son capital en actions pour une durée plus au moins longue. Dans tous les cas, la banque prend un intérêt durable à la société par actions, qu'elle doit, d'une part, contrôler pour assurer le bon emploi de son crédit et, de l'autre, dominer le plus possible en vue de s'assurer toutes les transactions financières qui rapportent des bénéfices.

Tout cela explique l'effort que font les banques pour exercer une surveillance constante sur les sociétés par actions auxquelles elles sont intéressées, et cela en se faisant représenter au conseil d'administration. Cette représentation assure en même temps la garantie que la société laisse faire par la banque toutes les autres transactions financières en rapport avec les émissions. D'un autre côté, la banque s'efforce, pour répartir le risque et élargir son cercle d'affaires, de travailler avec le plus grand nombre de sociétés possible. D'où la tendance à cumuler de tels postes de membres des

15 Les revenus provenant de postes de conseils d'administration sont évalués par E. Loeb (« L'Institution du conseil d'administration », *Annuaire pour l'économie politique et la statistique*, 3, t. XXIII, 1902) à environ 60 millions de marks pour l'année 1900. Dans une étude très détaillée sur les conseils d'administration des sociétés allemandes par actions parue dans la même revue (t. XXXII, 1906. pp. 46 et sq), Franz Eulenburg évalue cette somme à 70 millions de marks pour l'année 1906. Chaque société par actions distribue en moyenne 0,6 % de son capital nominal comme tantièmes, ce qui fait que chaque membre du conseil d'administration reçoit en moyenne 0,1 %. Dans les grandes sociétés, ce montant est naturellement plus élevé en chiffres absolus, environ 6 à 8 000 marks et même davantage. C'est ainsi que la Dresdner Bank a versé 21 000 marks, Felten et Guillaume 34 000, Dürkopp 10 000, la Deutsche Bank 32 000, les Horder Bergwerke 15 000, Gelsenkirchen 8 700, la Bayerische Hypothekenbank 13 000 marks en tantièmes.

16 L'union personnelle est le commencement ou la fin de groupements qui pour des raisons extérieures doivent être séparés sur le plan de l'organisation, mais qui ne peuvent développer leur pleine efficacité qu'en s'unissant sous une direction commune au plus haut niveau. L'union personnelle entre l'Autriche et la Hongrie est ce qui est resté de l'ancienne association des deux pays et demeure importante peut-être seulement dans la mesure où elle pouvait devenir le point de départ d'une association d'un autre genre. C'est l'union personnelle des organisations économiques et politiques de la classe ouvrière dans leur direction suprême qui seule permet le plein déploiement de leurs forces. Ce phénomène de l'union de l'organisation économique et politique, nous le retrouvons pour la grande propriété foncière allemande, dans l'union des cultivateurs et particulièrement développée dans les organisations des polonais prussiens.

17 C'est pourquoi l'existence de fortes dettes bancaires d'une entreprise privée est souvent à l'origine de sa transformation en société par actions.

conseils d'administration¹⁸.

Les représentants de l'industrie dans les conseil d'administration jouent encore un autre rôle : nouer des relations d'affaires entre deux sociétés. Ainsi quand le représentant d'une compagnie de chemins de fer siège au conseil d'administration d'une société exploitant une mine de charbon et obtient que la ligne de chemin de fer de la compagnie reçoive son charbon de la mine en question.

Cette union personnelle, qui est aussi un cumul de sièges de conseils d'administration entre les mains d'un petit nombre de gros capitalistes, devient importante dès qu'elle annonce au amorce une liaison organique plus étroite entre les sociétés jusque-là indépendantes les unes des autres¹⁹.

3. Société par actions et entreprise individuelle

Ainsi la société par actions ne fait pas appel, à sa fondation, à la couche relativement mince des capitalistes productifs, qui doivent unir la fonction de propriété à celle d'entrepreneur. Elle est d'avance indépendante de ces qualités personnelles et le reste pour toute la durée de son existence. La mort, le partage de la succession, etc., de ses propriétaires n'ont sur elle aucune influence. Mais ce n'est pas là une différence essentielle entre l'entreprise individuelle, qui, à partir d'un certain degré de développement, peut remplacer les qualités personnelles qui font défaut à son propriétaire par des employés appointés. De même sans importance pratique est une autre opposition qui est faite dans la littérature entre société par actions et entreprise privée, et selon laquelle, dans ce dernier cas, celui qui dirige est un entrepreneur tout à fait indépendant et pleinement responsable, mais aussi pleinement intéressé, tandis que dans le premier le commandement appartient à une masse d'entrepreneurs (actionnaires) peu informés, sans influence, qui ne sont que partiellement intéressés et ne connaissent rien à la marche de l'affaire. Car les sociétés par actions, et précisément les plus importantes, celles qui donnent le plus de bénéfices et font preuve de plus d'initiative, sont dirigées par une oligarchie et parfois même un seul gros capitaliste (ou une banque) qui en réalité sont aussi pleinement intéressés et indépendants de la masse des petits actionnaires. A quoi il faut ajouter que les

18 Les grandes banques cherchent à « développer leurs liaisons avec les entreprises industrielles, selon le lieu et le genre d'activité, dans tons les sens possibles, et de supprimer plus ou moins les inégalités qui existent dans leur répartition régionale et professionnelle, qui s'explique par l'histoire de ces différents établissements. C'est à quoi tend l'effort en vue de fonder leurs relations industrielles sur une collaboration régulière et permanente, de l'exprimer et de lui donner la possibilité de s'élargir et de s'approfondir par un système uni d'occupation de postes de membres de conseils d'administration » (Jeidels, *op. cit.*, p. 180).

Notre auteur fournit le tableau suivant. Etaient représentés dans les sociétés par actions :

	Deutsche Bank	Diskonto Gesellschaft	Darmstaedter Bank	Dresdner Bank	Schaffhausenscher Bankverein	Berliner Handelsges.	Total
par des directeurs par leurs propres conseils d'administration	101	31	51	53	68	40	344
	120	61	50	80	62	34	407
	221	92	101	133	130	74	751

Ainsi les six grandes banques berlinoises disposaient à elles seules de 751 sièges de membres de conseils d'administration. D'après le dernier annuaire des directeurs et membres des conseils d'administration (1909), il y avait en Allemagne 12 000 de ces postes. Là-dessus, 2918 sont détenus par 197 personnes seulement. Le record est détenu par M. Karl Fürstenberg, de la Berliner Handelsgesellschaft, avec 44 mandats, et après lui par M. Eugen Guttmann, avec 35 mandats. D'une façon générale, entre les différentes professions représentées parmi les membres des conseils d'administration, la banque est la plus fortement représentée et c'est chez elle qu'on trouve le plus de cumuls. Voir les détails à ce sujet chez Eulenburg.

On constate bien, entendu le même phénomène aux Etats-Unis. En 1906, la firme J.-P. Morgan and Co était représentée dans les conseils d'administration de 5 banques, 50 compagnies de chemins de fer, 3 compagnies de navigation, 8 trusts, 8 compagnies d'assurances et 40 entreprises industrielles. Voir Steinitzer, *op. cit.*, p. 158.

19 Par contre, le contrôle, dans le sens juridique du terme, ne joue aucun rôle. C'est ainsi que le président déclara ouvertement à l'assemblée générale de la Elektrische Licht-und Kraftanlagen Aktiengesellschaft in Berlin : « L'idée qu'un conseil d'administration, ou un membre d'un conseil d'administration pourrait faire ce que la loi prescrit est fausse. Lorsqu'ils promulguèrent cette loi, les législateurs ne savaient pas ce qu'ils faisaient. Qu'on se représente qu'un membre du conseil d'administration, ou même le conseil tout entier, dans une de nos grandes sociétés, contrôle, ne serait-ce qu'un seul jour, toutes les branches de l'entreprise. Pendant qu'il contrôle à un endroit, les plus grandes erreurs peuvent être commises en un autre. Le conseil d'administration peut indiquer les grandes lignes d'après lesquelles une société doit être dirigée. Il peut surveiller la direction afin qu'elle ne fasse rien qui soit contraire aux lois et aux statuts. Quant aux détails, c'est l'affaire des sociétés de révision » (*Berliner Tageblatt*, 28 novembre 1908).

directeurs, le sommet de la bureaucratie industrielle, sont intéressés non seulement par les tantièmes, mais aussi et avant tout par un paquet d'actions, généralement important, de l'entreprise.

Beaucoup plus important est cette différence de fait : l'appel au marché de l'argent est un appel général à tous ceux qui en possèdent, l'argent étant pris ici également comme disposition sur le crédit. La société par actions est indépendante du montant du capital individuel, qui ne doit être réuni dans une seule main que pour pouvoir fonctionner en tant que capital industriel d'une entreprise privée. Non seulement le cercle des personnes est élargi - quiconque a de l'argent peut être capitaliste prêteur d'argent - mais maintenant chaque somme d'argent dépassant un certain minimum (lequel peut, comme on sait, ne comporter que quelques schilling) donne la possibilité d'être réunie avec d'autres dans une société par actions et employée comme capital industriel. Cela donne d'avance à la société par actions une tout autre facilité de fondation qu'à l'entreprise privée et à celle qui existe déjà une force d'expansion beaucoup plus grande.

Dans ce caractère de groupement de capital les sociétés par actions remplissent une fonction analogue à celle des banques. La différence est celle-ci : le capital rassemblé dans les banques conserve sa forme initiale de capital-argent et est mise par le crédit à la disposition de la production. Dans les sociétés par actions, le capital dispersé est rassemblé sous la forme de capital fictif. Il ne faut pas croire du reste que le groupement de ces petits capitaux, qui peuvent n'être que des morceaux d'un grand, est un phénomène du même genre que la participation de petits capitalistes. Les petits capitaux peuvent appartenir à de gros capitalistes. Les petits capitaux de petits capitalistes sont réunis davantage par les banques que par la société par actions.

A la facilité de l'acquisition du capital s'ajoute celle de l'accumulation. Dans l'entreprise privée, l'accumulation est obtenue par le profit. Une partie du profit qui n'est pas consommée, ce qui suppose déjà une certaine importance de l'entreprise, est rassemblée en tant que capital-argent latent, jusqu'à ce qu'elle soit suffisante pour une nouvelle installation ou un élargissement de cette entreprise. Par contre, dans la société par actions, le dividende est d'abord versé aux actionnaires. Mais ici aussi il est possible d'accumuler une partie du profit, notamment avec de hauts dividendes dépassant considérablement le taux moyen de l'intérêt. Toutefois, avant tout, l'extension est indépendante de l'accumulation provenant du revenu propre de l'entreprise et peut être réalisée directement au moyen d'une augmentation de capital. La barrière de l'accroissement de l'entreprise privée, à savoir l'importance du profit réalisée au sein de cette entreprise, est tombée. Le dynamisme de croissance de la société par actions est ainsi beaucoup plus grand que celui de l'entreprise privée. La société par actions a à sa disposition pour son agrandissement, comme pour sa fondation, tout le capital-argent libre. Elle ne s'agrandit pas seulement par l'accumulation de son propre profit. Tout le capital-argent accumulé et désireux d'être mis en valeur est l'eau qu'elle peut amener à son moulin. Ses obstacles qui proviennent de la dispersion individuelle du capital entre ses porteurs indifférents et fortuits sont supprimés. La société par actions fait directement appel à tout le capital disponible de la classe capitaliste.

L'indépendance à l'égard du capital individuel rend la grandeur de l'entreprise indépendante de l'importance de la richesse déjà accumulée dans une seule main et permet à cette entreprise - sans tenir compte du degré déjà atteint de la concentration des fortunes - de s'élargir. C'est ainsi que grâce à la société par actions des entreprises deviennent possibles ou tout au moins dans les dimensions nécessaires, qui jusque-là, du fait de l'importance de leurs besoins de capitaux, étaient inaccessibles à l'entrepreneur privé et par conséquent restaient à l'état de projets ou devaient être réalisées par l'Etat donc soustraites à l'influence du capital. Le principal exemple en est fourni ici, comme on sait, par les chemins de fer, qui ont contribué le plus fortement à l'extension des sociétés par actions. Cette signification de la société par actions consistant à briser la barrière personnelle de la propriété comme à n'être limitée dans ses dimensions que par la grandeur, non du capital personnel, mais du capital social²⁰, est, tout au moins à ses débuts de la plus haute importance.

L'expansion de l'entreprise capitaliste, devenue la société par actions, peut maintenant, détachée du lien de la propriété privée, se poursuivre selon les seules exigences de la technique. L'introduction de nouvelles machines, l'annexion de branches de production apparentées, l'exploitation de brevets, ne se font plus désormais que du point de vue de leur utilité technique et économique. Le souci du rassemblement du capital nécessaire qui, pour les entrepreneurs privés, joue un rôle essentiel, réduit sa force d'expansion, diminue sa capacité d'utilisation immédiate et de combat, ce souci disparaît. Les conjonctures favorables peuvent être mieux, plus profondément et plus rapidement utilisées, ce qui est très important si ces conjonctures favorables sont de courte durée²¹.

20 Quand on parle ici de capital social, c'est dans ce sens que l'entrepreneur individuel est limité par l'importance du capital individuel, la société par actions par celle de tout le capital-argent existant dans la société capitaliste et disponible pour une nouvelle mise en valeur.

21 « La société par actions est l'arme la plus tranchante et la plus sûre et pour cela préférée que le régime capitaliste ait à sa disposition pour réaliser ses tendances à la concentration. Elle représente déjà une concentration accomplie : un rassemblement de petit capitaux dispersés, plus ou moins incapables à eux seuls d'emplois productif, en une masse de capital qui est en tant que telle propre à poursuivre sous une direction commune des buts économiques, par conséquent

Ces facteurs susmentionnés sont de la plus haute importance dans la lutte pour la concurrence. Nous avons vu comment la société par actions se procure des capitaux beaucoup plus facilement que l'entreprise privée. Elle a ainsi la possibilité d'organiser son activité selon des considérations purement techniques, alors que l'entrepreneur individuel se heurte constamment à la barrière que lui opposent les limites de son capital. C'est vrai même quand il utilise du crédit, puisque l'importance de ce crédit est subordonnée à celle de son capital propre. La société par actions en revanche n'est liée, ni pour sa fondation, ni pour son extension et l'amélioration de ses entreprises, à cette barrière de la propriété personnelle. Elle peut donc s'approprier les meilleures et les plus récentes conquêtes de la technique et, même au moment où elle procède à de nouvelles installations, elle est beaucoup plus indépendante que l'entrepreneur privé, lequel doit attendre que son profit ait atteint une taille suffisante pour qu'on puisse l'accumuler. La société par actions peut par conséquent être organisée d'une façon techniquement supérieure et, ce qui est tout aussi important, maintenir constamment cette supériorité. Mais cela signifie aussi qu'elle est en mesure d'utiliser des améliorations techniques dont l'effet est d'épargner du travail avant qu'elles ne soient devenues générales. Elle peut ainsi, par rapport à l'entreprise privée, travailler d'abord sur une échelle plus vaste, ensuite avec une technique supérieure, ce qui lui permettra d'obtenir un surprofit.

A cela s'ajoute la grande supériorité que possède la société par actions sur l'entrepreneur privé en ce qui concerne l'utilisation du crédit, supériorité dont il nous faut encore parler brièvement.

L'entrepreneur privé ne peut, en règle générale, demander du crédit que pour le montant de son capital circulant. Toute allocation de crédit dépassant ce montant transformerait le capital emprunté en capital fixe et lui enlèverait ainsi, *de facto*, pour le capitaliste prêteur d'argent également, le caractère de capital-argent. Le capitaliste prêteur d'argent serait simplement transformé en un capitaliste industriel. C'est pourquoi le crédit accordé aux entrepreneurs privés ne peut l'être que par des personnes au courant de la marche des entreprises en question. Le crédit à l'entreprise privée relève donc uniquement des petites banques locales ou privées, qui connaissent exactement les relations d'affaires de leurs clients.

La société par actions obtient plus facilement du crédit parce que la façon dont elle est organisée facilite extraordinairement la surveillance par une simple délégation d'un homme de confiance de la banque. Ici, le banquier privé est remplacé par un simple employé de banque. Mais alors les allocations de crédit à la société par actions peuvent se faire à une beaucoup plus grande échelle, étant donné qu'elle peut se procurer plus facilement des capitaux. Le danger n'existe pas que le crédit demandé soit immobilisé. Même s'il est utilisé par la société par actions pour l'acquisition de capital fixe, celle-ci peut saisir une occasion favorable, et sans tenir compte du véritable reflux du capital fixe, mobiliser le capital par une émission d'actions et l'employer à rembourser les dettes bancaires. En fait, c'est ce qui se passe tous les jours. Mais ces deux circonstances : le contrôle plus facile et la suppression de la limitation de crédit au capital circulant, donnent à la société par actions la possibilité d'une utilisation de crédit beaucoup plus large et par là une nouvelle supériorité dans la lutte pour la concurrence.

Cette supériorité économique consistant à obtenir plus facilement des capitaux au moment de la fondation et à pouvoir s'étendre plus facilement entraîne ainsi une supériorité technique.

Mais la société par actions possède encore, du fait de sa constitution, une autre supériorité dans la lutte des prix.

Nous avons vu que l'actionnaire a le caractère d'un capitaliste prêteur d'argent et n'attend de son capital investi que l'intérêt. Malgré le bénéfice des fondateurs, la diminution du profit due aux frais d'administration élevés, tantièmes, etc., le revenu peut, dans une conjoncture favorable, dépasser considérablement l'intérêt.

Le revenu accru, nous l'avons vu, ne profite pas toujours à l'actionnaire. Une partie peut être employée au renforcement de l'entreprise, portée aux réserves, lesquelles procurent à la société par actions dans les périodes de crise, un soutien plus fort par rapport à l'entreprise privée. En outre, des réserves abondantes permettent une politique de dividendes plus constante, ce qui a pour résultat de faire monter le cours des actions. Ou encore une partie de ce revenu peut être accumulée et, par conséquent, le capital fonctionnant vraiment, producteur de profit, accru sans qu'il soit nécessaire d'accroître le capital nominal. Cela aussi augmente, et dans une mesure encore plus grande que la constitution de réserves, la valeur réelle de l'action. Cette augmentation, qui ne se

productifs. Mais, par suite de la facilité avec laquelle les parts peuvent être vendues ou transmises, par suite également du détachement presque complet de la personne de l'entrepreneur à un degré plus haut de probabilité de longue durée que dans les autres formes d'entreprise, et aussi de la non-limitation (théorique) des dividendes qu'il est possible d'espérer du capital rassemblé, la société par actions exerce sur les capitaux disponibles une force d'attraction incomparablement plus grande. Elle possède par conséquent à un degré plus élevé que toute autre forme d'entreprise la possibilité de satisfaire par des augmentations de capital ses besoins de crédit et d'extension. Mais la facilité de se procurer des capitaux provoque à son tour la tendance à l'augmentation de capital, et cela dans une mesure croissante, parce que cela semble être, tant dans le domaine de l'industrie que du commerce et de la banque, une loi économique, qu'un capital doublé permet davantage qu'une production doublée ou qu'un chiffre d'affaires doublé (*ce qui ne signifie pas nécessairement une rentabilité doublée.* - R. H.) et que déjà pour cela la tendance à l'accroissement du capital se renforce avec l'accroissement de ce capital et est par là relativement plus forte avec les grands capitaux qu'avec les petits » (Riesser, *L'Histoire des grandes banques*, p. 152).

manifeste peut-être qu'avec un certain retard, profite aux gros actionnaires lesquels ont conservé leurs titres, tandis que les petits, qui souvent les ont vendus dans l'intervalle, ont dû y contribuer par la perte d'une partie de leurs gains.

Mais, s'il se produit une conjoncture défavorable et que la lutte pour la concurrence s'aggrave, une société par actions où, par suite d'une telle politique de dividendes, la différence initiale contre le capital-actions et le capital fonctionnant vraiment a fortement diminué ou même complètement disparu, peut ramener ses prix au-dessous du coût de production ($c + p$) à un prix égal à $pr + i$ (prix de revient, plus intérêt), ce qui lui permettra encore de distribuer un dividende égal ou légèrement inférieur à l'intérêt moyen.

La capacité de résistance de la société par actions est ainsi plus grande. L'entrepreneur individuel s'efforcera de réaliser le profit moyen. S'il produit moins, il veillera à retrouver son capital. Il en est différemment dans la société par actions, non seulement à la direction, mais aussi chez les actionnaires. L'entrepreneur a besoin de son revenu pour vivre. Si celui-ci baisse au-dessous d'un certain niveau, ses moyens d'activité lui échappent, étant donné qu'il consomme une partie de son capital pour sa propre subsistance, d'où la faillite. Il en est tout autrement de la société par actions. Elle s'efforce de fournir l'intérêt de son capital-actions. Mais elle peut tenir assez longtemps pour ne pas travailler à perte. L'obligation de travailler en obtenant un revenu net n'existe nullement pour elle²², notamment celle, menant droit à la catastrophe, qui pour le producteur individuel aboutit à la diminution de son capital du fait de sa consommation propre jusqu'au point où ce capital devient insuffisant pour la poursuite de son activité. Cette obligation se fait peut-être sentir pour l'actionnaire et le contraindre à vendre son action. Mais cette vente laisse intact le capital fonctionnant vraiment. Si le bénéfice net n'a pas disparu, mais seulement diminué, la société par actions peut à la longue se maintenir. S'il est tombé au-dessous du niveau moyen du dividende, le prix de l'action baissera. Les nouveaux acheteurs, comme les anciens détenteurs des actions, calculent maintenant le résultat sur un capital amoindri. La valeur d'achat de l'action a baissé mais l'entreprise, qui, du point de vue du capitaliste industriel, est devenue non rentable, du fait qu'elle ne donne plus le profit moyen, est pour les nouveau acheteurs tout à fait rentable, et les anciens détenteur d'actions perdraient encore plus en cas d'arrêt total de entreprise. Mais même la société par actions qui travaille à perte est capable de résistance. Alors que l'entrepreneur privé est dans ce cas ordinairement perdu et la faillite inévitable, la société par actions est assez facilement « réorganisée ». Car la facilité qu'elle a de se procurer des capitaux lui permet de réunir les sommes nécessaires à la poursuite de l'entreprise et l'assainissement de la situation. Les actionnaires doivent en règle générale donner leur approbation. Déjà dans le prix de l'action cet état de l'entreprise est exprimé. Ils ne doivent que reconnaître la perte réelle. On réduit le capital-actions, c'est-à-dire que le revenu est distribué sur un capital amoindri, conforme alors à ce dernier. Ou, s'il n'y a aucun revenu, on réunit un nouveau capital, qui, ajouté à l'ancien, de moindre valeur, donne ensuite un revenu suffisant. Remarquons ici en passant que ces assainissements et réorganisations sont pour les banques d'une double importance : premièrement, en tant qu'affaires rapportant de gros bénéfices, et, deuxièmement, en tant qu'occasions de placer sous leur dépendance les sociétés en détresse.

La séparation entre la propriété du capital et sa fonction est également importante pour la direction de l'entreprise. Pour les directeurs de la société par actions, l'intérêt de l'entrepreneur à l'obtention d'un profit le plus grand et le plus rapide possible, la tendance à l'exploitation forcée qui sommeille dans l'âme de chaque capitaliste, peuvent jusqu'à un certain point reculer devant les nécessités purement techniques que pose l'entreprise. Ils pousseront d'une façon plus énergique que ne le fait l'entrepreneur privé le développement de l'entreprise, le renouvellement des installations, mèneront plus durement la lutte pour la conquête de nouveaux marchés, malgré les sacrifices que la satisfaction de leurs exigences entraînent pour les actionnaires. Dans la gestion du capital étranger une tendance plus énergique, plus hardie et plus rationnelle, plus dégagée de toute considération personnelle, se manifesterait d'autant plus qu'une telle politique aura en général l'approbation des gros actionnaires, qui pourront supporter facilement les limitations provisoires de leur profit, tandis que finalement ils cueilleront à un cours et avec un profit plus élevé les fruits des sacrifices que les petits actionnaires, qui ont depuis longtemps vendu leurs titres, ont dû supporter eux aussi.

La société par actions est en cela supérieure à l'entreprise individuelle que chez elle les conditions et besoins purement économiques s'imposent également contre les conditions de la propriété individuelle qui peuvent, en certaines circonstances, entrer en conflit avec les nécessités technico-économiques.

Le mouvement de concentration du capital est constamment accompagné du détachement de morceaux de capital qui fonctionnent comme de nouveaux capitaux indépendants. « Ici joue un rôle important, entre autres, le partage de la fortune dans les familles capitalistes ... L'accumulation et la concentration qui l'accompagnent, non seulement sont donc divisées en de nombreux points, mais la croissance des capitaux fonctionnant est traversée par la formation de nouveaux capitaux et la division des anciens. C'est pourquoi

22 « Au sujet, notamment, de la concurrence des sociétés par actions, la commission de 1886 a entendu un grand nombre de plaintes. De nombreux témoins ont affirmé que la cause principale des bas prix des marchandises consiste en ceci que, dans un grand nombre de branches de production, les sociétés par actions se seraient développées d'une façon excessive. Celles-ci pourraient continuer à travailler même sans profit, car il est dans l'intérêt de ceux qui les dirigent de continuer à produire sans tenir compte de la rentabilité » (Tugan-Baranowski, *Etudes sur la théorie et l'histoire des crises commerciales en Angleterre, Irlande, 1901*, p. 161).

l'accumulation se présente, d'une part, comme concentration croissante des moyens de production et du commandement sur le travail, de l'autre comme répulsion d'un grand nombre de capitaux individuels à l'égard les uns des autres²³. »

Avec l'extension du système des actions, le développement économique se libère des hasards individuels du mouvement de la propriété, qui se manifeste dans le sort des actions, non de la société par actions. La concentration des entreprises peut donc se faire plus rapidement que celle de la propriété. Les deux mouvements ont leurs propres lois. Mais la tendance à la concentration existe dans les deux. Dans le mouvement de la propriété elle paraît seulement plus fortuite et moins contraignante et elle est aussi en fait souvent contrariée par toutes sortes de hasards. C'est cette apparence qui amène certains à parler d'une démocratisation de la propriété par l'action. La séparation du mouvement de concentration industrielle et du mouvement de la propriété est importante parce qu'ainsi la première n'a plus besoin que d'obéir aux lois technico-économiques, indépendamment de la limite de la propriété individuelle. Cette concentration, qui n'est pas en même temps concentration de la propriété, doit être distinguée de la concentration et de la centralisation²⁴ qui se font par le mouvement de la propriété et avec lui.

Par la transformation de la propriété en propriété d'actions, le propriétaire devient propriétaire de moindre droit. En tant que détenteur d'actions, il dépend des décisions de tous les autres détenteurs d'actions. Il n'est que membre (quoique pas toujours précisément membre actif) d'une collectivité. Avec l'extension du système des actions, la propriété capitaliste se transforme de plus en plus en une telle propriété restreinte, qui ne donne au capitaliste qu'un simple titre de plus-value sans lui permettre d'exercer une influence quelconque sur la marche de la production. Mais cette limitation donne en même temps au détenteur de la majorité des actions une domination illimitée sur la minorité, et c'est ainsi que la propriété du plus grand nombre des petits capitaliste est de plus en plus limitée, la disposition illimitée sur la production supprimée, le cercle des maîtres de la production de plus en plus restreint. Les capitalistes forment une société dans la direction de laquelle la plupart d'entre eux n'ont pas voix au chapitre. La véritable disposition sur le capital productif est entre les mains de gens qui n'y ont contribué que pour une part seulement. Les propriétaires des moyens de production n'existent plus en tant qu'individus à part, mais ils forment une société, dont chaque membre isolé n'a droit qu'à une part correspondante du revenu.

1. L'activité d'émission

En tant qu'agents de la circulation des traites, les banques substituent au crédit commercial le crédit bancaire. En tant qu'agents de la transformation de l'argent inactif en capital-argent, les banques procurent aux capitalistes productifs un nouveau capital. Dans une troisième fonction, elles apportent également aux entrepreneurs du capital, non en le leur prêtant, mais en transformant du capital-argent en capital industriel et en capital fictif et en procédant elles-mêmes à cette transformation. D'une part, l'évolution a de plus en plus ce résultat de faire affluer tout l'argent dans les banques et de le faire transformer par leur seule entremise en capital-argent. De l'autre, le capital cesse du fait de la transformation du capital bancaire en capital industriel, d'exister sous forme d'argent et de faire partie intégrante du capital bancaire. Cette contradiction est résolue par la mobilisation du capital, sa transformation en capital fictif, en titres de revenus capitalise. Mais comme en même temps avec cette transformation le marché de ces titres s'élargit, et qu'ils peuvent à tout moment être transformés en argent, ils peuvent devenir eux-mêmes partie intégrante du capital bancaire. La banque n'entre ici dans aucun rapport de crédit et n'obtient non plus aucun intérêt. Elle ne fait que mettre le capital-argent destiné à être transformé en capital industriel à la disposition du marché sous forme de capital fictif. Là, le capital fictif est vendu et la banque réalise le bénéfice des fondateurs qui découle de la transformation du capital industriel en capital fictif. L'expression « crédit d'émission » ne traduit par conséquent aucun rapport de crédit, mais signifie seulement la confiance plus ou moins fondée du public en l'honnêteté de la banque.

Cette fonction de la banque consistant à mobiliser le capital découle de son pouvoir de disposition sur tout l'argent de la société. Elle exige d'elle un important capital lui appartenant en propre. Le capital fictif, le titre de créance, est une marchandise *sui generis*, qui ne peut être retransformée en argent que par la vente. Pour cela, un certain temps de circulation est nécessaire, pendant lequel le capital de la banque reste fixe dans cette marchandise. En outre, on ne peut vendre à n'importe quel moment, alors que la banque doit toujours remplir ses obligations sous forme d'argent. C'est pourquoi elle doit toujours disposer d'un capital pour lequel elle n'a pas d'obligation, c'est-à-dire qui lui appartienne en propre. D'un autre côté, avec le développement de l'entreprise industrielle augmente l'importance des transactions et par là la nécessité d'une augmentation du capital bancaire²⁵.

23 Marx, *Le Capital*, II, pp. 589 et sq

24 Voir, sur la différence entre ces deux notions Marx, *Le Capital*, I, pp. 591 et sq.

25 La tendance à l'accroissement du capital bancaire peut encore être renforcée par des dispositions légales. C'est ainsi que la clause de la loi allemande sur les sociétés par actions, aux termes de laquelle, lors de la transformation

Plus est grand le pouvoir de la banque, plus facilement elle réussit à ramener le dividende à l'intérêt et à s'approprier le bénéfice des fondateurs. Réciproquement, des entreprises solides réussiront, à l'occasion des augmentations de capital, à s'assurer à elles-mêmes une partie de ce bénéfice. Il se déroule alors une sorte de concurrence pour la répartition du bénéfice des fondateurs entre la société et la banque, ce qui constitue un nouveau motif pour la banque d'assurer sa domination sur l'entreprise.

Il va de soi qu'un bénéfice de fondateurs pourrait être réalisé, non seulement à l'occasion de fondations au sens propre du terme, qu'il s'agisse de fondations nouvelles ou de la transformations d'entreprises privées déjà existantes en sociétés par actions. De même, un bénéfice de fondateurs au sens économique du terme, peut être obtenu à chaque augmentation de capital des sociétés par actions existantes, à supposer que leur revenu dépasse le simple intérêt.

En partie, ce qui frappe en tant que baisse du taux d'intérêt n'est que la conséquence de la réduction croissante du dividende à l'intérêt, tandis que, dans le bénéfice des fondateurs, de plus en plus, tout le bénéfice d'entreprise est capitalisé, processus qui suppose un développement relativement élevé des banques et de leur liaison avec l'industrie, de même qu'un développement correspondant du marché du capital fictif, la Bourse. Si, dans les années 70 aux Etats-Unis, l'intérêt des obligations de chemins de fer était de 7 % contre 3,50 % aujourd'hui²⁶ c'est parce qu'aujourd'hui la partie contenue dans les 7 % en tant que bénéfice des fondateurs est capitalisée par ces derniers. Cela signifie que le bénéfice des fondateurs a tendance à augmenter parce que le revenu des actions et des obligations est ramené de plus en plus à l'intérêt. Cette tendance va à l'encontre de la baisse du taux de profit. Cependant il faut admettre que cette baisse si souvent interrompue, et à laquelle s'opposent tant d'influences contraires, ne pouvait, dans son résultat final supprimer cette tendance à l'augmentation du bénéfice des fondateurs, surtout dans les pays où le développement des banques et de la Bourse s'est poursuivi le plus rapidement et où l'influence des banques sur l'industrie a été la plus forte.

Tandis que le capitaliste prêteur d'argent reçoit l'intérêt en prêtant son capital, la banque, qui émet les actions et dans ce cas ne prête rien, n'en reçoit aucun. Cet intérêt, ce sont les détenteurs d'actions qui le reçoivent sous forme de dividende. La banque obtient le bénéfice de l'entrepreneur, non pas en tant que revenu annuel, mais capitalisé en tant que bénéfice des fondateurs. Le bénéfice de l'entrepreneur est un revenu constant, mais qui est versé une fois pour toutes à la banque sous forme de bénéfice des fondateurs. La banque a posé la répartition capitaliste de la propriété comme éternelle et immuable et escompté cette éternité dans le bénéfice des fondateurs. Elle s'en est contentée une fois pour toutes et n'exige aucun dédommagement pour la suppression de ce partage de propriété. Elle a déjà reçu son salaire.

d'entreprises individuelles en sociétés par actions, les actions ne peuvent être introduites en Bourse qu'un an après la fondation de ces sociétés, cette clause a pour conséquence que le capital bancaire ne peut être mobilisé pendant un an tandis qu'il est transformé en capital industriel et ne peut prendre de nouveau la forme d'argent. Par là, l'activité de fondation, spécialement pour de grandes entreprises, devient le monopole des très grandes banques possédant des capitaux abondants leur appartenant en propre. En même temps, cela encourage la tendance à la concentration dans les banques, Car c'est à ces grandes banques que revient le bénéfice des fondateurs.

26 Voir Edward Shenvood Meade, *Trust Finance*, New York, 1907, 234

CHAPITRE VIII - LA BOURSE DES VALEURS

2. Les valeurs boursières. La spéculation

La Bourse est le marché des valeurs. Par là, nous entendons en premier lieu tous les « papiers de valeur » en général, qui représentent des sommes d'argent. Ils se divisent en deux groupes principaux : bons de paiement, qui ne sont rien d'autre que des titres de créance, par conséquent des papiers de crédit libellés pour la somme d'argent pour laquelle ils ont été établis, et dont le principal représentant est la traite. Le second groupe comprend les papiers qui ne représentent pas la somme d'argent, mais son revenu; ils se divisent eux aussi en deux sections : les papiers à intérêt fixe, bons d'Etat et obligations et les papiers à dividende, les actions. Mais, dans la société capitaliste, nous le savons, tout revenu versé à intervalles réguliers (annuel) s'entend comme revenu d'un capital, dont l'importance est égale au revenu capitalisé au taux d'intérêt en vigueur. Ainsi, ces papiers de valeur représentent également des sommes d'argent. Cependant, la différence par rapport au groupe précédent est celle-ci; pour les papiers de crédit, la somme d'argent constitue l'élément primaire; de l'argent ou une valeur de grandeur égale a vraiment été prêté et porte maintenant intérêt. Ces papiers ne circulent qu'un certain temps : ils trouvent leur fin quand le capital est remboursé. De ce fait la traite devient caduque. Que des traites soient constamment en circulation n'empêche pas que constamment certaines d'entre elles deviennent caduques et qu'ainsi le capital prêté retourne au prêteur. Ce dernier reçoit alors de nouveau la somme d'argent entre ses mains et peut la prêter de nouveau. L'échéance de la traite, par conséquent, le reflux constant du capital entre les mains de son propriétaire, est ici la condition du renouvellement constant du processus.

Il en est tout autrement dans le second groupe. Ici, l'argent a été cédé définitivement. Pour ce qui est des papiers d'Etat, il peut être depuis longtemps dépensé d'une façon improductive, c'est-à-dire avoir complètement disparu. En ce qui concerne les papiers industriels, il a été dépensé à l'achat de capital constant et de capital variable, il a servi comme moyen d'achat, sa valeur a été transférée dans les éléments du capital productif, la somme d'argent est dans les mains des vendeurs et ne revient plus à son point de départ. Les actions ne peuvent plus représenter cet argent pour la bonne raison qu'il est passé dans les mains des vendeurs des marchandises (les vendeurs des éléments du capital productif), dont il est devenu ainsi la propriété. Mais elles ne représentent absolument pas non plus le capital productif lui-même. Car, premièrement, les propriétaires d'actions n'ont aucun droit à une part quelconque du capital productif, mais seulement au revenu, et, deuxièmement, l'action ne représente pas une quelconque valeur d'usage concrète à la façon des warrants ou connaissements - ainsi que cela devrait être si l'action représentait vraiment une part du capital productif - mais elle ne donne droit qu'à une somme d'argent. C'est là le but précisément de la « mobilisation » du capital industriel. Mais cette somme d'argent n'est rien d'autre que le revenu capitalisé au taux d'intérêt en vigueur. Ici, par conséquent, le revenu, le revenu annuel, est le point de départ du mouvement du papier et c'est seulement d'après le revenu que la somme d'argent est calculée.

Les papiers à intérêt fixe se rapprochent du premier groupe dans la mesure où à chaque instant, dans un moment déterminé, une somme d'argent déterminée correspond à un revenu fixe. Mais ils appartiennent au second groupe parce que l'argent qu'ils représentaient initialement est définitivement parti et n'a pas besoin de revenir au point de départ, que le capital qu'ils représentent est par conséquent fictif et que son importance n'est calculée que d'après le revenu. Ce qui différencie les papiers à intérêt fixe des autres papiers de revenu est que, si l'on fait abstraction des causes de détermination fortuites, les prix des premiers dépendent du taux d'intérêt, les autres à la fois de celui-ci et du montant du revenu à tout moment. Le prix des premiers n'est ainsi soumis qu'à des fluctuations relativement faibles, lesquelles d'ailleurs se produisent peu à peu avec les fluctuations générales, plus faciles à prévoir, du taux d'intérêt. En revanche, le montant du revenu dans le second groupe est indéterminé, divers, soumis à des modifications pas toujours prévisibles, qui entraînent de fortes oscillations du prix de ces papiers. Ces derniers constituent ainsi l'objet principal de la spéculation.

Il résulte déjà de ce qui précède que le nom généralement donné à la Bourse de « marché des capitaux » ne lui convient pas.

Les papiers du premier groupe sont des titres de créance. Ils proviennent dans leur immense majorité d'actes de la circulation, de transferts de marchandises sans l'intermédiaire de l'argent, lequel n'a fonctionné ici qu'en tant que moyen de paiement. Ils ont, en tant qu'argent de crédit, remplacé l'argent liquide. Leur commerce à la Bourse signifie seulement le transfert de l'allocation de crédit de l'un à l'autre. Mais la circulation du crédit-argent a, nous le savons, comme base et complément la circulation de l'argent véritable. Comme le crédit-argent qui circule ici réalise le mouvement des paiements, non seulement à l'intérieur, mais aussi à l'extérieur, la Bourse ne doit pas avoir à sa disposition l'argent-crédit intérieur seulement, mais aussi l'argent-crédit et l'argent métallique étrangers. C'est pourquoi, en tant que complément de la circulation de l'argent-crédit, le commerce des devises étrangères comme de l'argent trouve aussi son centre à la Bourse. Là afflue le capital-argent disponible à tout moment à la recherche d'un placement, qu'il trouve dans les papiers de crédit. En cela la Bourse est en concurrence avec les instituts de crédit proprement dits, les banques. Mais la différence

est à la fois quantitative et qualitative. Quantitative car ici ce n'est pas, comme pour les banques, le rassemblement des petites sources les plus diverses qui joue un rôle, mais de gros capitaux déjà rassemblés d'avance qui cherchent un placement. La concentration de l'argent, qui constitue pour les banques une si importante fonction, est ici déjà accomplie. Différence qualitative, en ce sens qu'il ne s'agit pas de différentes sortes d'allocation de crédit. Ici on ne met à disposition que l'argent nécessaire au maintien de la circulation de l'argent-crédit. L'argent est placé en montants importants, en traites de premier ordre. Tant à la demande qu'à l'offre, il s'agit de grosses sommes; l'offre et la demande se font face concentrées. C'est là que se forme le prix de marché du capital de prêt, le taux d'intérêt. C'est l'intérêt pur, libéré de toute prime de risque, car il s'agit des meilleurs papiers qu'on puisse posséder dans ce maudit monde capitaliste, des papiers dont l'excellence est encore moins douteuse que celle du bon Dieu. L'intérêt sur ces excellentes traites - excellentes naturellement pas dans le sens de leur méprisable valeur d'usage : même les meilleures traites ne sont pas écrites sur du papier à la cuve - paraît provenir directement de la simple propriété sur le capital-argent. L'argent ne semble pas avoir été cédé, car il peut être réalisé à tout moment par la négociation toujours possible de la traite. En tout cas il n'est placé que provisoirement, toujours prêt à une autre disposition. La sécurité et la courte échéance ont pour conséquence le bas niveau de l'intérêt pour ces placements, auxquels ne conviennent que de très gros capitaux qui ne sont libres que pour un temps souvent très court. Cet intérêt constitue le point de départ pour le calcul de l'intérêt pour les autres genres de placement. Son taux détermine aussi les déplacements des capitaux libres, flottants, d'une place boursière à une autre. Ces capitaux entrent dans des dimensions constamment changeantes dans la circulation, puis en ressortent.

La Bourse constitue ici le marché pour les mouvements d'argent des grandes banques et des grands capitalistes entre eux. Les traites dont il s'agit portent la signature d'une des premières maisons de banque. Les banques de l'intérieur et de l'étranger ou autres grands capitalistes placent dans ces traites des capitaux disponibles pour qu'ils soient employés de façon qu'ils portent intérêt et absolument sûre. Au contraire, les grands instituts de crédit portent ces traites à la Bourse pour se procurer les fonds nécessaires si les demandes qu'ils ont à satisfaire dépassent leurs disponibilités¹.

Les sommes d'argent qu'exigent ces mouvements s'élargissent et se contractent, mais elles existent toujours dans certaines dimensions minima. Elles servent à acheter les traites et on les rembourse quand celles-ci arrivent à échéance. Par ce retour constant de l'argent à son point de départ, par sa mission de simple intermédiaire dans le mouvement du crédit, la circulation de l'argent qui est investi dans ce premier groupe de valeurs boursières se distingue immédiatement de l'investissement de l'argent dans le second groupe, par exemple de l'investissement en actions. Ici l'argent est définitivement cédé, transformé en capital productif, et passe dans les mains des vendeurs de marchandises. Il ne revient pas, comme dans le premier cas, à la Bourse. Au lieu de l'argent, on a maintenant des titres d'intérêt capitalisés. Ici, de l'argent est vraiment retiré de la circulation.

Sur le marché des traites, la Bourse est en concurrence avec les banques. Le développement de ces dernières enlève à la Bourse une partie des traites; les relations entre les capitalistes industriels et la Bourse en tant que médiatrice du crédit de paiement, qui, à l'époque de l'apparition des banques, constituaient sa fonction la plus importante, lui sont enlevées en majeure partie par ces dernières. Il ne lui reste que le rôle d'intermédiaire entre les banques elles-mêmes et le commerce des devises qui permet les paiements étrangers et règle le cours des traites. Mais, ici aussi, une grande partie du trafic est assurée directement par les banques, qui entretiennent leurs filiales étrangères dans ce but. Le développement du système bancaire agit dans un double sens sur la limitation de cette partie du trafic boursier. D'abord directement, en ce sens qu'elles placent en quantités de plus en plus grandes leurs ressources sans cesse croissantes en traites, sans l'intermédiaire de la Bourse. Ensuite en ce sens que par suite du développement du système bancaire, le crédit de traites est remplacé en partie par d'autres formes de crédit.

La traite est du crédit accordé par un capitaliste productif (nous entendons par là tout capitaliste qui réalise du profit, par conséquent aussi le commerçant) à un autre au lieu de paiement. Le capitaliste qui le reçoit la fait escompter par la banque, laquelle prend ainsi le crédit à sa charge. S'ils ont tous les deux un dépôt ou un compte de crédit à la banque, ils peuvent, au lieu de la traite, régler leur paiement à l'aide d'un chèque sur la banque ou d'une inscription sur ses livres. La traite est ainsi devenue superflue. Elle a été remplacée par une transaction dans les livres de la banque, transaction qui, contrairement à la traite, qu'il faut négocier, n'apparaît pas du tout extérieurement. Du fait que les banques règlent dans une mesure toujours croissante les paiements de leurs clients, il en résulte une diminution du mouvement des traites, qui affecte également le marché boursier des traites. A cela s'ajoute, dans les pays où l'émission des billets constitue un monopole d'Etat, la position dominante de la banque d'émission sur le marché des devises, position qui n'est pas ébranlée en faveur de la Bourse, mais seulement des grandes banques. Ce domaine de la circulation de l'argent-crédit, ne donne pas lieu à une activité boursière spécifique, à l'exception de la spéculation sur les devises. La Bourse n'est ici que le marché central pour les sommes d'argent qui sont mises à la disposition de cette circulation de l'argent-crédit.

¹ Voir l'ouvrage très instructif de W. Prion, *Les Affaires d'escompte de traites en Allemagne*, Leipzig, 1907.

Ce qui constitue le domaine de l'activité boursière proprement dite est le marché des titres d'intérêt ou du capital fictif. Ici se fait en premier lieu le placement de l'argent en tant que capital-argent qui doit être transformé en capital productif. L'argent est définitivement cédé dans l'achat des titres d'intérêt et ne revient plus. Ne revient à la Bourse tous les ans que l'intérêt obtenu, par conséquent autrement que dans le placement des capitaux pour les papiers de crédit, où le capital lui-même revient. Au contraire, pour l'achat et la vente des titres d'intérêt, de nouvelles sommes d'argent sont nécessaires, qui servent à la circulation à la Bourse même. Par rapport aux sommes en circulation, elles sont relativement faibles. Comme les titres d'intérêt représentent des bons d'argent, ils peuvent se compenser mutuellement et il n'y a toujours qu'un petit solde à régler. Au moyen d'établissements spéciaux destinés au règlement de ces différences, on fait en sorte que seul le montant du solde est payé en argent liquide. Mais, pris absolument, les moyens de circulation nécessaires pour des buts boursiers, notamment en périodes de forte spéculation, sont considérables car, précisément dans ces périodes, la spéculation est presque toujours dirigée dans le même sens, ce qui fait que le solde restant à régler s'accroît fortement.

La question qu'il faut se poser maintenant est celle du genre de l'activité boursière et de sa fonction. Nous avons vu que cette activité sur le marché des traites coïncide avec celle des banques. De même, l'achat de valeurs à des fins de placement ne constitue pas une fonction spécifique de la Bourse : on peut acheter les valeurs à la banque aussi bien qu'à la Bourse, et c'est ce qui se fait d'ailleurs de plus en plus. L'activité boursière proprement dite est bien plutôt la spéculation.

Celle-ci apparaît tout d'abord en tant qu'achat et vente. Non de marchandises, mais de titres d'intérêt. Pour que le capitaliste productif réalise son profit, il faut que son capital-marchandise soit transformé en argent, que par conséquent sa marchandise soit vendue. Si cette fonction est assurée par un autre capitaliste, l'industriel doit lui céder une part de son profit. Tout le profit contenu dans la marchandise n'est réalisé définitivement que par la vente au consommateur. La marchandise va du producteur au consommateur, à propos de quoi il serait bien entendu absurde de penser à un simple mouvement local (comme par exemple l'achat de maisons) et de confondre le commerce avec le transport. Dans l'achat et la vente il ne s'agit pas d'affaires locales, mais de phénomènes économiques, de transferts de propriété. Dans les affaires banales, il s'agit aussi de changements dans l'espace. Mais qui voit l'essence du plaisir théâtral dans la recherche de l'emplacement du théâtre?

La marchandise échoit finalement à la consommation et disparaît ainsi du marché. Le titre d'intérêt, en revanche, est par nature éternel. Il ne sort jamais de la circulation comme la marchandise. Même quand il en est provisoirement retiré à des fins de placement, il peut revenir à tout moment sur le marché, et il revient en fait, après un temps plus ou moins long, en grandes ou petites quantités. Mais pour la circulation elle-même l'éloignement du titre d'intérêt du marché et, par là, de la circulation, n'est ni un but ni une conséquence. Le papier de spéculation proprement dit est constamment en circulation à la Bourse. C'est un va-et-vient continu, un mouvement circulaire et non un mouvement vers la sortie.

L'achat et la vente de marchandises sont des phénomènes socialement nécessaires. Ils constituent dans l'économie capitaliste la condition vitale de la société, sa condition *sine qua non*. Il n'en est pas de même de la spéculation. Celle-ci ne concerne pas l'entreprise capitaliste, ni la production, ni son profit. Le changement de propriété, la circulation permanente, est pour l'entreprise une fois fondée sans influence. La production et son revenu ne sont pas concernés par le fait que les assignations sur le revenu changent de mains, pas plus que la valeur du revenu n'est modifiée par les fluctuations de prix des actions. Au contraire, c'est, toutes proportions gardées, la valeur du revenu qui les détermine. L'achat et la vente des titres d'intérêt sont par conséquent des phénomènes purement économiques, un simple déplacement dans le partage privé de la propriété, sans aucune influence sur la production ou la réalisation du profit (comme pour la vente des marchandises). Les gains ou les pertes de la spéculation ne proviennent par conséquent que des différences des appréciations à chaque moment des titres d'intérêt. Ils ne sont pas du profit, une participation à la plus-value, mais ne proviennent que des différences d'appréciation concernant cette partie de la plus-value qui revient aux propriétaires d'actions, différences qui, nous le verrons, ne sont pas provoquées par des changements dans le profit vraiment réalisé. Ce sont de simples *gains différentiels*². Tandis que la classe capitaliste en tant que telle s'approprie une partie du travail du prolétariat sans équivalent et obtient son profit de cette manière, les spéculateurs ne gagnent que les uns sur les autres. La perte de l'un est le bénéfice de l'autre. *Les affaires, c'est l'argent des autres*^{*}.

La spéculation consiste en l'utilisation du changement de prix. Mais non celui des marchandises. Contrairement au capitaliste productif, il est indifférent au spéculateur que les prix montent ou descendent. Il ne s'agit pas pour lui de prix de marchandises, auxquelles il ne s'intéresse pas, seulement des prix de ses titres d'intérêt. Mais ces derniers dépendent de la grandeur du profit, une grandeur qui peut augmenter ou diminuer,

2 Bien entendu nous ne parlons pas ici des affaires dites différentielles, où il n'y a pas livraison effective des valeurs et où l'affaire est terminée par le règlement des différences de cours. En fait, tout gain spéculatif est un gain différentiel au sens économique du terme. La technique de l'affaire boursière qui est à la base de ce gain n'a pas ici plus d'importance que le fait que pour les capitalistes comme pour les économistes, tout bénéfice capitaliste apparaît comme différence, qu'il s'agisse de profit industriel ou commercial de rente foncière, d'intérêt ou de bénéfice de spéculation.

* En français dans le texte.

avec des prix, soit identiques, soit plus bas ou plus hauts. Car, pour le profit le facteur décisif, ce n'est pas le niveau absolu des prix de la marchandise vendue, mais le rapport de son prix de revient à son prix de vente. Pour le spéculateur, que le profit augmente ou diminue, cela lui est indifférent : ce qui compte, c'est le changement, et de le prévoir. Son intérêt est tout autre que celui du capitaliste productif ou du capitaliste prêteur d'argent, qui souhaite un revenu le plus stable possible et de préférence en augmentation constante. Les hausses des prix des marchandises n'ont alors d'influence sur la spéculation que s'ils sont l'indice d'un profit élevé. Ce sont les changements dans le profit, changements qu'il faut prévoir et attendre, qui sont à la base de la spéculation. Mais le profit qui a été produit est réparti sans tenir compte de la spéculation. Il est réparti entre les propriétaires du capital productif ou des titres de profit. Le spéculateur en tant que tel ne tire absolument pas son bénéfice du profit plus élevé; il peut tout aussi bien le tirer d'une baisse du profit. Il ne compte pas sur l'augmentation du profit, mais seulement sur les fluctuations des prix des titres de profit, comme conséquences de la hausse ou de la baisse du profit. Il ne conserve pas les titres de profit dans l'espoir d'obtenir un profit plus élevé, comme c'est le cas du capitaliste qui a placé son argent, mais cherche à obtenir un gain par l'achat et la vente de ses titres de profit. Ce gain ne consiste pas en une participation quelconque au profit, car il gagne même éventuellement avec un profit en baisse, mais au changement de prix, en ce sens qu'il peut à un moment donné acheter plus bas qu'il n'a vendu, ou vendre plus cher qu'il n'a acheté. Si tous ceux qui participent ; à la spéculation agissaient dans le même sens, fixaient au même taux la valeur des titres de profit³, il ne pourrait y avoir aucun gain de spéculation. Ceux-ci ne naissent que parce que des appréciations opposées se forment, dont une seule apparaîtra comme juste. La différence qui se forme entre les appréciations des titres de profit à un moment donné de la part des acheteurs et des vendeurs constitue le gain spéculatif de l'un, la perte spéculative de l'autre. Le gain de l'un est ici la perte de l'autre, contrairement au profit du capitaliste productif, car le profit de la classe capitaliste n'est pas une perte de la classe ouvrière, qui, dans les conditions capitalistes normales, n'a rien de plus à recevoir que la valeur de sa force de travail.

Il faut maintenant examiner les facteurs dont la spéculation tient compte dans ses opérations. L'objet principal de la spéculation, ce ne sont pas les papiers portant intérêt fixe. Ici, les changements de prix dépendent principalement de deux acteurs : d'une part, du profit, et, de l'autre, du taux d'intérêt. Le premier est certes en général donné théoriquement par le taux de profit moyen. Mais celui-ci n'est que l'expression d'un nombre incalculable de profits individuels, dont le taux peut s'écarter considérablement du niveau moyen. Mais le taux du profit individuel est impossible à connaître pour les non-initiés. A côté des causes de détermination générale du taux de profit : grandeur de la plus-value et importance du capital prêté, tous les hasards des variations des prix du marché, de l'utilisation de la conjoncture par l'habileté individuelle des entrepreneurs, jouent ici un rôle décisif. Ce qui apparaît au dehors, c'est seulement le prix de la marchandise; le facteur décisif, à savoir le rapport du prix du marché au prix de revient reste inconnu au dehors, et n'est souvent connu des entrepreneurs eux-mêmes qu'à la fin d'une période de transformation et seulement après un calcul précis. Abstraction faite de la grandeur réelle du profit, toute une série de facteurs plus ou moins arbitraires exercent une influence sur le revenu qui parvient vraiment à être réparti sur les titres d'intérêt : amortissements, tantièmes, calcul des réserves, etc. Ces derniers facteurs donnent à la direction de l'entreprise le pouvoir de fixer arbitrairement le montant du revenu jusque dans certaines dimensions et d'influer ainsi sur les cours. Mais, en tout cas, c'est un facteur de détermination des prix, pratiquement décisif pour la masse des spéculateurs, absolument impossible à calculer. Étant donné les différences de prix infimes dont il s'agit parfois et l'importance de la poussée qu'une modification du profit par sa capitalisation déclenche dans les cours, une connaissance générale, plus ou moins superficielle, de l'entreprise, ne suffit encore pas. En revanche, la connaissance intime des initiés leur donne une grande sécurité et la possibilité de l'utiliser à peu près sans risque à des fins spéculatives.

Il en est autrement de la seconde cause de détermination des prix, le taux d'intérêt. Nous avons vu que, pour donner à la spéculation la possibilité de s'exercer, il faut qu'il existe une divergence d'opinions concernant l'évolution prévisible des cours, divergence provoquée par l'incertitude où l'on est touchant le futur profit. Le taux d'intérêt, en revanche, est, tout comme le prix de la marchandise sur le marché, une grandeur donnée à chaque moment, par conséquent connue de tous les spéculateurs. Mais ses variations aussi peuvent être prévues dans leur direction, tout au moins avec un certain degré de probabilité, abstraction faite de perturbations soudaines, plus ou moins, telles qu'en entraînent des événements qui exercent une influence directe sur les besoins d'argent, comme les guerres ou révolutions, les catastrophes, etc. A quoi s'ajoute l'intensité des répercussions des changements du taux d'intérêt sur les cours: ce taux baisse ordinairement dans les périodes de dépression, où la spéculation est faible, la confiance diminuée et où le niveau des cours des valeurs industrielles, malgré le faible taux d'intérêt, est au plus bas. Au contraire, aux époques de haute conjoncture et de spéculation déchaînée, le taux d'intérêt élevé est surmonté par l'attente de gains accrus sur les cours. Si, par conséquent, le taux d'intérêt et son évolution constituent un facteur plus sûr que l'évaluation par avance du profit, c'est essentiellement l'évolution de ce dernier qui donne à la spéculation sa direction et

3 Et non seulement dans le même sens, mais aussi dans le même temps et dans la même proportion. Car il n'y a bénéfice spéculatif que lorsqu'on achète une valeur à un prix plus élevé à une date ultérieure à laquelle un autre vend, ou lorsqu'on vend à un prix plus élevé qu'un autre qui vend déjà à ce prix.

son intensité. Tel est par conséquent le facteur incertain, imprévisible, que les spéculateurs doivent faire entrer en ligne de compte. En d'autres termes, une prévision sûre est impossible à la spéculation ; elle tâtonne dans les ténèbres dans ses opérations. La spéculation boursière a le caractère d'un jeu et d'un pari. Mais ce pari est pour les initiés un pari *à coup sûr*.

Comme pour tous les prix, on peut aussi distinguer pour les cours, en dehors des causes de détermination propres des prix, ces causes occasionnelles qui s'expriment dans le rapport changeant de l'offre et de la demande. Pour la spéculation, qui ne s'occupe que du changement de prix et non de ses causes, celles-ci sont naturellement indifférentes. D'un autre côté, il est de l'essence de la spéculation, avec ses humeurs et espérances toujours changeantes - changement qui résulte nécessairement de leur incertitude -, de créer elle-même un rapport toujours changeant de l'offre et de la demande, qui agit à son tour comme facteur de changement de prix. Mais, dans ce domaine, chaque changement de prix est de nouveau une impulsion pour de nouvelles spéculations, de nouveaux engagements et changements de position, avec de nouveaux changements pour la demande et l'offre. Ainsi la spéculation crée pour les valeurs dont elle s'empare un marché toujours réceptif, donne ainsi la possibilité pour d'autres milieux capitalistes de transformer leur capital fictif en capital véritable, crée par conséquent le marché pour la circulation du capital fictif et par là la possibilité du changement constant des placements en capital fictif et de la transformation constante de ce dernier en capital-argent.

Mais l'incertitude de la spéculation crée encore un autre phénomène, à savoir la possibilité d'influencer la direction dans laquelle elle opère, l'entraînement des petits spéculateurs par les plus grands. Étant donné que le spéculateur ne sait rien (souvent en général, mais en tout cas en particulier)⁴, il obéit à des signes extérieurs, à l'humeur générale du marché. Mais cette humeur peut être créée, et elle l'est en fait, par les gros spéculateurs, considérés, à tort ou à raison, comme bien informés. Leurs spéculations sont imitées par les petits. Ils renforcent par des achats importants le marché et font monter les cours, car leur demande accrue a pour résultat de faire monter les prix. Une fois le mouvement en marche, la demande s'accroît par les achats de ceux qui croient spéculer à leur suite, ce qui fait que les prix continuent de monter, bien que la participation des gros ait déjà cessé. Ceux-ci peuvent maintenant, selon le but qu'ils se sont fixé, réaliser peu à peu leur gain ou maintenir plus ou moins longtemps le niveau élevé des cours. Ici, la disposition de capitaux importants crée une supériorité sur le marché, car la direction dans laquelle ce dernier évolue est déterminée par la façon dont ces capitaux sont employés. Tandis que, dans le domaine de la production, l'avantage des plus grands capitaux consiste dans une production à meilleur marché, par conséquent dans la baisse des prix, ici le changement de prix est directement provoqué par l'action du capital. Cette circonstance est utilisée par les grands négociants en valeurs, les banques, pour pousser la spéculation dans une direction déterminée. Elles donnent à leurs clients des indications pour l'achat et la vente de certaines valeurs, provoquant ainsi une modification, d'ordinaire connue d'elles à l'avance, du rapport de l'offre et de la demande, d'où elles tirent bénéfice, comme c'est le cas de ceux qui prévoient la direction dans laquelle va s'engager la spéculation. Mais cela montre en même temps l'importance de ces suiveurs, de ces hommes isolés, du public. Pour la spéculation professionnelle, gains et pertes peuvent se compenser mais le grand public, qui suit seulement la direction (que leur montrent les gros spéculateurs et qui se maintient dans cette direction quand ceux-là se sont déjà retirés après avoir réalisé leurs gains, ces naïfs qui croient que maintenant le moment est venu de participer aux fruits de la haute conjoncture, ce sont eux qui ont à supporter les pertes et doivent, à chaque transformation de la conjoncture, ou même seulement à chaque saute d'humeur boursière, payer les différences, dont l'encaissement constitue l'« activité productive » de la spéculation.

Que celle-ci soit improductive, qu'elle ait le caractère d'un jeu et d'un pari - ce que l'opinion populaire voit en elle à juste titre - n'empêche pas qu'elle soit une nécessité en régime capitaliste ou tout au moins à une certaine étape du développement capitaliste. C'est une habitude courante, quoique abusive, de présenter tout ce qui est nécessaire dans la société capitaliste, comme ayant un caractère productif. Au contraire, la production capitaliste implique, du fait de son anarchie, de l'antagonisme entre les propriétaires des moyens de production et ceux qui les utilisent, dans son mode de distribution, toute une série de dépenses qui ne signifient pas un accroissement de la richesse, disparaissent dans une société organisée et sont en ce sens improductives⁵. Qu'elles soient nécessaires dans la société capitaliste, cela ne signifie pas qu'elles soient productives, mais porte

4 En voici un exemple frappant : « Ces jours-ci le bruit courut que la Phoenix avait reçu une commande très importante de tubes d'acier pour compte américain. On parlait de plusieurs millions de marks. La Bourse ajouta foi à cette rumeur et fit monter les cours des valeurs minières, mais surtout des actions de la Phoenix. Elle savait pourtant qu'aux États-Unis en ce moment la situation n'est guère meilleure qu'il y a quelques mois ... Mais, dans les régions industrielles et spécialement à la direction de la Phoenix, on aura beaucoup ri de cette rumeur qui a provoqué une telle euphorie à la Bourse de Berlin. Ne s'agissait-il pas d'une commande pour un montant de plusieurs millions de marks, et par-dessus le marché pour compte américain, passée à une entreprise qui ne fabrique pas de tubes d'acier et qui ne possède même aucune participation pour ce genre de production à l'Union sidérurgique allemande ? Par conséquent une pure escroquerie » (*Berliner Tageblatt*, 15 juillet 1901).
Si donc. M. Arnhold (*Enquête sur la Bourse*, 1^{ère} partie, p. 444), parle d'activité intellectuelle spéculative, c'est plutôt une spéculation sur l'inactivité intellectuelle des auditeurs. Du reste, il doit reconnaître lui-même le caractère fortuit et irrégulier de la spéculation pour la masse des petits spéculateurs et des *outsiders*.

5 Sur la notion de travail productif au sens strict du terme, voir Marx, *Théories sur la plus-value*, t. I, pp. 407 sq.

seulement condamnation contre la façon dont cette société est organisée.

Certes, la spéculation est nécessaire, car elle permet à la Bourse de remplir ses fonctions, fonctions que nous allons maintenant examiner de près.

2. Les fonctions de la Bourse

La fonction de la Bourse change au cours du développement économique. A ses débuts, elle sert au mouvement des différentes sortes d'argent et des traites. Pour cela il ne fallait que le rassemblement de capitaux libres: investis dans les traites. Plus tard, elle devient le marché du capital fictif. Celui-ci se développe d'abord au fur et à mesure du développement du crédit d'Etat. La Bourse devient le marché des emprunts d'Etat. Mais un changement profond intervient avec la transformation du capital industriel en capital fictif, par conséquent la pénétration de plus en plus forte de la société par actions dans l'industrie. D'une part, s'étend ainsi rapidement et d'une façon illimitée le matériel mis à la disposition de la Bourse: de l'autre, l'existence de la Bourse en tant que marché toujours disponible est la condition de la transformation du capital industriel en capital fictif et de la réduction du dividende à l'intérêt.

C'est l'apparition de ce marché du capital fictif qui donne à la spéculation la possibilité de s'exercer. D'un autre côté, la spéculation est nécessaire pour que ce marché reste toujours ouvert et que par là le capital-argent ait la possibilité de se transformer à tout moment en capital fictif et à ce dernier celle de se transformer à nouveau en capital-argent. Car, du fait qu'au moyen d'achats et de ventes des gains peuvent être réalisés, le stimulant permanent pour les achats et les ventes est donné et par conséquent assurée l'existence stable d'un marché toujours ouvert. C'est la fonction essentielle de la Bourse de constituer ce marché destiné au placement du capital-argent. C'est seulement de cette façon que le capital peut se placer dans de vastes dimensions en tant que capital-argent. Car, pour qu'il puisse fonctionner en tant que capital-argent, il doit, premièrement, donner un revenu constant - l'intérêt - et, deuxièmement, pouvoir revenir à son propriétaire, ou, s'il ne revient pas effectivement, être remboursé à tout moment contre la vente des titres d'intérêt. C'est la Bourse qui seule a rendu possible la mobilisation du capital. Juridiquement, celle-ci n'est rien d'autre qu'une transformation et en même temps un doublement du droit de propriété⁶. La propriété sur les moyens de production passe des personnes privées à une société juridique, qui est formée à vrai dire de l'ensemble de ces personnes privées, mais où chacune d'elles en tant que telle n'a plus le droit de propriété sur son bien. Elle n'a plus droit qu'au revenu; sa propriété, qui signifiait autrefois un droit de disposition réel, illimité, sur les moyens de production et par là la direction de la production, est maintenant transformée en un simple titre revenu et son droit de disposition sur la production lui a été enlevé. Mais, au point de vue économique, la mobilisation du capital donne au capitaliste la possibilité de tirer à tout moment sous forme d'argent son capital investi et de le transférer dans d'autres domaines. Plus est élevée la composition organique du capital, moins ce changement pouvait s'accomplir par des changements réels du placement du capital productif dans ces éléments matériels. La tendance à l'égalisation du taux de profit se heurte de plus en plus à l'impossibilité croissante de retirer d'une branche de production le capital productif, dont la principale partie est formée de capital fixe. Le mouvement réel de l'égalisation ne s'accomplit que lentement, progressivement et d'une façon approximative, principalement par le placement de la plus-value à accumuler dans les sphères de placement à taux de profit élevé et la renonciation à de nouveaux placements dans celles où le taux de profit est bas. Le taux d'intérêt, lui, contrairement au taux de profit, est à tout moment donné, égal et général. L'égalité de tout le capital - et celle-ci ne consiste pas pour le capitaliste individuel dans l'égalité de la somme de valeur, mais dans celle du revenu de grandes valeurs - ne trouve son expression adéquate que dans la généralité et l'égalité du taux d'intérêt. L'indifférence du capitaliste à l'égard de la valeur d'usage, de la sphère de placement concrète de son capital, le fait que le capital n'est rien d'autre que de la valeur à la recherche de plus-value, n'entre en ligne de compte que dans ce rapport de quantité, n'est que titre de profit, ce fait conduit, avec une différence réelle du revenu (profit), à une mise en valeur différente des mêmes valeurs de capital. De deux capitaux d'une valeur de 100, dont l'un donne 10 de profit, l'autre 5, le premier est deux fois mieux mis en valeur que le second. La différence du profit que rapporte le capital individuel d'une part, mène, par la recherche à laquelle se livre le capitaliste individuel du plus grand profit possible pour son capital, à la concurrence des capitaux pour les sphères de placement et, par là, à la tendance à l'égalisation des taux de profit (et, auparavant, des taux de plus-value) et à l'établissement du taux moyen général de profit; mais, d'autre part, comme cette inégalité des taux de profit individuels est constamment créée à nouveau et provoque constamment le mouvement des capitaux, elle est constamment surmontée pour le capitaliste individuel par la mise en valeur de son capital d'après le revenu capitaliste au taux d'intérêt pour que cette mise en valeur soit pratique, que les capitalistes en tant que tels soient vraiment égaux, que l'égalité de tout ce qui rapporte un profit soit enfin réalisée, ce capital doit pouvoir également, à chaque instant, être réalisé d'après cette mesure de mise en valeur et cela dans la forme

6 D'après la terminologie de Karner il y a changement de fonction d'une institution juridique sans changement de norme (voir *Etudes marxistes*, I, p. 81),

socialement valable, en tant qu'argent. C'est seulement à ce moment-là que l'égalité des taux de profit devient, pour chaque capitaliste individuel, une réalité. Celle-ci est souvent le résultat d'un renversement du rapport véritable. Le capital n'apparaît plus comme une grandeur déterminée et décisive pour la grandeur du profit. Au contraire, ce dernier apparaît fixé en tant que grandeur donnée et la grandeur du capital déterminée par lui, détermination qui, dans la fondation de la société par actions, devient pratique, permet l'obtention du bénéfice des fondateurs et en fixe le montant. Les rapports réels semblent renversés. Quoi d'étonnant qu'à ces économistes qui considèrent les conditions économiques avec des yeux de boursiers, l'exposé des conditions réelles apparaisse au contraire comme une absurdité ?

L'égalité de tout le capital se réalise ainsi dans son estimation d'après son revenu. Mais ces capitaux ainsi estimés ne sont réalisés et, par là, devenus véritables qu'à la Bourse, le marché des titres d'intérêt capitalisés, du capital fictif. Ainsi, si la loi interne du capitalisme, son besoin de mettre toutes les valeurs existant dans la société en tant que capital au service de la classe capitaliste et d'obtenir pour chaque fraction de capital le même revenu, pousse à la mobilisation du capital et, par là, à son estimation en tant que simple capital rapportant intérêt, la fonction de la Bourse est de rendre possible cette mobilisation en créant le lieu où s'opère le transfert et le mécanisme de ce dernier.

La mobilisation du capital transforme dans une mesure croissante la propriété capitaliste en titres de revenu et rend ainsi le processus de la production capitaliste, de plus en plus indépendant du mouvement de la propriété capitaliste. Car le commerce de ces titres de revenu, qui se fait à la Bourse, signifie un mouvement de propriété. Mais ce dernier peut se poursuivre maintenant indépendamment du mouvement de la production et sans exercer sur elle la moindre influence. Le mouvement de la propriété est devenu indépendant et n'est plus déterminé par la marche de la production. Alors qu'autrefois mouvement de propriété signifiait même transfert de la fonction capitaliste d'entrepreneur et que d'autre part un changement de la fonction d'entrepreneur entraînait un changement de propriété, il n'en est plus de même maintenant. Et alors qu'autrefois la principale cause du changement survenu dans le partage de la propriété était des changements survenus dans les résultats de la production, le partage de la propriété un produit de la concurrence industrielle, à cette cause s'en ajoutent maintenant d'autres qui découlent du mécanisme de la circulation des titres d'intérêt et peuvent provoquer des mouvements de propriété qui restent sans influence sur la production, de même qu'elles sont nées sans qu'un changement soit survenu dans les conditions de production.

Dans la circulation des marchandises, le transfert des biens va de pair avec le transfert de la propriété. Dans la simple production des marchandises, le transfert des biens apparaît comme l'essentiel, le facteur qui déclenche le processus de transfert de la propriété, ce dernier seulement comme le moyen de l'effectuer. Car le motif déterminant de la production est encore la valeur d'usage, la satisfaction de certains besoins. Dans la circulation capitaliste des marchandises, la circulation des biens signifie en outre la réalisation du profit né dans la production et constitue la force d'impulsion de l'activité économique. Au sein de la société capitaliste, le transfert de la marchandise force de travail au capitaliste signifie accroissement de la propriété capitaliste par la production de la plus-value. Mais, dans la circulation des valeurs, il s'agit de transfert de propriété, circulation de simples lettres de propriété sans transfert correspondant des biens. Ici, la propriété capitaliste a perdu tout lien avec la valeur d'usage. Le marché pour cette circulation de la propriété en soi est la Bourse.

La mobilisation elle-même, la création du capital fictif, est déjà en soi une cause importante de formation de propriété capitaliste en dehors du procès de la production. Si, autrefois, la propriété capitaliste se formait essentiellement par l'accumulation de profit, la création du capital fictif donne maintenant la possibilité du bénéfice des fondateurs. Par là, le profit est dirigé en grande partie entre les mains des grandes puissances d'argent qui seules sont en état de donner au capital industriel la forme du capital fictif. Cependant ce profit ne leur revient pas, comme le dividende des actionnaires, en tant que revenu annuel, dispersé, mais capitalisé sous forme de bénéfice des fondateurs, comme un somme relativement et absolument importante, qui dans sa forme d'argent peut fonctionner immédiatement en tant que capital. Chaque nouvelle entreprise paye ainsi d'avance un tribut à ses fondateurs, qui n'ont rien fait pour cela et n'auront peut-être jamais rien à faire avec elle. C'est un phénomène qui concentre de nouveau de grosses sommes d'argent entre les mains des grandes puissances d'argent.

Et un procès de concentration de la propriété indépendant du procès de concentration dans l'industrie se poursuit également à la Bourse. Ce sont les gros capitalistes au courant de la marche des sociétés par actions qui embrassent d'un coup d'œil le développement de l'affaire et peuvent prévoir l'évolution des cours. En outre, leur puissance de capital leur permet d'influencer, par des achats et des ventes appropriés, cette évolution même et d'en tirer bénéfice. Elle leur permet également les interventions pour lesquelles on leur fait encore tant d'éloges, à savoir les achats de valeurs dans les périodes de crise ou de panique, valeurs qu'ils peuvent ensuite, dès que le calme est revenu, revendre avec bénéfice⁷. Bref, ce sont eux qui sont au courant, et « toutes les

7 Le meilleur exemple qu'on en puisse donner pour ces derniers temps est peut-être l'absorption de la Tennessee Steel and Coal Company, pendant la panique de l'automne 1907, par le trust de l'acier, dont elle était le principal concurrent. Dans le *Berliner Tageblatt* du 17 novembre 1907 une plume indignée écrit à ce propos : « On confirme maintenant de source bien informée que les deux représentants de J. Pierpont Morgan envoyés ces jours derniers à Washington - E. F.

fluctuations de la conjoncture sont avantageuses pour celui qui est au courant », comme disait le rusé banquier Samuel Gurney à la commission de la Chambre des lords⁸.

Pour la fonction de la Bourse qui consiste à donner au capital industriel, par la transformation en capital fictif, pour le capitaliste individuel, le caractère de capital-argent, l'importance du marché est essentielle, car le caractère de capital-argent dépend du fait que les actions et obligations peuvent être vraiment vendues à tout moment et sans trop grande perte de cours. D'où la tendance à la plus grande concentration possible des affaires sur un seul marché. C'est ainsi que les affaires de banque et de Bourse sont de plus en plus concentrées au centre de la vie économique, dans la capitale, tandis que les Bourses régionales voient leur importance diminuer. En Allemagne, la Bourse de Berlin dépasse de beaucoup toutes les autres. A côté de Berlin, seules les Bourses de Hambourg et de Francfort jouent encore un rôle, mais elles perdent de leur importance.

Alors que, selon la théorie petite-bourgeoise, les actions signifient la « démocratisation du capital », la pratique petite-bourgeoise - toujours plus raisonnable - s'efforce de limiter aux seuls capitalistes la possession d'actions. Les représentants de la pratique du grand capitalisme se joignent très volontiers à ces avertissements, dans l'agréable certitude qu'ils ne seront pas trop mis à profit. « Qui a besoin d'un intérêt fixe pour vivre », dit l'expert Arnhold, « doit éviter d'acheter des actions⁹ ». Les revenus changeants d'une action, explique-t-on ensuite, ne sont, pour celui qui a besoin de ses intérêts pour vivre, qu'une source de perte de capital, parce que de hauts dividendes l'entraînent la plupart du temps à un accroissement de son budget; il ne vend pas quand les cours sont élevés, mais ne le fait en général que quand la baisse des dividendes et celle des cours l'ont rendu craintif (et il le sera toujours, parce qu'il n'a pas la possibilité de connaître la véritable situation de l'entreprise et doit par conséquent se fier au cours, au « jugement » de la Bourse) ou qu'il est contraint de vendre pour tel ou tel motif.

3. Les affaires boursières

Les affaires boursières sont des affaires d'achat et de vente qui se distinguent essentiellement des autres par la marchandise qu'on échange et non la façon dont on le fait. Ce n'est pas la technique des affaires, mais leur contenu, qui est décisif au point de vue économique, et la description de ces détails techniques ressortit plus à un manuel pour commerçants pratiques qu'à une dissertation théorique. Ce n'est que dans la mesure où la façon dont ces affaires se déroulent facilite certains résultats découlant de leur contenu même qu'elle sera d'un quelconque intérêt.

Les règlements particuliers concernant le déroulement des opérations boursières - les usages de la Bourse - ont avant tout pour but de permettre la plus large utilisation du crédit, la limitation du risque et la plus grande rapidité des échanges.

L'utilisation du crédit est déjà en majeure partie rendue possible par la nature des « marchandises » dont on traite. Ces dernières sont des assignations d'argent, soit directes comme les traites, soit indirectes comme les titres de profit capitalistes. En tant qu'assignations d'argent, les valeurs boursières sont également entre elles et ne diffèrent que du point de vue quantitatif. Même des différences dites qualitatives des valeurs boursières, telles qu'elles existent entre les valeurs à revenu fixe et les actions, de même que celles qui concernent la sécurité de ces valeurs sont toujours transformées par le commerce boursier en différences quantitatives et ne peuvent pas non plus se manifester autrement que dans les différences d'appréciation. A cela près qu'ici la différence de prix ne s'explique pas, comme pour la qualité différente d'une marchandise, en premier lieu par la différence du coût de production, mais exclusivement par un rapport différent de la demande et de l'offre. Si, par exemple, une action d'une entreprise sucrière et une action d'une compagnie de chemin de fer donnent le même revenu le cours de cette dernière action peut être plus élevé parce qu'il y a davantage de gens qui veulent l'acheter, comme promettant à leur avis une plus grande stabilité dans son revenu. Ainsi la différence qualitative de la sécurité du revenu est exprimée quantitativement dans la différence du cours. Cette

Gary et H. C. Frick - ont posé au président Roosevelt l'ultimatum suivant: ou accepter que l'absorption de la Tennessee Steel Company se fasse tranquillement et promettre que le gouvernement n'interviendra pas, ainsi que le lui prescrit la loi antitrusts en vigueur ou ... connaître la pire panique qui se soit jamais produite dans le pays, avec fermeture probable de toutes les banques. Cette attaque audacieuse jusqu'à la témérité dirigée contre le président de la République au moment le plus aigu de la crise économique ne pouvait manquer de produire son effet. Contraint par la nécessité, le président dut abandonner ses pouvoirs à la Bourse. Il lui fallut abjurer momentanément ses obligations de premier magistrat de l'Etat et ne pas appliquer la loi. La plus haute instance de l'Exécutif ainsi neutralisée, le brave Morgan put pour « sauver » la Trust Company of America et la Lincoln Trust Company, conquérir pour son trust de l'acier le monopole du fer et de l'acier dans toute l'Union. Quelques jours plus tard, il réussit dans son travail de sauvetage un nouveau coup en mettant la main sur la C. W. Morses Coastwise Steamship Combination. Cela caractérise la situation actuelle de la République aux Etats-Unis d'Amérique, fondée par des patriotes désintéressés comme George Washington, Benjamin Franklin, Jefferson et autres personnalités éminentes. »

⁸ Marx, *Le Capital*, III, p. 406.

⁹ *Enquête sur la Bourse*, rapport sténographique de la commission 1893, I, p. 190

maniabilité des valeurs boursières offre la possibilité que les affaires d'achat et de vente soient réglées en majeure partie par compensation mutuelle, ne laissant à payer que les différences. La conclusion de l'affaire est ainsi liée à une allocation de crédit; l'argent ne fonctionne que comme argent de compte, et seule une petite partie doit être payée comptant. Pour que ces paiements puissent être réduits au maximum, il existe des établissements spéciaux destinés à la compensation des règlements exigés par les affaires d'achat et de vente¹⁰. Mais il faut pour cela que les prix auxquels se concluent les affaires boursières soient connus, et c'est pourquoi la fixation des cours est publique. C'est seulement par cette fixation publique des cours que la Bourse remplit sa fonction, qui consiste à être le marché où à tout moment ces valeurs boursières soient négociées à un prix connu. Comme ce prix à tout moment réalisable est fixé, cela facilite considérablement l'autre forme d'allocation de crédit, l'investissement proprement dite, contrairement à l'ancienne forme de compensation des paiements, du fait que le donneur de crédit connaît exactement le prix de l'objet qu'il investit. Le spéculateur donne en gage au donneur d'argent les titres, qu'il paye avec l'argent prêté. Il en résulte ainsi une forme nouvelle et sûre d'utilisation portant intérêt de capital-argent dans le prêt sur gages des valeurs boursières.

L'allocation de crédit permet au spéculateur d'utiliser de très petites fluctuations de prix, du fait qu'il peut ainsi étendre ses opérations très au-delà de ses propres moyens et tirer bénéfice, grâce à la dimension de ses affaires, de petites fluctuations de prix. Au contraire, encore une fois, du fait que le crédit permet à la spéculation d'utiliser à tout moment la situation du marché, elle a pour résultat, comme les opérations spéculatives sont toujours accompagnées d'opérations en sens inverse, d'atténuer ces oscillations de prix. L'utilisation du crédit accroît en outre la supériorité du gros spéculateur : la puissance du capital dont il dispose est multipliée par l'utilisation du crédit, qui croit beaucoup plus rapidement que ce capital.

Une autre caractéristique des affaires boursières est la rapidité avec laquelle elles se concluent et qui entraîne avec elle une certaine absence de formes. Cette rapidité découle essentiellement du besoin où se trouve la spéculation de pouvoir utiliser de petites et brèves oscillations de prix. Etant donné la rapidité des changements du rapport de l'offre et de la demande et celle des variations de cours, cette accélération des échanges est de la plus haute importance. Car, pour la spéculation, chaque nouvelle fluctuation de la cote signifie une nouvelle possibilité de gain. C'est pourquoi elle a horreur des formalités qui prennent du temps; ici vaut la maxime : le temps, c'est de l'argent. D'où sa répulsion à l'égard de toute fixation de délai, de toute intervention légale en général, qui signifie une perte de temps.

C'est par l'opération à terme que les avantages du crédit sont le mieux utilisés. L'opération à terme remet l'exécution de toutes les affaires à la même date: Etant donné qu'elles sont surtout le fait de la spéculation, celles qui portent sur l'achat et celles qui portent sur la vente s'opposent et se compensent en grande partie. L'argent n'est ici nécessaire que pour le règlement des différences (règlement qui se fait principalement au moyen d'argent-crédit ou de simple inscription dans les registres des banques) ou pour le paiement d'achats et de ventes faite unilatéralement, mais relativement faibles par rapport à la grande quantité des affaires qui se compensent. Ici aussi le crédit développe ses conséquences sur l'élargissement du marché. Le marché à terme permet une grande extension des opérations; les valeurs traitées à terme trouvent à tout moment leur marché, et c'est pourquoi Il est possible à tout moment de mettre fin, par l'achat ou la vente, à sa spéculation, de réaliser son bénéfice ou de limiter sa perte, sauf, bien entendu, en cas d'ébranlement catastrophique du marché. Etant donné, en outre, que ce qui importe dans ce genre d'opération, ce n'est pas la possession des titres, mais l'obtention du gain provenant de la différence des cours, et que les titres peuvent être vendus à tout moment, l'importance de l'engagement n'est pas limitée par le prix des titres, mais seulement par la somme des différences qui peuvent naître de la spéculation. D'un autre côté, les titres existant sur le marché ne sont nécessaires que dans la mesure où les affaires de spéculation - achat et vente - ne s'annulent pas réciproquement. L'importance des engagements contractés est par conséquent également indépendante de celle de la somme des prix des titres existants et peut même la dépasser plusieurs fois. En outre, le caractère particulier des conditions de conclusion assure de la façon la plus complète la rapidité du déroulement de l'affaire.

L'extrême simplification sur le marché à terme, la possibilité plus grande de la compensation, réduisent le capital nécessaire à la spéculation. Elles élargissent ainsi le cercle des personnes qui peuvent participer à la spéculation et accroissent le volume des différents engagements. Le marché à terme s'élargit par rapport au marché au comptant.

En même temps, il absorbe moins de moyens pour le maintien et la poursuite de la spéculation et agit par là d'une façon moins intensive sur l'intérêt du capital mis à la disposition de la spéculation. Mais comme toujours une grande partie de la spéculation est faite à l'aide de capital emprunté et que, pour la poursuite de la spéculation, l'intérêt sur ce capital exerce une influence déterminante, le marché à terme aura tendance en

10 C'est ainsi par exemple qu'il existe à Londres depuis 1874 le Stock Exchange Clearing, grâce auquel, pour les principales espèces de valeurs, les échanges se compensent aussi largement que possible; de telle sorte qu'un chèque n'est établi que pour le solde. Le résultat est que 10 % seulement des échanges se règlent par chèque, tandis que 90 % des obligations réciproques se règlent par simple compensation (Jaffé, *op. cit.*, p. 95). Des établissements semblables existent sur toutes les autres places boursières.

général à poursuivre de plus en plus la spéculation. Il en résulte en retour une moindre variation dans le rapport de l'offre et de la demande et par là une atténuation des oscillations de la cote. En même temps, étant donné le volume plus grand des transactions, des oscillations beaucoup plus faibles suffisent pour pousser les spéculateurs à leurs opérations. Et le fait que les opérations à terme rendent également possible la vente des titres, ce qui permet de mieux s'opposer à un accroissement unilatéral de l'offre que sur le marché au comptant, agit dans le même sens¹¹.

Le marché à terme donne la possibilité de placer des capitaux, qui ne sont remboursables que plus tard, à des cours déjà fixés précédemment ou de se procurer d'avance à des conditions favorables des capitaux dont on n'aura besoin qu'ultérieurement. A cela s'ajoute l'élargissement déjà mentionné du marché, qu'assurent d'une façon générale les opérations à terme par la facilité des allocations de crédit et de la conclusion des affaires. Il est plus ouvert que le marché au comptant. Il facilite ainsi les opérations d'émission, du fait que les maisons émettrices peuvent vendre leurs titres peu à peu et sans recul des cours¹². Le marché à terme est également la forme appropriée pour la fonction de l'arbitrage, de la compensation des différences de cours sur les différentes places boursières.

La spéculation exige une certaine réserve de titres, qui est mise à sa disposition pour ses opérations. Si une valeur est en majorité en main « ferme », c'est-à-dire si elle est, en tant que valeur de placement, retirée du marché d'une façon permanente, elle n'est pas propre à la spéculation. De même les titres dont le montant total est faible ne conviennent pas à la spéculation. De petits achats et ventes peuvent exercer une très forte influence sur leur cours et donnent à un petit nombre de capitalistes la possibilité, par l'achat de tout le « matériel », de dicter à leurs concurrents des prix de monopole. La spéculation suppose précisément un vaste marché, pas trop facile à contrôler. Le monopole est la mort de la spéculation.

Les affaires de spéculation sont, nous l'avons vu, toujours liées aux affaires de crédit. Ce qui compte pour la spéculation, ce n'est pas la somme totale du prix des titres achetés mais seulement la grandeur de leurs variations de cours possibles. Le donneur de crédit pourra, lors de la mise en garde des titres, accorder le crédit jusqu'à un montant tel qu'il sera couvert contre des changements de cours. Si le cours d'une valeur ou se produisent des oscillations relativement faibles est de 110, le spéculateur pourra, par exemple, recevoir 90 contre la mise en gage de cette valeur, et n'a besoin par conséquent que d'avancer la différence, soit 20.

Cette forme d'allocation de crédit est la façon la plus courante dont les affaires de commission boursières, les banquiers et les banques, permettent à leurs clients de participer aux opérations boursières. Le retrait du crédit ou l'accroissement des difficultés avec lesquelles il est dispensé sont des moyens courants de jeter ces clients « hors de leurs engagements », de rendre impossible la poursuite de leurs spéculations, de les contraindre à se débarrasser de leur papier à n'importe quel prix et ainsi, par cet accroissement brusque de l'offre, de faire baisser les cours, ce qui permet aux donneurs de crédit d'acheter eux-mêmes ce papier à bas prix. Ici aussi l'allocation de crédit est un moyen en vue de l'expropriation des petits débiteurs.

Tout autre est la façon dont cette allocation de crédit est réglée pour les gros spéculateurs. Ces derniers se procurent les fonds dont ils ont besoin au moyen du report. Du point de vue de la forme, l'affaire de report consiste en une affaire d'achat et de vente. Si le spéculateur à la hausse veut conserver son papier au-delà de la fin du mois jusqu'au terme suivant, parce qu'il espère que dans l'intervalle les prix monteront encore, il vend son papier à un capitaliste prêteur d'argent et le rachète pour le terme suivant. Pour celui qui fournit l'argent, son intérêt est contenu dans la différence entre le prix de vente et le prix d'achat. Mais c'est purement théorique, car en réalité le donneur d'argent a simplement accepté le papier pour cet intervalle de temps et pris la place du spéculateur, mais il se distingue de ce dernier en ce qu'il ne prend aucun risque, ne prétend faire aucun bénéfice spéculatif; il a placé son argent pour ce laps de temps et reçu pour cela l'intérêt. Mais la forme dans laquelle cette avance est faite a une grande importance. Car, étant donné qu'ici l'affaire de crédit a la forme d'une affaire d'achat, la propriété du papier passe dans l'intervalle de celui qui reçoit le crédit à celui qui l'accorde. Cela lui permet, pendant ce temps-là, d'utiliser le papier à sa guise et, s'il s'agit de valeurs industrielles, cela peut avoir une grande importance; ainsi, une banque peut vouloir, au moment d'une assemblée générale, influencer, grâce à un gros paquet d'actions, sur les décisions de cette assemblée. Par le report, elle est en mesure d'entrer provisoirement en possession des titres et de contrôler ainsi la société par actions. En facilitant l'opération de report par l'abaissement du taux de report, il sera extrêmement facile à une

11 Les formes du commerce en Bourse ne sont pas importantes seulement pour l'établissement des prix. Les conditions pour le déroulement des affaires en Bourse sont plus que de simples instruments techniques du commerce en Bourse, elles sont également des facteurs de la formation des prix, dont l'importance ne doit pas être méconnue, quoique en dernier lieu ce qui décide, ce sont les besoins et les quantités disponibles, l'offre et la demande. Qu'une valeur ou une marchandise soit échangée au comptant ou à terme, à court ou à long terme, dans tel type de marchandise, tel groupe boursier, etc., ce sont là des facteurs très importants, non seulement pour l'établissement exact des prix, mais aussi pour leur formation, et toute modification qui y est apportée influence la courbe dans laquelle les prix se suivent dans le temps sur un marché organisé. Landesberger, « La Réforme des Bourses agricoles en Allemagne », *Revue pour le bien public, la politique sociale et l'administration*, t. XI (1902), p. 36.

12 *Enquête sur la Bourse*, I, rapport de la Commission, pp. 75 sq.

banque d'obtenir ce papier de la spéculation. Les banques ont en cela l'habitude de s'aider mutuellement en s'abstenant, pour un temps donné, de se faire concurrence pour l'opération de report concernant une valeur déterminée¹³. Par là, les actions acquièrent comme une double fonction. Elles servent, d'une part, d'objet de spéculation et de base pour leurs gains différentiels. En outre, elles servent aux banques dans leurs efforts en vue de s'assurer une influence dominante dans les sociétés par actions et d'imposer leurs volontés dans les assemblées générales, sans être obligées pour autant d'immobiliser leurs fonds dans les actions en question¹⁴.

L'importance des opérations de spéculation dépend, toutes proportions gardées, des fonds mis à la disposition des spéculateurs. Car la fréquence des échanges de valeurs - et chacun de ces échanges est source de gain - dépend naturellement du nombre des titres existants. D'où l'influence exercée sur la spéculation boursière par les banques, qui, en accordant ou en refusant le crédit, peuvent permettre à la spéculation de s'élargir ou au contraire la restreindre. Les affaires de report sont celles qui font le plus appel au crédit. On y investit des capitaux flottants la plupart du temps considérables¹⁵, et ces investissements influent sur la formation des taux pour l'argent quotidien et - aux époques où l'argent est rare - sur les taux d'escompte et, par là, sur le mouvement de l'or. C'est pourquoi, en restreignant les allocations de crédit, les banques peuvent influencer directement sur le taux de l'intérêt, car elles peuvent, à leur gré, accorder ou refuser le crédit. Il s'agit ici de tractations purement financières qui peuvent très bien ne pas se faire sans que l'économie en souffre. Il en est tout autrement du crédit accordé aux commerçants et aux industriels, où un arrêt brusque de ce crédit peut entraîner la faillite.

Avec le développement du système bancaire on assiste à un changement dans la structure du commerce des valeurs. Au début, le banquier n'est qu'un commissionnaire qui fait l'affaire pour le client. Mais, plus s'accroît la puissance du capital et l'intérêt que manifeste la banque pour le cours des actions, plus elle s'occupe de ces affaires pour son propre compte. Une grande partie des échanges ne se font maintenant plus à la Bourse; elle règle entre elles les demandes qu'elle reçoit de ses clients et seules celles qui ne se compensent pas sont envoyées à la Bourse ou couvertes par ses propres réserves. C'est donc jusqu'à un certain point la banque elle-même qui décide quelles sommes elle porte à la Bourse pour l'achat ou la vente, ce qui est pour elle un moyen d'influencer l'évolution des cours. Ainsi la banque cesse d'être simple intermédiaire dans le commerce des valeurs et fait des opérations pour son propre compte. « L'affaire de banque n'est plus aujourd'hui en fait une affaire de commission, elle est devenue une affaire pour son propre compte¹⁶. »

En même temps la grande banque enlève à la Bourse une partie de sa fonction et devient elle-même un marché pour les titres ; il ne reste à la Bourse que ce qui ne peut se compenser dans les banques¹⁷. « Une grande banque représente en soi une certaine quantité d'offres et de demandes, comme seule en représentait autrefois une importante place boursière¹⁸. »

Avec la concentration croissante du système bancaire croît également d'une façon extraordinaire le pouvoir des grandes banques sur la Bourse, particulièrement aux époques où la participation du grand public aux spéculations boursières est faible. Vu la façon dont les choses se passent aujourd'hui à la Bourse, on doit parler

13 Cela peut se produire aussi dans d'autres buts. « Sur le continent, il n'est pas rare qu'une telle politique de report soit appliquée (par les banques). Il arrive que des banques, quand elles préparent une émission importante, réduisent le report pour créer un sentiment de hausse, car la perte qu'elles subissent de ce fait, elles peuvent la compenser grâce aux bénéfices réalisés au moment de l'émission » (Philippovitch, *Fondements de l'économie politique*, t.II, 2^e partie, p. 181).

14 Voir *Enquête sur la Bourse*, III, p. 1930, la déclaration de l'expert Koenig. Il considère le commerce à terme indésirable pour l'industrie et expose son opinion de la manière suivante : « Tous ces papiers qui sont dans le commerce à fin de mois nagent à la Bourse, pour une grande part, dans les mains de gens qui ne s'intéressent pas à la chose elle-même, mais seulement aux actions, pas aux entreprises en tant que telles, et dont le seul but est de faire monter ou baisser les cours. Etant donné les conditions qui régissent le commerce à fin de mois, il est extrêmement facile d'agir sur les entreprises, de s'assurer au moyen du report un gros paquet d'actions pour le dernier jour du mois où doit se tenir une assemblée générale. On se présente en tant que propriétaire de quelques millions d'actions, qui ne vous appartiennent même pas, devant les actionnaires qui ne se doutent de rien. En un tournemain ceux-ci sont submergés et se voient imposer toutes sortes de choses dont ils n'ont jamais eu la moindre idée. »

15 Voir la déclaration de Meyer (*Enquête sur la Bourse*, II, p. 1608), qui explique l'accroissement des affaires à terme en Angleterre par le fait que dans ce pays il existe à tout moment des capitaux flottants à la disposition de ce commerce.

16 *Enquête sur la Bourse*, I, p. 347. Déclaration d'Arnhold.

17 Qu'on se reporte par exemple aux déclarations suivantes d'une « personnalité éminente du monde de la banque à Berlin », que reproduit le *Berliner Tageblatt* du 25 février 1908 : « N'oubliez pas qu'au cours officiel du comptant il n'y a qu'une partie relativement petite des échanges. La concentration dans les banques allemandes a eu pour résultat qu'une partie considérable des ordres d'achat et de vente aboutissent pour compensation dans les bureaux des grandes banques. A la Bourse de Berlin, on ne règle en fait que les pointes. » Il en est de même en Autriche. A l'assemblée générale de la Wiener Giro-und Kassenverein, un actionnaire se plaint : « Du fait que la vie commerciale de la monarchie se concentre de plus en plus dans les banques, de sorte que toutes les firmes privées plus faibles doivent disparaître, les échanges à la Bourse n'ont plus besoin, dans un très grand nombre de cas, de l'intermédiaire du bureau de compensation. Chaque banque est une union de virements et de caisses sans frais et sans employés. Le développement des échanges de titres dans les banques est lié à la diminution de l'entremise d'arrangement par l'union de virements et de caisses » (*Neue Freie Presse* du 1^{er} février 1905).

18 *Annuaire berlinois pour le commerce et l'industrie* (1905).

désormais non plus d'une tendance de la Bourse, mais plutôt d'une tendance des grandes banques, parce que ces dernières ont fait de plus en plus de la Bourse un instrument à leur service et dirigent ses mouvements à leur gré. Comme, au printemps dernier, le pronostic défavorable très discuté d'une grande banque sur l'évolution de la conjoncture avait donné l'impulsion extérieure à la baisse soudaine des cours qui se produisit alors, baisse dont les causes véritables étaient naturellement beaucoup plus profondes, ce sont cette semaine au contraire des déclarations rassurantes de la haute banque qui ont complètement modifié l'humeur de la Bourse et l'ont rendue maintenant, elle qui n'accordait son attention qu'aux facteurs défavorables, accessible également aux facteurs favorables¹⁹.

Mais à cette forte influence sur l'évolution des cours s'ajoute le fait que les banques, par leur liaison croissante avec l'industrie, connaissent exactement la situation des différentes entreprises, prévoient les résultats, peuvent éventuellement les influencer selon leurs désirs, tous facteurs qui leur permettent d'opérer dans leurs spéculations avec la plus grande sécurité.

Ce développement des grandes banques a naturellement pour résultat une diminution de l'importance des Bourses²⁰.

A la Bourse, la propriété capitaliste apparaît dans sa forme pure en tant que titre de revenu, en lequel est transformé automatiquement le rapport d'exploitation, l'appropriation du surtravail. La propriété cesse de s'exprimer en un rapport de production déterminé et devient un titre de revenu, qui apparaît tout à fait indépendant d'une activité quelconque. Elle est détachée de tout rapport avec la production, avec, la valeur d'usage. La valeur de chaque propriété apparaît déterminée par celle du revenu, rapport purement quantitatif. Le nombre est tout et la chose n'est rien. Le nombre seul est le réel et comme le réel n'est pas un nombre, ce qui les lie l'un à l'autre a un caractère plus mystique que la foi des pythagoriciens. Toute propriété est capital et non-propriété, les dettes sont, ainsi que le démontre chaque emprunt d'Etat, aussi du capital, et tout capital est égal et s'incarne dans les morceaux de papier imprimé, qui montent et descendent à la Bourse. La vraie formation de valeur est un phénomène qui échappe entièrement à l'action des propriétaires et qui détermine d'une façon complètement mystérieuse leur propriété.

La grandeur de la propriété semble ne rien avoir à faire avec le travail. Si déjà dans le taux de profit le lien direct entre le travail et le revenu du capital est masqué, il l'est complètement dans le taux d'intérêt. La transformation apparente de tout capital en capital portant intérêt qu'entraîne avec elle la forme du capital fictif supprime complètement toute connaissance de ce lien. Il paraît absurde de mettre l'intérêt, qui change constamment et peut en fait changer indépendamment de ce qui se passe dans le domaine de la production, en liaison avec le travail. Il apparaît comme conséquence de la propriété du capital en tant que telle, comme fruit du capital doué de productivité. Il est changeant, incertain, comme l'avenir. L'échéance seule semble donner des intérêts et c'est sur cette apparence que Boehm-Bawerk édifie sa théorie du capitalisme.

19 *Frankfurter Zeitung* du 21 juin 1907.

20 C'est ainsi que la *Frankfurter Zeitung* du 28 janvier 1906 écrit : « D'une véritable liquidation à fin de mois, c'est à peine si l'on peut parler aujourd'hui. On annonce assurément encore des taux de report, mais la plus grande partie des virements sont réglés à l'intérieur des grandes banques, qui pourraient également fixer leurs propres taux. On ne peut se faire aucune idée de l'importance des engagements conclus, car, comme il a été dit, dans la liquidation à la Bourse seules parviennent pour règlement la plus petite partie des engagements. » Il en est autrement dans les Bourses étrangères. Celle de New York, notamment a, en tant que moyen de transfert de propriété, c'est-à-dire d'expropriation, une plus grande importance que les Bourses européennes. Ici, la situation financière particulière concourt avec la technique boursière. La Bourse de New York ne connaît que l'opération au comptant, ce qui fait que les différences doivent être réglées quotidiennement. Lors des forts mouvements de cours, spécialement quand ils se développent dans le même sens, apparaît ainsi une forte demande d'argent. Quand le marché de l'argent est tendu, la législation américaine sur les billets de banque est ainsi, par suite de son manque de souplesse, un excellent moyen de produire des taux d'intérêt exorbitants, que les spéculateurs ne peuvent pas payer. C'est le moment pour les grands financiers de les « jeter hors de la spéculation » et d'acquiescer, lors de la liquidation forcée, les papiers à bon marché.

CHAPITRE IX - LA BOURSE DES MARCHANDISES

Pour le commerce des valeurs la Bourse est le lieu de naissance. Avec elle se développent les banques de valeurs, qui, d'une part, font concurrence à la Bourse, de l'autre l'utilisent comme leur organe de transmission. Pour le commerce des valeurs l'échéance est sans importance; elle le facilite mais n'a aucune influence décisive sur le niveau du prix. Il en est tout autrement du commerce boursier des marchandises¹.

A la Bourse des valeurs s'effectue l'échange des valeurs; ces échanges remplissent la fonction de la mobilisation du capital. Dans l'échange s'accomplit pour le capitaliste individuel la retransformation du capital fictif (qui avait d'abord été transformé en capital industriel) en capital-argent. Ce sont des échanges d'une nature particulière, qui n'ont de commun avec le commerce des marchandises que la forme d'achat et de vente, la forme économique générale de transfert de valeur et de propriété. Il en est tout autrement du commerce des marchandises: ici s'accomplit la réalisation du profit industriel et commercial créé dans la production, tandis que s'effectuent par la circulation des marchandises les échanges organiques de la société. C'est pourquoi Bourses de marchandises et Bourses de valeurs se distinguent déjà d'avance comme marchandises et valeurs. Les mettre sur le même plan comme « Bourses », c'est créer de la confusion si l'on ne tient pas compte de cette différence fondamentale et si l'on identifie en outre spéculation et commerce. La notion de commerce boursier des marchandises, donc du caractère particulier de la Bourse des marchandises, à la différence de l'autre « commerce », nécessite par conséquent un examen plus profond.

D'ordinaire, on appelle boursier tout commerce qui s'effectue dans une Bourse, c'est-à-dire un lieu où se réunissent de nombreux commerçants. Mais, que ces derniers fassent leurs affaires à leurs comptoirs ou dans un autre endroit, précisément la Bourse, il n'y a là qu'une différence de technique commerciale, non une différence économique. La rapidité de la conclusion des affaires, le coup d'œil général sur la situation du marché, peuvent en être facilités, Mais ce ne sont là, encore une fois, que des différences techniques, non économiques.

La différence reste même purement technique si une fonction importante du commerçant en est rendue superflue du fait que l'examen et la constatation de la valeur d'usage pour l'affaire privée sont abolis parce qu'on ne doit livrer que des marchandises d'une qualité déterminée. Que ces conditions de livraison soient remplies ou non, ce sont les organes boursiers experts en la matière qui ont, en cas de conflit, à en juger. Mais la suppression de cette fonction est une condition préalable du commerce en Bourse des marchandises, lequel exige encore, pour exister, d'autres critères économiques.

La marchandise entre par conséquent dans le commerce boursier en tant que marchandise d'une certaine qualité. Elle est marchandise boursière en tant que valeur d'usage fixée, que marchandise standard. Comme telle, chaque quantité peut être remplacée par toute autre quantité égale; en tant que quantité de la même valeur d'usage, la marchandise est devenue un bien valable. Les marchandises ne se distinguent dans le commerce boursier que quantitativement. Selon la nature de la marchandise et les règlements de la Bourse, une certaine quantité: tant et tant de kilos, tant et tant de sacs d'un poids déterminé, vaut comme unité pour la conclusion de l'affaire. Ne conviennent par conséquent au commerce boursier que des marchandises qui, conformément à leur nature ou à des règles, relativement simples, peu coûteuses, peuvent fonctionner comme telles.

Mais qu'elles puissent fonctionner comme telles, c'est une propriété naturelle de la valeur d'usage, que possède une sorte de marchandise, une autre non. Pour le commerce boursier, il faut davantage. Dans le commerce ordinaire la marchandise passe, au coût de production du fabricant, entre les mains du commerçant, qui la vend, majorée du profit commercial, au consommateur. Le commerce ne devient boursier que si, en dehors du commerce, il reste encore place pour un gain différentiel, le gain de spéculation. Mais, pour qu'il y ait spéculation, il faut de fréquentes fluctuations de prix. Sont par conséquent propres au commerce boursier les marchandises qui sont soumises aux plus grandes oscillations de prix dans les temps relativement les plus courts. Ce sont avant tout les fruits, les céréales, le coton, puis les produits semi-fabriqués et éventuellement les produits manufacturés, dont les matières premières servant à la production sont soumises à de fortes oscillations, influent d'une façon décisive sur le prix du produit, comme par exemple le sucre.

Selon Robinow², c'est en Angleterre, pour les métaux, le talc, etc., que le commerce à terme a fait son apparition. Cependant, après l'introduction du télégraphe et des bateaux à vapeur, le commerce à terme s'est étendu aux produits d'outre-mer. Toute la production ne s'étale pas sur toute une année, mais ne dure que quelques mois, produits qui sont jetés en une seule fois sur le marché, tandis que leur consommation se répartit sur toute l'année. La raison du marché à terme est par conséquent la courte durée du temps de production par

1 M. Russel, de la Société d'escompte, donne la définition suivante: « L'essence de la spéculation commerciale consiste à percevoir un changement de la conjoncture et, si possible, à se garantir d'avance au moyen du commerce à terme » (*Enquête sur la Bourse*, I, p. 417).

2 *Enquête Sur la Bourse*, II, p. 2072.

rapport à la longueur du temps de circulation, due à la consommation ininterrompue. Ce qui pousse à l'introduction du commerce à terme dans les opérations portant sur les valeurs, c'est la faculté de fonctionnement qu'ont les objets échangés, titres de revenu capitalisés, par conséquent représentants d'argent. Quant au commerce à terme des marchandises les raisons en sont les conditions spécifiques de transformation, par exemple la différence entre temps de production et temps de circulation. C'est le besoin du marché à terme qui conduit à l'établissement, souvent obtenu uniquement par des moyens artificiels, de marchandises standard, c'est-à-dire de marchandises dont chaque quantité à la même valeur d'usage que n'importe quelle autre³.

Que cessent les fluctuations de prix, notamment par la formation de cartels, comme par exemple pour le pétrole, et cesse également ou devient purement formel le commerce boursier sur ces produits. Une autre condition importante, liée à la précédente, est que les oscillations de prix ne puissent être à tout moment compensées par une adaptation de l'offre à la demande. Ici aussi, c'est pour les produits du sol que cette adaptation est la plus difficile. La récolte une fois faite, l'offre est par là déterminée, et ne peut qu'après un temps très long être adapté à la demande. Une dernière circonstance qu'il reste encore à mentionner est que les quantités de marchandises qui entrent dans le commerce boursier doivent être assez importantes pour pallier le danger de formation d'un cartel, étant donné que l'établissement d'un prix de monopole empêche les changements de prix et par là la spéculation.

La particularité du commerce boursier est que la fixation de la valeur d'usage de la marchandise fait de cette marchandise pour chacun une simple incarnation de la valeur d'échange, un simple porteur de prix. Chaque capital-argent est immédiatement en mesure de se transformer en cette marchandise. C'est pourquoi on peut amener des non-professionnels à participer à l'achat et à la vente de ces marchandises. Elles sont égales en argent ; l'examen de leur valeur d'usage est retiré aux commerçants; elles ne sont soumises qu'à des oscillations constantes, plus ou moins importantes, de leurs prix⁴. Etant donné qu'elles sont des marchandises de marché mondial, qu'elles peuvent à tout moment être vendues, par conséquent retransformées en argent; il ne s'agit toujours que de gain ou de perte provenant des différences de prix. Elles sont donc devenues des objets tout aussi propres à la spéculation que d'autres titres d'argent, par exemple les valeurs. Pour le commerce à terme, la marchandise ne vaut que comme valeur d'échange. Elle devient simple représentant d'argent, tandis que l'argent est représentant de valeur de marchandises. La signification du commerce, de la circulation des marchandises, a disparu, et par là aussi les caractères et l'opposition de marchandise et argent. Cette opposition, réapparaît quand la spéculation est terminée, parce qu'un cartel l'empêche et que brusquement l'argent doit se substituer à la marchandise, qu'on ne peut avoir. De même que l'argent ne joue dans la circulation qu'un rôle insignifiant, de même la marchandise dans la spéculation sur la marchandise. De même que dans la circulation il y a beaucoup plus d'argent de compte que d'argent réel, de même la spéculation échange de plus grandes quantités de marchandises qu'il n'y en a en réalité⁵.

Afin que dans le commerce à terme des marchandises il y ait un véritable mouvement du producteur au consommateur, ce qui signifie par conséquent de véritables opérations commerciales et non de simples opérations de spéculation - et le commerce est la condition primordiale pour la spéculation - il faut qu'au début de la chaîne des affaires à terme il y ait le producteur (ou le commerçant en tant que son représentant) et au bout le consommateur (par exemple le meunier). On peut considérer la chose de telle sorte qu'une partie de la marchandise reste toujours à la disposition de la spéculation. Ce n'est rien d'autre qu'un certain stock, dont la composition bien entendu change constamment ; celui-ci devrait être entreposé quelque part ailleurs, sous la surveillance d'autres agents capitalistes, non des spéculateurs, mais des producteurs ou des commerçants, éventuellement aussi des consommateurs. Il devrait toujours avoir un volume suffisant pour éviter le danger de la formation d'un cartel.

En s'emparant de ces marchandises, la spéculation provoque toute une série de nouvelles transactions d'achat et de vente. Cette chaîne d'affaires d'achat et de vente est purement spéculative, son but est d'obtenir un gain différentiel ce ne sont pas des opérations commerciales, mais des échanges spéculatifs. Les catégories de vente et d'achat n'ont pas ici la fonction de la circulation des marchandises, la tâche consistant à faire passer la

3 Ce raffinement est la source de nombreux abus, qui disparaissent là où existe une fluidité véritable et facile à constater, comme par exemple pour l'eau-de-vie (degré d'alcool) et en partie pour le sucre (degré de polarisation).

4 « Cette forme spéciale de l'opération à terme n'a donc pas été créée seulement pour faciliter le commerce effectif, mais elle sert en dernière analyse à donner aux capitalistes ou aux spéculateurs, c'est-à-dire au propriétaire du capital momentanément disponible, la possibilité de le placer provisoirement (ou durablement) dans la branche commerciale en question, même s'il en ignore tout. Ce capitaliste ... se distingue par conséquent du négociant en grains par le motif de son activité. » Celui-ci veut échanger des céréales, celui-là tirer profit des fluctuations de prix. Le capitaliste prend ainsi en même temps le risque (voir Fuchs, « Le Commerce à terme des marchandises » dans *Annuaire pour législation...*, 1891, 1^{er} cahier, p. 71). A quoi il faut ajouter que la recherche du gain est bien entendu le motif commun de toutes les activités capitalistes. Différente seulement est la façon dont ce gain peut être obtenu.

5 C'est ainsi qu'Offermann rapporte à propos de la Bourse de la laine au Havre qu'en 1892 2 000 balles y ont été vendues effectivement et 16 300 sur le marché à terme. De même, le commerce à terme du coton y est dix fois plus important que le commerce effectif. Pour une récolte de 8 à 9 millions de balles, 100 millions environ ont été échangés sur le marché à terme (*Enquête sur la Bourse*, p. 3368).

marchandise de la production à la consommation, mais elles sont devenues comme imaginaires. Le but est l'obtention du gain différentiel. La marchandise arrive à la Bourse déjà majorée du profit commercial normal. Car le commerçant les vend à la Bourse. Si c'est le fabricant qui l'a fait, il a précisément fait lui-même fonction de son propre commerçant et encaissé le profit commercial. La Bourse n'achète et ne vend que spéculativement ; les spéculateurs n'obtiennent pas un profit, mais un gain différentiel. Le bénéfice de l'un est la perte de l'autre. Mais cette chaîne de transactions permanentes assure à la marchandise en Bourse la possibilité permanente d'être transformée en argent, permet ainsi jusqu'à un certain point de placer de l'argent dans cette marchandise et de le réaliser à tout moment en la vendant. La marchandise en Bourse devient par conséquent un gage approprié de fonds momentanément libres.

Les banques peuvent donc jusqu'à un certain niveau de leur prix, donner ces marchandises en gage ou les reporter. D'où un nouveau mode d'emploi du capital bancaire. Ce dernier participe au commerce, mais il ne le fait que dans la forme adéquate qui lui est propre en tant que capital portant intérêt. Les marchandises dans lesquelles il a transformé son argent sont à tout moment transformables en argent. Et une banque bien dirigée ne placera jamais plus d'argent dans ces marchandises qu'elle peut en réaliser à tout moment, même dans le cas le plus défavorable. L'existence d'une Bourse, d'une chaîne incessante d'achats de ventes constituant la spéculation, assure à la banque à tout moment la possibilité de réaliser son argent. Celui-ci n'est par conséquent pas fixé, il est resté pour la banque capital-argent, capital placé en banque et ne rapporte par conséquent que des intérêts. Mais l'intervention de la banque donne de nouveau à la spéculation comme au commerce la possibilité d'étendre leurs opérations. Pour acheter la marchandise il n'est plus indispensable de posséder tout l'argent que représente son prix. Il suffit d'en avoir assez pour pouvoir couvrir les différences possibles ; le reste est avancé par la banque. Pour la spéculation, cela signifie seulement la possibilité d'étendre ses opérations. Mais comme, par suite de l'accroissement des quantités négociées, de très petites différences suffisent pour inciter le spéculateur à acheter et à vendre, cela aura pour résultat, d'une part d'augmenter le nombre des échanges, et d'autre part de réduire le pourcentage des différences qui apparaîtront chaque fois.

Plus intéressante est la question de l'influence exercée par le capital bancaire sur le commerce. Celui-ci aussi peut maintenant mettre en gage la marchandise. Pour l'argent qu'il en reçoit il n'a que l'intérêt à payer. Mais, pour le commerce lui-même, il n'en résulte aucun profit. Il n'obtient que le profit moyen correspondant à l'importance du capital utilisé. Toutefois, comme il dispose maintenant d'un crédit plus large, il n'a plus besoin que d'un capital moindre lui appartenant en propre pour échanger les mêmes quantités de marchandises. Le profit commercial se répartira par conséquent sur une plus grande quantité de marchandises. La marge commerciale sur la marchandise diminuera. Mais, comme le profit commercial est pris sur le profit industriel, celui-ci augmentera d'autant. Pour le consommateur, le prix restera le même. L'intervention du capital bancaire a donc pour conséquence, premièrement, un accroissement du profit industriel, deuxièmement, une baisse du profit commercial dans sa totalité et calculé sur chaque marchandise, troisièmement, une transformation d'une partie du profit industriel en intérêt. Ce dernier phénomène est dû au fait qu'une partie du capital commercial est remplacée par du capital bancaire. Mais ce remplacement a rendu possible le commerce des marchandises en Bourse.

L'intérêt - il faut en faire ici la remarque - est toujours, à l'exception du crédit de consommation, un morceau de profit ou de rente foncière. Mais il convient d'ajouter encore ceci : le capital de prêt employé dans la production fonctionne comme capital industriel et produit par conséquent du profit. Il ne reçoit que l'intérêt et accroît le profit du capitaliste industriel de la différence entre le profit moyen et l'intérêt sur le montant du capital emprunté. Dans le commerce, où n'est produit aucun profit, mais où le taux de profit moyen pour le capital commercial doit être payé sur la masse de profit globale, le capital bancaire agit autrement. Il reçoit son intérêt, mais ne produit aucun profit pour le commerçant. Ce dernier reçoit le profit moyen, plus l'intérêt, qu'il ristourne au capital bancaire. Pour assurer le commerce, il faut maintenant moins de capital commercial, d'où aussi moins de profit sur ce capital. Ce profit épargné reste entre les mains de son producteur, le capital industriel. Le capital bancaire agit ici comme tout progrès qui épargne des frais commerciaux. Cette différence dans l'effet produit vient tout simplement de ce que le capital industriel crée de la plus-value et que le capital commercial n'en crée aucune.

Un autre facteur agit dans le même sens. Le commerce à terme en Bourse crée pour les marchandises dont il traite un marché toujours ouvert. Le producteur ou l'importateur peut donc à tout moment vendre la marchandise. Cela signifie une diminution du temps de circulation de son capital. Mais nous savons déjà que toute diminution du temps de circulation signifie une libération de capital. Ainsi le commerce à terme diminue aussi par ce moyen le capital nécessaire à la circulation de la marchandise, par conséquent aux opérations commerciales, capital qui ne servait pas à la production, mais uniquement à la réalisation du profit.

La forme adéquate de toute spéculation est le commerce à terme. Etant donné que chaque spéculation est l'utilisation de différences de prix et que celles-ci se produisent dans le temps, mais que, d'autre part, pour la spéculation, le temps pendant lequel elle ne fait ni achats ni ventes est une simple perte, car la spéculation n'est pas production, elle doit pouvoir utiliser chaque différence de prix, même celles qui ne se sont pas encore manifestées. Elle doit par conséquent pouvoir à chaque instant acheter ou vendre pour l'instant suivant, ce qui constitue précisément l'essence même du commerce à terme. En faisant cela, la spéculation crée un prix pour chaque moment de l'année. Mais elle donne par là au fabricant et au commerçant la possibilité d'éliminer pour eux

les conséquences fortuites de l'évolution des prix, de s'assurer contre les oscillations de prix, de rejeter sur la spéculation le risque qui découle des changements de prix. Le fabricant de sucre brut qui achète aujourd'hui de la betterave sait qu'il peut payer pour celle-ci, disons 100 000 marks, s'il peut vendre le sucre brut dès aujourd'hui à la Bourse, disons 130 000 marks, pour la date à laquelle il le livrera. S'il vend par conséquent aujourd'hui le sucre brut à ce prix, il n'a à se soucier d'aucune fluctuation de prix pouvant se produire dans l'intervalle, il a assuré son profit. Le commerce à terme est ainsi pour les industriels et les commerçants le moyen de se restreindre à leur propre fonction. Une partie du capital de réserve jusqu'alors nécessaire pour les assurer contre ces fluctuations est ainsi libérée. Une partie sert maintenant à la spéculation boursière. Mais ici elle est concentrée et par conséquent peut-être moins importante que n'était le capital dispersé dans les mains des industriels et commerçants isolés.

Le profit capitaliste naît dans la production, il est réalisé par la circulation. C'est une tendance naturelle des producteurs comme des commerçants de s'assurer contre les hasards provenant des oscillations de prix pendant la durée de la circulation si la production est terminée depuis longtemps et si le profit est par là, tant pour le producteur que pour le commerçant qui a déjà acheté la marchandise, une grandeur donnée. A cette tendance répond, à un certain stade du développement, et pour les marchandises où, par suite de causes naturelles (par exemple, dépendance du résultat de la production des conditions météorologiques), ces oscillations sont particulièrement fortes et imprévisibles, le commerce à terme. Il compense le plus possible les fluctuations provenant de la spéculation, mais n'y parvient qu'en en créant de plus petites et de plus fréquentes provoquées par celle-ci. Cette spéculation - entièrement absurde du point de vue social - apparaît nécessaire parce qu'elle entraîne la participation d'acheteurs et de vendeurs dans une mesure suffisante pour que les quantités de marchandises nécessaires soient toujours négociées. Cette assurance contre les fluctuations de prix rapproche le prix du marché du coût de production constitue ainsi une catégorie spéciale de capitalistes, les spéculateurs, qui prennent sur eux ces fluctuations. La question est de savoir comment leur capital est mis en valeur.

Nous avons vu, pour la spéculation sur les titres que ce capital obtient un gain différentiel. Le gain de l'un est la perte de l'autre. Ce sont en général les gros qui peuvent attendre et exercent eux-mêmes une influence sur les cours, et les initiés⁶ qui obtiennent ce gain au détriment des petits et des non-initiés. Le problème est de savoir si la spéculation reçoit en outre une prime de risque

Cette prime de risque a certes souvent été évoquée mais d'autant moins étudiée. Il faut constater tout d'abord que la prime de risque ne peut pas être une base de formation et par conséquent pas non plus une base d'explication du profit. Ce dernier est créé dans la production et est égal à la plus-value contenue dans le surtravail des ouvriers, qui n'a rien coûté à la classe capitaliste. Un risque différent, c'est-à-dire une sûreté différente de pouvoir réaliser dans la circulation le profit créé dans la production, ne peut entraîner qu'une répartition différente du profit, répartition que des branches d'industrie comportant un risque élevé, qui doit se traduire aussi en réalité par des pertes plus élevées, obtiennent grâce à des prix plus élevés, de sorte que le taux de profit correspondant à leur capital est finalement égal au taux de profit moyen. Il est clair que, dans la mesure où l'on doit compter, dans une branche de production déterminée, avec certaines circonstances qui diminuent le revenu, elles doivent entrer en compensation dans le montant des prix afin que l'égalité du taux de profit soit maintenue. Dans le prix des verres à lunettes entre aussi le coût de ceux qui en moyenne sont abîmés lors de la fonte. Car ils font partie également des frais de production. De même, les dégâts subis par les marchandises pendant leur transport jusqu'au marché entrent dans le prix. Il n'en est pas de même du risque provenant de phénomènes survenus fortuitement pendant la circulation, mais qui affectent le coût de production, si, par exemple, un produit est encore sur le marché, qui a été fabriqué avec de vieilles machines, alors que de nouvelles permettent de le fabriquer en un temps deux fois plus court, il n'existe pour ce genre de « risque » aucune espèce de compensation. Le vendeur de ce produit aura à supporter la perte.

Les conditions sont les mêmes pour les produits négociés d'ordinaire sur le marché à terme en Bourse. L'insécurité vient de ce que, pour le prix, par exemple, des blés allemands, le facteur déterminant, ce ne sont pas seulement les résultats de la récolte en Allemagne, par conséquent le coût de production allemand, qui s'exprimerait directement dans le prix, mais aussi le coût de production américain, indien, russe, etc. Pour cette formation de prix, il n'y a pas de compensation dans le prix des blés allemands⁷.

Mais, dans la mesure où de fortes oscillations de prix imprévues peuvent se produire dans la circulation, les capitalistes doivent, dans une telle branche de production, maintenir un fonds de réserve pour compenser les pertes résultant de ces oscillations de prix et permettre à la production de se poursuivre sans interruption. Ce fonds de réserve est une partie du capital de circulation nécessaire et le profit moyen est calculé pour lui. Ce profit

6 « Assurément il ne faut pas se faire d'illusions sur les initiés dans le commerce à terme. S'il était possible de prévoir de quelle façon évoluera le marché et à quel prix il convient d'acheter ou de vendre, ce serait magnifique. Ce que je puis dire en me basant sur une vieille expérience, c'est que l'intuition est tout. On dit ordinairement qu'il faut être informé. Malheureusement cela ne sert à rien et les commerçants se trompent fréquemment... Le commerçant est aussi ignorant que le cultivateur et, quand il a étudié tous les rapports, il n'en sait pas plus qu'avant et les choses se passent d'ordinaire tout autrement », avoue le commerçant Damme (*Enquête sur la Bourse*, II, p. 2858).

7 Les droits de protection n'égalisent pas ce prix, mais ne font qu'élever le prix allemand d'un montant supérieur à celui du marché mondial, permettant au producteur de céréales d'obtenir un profit même quand ce prix est bas.

peut être considéré comme prime de risque. Mais, même par le commerce à terme, ce fonds de réserve n'est pas rendu superflu pour le capitaliste individuel. Car ce marché ne supprime nullement les fluctuations de prix provenant des changements qui peuvent survenir dans les conditions de production. C'est le producteur qui doit supporter l'action du marché mondial sur le prix intérieur.

L'assurance de la Bourse ne se rapporte qu'aux fluctuations qui se produisent pendant la circulation. Le meunier s'assure le prix auquel il a vendu aujourd'hui sa farine en achetant du blé. Le commerçant en grains s'assure son bénéfice en vendant à la Bourse pour une date déterminée le blé qu'il a acheté aujourd'hui. L'assurance consiste en ceci qu'il s'assure le prix actuel pour une date future où il remplira effectivement ses engagements. En d'autres termes, l'achat et la vente se sont, pour le commerçant ou le producteur, accomplis trait pour trait, au lieu qu'il y ait eu seulement achat ou vente unilatérale. Mais cela suppose un marché toujours prêt, vaste, réceptif, tel que le crée le commerce à terme, mais aussi des agents qui ne prennent pas cette assurance, mais attendent pour voir comment se présentera le prochain terme, précisément des spéculateurs dont le rôle est de prendre sur eux le risque en l'enlevant aux commerçants qui se sont assurés. Leur bénéfice ne constitue donc pas une prime de risque, mais seulement le gain différentiel, auquel doit s'opposer une perte correspondante. Précisément, ce gain spéculatif a pour conséquence que la spéculation professionnelle ne réussit que lorsque y participent de nombreux *outsiders* qui supportent les pertes. Sans participation du « public », il n'y a pas de spéculation possible⁸.

La concentration croissante rend cette assurance peu à peu superflue. Etant donné un certain volume des affaires commerciales, les chances favorables et les chances défavorables se compensent. La grande maison de commerce fait l'« assurance en soi » et renonce au marché à terme. A cela s'ajoute que les petits spéculateurs doivent se retirer peu à peu, car il leur fallait de plus en plus souvent payer la note⁹. Le développement du système des actions et la spéculation sur les valeurs les enlèvent à la Bourse des marchandises. Enfin, les syndicats de producteurs et les trusts mettent radicalement fin à la spéculation sur les marchandises qu'ils contrôlent.

Si l'on demande pour qui ce marché à terme est nécessaire, on peut dire que c'est surtout pour les commerçants moyens. En ce qui concerne les producteurs, l'utilité de ce marché consiste en ce qu'il accomplit d'importantes fonctions commerciales qu'il leur faudrait sans cela accomplir eux-mêmes. Ce sera le cas par exemple quand la suite de la fabrication exige de très grandes usines, alors que la production des matières premières est encore fortement dispersée. Ici, la Bourse accomplit la concentration nécessaire des produits. Cela vaut, par exemple, pour la période de développement de la meunerie commerciale moderne. La Bourse des marchandises accomplit cette fonction plus rapidement et plus radicalement que si un commerce en gros devait d'abord se développer. Dans le commerce, le marché à terme est particulièrement souhaité pour les produits où le temps de circulation est long, la production dispersée sur un grand nombre d'endroits, ses résultats difficiles à prévoir et inconstants, et par conséquent les fluctuations de prix très fortes et irrégulières.

Une fois établi le commerce à terme, il devient de plus en plus nécessaire aux commerçants tout comme aux producteurs d'y participer, parce que le marché à terme exerce une influence déterminante sur la formation des prix. En revanche, limiter le commerce à terme aux professionnels serait lui enlever sa fonction la plus essentielle, à savoir permettre aux commerçants de s'assurer contre le risque en rejetant sur la spéculation les pertes provenant des fluctuations de prix.

Etant donné que les spéculateurs n'ont nullement l'intention de conserver longtemps l'objet de leur spéculation, il en résulte déjà que chacun d'eux est toujours à la fois acheteur et vendeur. Le spéculateur à la baisse, le vendeur d'une marchandise, devient son acheteur pour se couvrir. Mais il est acheteur et vendeur à des moments différents et il utilise les fluctuations de prix dans cet intervalle de temps, tandis que l'assurance de l'affaire réelle consiste précisément à les éviter et à lui permettre d'acheter en mettant ce même moment à profit pour une vente simultanée et, réciproquement, de vendre tout en achetant par ailleurs.

Le spéculateur utilise avant tout les fluctuations de prix qui proviennent non de lui, mais de la circulation réelle. Elles peuvent résulter, soit de changements fortuits dans le rapport de l'offre et de la demande, soit de changements plus profonds survenus dans le coût de production de la marchandise. La demande et l'offre de la spéculation changent ensuite elles-mêmes ce niveau des prix et provoquent des fluctuations qui doivent finalement se compenser, précisément parce que chaque spéculateur est à la fois acheteur et vendeur. Ce qui n'exclut évidemment pas que pendant un certain temps une certaine direction de la spéculation, par exemple l'achat, donc la spéculation à la hausse, puisse l'emporter; aussi longtemps que cette tendance se maintient, le prix reste au-dessus du niveau qui résulterait de l'affaire effective. C'est ainsi que la spéculation provoque de fréquentes, et pour cela le plus souvent petites, oscillations de prix, qui à la longue se compensent.

8 Sur la participation au commerce à terme en général, M. Kaempff, président de la Chambre de commerce de Berlin, déclare : « Quand les vagues sont hautes, tout le monde est content. Quand elles sont basses, ce sont les gens les plus riches qui font ce genre d'affaires » (*Enquête sur la Bourse*, II, p. 813).

9 Tout à fait délicieux est l'entretien entre M. von Gamp et M. Horwitz sur le chagrin que le commerçant se croit moralement tenu, d'éprouver à la pensée des pertes que subissent les petites gens : ce n'est pas dans la nature du commerçant. Ou vous supprimez le marché ou vous lui laissez la nature qui lui est propre (*Enquête sur la Bourse*, III, p. 2459). Pour les économistes éthiques la Bourse remplit la fonction d'un cabinet d'aisances moral. Ses autres fonctions leur restent cachées.

Le commerce à terme concentre toute l'affaire en un seul lieu et donne au gros commerçants locaux la supériorité sur les commerçants de province, lesquels disparaissent peu à peu¹⁰. Mais à la Bourse même, il donne la possibilité d'y pénétrer à ceux qui se tenaient jusque-là en dehors et qui font maintenant concurrence aux vieilles firmes. C'est ce qui explique que l'introduction du marché à terme se heurte souvent à la résistance des professionnels. Le commerce à terme est jusqu'à un certain point moins qualifié que le commerce professionnel et la participation du capital bancaire permet à des éléments plus faibles en capital de s'y introduire. Mais ici une concentration se fait sur la nouvelle base ; d'une façon générale, on a l'impression que la participation de la pure spéculation et des non-professionnels sur les marchés à terme est plutôt en voie de régression¹¹.

En revanche, la disparition du marché à terme renforce la position des gros commerçants qui peuvent se passer de l'assurance.

Un des dangers du commerce à terme consiste dans la possibilité de la hausse artificielle. L'acheteur a le droit d'acheter la marchandise à la Bourse au compte du vendeur quand ce dernier ne l'a pas livrée au jour fixé. Si cette marchandise n'existe pas en quantité suffisante par rapport à la demande parce que l'acheteur a déjà fait acheter précédemment les stocks disponibles, il en résulte une forte hausse des prix, lesquels dépendent de la volonté de l'acheteur. Cette hausse artificielle est d'autant plus faible que le stock de la marchandise est plus petit. Elle peut être provoquée également par les exigences rigoureuses concernant la qualité de la marchandise stipulée dans le contrat au jour fixe pour la livraison. Inversement, la réduction de ces exigences quant aux qualités de livraison est un moyen de rendre plus difficiles les hausses artificielles. Celles-ci ne sont possibles que dans des circonstances spéciales et pour un temps très limité, par exemple quand les stocks de grains sont réduits parce que la nouvelle récolte n'a pas encore été faite et que les stocks de l'année précédente sont déjà presque épuisés. Mais les prix extrêmement élevés font d'ordinaire apparaître sur le marché de nouveaux stocks, que l'on croyait déjà échus à la consommation. Quand ils dépassent la capacité d'absorption des acheteurs, la hausse artificielle s'effondre. D'une façon générale, les hausses artificielles réussies signifient seulement l'expropriation des groupes de spéculateurs *outsiders* et n'exercent qu'une influence restreinte sur le commerce effectif et les véritables prix des marchandises.

La loi allemande sur les Bourses du 22 juin 1896 a, comme on sait, en partie supprimé, en partie rendu plus difficile, le marché à terme. Le commerce des grains, notamment depuis que les décisions des tribunaux ont menacé également les livraisons du commerce légal, connut une forte restriction. C'est ainsi que « le cercle des personnes participant à ce commerce se réduit de plus en plus et suffit à peine aux besoins des livraisons ». De ce fait, les affaires d'assurance en ont été rendues beaucoup plus difficiles. Quelles en ont été les conséquences ? « Il y a déjà maintenant quelques très grosses firmes qui, à cause des difficultés qu'elle comporte, croient pouvoir se passer complètement d'une assurance des prix au marché à terme et, du fait que pendant quelques années ces prix sont restés stables et même ont augmenté, ont réalisé des bénéfices considérables. Mais, en général, les firmes solides considèrent cette manière d'agir comme une très dangereuse spéculation et préfèrent se contenter d'un bénéfice moindre, mais plus sûr... Il est tout à fait clair que, dans l'état actuel des choses, les deux ou trois grandes firmes sus-mentionnées prennent une part de plus en plus grande de l'affaire. La loi favorise ici la concentration, ainsi que cela s'est déjà produit dans le domaine de l'activité bancaire. Mais il est douteux qu'à la longue cette évolution plaise vraiment à ceux qui considèrent la loi comme un si grand succès. Pour obtenir les prix les plus favorables possible, une large concurrence offrira aux agriculteurs de bien meilleures garanties que lorsque finalement quelques firmes géantes peuvent dicter les prix¹². »

« Les commerçants de province sont d'autant plus intéressés aux affaires de livraisons que par la vente à terme la possibilité leur est offerte de demander des avances sur la marchandise, car celle-ci a déjà été vendue à un prix fixe et ne peut par conséquent pas perdre de sa valeur à la suite d'une baisse des prix. Ainsi le commerçant est de nouveau à la tête d'un capital et en mesure d'acheter de nouvelles quantités de marchandises aux producteurs à un bon prix¹³. »

La réduction du temps de circulation pour les capitalistes productifs et le rejet du risque sur la spéculation peuvent également avoir des répercussions sur la production. Avant l'introduction du commerce à terme, c'était principalement un producteur partiel qui avait à supporter le risque. Celui-ci disparu, de même que la nécessité d'entreposer la marchandise, du fait que l'emmagasiner est maintenant concentré à la Bourse, la simple fonction

10 Voir *Enquête sur la Bourse*, rapport de la commission, p. 90.

11 « Les petits commerçants et les outsiders se sont retirés du commerce du café, il est entre les mains de grands consortiums » (*Enquête sur la Bourse*, p. 2065). Ce qu'explique de la manière suivante l'expert van Gülpen : « On peut faire énormément de choses avec de gros capitaux quand ils sont dirigés sur des articles isolés. » Les grandes maisons de grains de Londres sont opposées à l'introduction du commerce à terme, par lequel le commerce serait démocratisé et sa position dominante supprimée. *Ibidem*, p. 3542.

12 H. Buesch, « Le Commerce des grains de Berlin sous la législation allemande sur la Bourse », *Annuaire pour l'économie nationale et la statistique*, III, t. XXXIII, 1907, 1^{er} cahier, p. 53.

13 *Ibidem*, p. 87. Voir la prévision de ce développement chez Landeshger : « Les plus grandes maisons de commerce de grains ne font pas d'opérations à terme, elles font l'assurance en soi. C'est pourquoi la suppression du commerce à terme doit avoir pour résultat de concentrer le commerce des grains dans les mains des grandes firmes capitalistes aussi nécessairement que l'interdiction des opérations à terme pour certaines catégories de valeurs a mis cette branche du commerce des valeurs dans les mains des grandes banques » (*Ibidem*, p. 45).

de production ne suffit plus; le participant devient entrepreneur complet par la combinaison de son activité avec une autre. C'est d'autant plus facile qu'une partie de son capital de circulation et de réserve est maintenant libérée. C'est ainsi que les cardeurs de laine sont devenus superflus, parce que le risque qu'ils supportaient jusqu'ici est maintenant transféré sur le marché à terme. Ils deviennent maintenant fileurs, ou les fileurs s'annexent au contraire les carderies¹⁴.

Le commerce à terme épargne aux producteurs du capital de circulation, premièrement, en raccourcissant leur temps de circulation, deuxièmement, en réduisant l'auto-assurance (fonds de réserve) contre les fluctuations de prix. Cela renforce la puissance en capital des grandes entreprises, qui sont les premières à bénéficier des avantages du marché à terme. Le capital ainsi libéré devient du capital productif.

Dans la division du travail des entreprises, le point de vue technique n'est pas seul déterminant, mais aussi le point de vue commercial. Certains processus partiels, dont font partie en premier lieu la transformation des matières premières en produits semi-manufacturés, ne sont réalisés d'une façon autonome que parce que les producteurs partiels remplissent en même temps d'importantes fonctions commerciales. Ils reçoivent les matières premières des producteurs ou des importateurs, avec qui ils partagent le risque des fluctuations de prix. Cette autonomie devient superflue quand le fabricant peut sans cet intermédiaire se protéger contre le risque grâce au marché à terme. Il ajoute alors à sa propre activité cette transformation de la matière première. C'est la suppression de la fonction commerciale qui rend l'indépendance technique superflue. Ici se manifeste également la tendance à l'élimination du commerce intermédiaire. Les Bourses de marchandises paraissent à vrai dire accroître encore au début les opérations commerciales, mais nous savons que ces achats et ces ventes ne sont pas des échanges commerciaux, mais spéculatifs.

Nous avons vu que le commerce à terme est un moyen pour le capital bancaire de participer au commerce des marchandises, d'abord en accordant du crédit, soit sous forme d'avances sur gages, soit sous forme d'affaires de report. Mais la banque peut également utiliser sa puissance de capital et sa connaissance générale de l'état du marché pour participer avec une sécurité relative à la spéculation proprement dite. Ses vastes relations s'étendant sur toute une série de marchés à terme lui donnent, outre une meilleure connaissance du marché, la possibilité d'opérations d'arbitrage sûres qui, étant donné les dimensions dans lesquelles elles sont faites, leur apportent des bénéfices considérables. Ces opérations, la banque pourra les effectuer avec d'autant plus de sécurité qu'elle dispose de plus grandes quantités de marchandises et peut ainsi influencer sur les approvisionnements. D'où l'effort en vue de disposer de plus en plus des marchandises qui sont négociées sur le marché à terme. La banque cherche à obtenir la marchandise directement du producteur en excluant tout autre intermédiaire. Ou elle se fait transférer la vente à titre de commission et elle peut, pour cette vente, en concurrence avec le commerçant, demander un bénéfice beaucoup plus faible que ce dernier parce qu'elle peut obtenir encore un gain spéculatif et travailler avec un crédit beaucoup plus important - ou elle achète la marchandise pour son propre compte. La banque utilise en cela l'influence qu'elle possède sur l'industrie grâce à ses autres relations d'affaires pour se présenter à l'industriel à la place du commerçant. Si la banque est en possession du débouché, ses relations avec l'industrie en deviennent plus étroites. Elle n'est pas intéressée seulement en tant que spéculateur à l'évolution du prix de la marchandise, elle souhaite également un prix élevé dans l'intérêt de l'entreprise avec laquelle elle a des relations de crédit de toutes sortes. En outre comme elle a intérêt à disposer de la plus grande quantité possible de marchandises, elle s'efforce d'entrer en liaison avec le plus grand nombre possible d'entreprises et devient ainsi intéressée à toute la branche d'industrie correspondante. Mais, comme elle doit protéger le plus possible cette branche d'industrie contre les dépressions, elle utilise l'influence qu'elle possède pour hâter la cartellisation, qui rend à vrai dire superflue toute activité spéculative de sa part sur le marché intérieur (non sur le marché mondial), mais la dédommage abondamment en la faisant participer sous différentes formes aux profits du cartel. C'est une évolution qui s'accomplit notamment quand, pour certaines raisons historiques, il n'y a pas eu formation d'un commerce de gros bien organisé et efficace, soit d'une façon générale, soit dans la branche de production en question. C'est ainsi qu'en Autriche les banques ont pénétré, par la voie du commerce, dans l'industrie sucrière, avec un moindre succès dans l'industrie pétrolière, et ont fortement contribué à la formation de cartels dans ces secteurs, qu'elles contrôlent en grande partie. Ainsi est favorisée par le commerce à terme une évolution qui est déjà une tendance générale et finit par éliminer le marché à terme lui-même.

Les associations monopolistes suppriment complètement les Bourses de marchandises. Et c'est tout à fait compréhensible, car elles fixent les prix pour une longue période de temps, ce qui a pour effet de rendre impossibles les fluctuations. La « répartition dans le temps » se poursuit, bien entendu, malgré cela, ce qui peut surprendre tout au plus M. le professeur Ehrenberg. Le Syndicat allemand de la houille et l'Association sidérurgique ont rendu purement théoriques les cotes boursières d'Essen et de Düsseldorf. « C'est ainsi que la Bourse du charbon d'Essen consiste purement et simplement en ... un simple carton sur lequel sont indiqués les cours du charbon, et qui est porté chaque fois de la maison du Syndicat de la houille au grand hall d'Essen, tandis que toute la Bourse des marchandises de Düsseldorf consiste en ... une lettre qu'un industriel fait parvenir régulièrement au comité de direction de la Bourse de Düsseldorf¹⁵. »

14 *Enquête sur la Bourse*, pp. 3373 sq. Déclaration d'Offermann.

15 *Berliner Tageblatt* du 19 octobre 1907.

Il en est de même du marché à terme des spiritueux. « On a observé ici très justement qu'une partie du commerce par la Centrale (pour l'utilisation de l'alcool) avait perdu toute signification et qu'une partie du commerce intermédiaire ne se faisait plus dans le syndicat. C'est celle qui se rapporte principalement aux affaires de Bourse. Les maisons de vente sur commission, les courtiers, tous les commerçants qui ne sont pas en liaison directe avec les producteurs, sont devenus en effet superflus du fait de la formation du syndicat et ont été par là éliminés¹⁶. » Les commerçants sont transformés par le Syndicat de l'alcool en agents qui reçoivent une commission fixe (30 à 40 pf) ; leur nombre est semble-t-il, maintenu relativement stable (en 1906 il y en avait 102) ; ils écoulent 40 % de la production.

Dans la mesure où les bénéfices de la Bourse des marchandises proviennent du profit commercial, ils reviennent, quand la Bourse est mise à l'écart, aux producteurs. C'est aussi le cas pour les bénéfices provenant de la différence entre le temps de production - la « durée de la campagne » - et le temps de consommation. C'est ainsi, par exemple, que pour l'alcool les prix d'été sont plus élevés que les prix d'hiver. La production passe à la fin de la campagne dans les mains du commerce. Les prix d'été sont déjà plus élevés parce qu'il faut compter les frais d'entrepôt, les pertes d'intérêt, etc. Mais les distillateurs à la fin de la campagne doivent vendre le plus tôt possible. L'offre est ici pressante. Tout au contraire, pendant l'été, il n'y a pas de production. L'offre ne peut donc plus être accrue et les commerçants ont des capitaux suffisants pour ne pas se défaire de la marchandise en période défavorable. Ici, la différence entre la force du capital des commerçants, d'une part, qui ont également à leur disposition le capital bancaire pour les reports et les avances sur gages, et celle des producteurs, souvent petits, cette différence joue un rôle dans la détermination des prix, certes pas ceux que doivent payer les consommateurs, mais ceux que le commerçant paye au producteur. Ces conditions, elles aussi, sont modifiées par un cartel de producteurs au détriment des commerçants et en faveur des producteurs. C'est ce que montre d'une façon très précise M. Stern, le président de la Centrale pour l'utilisation de l'alcool, quand il déclare : « Le syndicat fait bénéficier les distillateurs de la hausse des prix, à la fin de la campagne de distillation, le marché libre en fait bénéficier la spéculation. »

C'est précisément dans le domaine de la production agricole que la cartellisation - et les unions coopératives de production agricoles ne sont souvent que des commencements de cartels ou des cartels en petit - offre de grands avantages parce que c'est précisément la production agricole que la réglementation capitaliste par le prix convient le moins, que l'anarchie de la société capitaliste est inconciliable avec les conditions naturelles et techniques de la production agricole, de même que le capitalisme ne peut pas réaliser l'idéal d'une agriculture rationnelle, contrairement à l'industrie. Cette contradiction où la formation capitaliste des prix entre avec les conditions naturelles et techniques de la production agricole est encore aggravée par l'existence d'un marché à terme qui rend les changements de prix continuels. Ce qui est la faute du mode de production capitaliste en général est ainsi porté au passif du commerce à terme avec ses changements de prix souvent dramatiques provoqués par la spéculation ou simplement excessifs. Avec un peu de démagogie, cela peut facilement susciter parmi les producteurs agricoles une violente opposition à l'égard du commerce à terme¹⁷.

Dans la mesure où un cartel peut restreindre l'anarchie, c'est précisément au sein du domaine agricole qu'il exerce l'action la plus favorable. Il est du caractère même de l'agriculture que les quantités de production des différentes années varient considérablement selon les conditions naturelles. Mais ces quantités de production influent directement sur les prix. Une production excédentaire exerce une forte pression sur les prix et accroît cette année-là la consommation. Par suite de la baisse des prix, la production l'année suivante sera limitée. Si là-dessus

16 Discussions dans le cadre de l'enquête concernant les cartels allemands sur les unions dans l'industrie de l'alcool. Déclaration du directeur de la Centrale pour l'utilisation de l'alcool, Bourzutschky.

17 Landesberger déclare très justement : « La lutte menée par les agriculteurs contre le commerce à terme s'explique également par des faits importants de l'économie. L'agriculture est plus que n'importe quelle autre branche de production soumise à certaines conditions données de temps et de lieu. Cela veut dire que le facteur coût de production y est beaucoup plus stable que dans d'autres secteurs. Cela tient à la liaison du capital avec l'agriculture, l'endettement des cultivateurs, à la difficulté d'employer, ne serait-ce que d'une façon approximative, dans les mêmes proportions ou avec un égal succès les armes dont disposent d'autres branches de production contre des conjonctures défavorables : spécialisation de la production accroissement ou réduction temporaires de l'activité, etc. Nulle part, le facteur extra-personnel de toute vie économique, à savoir la conjoncture, ne domine à tel point le facteur personnel, à savoir le coût de production. Et la conjoncture est, pour l'agriculture des pays de l'Europe centrale, défavorable depuis plusieurs décennies. Mais la conjoncture est reflétée par le commerce à terme. Le commerce qui ne peut échapper à la conjoncture, qui est influencé par elle aux deux pôles de son processus économique, tant à l'achat qu'à la vente est contraint de réagir sur elle avec une fonction spécifique. L'organe pour cette fonction est le commerce à terme et sa tâche de rendre saisissable d'une façon économique la conjoncture mondiale de la traduire le plus clairement possible. Le commerce à terme sous sa forme la plus complète, libéré de tout excès, devrait refléter fidèlement la conjoncture. Mais dans ce miroir l'agriculture verrait surtout une conjoncture pour elle défavorable. D'où son désir naturel de briser le miroir » (Landesberger, *op. cit.*, pp. 44 sq.). Que l'interdiction du commerce à terme dans un pays déterminé est tournée grâce à l'utilisation de ce même commerce à terme dans un autre pays par les négociants et les spéculateurs disposant de gros capitaux, c'est une chose bien connue. C'est ainsi, par exemple, que le Dr Kuffler fabricant de produits cotonniers, déclare : « A Brême, où se font presque toutes les affaires d'importation de coton pour l'Europe centrale, il n'y a pas de commerce à terme, et pourtant chaque affaire est conclue à terme, notamment à Liverpool ou à New York » (voir *Revue d'économie politique, de politique sociale et d'administration*, t. XI, p. 83). De même, l'interdiction du commerce à terme des grains en Autriche a eu pour résultat de transférer la spéculation à Budapest.

vient se greffer une mauvaise récolte, il y a pénurie, les prix augmentent rapidement, la consommation diminue. La production dispersée est relativement impuissante devant ces phénomènes. Mais le cartel a sur la formation des prix une plus grande influence, car il a la possibilité de constituer des stocks en temps voulu et d'empêcher par le contingentement de la production de trop fortes oscillations de prix. Bien entendu, le cartel capitaliste utilise cette possibilité pour obtenir d'une façon durable des prix élevés grâce à une limitation adéquate de la production. Mais il crée pour la production agricole des conditions plus stables.

C'est ainsi que le même président syndical Stern déclare : « Le Syndicat peut entreposer une grande partie des excédents, mais, cependant pas en quantités illimitées. Le marché libre, des que les excédents dépassent un certain niveau, fait baisser immédiatement les prix jusqu'à ce qu'ils soient tombés très au-dessous du prix de revient. Le Syndicat peut séparer le prix extérieur du prix intérieur, le marché libre, lorsqu'il y a des excédents qu'il faut exporter, dépend pour ses prix concernant l'ensemble de la production du résultat des exportations. Un exemple: en 1893-1894, il y a eu un excédent de 20 millions de litres en aucune façon dangereux, mais qui fit baisser le prix moyen de l'année à 31 marks. Si le Syndicat avait cette année-là exporté 10 millions de litres de plus et s'il avait perdu sur ces 10 millions 5 ou 8 marks par hectolitre, soit 500 000 ou 800 000 marks en tout, nous aurions épargné aux distillateurs une perte bien plus grande, car, supposons que pour l'ensemble de la production le prix à l'hectolitre eut été de 5 marks plus élevé nous aurions avec une perte de 500 000 à 800 000 marks élevé le prix de toute la production, soit 300 millions de litres, de 15 millions de marks.

« La Bourse n'a pas laissé se constituer des stocks importants et a compensé très rapidement un plus éventuel par un moins de la production. Les stocks qui existaient à la fin de la campagne (au 30 septembre de l'année) s'élevaient régulièrement, pendant toute la durée du marché libre de l'alcool, à environ 30 millions de litres. A différentes reprises, le stock a été inférieur, et une fois même de 9 millions de litres. Une seule fois, il a été très supérieur, en 1893-94, de 15 millions de litres. Ces quantités de 10 millions au-dessus ou au-dessous, ne représentent que 3 à 5 % de la production globale, mais cela suffit pour exercer une pression, considérable sur les prix. Même de petites quantités excédentaires rendent le spéculateur nerveux. Il les rejette quand il croit qu'on est à la veille d'une bonne récolte. L'équilibre apparent de la Bourse n'était rien d'autre au fond qu'anxiété et nervosité. » Quant à la raison pour laquelle l'égalisation par la Bourse lui déplait, il la donne immédiatement : « L'égalisation est obtenue par la Bourse au moyen de la baisse des prix. » Mais ses mandants, les distillateurs et fabricants d'alcool groupés en cartel, ne veulent, eux d'égalisation que par la hausse¹⁸.

De nombreux partisans du commerce à terme prétendent aussi qu'il assure une détermination plus précise des prix. Le marché à terme rassemble une plus grande quantité de gens compétents et la résultante de tant d'opinions compétentes doit être en général plus juste que celle d'un plus petit nombre. Mais la qualité de commerçant en grains ne donne pas encore la faculté de prévoir le rendement de la récolte, et cette faculté n'appartient ni à un, ni à un grand nombre de commerçants en grains. Même si l'adage, « La raison n'existe que chez un très petit nombre de personnes » ne vaut pas pour les gens de la Bourse, ces derniers ne possèdent sûrement pas, quelles que soient leurs qualités bibliques, le don de prophétie. En réalité, les prix à terme ne sont que des prix spéculatifs. Même un syndicat comme celui de l'alcool, qui exerce une influence directe sur la fixation des prix intérieurs et aurait été par conséquent beaucoup plus en mesure de donner des ordres à terme, n'en donne que peu volontiers. C'est ainsi que le directeur de la Centrale de l'alcool, Untucht, déclare : « Avec les offres à terme, il y a toujours eu des ennuis. Si cela avait dépendu de nous, nous aurions préféré être plus réservés avec les offres à terme... Quand quelqu'un offre un produit, il faut, pour qu'il puisse indiquer un prix, qu'il sache auparavant de quelles quantités il peut disposer. Nous ne pouvons naturellement le savoir que quand la campagne est déjà engagée depuis plusieurs mois. Même à ce moment-là nous ne sommes pas tout à fait à l'abri des erreurs, car c'est seulement la production des mois de printemps qui permet généralement de savoir si la campagne sera bonne ou mauvaise, surtout quand la situation est peu claire. On admettra pourtant que les informations de la Centrale, qui a une vue générale de l'ensemble de la production et qui en contrôle les quatre cinquièmes, sont d'un tout autre caractère que celles dont disposent les gens de la Bourse.

La raison qui pousse à exiger des prix à terme est que l'industrie de transformation doit, au moment où elle a des offres à faire, connaître également les prix des matières premières. Or, si la date de la campagne des matières premières ne coïncide pas avec celle où l'industrie de transformation passe ses commandes, le besoin apparaît, pour les marchandises qui connaissent de fortes oscillations de prix, de prix à terme. Le façonneur rejette ainsi le risque sur son fournisseur de matières premières. Mais les syndicats utilisent leur puissance pour le rejeter à leur tour, soit en maintenant les prix stables, soit en les fixant à terme à un niveau tel que tout risque disparaît pour eux. C'est ce qu'explique non moins directement M. Untucht : « Etant donné que nous nous trouvons devant une situation incertaine, nous avons eu la prudence (*sic*) de fixer les prix plutôt plus haut que plus bas. » Et dans le rapport du syndicat on lit ceci : « Alors que, pendant les quatre premières années du syndicat, de telles offres à terme ont été données au début du nouvel exercice, on a adopté depuis 1904-05 ce principe de ne fixer les prix généraux à la livraison qu'après nous être fait une idée du développement de la production. »

Dans l'enquête allemande sur la Bourse, les membres du comité d'enquête n'appartenant pas au monde des

18 Cette déclaration montre également de quelle façon incomplète la Bourse remplit sa prétendue fonction d'égalisation dans le temps.

affaires (tels le conseiller privé Wiener et le député conservateur von Gamp) tiennent l'opération effective pour légitime, mais l'opération spéculative en Bourse pour illégitime, distinction que les gens d'affaires rejettent tout aussi régulièrement. Les premiers ne peuvent pas comprendre que, dans toutes les transactions capitalistes, la valeur d'usage n'a absolument aucune importance et n'est la plupart du temps qu'une triste nécessité - condition *sine qua non*. L'affaire à terme est en réalité l'expression la plus complète du fait que pour les capitalistes, seule compte la valeur d'échange. C'est précisément l'affaire à terme qui est ainsi le produit le plus légitime de la façon de voir capitaliste; elle est l'affaire en soi, d'où est exclue la forme d'apparition profane de la valeur, à savoir la valeur d'usage. Il est donc naturel que cette chose économique en soi apparaisse aux théoriciens non capitalistes comme purement transcendante et que dans leur dépit ils la dénoncent comme une escroquerie¹⁹. Ils ne voient pas que derrière la réalité empirique de chaque affaire capitaliste il y a le fait transcendantal d'une telle affaire en soi qui seule explique cette réalité empirique. Le merveilleux est que les défenseurs de la valeur d'usage, dès qu'ils ont affaire à la Bourse, perdent la notion de la valeur d'usage elle-même. Ils considèrent de la même façon comme effective toute l'affaire, qu'il s'agisse d'échange de titres de revenu ou de marchandises, à condition que ces titres ou ces marchandises soient vraiment livrés. En quoi ils oublient que la circulation des titres n'est pour les échanges organiques de la société d'aucune importance, tandis que celle des marchandises est leur condition vitale.

A quelles absurdités peut conduire cette indifférence à l'égard de la valeur d'usage, c'est ce que montre l'exemple suivant. Pour que la marchandise puisse fonctionner en tant que telle, il faut qu'elle remplisse certaines conditions, possède par conséquent dans une quantité déterminée un poids déterminé, avoir une certaine couleur, une certaine odeur, etc. C'est seulement alors qu'elle correspond au « type » exigé pour la livraison. Pour le commerce à terme du café à Hambourg, le type était assez mauvais. C'est pourquoi on diminuait la qualité des bonnes sortes en y ajoutant des haricots noirs, des pierres, etc. A Berlin, le type était meilleur. Aussi, pour y rendre le café livrable, il fallait enlever soigneusement ce qu'on y avait ajouté à Hambourg. C'est bien là l'exemple le plus étrange des faux frais capitalistes²⁰. Mais il y a mieux. A Hambourg, un cartel s'était constitué. Il en résulta une pénurie de café livrable. Il n'y avait de livrable que le café mélangé de pierres. Les meilleures sortes de café exigeaient par conséquent, du fait qu'elles ne correspondaient pas à la qualité demandée pour la livraison, un denier à Dieu. En d'autres termes, il fallait, pour obtenir du café de meilleure qualité, payer une amende. Mais cela correspond à la logique capitaliste appliquée d'une façon conséquente, car pour l'acheteur, le membre du cartel, ce qui l'intéresse, ce n'est pas la valeur d'usage, mais seulement la valeur d'échange. Celle-ci détermine toute l'action économique, qui précisément n'est pas production ou transfert de valeur d'usage, mais obtention de bénéfice²¹.

Les défenseurs du mode de production capitaliste s'efforcent de démontrer la nécessité de ses différentes manifestations en identifiant la forme spécifiquement économique et par conséquent historique découlant de la production capitaliste avec le contenu technique, qui par rapport à la forme transitoire, est durablement nécessaire, et concluent de cette fausse identification à la nécessité de la forme. C'est ainsi qu'ils soulignent emphatiquement la nécessité de la haute direction et de la surveillance de chaque processus de travail social pour démontrer par là, d'une façon générale, la nécessité de la direction capitaliste qui découle de la propriété privée. Ainsi ils ne conçoivent pas le commerce comme un acte de circulation spécifique, mais comme répartition des biens entre les consommateurs. C'est ainsi qu'Ehrenberg explique le commerce comme une répartition par-delà le temps²²; Et comme la répartition, bien entendu, est toujours nécessaire à un certain stade de développement technique, le

19 L'expert Simon a donc tout à fait raison de dire (*Enquête sur la Bourse*, II, p. 1584) : « Le désir d'un gain différentiel est le véritable fondateur de toute entreprise commerciale ou industrielle. » Si, en revanche, le président de la Reichsbank, Koch, objecte que les opérations d'achat, contrairement aux opérations différentielles, ont pour but de faire passer une marchandise d'une main dans l'autre, cette objection porte complètement à faux et n'est d'ailleurs pas comprise par Simon. Car la différence entre les deux opérations consiste en ce que le gain est constitué, dans le premier cas, par le profit moyen, dans le second, par une différence proprement dite.

Les économistes bourgeois confondent sans cesse les fonctions sociales des activités économique avec les motifs personnels de ces activités et attribuent à leurs auteurs comme motif l'accomplissement de ces fonctions dont ils n'ont naturellement aucune idée. Ils ne voient par conséquent pas du tout ce qui constitue le problème de l'économie : découvrir à ce lien fonctionnel des activités économiques, par lesquelles doit s'accomplir la vie sociale, de tout autres motifs, et de la fonction nécessaire elle-même comprendre les raisons personnelles qui font agir les producteurs capitalistes.

* Ce vocabulaire porte témoignage de la culture philosophique de Hilferding et peut-être de l'influence de Max Adler, interprète marxiste de Kant. (Note de l'Ed.)

20 *Enquête sur la Bourse*, II, p. 2079.

21 *Ibidem*, p. 2135. Dans les pages suivantes, on peut lire quelques exemples encore pour les grains et l'eau-de-vie, où l'on voit, entre autres, que l'alcool rectifié ne peut pas être livré à la place de l'alcool brut.

22 « Le commerce et la spéculation sont des genres particuliers de production, analogues à la production primitive et à l'activité manufacturière. Le commerce est ce genre de production qui a pour but de surmonter la pénurie locale de la nature en biens économiques. La spéculation, elle, poursuit le même but en ce qui concerne la pénurie de ces biens dans le temps. Considéré du point de vue de l'économie privée, le commerce utilise des différences de prix dans l'espace et la spéculation des différences de prix dans le temps. »

« L'opinion de la Bourse influence les prix sur la base de nouvelles de toutes sortes qui parviennent à la Bourse, nouvelles vraies et fausses sur les événements qui se sont déjà produits ou qui sont seulement attendus. Ces derniers sont déjà appréciés d'avance par l'opinion de la Bourse sur leur portée. Si elle utilise des prix bas pour créer des réserves pour l'avenir, des prix élevés pour permettre la disposition de réserves futures comme de réserves présentes, elle agit d'une façon productive : autrement, non » (Richard Ehrenberg, article « La Bourse », dans *Dictionnaire des sciences sociales*, 2^e édition) .

commerce et la spéculation sont nécessaires, aux aussi, et leur suppression une impossibilité, une utopie. Si en plus on identifie encore « nécessaire » et « productif », on en arrive comme Ehrenberg à ce résultat grotesque que la spéculation est une branche de production tout comme l'agriculture. Et pourquoi pas, puisque le sol et une action rapportent l'un et l'autre de l'argent? En cela on confond tout simplement le commerce avec le transport, l'emballage, la division, etc., et on identifie la spéculation et l'emmagasiner, opérations qui sont, bien entendu, nécessaires dans tout mode de production techniquement développé. Mais même une personnalité beaucoup plus sérieuse et perspicace qu'Ehrenberg comme le professeur Lexis²³ ne sait comment expliquer le commerce à terme, car lui non plus ne voit pas la différence qu'il y a entre la forme économique spécifique du commerce à terme des marchandises en Bourse et le simple commerce des marchandises. Il ne voit pas le rôle spécifique de la spéculation et cherche à prouver la nécessité du commerce à terme en s'efforçant de démontrer qu'il s'agit d'un commerce véritable.

Son adversaire Gamp a beau jeu de montrer que le commerce à terme crée un nombre considérable d'échanges de marchandises qui n'ont rien à voir avec la répartition du producteur au consommateur. Lexis montre qu'il est plus facile au commerce à terme de trouver des acheteurs. C'est exact, mais ces « acheteurs » ne sont ordinairement pas les consommateurs, mais eux-mêmes à leur tour des « vendeurs », autrement dit des spéculateurs. Toutefois, il est faux de vouloir faire découler le commerce et même le « commerce » à terme, la spéculation à terme, d'un besoin absolu de distribution. Le commerce ne satisfait que le besoin de distribution dans une société capitaliste et sa nécessité n'est que temporaire, même au sein de cette société, ainsi que le prouve l'élimination du commerce par les syndicats et les trusts. Qui considère le commerce comme « productif », c'est-à-dire non seulement réalisant le profit, mais le produisant, tombe dans une confusion complète : il célèbre comme un avantage de la cartellisation l'épargne de frais commerciaux, ce qui ne peut constituer un avantage que si les opérations commerciales représentent des frais, par conséquent ne sont pas productives.

La nécessité du marché à terme consiste en réalité en ce que, d'une part, il permet aux capitalistes productifs, industriels et commerciaux, de ramener à zéro leur temps de circulation et de s'assurer ainsi contre les oscillations de prix qui peuvent se produire pendant le temps de circulation en les rejetant sur la spéculation, dont c'est la fonction spécifique. Il permet, d'autre part, de faire accomplir par le capital-argent (bancaire) une partie des fonctions qui incombent au capital commercial. Pour ces opérations, on n'obtient pas le profit moyen, mais l'intérêt, la différence accroît le profit industriel (bénéfice de l'entrepreneur). Enfin, et ceci est lié à ce qui précède, le marché à terme permet la transformation du capital-argent en capital commercial, tout en gardant à ce dernier le caractère de capital commercial argent, et ouvre ainsi au capital bancaire la possibilité de renforcer son contrôle sur le commerce et l'industrie et de conserver à une partie de plus en plus grande du capital productif le caractère de capital-argent qui est à la disposition de la banque.

23 *Enquête sur la Bourse*, II, pp. 3523 sq.

CHAPITRE X - CAPITAL BANCAIRE ET BENEFICE BANCAIRE

La mobilisation du capital ouvre aux banques un nouveau champ d'activité : les émissions et la spéculation. Théoriquement, il est sans importance que ces deux genres d'activité soient liés à des opérations de paiement et de crédit dans une banque ou assurés par différents instituts bancaires. Ce qui importe est de distinguer les différentes fonctions selon leur signification économique. L'évolution moderne conduit du reste de plus en plus au groupement de ces fonctions, soit dans une seule entreprise, soit par le contrôle de plusieurs entreprises chargées de ces fonctions qui se complètent les unes les autres, par le même capitaliste ou le même groupe de capitalistes. Le facteur qui pousse ce groupement de fonctions est en dernière analyse celui-ci, que dans toutes ces fonctions le capital intervient en tant que capital-argent dans le sens spécifique du terme, en tant que capital de prêt, qui peut à chaque instant être retiré du placement qui en a été fait. Mais, même là où ce groupement n'a pas lieu dans une entreprise, c'est en partie le même capital qui remplit ces différentes fonctions en se plaçant d'une de ces entreprises à la disposition des autres.

C'est seulement après avoir analysé ces fonctions qu'il est devenu possible d'examiner d'où provient le bénéfice du capital bancaire et quelle forme doit prendre le rapport entre bénéfice et capital, tant celui de la banque elle-même que celui qui a été mis à sa disposition.

Nous savons que le profit se forme dans la production et est réalisé dans la circulation. Nous savons également que l'accomplissement des opérations de circulation, l'achat et la vente des marchandises, exige un capital supplémentaire. Une partie de ces opérations sont enlevées aux industriels et aux commerçants et deviennent la fonction particulière d'une partie du capital social, le capital de circulation des marchandises. Le capital employé par les commerçants donne le profit moyen, lequel n'est qu'une partie du profit obtenu dans la production par les industriels, et entraîne par conséquent une diminution de ce profit, qui autrement irait entièrement à ces derniers¹. De même, la circulation exige toute une série de transactions, garde des stocks, mise à disposition et envoi d'argent, tenue et paiement de comptes, etc. Ces opérations peuvent être concentrées et, grâce à cette concentration, du travail représentant des frais de circulation peut être épargné. En outre, du fait de cette concentration, un capital plus faible sera nécessaire pour effectuer le travail. « Les mouvements purement techniques par lesquels passent l'argent dans le processus de circulation du capital industriel, et comme nous pouvons maintenant l'ajouter, le capital commercial (étant donné que celui-ci prend en charge une partie du mouvement de circulation du capital industriel), ces mouvements, devenus la fonction particulière d'un capital spécial, qui les exerce et seulement eux comme ses opérations propres, transforment ce capital en capital commercial argent. Une partie du capital industriel et aussi du capital de circulation des marchandises a non seulement en permanence la forme d'argent, de capital-argent en général, mais de capital-argent engagé dans ces fonctions techniques. Une certaine partie du capital global se sépare et devient autonome sous forme de capital-argent, dont la fonction consiste exclusivement à effectuer ces opérations pour toute la classe des capitalistes industriels et commerciaux. Comme pour le capital de circulation des marchandises, une partie du capital industriel existant dans le processus de circulation sous forme de capital-argent se sépare et effectue ces opérations du processus de reproduction pour tout le reste du capital. Les mouvements de ce capital-argent ne sont par conséquent de nouveau que des mouvements d'une partie devenue autonome du capital industriel engagé dans son processus de reproduction²... Le commerce d'argent sous la forme pure où nous le considérons ici, c'est-à-dire séparé du système du crédit, n'a par conséquent affaire qu'à la technique d'un moment de la circulation des marchandises, à savoir la circulation de l'argent et les différentes fonctions de l'argent qui en découlent... Il est clair que la masse du capital-argent à laquelle ont affaire les commerçants de l'argent est le capital-argent des commerçants et industriels engagé dans la circulation et que les opérations qu'ils effectuent ne sont que les opérations de ceux qui les commandent. Il est tout aussi clair que leur profit n'est qu'une partie de la plus-value, puisqu'ils n'ont affaire qu'à des valeurs déjà réalisées (même si ce n'est que sous forme de créances³) ». La tenue des caisses devient, au cours de l'évolution, l'affaire des banques. La grandeur du capital que cela exige est déterminée à tout moment par la nature technique des opérations et leur extension éventuelle. Sur ce capital, les banques réalisent, tout comme les commerçants sur le capital de circulation des marchandises et les industriels pour le capital productif, le profit moyen⁴. Mais c'est aussi la seule partie du capital bancaire dont le bénéfice représente

1 Voir *Capital*, III, I, 4^e partie. « Transformation de capital-marchandises et de capital-argent en capital de commerce de marchandises de commerce d'argent. »

2 *Ibidem*, p. 299.

3 *Ibidem*, p. 306.

4 Pour le faire comprendre, faisons le calcul schématique suivant. Supposons que le capital de production soit égal à 1 000. Il donne un profit de 200. Que le capital de commerce de marchandises soit, en proportion excessive, de 400, le capital de commerce d'argent de 100. Le profit se répartit sur un capital total de 1500, le taux de profit moyen est par conséquent de 15 %. Sur le profit total de 200, il en revient 150 aux industriels, 40 aux commerçants et 10 aux commerçants d'argent.

le profit moyen au vrai sens du terme. Le bénéfice réalisé sur le reste du capital bancaire est essentiellement différent.

En tant que médiatrice du crédit, la banque travaille avec tout le capital, qu'il lui appartienne en propre ou non, à sa disposition. Son bénéfice brut comprend l'intérêt pour le capital prêté ; son bénéfice net - déduction faite des frais - consiste en la différence entre les intérêts qu'elle reçoit et ceux qu'elle verse elle-même pour les sommes qui lui sont confiées. Ce bénéfice n'est par conséquent pas un profit au sens exact du terme, et son importance n'est pas déterminée par le taux de profit moyen. Il provient, comme celui de tout autre capitaliste prêteur d'argent, de l'intérêt. La position intermédiaire de la banque dans le mouvement du crédit lui permet seulement de tirer un bénéfice, non plus, comme tout autre capitaliste prêteur d'argent, de son propre capital, mais aussi de celui de ses créanciers, auxquels elle verse un intérêt plus bas que celui qu'elle exige elle-même de ses débiteurs. Cet intérêt n'est qu'une partie du profit moyen social, dont le montant est déjà donné. Mais il n'entre nullement comme celui du capital du commerçant ou du prêteur d'argent, dans la détermination du taux de profit moyen.

Le montant de l'intérêt dépend de l'offre et de la demande de capital de prêt en général, dont le capital bancaire n'est qu'une partie. Ce montant détermine le bénéfice brut. Pour obtenir la plus grande disposition possible sur le capital-argent, les banques versent un intérêt sur les sommes mises en dépôt chez elles. Toutes proportions gardées, la disposition d'une banque sur le capital-argent dépend de l'intérêt versé par elle sur ses dépôts. La concurrence pour les dépôts contraint ainsi les banques à verser l'intérêt le plus élevé possible. La différence entre celui qu'elles reçoivent comme créanciers et celui qu'elles versent comme débiteurs constitue leur bénéfice net.

Les choses par conséquent se passent ainsi : premièrement, le taux de l'intérêt est déterminé d'une façon générale par la demande et l'offre de capital de prêt et il détermine à son tour le bénéfice brut des banques qu'elles obtiennent en prêtant le capital, leur appartenant en propre ou non, à leur disposition. En quoi il est complètement indifférent, tant pour la fixation du taux d'intérêt que pour le montant du bénéfice brut, que le rapport du capital propre de la banque au capital étranger soit tel ou tel. A cela près que seule une partie de ce dernier est vraiment à la disposition de la banque, le reste devant être gardé comme réserve, celle-ci, ne portant aucun intérêt, étant infime par rapport à la somme totale. La concurrence des banques entre elles détermine le taux d'intérêt que les banques, à leur tour, doivent verser à leurs déposants, et c'est de ce taux que dépend, en fonction du bénéfice brut et des frais, le bénéfice net. On voit que ce qui est donné ici n'est pas le capital propre des banques. Car ce n'est pas de leur capital propre mais des fonds mis à leur disposition que dépend le bénéfice des banques. Celui-ci est par conséquent donné et c'est d'après lui que doit être fixée la proportion du capital propre des banques. Elles peuvent, sur la totalité du capital de prêt en transformer en leur capital propre autant que le permet leur bénéfice. Mais pour le capital l'activité bancaire est un placement comme un autre. Il n'affluera dans ce secteur que s'il y trouve les mêmes possibilités de mise en valeur que dans le secteur industriel ou commercial. Autrement, il s'en retirera. Mais, d'un autre côté le bénéfice de la banque est l'élément donné. Son capital propre doit donc être calculé de telle sorte que le bénéfice, calculé sur ce dernier, soit égal au profit moyen. Supposons qu'une banque dispose d'un capital de prêt de 100 millions de marks. Elle fait avec lui un bénéfice brut de 6 millions de marks et un bénéfice net de 2 millions. Le capital propre de la banque peut alors, avec un taux de profit de 20 %, être de 10 millions de marks, tandis que 90 millions sont à sa disposition sous forme de dépôts.

Cela explique pourquoi, lors de la fondation des banques par actions ou de l'augmentation de leur capital, il y a encore place pour le bénéfice des fondateurs alors que le capital bancaire ne produit pas de bénéfice d'entreprise, mais réalise seulement de l'intérêt. Car, étant donné que le bénéfice bancaire est égal au taux de profit moyen, mais que les actionnaires ne reçoivent que l'intérêt, il en résulte la possibilité d'un bénéfice des fondateurs. Si la banque occupe une position dominante sur le marché financier, elle peut faire elle-même, soit totalement, soit en partie, le bénéfice des fondateurs. Elle accroît alors ses réserves. Celles-ci sont bien entendu propriété de la banque mais au point de vue comptable, le bénéfice est distribué sur le capital nominal, plus faible. Les réserves permettent aux banques de fixer une plus grande partie de leur capital dans l'industrie.

Le fait que la division en capital propre et capital étranger n'exerce aucune influence sur le bénéfice bancaire, qu'il n'existe aucun rapport fixe entre les dimensions du premier et celles du capital étranger qu'il attire, fait apparaître ces dimensions comme arbitraires et permet de les mesurer de telle sorte que le bénéfice bancaire, bien que n'étant pas lui-même du profit moyen, soit pourtant égal à ce dernier. Le système bancaire une fois développé et le capital de prêt libre à la disposition des banques, la fondation de nouvelles banques en est rendue très difficile, car celles-ci n'auraient pas suffisamment de capital étranger à leur disposition ou ne pourraient en obtenir qu'après une violente lutte de concurrence avec l'ensemble des autres banques, lutte dont l'issue serait douteuse.

Il en va tout autrement du capital bancaire que du capital industriel et même du capital commercial et du capital de circulation de l'argent. Dans ces domaines, les dimensions du capital sont imposées par des considérations d'ordre technique, déterminées par les conditions objectives du processus de production et de circulation. Les dimensions du capital industriel dépendent de l'évolution du processus de production en général, de l'importance des moyens de production existants, dont font partie également les forces naturelles et leurs possibilités d'exploitation, et de la population travaillante. Leur emploi et le degré d'exploitation de la classe ouvrière déterminent la grandeur du profit, qui se répartit de la même façon sur le capital industriel, commercial et de

circulation de l'argent, ces deux derniers étant déterminés par les conditions des opérations de circulation à effectuer. Comme la circulation ne crée pas de profit, mais représente seulement des frais, il y a ici tendance à réduire au minimum le capital employé. En revanche, le capital bancaire, appartenant en propre à la banque ou venu de l'extérieur, n'est rien d'autre que du capital de prêt, et ce dernier à son tour n'est que la forme argent du capital productif, en quoi il est important qu'il ne soit pour la plus grande partie que simple forme, et n'existe par conséquent que d'une façon purement comptable.

C'est le même rapport entre bénéfice bancaire et dimensions du capital propre de la banque que nous trouvons en examinant le bénéfice provenant de l'activité d'émission et de spéculation.

Le bénéfice de fondation ou d'émission n'est ni profit ni intérêt, mais bénéfice d'entreprise capitalisé. Il suppose la transformation du capital industriel en capital fictif. Son importance est déterminée, premièrement, par le taux de profit moyen, et, deuxièmement, par l'intérêt. Le profit moyen moins l'intérêt détermine le bénéfice d'entreprise, qui capitalisé au taux d'intérêt en vigueur, constitue le bénéfice de fondation; ce dernier ne dépend en aucune façon de l'importance du capital propre de la banque. La capacité de transformation du capital industriel en capital fictif dépend uniquement de la quantité de capital de prêt en général, qu'on peut, tout en lui conservant la forme de capital rapportant intérêt, transformer en capital productif. Il faut qu'il y ait suffisamment d'argent à placer en actions. En quoi il convient de distinguer : la transformation d'un capital industriel déjà existant en capital-actions n'engage qu'autant d'argent qu'il n'est nécessaire pour la circulation des actions sur le marché des valeurs. Mais cela dépend de nouveau de la question de savoir si ces actions restent davantage en « mains fermes » en tant que placement ou circulent en tant que valeurs de spéculation. Ou encore l'émission de capital-actions signifie de nouvelles fondations d'entreprises ou extension d'entreprises déjà existantes. Alors il ne faut de capital-argent qu'autant qu'il en est nécessaire pour effectuer les opérations suivantes :

$$A - < \frac{M_p}{F} \quad \text{---} \quad P \dots M' \quad \text{---} \quad A',$$

et deuxièmement, pour effectuer les échanges des actions elles-mêmes. La quantité du capital de prêt existant détermine en même temps le taux d'intérêt, qui est décisif pour la capitalisation, et par là l'importance du bénéfice d'émission. Ce dernier est indépendant par conséquent des dimensions du capital propre de la banque. Mais la totalité du bénéfice d'émission doit à la longue être égale au taux de profit moyen sur le capital propre de la banque. D'un autre côté celle-ci aura tendance à accroître son capital propre, parce que cela accroît, d'abord son crédit, ensuite sa sécurité.

Il en est de même du bénéfice de spéculation. La participation à la spéculation ne dépend pas, elle non plus, de la façon dont le capital à la disposition des banques se partage en capital propre et capital étranger, mais du montant de ce capital global.

Nous savons déjà qu'aussi bien l'activité d'entremise de crédit que le financement et la spéculation créent des tendances à la concentration et avec elles l'effort en vue de tenir la plus grande partie du capital en tant que capital propre. Car celui-ci ne peut pas, comme le capital prêté, être réclaté à tout moment, ce qui permet par conséquent de l'investir avec une sécurité beaucoup plus grande dans des placements industriels. Entre autres, l'affaire de fondation signifie la fixation pour un temps plus ou moins long du capital-argent dans l'industrie, jusqu'à ce qu'il revienne de nouveau à la banque au moyen de la vente des actions. Ensuite, l'accroissement du capital propre donne la possibilité d'une plus grande participation durable aux entreprises industrielles et, par là, de les contrôler et d'exercer une plus grande influence sur la spéculation sur les marchandises et sur les valeurs. C'est pourquoi la banque a tendance, dès que le gain provenant de l'intérêt et du bénéfice d'émission le permet, à accroître constamment son capital.

La possibilité de transformer le capital étranger en le sien propre ne dépend pas du tout, abstraction faite de la nécessité où elle se trouve de mettre en valeur le capital accru, de la volonté de la banque. Celle-ci s'efforce d'accroître son capital pour pouvoir l'investir dans l'industrie, faire un bénéfice d'émission et contrôler l'entreprise en question. Car pour la seule entremise de crédit, l'accroissement du capital propre au-delà d'une certaine limite serait inutile, étant donné que la disposition de fonds étrangers reste le facteur déterminant, que la banque peut toujours conserver sous une forme immédiatement disponible le capital servant à l'entremise de crédit et ne peut pas faire là-dessus un bénéfice autre que l'intérêt. Mais ce n'est pas parce que la banque conserve maintenant une plus grande partie du capital de prêt disponible qu'elle peut investir pour cela un plus grand capital dans l'industrie. Au contraire, parce qu'elle n'a besoin pour le crédit de paiement que d'une partie du capital de prêt dont elle dispose, elle peut employer l'autre partie à des investissements industriels (crédit de capital). Ce partage de capital de prêt

est disponible en vue du crédit de circulation, d'une part, et du crédit de capital, de l'autre, à ses propres causes objectives, qui découlent de l'état momentané du processus de production et de circulation. Même si les limites sont élastiques, la banque ne peut pas ne pas en tenir compte si elle veut maintenir d'une façon constante la forme d'argent du capital bancaire afin de ne pas mettre en danger sa capacité de paiement. En revanche, ce partage du capital de prêt disponible ne dépend pas de la question de savoir quelle partie de ce capital lui appartient en propre et quelle partie a été mise à sa disposition en tant que capital étranger. Mais la banque veut accroître son capital propre pour pouvoir le fixer industriellement : la limite pour cette possibilité de transformation du capital étranger en capital propre de la banque est constituée par cette partie du capital disponible mise à sa disposition pour le crédit de capital. À l'intérieur de cette limite, la tendance est de transformer une partie de plus en plus grande du capital de prêt en capital propre de la banque. Ainsi l'importance de ce dernier ne dépend pas de la seule volonté de la banque, non plus que de la possibilité de mise en valeur du capital accru.

L'accroissement du capital bancaire ne signifie en premier lieu qu'une transaction de caractère juridique, non pas un changement de fonction économique. La banque ne peut accroître son capital, qui doit conserver sa forme de capital-argent, qu'en transformant le capital-argent étranger en son capital propre. Comme, avec un système bancaire développé, tout l'argent disponible est rassemblé dans les banques, l'accroissement du capital bancaire ne signifie rien d'autre que ceci : une partie des dépôts que la banque a à sa disposition est maintenant transformée, par le moyen, disons, des émissions d'actions, en capital bancaire.

Cette transformation du capital étranger en capital propre de la banque n'a naturellement aucune influence sur la demande et l'offre de capital-argent et par conséquent sur le taux d'intérêt⁵.

L'accroissement du capital industriel a pour conséquence un accroissement de la masse du profit, étant donné que ce capital, dans le processus de la production, crée de la plus-value. L'accroissement du capital bancaire ne modifie, bien entendu en rien la masse d'intérêt obtenue par les banques, car cette masse dépend, la demande restant la même de l'offre de capital de prêt, laquelle n'est en rien modifiée par le partage différent de ce capital entre les banques et les dépositaires, par conséquent par le seul changement de propriété. Ce qui change, c'est seulement le calcul du bénéfice net de la banque, qui, avec un capital accru de cette dernière, paraît proportionnellement plus faible.

Capital industriel, capital commercial et capital de circulation de l'argent sont des parties déterminées du capital social, qui doivent, en un moment donné, exister dans un certain rapport les unes avec les autres. Mais, du point de vue abstrait, tout capital social pourrait être en même temps capital bancaire. Car ce dernier n'est rien d'autre que du capital mis à la disposition des banques et rien ne s'oppose en soi à ce que tout le capital passe par les banques. La plus grande partie de ce capital bancaire est naturellement fictive, expression d'argent pour le capital fonctionnant vraiment d'une façon productive ou seulement titres de plus-value capitalisés.

L'accroissement du capital bancaire n'est donc pas, la condition de l'accroissement du bénéfice comme dans l'industrie, Bien plutôt, pour la banque, le bénéfice est le fait donné. S'il augmente, la banque augmentera son capital propre, parce que ce capital accru lui permet de participer dans une mesure plus grande à la transformation de son capital bancaire en capital industriel sans mettre en danger sa sécurité. Que ce soit essentiellement l'entremise de crédit industriel, la participation aux entreprises industrielles au moyen de la possession d'actions et l'activité d'émission, qui poussent à l'accroissement du capital propre de la banque, c'est ce que prouve le fait que les banques de dépôts en Angleterre, en dépit de l'accroissement considérable de leurs affaires, n'augmentent pas leur capital et distribuent par conséquent de très hauts dividendes.

Il ne faut donc pas s'imaginer la chose de telle manière que l'afflux ou le reflux du capital bancaire pourrait influencer sur le bénéfice des banques au point que le taux d'intérêt en serait modifié. Ce qui change, c'est seulement la répartition du bénéfice, tantôt sur un plus grand capital, tantôt sur un plus petit.

En quoi il n'est pas sans importance que l'accroissement du capital bancaire se fasse sous la forme du capital-actions, par conséquent du capital fictif.

Nous avons vu que la transformation de l'argent en capital fictif ne modifie en rien le caractère du capitaliste individuel en tant que capitaliste prêteur d'argent. L'argent, qui est maintenant transformé en capital fictif, restera capital bancaire, donc aussi économiquement capital-argent. Une partie de ce capital bancaire sera transformée en capital industriel, cette transformation pouvant se faire d'une double façon. La banque accorde à l'entreprise industrielle du crédit, lui a par conséquent simplement loué son capital, ou elle prend des actions de cette entreprise, qu'elle conserve, car l'importance de son capital le lui permet. Dans ce dernier cas, l'accroissement du capital bancaire a eu pour effet que le capital-argent a été transformé d'abord en capital bancaire, puis en capital industriel. Au lieu que les capitalistes privés placent directement leur argent en actions d'entreprises industrielles, ils l'ont placé d'abord en actions bancaires, et c'est la banque qui, en achetant des actions d'entreprises industrielles, l'a transformé en capital industriel. La seule différence est que la banque, non seulement a joué le rôle d'intermédiaire dans cette opération mais, en tant que propriétaire du capital bancaire, est devenue co-propriétaire

5 C'est pourquoi il est puéril de penser que l'accroissement de capital propre d'une banque d'émission, par exemple de la Reichsbank, devrait provoquer une baisse du taux d'intérêt.

de l'entreprise industrielle. Et ce droit de propriété de la banque est autrement efficace que celui des actionnaires individuels. Il y a ainsi une tendance à transformer d'abord, dans une mesure de plus en plus grande, l'argent disponible des capitalistes privés en capital bancaire et ce dernier ensuite en capital industriel. Ce qui a consisté en réalité en un dédoublement du capital fictif. Le capital-argent est transformé fictivement en capital bancaire et devient par là la propriété de la banque; ce capital bancaire est ensuite transformé fictivement en actions industrielles et en réalité en les éléments du capital productif : moyens de production et force de travail.

La politique des dividendes des banques, qui travaillent avec un grand capital étranger (dépôts), doit être plus stable que celle des entreprises industrielles. Cela particulièrement quand les dépôts proviennent de milieux qui ne peuvent conclure que de signes extérieurs, tels la stabilité des dividendes, à la bonne ou mauvaise gestion de la banque et, à la moindre fluctuation de la politique des dividendes, retirent leurs dépôts. Il s'agit par conséquent de dépôts appartenant à des milieux non capitalistes. L'entreprise industrielle est, en ce qui concerne la politique des dividendes, plus indépendante. D'abord parce que ses créanciers ont la plupart du temps une connaissance exacte de ses possibilités de paiement. Ensuite parce que le crédit, dont elle a besoin constamment, le crédit de paiement, doit être couvert par les marchandises qu'elle produit, tandis que d'autre crédit n'est pas demandé constamment, comme auprès des banques, mais seulement à de longs intervalles. Cette plus grande indépendance lui permet d'abord d'influencer le cours des actions, ce qui offre aux initiés des possibilités de spéculation fructueuse à la Bourse, ensuite de s'adapter plus facilement aux fluctuations de la conjoncture et aux besoins de l'accumulation, qui sont plus importants pour l'entreprise industrielle que pour les banques.

D'un autre côté, les banques peuvent maintenir dans la politique des dividendes une plus grande constance que les entreprises individuelles, parce que les fluctuations de la conjoncture n'agissent pas si fortement et d'une façon aussi unilatérale sur les bénéfices de la banque que sur le profit. D'abord une grande partie de ces bénéfices ne dépend pas tellement du niveau absolu du taux d'intérêt, mais de la différence entre l'intérêt sur le capital prêté et celui qu'on verse sur le capital emprunté. Cette différence est, surtout quand la concentration des banques est déjà très avancée, beaucoup plus constante que les oscillations du taux d'intérêt. Ensuite apparaissent, au cours de la conjoncture, des moments favorables et des moments défavorables, qui se compensent en partie. La plus favorable est la période de prospérité croissante avec taux d'intérêt montant progressivement, gros besoins de capitaux de l'industrie et par conséquent vive activité d'émission avec gros bénéfices de fondation. En même temps augmentent les bénéfices provenant de la tenue des caisses des allocations de crédit de paiement, ainsi que de la spéculation en Bourse. Pendant la période de haute conjoncture, le taux d'intérêt augmente, de même que la différence entre l'intérêt reçu et celui qui est versé.

En revanche l'activité d'émission et les bénéfices de fondateurs diminuent. Les besoins de capitaux de l'industrie sont satisfaits plus par des emprunts bancaires que par des émissions d'actions ou d'obligations, tandis que la spéculation sur les valeurs est d'ordinaire limitée quelque temps déjà avant la crise par le taux d'intérêt élevé. Dans les premiers temps de la dépression, quand le taux d'intérêt est au plus bas, c'est le moment le plus favorable pour l'émission d'obligations à intérêt fixe. Les bénéfices des banques provenant de l'acquisition de titres d'emprunt de l'Etat ou de la Ville, etc., augmentent fortement, de même que ceux provenant de la vente d'obligations à un cours plus élevé. Une partie des dettes contractées par l'industrie auprès des banques est transformée en capital-actions ou obligations, étant donné que le marché de l'argent est fluide et permet de nouveaux gains provenant des émissions, tous facteurs qui compensent plus ou moins la baisse des recettes provenant de l'intérêt dû pour les allocations de crédit.

La concurrence que se font les banques entre elles, elles ne la soutiennent pas avec leur propre capital seulement, mais avec le capital global qu'elles ont à leur disposition. Mais, sur le marché de l'argent, la concurrence est tout autre que sur le marché des marchandises. La principale différence est d'abord que, sur le premier, le capital est sous la forme d'argent et que sur le second le capital-marchandises doit être d'abord transformé en capital-argent. Mais ce dernier marché implique également que cette transformation peut échouer plus ou moins, que par conséquent le capital-marchandises peut perdre de sa valeur et qu'il en résulte une perte au lieu d'un gain. Dans la concurrence des marchandises il s'agit de la réalisation du capital, non seulement de sa mise en valeur. Dans la concurrence du capital-argent, le capital en tant que tel est assuré, il s'agit du degré de sa mise en valeur, du montant de l'intérêt. Mais ce dernier est déterminé de telle sorte qu'elle laisse aux différents concurrents une marge de manœuvre très étroite. C'est avant tout la politique d'escompte de l'institut monétaire central qui est ici déterminante, et ne laisse aux autres que des possibilités de manœuvre limitées. C'est important en premier lieu pour les opérations de crédit, tant actives que passives, des banques. Ici la concurrence est relativement faible. Mais, plus la marge de manœuvre est étroite, plus le facteur quantitatif représenté par les affaires de la banque joue un rôle important. Ce n'est que quand ce dernier est très grand qu'il peut y avoir une réduction des commissions, une augmentation de l'intérêt sur les fonds mis en dépôt. Cependant, pour les entreprises d'importance égale, les conditions doivent être approximativement les mêmes. En outre, dans le domaine de l'allocation de crédit, le surprofit disparaît, à l'exception de celui, consistant dans l'épargne et la facilité d'éviter les pertes et de répartir le risque, que les très grosses entreprises ont par rapport aux petites. En revanche, le surprofit, tel qu'il découle dans l'industrie de l'introduction de nouvelles techniques et qui est si important dans la lutte pour la concurrence, ne joue ici aucun rôle.

Bien plus que dans l'entremise de crédit, c'est dans les affaires financières, par conséquent les émissions, que la concurrence joue un rôle important. Ici le montant du bénéfice des fondateurs laisse une marge de manœuvre plus large que dans la concurrence pour le plus grand rabais. Mais là non plus les limites ne sont guère larges. Ce qui importe avant tout, ce sont moins les conditions des banques que le degré de contrôle exercé sur l'industrie du fait des crédits qui lui ont été accordés.

Dans cette question de la concurrence, il faut dans l'industrie distinguer l'aspect technique et l'aspect économique. Dans les banques, la différence technique joue un rôle infime, puisque la technique dans les banques de même genre est la même. (Les banques de genres différents ne se concurrencent pas, en général.) Il n'y a ici qu'une différence économique, qui est d'ordre purement quantitatif et ne consiste que dans l'importance du capital recherché.

Mais c'est ce caractère tout particulier de la concurrence qui permet aux banques, tantôt de se concurrencer entre elles, tantôt de coopérer. Nous trouvons de temps à autre quelque chose de semblable dans l'industrie aussi. Mais seulement pour des entreprises d'égale importance, à l'occasion d'accords provisoires dans un certain domaine, par exemple les adjudications. Mais c'est là plus fréquemment un commencement de cartel, par conséquent d'une coopération durable excluant toute concurrence.

Si le taux d'intérêt général constitue la barrière à laquelle se heurte la concurrence dans l'entremise de crédit, le taux de profit moyen joue le même rôle dans le domaine du crédit de paiement. Mais précisément ici l'importance du mouvement est décisive pour le montant de la commission et entraîne une forte supériorité des grandes banques.

Le principe de technique bancaire de la plus grande sécurité rend les banques rétives à la concurrence. C'est pourquoi elles considèrent avec faveur l'élimination de la concurrence dans l'industrie au moyen des cartels qui permettent « un bénéfice constant ».

Le bénéfice bancaire n'est pas du profit. Mais la totalité de ce bénéfice doit, calculé sur le capital propre de la banque, être égale au taux de profit moyen. S'il est plus faible, des capitaux sont retirés, s'il est plus élevé, de nouvelles banques seront créées. Comme le capital bancaire a toujours la forme d'argent ou peut être à tout moment, pour la plus grande partie, facilement retransformé en argent, c'est ici qu'une égalisation est le plus rapidement possible.

C'est pourquoi il n'y a pas non plus de « surproduction » de capital bancaire. Tout au contraire, une trop forte augmentation du capital propre de la banque mène à sa réduction et à d'autres placements, mais non à un krach général avec dépréciation, etc., comme cela se produit dans l'industrie. Le krach bancaire n'est que la conséquence d'une surproduction industrielle ou de mauvaises spéculations et apparaît comme pénurie de capital bancaire sous forme d'argent, en ce sens que ce capital est fixé dans une forme où il n'est pas réalisable immédiatement sous forme d'argent.

Au fur et à mesure du développement du système bancaire, de l'enchevêtrement de plus en plus étroit des rapports entre les banques et l'industrie. La tendance se renforce, d'une part, d'éliminer de plus en plus la concurrence des banques entre elles, d'autre part, de concentrer tout le capital sous la forme de capital-argent et de le mettre seulement ensuite, par l'intermédiaire des banques, à la disposition de l'industrie. En définitive, cette tendance aboutirait à ce résultat qu'une banque ou un groupe bancaire disposerait de tout le capital-argent. Une telle « banque centrale » contrôlerait ainsi toute la production sociale⁶.

Le crédit implique, à côté du rapport matériel, un rapport personnel. En fait, c'est un rapport social-personnel, à la différence des autres catégories économiques, de caractère social-matériel, telles que, par exemple, l'argent : le vulgaire parle de « confiance ». Et de même le crédit est dans son achèvement opposé au capitalisme, il est l'organisation et le contrôle en face de l'anarchie. Il découle par conséquent du socialisme adapté à la société capitaliste, il est le socialisme caricatural, adapté au capitalisme. Il socialise l'argent des autres au profit de quelques-uns. A l'origine, il ouvre soudain au chevalier du crédit les plus vastes perspectives : les barrières de la production capitaliste - la propriété privée - paraissent tombées, toute la force productive de la société semble mise

6 « Avec le système bancaire est certes donnée la forme d'une direction bancaire générale et d'une répartition des moyens de production à l'échelle sociale, mais seulement la forme... Ce système met à la disposition des capitalistes industriels et commerciaux tout le capital disponible et même potentiel de la société non déjà engagé d'une façon active, de telle sorte que ni le prêteur ni l'utilisateur de ce capital n'en sont les propriétaires ou les producteurs. Il supprime le caractère privé du capital et contient ainsi en soi, mais seulement en soi, la suppression du capital elle-même... Enfin, il ne fait aucun doute que le système du crédit servira de levier puissant pour le passage du mode de production capitaliste au mode du travail associé, mais seulement comme un élément en liaison avec d'autres grandes transformations du mode de production même. En revanche, les illusions sur la puissance miraculeuse du système bancaire et de crédit dans le sens socialiste ont pour origine une méconnaissance complète du mode de production capitaliste et du système de crédit en tant que l'une de ses formes. Dès que les moyens de production ont cessé de se transformer en capital, le crédit en tant que tel n'a plus de sens... D'un autre côté, aussi longtemps que dure le mode de production capitaliste, le capital portant intérêt se maintient comme l'une de ses formes et constitue en fait la base de son système de crédit... » (Marx, *Le Capital*, III/I, pp. 146 sq.)

à la disposition de l'individu. Lui-même trompé il trompe les autres*.

Les premiers pionniers du crédit sont les romantiques du capitalisme comme Law et Pereire. Il faut un certain temps pour que le capitaliste pur prenne le dessus et que Gunderman l'emporte sur Saccard**.

* Hilferding fait ici un jeu de mot difficile à rendre : *Ihm schwindelt und er schwindelt*. H. Carle a traduit : « Il est pris de vertige et il triche vertigineusement. » (Note de l'Ed)

** Personnages de *la Curée* dans *les Rougon-Macquart* de Zola. Voir à ce sujet la note de Hilferding (chapitre XI, note 2).

TROISIEME PARTIE
LE CAPITAL FINANCIER ET LA LIMITATION DE LA
LIBRE CONCURRENCE

CHAPITRE XI - LES OBSTACLES A L'EGALISATION DES TAUX DE PROFIT ET LES MOYENS DE LES SURMONTER

L'objectif de la production capitaliste est le profit. L'obtention du plus grand profit possible est l'objectif de chaque capitaliste en particulier, la raison d'être de son activité économique, qui découle nécessairement des conditions de la lutte pour la concurrence. Car le capitaliste ne peut se maintenir que s'il s'efforce constamment, non seulement de résister à ses concurrents, mais même de les battre. Il n'y réussit que s'il parvient à accroître son profit au-dessus de la moyenne, par conséquent à obtenir un surprofit¹.

Mais cet effort subjectif en vue du profit le plus élevé possible a pour résultat objectif la tendance à l'établissement du même taux de profit moyen pour tous les capitaux².

Ce résultat on cherchera à l'atteindre par la concurrence des capitaux pour les sphères de placement, l'afflux constant du capital dans les secteurs à taux de profit supérieur à la moyenne et son reflux constant hors des secteurs à taux de profit inférieur à cette moyenne. Mais ce va-et-vient constant se heurte à des obstacles qui s'accroissent au fur et à mesure du développement capitaliste.

Le développement de la productivité du travail, le progrès technique, se manifestent en cela que la même quantité de travail vivant met en mouvement une quantité croissante de moyens de production. Ce processus se reflète économiquement dans la composition organique de plus en plus élevée du capital, la part de plus en plus grande qu'occupe le capital constant par rapport au capital variable à l'intérieur du capital global³. Dans cette modification de la proportion $c : v$ s'exprime le changement de l'image que présentaient la manufacture et la fabrique pré-capitaliste avec leurs groupes d'ouvriers serrés les uns contre les autres dans des ateliers exigus autour de quelques petites machines, en comparaison avec l'usine moderne où derrière les immenses carcasses des automates, de petits hommes à peine visibles çà et là semblent toujours disparaître de nouveau.

Mais le développement technique entraîne également un changement à l'intérieur des éléments dont se compose le capital constant. Ainsi, la part du capital fixe croît plus rapidement que celle du capital circulant. C'est ce que montrent les textes suivants :

« Les progrès techniques dans les hauts fourneaux ont contraint à une activité de plus en plus grande, amené une concentration de capital de plus en plus forte. Selon Lürmann (« Les Progrès dans l'industrie des hauts fourneaux depuis cinquante ans », Düsseldorf, 1902), le cubage des hauts fourneaux s'est accru depuis 1852 dans la proportion à 33,3 et de 1 à 7 par tonne de cubage. En 1750, quatorze hauts fourneaux de charbon de bois silésiens produisaient au total 25 000 quintaux de fer brut, en 1799, les deux hauts fourneaux à coke de Königshütte voyaient passer leur production à 40 000 quintaux par an. Œchelhäuser célèbre en 1852 une production journalière de 50 à 60 000 livres

- 1 Hobbes explique cet effort de la manière suivante : la tendance générale de l'homme est « le désir permanent de plus en plus de puissance, désir qui ne prend fin qu'avec la mort ». « Et la cause en est toujours que chacun espère un plaisir plus intense que celui qu'il a obtenu ou qu'il ne se satisfait pas d'une puissance modérée, et qu'il ne peut assurer la puissance et les moyens pour le bien-être dont il jouit sans en avoir davantage » (*Le Léviathan*, chap. XI). Le motif capitaliste - le profit pour le profit - est personnifié chez Zola par Gunderman, qui ne se nourrit que de lait et malgré cela continue à pratiquer l'usure. D'où sa victoire - celle du principe capitaliste - sur Saccard, chez qui la recherche du profit est troublée par un mélange étranger au capital : le goût de la puissance, les idées culturelles et des besoins de luxe. Gunderman est le type du capitaliste sous sa forme la plus pure, saisi comme usurier et spéculateur en Bourse, bien plus que le Gabriel Borkmann d'Ibsen (chez qui le besoin social est violenté par le capitalisme). Car Borkmann part du besoin social au lieu de la recherche du profit, par conséquent d'un motif étranger au capitaliste. Dans les drames bourgeois, cette contradiction entre l'intérêt social et l'intérêt du profit est toujours le motif tragique, et c'est ce qui explique si souvent leur effet non réaliste. Le vrai capitaliste se présente tout autrement que l'avare, dont la misère personnelle apparaît parfois tragique : non comme personnage dramatique, mais seulement comme épisode dans le roman.
- 2 Des motifs des sujets économiques agissants, déterminés eux-mêmes par la nature des rapports économiques, on ne peut rien tirer de plus que la tendance à l'établissement de l'égalité des conditions économiques : mêmes prix pour les mêmes marchandises même profit pour le même capital, même salaire et même taux d'exploitation pour le même travail. Mais, de cette façon, en partant des motifs subjectifs, je n'aboutis jamais aux rapports quantitatifs. Il me faut connaître déjà l'importance du produit social pour pouvoir trouver les déterminations quantitatives des différentes parties. De facteurs psychologiques il est impossible de tirer des résultats quantitativement déterminés.
- 3 A quel point, dans les usines modernes de fer laminé, la part du travail vivant a diminué, c'est ce qu'expriment les chiffres suivants : « Le seul élévateur dans le laminage des rails a eu pour effet de faire passer de 15-17 à 4-5 le nombre des servants. » Aux Etats-Unis, le salaire par tonne de produit fabriqué est passé de 1880 à 1901 :
pour les lamineurs de rails de 15 à moins de 1
-----tréfileurs de 212 à moins de 12
-----chauffeurs de rondins de 80 à moins de 5
(Voir Hans Gideon Heymann, *Les Usines mixtes dans la grande industrie sidérurgique allemande*, Stuttgart, 1904, p. 23.)

prussiennes. Les derniers records par jour et haut fourneau sont : société d'exploitation Deutscher Kaiser (Thyssen), 518 tonnes; Ohio Steel Co n° 3, 806 tonnes. Autrement dit, le haut fourneau américain produit en une trentaine d'heures ce qu'un haut fourneau silésien produisait autrefois en une année entière et en 36 heures ce que produisaient dans l'année il y a cent cinquante ans quatorze hauts fourneaux silésiens.

En conséquence, les frais d'installation par haut fourneau ont augmenté dans d'énormes proportions. Les hauts fourneaux de Königshütte susmentionnés étaient estimés en gros à 40 000 thalers, ce qui représente environ un capital de fondation de 20 000 thalers par tonne de production quotidienne. En 1887, on était descendu, selon Wedding, avec des frais d'établissement de près de 1 million de marks par haut fourneau, à 5 400-6 000 marks par tonne de production journalière. Ces derniers temps, les frais par tonne de production journalière, du fait de l'introduction de nombreux nouveaux appareils et de la suppression presque complète du travail manuel, se sont élevés à environ 10 000 marks, ce qui signifie qu'un haut fourneau normal de 250 tonnes dans le bassin de la Ruhr coûte aujourd'hui 2 millions et demi de marks. Quant aux hauts fourneaux américains, ils ont déjà englouti 6 millions de marks.

En dehors du Siegerland et de la Haute-Silésie, il n'y a presque plus aujourd'hui en Allemagne de hauts fourneaux d'une capacité de production journalière inférieure à 100 tonnes. La production annuelle minima d'un nouveau haut fourneau doit être estimée à 30 à 40 000 tonnes au minimum, mais l'activité de plusieurs hauts fourneaux offre de grands avantages, d'où l'effort en vue d'accroître constamment le nombre des hauts fourneaux appartenant à la même société. De même, les frais généraux (direction, laboratoire, ingénieurs), les frais de la machinerie de réserve nécessaire (soufflerie, chaufferie), se répartissent sur une production beaucoup plus vaste. Mais ce n'est qu'en groupant plusieurs fourneaux qu'on peut, bon an mal an, produire dans un même fourneau la même sorte de fer brut. On évite ainsi le passage onéreux, dans le même fourneau, d'une sorte de fer brut à l'autre, et il devient alors possible de spécialiser la construction des fourneaux en vue de la production d'une sorte de fer déterminée. Enfin, l'utilisation des inventions modernes (transport rationnel des matières premières, chaudière de fonderie, mélangeur, etc.) n'est économiquement rationnelle qu'avec de hauts chiffres de production et plusieurs fourneaux (Heymann, *op. cit.*, pp. 13 sq.).

A cette branche d'industrie à haute composition organique, il est intéressant de comparer une autre branche industrielle où l'utilisation des machines a atteint également un très haut degré, mais où, par suite de tout autres conditions techniques, la composition organique est beaucoup plus basse. Nous montrerons l'importance du capital nécessaire pour la fabrication des chaussures en prenant l'exemple d'une usine qui fabrique 6 à 800 paires de chaussures par jour, la moitié à semelles débordantes, la moitié à semelles cousues.

Bâtiments.....	100 000 marks
Terrain.....	50 000 »
Machines à vapeur (50 CV).....	21 000 »
Installations électriques	20 000 »
Machines et autres installations.....	80 000 »
Formes.....	25 000 »

Capital fixe.....296 000 marks

Supposons maintenant que le capital circulant soit transformé deux fois par an ; nous obtenons :

Matières premières pour six mois	350 000 marks
Salaires pour six mois	100 000 »
Frais divers pour six mois.....	90 000 »

Capital circulant.....540 000 marks

« Nous pourrions donc dire qu'en dehors d'un capital fixe d'environ 300 000 marks, il faut un capital circulant de 500 000 marks, soit, pour cette fabrique, qui occuperait 180 à 200 ouvriers, un capital total d'environ 800 000 marks » (Karl Rehe, *op. cit.*, p. 54)

En revanche, « Une grande firme combinée Thomas, d'une production de 300 000 à 400 000 tonnes, dont la fondation est projetée en Allemagne occidentale, et qui doit acheter des terrains ferrugineux, coûterait aujourd'hui au moins :

1 000 hectares de terrains ferrugineux	10 millions de marks
Six terrains houillers dans le bassin de la Ruhr.....	3 »
Une mine de charbon d'une capacité extractive de un million de tonnes, y compris les cokeries.....	12 »
Construction de hauts fourneaux.....	10 »
Usine sidérurgique.....	5 »
Terrains, lignes ferroviaire, logement ouvriers, etc.	5 »

Soit en tout.....	55 millions de marks

Il faut envisager pour un tel combinat un personnel ouvrier de 10 000 personnes. En Amérique, on estime nécessaire un capital de 20 à 30 millions de dollars pour une aciérie d'une capacité de production deux fois plus grande (2 500 tonnes par jour). En revanche, on a investi en 1852 dans toute l'industrie du fer de la province de Nassau un capital de 1 235 000 florins » (Heymann, *op. cit.*, p. 26).

Mais cet énorme accroissement du capital fixe a pour conséquence qu'il devient de plus en plus difficile de retirer les capitaux une fois investis. Alors que le capital circulant, à la fin de chaque période de transformation, peut être reconverti en argent et placé de nouveau dans une autre branche de production, le capital fixe est immobilisé par toute une série de périodes de transformation dans le processus de la production. Sa valeur se transfère peu à peu sur le produit et revient aussi progressivement sous forme d'argent. La transformation du capital global se prolonge. Plus la part du capital fixe est importante, plus vastes ses dimensions, plus il pèse lourdement dans la balance des investissements, et plus il est difficile de réaliser la valeur qui y est liée sans lourdes pertes et de transférer ensuite le capital dans une sphère de production plus favorable. Mais cela a pour résultat de modifier la lutte de concurrence du capital pour les sphères de placement. A la place des vieilles barrières légales de la tutelle moyenâgeuse, de nouvelles barrières économiques sont apparues, qui restreignent la liberté de mouvement du capital, restriction qui n'affecte d'ailleurs que les capitaux déjà investis dans la production et non ceux qui cherchent à s'investir. Une deuxième barrière consiste en ceci que le développement technique élargit en même temps l'échelle de la production, que les dimensions croissantes du capital constant et en particulier du capital fixe exigent des capitaux de plus en plus considérables, pour pouvoir élargir la production d'une façon adéquate ou créer de nouvelles entreprises. Les sommes progressivement accumulées au moyen de la plus-value sont très loin de suffire pour pouvoir être transformées en capitaux indépendants. On pourrait ainsi penser que même l'afflux de nouveaux capitaux est insuffisant ou vient trop tard. Mais la liberté de mouvement du capital est la condition de l'établissement du taux de profit égal - égalité impossible si l'afflux ou le reflux du capital ne peuvent se faire sans entraves. Comme la tendance à l'égalité du profit est en premier lieu effort individuel du capitaliste en vue du plus haut profit possible, la barrière doit être supprimée en premier lieu au niveau individuel. C'est ce qui se passe grâce à la mobilisation du capital.

Pour centraliser le capital, il suffit de l'associer. Mais la mobilisation élargit en même temps le cercle du capital associé. Car elle rend la reconversion du capital industriel, y compris le capital fixe, en capital-argent la plus indépendante possible du véritable reflux à la fin de la période pendant laquelle le capital fixe doit fonctionner en tant que tel. Cette reconversion, bien entendu, n'est pas possible à l'échelle sociale, mais seulement pour un certain nombre de capitalistes changeant constamment. La possibilité d'être reconverti en argent donne au capital le mode de reflux du capital de prêt - capital-argent qui, avancé pour un certain temps, revient comme somme d'argent majorée de l'intérêt. Mais cela permet à des capitaux d'être investis dans l'industrie, qui n'auraient pu le faire sans cela.

Ce sont des capitaux qui devraient être immobilisés pour un temps plus ou moins long ou placés provisoirement en tant que simple capital de prêt. Leur composition change constamment, ils se contractent ou s'élargissent, mais il y a toujours une certaine somme ainsi provisoirement immobilisée. Celle-ci peut être transformée en capital industriel et par là fixée. Le changement constant de cette somme d'argent s'exprime dans le changement constant de la propriété des actions. Cette transformation en capital industriel ne se fait bien entendu qu'une fois pour toutes. L'argent immobilisé a définitivement été transformé en capital-argent et celui-ci en capital productif. Les nouvelles sommes d'argent qui affluent maintenant de ce fonds d'argent immobilisé fonctionnent en tant que moyens d'achat pour les actions et ne servent plus que comme moyens de circulation pour leur échange. Mais, pour propriétaires de l'argent initialement converti en capital industriel, elles permettent le reflux de leur argent, dont ils peuvent maintenant disposer de nouveau à d'autres fins, après qu'il a fonctionné pour eux aussi dans l'intervalle en tant que capital. Observons en passant qu'avec la hausse du cours des actions, l'argent nécessaire pour leur échange doit, toutes proportions gardées, augmenter également et qu'alors il peut entrer dans cette circulation plus d'argent qu'il n'en a été initialement transformé en capital industriel. A propos de quoi il faut tenir compte qu'en règle générale le cours des actions est plus élevé que la valeur du capital industriel en lequel l'argent a été converti.

La mobilisation du capital n'affecte en rien bien entendu le processus de production. Elle ne concerne que la propriété, ne crée que la forme de transfert de la propriété fonctionnant d'une façon capitaliste, le transfert de capital en tant que capital, somme d'argent produisant du profit. Comme il n'affecte pas la production, ce transfert n'est en fait que

transfert du titre de propriété sur le profit. Mais le capitaliste ne s'intéresse qu'au profit. La sphère dans laquelle ce profit a été réalisé lui est indifférente. Le capitaliste ne fait pas une marchandise, mais il fait, dans une marchandise, du profit.

Une action est donc aussi bonne qu'une autre si elle rapporte, dans les mêmes conditions, le même profit. Chaque action est donc estimée selon le profit qu'elle rapporte. Le capitaliste qui achète des actions achète pour la même somme d'argent une part aussi grande sur le profit que tout autre capitaliste. Sur le plan individuel, par conséquent, l'égalité du taux de profit est réalisée pour chaque capitaliste par la mobilisation du capital. Mais seulement sur le plan individuel, en ce sens que les inégalités existantes ne sont, lors de l'achat des actions, effacées que pour lui. En réalité, ces inégalités continuent d'exister, de même que leur tendance à se compenser mutuellement.

Car la mobilisation du capital n'affecte pas le véritable mouvement du capital vers l'égalisation du taux de profit. Reste seulement l'effort du capitaliste en vue du plus grand profit possible. Celui-ci apparaît maintenant dans le plus grand dividende et le cours le plus élevé des actions. On montre ainsi nettement la voie au capital qui cherche à s'investir. Le montant du profit obtenu, qui était jusqu'alors le secret commercial de l'entreprise individuelle, apparaît maintenant exprimé d'une façon plus ou moins adéquate dans le montant du dividende et facilite ainsi, pour le capital à la recherche d'un placement, le choix de la branche de production vers laquelle il doit se tourner. Si, par exemple, dans une industrie sidérurgique, on réalise avec un milliard de capital un profit de 200 millions, et dans une autre industrie avec le même capital 100 millions seulement, la valeur totale des actions de la première, en supposant une capitalisation à 5 %, peut atteindre 4 milliards, celle de la seconde 2 milliards, et ainsi la différence être effacée pour les propriétaires individuels. Mais cela n'empêche pas les nouveaux capitaux de chercher à s'investir dans l'industrie sidérurgique où ils peuvent obtenir un profit supérieur à la moyenne. Précisément, par le système des actions, l'afflux des capitaux dans cette sphère industrielle sera facilité. Non seulement parce que, nous l'avons remarqué, l'obstacle découlant de l'importance du capital en est ainsi facilement surmonté, mais parce que le surprofit de cette branche de production permet aussi, capitalisé, un bénéfice de fondateur particulièrement élevé et pousse les banques à tourner leur activité vers cette branche. La différence des taux de profit se manifeste ici dans la différence des bénéfices du fondateur; celle-ci se compense du fait que les masses de plus-value nouvellement accumulées affluent dans les sphères de production donnant les bénéfices du fondateur les plus élevés.

De même, la mobilisation du capital ne diminue en rien les difficultés auxquelles se heurte l'égalisation des taux de profit. Par contre, l'association du capital, qui se développe en même temps que la mobilisation, supprime les obstacles qui résultent du montant du capital à investir : grâce à l'union des capitaux avec la richesse croissante de la société capitaliste, l'importance de l'entreprise n'est pas un obstacle à sa réalisation. Ainsi, de plus en plus, l'égalisation du taux de profit n'est possible que par l'introduction de nouveaux capitaux dans les sphères de production où le taux de profit est supérieur à la moyenne, alors que le reflux du capital hors de celles comportant un grand capital fixe se heurte à de nombreuses difficultés. Ici, la diminution du capital ne se réalise que par une disparition progressive de vieilles installations ou la destruction du capital en cas de faillite.

En outre, avec l'élargissement de l'échelle de la production, une autre difficulté se présente. Dans une sphère de production hautement capitaliste, une nouvelle entreprise doit d'avance avoir une grande extension; son installation accroîtra considérablement d'un seul coup la production. Les exigences de la technique ne permettent pas cet accroissement progressif de la production que nécessiterait sans doute la capacité d'absorption limitée du marché. La forte augmentation de la production compense et au-delà l'effet sur le taux de profit ; si ce dernier était supérieur à la moyenne, il tombe maintenant au-dessous de cette moyenne.

C'est ainsi que la tendance à l'égalisation du taux de profit se heurte à certains obstacles qui s'accroissent au fur et à mesure du développement du capitalisme. Ils agissent différemment selon les branches de production, en particulier selon la part que représente le capital fixe dans le capital global. Mais c'est précisément dans les sphères les plus développées de la production capitaliste, à savoir l'industrie lourde, que cette influence est la plus forte. C'est là que le capital fixe joue le rôle de loin le plus important. C'est là que le capital une fois investi se dégage le plus difficilement.

Quelles conséquences cela a-t-il pour le taux de profit dans ces branches de production? On peut imaginer le raisonnement suivant : dans ces branches d'industrie, il faut un capital initial très important ; or, la propriété de si gros capitaux initiaux est limitée ; aussi la concurrence y sera-t-elle moins forte et le profit plus élevé. Mais ce raisonnement ne tient pas compte du fait que cela n'est vrai que pour le temps où le capital fonctionnait encore individuellement. La possibilité d'association du capital supprime comme en se jouant cette barrière. L'importance du capital n'est pas du tout un obstacle à sa mise sur pied. En revanche, l'égalisation du taux de profit par suite du dégagement de capitaux est ici à peu près exclue, et de même la destruction de capital très difficile. Ces branches d'industrie développées sont aussi celles où la concurrence des petites entreprises est plus rapidement éliminée ou bien où il n'y a pas eu de petites entreprises (comme dans certaines branches de l'industrie électrique). Non seulement c'est ici le domaine de la grande entreprise, mais ces grandes entreprises disposant de gros capitaux s'égalisent de plus en plus, et les différences techniques et économiques qui assurent à certaines d'entre elles une position prépondérante dans la lutte pour la concurrence diminuent de plus en plus. Ce n'est pas une lutte de forts contre des faibles, où ces derniers seraient anéantis et par là supprimés l'excédent de capital dans ces branches de production, mais une lutte entre égaux, qui longtemps reste indécise et impose à tous les mêmes sacrifices. Ces entreprises doivent toutes maintenir le combat, car autrement l'immense capital que l'on y a investi perdrait de sa valeur.

L'allégement de ces branches de production par destruction de capital est ainsi rendu très difficile. Par ailleurs, chaque nouvelle entreprise, du fait de la grande capacité de production qu'elle doit d'avance posséder, exerce une action puissante sur l'afflux de capitaux. Aussi, dans ces sphères, une situation se crée très facilement où, pour un temps très long, le taux de profit est inférieur à la moyenne - situation d'autant plus dangereuse que le taux de profit moyen est plus faible. Avec la baisse du taux de profit qui accompagne le développement de la production capitaliste, la marge à l'intérieur de laquelle une production est encore rentable se rétrécit de plus en plus. Si le profit n'est que de 20 %, alors qu'il était précédemment de 40 %, il suffit déjà d'une pression des prix beaucoup plus faible pour faire disparaître complètement le profit et détruire la raison d'être de la production capitaliste. Ainsi, ces industries précisément, avec leurs masses de capital fixe, sont de plus en plus sensibles à la concurrence et à la baisse du taux de profit qu'elle entraîne, tandis qu'il leur est de plus en plus difficile de modifier la répartition du capital telle qu'elle a déjà été faite. C'est chez elles que - en supposant une libre concurrence - peut apparaître facilement un taux de profit inférieur à la moyenne, qui ne s'égaliserait que peu à peu, grâce à un arrêt de l'afflux de nouveaux capitaux et à une augmentation progressive de la consommation comme conséquence d'un accroissement de la population. Cette tendance ne peut qu'être renforcée par le fait que de nouveaux capitaux (capital-actions) n'escomptent qu'un profit inférieur à la moyenne.

D'un autre côté, il y aura un profit inférieur à la moyenne dans les branches d'activité où le capital individuel domine encore et où le capital nécessaire est encore relativement faible. C'est là qu'affluent les capitaux qui ne peuvent plus soutenir la concurrence dans les branches d'activité plus développées, et dont les faibles dimensions par ailleurs ne permettent plus à leurs propriétaires de les placer en tant que capitaux rapportant intérêt ou dividende. Ce sont les sphères du petit commerce et de la petite production capitaliste, avec leur concurrence acharnée, leur destruction constante de vieux capitaux, constamment remplacés par d'autres, sphères habitées par ces éléments qui ont toujours un pied dans le prolétariat, où la faillite est un phénomène courant et où un très petit nombre seulement deviennent peu à peu de grands capitalistes. Ce sont les branches de la production qui tombent de plus en plus et sous les formes les plus diverses sous la dépendance du grand capital.

Une autre circonstance encore vient exercer son action pour abaisser ici le taux de profit. On se livre à une concurrence acharnée pour les débouchés, concurrence qui nécessite de grosses sommes d'argent. On consacre des sommes énormes à la publicité, on envoie partout des représentants, qui s'arrachent les clients. Tout cela nécessite de l'argent, qui vient gonfler le capital de ces sphères d'activité, mais qui, du fait qu'il n'est pas employé d'une façon productive, n'accroît pas le profit, mais en fait baisser le taux, calculé sur ce capital accru.

Ainsi nous voyons comment se forme, aux deux pôles du développement capitaliste et pour des raisons tout à fait différentes, une tendance à la baisse du taux de profit au-dessous de la moyenne. Cette tendance provoque à son tour, là où le capital est suffisamment fort, une tendance contraire. Celle-ci aboutit finalement à la suppression de la concurrence et, par là, au maintien de l'inégalité du taux de profit, jusqu'à ce que, en fin de compte, cette inégalité elle-même soit abolie par la suppression de la séparation des sphères de production⁴.

Cette tendance, qui se manifeste précisément dans les sphères les plus développées du capital industriel, est mise en action par les intérêts du capital bancaire.

Nous avons vu que la concentration dans l'industrie provoque en même temps une concentration des banques, laquelle est encore renforcée par les conditions de développement propres du système bancaire. Nous avons vu également comment le capital bancaire peut élargir le crédit industriel au moyen du système des actions et, stimulé par l'espoir d'un bénéfice de fondateur, s'intéresse de plus en plus au financement d'entreprises industrielles. Mais ce bénéfice du fondateur dépend, sauf circonstances imprévues, du niveau du profit. Le capital bancaire est ainsi directement intéressé à ce niveau. Toutefois, la concentration des banques a pour effet d'accroître le cercle des entreprises industrielles auxquelles participe la banque, en tant que donneur de crédit et institut financier.

Tandis que l'entreprise industrielle qui possède une supériorité technique ou économique s'efforce de conquérir le marché, d'accroître ses propres débouchés et d'obtenir, pour longtemps, après avoir éliminé ses adversaires, un surprofit qui la dédommagera amplement des pertes subies pendant la lutte pour la concurrence, les calculs de la banque sont d'un tout autre ordre. La victoire de cette entreprise est la défaite d'une ou plusieurs autres, auxquelles la banque est également intéressée. Ces entreprises ont eu besoin de beaucoup de crédit et le capital prêté est maintenant en danger. La lutte pour la concurrence elle-même a entraîné des pertes, ce qui a obligé la banque à restreindre ses crédits et à renoncer à des opérations prometteuses. La victoire d'une entreprise sur ses rivales ne l'en dédommage absolument pas, car une entreprise aussi forte est un partenaire avec lequel elle ne peut pas trop gagner. Du fait que les firmes en concurrence sont ses clients, la banque n'a que des inconvénients à attendre de cette concurrence. Aussi s'efforce-t-elle de l'éliminer parmi celles auxquelles elle participe. Mais chaque banque est intéressée à obtenir un profit le plus élevé possible. Elle ne pourra y parvenir qu'en éliminant complètement la concurrence dans une branche d'industrie. D'où l'effort des banques en vue de créer des monopoles. Ainsi les tendances du capital bancaire coïncident avec celles du

4 La tendance à l'égalisation du taux de profit est importante pour comprendre le mouvement de la production capitaliste et le mode d'action de la loi de la valeur en tant que loi de mouvement. Car la loi de la valeur ne régit pas directement les actes d'échange individuels, mais seulement leur totalité, dont l'acte d'échange individuel n'est qu'une partie, elle-même conditionnée par la totalité. D'un autre côté, l'inégalité individuelle des profits est importante pour la répartition du profit global, pour l'accumulation et la concentration, enfin pour la combinaison, la fusion, le cartel et le trust.

capital industriel en vue de l'élimination de la concurrence. Mais, en même temps, le capital bancaire acquiert de plus en plus les moyens de parvenir à ce but, même contre la volonté de certaines entreprises qui, travaillant dans des conditions particulièrement favorables, préféreraient peut-être encore la lutte pour la concurrence. C'est donc à l'appui du capital bancaire que le capital industriel doit de pouvoir éliminer la concurrence à un stade du développement économique où, sans cette participation, elle se maintiendrait encore⁵.

Outre ces tendances générales à la restriction de la concurrence, il en est d'autres qui découlent de certaines phases de la production industrielle. Constatons tout d'abord qu'en période de dépression le désir d'accroître le profit se fait sentir d'une façon particulièrement forte. En période de prospérité, la demande dépasse l'offre, ce qui suffit à expliquer que, tant qu'elle dure, la production est vendue longtemps avant d'être effectuée⁶.

Observons en passant que la demande en période de prospérité prend un caractère spéculatif. On achète dans l'espoir que les prix continueront à monter. L'augmentation des prix, qui réduit la demande destinée à la consommation, stimule au contraire la demande spéculative. Mais, si la demande dépasse l'offre, les entreprises produisant dans les plus mauvaises conditions déterminent le prix du marché. Celles qui produisent dans les meilleures conditions réalisent un surprofit. Les entrepreneurs constituent une unité solide même sans avoir conclu un accord formel. Tout au contraire, en période de dépression, où chacun cherche à sauver par ses propres moyens ce qu'il est encore possible de sauver, chacun opère impitoyablement contre les autres. « L'aspect momentanément le plus faible que comporte la concurrence est celui où chacun agit indépendamment des autres et souvent en opposition directe avec eux, faisant ressortir ainsi la dépendance de chacun à l'égard des autres, tandis que l'aspect le plus fort est celui où chacun voit dans la masse de ses partenaires une unité solide. Si, pour une certaine sorte de marchandises, la demande est plus forte que l'offre, un acheteur surenchérit, dans certaines limites, sur l'autre et fait monter ainsi pour tous le prix de la marchandise au-dessus du prix du marché, tandis que, d'un autre côté, les vendeurs cherchent ensemble à vendre à un prix élevé. Si, au contraire, l'offre est plus forte que la demande, l'un commence à vendre meilleur marché, et les autres sont obligés de suivre, tandis que les acheteurs ensemble s'efforcent d'abaisser le plus possible le prix du marché au-dessous de la valeur marchande. Le lien qui les unit n'intéresse chacun que dans la mesure où il présente plus d'avantages que d'inconvénients. Et la communauté cesse dès qu'il apparaît comme le plus faible et que chacun pour son propre compte peut s'en tirer le mieux possible. Si l'un produit à meilleur marché et peut arriver à conquérir une plus grande partie de la clientèle, il le fait, et ainsi commence l'action qui oblige peu à peu les autres à introduire le genre de production à meilleur marché et réduit le temps de travail nécessaire à de nouvelles dimensions moindres. Si un côté domine, tous ceux qui en font partie gagnent, c'est comme s'ils avaient à faire valoir un monopole commun. Si un côté est le plus faible, chacun peut essayer pour son propre compte d'être le plus fort (par exemple celui qui travaille à un coût de production moindre) ou tout au moins de s'en tirer aussi bien que possible, et ici que le diable emporte le voisin, quoique son action ne l'intéresse pas lui seulement, mais aussi tous les autres⁷. »

On constate ainsi une contradiction : la limitation de la concurrence est la plus facile quand elle s'impose le moins, parce que l'accord ne concerne que l'état de choses existant, notamment pendant la période de prospérité. Au contraire, c'est pendant la période de dépression, où la limitation de la concurrence est la plus nécessaire, qu'il est le plus difficile de conclure l'accord. Cela explique pourquoi les cartels se forment plus facilement pendant les périodes de prospérité ou tout au moins une fois passée la période de dépression, et s'écroulent si souvent pendant cette période, surtout quand ils ne sont pas solidement constitués⁸.

5 Il ne fait aucun doute que l'évolution différente du système bancaire en Angleterre, qui accorde aux banques une influence bien moindre sur l'industrie, est une des raisons qui rendent difficile dans ce pays la formation de cartels et n'en font, lorsqu'ils se forment, que de simples accords sur les prix, qui, en période de haute conjoncture, les font monter extraordinairement, pour ensuite s'effondrer en période de dépression (Voir les nombreux exemples qu'en donne Henry W. Macrosty, *The Trust Movement in British Industry*, Londres, 1967, pp. 63 sq.). Les améliorations apportées dans l'organisation de l'industrie anglaise, notamment l'extension de la combinaison au cours des dernières années, s'expliquent par la concurrence américaine et allemande. Le monopole du marché mondial que détenait l'industrie anglaise avait provoqué son retard, ce qui est la meilleure preuve de la nécessité de la concurrence au sein du système capitaliste. Du reste, l'évolution du système bancaire en Angleterre montre encore un autre phénomène. En Allemagne et aux États-Unis, ce sont en grande partie les directeurs de banque qui expriment au moyen de l'union personnelle les communautés d'intérêts de l'industrie. En Angleterre, cela joue un rôle moins important ; l'union personnelle est réalisée par les directeurs des sociétés par actions industrielles.

6 C'est ainsi qu'à la mi-juin 1907 la production totale des filatures allemandes et anglaises était dans de nombreux cas déjà vendue pour le premier trimestre de l'année suivante. Les consommateurs allemands de charbon avaient en janvier 1907 conclu avec le syndicat de la houille des accords fermes jusqu'en mars 1908, soit sur quinze mois (*Frankfurter Zeitung* du 16 juillet 1907).

7 Marx, *Le Capital*, I, p. 174. Très caractéristique également est le passage suivant cité par Marx et dont voici la traduction : « Si chaque individu d'une classe déterminée ne pouvait jamais avoir plus qu'une certaine partie des profits et des biens de toute la classe, il serait facilement porté à conclure des accords pour accroître les revenus (ce qu'il fait du reste, ajoute Marx, dès que le rapport de l'offre et de la demande le lui permet). Cela signifie monopole. Mais dès que chacun pense qu'il pourrait augmenter d'une manière quelconque le montant absolu de sa propre part, même en diminuant le montant total, il le fait; cela signifie concurrence » (*An Inquiry into those Principles Respecting the Nature of Demand...*, Londres, 1811, p. 105). Pendant la prospérité, cette part est donnée, elle est égale au produit que peut créer un entrepreneur individuel. Dans la dépression, en revanche, il lui faut lutter pour l'écouler.

8 « L'expérience a montré que, quoique les cartels soient considérés comme des « enfants de la nécessité » et que les efforts

De même il est clair que les associations de monopole dominant le marché d'une façon beaucoup plus efficace en période de haute conjoncture que dans les périodes de dépression⁹.

En dehors des tendances qui provoquent une baisse du taux de profit au-dessous de la moyenne et qui ne peuvent être surmontées qu'en supprimant leur cause, la concurrence, on constate également une baisse du taux de profit dans une branche d'industrie déterminée, baisse provoquée par un accroissement du profit dans une autre branche. Si la première est due à des causes agissant d'une façon permanente, le second est dû aux conditions du cycle industriel. Si la première, enfin, se manifeste dans toutes les branches de production capitalistes développées, ce dernier n'apparaît que dans certaines branches bien déterminées. Si la première provient de la concurrence à l'intérieur d'une branche d'industrie, le second naît des rapports entre certaines branches d'industrie, dont l'une fournit les matières premières utilisées par l'autre.

Pendant les périodes de prospérité, il y a expansion de la production. Elle est la plus rapide là où les capitaux sont relativement faibles et où elle peut se produire dans un délai très court et sur de nombreux points. Cette expansion rapide de la production va jusqu'à un certain point de pair avec une hausse des prix. C'est le cas par exemple dans une grande partie de l'industrie de transformation. En revanche, elle est moins rapide dans les industries extractives. L'achèvement d'un nouveau puits de mine, la construction de nouveaux hauts fourneaux, exigent des délais relativement longs¹⁰. Au début de la période de prospérité, la demande croissante est satisfaite par l'utilisation plus intensive des capacités de production existantes. Mais, au plus fort de cette période, la demande des industries de produits manufacturés croît plus rapidement que la production des industries extractives. Par conséquent, les prix des matières premières montent plus rapidement que ceux des produits manufacturés. Ainsi dans l'industrie extractive le taux de profit s'accroît au détriment de l'industrie de transformation et celle-ci en outre peut être empêchée par le manque de matières premières de profiter de la conjoncture.

C'est le contraire qui se produit en période de dépression. La limitation de la production est plus difficile dans les branches d'industrie qui fournissent les produits manufacturés. C'est donc chez elles que le taux de profit reste le plus longtemps au-dessous de la moyenne, ce qui contribue à ramener dans l'industrie de transformation le taux de profit à la moyenne, tandis que dans l'industrie extractive la dépression est plus longue et plus pénible.

Combien longues et pénibles peuvent être de telles périodes de dépression en régime de libre concurrence, c'est ce que montre la crise dans l'industrie métallurgique aux Etats-Unis de 1874 à 1878. De 1873 à 1878, le prix du fer brut à Philadelphie passa de 42,75 à 17,63 dollars¹¹.

Les fluctuations énormes des prix au cours d'un cycle industriel sont encore illustrées par les chiffres ci-dessous, à propos de quoi il faut observer que le coût de production du fer brut a diminué d'une façon générale pendant la période considérée.

De 1890 à 1895, le prix du minerai de base n° 1 de l'hématite Bessemer passe de 6 dollars à 2,90 dollars. En 1894, le Bessemer Mesabi est vendu 2,25 dollars, le non-Bessemer 1,85 dollars. Survient une courte période de prospérité

en vue de grouper les collègues de la profession trouvent leur terrain le plus favorable dans les périodes de mauvaise conjoncture ou les crises, c'est pourtant dans les périodes de haute conjoncture qu'il est le plus facile de former des cartels, car la perspective du maintien de prix élevés, liée à une forte demande, constitue le meilleur stimulant pour l'association d'intérêts communs. En revanche l'effort en vue d'obtenir des commandes à n'importe quel prix, même le plus bas, et de les enlever au concurrent, rend difficile une action commune » (Rapport du Dr Voelcker sur l'Association allemande des producteurs de papier à imprimer). Voir également, sur l'histoire des cartels, Heinrich Cunow, « Les Cartels en théorie et en pratique », *Neue Zeit*, XXII, 2, p. 210.

9 C'est ainsi que Lévy dit également, après avoir indiqué que le prix des rails d'acier aux Etats-Unis, en dépit de toutes les fluctuations, tant du prix du marché mondial que des matières premières, s'est maintenu stable à 28 dollars de mai 1901 à l'été 1905 : « Il semble que cette organisation, le pool, ait toujours perdu de sa puissance dans les mauvaises périodes pour retrouver dans les bonnes... Ainsi, en 1892, le *rail pool* s'effondre à la suite du conflit entre la Carnegie et l'Illinois Steel Company, ses deux principaux éléments, au moment où les prix baissent. Il s'effondre de nouveau en 1897, après le court essor de l'année 1896. Suit la démoralisation générale du marché qui pousse de nouveau les producteurs, à la fin de l'année 1898, à reconstituer le cartel. (Hermann Lévy, *L'Industrie de l'acier aux Etats-Unis*, Berlin, 1905, p. 201.)

10 Dans le bassin de la Ruhr, l'installation d'une fosse demande cinq à sept ans. Aux Etats-Unis, la mise en activité d'une usine sidérurgique dure deux ans, et plus longtemps encore avec un haut fourneau (*Op. cit.*, p. 221). Le processus décrit ici est un pur phénomène de concurrence. C'est pourquoi son analyse ne relevait plus du champ d'investigation du capital. Mais Marx a indiqué en passant un phénomène tout à fait analogue : « Il est dans la nature des choses que des matières végétales et animales, dont la croissance et la production sont soumises à certaines lois organiques liées à certains intervalles naturels, ne peuvent être accrues soudainement dans la même mesure que, par exemple, des machines et autre capital fixe : charbon, minerais, etc., dont l'accroissement, dans certaines conditions naturelles données, peut dans un pays industriellement développé se faire en un temps très court. C'est pourquoi il est possible, et même avec une production capitaliste développée, inévitable, que la production et l'accroissement de la partie du capital constant qui consiste en capital fixe, machines, etc., prennent une avance considérable sur la partie de ce capital qui consiste en matières premières organiques, de sorte que la demande de ces matières augmente plus rapidement que leur production, et c'est pourquoi leur prix monte » (*Le Capital*, III, 1, pp. 94 sq.). La disproportion ici décrite est la conséquence de la différence de longueur du temps de transformation. Si elle provient, pour les matières premières organiques, de causes naturelles, pour les matières premières d'ordre minéral elle provient de l'importance du capital, en particulièrement de sa partie fixe.

11 Lévy, *op. cit.*, p. 31.

dans l'industrie sidérurgique... Aussitôt les cours s'élèvent à 4,00 dollars, 3,25 dollars et 2,40 dollars¹².

Le fer brut Bessemer à Pittsburgh valait en 1887 21,37 dollars, en 1897 10,13 dollars, en 1902 20,67 dollars, en 1904 13,76 dollars. Le meilleur fer brut anglais valait en 1888 13,02 dollars¹³.

En ce qui concerne l'évolution des prix des matières premières par rapport au fer brut au cours de la période de dépression, voici les chiffres que fournit Lévy¹⁴ :

Année	Prix de 2 240 lbs fer brut Bessemer (dollars)	Prix de 2 240 lbs de minerai du Lac Supérieur (dollars)	Prix de 2 000 livres de coke (dollars)	Prix de 4 122 lbs de minerai + 2 423 lbs de coke (dollars)	Différence entre le prix du fer brut et celui du minerai + coke (dollars)
1890	18.8725	6.00	2.0833	13.56	5.31
1891	15.9500	4.75	1.8750	11.01	4.94
1892	14.3667	4.50	1.8083	10.47	3.90
1893	12.8692	4.00	1.4792	9.15	3.72
1894	11.3775	2.75	1.0583	6.34	5.04
1895	12.7167	2.90	1.3250	6.94	5.78
1896	12.1400	4.00	1.8750	9.63	2.51
1897	10.1258	2.65	1.6167	6.84	3.29

Ces chiffres montrent dans quelle situation étaient tombées après 1890 les entreprises qui étaient contraintes d'acheter du charbon et du minerai. Certes, au cours de cette période, les prix des matières premières baissèrent considérablement, mais la différence entre leurs prix et ceux des produits fabriqués diminua encore plus fortement, de sorte que la situation des industries consommatrices s'aggrava sensiblement. C'était la tendance bien connue : les prix du fer baissèrent plus rapidement et plus fortement que ceux des matières premières, tendance qui, nous l'avons expliqué, poussa à la combinaison des entreprises.

Cette différence dans le taux de profit doit être surmontée et elle ne peut l'être que par l'union de l'industrie extractive et de l'industrie de transformation. La raison qui pousse à cette union diffère selon le caractère de la conjoncture. En période de prospérité, l'initiative vient de l'industrie de transformation en vue de supprimer les prix élevés des matières premières ou la pénurie de ces dernières. Dans les périodes de dépression, au contraire, ce sont les producteurs de matières premières qui s'annexent l'industrie de transformation pour n'avoir pas à vendre les matières premières au-dessous de leur prix de revient. Ils les transformeront eux-mêmes et réaliseront le produit manufacturé avec un profit plus élevé. D'une façon générale, la tendance est que la branche d'industrie momentanément la moins rentable s'annexe la branche la plus rentable¹⁵.

Selon la façon dont naît la combinaison, on peut par conséquent distinguer, d'une part, la combinaison montante - par exemple, une usine de fer laminé qui s'annexe des hauts fourneaux et des mines de charbon -, d'autre part, la combinaison descendante - une mine de charbon achète des hauts fourneaux et des laminoirs. Ou la combinaison mixte - une entreprise sidérurgique s'annexe, d'une part, des mines de charbon, d'autre part, des usines de fer laminé. C'est par conséquent la différence des taux de profit qui pousse à la combinaison. Pour l'entreprise combinée, les fluctuations du taux de profit sont éliminées, tandis que l'entreprise isolée voit son profit diminué à l'avantage de l'autre.

Un autre avantage de la combinaison découle de l'épargne de profit commercial. Ce dernier peut être éliminé, ce qui accroît d'autant le profit industriel.

Cette suppression du profit commercial est rendue possible par la concentration croissante. La fonction du commerce, qui consiste à concentrer la fonction dispersée dans les différentes entreprises capitalistes et à permettre ainsi aux autres capitalistes industriels de satisfaire leurs besoins dans les dimensions voulues, n'est plus nécessaire. Un tisserand préfère se procurer chez le marchand de fil les différentes sortes de fil dans les différentes qualités et quantités que de conclure des transactions avec toute une série de fileurs. De même, le fileur préfère vendre sa production à un seul marchand plutôt qu'à toute une série de tisserands. On épargne ainsi du temps et des frais de circulation qui réduisent le capital de réserve.

12 *Ibidem*, p. 98.

13 *Ibidem*, p. 121.

14 *Ibidem*, p. 136

15 Heymann, *op cit.*, p. 223. Aux Etats-Unis, c'est surtout le besoin de voies ferrées, lequel dépendait lui-même du résultat de la récolte, qui décidait de la conjoncture dans l'industrie métallurgique aux premiers stades de son développement. D'où la succession rapide et l'importance des fluctuations de prix pendant la conjoncture et la tendance précoce à la combinaison aux Etats-Unis (Voir Lévy, *op. cit.*, p. 77).

Il en est tout autrement quand il s'agit de grandes entreprises concentrées, qui produisent les mêmes sortes de biens (biens de grande consommation), où la production de l'un couvre les besoins de l'autre. Ici le commerce est superflu. Le commerçant et son profit peuvent être éliminés et ils le sont en fait par la combinaison de ces entreprises. Cette suppression du profit commercial est propre à la combinaison par rapport à la fusion, où il n'y a naturellement pas eu de relations commerciales. Mais le profit commercial n'est qu'une partie du profit global. Sa suppression accroît d'autant le profit industriel. Aussi longtemps que les entreprises combinées sont en concurrence avec les entreprises isolées, ce profit accru leur confère une supériorité certaine dans la lutte pour la concurrence.

Si les taux de profit de deux entreprises étaient les mêmes et ne dépassaient pas le profit moyen, leur combinaison ne leur conférerait aucune supériorité, étant donné que seul ce dernier pourrait être réalisé. Mais la combinaison a pour effet de compenser les différences de conjoncture et garantit ainsi pour les entreprises combinées une plus grande constance du profit moyen. En outre, la combinaison a pour résultat d'éliminer le profit commercial. Troisièmement, elle fournit la possibilité de progrès techniques et, par là, l'obtention d'un surprofit par rapport à l'entreprise isolée. Quatrièmement, elle renforce la position de l'entreprise combinée par rapport aux autres dans la lutte pour la concurrence en période de dépression, quand la baisse des prix des matières premières ne va pas de pair avec celle des prix des produits manufacturés.

La combinaison, qui signifie également une limitation de la division du travail social, tandis qu'elle fournit un nouveau stimulant pour la division du travail au sein de l'entreprise combinée, division du travail qui englobe aussi de plus en plus le travail de la direction, accompagne dès le début le mode de production capitaliste. « Enfin la manufacture, qui naît en partie de la combinaison de différents ateliers artisanaux, peut se développer en une combinaison de différentes manufactures. Les plus grandes verreries anglaises, par exemple, fabriquent elles-mêmes leurs creusets de terre parce que de leur qualité dépend essentiellement la réussite ou l'échec du produit. La manufacture d'un moyen de production est ici liée à la manufacture du produit. Et, réciproquement, la manufacture du produit peut être liée à des manufactures où il sert à son tour de matière première ou bien aux produits desquelles il sera plus tard uni. C'est ainsi qu'on trouve, par exemple, la manufacture de flint-glass combinée avec le polissage du verre et la dinanderie, celle-ci pour le sertissage d'articles de verre. Les différentes manufactures combinées forment alors plus ou moins des départements, séparés dans l'espace, d'une manufacture totale et en même temps des processus de production indépendants les uns des autres, chacun avec sa division du travail propre. Malgré certains avantages qu'offre la manufacture combinée, elle n'acquiert sur sa propre base aucune unité technique véritable. Celle-ci n'apparaît que lors de sa transformation en entreprise mécanisée¹⁶. »

L'accélération inouïe que connaît la combinaison dans la phase la plus récente du développement capitaliste est due aux fortes impulsions nées de causes économiques, particulièrement de la cartellisation. Mais celle-ci implique en même temps que la combinaison due à des causes économiques fournit rapidement l'occasion d'améliorations techniques du processus de production, telle que, par exemple, l'union des hauts fourneaux avec les usines de transformation, qui seule a permis l'utilisation des gaz de combustion en tant que force énergétique. Ces avantages techniques, une fois donnés, constituent à leur tour un motif de réaliser la combinaison là où les seules causes économiques n'auraient pas réussi à la faire naître.

Par combinaison, nous entendons par conséquent l'union d'entreprises capitalistes, dont l'une fournit les matières premières utilisées par l'autre, et distinguons cette union découlant de la différence des taux de profit dans différentes sphères de l'union d'entreprises faisant partie de la même branche d'industrie. Celle-ci se forme dans le but d'élever, par l'élimination de la concurrence, le taux de profit dans cette sphère au-dessus de son niveau inférieur à la moyenne. Dans le premier cas, les taux de profit dans les branches d'industrie auxquelles appartenaient les entreprises avant leur union ne sont pas modifiés. Leur différence subsiste et ne disparaît que pour l'entreprise combinée. Dans le second cas, on escompte un accroissement du profit dans cette branche d'industrie par suite de l'atténuation de la concurrence. Théoriquement il apparaît déjà lors de l'union de deux entreprises, soit que la suppression de la concurrence n'a d'effet que pour les entreprises en question, soit qu'elles sont suffisamment importantes pour occuper une position prépondérante sur le marché et l'utiliser pour des augmentations de prix, ce qui réduit également l'effet de la concurrence pour les autres entreprises. Le cas peut aussi se présenter où les entreprises unies utilisent d'abord leur position renforcée pour éliminer la concurrence de leurs adversaires et ne s'en servent pour accroître leur profit qu'une fois cet objectif atteint.

L'union des entreprises peut se faire de deux façons. Ou bien elles conservent chacune son autonomie et ne se lient que par contrat. Il s'agit alors d'une communauté d'intérêts. Ou bien elles se fondent dans une entreprise nouvelle, et c'est ce qu'on appelle une fusion.

La première comme la seconde peuvent être, soit partielles et, dans ce cas, la concurrence se poursuit comme auparavant dans la branche d'industrie en question, soit totales¹⁷.

16 Marx, *Le Capital*, I, 4^e éd., p. 312.

17 Il faut considérer qu'on a déjà affaire à une union monopolistique quand celle-ci détermine la fixation des prix sur le marché. Qu'il puisse encore exister quelques entreprises indépendantes, dont les prix se conforment toujours à ceux fixés par l'union, cela ne change rien au fait que, dans cette branche de production, la libre concurrence, au sens économique du terme, n'existe plus. Mais, pour éviter certaines objections de caractère pédantesque, je n'appelle pas de telles unions communautés d'intérêts ou fusions totales, mais seulement des unions à caractère de monopole (Voir Liefmann, *Cartels et trusts*, 1905, p.

Une communauté d'intérêts groupant le plus grand nombre possible d'entreprises en vue d'augmenter les prix et, par là, le profit en éliminant la concurrence, c'est le cartel. Le cartel est par conséquent une communauté d'intérêts à caractère de monopole.

Une fusion se proposant le même but par le même moyen, c'est le trust. Ce dernier est par conséquent une fusion à caractère de monopole¹⁸.

Communauté d'intérêts et fusion peuvent être en outre, soit homogènes, c'est-à-dire englober des entreprises appartenant à la même branche de production, soit combinées, c'est-à-dire englober des entreprises appartenant à des branches de production complémentaires. Nous parlons par conséquent de fusions et de communautés d'intérêts homogènes ou combinées partielles ou de cartels et de trusts homogènes ou combinés. A propos de quoi il faut observer que des communautés d'intérêts peuvent souvent se former aujourd'hui, non pas au moyen de contrats formels, mais d'unions personnelles, qui reflètent ordinairement des rapports de dépendance capitalistes. Les fusions et les communautés d'intérêts sont possibles, non seulement dans l'industrie, mais aussi dans le commerce et les banques. Toutes ces unions se font dans une seule et même sphère, et c'est ce que nous appelons des unions homosphériques. Mais il peut se former également des unions entre une entreprise commerciale et une banque. C'est le cas quand une banque ouvre une section commerciale ou au contraire quand une maison de commerce ouvre une banque de dépôts. De même, une entreprise industrielle peut créer une entreprise commerciale. C'est ainsi que, par exemple, des fabriques de chaussures ouvrent fréquemment dans les grandes villes des magasins pour la vente directe aux consommateurs. Nous parlons alors d'unions « hétérosphériques ».

A ce propos il faut observer que, pas plus que les genres dans la nature, les différentes branches dans l'industrie n'ont un caractère fixe. La combinaison, d'une façon générale, ne fait que grouper en une seule des branches d'industrie jusque-là distinctes. On peut très bien imaginer que l'industrie métallurgique constituera une seule branche d'industrie dont feront partie aussi bien les mines de charbon et de fer que la fabrication des rails et de fil de fer, puisque chaque entreprise sidérurgique englobe tous ces genres de production et que celles qui s'y consacraient exclusivement ont disparu. A l'intérieur de cette branche d'industrie, toutes les façons de supprimer la concurrence, de la communauté d'intérêts jusqu'au trust, sont possibles.

La combinaison partielle, que ce soit sous forme de communauté d'intérêts ou de fusion, ne supprime pas la concurrence, elle ne fait que renforcer la position de l'entreprise combinée dans la concurrence avec celles qui ne le sont pas. En revanche, l'union homogène a toujours pour conséquence une atténuation de la concurrence quand il s'agit d'une union partielle ou une suppression complète de cette concurrence quand il s'agit d'une union totale. Combinaison, fusion et trust procurent, outre des avantages économiques, des avantages techniques propres aux grandes entreprises par rapport à celles de moindre importance. Ces avantages sont différents selon la nature des entreprises et de la branche d'industrie à laquelle elles appartiennent.

Ces avantages techniques peuvent suffire à eux seuls pour pousser aux combinaisons et aux fusions. Par contre, les communautés d'intérêts et les cartels ne poursuivent que des avantages économiques. Toutes ces unions d'entreprises industrielles sont, d'une façon générale, préparées par l'intérêt commun qui lie une banque à certaines entreprises. Une banque qui, par exemple, a de gros intérêts dans une mine de charbon utilisera son influence sur une entreprise sidérurgique pour en faire le client de la mine. Il y a là le germe d'une combinaison où les intérêts qu'elle possède dans deux entreprises du même genre qui se livrent une concurrence acharnée sur différents marchés l'amèneront à essayer de leur faire conclure un accord, première étape vers une communauté d'intérêts homogène ou une fusion.

Cette intervention bancaire ne fait du reste qu'accélérer et faciliter un processus qui est impliqué dans la tendance du développement de la concentration industrielle. Mais elle le réalise par d'autres moyens. Le résultat de la lutte pour la concurrence est anticipé. D'une part, on épargne ainsi une destruction et un gaspillage de forces productives et, d'autre part, on évite cette concentration de la propriété qui était jusqu'alors le résultat de la lutte par la concurrence. L'autre entreprise n'est pas expropriée. Nous avons une concentration d'activité et même d'entreprises sans concentration de la propriété. De même qu'on a à la Bourse une simple concentration de propriété sans concentration d'activité, on assiste maintenant dans l'industrie à une concentration d'activité sans concentration de propriété, ce qui manifeste d'une façon évidente que la fonction de propriété s'est détachée de plus en plus de la fonction de production.

En revanche, l'intervention de la banque dans ce processus lui assure une plus grande sécurité pour son capital prêté et lui fournit en même temps l'occasion de transactions lucratives : échange d'actions, nouvelles émissions d'actions, etc. Car l'union de ces entreprises signifie pour elles un profit accru. Une partie de ce profit accru, capitalisée, est appropriée par la banque, laquelle est ainsi intéressée, non seulement en tant qu'institut de crédit, mais aussi et surtout en tant qu'institut financier, aux opérations d'unions.

Mais, d'un autre côté, cette concentration croissante constitue un obstacle à la poursuite du phénomène. Plus les entreprises sont importantes, puissantes et de même genre, moins il leur est possible de s'agrandir en supprimant la concurrence des autres. En outre, le bas niveau du taux de profit, la peur de faire baisser encore davantage les prix en accroissant la production, fait hésiter devant une extension des entreprises qui serait peut-être souhaitable pour des

12).

18 Liefmann, *op. cit.*, p. 13.

raisons techniques. Mais, même en cas de pression sur le marché; on ne peut se priver des avantages de la grande production. D'où la solution qui consiste à créer une entreprise plus vaste en unissant des entreprises jusque-là séparées : la fusion.

Quelle doit être la part d'une union à caractère de monopole dans la production globale qui lui permette de contrôler le marché ? A cette question il est impossible d'apporter une réponse générale pour toutes les branches de production. Mais, pour pouvoir y répondre, il suffit de nous rappeler la conduite déjà mentionnée des concurrents aux périodes de haute et de basse conjoncture. Dans les premières, quand la demande dépasse l'offre, le prix du produit est le plus élevé possible; dans de telles périodes, les entrepreneurs en dehors du cartel vendent plutôt au-dessus qu'au-dessous du prix du cartel. Il en est autrement dans les périodes de dépression, quand l'offre dépasse la demande. C'est le moment où l'on se rend compte si l'union contrôle ou non le marché. Ce sera le cas si sa production est absolument nécessaire à l'approvisionnement du marché. Elle ne vendra que si son prix est accepté, et il faut qu'il le soit, puisque le cartel est précisément indispensable au marché. Il pourra donc vendre à ce prix les quantités manquantes sur le marché. Mais il devra ensuite restreindre la production assez fortement pour qu'elle n'encombre pas le marché pendant que les autres entreprises pourraient y écouler toute leur production. Une telle politique des prix est surtout possible dans les branches de production où la restriction n'impose pas de sacrifices trop durs et par conséquent là où le travail vivant constitue un poste principal et où l'usure du capital constant ne joue pas un rôle trop important, comme par exemple dans l'industrie extractive. Le minerai et le charbon ne s'usent pas et le travail vivant joue là un rôle important. Elle est également possible là où la restriction de la consommation en période de dépression est faible.

Mais là où elle n'est pas possible, le cartel est obligé, pour écouler sa production, de baisser ses prix par rapport à ceux des autres entreprises. Alors le moment est venu où le cartel, qui ne contrôle pas toute la production, perd son contrôle sur le marché, et où la libre concurrence se rétablit.

La nécessité de restreindre la production et, par là, d'accroître le prix de revient pour une production amoindrie, donc de réduire le taux de profit, va à l'encontre de la tendance qui consiste à tenir les prix même en période défavorable, tendance où s'exprime le contrôle du marché. Mais cette restriction, le cartel peut l'éviter s'il ne satisfait que la demande moyenne en laissant aux autres le soin de satisfaire la demande conjoncturelle. Ce n'est possible que si ces derniers, premièrement, ne peuvent pas produire plus que ne l'exige la demande supplémentaire des périodes de haute conjoncture - car autrement il y aurait danger pour le cartel à voir ses débouchés réduits - et, deuxièmement, qu'ils produisent à un prix de revient plus élevé que le cartel. Car c'est seulement dans ce cas que des prix encore rentables pour le cartel pourront jeter ces concurrents hors du marché et assurer les débouchés du cartel. En d'autres termes, les *outsiders* sont indispensables pour qu'on puisse rejeter sur eux tout le poids des fluctuations de la conjoncture. En période de haute conjoncture, le cartel réalise des surprofits élevés, en période de dépression un profit moyen, tandis que les concurrents sont exclus du marché. C'est pourquoi il est de l'intérêt de l'union à caractère de monopole de ne pas s'opposer entièrement au maintien des *outsiders*, ce qu'il pourrait faire souvent grâce à sa supériorité économique.

Mais quand les conditions nécessaires de production défavorables pour les *outsiders* sont-elles remplies ? Cela peut déjà être le cas quand l'importance et l'installation technique de l'union monopolistique lui assurent cette supériorité. Mais ce ne sera souvent qu'une supériorité momentanée ou insuffisante. Il en est autrement quand il s'agit de cartels bénéficiant de conditions de production naturelles plus favorables, où par conséquent le monopole naturel vient s'ajouter au monopole économique, de cartels qui se sont assurés la possession des mines de charbon ou de minerai ou de chutes d'eau particulièrement favorables par rapport aux conditions dont disposent les *outsiders*. Ces derniers ne pourront donc pas élargir leur production dans la mesure où elle peut mettre le cartel dans l'impossibilité d'écouler ses produits, mais seulement produire au cas où les prix élevés de la haute conjoncture leur permettent de le faire avec un coût de production plus élevé.

Un exemple frappant en est la politique suivie par le trust de l'acier. Ce dernier pourrait facilement accroître sa production, mais il s'en garde bien pour n'avoir pas à supporter pendant la période de dépression le poids de la surproduction. « Il paraît souhaitable aux grandes entreprises combinées dans l'industrie métallurgique d'avoir un stock de réserve qu'il est toujours possible d'écouler. A cet effet on laisse, dans les périodes de haute conjoncture, les entreprises non combinées produisant à prix de revient élevé se multiplier à leur aise et on leur fournit même du travail en leur passant des commandes. Ainsi, elles deviennent de nouveau rentables avec la hausse des prix, la soif de spéculation pousse à la création de nouvelles entreprises non combinées, bref la production à prix de revient élevé s'accroît par rapport à la production à bas prix de revient. Cela dure jusqu'à ce que la demande soit satisfaite et que les prix baissent de nouveau. Alors les hauts fourneaux mis en activité en période de haute conjoncture, dans la mesure où ils travaillent à prix de revient élevé, disparaissent du marché, car ils ne sont plus rentables. Seuls restent en compétition ceux qui produisent à meilleur marché et sont encore rentables : avant tout le trust, les grandes entreprises combinées et tel ou tel haut fourneau travaillant dans des conditions particulièrement favorables.

« Ainsi ces grandes entreprises, et avant tout le trust, constituent le stock de base d'une production qui peut, dans sa grande masse, se poursuivre avec bénéfice dans les mauvaises périodes comme dans les bonnes et trouve des débouchés. L'apparition d'une plus grande concurrence de la part des *outsiders* ne nuit nullement au trust en période de haute conjoncture car, s'il voulait couvrir lui-même les besoins croissants, il sentirait peser sur lui, au moment de la

dépression, le poids de la surproduction, tandis que celui-ci affecte en premier lieu les outsiders¹⁹.

Tout autre est la situation, par exemple, pour le Syndicat de la houille rhénano-westphalien. Ici, les *outsiders* ne jouent pas un rôle important. En 1900, dans le district minier de Dortmund, la part des mines appartenant au syndicat représentait 87 % de la production globale et celle des mines non adhérentes au syndicat 13 %. Le syndicat contrôle ainsi le marché et les prix. C'est pourquoi il préféra, pendant la crise de 1901, maintenir les prix en vigueur pendant la période de haute conjoncture de 1900 et restreindre la production. Aussi, cette année-là et l'année suivante, les mines non syndiquées purent accroître quelque peu leur production, tandis que la part du syndicat, pour qui le maintien des prix avait plus d'importance, diminuait²⁰.

Tout autre doit être la politique des unions monopolistiques là où l'accroissement de la production n'est pas limité par des monopoles naturels, où la production par conséquent peut s'accroître au-delà des dimensions d'une demande supplémentaire de caractère conjoncturel et, où cet accroissement est possible à un prix de revient égal ou même moindre. Là, le contrôle du marché dépendra essentiellement de la question de savoir si l'union contrôle la plus grande partie de la production pour que la mauvaise conjoncture ne rende pas le cartel sans valeur pour ceux qui en font partie et même ne le brise pas.

L'existence ou l'absence d'un monopole naturel agit ainsi d'une façon décisive sur la formation des prix et le coût de production, mais par là aussi sur le maintien et la durée de l'union monopolistique, sa capacité de contrôler le marché. Le facteur décisif est l'importance de la part à la production totale que doit représenter l'union pour être en mesure de contrôler le marché.

Cette possibilité peut être plus ou moins grande. Elle sera la plus grande là où l'on réussit à renforcer le monopole économique par un monopole naturel. En cela, l'union monopolistique, une fois créée, bénéficie d'un grand avantage du fait de sa puissance financière qui lui permet de fixer pour une durée assez longue des moyens extrêmement importants. La solidité des syndicats de producteurs de matières premières repose essentiellement sur leur monopolisation des conditions naturelles de la production, monopolisation qui leur est en outre facilitée par la législation minière.

Un monopole légal en tant que soutien du monopole économique permet aux unions monopolistiques la possession de brevets. Ici également elles sont, grâce à leur puissance financière, plus facilement que leurs concurrents en mesure d'acquérir de nouveaux brevets et de renforcer ainsi leur position de monopole²¹.

Une étape intermédiaire entre un monopole naturel et légal et un monopole uniquement économique est représentée par le monopole des moyens de transport. D'où l'effort des trusts en vue d'obtenir le contrôle des moyens de transport par voie fluviale et terrestre. L'étatisation des moyens de transport réduit la solidité du monopole et entraîne ainsi jusqu'à un certain point un ralentissement de la concentration des entreprises et de la propriété.

Le monopole économique lui-même deviendra d'autant plus solide qu'il faudra des capitaux plus importants pour créer une nouvelle entreprise et que sera plus étroite la liaison des banques avec l'union monopolistique car une grande entreprise industrielle ne peut plus exister de nos jours sans l'aide des banques ou contre leur volonté.

19 Lévy, *op. cit.*, pp 156 sq. Lévy illustre ce qui a été dit par les chiffres suivants de la production du fer brut, dans laquelle à vrai dire est comprise également celle de fonte et de puddlage, à laquelle la corporation ne participe que pour un minimum. Cette production était (en tonnes) :

Année	Corporation	Entr. indépendantes	Pourcentage
1902	7 802 812	9 805 514	44,3
1903	7 123 053	10 693 538	39,9
1904	7 210 248	9 286 785	43,9

En 1903, la production diminue par rapport à l'année précédente ; celle des *outsiders*, en revanche, augmente fortement, de sorte que la part de la corporation dans la production totale passe de 44,3 % à 39,9 %. Mais au cours de l'année de dépression 1904, la production augmenta quelque peu, tandis que celle des *outsiders* diminuait de 1 400 000 tonnes, tombant ainsi très en dessous de la production de 1902.

Remarquons en passant à quel point est superficielle l'opinion de ceux qui considèrent chaque *outsider* d'un cartel comme un monstre épouvantable, une sorte de criminel. Cette façon de voir est ridicule, même du point de vue de l'intérêt du cartel, sans parler du point de vue social, car justement la concurrence des *outsiders* peut être précieuse pour le développement technique et autre de l'union monopolistique, abstraction faite des intérêts des consommateurs.

20 Voir *Débats contradictoires sur les cartels allemands*, 1^{er} cahier, Berlin, 1903, Franz Siemenroth, p. 80. Déclaration de Kirdorf.

21 D'un autre côté, la possession de brevets peut, dans certaines circonstances, rendre plus difficile la fusion, si le surprofit qu'on en obtient est suffisamment élevé pour faire paraître avantageux le maintien de la concurrence. « Chaque branche de l'industrie des machines textiles ne comprend que peu de noms. Seules de grandes firmes dans le Lancashire fabriquent des machines textiles et non seulement monopolisent le marché intérieur, mais exportent en outre pour plus de 4,5 millions de livres sterling par an. A différentes reprises, des tentatives ont été faites en vue d'une fusion, mais chaque fois sans succès. Les industries mécaniques conduisent d'elles-mêmes à des inventions, qui, une fois brevetées, créent un monopole pour de nombreuses années, et, aussi longtemps qu'il est en vigueur, un brevet est un argument contre la fusion. Le refus de sacrifier un nom mondialement connu, surtout quand il a été créé par l'esprit d'initiative individuel, à une association anonyme et impersonnelle, doit également agir comme un moyen de répulsion efficace » (Maccrosty, *op. cit.*, p. 48). Le petit monopole est ici l'ennemi du grand. Pourtant le désir d'échanger des brevets peut servir précisément de stimulant à des communautés d'intérêts, tels les accords conclus dans l'industrie chimique allemande et ceux conclus par la Société générale allemande d'électricité avec la Westinghouse Company américaine.

CHAPITRE XII - CARTELS ET TRUSTS

La façon dont se forment les unions d'entreprises capitalistes peut être considérée de trois points de vue.

La distinction entre unions homogènes et unions combinées concerne le caractère technique de l'union. Nous avons vu comment la formation de ces unions a des causes différentes, tant techniques qu'économiques.

La distinction entre unions partielles et unions à caractère de monopole repose sur leur situation différente sur le marché, le fait qu'elles contrôlent les prix ou au contraire sont dominées par eux. Pour contrôler les prix, il n'est pas nécessaire que toutes les entreprises du même genre soient unies. Il suffit de contrôler cette partie de la production qui est indispensable, à toutes les phases de la conjoncture, à l'approvisionnement du marché, le coût de cette production devant être plus faible que celui de la production des *outsiders*. C'est seulement à cette condition que la restriction de la production lors d'une crise incombera aux *outsiders* et que les prix n'auront besoin que d'être rabaisés au niveau du coût de production du cartel.

La distinction entre communauté d'intérêts et fusion, enfin, repose sur la différence entre les formes d'organisation. La première est fondée sur un accord entre deux ou plusieurs entreprises jusque-là indépendantes les unes des autres. Dans la fusion, en revanche, deux ou plusieurs entreprises se fondent en une seule. Mais cette distinction ne concerne que la forme, non le fond. Celui-ci dépend du contenu même de l'accord sur lequel repose la communauté d'intérêts. En tout cas, cet accord supprime sur certains points l'autonomie des entreprises : la fusion la supprime complètement. Mais, entre la limitation et la suppression, il n'y a qu'une différence de degré. Plus l'accord restreint l'autonomie des entreprises faisant partie de la communauté d'intérêts, plus elles se rapprochent de la fusion. Mais il y a différentes façons de restreindre l'autonomie d'une entreprise. On peut tout d'abord fixer par contrat l'organisation de l'entreprise de telle façon que, par exemple, la direction de cette entreprise doit se soumettre au contrôle d'un organe commun chargé de limiter certaines sortes de concurrence dans le domaine de la circulation en fixant certains délais et conditions de paiement, etc., par conséquent en unifiant lesdites conditions. Enfin, on peut fixer des restrictions concernant le domaine économique et la production.

Mais le contenu de l'accord entre les entreprises formant une communauté d'intérêts à caractère de monopole est déjà donné par le but même qu'il poursuit. Ce but, c'est l'accroissement du profit par la hausse des prix. Celle-ci est obtenue de la façon la plus simple par un accord sur les prix. Mais ces derniers n'ont rien d'arbitraire. Ils dépendent en premier lieu de l'offre et de la demande. Le simple accord sur les prix ne pourra être réalisé qu'en période de prospérité, où ils ont tendance à monter et encore seulement dans une mesure restreinte. Mais là non plus un simple accord sur les prix ne suffit pas. Le prix plus élevé pousse à une augmentation de la production. L'offre s'accroît et finalement l'accord sur les prix ne peut être maintenu, et au plus tard au début de la période de dépression le cartel sera brisé¹.

Pour que le cartel puisse durer, il faut que l'accord aille plus loin et entraîne un tel rapport de l'offre à la demande que le prix fixe sur le marché puisse être maintenu. Il faut par conséquent régler l'offre, continger la production. Si le respect de ces clauses représente l'intérêt de l'ensemble du cartel, il ne représente pas toujours celui de chacun de ses adhérents, qui peuvent en accroissant leur production diminuer leur prix de revient et s'efforcent par conséquent souvent de tourner les clauses en question. Mais la garantie la plus sûre du respect de ces clauses est fournie quand la vente des produits est assurée, non plus par les adhérents eux-mêmes, mais par un bureau central de ventes.

La sécurité du contrôle n'est pas le seul effet de cette mesure. Les rapports directs entre chaque entreprise et ses clients sont supprimés pour la durée du cartel, ainsi que l'indépendance commerciale des entreprises. Le cartel lie maintenant ses membres, non plus par un simple contrat, mais par une organisation économique commune. Pour sortir d'un tel cartel, il faut nouer de nouvelles relations avec les clients rétablir les anciens débouchés, tous efforts qui peuvent échouer ou en tout cas exiger certains sacrifices. Ce qui assure au cartel une plus grande solidité et une durée plus longue. Le cartel qui, d'une simple communauté d'entreprises liées par contrat, devient, par la suppression de l'autonomie commerciale de ces entreprises, une unité commerciale c'est ce qu'on appelle un

1 C'est à cette forme de cartels qu'Engels faisait allusion quand il écrivait : « Le fait que les forces productives modernes, qui se développent rapidement, bouleversent chaque jour davantage les lois de l'échange capitaliste des marchandises au sein desquelles elles doivent se mouvoir, ce fait s'impose aujourd'hui de plus en plus à la conscience des capitalistes eux-mêmes. Cela se manifeste notamment par deux symptômes. D'une part, par la nouvelle manie générale de protection douanière, qui se distingue des anciens droits de douane particulièrement en ceci que ce sont précisément les articles propres à l'exportation qu'elle protège le plus. (Ce fait est exact, mais il ne s'explique que si l'on considère la protection douanière moderne en liaison avec les cartels.) Deuxièmement, par les cartels (trusts) des fabricants de grandes branches de la production en vue de régler la production, et, par là, les prix et le profit. Il est évident que ces expériences ne sont possibles qu'en période économique relativement favorable. Le premier orage doit les jeter par-dessus bord et montrer que, si la production a besoin d'être réglée, ce n'est sûrement pas la classe capitaliste qui en est capable. Entre-temps, ces cartels n'ont d'autre but que de faire en sorte que les petits soient mangés encore plus rapidement par les gros » (*Le Capital*, III, p. 97, n. 16).

syndicat. Mais, pour que le syndicat soit possible, il doit être indifférent aux acheteurs de savoir à laquelle des entreprises cartellisées Ils achètent. Ce qui suppose une certaine similarité de la production, condition indispensable pour la création de l'organisation étroite, durable et solide, que représente le syndicat. A propos de quoi il faut observer que la cartellisation d'articles spéciaux est en général plus difficile, du fait que les fabricants tirent un surprofit de l'utilisation de leurs marques spéciales, brevets, etc., et que la suppression de la concurrence a pour eux moins d'importance. C'est particulièrement le cas lorsque la cartellisation dans les industries qui leur fournissent les matières premières les oblige eux aussi à se cartelliser ou à s'unir d'une façon quelconque. D'un autre côté, la cartellisation a pour résultat une plus grande simplification de la production².

En schématisant quelque peu, on obtient le développement suivant du contenu des accords de communautés d'intérêts à caractère de monopole, où l'on peut bien entendu sauter par-dessus l'une ou l'autre des étapes de ce développement. D'abord, en tant que forme la plus lâche, forme en quelque sorte préliminaire, le « cartel de conditions ». Vient ensuite le règlement commun des prix mais, pour que ces derniers puissent être maintenus, il faut fixer l'offre en conséquence. Pour qu'il ne soit pas purement provisoire, le règlement des prix exige la fixation de la production. Et, pour éviter que les clauses de l'accord soient tournées, le meilleur moyen est de ne pas laisser aux entreprises la liberté des ventes, mais de confier celles-ci à un organisme commun, un bureau de ventes. Ainsi, chaque entreprise perd son indépendance commerciale, ses rapports directs avec la clientèle. Le respect du contrat est également assuré quand le profit ne revient pas à l'entreprise qui l'a vraiment réalisé, mais est réparti, selon des règles fixées d'avance, entre l'ensemble des entreprises. De même, l'achat des matières premières peut être fait en commun. Enfin, il peut y avoir aussi des atteintes à l'indépendance technique des entreprises. Celles qui sont mal équipées peuvent être fermées, d'autres spécialisées en vue de la fabrication de certains produits déterminés en vue desquels elles sont choisies, soit pour leur équipement technique, soit pour leur situation favorable au point de vue des débouchés³. Tout cela peut se faire au moyen de la conclusion d'accords, donc dans des communautés d'intérêts. Mais une telle communauté d'intérêts est, par suite d'une certaine lourdeur de son organisation, différente de la fusion. La distinction : cartel ou trust, en tant que termes antagoniques, est donc mal posée. L'autonomie des entreprises peut aussi dans le cartel être à ce point réduite que toute différence avec le trust disparaît. La question est bien plutôt de savoir quels avantages présentent les restrictions apportées à cette autonomie. Dans la mesure où elles en présentent, le trust les possède d'avance, tandis que dans le cartel ils dépendent de la nature et des effets de l'accord sur lequel il repose⁴.

L'union à caractère de monopole est une organisation économique de domination, en quoi elle ressemble aux organisations de domination de l'Etat. Les rapports entre cartel, syndicat et trust trouvent leur équivalent dans les rapports entre l'Etat confédéral, l'Etat fédéral et l'Etat unitaire. La mode qui consiste à vanter les mérites « démocratiques » du cartel par opposition au trust apparaît dans tout son caractère ridicule quand on l'applique au bienheureux Deutsches Bund.

S'il s'agit de la fixation des prix, le trust est supérieur au cartel. Ce dernier est obligé, pour fixer les prix, de se fonder sur le coût de production de l'entreprise produisant au coût le plus élevé, tandis que pour le trust il n'existe qu'un seul coût de production, où se compensent celui des entreprises les mieux outillées et celui des entreprises les plus mal outillées. Les prix du trust peuvent être fixés de telle sorte que la quantité des produits fabriqués soit la plus grande possible ; la masse des ventes compense le faible profit sur l'article isolé. En outre, le trust peut

2 Le cartel veut une production de masse, dont la qualité, la forme, la matière première, etc., ne manifestent plus aucune différence sensible. A vrai dire, cela peut se faire tout aussi scientifiquement que dans les Bourses de marchandises, qui exigent également une certaine qualité des marchandises et fixent pour cela au moyen d'usages spéciaux quelle qualité doit posséder une marchandise pour pouvoir être livrée. Les cartels obtiennent le même résultat, soit en ne choisissant que certains articles standard dont dépend principalement la marche des affaires dans la branche. Soit en établissant certains types d'après lesquels tous les fabricants doivent produire, de sorte que toutes les différences de qualité disparaissent. C'est ainsi que le cartel international de verre à glace n'a soumis à l'accord que du verre d'une épaisseur de 10 à 15 millimètres. Le cartel austro-hongrois de la ficelle, lui, a imposé pour les sortes à fabriquer des modèles de qualité auxquels doivent se conformer tous les membres du cartel. De même le cartel austro-hongrois de la jute a imposé certains types déterminés pour la fabrication des sacs de jute (Grunzel, *Sur les cartels*, Leipzig, 1902, pp. 32 sq.).

3 Que les cartels puissent également exercer une certaine influence sur la production et la technique des entreprises, c'est ce que montre la déclaration suivante de Schaltenbrand, le président du directoire de l'Union allemande des aciéries : « Nous avons encore à examiner comment nous pourrions, en cas de maintien de l'Union, diriger les ventes afin qu'elles soient les plus avantageuses possible, quelle division du travail nous pourrions établir pour produire à meilleur marché dans ce sens que chaque usine n'ait pas à fabriquer tous les produits » (*Débats contradictoires*, 10^e cahier, p. 236). Le cartel autrichien des machines-outils a établi lui aussi une large division du travail dans ses entreprises. Les profits sont versés à une caisse commune et répartie au prorata de la production.

4 Quand Grunzel déclare par conséquent (*op. cit.*, p. 14) : « Cartel et trust ne sont pas très différents quant au degré, mais seulement quant au fond ; je ne connais pas un seul cas où, au cours des trente dernières années du mouvement de cartellisation si vigoureux en Europe, une forme aurait fait place à l'autre », il prend précisément la forme juridique pour le fond. Que le passage du cartel au trust ne soit pas fréquent, cela prouve seulement que les deux formes ont le même contenu. En quoi il ne faut pas oublier que l'affaiblissement croissant de l'indépendance des entreprises cartellisées les rapproche constamment des trusts. Mais la différence de la forme dépend d'autres facteurs, avant tout de l'évolution du système bancaire et de ses liens avec l'industrie, ainsi que des interventions de la loi. L'encouragement aux trusts apporté par la loi anticartels aux Etats-Unis est bien connu.

décider plus facilement que le cartel la fermeture des entreprises moins rentables. Il peut, en restreignant la production, faire tomber le poids de cette restriction sur les entreprises travaillant à un prix de revient élevé et faire baisser ainsi les coûts de production et au contraire augmenter la production des entreprises les mieux outillées. Le cartel ne peut, en règle générale, que répartir d'une façon égale l'accroissement de la production entre les entreprises qui en font partie. Ainsi, les fixations de prix par le cartel procurent aux entreprises les mieux outillées des surprofits, qui ne sont pas égalisés par la concurrence, puisque celle-ci est exclue par le cartel, et qui par conséquent semblent prendre le caractère d'une rente différentielle. Mais la différence par rapport à la rente foncière consiste en ceci que l'entreprise la plus mal outillée n'est en aucune façon, comme le plus mauvais sol, nécessaire à la satisfaction des besoins du marché. On peut la supprimer si sa production est transférée à des usines mieux outillées. Toutefois, comme les prix du cartel sont maintenus au début, l'accroissement de la production signifie pour les entrepreneurs travaillant à meilleur marché un surprofit. Ainsi il devient avantageux d'arrêter la production des entreprises travaillant à prix élevé. Mais la rente différentielle disparaît et il ne reste plus qu'un profit de cartel élevé.

C'est précisément dans le cartel de producteurs de matières premières que la différence entre les coûts de production est importante, parce que le montant de la rente foncière (mines) joue un rôle décisif dans le coût de la production. Aussi est-ce là que la tendance à fermer les entreprises moins rentables (au sens propre du terme : rapportant une moindre rente foncière) est la plus forte, de même que le penchant à maintenir des prix élevés, ce qui signifie de nouveau une restriction relativement forte de la production, que permet le monopole naturel. Les prix élevés des matières premières réagissent sur les prix, mais aussi sur la quantité de la production de l'industrie de transformation.

CHAPITRE XIII - LES MONOPOLES CAPITALISTES ET LE COMMERCE

Les unions capitalistes dans l'industrie ont également leurs répercussions sur la circulation et la façon dont celle-ci est assurée par le commerce. Nous parlons ici du commerce en tant que catégorie économique spécifique et le considérons par conséquent détaché des fonctions de pesage et de partage aussi bien que de transport. La production de marchandises rend nécessaire le déplacement dans tous les sens de la marchandise et celui-ci s'accomplit au moyen de l'achat et de la vente. Quand ces derniers deviennent des fonctions autonomes d'un capital, on a affaire à un capital commercial. Il est clair qu'en devenant ainsi autonomes les opérations commerciales, qui autrement devraient être réalisées par les producteurs eux-mêmes, ne deviennent pas pour autant des opérations créatrices de valeur et que le commerçant ne devient pas un producteur. Mais, du fait qu'il devient une fonction autonome, le commerce a pour effet de concentrer les achats et les ventes, d'épargner des frais de garde et d'entretien, etc. Il signifie ainsi une diminution des frais de la production. Mais, pour pouvoir se livrer au commerce, une certaine somme d'argent est nécessaire, qui doit être transformée en marchandises. Or, dans la société capitaliste, chaque somme d'argent prend le caractère de capital. Pour que les fonctions commerciales deviennent autonomes, il faut que l'argent investi dans le commerce devienne du capital, rapporte par conséquent du profit. Mais il est clair que ce profit n'est pas *engendré* par le commerce, par le simple fait d'acheter pour vendre, il est seulement *approprié* par lui. Le montant du profit est donné par le montant du capital. Car, dans une société capitaliste développée, un capital d'un montant donné rapporte le même profit. Mais ce dernier n'est qu'une partie du profit engendré dans la production. Sur celui qu'ils obtiennent directement, les industriels doivent en abandonner aux commerçants une partie suffisante pour amener au commerce le capital dont il a besoin.

Le commerce, qui existait déjà avant la généralisation de la production de marchandises, donc avant le développement capitaliste, et qui est par conséquent plus ancien que le capital industriel et le capital bancaire, est lui-même le point de départ du développement capitaliste. Il unit en lui la plus grande partie de la richesse d'argent de la société. Au moyen du crédit, qui est toujours un moyen puissant d'établissement de liens de dépendance capitalistes, et souvent même sous la forme de crédit de marchandises, il met sous sa dépendance la vieille production artisanale, crée les débuts de l'industrie domestique capitaliste, d'une part, et ceux de la manufacture, d'autre part. Le développement du capital industriel supprime cette dépendance de la production par rapport au commerce et les rend indépendants l'une de l'autre, en détachant le commerce de la production.

Le développement du commerce lui-même est déterminé par deux facteurs. D'une part, les conditions techniques du commerce. Ce dernier rassemble et concentre les produits venus des différents lieux de production et les vend finalement aux derniers consommateurs. Plus ils sont dispersés, plus les ventes doivent se disperser elles aussi, non seulement au point de vue de la quantité, mais au point de vue du temps et de l'espace. Le caractère des dernières ventes dépend des revenus des derniers acheteurs et de leur concentration locale, deux facteurs qui dépendent eux-mêmes du développement social et de la structure du pays. Précisément du point de vue de la technique commerciale, la supériorité de la grande entreprise sur la petite est évidente. Les frais de l'achat et de la vente, la comptabilité qui s'y rapporte, ne croissent pas, tant s'en faut, en proportion des quantités de valeurs échangées. D'où la tendance à la concentration. Mais, d'un autre côté, il est dans la nature du commerce que, plus il se rapproche du consommateur, plus les ventes se dispersent dans le temps et l'espace. Selon le stade de rapprochement avec la consommation, il existe certaines limites à l'importance de l'entreprise, limites qui sont absolument élastiques, s'élargissent avec le degré de développement d'un pays, mais conditionnent pourtant différentes grandeurs du chiffre d'affaires. A chacun de ces stades s'impose la tendance au développement de l'entreprise, mais avec une force et une rapidité différentes. La nécessité de la décentralisation géographique est surmontée par la création de filiales d'une seule et même grande firme. En outre, la concentration de la population dans les villes permet de concentrer le commerce de détail dans de grands magasins. Mais ce n'est que le premier stade de la concentration. Le besoin de la technique commerciale lie les grands magasins eux-mêmes en de vastes organisations d'achats, qui unissent les grands groupes de magasins et les contrôlent plus ou moins financièrement, tandis que par ailleurs les énormes besoins financiers des grands magasins les poussent à se lier étroitement avec les banques¹.

1 Au début de juillet 1908, différents journaux publièrent la note suivante : « On a appris récemment que le groupe des grands magasins Braun, de Zurich, a été transformé, avec la participation d'un consortium allemand, en société en commandite. » Que des grands magasins soient créés n'est plus un phénomène rare, mais la fondation suisse mérite l'attention générale pour d'autres raisons. La direction du consortium allemand est entre les mains de la firme Hecht, Pfeiffer et Cie, de Berlin, qui compte parmi les firmes d'exportation allemandes les plus importantes. Cette maison s'est développée en un consortium d'achats pour un grand nombre de magasins dans différents pays. Selon l'accord conclu avec les magasins suisses Braun, la firme Hecht, Pfeiffer et Cie a désormais la charge d'effectuer tous leurs achats et de les régler directement. Elle entretient un vaste réseau aux nombreuses ramifications et s'est associée au début de l'année dernière avec la firme Emden et fils, de Hambourg. d'une façon si étroite qu'elle procède, à l'intérieur du pays

Mais avec la concentration se manifeste également dans le commerce de détail une tendance à la suppression de son indépendance, en ce sens que les producteurs des industries de moyens de subsistance assurent eux-mêmes la vente de leurs produits. Cette évolution est la plus accentuée là où un trust a complètement éliminé le commerce indépendant, comme par exemple l'a fait le trust américain des tabacs².

Cependant, ce mouvement de concentration rencontre également certains obstacles, qui le ralentissent. Une entreprise commerciale de faibles dimensions est facile à créer, d'autant plus facile qu'elle est plus petite, car ici les allocations de crédit, comme il ne s'agit que de crédit en vue d'un capital-marchandises, sont relativement importantes, surtout quand elles sont accordées par les producteurs eux-mêmes, pour qui elles constituent un moyen de concurrence dans la lutte pour les débouchés. Dans ces petites entreprises, le taux de profit est très bas, ce qui fait des commerçants de simples agents du capitaliste, dont il écoule les produits. C'est pourquoi il n'y a aucun intérêt économique urgent à les supprimer.

Mais, en dehors de ces facteurs de technique commerciale, qui jouent un rôle là où il s'agit de produits qu'il faut vendre directement aux derniers consommateurs - c'est-à-dire dans le commerce de détail -, les répercussions de la situation économique jouent un rôle essentiel là où il s'agit d'échanges de marchandises entre les capitalistes industriels eux-mêmes et entre ces derniers et les gros commerçants. Et ici la concentration industrielle se répercute sur le développement du commerce, qui doit s'y adapter. Plus les entreprises industrielles sont concentrées, plus leur production est considérable et plus les commerçants chargés de l'écouler doivent disposer de capitaux importants. En outre, plus est réduit, avec une concentration croissante, le nombre des entreprises industrielles, plus deviennent superflus, d'une façon générale, les commerçants, et plus il doit paraître simple que les grandes entreprises concentrées se mettent directement en liaison entre elles sans passer par l'intermédiaire d'un commerçant indépendant. La concentration dans l'industrie entraîne ainsi, non seulement la concentration, mais aussi l'inutilité du commerce. Il y a moins d'échanges, étant donné que chacun d'eux est plus important, ce qui rend de plus en plus superflue l'intervention d'un capitaliste indépendant. Il en résulte qu'une partie du capital investi dans le commerce devient superflue elle aussi, et peut être retirée de la sphère de la circulation.

Le capital investi dans le commerce est égal à la valeur du produit annuel social, divisé par le nombre de

même, aux achats pour les deux cents magasins adhérents à la Centrale Emden. En outre, elle entretient également des relations avec un grand magasin de New York, pour le compte duquel elle achète en Allemagne des marchandises d'une valeur totale d'environ 60 millions de marks par an. La supériorité économique des grands magasins, qui consiste principalement dans les avantages que présentent les achats en gros, a conduit à la fondation de centrales d'achats, qui obtiennent, sous dépendance financière également, la plupart des affaires assurées par elles.

- 2 Voir l'intéressant exposé chez Algernon Lee, « La Trustification du petit commerce aux Etats-Unis », *Neue Zeit*, 27^e année, t. II, pp. 654 sq. Les débitants en cigares s'étaient groupés, pour sauvegarder leur indépendance, en une association appelée Cigar Stores Company. Le trust du tabac, lui, fonda l'United Cigar Company, au capital de deux millions de dollars. « Cette société acheta un grand nombre de débits de tabacs et en ouvrit d'autres avec de meilleures marchandises, un choix plus abondant et des devantures plus belles que n'importe quelle autre affaire concurrente. Les prix furent abaissés en même temps qu'on introduisait un système de primes qui assurait à la société une clientèle permanente. La lutte ne dura pas longtemps. En l'espace d'un an, l'Independent Cigar Stores Company fut obligée de vendre à la United Cigar Stores Company aux conditions dictées par le trust. Les petits détaillants n'avaient, par leur opposition, que précipité leur ruine. Aussi ne fait-il pas le moindre doute que le trust poursuivra dans la voie où il s'est engagé, et probablement même à une allure plus rapide, jusqu'à ce qu'il ait vaincu tout ce qui mérite de l'être dans le commerce de détail de cette branche d'industrie. » Lee parle ensuite de la concentration dans le commerce de détail du café, du thé, du lait, des œufs, des produits combustibles, de l'épicerie, etc., et résume d'une façon remarquable les tendances à la concentration : « La concentration se poursuit et la classe des petits détaillants indépendants perd une position après l'autre dans cinq directions différentes, mais qui aboutissent toutes au même résultat : 1°) Quelques-uns des trusts industriels, après avoir obtenu la haute main dans la production, étendent leurs opérations dans le domaine du commerce de détail, éliminent complètement le petit détaillant et vendent directement leurs produits aux consommateurs; 2°) Certaines grandes sociétés de production utilisent encore le petit détaillant pour écouler leurs marchandises, mais le traitent plutôt comme un employé que comme un commerçant indépendant; 3°) Dans les grandes villes, les grands magasins ont déjà enlevé une grande partie du commerce de détail aux petits commerçants, et ce processus se poursuit. Certains de ces magasins représentent un capital de centaines de milliers ou même de millions de dollars. Souvent plusieurs appartiennent à la même société, et ont déjà commencé à renforcer la tendance à la concentration dans le domaine des grands magasins. Ils entrent par là en étroit contact avec les différents groupes de la haute finance, du commerce de gros et des trusts industriels; 4°) Les grandes maisons de commerce, qui reçoivent leurs commandes exclusivement, ou presque, par la poste, nuisent dans les districts ruraux au domaine du petit commerçant exactement de la même manière que leurs succursales dans les villes. Le développement énorme des communications téléphoniques et des transports urbains, ainsi que l'extension des livraisons par la poste à la campagne, ont ouvert à ce domaine commercial un champ très vaste, et dans de nombreux cas ces affaires de livraisons par la poste appartiennent à la même société qui possède en ville une ou plusieurs succursales; 5°) Parmi les petits commerçants eux-mêmes, la concurrence a pour effet de renforcer la tendance à la concentration, comme ce fut le cas au début de l'ère capitaliste dans le domaine industriel. Maints commerçants réussissent à s'assurer un avantage sur leurs concurrents, ce qui leur permet d'agrandir leur affaire, par quoi ils obtiennent de nouveaux avantages, réduisant ainsi le champ d'activité de leurs concurrents » (Voir également Werner Sombart, *Le Capitalisme moderne*, t. II, chap. 22 : « Les Efforts en vue de l'élimination du commerce de détail »).

transformations du capital commercial, multiplié par le nombre de stades intermédiaires qu'il traverse avant de parvenir au dernier consommateur. Mais c'est seulement d'une façon purement comptable que ce capital est si important. La plus grande partie ne consiste qu'en crédit. Le capital commercial ne sert qu'à la circulation des marchandises, mais nous savons déjà qu'elle peut se faire en majeure partie sans l'aide d'argent véritable. C'est du crédit que s'accordent réciproquement les capitalistes productifs et qui se compense. Le véritable capital commercial est beaucoup plus restreint et c'est seulement là-dessus que le commerçant obtient un profit. Celui de l'industriel dépend du capital global, qu'il lui appartienne en propre ou lui ait été prêté, car c'est du capital productif. Le profit du commerçant dépend du capital vraiment employé, car celui-ci n'est pas du capital productif, mais n'accomplit que les fonctions de capital-argent et capital-marchandises. Le crédit ne signifie pas ici une simple séparation de propriété et, par là, un partage du profit, mais une diminution absolue du capital et, par là, du profit qui revient à la classe commerciale et qui doit lui être payé par les capitalistes industriels. Le crédit réduit ici directement les frais de la circulation, comme aussi le papier-monnaie.

Mais le profit commercial est une partie de l'ensemble de la plus-value créée dans la production. Plus est considérable cette part qui revient au capital commercial, plus est réduite, toutes proportions gardées, celle des industriels. Il y a par conséquent opposition d'intérêts entre capital industriel et capital commercial.

De cette opposition d'intérêts naît un conflit qui aboutit finalement à l'écrasement d'un des antagonistes au moyen de la création de rapports de dépendance capitalistes. Dans ce genre de conflit, ce qui décide en fin de compte, c'est la plus ou moins grande puissance financière. Mais il ne faut pas l'entendre du seul point de vue quantitatif. Nous avons vu tout au long de cette étude que la forme du capital joue aussi un rôle important. La disposition de capital-argent donne, toutes proportions gardées, la suprématie parce que les industriels aussi bien que les commerçants sont, avec le développement du système du crédit, de plus en plus contraints de faire appel au capital-argent. Ainsi l'établissement de rapports de dépendance entre l'industrie et le commerce s'accomplit de différentes façons.

Aussi longtemps que régnait la libre concurrence, le commerce pouvait utiliser à son avantage la lutte que se livraient entre eux les industriels. Cela particulièrement dans les branches d'industrie où la production était encore relativement dispersée et la concentration dans le commerce déjà avancée. Les rapports de crédit jouaient également dans le même sens. Tant que le crédit était en majeure partie du crédit de paiement et que les banques mettaient leur crédit principalement à la disposition du capital commercial, la supériorité financière était souvent du côté des commerçants. Ceux-ci l'utilisaient pour à l'occasion de leurs achats, faire pression sur les prix des producteurs et leur imposer des conditions de livraison et de paiement qui leur permettaient d'exploiter au maximum les avantages de la haute conjoncture et de rejeter en partie sur les producteurs les pertes de la période de dépression. C'est l'époque où les plaintes des industriels sur la dictature des commerçants se font de plus en plus bruyantes. Cette attitude des commerçants sera plus tard l'une des raisons mises en avant par les industriels pour justifier la formation de cartels. Mais la situation changera fondamentalement avec le changement des rapports des banques et de l'industrie et l'apparition d'unions capitalistes dans l'industrie.

Les unions industrielles partielles ont pour effet de diminuer le commerce. Avec les unions combinées, cet effet est direct, car elles rendent inutiles les opérations commerciales. Quant aux unions homogènes, elles agissent comme la concentration dans l'industrie, en général. Mais les unions à caractère de monopole ont tendance à supprimer complètement l'indépendance du commerce. Nous avons vu qu'un véritable contrôle du marché n'est possible que si les marchandises sont vendues par une centrale spéciale. Celle-ci doit, pour régler la production dans la branche d'industrie correspondante, pouvoir calculer à tout moment l'importance des débouchés. En outre, le niveau de la consommation dépend toujours du niveau des prix. C'est pourquoi l'union à caractère de monopole doit fixer les prix jusqu'au dernier stade et ne pas les laisser dépendre de facteurs extérieurs, avant tout des commerçants. Si on abandonnait à ces derniers l'exclusivité des opérations commerciales proprement dites, donc également le soin de fixer les prix, on les laisserait en grande partie libres d'utiliser la situation du marché, ce qui constitue en fait le principal avantage du cartel. Ils pourraient stocker les produits et attendre les périodes de haute conjoncture pour les vendre à prix élevés. D'une part, cela aurait pour résultat une restriction de la production, pour laquelle le cartel ne trouverait aucune compensation dans une augmentation du profit, et, d'autre part, cela conduirait les dirigeants du cartel à une fausse appréciation du marché s'ils prenaient cette demande spéculative et peut-être erronée des commerçants pour base de leur production. C'est pourquoi l'union à caractère de monopole aura tendance à supprimer l'indépendance du commerce. C'est seulement de cette manière que le cartel pourra pleinement utiliser son influence sur la fixation des prix.

Mais nous avons vu que la cartellisation représente déjà une union étroite de l'industrie et du capital bancaire. En règle générale, c'est le cartel qui disposera de la plus grande puissance. Il pourra alors dicter sa loi au commerce, en vue de lui enlever son indépendance et de lui ôter le pouvoir de fixer les prix. La cartellisation supprimera par conséquent le commerce en tant que sphère de placement du capital. Elle restreindra les opérations commerciales, en supprimera une partie et chargera ses propres employés, agents de vente du cartel, de réaliser les autres. Elle pourra même transformer une partie des commerçants jusqu'alors indépendants en ses propres agents. En ce cas, le cartel leur fixera d'une façon précise les prix de vente et d'achat, dont la

différence constituera leur bénéfice. L'importance de ce bénéfice ne sera plus déterminée par le niveau du profit moyen, ce sera un salaire fixé par le cartel. Mais si les rapports de force capitalistes étaient différents, les choses pourraient se passer différemment. Il est possible que les conditions pour la concentration aient été plus favorables dans le commerce que dans l'industrie. Dans ce cas, un petit nombre de commerçants ont en face d'eux un grand nombre d'entreprises industrielles relativement faibles en capital, qui sont obligées, pour écouler leurs produits, d'avoir affaire à ces commerçants. Ces derniers peuvent alors utiliser leur supériorité pour employer une partie de leur capital, au moyen d'une participation financière à ces entreprises, en tant que capital industriel. Ce qui leur permettra de les obliger à leur vendre leurs produits meilleur marché. De tels rapports de dépendance se sont développés assez rapidement ces derniers temps dans certaines industries productrices de moyens de consommation qui vendent à un grand magasin capitaliste.

Ces rapports de dépendance reflètent à un niveau capitaliste élevé le processus qui a mené à l'apparition de l'industrie domestique capitaliste, où le commerçant a éliminé l'artisan. Mais des rapports semblables peuvent aussi se rencontrer de temps à autre dans des industries aptes à la cartellisation. Ici, le capital commercial, qui participe peut-être à toute une série de telles entreprises, peut jouer un rôle analogue à celui du capital bancaire.

Dans de tels cas, les commerçants participent directement au cartel. Mais ils le font parce qu'en fait ils participaient déjà financièrement à la production³. Pratiquement, rien n'est changé. Ici aussi le commerce perd toute influence sur la fixation des prix, il cesse de servir de marché aux industriels, qui maintenant entrent directement en liaison avec les consommateurs.

L'union à caractère de monopole a ainsi pour résultat d'éliminer le commerce autonome. Elle rend une partie des opérations complètement superflues et réduit les frais pour les autres.

C'est dans le même sens qu'agit la réduction des frais de circulation consacrés à gagner le consommateur aux produits d'une entreprise déterminée, de préférence à ceux des autres entreprises. En font partie les dépenses pour les démarcheurs, dans la mesure où leur nombre est conditionné par la dispersion de la production entre différentes entreprises, ainsi que celles consacrées à la publicité. Ces dépenses représentent des frais de circulation. Pour l'entrepreneur isolé, elles rapportent un profit dans la mesure où elles lui permettent d'accroître ses ventes. Mais ce profit est la perte des autres entrepreneurs au détriment desquels il a accru ses débouchés. Pour l'ensemble de la sphère de production, ces dépenses signifient une réduction du profit qui lui reviendrait sans elles. La cartellisation a pour résultat de les diminuer considérablement, ramène la publicité à une simple annonce et réduit les démarcheurs au nombre strictement nécessaire aux opérations commerciales, elles-mêmes réduites, simplifiées et accélérées.

Une évolution particulière se manifeste en Autriche. Ici, le commerce capitaliste proprement dit, pour certaines raisons historiques, ne s'est développé que d'une façon incomplète. Dans les secteurs qui produisent des articles de grande consommation et surtout là où la spéculation joue un rôle important, comme par exemple dans le commerce du sucre, la banque a pris les fonctions du commerce de gros, et cela d'autant plus facilement qu'il ne fallait y consacrer que des capitaux peu importants. Elle est donc intéressée, à la fois comme commerçant et comme donneur de crédit, à la cartellisation. Aussi, c'est en Autriche que l'influence directe et consciente du capital bancaire sur la cartellisation apparaît le plus nettement. La banque conserve les fonctions de vendeur pour le cartel et reçoit pour cela une commission fixe. Ces derniers temps, des tendances semblables se sont manifestées en Allemagne également. C'est ainsi que l'union bancaire de Schaffhouse a créé une section commerciale pour la vente de produits cartellisés⁴.

3 Pour l'organisation du commerce de la lignite de Bohême il est caractéristique que le commissaire de la vente et en même temps propriétaire de mine et détenteur de parts des sociétés représentées par lui. Les deux firmes de ventes de charbon J. Petschek et Ed. J. Weinmann ont créé à Aussig leurs centrales qui assurent la vente de la lignite pour les grandes sociétés de la Bohême... A Aussig, les deux firmes de charbon n'étaient à l'origine que les intermédiaires. Au début des années 90, un changement se produisit, qui eut son point de départ dans le développement puissant de la société minière de Brüx. Les ventes pour cette société furent assurées ensuite par la firme Weinmann. La société de Brüx acheta à très bas prix les mines inondées d'Osseg et devint ainsi la principale entreprise de l'industrie de la lignite de Bohême. Entre-temps les actions de la Brüx avaient changé de mains; la majorité était passée à un syndicat sous la direction de la firme Petschek à la suite de quoi la vente du charbon avait été confiée à cette firme. Une situation nouvelle était ainsi créée : le commissionnaire de la vente était en même temps un gros actionnaire de l'entreprise, c'est-à-dire qu'il concluait les contrats de vente avec lui-même et exerçait également une grande influence sur la marche des affaires et la production. C'est dans cette voie que dut s'engager aussi la firme concurrente; elle aussi réussit grâce à la possession d'actions à s'assurer une influence prépondérante sur les entreprises représentées par elle (*Neue Freie Presse*, 25 février 1906).

4 Dans le même ordre d'idée, la *Neue Freie Presse* du 18 juin 1905 caractérise comme symptomatique l'absorption d'une grande firme sucrière de Prague par le Kreditanstalt et poursuit : « Le commerce du sucre est devenu presque entièrement la victime de ces efforts. Au début des années 90 encore, la vente des produits de la plupart des raffineries de Bohême était l'apanage des riches négociants de Prague, qui en tiraient des bénéfices énormes, travaillaient souvent aussi pour leur propre compte et constituaient par leurs contrats, ainsi que par leurs liaisons avec les marchés extérieurs, un phénomène spécifique de la place. Les affaires de sucre des banques se réduisaient à la vente par commission pour leurs propres fabriques et à l'allocation de crédits dans le cadre de l'activité bancaire normale. Au cours des dix dernières années, un certain nombre de ces firmes privées se sont retirées ou ont été transférées aux banques, d'autres se sont vues contraintes de réduire considérablement leurs opérations, et parmi les anciens magnats du commerce du sucre seule est restée une

Le résultat de tout ce processus est donc une diminution du capital commercial. Mais, si le capital a diminué il en est de même du profit, lequel, comme nous le savons est prélevé sur le profit industriel. Cette diminution du capital commercial représente une diminution de frais. Quels en sont les effets sur les prix ? Le prix du produit est déterminé par le prix de revient, plus le profit global. Le partage de ce profit en bénéfice d'entreprise, intérêt, profit commercial et rente, n'affecte absolument en rien le prix. Que le cartel ait pris la place du commerçant, qu'une partie des opérations commerciales soit supprimée, cela signifie seulement que l'industrie n'a plus maintenant à abandonner une partie de son profit aux commerçants. Le prix du produit global reste le même pour le consommateur⁵. Les frais de circulation représentaient une partie du profit, la réduction de ces frais signifie que le profit industriel, le bénéfice de l'entrepreneur, s'accroît du montant libéré par la diminution des frais commerciaux. C'est seulement la croyance en un profit commercial proprement dit, l'idée que le commerçant tire son profit d'une simple surcharge sur son prix d'achat, qui éveille chez maints économistes l'espoir que la diminution des frais commerciaux pourrait amener une baisse des prix pour le consommateur⁶.

La diminution des opérations commerciales a pour autre conséquence de libérer le capital jusqu'alors occupé

grande firme de Prague, qui représente encore maintenant treize usines et écoule chaque année plusieurs centaines de milliers de quintaux de marchandise. Les très grands fabricants de sucre privés, qui étendent leur production sur les deux moitiés de l'Empire, ne font pas appel à des intermédiaires pour leurs ventes, mais s'en chargent eux-mêmes. Les petites et moyennes entreprises sont entrées en liaison plus ou moins étroite avec les banques, qui leur accordent les crédits nécessaires, vendent pour elles la marchandise à l'exportation, ainsi qu'aux petits détaillants à l'intérieur et prennent souvent elles-mêmes tout le risque de l'opération. C'est ainsi que le commerce du sucre, autrefois si important, a été entièrement chassé de ses positions, et les deux tiers des ventes des usines de Bohême sont effectuées par les centrales des instituts de Prague (qui ne sont pour la plupart que des succursales des banques viennoises). Cette transformation du commerce de sucre a pris son point de départ dans l'allocation de crédits et d'installation de nouvelles raffineries. Au cours des années 80 et 90, de nouvelles fabriques ont été installées en Bohême et en Moravie, entre autres les grandes raffineries d'exportation sur l'Elbe, la plupart du temps à l'aide de capitaux étrangers et les banques qui ont fourni les fonds nécessaires se sont chargées de la vente des produits de ces nouvelles usines. Les petites et moyennes fabriques de sucre brut qui, depuis la conclusion du cartel, ont surgi du sol comme champignons après la pluie, ont été créées souvent avec des capitaux insuffisants, ce qui les a obligées de faire appel au crédit. Mais même des établissements déjà existants avaient besoin pour se moderniser et s'étendre de ressources importantes et entraient en liaison plus étroite avec les sources d'argent, liaison qui aboutissait la plupart du temps à l'abandon en d'autres mains de la vente de leurs produits. C'est ainsi que les succursales de Prague des banques viennoises, mais aussi des instituts locaux, ont pris pied dans les affaires de sucre et y ont consacré le plus clair de leur activité. La Laenderbank à elle seule représente quinze raffineries. L'Anglobank assure les ventes de onze fabriques de sucre brut, le Kreditanstalt s'occupe des affaires de cinq grandes entreprises, la Zisnovenka Banka est la centrale de ventes de nombreuses usines installées à la campagne. Les banques achètent aux fabriques de sucre brut toute leur production et la transfèrent aux raffineries d'où elles reçoivent le produit une fois raffiné pour le remettre aux offices de ventes à l'intérieur du pays et à l'étranger. Lorsqu'au cours des années les exportations prirent une importance de plus en plus grande pour les fabriques autrichiennes, l'activité des banques prit aussi un autre caractère. Les exportations exigeaient une action constante sur les marchés extérieurs et les bénéfices provenant des affaires de commission apparaissaient de plus en plus modestes par rapport à ceux que rapportaient les arbitrages et les transactions spéculatives... Mais les opérations sur le plan international supposaient une activité spéciale, du fait qu'un très petit nombre de fabricants étaient en mesure de réaliser eux-mêmes de telles opérations, qui exigeaient de longs délais pour pouvoir être menées à bien. C'est ainsi que le dernier acte de ce processus fut la prise en mains de ce commerce par les banques : les fabricants vendirent leurs produits aux banques avec lesquelles ils étaient en liaison, lesquelles s'efforcèrent de leur côté de tirer le plus grand bénéfice possible de la vente de ces produits sur les marchés intérieurs et extérieurs. Ce commerce pour son propre compte n'est certes pas encore la règle générale, et certaines banques prudentes s'en abstiennent par principe mais, à côté des ventes en commission, il prend déjà une place importante et il n'est pas niable que l'évolution va dans ce sens. Des transactions très importantes sont encore réalisées par les banques qui sont étroitement liées à des cartels et s'occupent des ventes pour les produits des industries qu'elles contrôlent. C'est ainsi que la Laenderbank a le monopole de la vente pour le cartel des fabriques d'allumettes, des fabriques de sirop, des fabriques de vaisselle émaillée, des fabriques de papier peint, des amidonneries et de différentes industries chimiques, la Bankverein celle des fabriques de carton, le Kreditanstalt celle des fabriques de lait. Ce ne sont généralement que des affaires de commission qui ne dissimulent pas un commerce plus spécialisé mais, du fait de la cartellisation et de la concentration des ventes dans un bureau spécial, le commerce intermédiaire a été chassé de ses positions. Le bénéfice provenant des affaires de commission a diminué par suite de la concurrence des banques et ne constitue plus qu'une petite partie des commissions obtenues autrefois. Cette diminution des bénéfices provenant des opérations régulières des banques a fait naître chez certaines d'entre elles qui possèdent des bureaux de vente des marchandises l'idée de développer ce commerce pour leur propre compte, et certains indices montrent que de nouvelles tentatives ont été faites dans ce sens. »

- 5 Des changements de prix peuvent se produire selon le rapport du capital industriel et du capital commercial dans les différentes branches. Supposons que dans un secteur déterminé, par exemple l'industrie de la construction mécanique, le capital de production soit de 1 000 et le capital commercial de 200. Avec un taux de profit moyen de 20 %, le profit commercial sera de 40. Le prix pour le consommateur sera de $1\ 000 + 200$ (c'est-à-dire le prix auquel les industriels vendront leur produit au commerçant), plus 240 (qui rembourseront au commerçant son capital plus le profit), soit en tout 1 440. Mais, dans l'industrie textile, à un capital de production de 1 000 correspond un capital commercial de 400. Ici, le prix du produit sera de 1 680. Supposons que le cartel réussisse dans les deux cas à supprimer le capital commercial et à diminuer les frais commerciaux de moitié ; les fabricants de machines-outils réaliseraient sur un capital de 1 100 un profit de 340 et les fabricants de produits textiles un profit de 480. L'inégalité des taux de profit pourrait entraîner des phénomènes d'égalisation, qui se traduiraient par des changements de prix. Mais ce que gagneraient les acheteurs de

dans le secteur commercial et qui cherche maintenant une nouvelle mise en valeur. Ce qui peut, dans certains cas, renforcer la tendance à l'exportation du capital.

Mais il est dans l'intérêt des cartels de maintenir, du moins dans la forme, le commerce. Kirdorf, le grand chef du Syndicat de la houille, écrit à ce propos : « Si l'on veut parvenir jusqu'aux dernières sources de la consommation, autrement dit le consommateur individuel, il faut disposer d'un appareil puissant ; alors viennent les frais d'administration élevés, qui annulent l'avantage des prix par livraison directe, et l'on obtient une administration si coûteuse qu'on ne peut la supporter et un personnel si nombreux qu'on ne peut plus le contrôler. C'est pourquoi le bon et solide commerce intermédiaire est et reste dans une certaine mesure une nécessité absolue, dont on ne pourra jamais se passer⁷ ».

En fait, il ne s'agit plus de commerçants, mais d'agents du syndicat, dont l'indépendance est tout aussi fictive que celle du façonnier qu'on appelle artisan indépendant. La seule différence est que, si l'industrie domestique, du fait des changements techniques intervenus dans la production, devient, à partir d'un certain moment, non rentable, il n'en est pas de même dans le commerce. Qu'il s'agisse d'un agent appointé ou d'un commerçant en apparence indépendant, mais qui reçoit en réalité une commission, dont les fluctuations du fait de la délimitation territoriale de la région de vente et de la fixation des prix par le syndicat, sont si faibles, que le revenu du commerce est à peu de chose près celui d'un agent recevant un salaire fixe, il n'y a pratiquement aucune différence. Mais cette fiction de l'indépendance qui est créée par cette autre sorte de salaire - et dans ce cas il s'agit de salaire, car le revenu du commerçant consiste dans le profit sur son capital et dans le salaire que le syndicat devrait payer à un agent - épargne au syndicat des frais de surveillance ou de contrôle, tout comme le salaire à forfait par rapport au salaire horaire. Du reste, dans un tel commerce, le capital nécessaire est extrêmement réduit : le commerçant n'a besoin que d'un capital modeste, puisque la constance des prix du cartel et le monopole local diminuent pour lui le risque. Les échanges peuvent donc être réglés en majeure partie avec du crédit, du fait que le commerçant peut recevoir l'argent pour le paiement en majeure partie à crédit pour cette partie du capital, il n'y a que l'intérêt à payer. Le syndicat est seulement intéressé à réduire le nombre des commerçants, étant donné que ses ventes sont par là simplifiées, et à rapprocher la commission en fait du salaire de l'activité commerciale, considérée comme hautement qualifiée. Jusqu'où on maintient en cela la fiction de l'indépendance, cela n'a au point de vue économique aucune importance. Que le degré momentané de restriction du commerce intermédiaire n'a rien de définitif, mais était imposé, « en tenant compte du développement historique du commerce de la houille », Kirdorf le dit lui-même⁸ comme il souligne « que le commerce de la houille, tel qu'il s'est développé en cette grande quantité avec l'ancienne dispersion de l'industrie houillère, n'est pas nécessaire ».

Cette situation a été exposée nettement, sans aucune retenue visible, par les négociants en charbon. Quelques citations suffiront. C'est ainsi que Vowinkel, de Düsseldorf, déclare : « Comme je viens de le dire, nous ne sommes plus de vrais commerçants, et voici pourquoi. Le Syndicat de la houille nous prescrit, premièrement, quelles sortes de charbon nous devons acheter, deuxièmement, à quel prix nous devons l'acheter, troisièmement, la région où nous devons l'écouler, quatrièmement, à quel prix nous devons le vendre. Alors, bien entendu, il ne reste plus rien de la liberté du commerce. Mais je crois qu'étant donné la situation, le Syndicat de la houille ne peut agir autrement... A l'avenir, nous autres commerçants en gros, nous devons nous rendre compte qu'il ne peut en être autrement et que nous deviendrons peu à peu moins nombreux. C'est là un fait si évident qu'il est aujourd'hui impossible d'entreprendre un commerce de gros de grandes dimensions parce que les quantités disponibles n'existent pas. De même, les affaires actuelles sont à ce point réduites qu'il est absolument impossible de les étendre⁹. »

Ces « commerçants » ont perdu toute indépendance. Car, comme le dit Bellwinkel, de Dortmund, « dans chaque association de commerçants, le syndicat est représenté au conseil d'administration par un membre de sa direction » et a en outre « le droit de consulter les livres à tout moment ». Et il conclut très justement : « Nous

produits textiles serait perdu par les acheteurs de machines-outils. En général, cette égalisation du fait de la cartellisation ne se fera que difficilement et incomplètement. Il en est autrement quand le commerce indépendant est remplacé par des coopératives de consommation, des sociétés d'achats en gros, des coopératives agricoles, etc. Cela signifie seulement qu'à l'action des commerçants capitalistes se substitue celle des organisations de consommateurs, auxquelles revient par conséquent le profit commercial. En outre, la concentration renforcée signifie une diminution des frais de circulation.

6 Le grossiste Engel dit très justement : « Les efforts du syndicat tendent à monopoliser et à éliminer purement et simplement le commerce de gros. Le fournisseur n'achète naturellement pas pour cela à meilleur marché, car si l'on ne raisonnait pas ainsi : « Le bénéficiaire que réalise le commerce de gros, je veux me le réserver à moi-même, en tant que fabrique, que syndicat », alors le mouvement n'aurait aucun sens » (*Débats contradictoires sur l'union des fabriques allemandes de papier à imprimer*, 4^e cahier, p. 114). Cela est vrai également du Syndicat de la houille, par exemple. Il « utilise ce monopole des opérations d'expédition et du commerce de gros pour, sans augmentation expresse des prix du charbon, imposer les petits consommateurs par l'augmentation des frais de transport, et faire en sorte que les prix élevés que ceux-ci doivent payer profitent, non pas aux commerçants, comme jusqu'ici, mais aux producteurs » (Liefmann, *op. cit.*, p. 98).

7 *Débats contradictoires*, I, p. 236.

8 *Ibidem*, p. 235.

9 *Ibidem*, p. 228 sq.

avons perdu finalement toute liberté de mouvement ; nous sommes devenus une sorte de représentants. »

Et les pronostics pour l'avenir sont encore plus sombres. M. Vowinkel les pose de la manière suivante : « Le syndicat a créé une organisation remarquable dont j'ai tout lieu de penser que le commerce de gros, à l'exception d'une toute petite partie, sera exclu. Car qu'est-ce qui justifie l'existence du commerce de gros ? Il ne lui restera finalement plus d'autre ressource que de vendre au petit consommateur, à celui qui a besoin de crédit, et de servir d'entrepôt de charbon aux époques de mauvaise vente. Ce sont les seules raisons qui dans l'avenir justifieront encore son existence, et il est probable que le commerce du charbon passera, d'une diminution de 45 %, ainsi que je l'ai entendu dire ce matin, à 20 % au moins¹⁰.

On montre ici fort bien que la fonction commerciale spécifique, chargée de réaliser le processus de circulation M-A-M, devient superflue et ne subsiste que pour la fonction de partage, d'emmagasinage et de gardiennage du produit, toujours nécessaire pour la consommation dans n'importe quel régime social à production massive. Mais la vente commerciale en tant que telle a cessé. Elle est, se lamente F. Vowinkel, devenue entièrement automatique¹¹.

De quelle manière le commerçant en gros est remplacé peu à peu par les agents du syndicat, c'est ce que Vowinkel montre également d'une façon détaillée. Très justement, il appelle « sinécure » la participation à une telle association de commerçants. Elle dépend entièrement de la grâce du syndicat. A la mort de chaque participant, la part de ventes qui lui a été attribuée revient au syndicat. « Le syndicat est le véritable participant. Par là on a très clairement fait comprendre qu'en réalité ce sous-syndicat (*l'association de commerçants*. - R. H.) passe finalement au syndicat principal¹². »

Le monopole dont bénéficient les gros commerçants ou les associations de vente leur donne également le pouvoir de soumettre à leur dictature les petits commerçants en leur prescrivant leurs prix de vente, bref en faisant d'eux leurs agents. C'est ainsi que, par exemple, le gros commerçant Heidmann, de Hambourg, déclare : « Quand je me suis rendu compte, en consultant mes livres, que les dettes de ces gens (*c'est-à-dire les petits commerçants à qui il fournissait le charbon*. - R. H.) augmentaient de plus en plus, je leur ai dit : « Vous ne recevrez plus de charbon que si vous le prenez à tel ou tel prix¹³. »

Et voici ce que le Dr Rive, conseiller municipal, déclare au sujet des gros commerçants de Haute-Silésie : « Ces messieurs les commerçants en gros, avec qui nous avons eu affaire ici, par conséquent ceux du premier rang (les firmes Cesar Wollheim et Friedländer), sont suivis bien entendu de toute une série de gros commerçants de second rang qui, on peut le dire ouvertement, dépendent d'eux, et ces derniers à leur tour ont sous leur dépendance les commerçants de première, deuxième et troisième catégorie. L'un dépend de l'autre, et les gros commerçants du premier rang sont liés, sinon par contrat, du moins en fait, avec la Convention (*c'est-à-dire la Convention houillère de Haute-Silésie*. - R. H.). »

Indiquons ici brièvement que la position indépendante des deux grandes firmes susmentionnées s'explique par le fait que le commerce avec les mines de Haute-Silésie était entre leurs mains bien avant que ne fût conclue la Convention houillère. Ces mines étaient pour la plupart propriété privée et les deux firmes en question y participaient financièrement. Elles avaient, non seulement entre leurs mains l'organisation de la vente, mais aussi des parts sur la propriété des mines, soit directement, soit en qualité de créanciers.

Le système des sociétés par actions a, en Rhénanie-Westphalie, rendu les mines indépendantes du commerce. Peut-être le commerce était-il moins concentré à l'Ouest parce que les débouchés y étaient plus vastes et la concurrence par conséquent moins vive. Et une raison plus importante encore est le fait qu'à l'Ouest les mines sont de date plus récente que celles de la Haute-Silésie. C'est pourquoi, dans cette dernière région, non pas le commerce à vrai dire, mais les deux grandes firmes susnommées ont pu maintenir leur position. Elles sont devenues l'organisation commerciale du cartel (non pas formellement, mais en fait, en ce sens que le cartel ne s'occupe pas de la vente, mais laisse les mines écouler elles-mêmes leur production), et cela non pas en tant que commerçants, mais bien plutôt à cause de leur puissance financière, tandis que le commerce de l'Ouest, moins fort parce que moins concentré, perd sa position, et que le commerçant se transforme « plus ou moins en agent du cartel », comme dit le Dr Wachler¹⁴, conseiller des mines.

La subordination du commerce au cartel permet également à ce dernier d'interdire la concurrence étrangère, qui doit, plus encore que l'industrie indigène, faire appel au commerce. C'est ainsi que M. Kloeckner, de Duisburg, déclare : « Les firmes commerciales qui s'occupent de la vente du fer moulé doivent souscrire auprès du Syndicat du fer brut des conditions aux termes desquelles ils s'engagent à ne vendre aucun fer étranger et à ne pas en importer¹⁵. »

10 *Ibidem*, p. 230.

11 *Ibidem*, p. 229.

12 *Ibidem*, p. 230.

13 *Ibidem*, p. 455.

14 *Ibidem*, p. 380.

15 Admirons l'hypocrisie de ce brave employé du syndicat : « Nous avons, en tant que firmes commerciales, considéré cela comme juste, car nous sommes principalement là pour encourager et protéger les affaires intérieures. » Le pillage de l'intérieur,

Avec cette supériorité de l'industrie cartellisée contraste l'état de dépendance dans laquelle se trouvent de petits fabricants dans des industries non encore cartellisées par rapport au commerçant capitaliste, état de dépendance qui devient particulièrement accablant quand il est renforcé par des allocations de crédit.

« Un grand nombre de petits fabricants sont aussi complètement sous la dépendance des commerçants. Nous en avons malheureusement beaucoup dans notre industrie de produits manufacturés, qui ont trop peu de capitaux et ne sont pas libres de leurs mouvements, mais sont obligés, pour pouvoir maintenir leur activité, de vendre leurs marchandises à n'importe quel prix. Alors celles-ci sont prises par un marchand, qui souvent ne verse qu'un acompte, et dans ce cas le marchand a pour un temps assez long le petit fabricant complètement en son pouvoir ; il peut ensuite lui dicter la façon dont il doit conduire son affaire¹⁶ ». M. Gerstein parle ici de la petite industrie métallurgique et voit dans la résistance opposée par les commerçants un obstacle important à la formation d'un cartel.

D'un autre côté, la cartellisation des industries de produits manufacturés ne peut pas, à elle seule, leur être d'une grande utilité pour la fixation des prix. « Si les fabricants des industries de produits manufacturés se groupent et s'ils fixent les prix de telle sorte qu'ils puissent en tirer un modeste bénéfice, alors la grande industrie leur jette un bâton entre les jambes et se met à fabriquer dans ses propres ateliers les articles dont elle a besoin, naturellement à un prix de revient bien moins élevé que celui des fabricants, qui eux sont contraints d'acheter leurs matières premières aux prix fixés par les cartels de la grande industrie. Cette fabrication des articles qui leur sont nécessaires dans leurs propres ateliers va, nous le savons, très loin. M. le directeur Fuchs me disait hier encore : de grosses entreprises, telles que Bochum, l'Union de Dortmund, les Forges Koenig et Laura - la fabrication des wagons ne fait pas partie de la petite industrie mécanique, mais tout de même de l'industrie des produits manufacturés - apparaissent comme concurrents des usines de fabrication de wagons. Je lui ai répondu que ce ne sont pas seulement ces dernières qui en souffrent, mais aussi les petites entreprises mécaniques, car les grandes usines métallurgiques fabriquent elles-mêmes, outre les wagons, tout ce qui en fait partie : tampons, bielles, attelages, etc. Les Forges Koenig et Laura fabriquent tout ce qui est nécessaire pour leurs wagons, depuis les roues jusqu'à la dernière pièce, exception faite peut-être des ressorts, boulons, rivets. Pareillement, l'Union de Dortmund fabrique presque toutes les pièces détachées pour sa fabrique de wagons, de même que d'autres petits articles de l'industrie mécanique, tels que des boulons pour la superstructure des chemins de fer¹⁷.

Mais, si le commerce s'efforce, grâce à l'influence qu'il exerce sur les petites entreprises capitalistes, d'empêcher la cartellisation, il cherche d'un autre côté à renforcer cette influence en formant lui-même des associations. Gerstein en fournit également quelques exemples. Les grands magasins de quincaillerie de Berlin ont créé une association qui exerce une grande influence sur les prix. Ceux de Dantzig ont acheté en commun une firme et se sont groupés en une Union de la quincaillerie, société à responsabilité limitée. L'Association des quincailliers allemands, dont le siège est à Mayence, a établi des clauses précises pour l'achat de marchandises. Les membres de l'association font signer à leurs fournisseurs une déclaration aux termes de laquelle ils s'engagent à ne pas vendre aux bazars. En revanche ils s'engagent à ne pas acheter aux fabricants qui livrent eux-mêmes aux consommateurs, et cela est même allé si loin qu'on a inclus les chemins de fer d'Etat parmi les consommateurs et qu'on a voulu interdire aux fabricants de livrer certains articles aux chemins de fer¹⁸.

Et voici qui montre qu'une plus grande puissance financière mène facilement à des rapports de dépendance, en ce sens même que le gros commerçant accroît le profit commercial aux dépens du profit industriel et rejette le risque qui lui incombe, risque qu'il a souvent créé lui-même par sa propre spéculation : « Par contre, la spéculation sur le papier à imprimer va à l'encontre des efforts du Syndicat en vue d'établir des prix stables et d'adapter l'offre à la demande. Le papier, en général, et le papier à imprimer en particulier, n'est pas un article de spéculation et, d'après les faits qui se sont produits, et ont été observés par toutes les fabriques de papier d'Allemagne, ce sont précisément les gros commerçants qui, en cas de tendance à la baisse des prix du papier, le vendent *in blanco* et sans tenir compte du prix de revient ; ce sont eux qui ensuite font pression de la façon la plus éhontée sur les prix au moment de l'achat chez les fabricants embarrassés pour leurs commandes. Cela est allé et continue d'aller aujourd'hui encore si loin que ces commerçants obligent avec leurs prétentions incroyables les fabricants travaillant dans la montagne et coupés du marché à leur vendre le papier à un cours très inférieur à celui du marché. Mais ce sont les mêmes commerçants qui, en cas de tendance à la hausse des prix sur le marché du papier, et en employant tous les arguments et artifices, poussent le fabricant à leur vendre de grandes quantités de papier sans qu'ils l'aient déjà eux-mêmes vendu. Dans ce cas, ce sont alors en premier lieu les imprimeurs qui en subissent les conséquences en payant au commerçant plus qu'il ne convient le fruit de son

les entraves imposées au travail de transformation par la création d'une disette artificielle de charbon, de coke et de fer, le maintien de prix intérieurs élevés au moyen des ventes à bon marché à l'étranger, c'est en cela que consiste le patriotisme de ceux qui recherchent le profit.

16 Déclaration du secrétaire de la Chambre de commerce Gerstein (Hagen, *Débats contradictoires*, 6^e séance, p. 444).

17 *Ibidem*, p. 445.

18 *Ibidem*, p. 447. Avec quelle brutalité de grandes entreprises se conduisent parfois à l'égard de leurs fournisseurs, c'est ce que montre la déclaration de Gerstein (p. 556) : « Une grande usine métallurgique propriétaire de mines a des conditions imprimées pour la fourniture de ses outils où l'on exige une offre, avec cette indication : quantité : nos besoins pour l'année 1904, sans engagement de notre part en vue de l'achat d'une quantité déterminée. Livraison à notre convenance. »

heureuse spéculation, et ensuite les fabricants de papier, parce qu'une fois passée cette période de haute conjoncture, c'est sur eux que le commerçant en question fait pression pour obtenir un prix moins élevé, à moins que, ne pouvant écouler le papier, il laisse le fabricant tranquillement assis sur sa marchandise. C'est seulement dans des cas extrêmement rares qu'un fabricant de papier se décide à faire établir un constat ou à porter plainte contre le commerçant, car il craint de perdre ainsi sa clientèle¹⁹. »

La création du syndicat change la situation d'un seul coup. Aux commerçants dispersés s'oppose l'industrie unie. La puissance financière est maintenant du côté des industriels. Mais ce n'est pas tout. Le commerçant apparaît maintenant ce qu'il est, un intermédiaire non nécessaire en face de la production, qui est, elle, indispensable. Cela se manifeste comme la supériorité de la nécessité naturelle de la production sur la nécessité capitaliste de la distribution au moyen du commerce. Le syndicat ramène ce dernier à ses « frontières légitimes ». On considère comme commerce légitime le travail du commerçant qui, sur la base de prix sûrs, majorés d'un bénéfice normal, écoule le papier en respectant les conditions reconnues admissibles par les fabricants et comme étant d'usage pour la vente de papier. Ainsi le commerçant devient l'agent appointé du syndicat. Sa liberté lui est ôtée et il se lamente à haute voix sur le traitement indigne qu'on lui inflige, et se souvient avec mélancolie du commerce du bon vieux temps. Parmi les conditions qui lui sont imposées, celle qu'il ressent comme la plus pénible est qu'il doit se fournir exclusivement au syndicat et nulle part ailleurs. Il lui est interdit de profiter de la concurrence entre les producteurs et il n'est plus lui-même qu'un instrument qui contribue à renforcer le syndicat, à rendre éternel le monopole qui l'étrangle. Il lui faut laisser toute espérance, car au-dessus de la porte qui mène au bureau de ventes du syndicat il voit écrits, en lettres aussi terrifiantes que la phrase de Dante au-dessus de la porte de l'enfer, ces mots fatidiques : « N'achetez qu'aux membres du syndicat et ne vendez qu'aux prix fixés par lui. » C'est la mort du commerçant capitaliste²⁰.

Un autre moyen d'interdire au commerçant la spéculation est la conclusion de contrats de longue durée. C'est ainsi que le Syndicat de la houille fixe toujours ses prix pour toute une année et ne s'écarte en aucun cas de cette « règle fondamentale²¹ ».

Que les temps sont changés ! Dans l'enquête sur la Bourse de l'année 1893, la spéculation est la plus haute fleur et la racine la plus profonde du capitalisme. Tout est spéculation : fabrication, commerce, affaires différentielles. Chaque capitaliste est spéculateur, et le prolétaire lui-même, qui recherche l'endroit où il pourra vendre au meilleur prix sa force de travail, est un spéculateur. Dans l'enquête du cartel, la sainteté de la spéculation est oubliée. Elle est le mal par excellence, d'où viennent les crises, la surproduction, bref tous les maux de la société capitaliste. Suppression de la spéculation, tel est le mot d'ordre. L'idéal de la spéculation est remplacé par la spéculation sur l'idéal du « prix stable », la mort de la spéculation. Bourse et commerce sont maintenant spéculatifs, condamnables, et écartés en faveur du monopole industriel. Le profit industriel s'annexe le profit commercial, est lui-même capitalisé en bénéfice du fondateur, en butin de la trinité parvenue, en tant que capital financier, à la plus haute forme du capital. Car le capital industriel est Dieu le Père, qui a libéré le capital commercial et bancaire comme Dieu le Fils, et le capital-argent est le Saint-Esprit. Ils sont trois, mais pourtant un seul dans le capital financier.

La sécurité du bénéfice du cartel, en opposition avec l'incertitude du bénéfice spéculatif, se reflète dans la psychologie de ses représentants et l'assurance de leur maintien. Le magnat du cartel se sent comme le maître de la production, son action se manifeste au grand jour. Son succès, il le doit à l'organisation de la production, à l'épargne de frais. Il se considère comme le représentant de la nécessité sociale en face de l'anarchie individuelle et voit dans son profit le salaire qui lui est dû pour son activité en tant qu'organisateur. Qu'il recueille les fruits d'une organisation qui n'est pas exclusivement son œuvre, cela apparaît à sa mentalité capitaliste comme tout naturel. Il représente une nouvelle époque. « *The days of the individual*, lance Havemeyer aux défenseurs de l'ancienne, *has passed ; if the mass of the people profit at the expense of the individual, the individual should and must go*²². » C'est le socialisme qu'il entend par là, et, dans son ivresse de la victoire, il ne se doute pas que,

19 *Ibidem*, 4^o cahier. Déclaration du directeur Reuther, pp. 110 sq.

20 « Le Syndicat s'est par conséquent posé comme tâche d'éliminer ce commerce de gros en papier à imprimer. Après avoir réussi à éliminer un grand nombre d'agents qui s'occupaient de la vente, non seulement d'autres papiers, mais aussi du papier à imprimer, il restait encore un grand nombre de commerçants qui s'occupaient de papier à imprimer, et c'est ainsi que le syndicat s'est posé comme tâche, non seulement de refuser de fournir du papier à imprimer aux firmes qui faisaient de la spéculation, mais aussi d'empêcher que de nouveaux commerçants ne fassent leur apparition dans les affaires de papier à imprimer. C'est pourquoi il refusa dans de nombreux cas de vendre aux firmes qui voulaient, depuis la constitution du Syndicat, étendre leurs opérations au papier à imprimer » (*Ibidem*, p. 111).

21 *Ibidem*, I, pp. 94 et sq. Le Syndicat allemand du coke a obligé en automne 1899 ses clients à couvrir leurs besoins pour les deux années suivantes. Notons en passant que le syndicat utilisa sa force pour porter les prix de l'année 1900, déjà fixés en février 1899 à 14 marks, à 17 marks pour les deux années en question. Sous la menace de ne pas recevoir de coke, les usines consommatrices durent s'incliner. La chose est également intéressante pour cette raison qu'elle montre à quel point les syndicats ont peu d'influence sur les crises. Les accords furent conclus en 1899, soit environ vingt-sept mois plus tôt. Au milieu de l'année 1900, la conjoncture s'aggrava et 1901 fut une année de crise, mais les hauts prix pour le coke étaient assurés. L'effet de la crise en fut ainsi extraordinairement aggravé pour l'industrie de transformation (*Débats contradictoires*, 3^o séance, pp. 638, 655, 664).

22 Industrial Commission. *Preliminary Report on Trusts and Industrial Combinations*, p. 223.

des individus qui doivent disparaître, lui et les siens pourraient bien un jour faire partie. Le magnat du cartel ne connaît aucun scrupule et quand Havemeyer déclare avec une franchise réjouissante qu'il « ne se soucie pas pour deux sous de la morale des autres²³ » Herr Kirdorf ne souligne pas moins fièrement le droit du maître dans sa propre maison. Mais cette morale est en réalité le pire des crimes : la rupture de la solidarité, la libre concurrence, l'exclusion volontaire de la fraternité du bénéfice du monopole. La proscription sociale et l'anéantissement économique lui paraissent la seule punition qu'ils méritent²⁴. On envoie des listes où les noms des non-adhérents sont soulignés en caractères gras²⁵.

Tout autres les manières du spéculateur. Il apparaît modeste, conscient de ses fautes. Son gain n'est que la perte des autres. Même s'il est nécessaire, sa nécessité n'est que la preuve de l'imperfection de la société capitaliste. La source de son bénéfice reste obscure. Le spéculateur n'est pas un producteur qui crée des valeurs. Si son gain dépasse certaines dimensions, l'admiration pour son succès s'accompagne de soupçons. Il ne se sent jamais sûr vis-à-vis de l'opinion publique, et redoute toujours une nouvelle loi sur la Bourse. Il s'excuse et prie qu'on ne le juge pas trop sévèrement. « C'est le lot de toutes les institutions humaines : elles sont toujours fautives et coupables²⁶. »

Et il est heureux quand il trouve des croyants, comme M. le professeur van der Borcht, qui le console ainsi : « Il est dans la nature des hommes que le besoin du jeu devienne de temps en temps particulièrement vif », et adjure ceux qui l'attaquent de faire preuve de clémence en ajoutant : « Tous ces effets défavorables s'expliquent en dernier lieu par les faiblesses et les imperfections de la nature humaine²⁷. »

Mais assurément il ne faut pas serrer de trop près un capitaliste. A peine vient-il de reconnaître : « L'argent a pouvoir démoralisateur et le caractère change rapidement avec l'accroissement du revenu²⁸ », que sa bile s'échauffe. Tout le temps il s'est déjà fâché au sujet de l'incompréhension, tout à fait contraire à la foi, que M. le professeur Cohn montre pour sa belle âme. Il a accepté avec beaucoup de patience que les explications détaillées de M. le professeur sur la fonction de la Bourse n'aient pas apporté une grande clarté et il écoute maintenant avec ironie les déclarations intéressantes que le professeur Cohn a à faire sur la fonction des universités prussiennes. Mais il ne faut pas exagérer. Il n'est nullement opposé à ce que le professeur proclame : « Le but de l'Université est de se placer entre la Bourse et la social-démocratie, de montrer et de défendre la justification morale de la Bourse. » Mais quand le savant professeur ajoute : « Si les universités n'étaient pas là, les contradictions éclateraient », ce cas de mégalomanie le fait rire. Il ne peut pas croire au sérieux du professeur et c'est pourquoi il lui réplique : « Que les Bourses poursuivent des buts moraux, j'y consens. Toutefois ce n'est pas pour cela qu'elles ont été créées, mais dans des buts d'intérêt personnel. Les commerçants doivent-ils créer des Bourses pour en faire des institutions de bienfaisance ? » A cette question, l'économie politique classique n'apporte aucune réponse et M. le professeur Cohn ressemble alors à un barbet trempé, où ne se cache aucun Méphistophélès.

23 Industrial Commission, *op. cit.*, p. 63. « I do not care two cents for your ethics. » Il ajoute que c'est un bon principe commercial d'établir des prix bas pour dominer la concurrence. Car, comme il le déclare plus loin, « les trusts n'ont pas pour but d'assurer la bonne santé des concurrents » (p. 223).

24 Écoutons cette menace de punition de la *Deutsche Agrarkorrespondenz* (n° 8 de l'année 1899), qui est très proche de l'Union des cultivateurs : « Le distillateur allemand qui refuse d'adhérer à la Société mérite l'attention des professionnels. Il faudrait stigmatiser pour toujours ces messieurs. Si l'on s'en prenait plus tard à leur porte-monnaie, ne seraient-ils pas punis d'une façon plus sensible que par le "hou ! " qui leur convient de toutes façons ? »

25 *Débats contradictoires*, déclaration du secrétaire général Koepke.

26 *Enquête sur la Bourse*, I. p. 464. Déclaration du Consul général Russel, de la Diskontogesellschaft.

27 *Dictionnaire des sciences sociales*, pp. 181 sq.

28 *Enquête sur la Bourse*, t. II, p. 2151. Déclaration de van Gülpen. Il n'est pas le seul : « Quand ils lui rendent la vie saumâtre (un banquier de province), il se voit contraint, plus qu'il ne l'a peut-être fait jusqu'alors, de vendre des papiers de mauvaise qualité », assure M. von Guaita (*Ibidem*, p. 959).

CHAPITRE XIV - LES MONOPOLES CAPITALISTES ET LES BANQUES.

TRANSFORMATION DU CAPITAL EN CAPITAL FINANCIER

Le développement de l'industrie capitaliste a pour résultat l'accroissement de la concentration des banques. Celle-ci à son tour est un facteur important de l'accroissement du degré de concentration dans les cartels et les trusts. Comment ces derniers réagissent-ils à leur tour sur le régime bancaire ? Le cartel ou le trust est une entreprise douée d'une très grande puissance financière. Dans les rapports de dépendance mutuelle des entreprises capitalistes, c'est la puissance financière qui décide laquelle se trouve placée sous la dépendance de l'autre. Une cartellisation poussée très loin a pour conséquence que les banques se groupent, elles aussi, et s'agrandissent pour ne pas tomber sous la coupe du cartel ou du trust. La cartellisation entraîne ainsi le groupement des banques, comme celui-ci à son tour entraîne la cartellisation. Au groupement des usines métallurgiques, par exemple, toute une série de banques sont intéressées, qui agissent en commun pour le provoquer, même contre la volonté de certains industriels. Réciproquement, une communauté d'intérêts, créée d'abord par des industriels, peut avoir pour conséquence que deux banques jusqu'alors concurrentes se trouvent avoir de ce fait des intérêts communs et sont amenées à agir en commun dans un domaine déterminé. Des combinaisons industrielles agissent de la même façon sur l'élargissement de la sphère industrielle d'une banque, qui ne travaillait peut-être jusqu'alors que dans le domaine de l'industrie des matières premières et se voit contrainte par la combinaison d'étendre son activité à l'industrie de transformation.

Le cartel lui-même suppose une grande banque qui soit en mesure de satisfaire aux besoins de crédit de paiement et de production de toute une branche d'industrie.

Mais le cartel entraîne aussi une nouvelle intensification des rapports entre la banque et l'industrie. La suppression de la libre concurrence dans l'industrie a tout d'abord pour résultat un accroissement du taux de profit. Ce taux de profit accru joue un rôle important. Là où l'élimination de la concurrence est la conséquence d'une fusion, on assiste à la création d'une nouvelle entreprise. Celle-ci peut compter sur un profit accru, lequel peut être capitalisé et constituer un bénéfice de fondateur¹. Ce bénéfice joue dans la formation du trust un rôle important et sous un double aspect. Premièrement, son obtention est pour les banques un motif très puissant d'encourager la formation des monopoles. Deuxièmement, une partie du bénéfice du fondateur peut être employée à amener des éléments récalcitrants, mais néanmoins très importants, au moyen du paiement d'un prix d'achat élevé, à vendre leurs usines, par conséquent à rendre possible la formation du cartel. On pourrait exprimer la chose de la manière suivante : le cartel exerce une demande sur les entreprises d'une branche déterminée ; cette demande accroît dans une certaine mesure leur prix², et ce prix est payé avec une partie du bénéfice du fondateur.

La cartellisation assure en outre une plus grande sécurité et une plus grande régularité du revenu des entreprises cartellisées. Elle supprime les dangers de la concurrence, si souvent mortels pour l'entreprise isolée. Cela a pour résultat de faire monter les actions de ces entreprises ce qui signifie, à l'occasion de nouvelles émissions, un bénéfice de fondateur plus élevé : Par ailleurs, la sécurité du capital investi dans ces entreprises en est considérablement accrue. Ce qui permet aux banques d'accroître encore leur crédit industriel et de prendre une part plus grande que jusqu'alors au profit industriel. Ainsi, du fait de la cartellisation, les rapports entre les banques et l'industrie deviennent encore plus étroits, tandis que la disposition du capital investi dans l'industrie revient de plus en plus aux banques.

Nous avons vu comment, au début de la production capitaliste, l'argent des banques provient de deux

1 Le trust américain du sucre fut fondé en 1887 par Havemeyer au moyen de la fusion de quinze petites sociétés au capital total de 6,5 millions de dollars. Le capital-actions du trust fut fixé à 50 millions de dollars. Le trust augmenta immédiatement les prix pour le sucre raffiné et abaissa ceux du sucre brut. Une enquête entreprise en 1888 révéla qu'il gagnait sur une tonne de sucre raffiné environ 14 dollars, ce qui lui permettait de verser un dividende de 10 % sur l'ensemble du capital-actions, soit environ 70 % de la somme versée lors de la fondation de la société. En outre, le trust pût encore se permettre de distribuer des dividendes supplémentaires et de constituer des réserves considérables. Aujourd'hui, le trust a un capital-actions de 90 millions de dollars. La moitié est représentée par des actions préférentielles, justifiées à 7 % cumulatifs, l'autre moitié par des actions de première émission qui rapportent 7 % également (*Berliner Tageblatt* du 1^{er} juillet 1909). On trouve d'innombrables exemples semblables dans les *Reports of Industrial Commission on Trusts and Industrial Combinations*.

2 Il s'agit ici du « prix du capital », qui est le même dans le profit capitalisé.

sources différentes. D'une part, des fonds des classes non productives, de l'autre, du capital de réserve des capitalistes industriels et commerciaux. Nous avons vu, en outre, comment le développement du crédit tend à mettre à la disposition de l'industrie, non seulement tout le capital de réserve de la classe capitaliste, mais aussi la plus grande partie des fonds des classes non productives. L'industrie de nos jours travaille, en d'autres termes, avec un capital beaucoup plus important que celui que possèdent en propre les capitalistes industriels. Au fur et à mesure du développement capitaliste croît le total des fonds que la classe non productive met à la disposition des banques et que celles-ci à leur tour mettent à la disposition de l'industrie. La disposition des fonds indispensables à l'industrie appartient aux banques. Avec le développement du capitalisme et de ses organisations de crédit s'accroît ainsi l'état de dépendance de l'industrie par rapport aux banques. D'un autre côté, celles-ci peuvent se contenter d'attirer les fonds des classes non capitalistes et maintenir ce stock à leur disposition permanente en versant des intérêts. Elles le pouvaient aussi longtemps que ces fonds n'étaient pas assez importants pour pouvoir être employés comme crédit de spéculation et de circulation. Avec l'accroissement de ces fonds, d'une part, le déclin de la spéculation et du commerce, d'autre part, ils devaient être transformés de plus en plus en capital industriel. Sans l'extension croissante du crédit de production, l'utilisation pratique des dépôts, et par conséquent aussi leur capacité de rapporter des intérêts, eussent depuis longtemps considérablement diminué. C'est d'ailleurs ce qui se passe en Angleterre, où les banques de dépôts n'accordent que du crédit de circulation et où par conséquent l'intérêt versé sur les fonds déposés est très faible. D'où le transfert constant de ces fonds dans l'industrie au moyen d'achats d'actions. Ici, le public fait directement ce que fait la banque en établissant des rapports étroits avec l'industrie. Pour lui, le résultat est le même, étant donné qu'en aucun cas il ne participe au bénéfice du fondateur. Mais, pour l'industrie, cela signifie une moindre dépendance à l'égard du capital bancaire en Angleterre qu'en Allemagne.

La dépendance de l'industrie à l'égard des banques est donc la conséquence des rapports de propriété. Une partie de plus en plus grande du capital de l'industrie n'appartient pas aux industriels qui l'emploient. Ils n'en obtiennent la disposition que par la banque, qui représente à leur égard le propriétaire. En outre, la banque doit fixer une part de plus en plus grande de ses capitaux dans l'industrie. Elle devient ainsi dans une mesure croissante capitaliste industriel. J'appelle le capital bancaire, - par conséquent capital sous forme d'argent, qui est de cette manière transformé en réalité en capital industriel - le capital financier. Par rapport aux propriétaires, il conserve toujours sa forme d'argent, il est placé par eux sous forme de capital-argent, capital portant intérêt, et peut toujours être retiré sous forme d'argent. En réalité, la plus grande partie du capital ainsi placé par les banques est transformée en capital industriel, productif (moyens de production et force de travail), et fixée dans le processus de production. Une partie de plus en plus grande du capital employé dans l'industrie est du capital financier, capital à la disposition des banques et employé par les industriels.

Le capital financier s'accroît au fur et à mesure du développement du système des sociétés par actions et atteint son apogée avec la monopolisation de l'industrie. Le revenu industriel acquiert ainsi un caractère plus sûr et plus constant. Par là, la possibilité de placement du capital bancaire dans l'industrie s'étend de plus en plus. Mais la disposition du capital bancaire, c'est la banque qui la possède, et le contrôle des banques, ce sont les détenteurs de la majorité des actions bancaires qui l'exercent. Il est clair qu'avec la concentration croissante de la propriété, les propriétaires du capital fictif qui donne le pouvoir sur les banques et de ce capital qui donne le pouvoir sur l'industrie sont de plus en plus les mêmes. D'autant que, nous l'avons vu, les grandes banques ont de plus en plus pouvoir de disposition sur le capital fictif.

Si l'industrie tombe ainsi sous la dépendance du capital bancaire, cela ne veut pas dire pour autant que les magnats de l'industrie dépendent eux aussi des magnats de la banque. Bien plutôt, comme le capital lui-même devient, à son niveau le plus élevé, capital financier, le magnat du capital, le capitaliste financier, rassemble de plus en plus la disposition de l'ensemble du capital national sous forme de domination du capital bancaire. Ici aussi l'union personnelle joue un rôle important.

Avec la cartellisation et la trustisation, le capital financier atteint son plus haut degré de puissance, tandis que le capital commercial connaît son plus profond abaissement. Un cycle du capitalisme a pris fin. Au début du développement capitaliste, le capital-argent joue, en tant que capital usuraire et capital commercial, un rôle important, tant en ce qui concerne l'accumulation du capital que la transformation de la production artisanale en production capitaliste. Mais ensuite commence la résistance du capitaliste « productif », c'est-à-dire créant du profit, par conséquent du capitaliste industriel et commercial, contre le capitaliste dont les revenus proviennent de l'intérêt³.

Le capital usuraire est subordonné au capital industriel. En tant que capital de commerce d'argent, il accomplit les fonctions d'argent, qu'autrement les industriels et les commerçants auraient dû accomplir eux-mêmes pour écouler leurs marchandises. En tant que capital bancaire, il accomplit les opérations de crédit pour le capitaliste productif. La mobilisation du capital et l'expansion de plus en plus grande du crédit changent peu à peu complètement la position du capitaliste prêteur d'argent. La puissance des banques s'accroît, elles

3 En effet, « l'usure fut le facteur principal de l'accumulation du capital, c'est-à-dire de sa participation aux revenus de la propriété foncière. Mais le capital industriel et commercial collaborent plus ou moins avec les propriétaires fonciers contre cette forme désuète du capital » (Marx, *Théories sur la plus-value*, t. I, p. 19).

deviennent les fondateurs et finalement les maîtres de l'industrie, dont elles tirent les profits à elles en tant que capital financier, tout comme autrefois le vieil usurier, avec son intérêt, le revenu du travail du paysan et la rente du seigneur. L'hégélien pourrait parler de négation de la négation : le capital bancaire était la négation du capital usuraire et lui-même à son tour est nié par le capital financier. Ce dernier est la synthèse du capital usuraire et du capital bancaire et s'approprie, à un niveau infiniment plus élevé du développement économique, les fruits de la production sociale.

Tout autre est le développement du capital commercial. Le développement de l'industrie le chasse peu à peu de la position dominante qu'il occupait à l'époque de la manufacture. Mais ce recul est définitif, et le développement du capital financier réduit le commerce absolument et relativement et transforme le marchand, autrefois si fier, en un simple agent de l'industrie monopolisée par le capital financier.

CHAPITRE XV - LA FIXATION DES PRIX DES MONOPOLES CAPITALISTES. TENDANCE HISTORIQUE DU CAPITAL FINANCIER

Les unions partielles représentent une nouvelle étape de la concentration. Elles se distinguent de la forme précédente de concentration par anéantissement des entreprises plus faibles en ceci qu'avec l'union des entreprises il doit y avoir également union de la propriété, mais elles n'entraînent aucun changement fondamental dans les rapports de concurrence. Dans la mesure où elles ont des coûts de production moins élevés que les autres entreprises ou qu'elles n'avaient elles-mêmes avant leur union: elles sont mieux armées pour soutenir la concurrence. Si elles sont assez nombreuses et étendues pour contrôler la plus grande partie de la production, leur coût de production détermine les prix. Ces unions ont ainsi tendance à faire baisser les prix. Cela n'empêche, mais suppose au contraire, que les avantages de l'union puissent fournir aux entreprises unies un surprofit.

Il en est autrement des unions à caractère de monopole : les cartels et les trusts. Leur but est l'accroissement du taux de profit et elles peuvent y parvenir d'abord par la hausse des prix, quand elles sont en mesure de supprimer la concurrence. Mais quel sera le prix du cartel ? On confond d'ordinaire cette question avec celle du prix de monopole en général et l'on discute pour savoir si l'union à caractère de monopole est vraiment un monopole et dans quelle mesure elle en est un, si par conséquent les prix de ces unions doivent être vraiment égaux ou inférieurs aux prix de monopole, si ceux-ci sont déterminés par les rapports de dépendance mutuelle entre les coûts de production et le niveau de la production, d'une part, le prix et l'importance des débouchés, d'autre part. On discute également sur la question de savoir si le prix de monopole est égal au prix qui permette un débouché assez grand pour que l'échelle de la production n'accroisse pas le coût de production et que, par là, le profit sur l'unité de produit ne diminue pas trop. On fait valoir qu'un prix élevé fait baisser la vente et réduit par là l'échelle de la production, accroît par conséquent le coût et diminue le profit par unité, qu'un prix trop bas fait baisser le profit dans de telles proportions que l'accroissement des ventes ne compense pas la baisse des prix.

Ce qu'on ne peut prévoir et calculer sous le régime des prix de monopole, c'est la demande. Comment celle-ci réagira-t-elle à la hausse des prix ? Telle est la question. On peut certes fixer d'une façon empirique le prix de monopole, mais non le calculer objectivement, seulement d'une façon subjective, psychologique. C'est pourquoi les économistes classiques, avec lesquels nous rangerons également Marx, ont exclu de leurs calculs le prix de monopole, le prix des biens qui ne peuvent s'accroître à volonté. Au contraire, c'est l'occupation préférée des économistes de l'école psychologique d'« expliquer » les prix de monopole et, ce qu'ils préféreraient, c'est, partant d'une réserve de biens limitée, expliquer tous les prix comme étant des prix de monopole.

Pour l'économie classique, le prix est la forme d'expression de la production sociale anarchique et son montant indépendant de la force productive sociale du travail. Mais la loi objective des prix ne s'impose que par la concurrence. Si les unions à caractère de monopole suppriment la concurrence, elles suppriment par là même le seul moyen grâce auquel peut se manifester une loi objective des prix. Le prix cesse d'être une grandeur objectivement déterminée, il devient une opération arithmétique de ceux qui le déterminent volontairement et consciemment, au lieu d'un résultat une condition, d'un objectif un subjectif, d'un nécessaire indépendant de la volonté et de la conscience des participants un arbitraire et un fortuit. La vérification de l'enseignement marxien de la concentration, à savoir l'union à caractère de monopole, paraît ainsi aller à l'encontre de la théorie marxienne de la valeur.

Voyons cela de près. La cartellisation est un processus historique et elle conquiert les unes après les autres les branches de production capitaliste selon les conditions qui lui sont données. Nous avons vu comment le développement du capitalisme tend à réaliser de plus en plus ces conditions pour toutes les branches de production. A conditions égales, par conséquent à degré de développement égal de l'influence des banques sur l'industrie, à phase égale du cycle industriel, à composition organique du capital égale, une branche d'industrie sera d'autant plus mûre pour la cartellisation que la puissance financière de l'entreprise individuelle sera plus grande et plus faible le nombre des entreprises dans la branche d'industrie en question.

Supposons que ces conditions soient réalisées d'abord dans l'extraction du minerai de fer, que celle-ci soit cartellisée et augmente ses prix. La conséquence immédiate en sera la hausse du taux de profit pour les entrepreneurs. Mais cette hausse des prix du minerai entraîne pour les producteurs de fer brut une hausse de leur coût de production. Les prix de vente du fer brut n'en seront pas affectés au début. Sur le marché du fer, la cartellisation de l'extraction du minerai n'entraîne aucun changement. Le rapport de l'offre et de la demande, et par conséquent les prix, restent les mêmes. La hausse du taux de profit du cartel a donc pour conséquence une baisse du taux de profit pour les producteurs de fer brut. Mais qu'est-ce que cela signifie, au juste ?

Théoriquement, les conséquences suivantes peuvent se produire. Le capital quitte la sphère du taux de profit plus bas pour aller dans celle du taux de profit plus élevé. Le capital jusqu'alors employé dans la production du fer brut est maintenant passé dans l'industrie extractive. Pour celle-ci, une concurrence apparaîtrait qui se ferait d'autant plus sentir que la production du fer brut aurait été réduite. Les prix du minerai baisseraient, ceux du fer brut monteraient et, après quelques oscillations, l'ancienne situation serait rétablie après que vraisemblablement le cartel aurait éclaté dans l'intervalle. Mais nous savons déjà que les allées et venues du capital dans de telles branches de production trouveraient des limites difficiles à franchir. Cette voie vers l'égalisation des taux de profit n'est par conséquent pas possible.

Les prix de cartel n'ont d'importance que pour les producteurs de fer brut qui doivent acheter le minerai sur le marché.

Pour éviter les effets du cartel, il suffit que les entreprises sidérurgiques acquièrent elles-mêmes des mines de fer. Par là elles deviennent indépendantes du cartel et leur taux de profit revient à son niveau normal. En devenant ainsi des entreprises combinées, elles obtiennent un surprofit par rapport aux autres, qui doivent payer leurs matières premières au prix fort, ainsi que le profit commercial des vendeurs de minerai. Mais il en est de même des entreprises minières qui passent à la production du fer brut : elles aussi l'emportent, dans la lutte pour la concurrence, en tant qu'entreprises combinées, sur celles qui ne le sont pas. Ainsi le cartel se révèle comme le meilleur stimulant vers la combinaison et, par là, vers une nouvelle concentration. Celle-ci se fera sentir surtout dans les branches d'industrie qui achètent et transforment les produits du cartel.

Nous avons vu que la tendance à la combinaison est provoquée et renforcée par certains phénomènes conjoncturels. La cartellisation renforce et modifie en même temps cette tendance. Une union à caractère de monopole peut lors d'une crise maintenir ses prix, alors que cela n'est pas possible à ses acheteurs non cartellisés. Pour ces derniers, aux effets de la crise vient s'ajouter l'impossibilité de réduire leur coût de production au moyen de l'achat à meilleur marché des matières premières qu'ils utilisent. A de tels moments, la tendance chez les entreprises non cartellisées à obtenir, au moyen de leurs propres mines, des matières premières à bon marché apparaît particulièrement forte. Si elles n'y parviennent pas, toute une série d'entreprises, par ailleurs parfaitement viables et bien équipées au point de vue technique, ne pourront plus fonctionner. Elles devront faire faillite ou se laisser acheter à bas prix par une entreprise minière pour qui l'acquisition à bon compte d'une usine sidérurgique constitue une garantie de rentabilité.

Une autre voie encore reste ouverte aux industriels de la métallurgie. En face de la puissance unie des propriétaires de mines, les producteurs de fer brut se tenaient isolés. Aussi étaient-ils impuissants à empêcher la hausse des prix des matières premières, de même qu'ils l'étaient à répercuter cette hausse dans le prix de leurs produits. Cela change dès qu'ils s'unissent eux-mêmes en cartel. Alors, ils sont en mesure d'opposer un front uni au cartel des propriétaires de mines et de montrer leur force en tant qu'acheteurs. Et, ils peuvent en outre, pour la vente de leurs produits, fixer eux-mêmes leurs prix et accroître ainsi leur taux de profit. En fait, on s'est engagé dans ces deux voies, tant celle de la combinaison que celle de la cartellisation, et le résultat du processus sera l'union combinée à caractère de monopole des producteurs de minerai et de fer.

Il est clair que ce processus doit s'étendre également aux autres acheteurs de produits sidérurgiques et à une sphère de production capitaliste après l'autre. C'est ainsi que les cartels développent leur force de propagande. La cartellisation signifie d'abord un changement du taux de profit. Ce changement se fait au dépend du taux de profit des autres industries capitalistes. L'égalisation des taux de profit au même niveau ne peut se faire par un déplacement du capital. Car la cartellisation signifie que la concurrence du capital pour ses sphères de placement est entravée. Les limitations imposées à la liberté de mouvement du capital pour des raisons économiques et des rapports de propriété (monopole des matières premières) sont la condition de la suppression de la concurrence sur le marché entre les acheteurs. L'égalisation des taux de profit ne peut donc se faire que par une participation au taux de profit élevé par suite de la cartellisation ou la combinaison. L'une et l'autre signifient une concentration élevée et par conséquent la voie libre vers une nouvelle cartellisation.

Mais si celle-ci, pour des raisons quelconques, est impossible, quel est l'effet des prix de cartel et comment s'établiront-ils ?

Nous avons vu que l'accroissement du taux de profit obtenu par suite de l'élévation des prix du cartel ne peut pas avoir d'autres conséquences que celles qu'on obtient par une baisse du taux de profit dans les autres branches d'industrie. Le profit du cartel n'est rien d'autre que l'appropriation du profit des autres branches d'industrie. Or, nous savons déjà que dans les branches d'industrie à faible capital et forte dispersion des entreprises, il existe une tendance à la baisse du taux de profit au-dessous du niveau moyen social. La cartellisation signifie un renforcement de cette tendance, une nouvelle baisse du taux de profit dans ces branches. La façon dont cette baisse intervient dépend de la nature de la sphère en question. Une baisse trop forte entraîne un reflux du capital hors de ces sphères, reflux qui, du fait de la nature technique du capital dans ces sphères, n'est pas trop difficile.

Mais de quel côté doit-il se tourner, étant donné que les autres sphères à faible capital sont exploitées de la même façon par les industries cartellisées¹ ? C'est ainsi que finalement, dans ces industries non cartellisées, le profit des capitalistes en apparence encore indépendants devient un simple salaire de surveillance, ces capitalistes eux-mêmes de simples employés du cartel, des « capitalistes intermédiaires », des « entrepreneurs intermédiaires », analogues aux maîtres intermédiaires de l'artisanat.

Le prix du cartel dépend ainsi en fait de la demande. Mais celle-ci elle-même est une demande capitaliste. Le prix du cartel doit donc théoriquement être en fin de compte égal au coût de production, plus le taux de profit moyen. Mais ce dernier lui-même a changé. Il est différent pour la grande industrie cartellisée et pour les branches d'industrie tombées sous la dépendance de la première, et dont les capitalistes se sont vu ravir une partie de leur plus-value, réduite à un simple traitement.

Mais cette détermination des prix elle-même - comme le cartel isolé ou partiel - n'est que provisoire.

La cartellisation signifie un changement du taux de profit moyen. Celui-ci s'élève dans les industries cartellisées et baisse dans celles qui ne le sont pas. Cette différence pousse à la combinaison et au développement de la cartellisation. Pour les industries restées en dehors du mouvement, le taux de profit baisse. Le prix du cartel augmentera du montant, supérieur au coût de production des industries cartellisées, dont il a baissé dans les industries non cartellisées au-dessous de leur coût de production. Dans la mesure où il existe des sociétés par actions dans les industries non cartellisées, le prix ne peut pas baisser au-dessous de $p+i$, prix de revient, plus intérêt, sinon il n'y aurait pas de placement de capital possible. La hausse des prix du cartel trouve ainsi ses limites dans les possibilités de baisse du taux de profit dans les industries non cartellisées. Dans celles-ci, on assiste à une égalisation du taux de profit à un niveau plus bas par suite de la concurrence qui y règne entre les capitaux désireux de se placer.

1 En même temps, le caractère du profit de cartel change. Il consiste en travail non payé, en plus-value, mais pour une part en plus-value que les ouvriers de capitalistes étrangers ont produite.

La hausse des prix de cartel a pour résultat de modifier le prix des produits des entreprises non cartellisées. Cette modification provient de l'égalisation des taux de profit dans ces entreprises. Si elles formaient une unité, leurs prix resteraient les mêmes. Cela n'aurait d'autre conséquence qu'un taux de profit moindre que précédemment du fait de la hausse des prix des matières premières et, par conséquent, du coût de production. Si le prix était jusqu'alors de 100, le taux de profit de 20 %, il n'est plus maintenant que de 10 %, puisque le coût de production, qui était jusque-là de 80, est monté, par suite de la cartellisation, à 90. Mais, comme dans les entreprises non cartellisées le coût de production augmente, du fait de la cartellisation, d'une façon différente selon la composition organique de leur capital, il doit se produire une égalisation. Celles qui utilisent les plus grandes quantités de matières premières dont le prix a été augmenté par le cartel doivent augmenter le prix de leurs produits, et celles qui en consomment moins pourront baisser les leurs. En d'autres termes, les industries non cartellisées dont le capital a une composition organique supérieure à la moyenne verront leur coût de production augmenter, et celles dont le capital a une composition organique inférieure à cette moyenne le verront baisser, au contraire, tandis que celles dont le capital a une composition organique moyenne ne connaîtront aucun changement. D'ordinaire, on ne considère que l'augmentation des prix et l'on s'imagine alors que chaque hausse du coût de production peut être rejetée purement et simplement sur le consommateur. Mais cette hausse du coût de production peut même dans certains cas entraîner une baisse des prix.

La détermination des prix montre encore quelques autres particularités. Supposons que le capital des industries non cartellisées soit de 50 milliards. Avec un taux de profit de 20 %, le coût de production est de 60 milliards. Là dessus, les industries non cartellisées en achèteraient 50 milliards. Leur coût de production serait donc, à taux de profit égal, de 60 milliards également, et la valeur du produit global, par conséquent, de 120 milliards. Mais les industries cartellisées ont augmenté leur taux de profit, ce qui a fait baisser celui des industries non cartellisées, lequel n'est plus ainsi que de 10 %. Ce profit a diminué parce qu'elles doivent payer, pour leurs matières premières, non plus 50, mais environ 55 milliards. (Je néglige ici le capital variable, qui dans cet exemple ne joue aucun rôle.) Mais, si le cartel reçoit 55 milliards pour 50, il doit, pour 60 milliards, en recevoir 66. Or, les prix doivent être les mêmes, non seulement pour les consommateurs capitalistes, mais pour tous les consommateurs. D'après notre hypothèse, par conséquent, les 10 milliards qui vont directement aux consommateurs doivent être achetés, non pas 10, mais 11 milliards. Les consommateurs achètent par conséquent la masse des produits des entreprises non cartellisées aux anciens prix, ceux des entreprises cartellisées à des prix plus élevés. Une partie du profit du cartel provient donc des consommateurs, par quoi il faut entendre ici tous les milieux non capitalistes qui tirent un revenu dérivé. Mais les consommateurs restreindront peut-être leurs achats à cause des prix élevés. Et ici nous arrivons à la deuxième barrière à laquelle se heurtent les prix de cartel. L'augmentation des prix doit, premièrement, laisser aux industries non cartellisées un taux de profit qui permette la poursuite de la production. Mais elle doit, en outre, ne pas entraîner une diminution trop forte de la consommation. Cette seconde barrière dépend elle-même de l'importance du revenu dont disposent les classes non productives. Mais, comme pour les industries cartellisées dans leur ensemble la consommation productive joue un rôle beaucoup plus important que la consommation improductive, la première de ces deux barrières est en fait la plus déterminante.

Toutefois, la diminution du profit dans les industries non cartellisées a pour résultat de ralentir leur développement. La baisse du taux de profit signifie qu'un nouveau capital n'y affluera que lentement. Mais, en même temps, du fait de la baisse du taux de profit, il y aura une lutte d'autant plus acharnée pour les débouchés, et plus dangereuse, que déjà une baisse des prix relativement faible suffit à elle seule pour supprimer le maigre profit. En outre, une autre conséquence se produit : là où grâce à leur supériorité, les industries cartellisées parviennent à réduire le profit à un simple salaire de surveillance, il n'est plus possible de constituer des sociétés par actions, puisque tant le bénéfice du fondateur que les dividendes ne peuvent être payés que sur le revenu dépassant le simple salaire de surveillance. Ainsi la cartellisation entrave le développement des industries non cartellisées. En même temps, elle aggrave chez ces dernières la concurrence et renforce par là la tendance à la concentration, jusqu'à ce que finalement elles soient elles-mêmes en mesure de se cartelliser ou de s'intégrer à une industrie déjà cartellisée.

La libre concurrence impose l'expansion croissante de la production par suite de l'introduction d'une meilleure technique. Pour les cartels, celle-ci a également pour résultat un accroissement du profit. Ils y sont du reste contraints, car autrement ils courraient le risque qu'un *outsider* mette à profit cette amélioration de la technique pour l'utiliser dans la nouvelle lutte pour la concurrence qui s'ensuivrait contre les cartels. Que cela soit ou non possible dépend du caractère du monopole que s'est assuré le cartel. Un cartel qui a monopolisé également les conditions naturelles de sa production, comme c'est le cas, par exemple pour les syndicats de l'industrie minière, ou qui travaille avec un capital de très haute composition organique, de telle sorte qu'une nouvelle entreprise aurait besoin de capitaux énormes que seules les banques pourraient fournir, ce qu'elles ne feront pas pour ne pas entrer en conflit avec le cartel, un tel cartel est hautement protégé contre une concurrence de ce genre. Là, l'amélioration de la technique signifie un surprofit, lequel ne disparaîtrait pas finalement du fait de la concurrence qui ferait baisser les prix des marchandises. L'introduction d'une meilleure technique ne profite pas dans ce cas aux consommateurs, mais seulement à ces cartels et ces trusts solidement organisés. Mais elle pourrait entraîner un accroissement de la production, dont l'écoulement exigerait une baisse des prix, sans laquelle il n'y aurait pas accroissement de la consommation. cela peut se produire, mais pas nécessairement ; il serait également possible que, par exemple, le trust de l'acier emploie cette technique améliorée dans quelques-unes de ses usines, dont la production suffirait alors pour couvrir tous les besoins aux anciens prix, tout en fermant d'autres usines. Les prix resteraient les mêmes mais, le coût de production ayant diminué, il en résulterait un accroissement du profit. Il n'y aurait pas augmentation de production, des ouvriers seraient licenciés, qui n'auraient plus aucune perspective de retrouver du travail. Un résultat analogue pourrait se produire également dans l'organisation du cartel. Les plus grosses entreprises introduiraient une technique améliorée et étendraient ainsi leur production ; pour pouvoir le faire à l'intérieur du cartel, elles achèteraient aux entreprises plus faibles leur participation et les fermeraient. Dans ce cas, on aurait introduit une meilleure technique et concentré la production, sans que celle-ci augmente.

La cartellisation signifie des surprofits considérables² et nous avons vu comment ces surprofits capitalisés affluent en

2 Le surprofit de cartel prend une forme intéressante dans le cas suivant. La fourniture de machines-outils destinées à l'industrie allemande de la chaussure était jusque dans les années 90 en des mains américaines. Les fabriques fournissant des machines-outils

masse dans les banques. Mais, en même temps, les cartels ont pour résultat de ralentir le placement des capitaux. Dans les industries cartellisées, parce que la première mesure que prend le cartel est de restreindre la production ; dans les industries non cartellisées, parce que la baisse du taux de profit a pour résultat immédiat d'empêcher les nouveaux placements de capitaux. C'est ainsi que, d'une part, croît rapidement la masse des capitaux destinée à l'accumulation, tandis que, d'autre part, leurs possibilités de placement diminuent. Cette contradiction appelle une solution, et c'est l'exportation du capital. Celle-ci n'est pas une conséquence de la cartellisation ; c'est un phénomène inséparable du développement capitaliste. Mais la cartellisation aggrave brusquement la contradiction et crée le caractère aigu de l'exportation de capital.

La question se pose de savoir où est en fait la limite de la cartellisation. A quoi il faut répondre qu'il n'y a pas de limite absolue, mais plutôt une tendance à une expansion continue de la cartellisation. Les industries non cartellisées tombent de plus en plus, nous l'avons vu, sous la dépendance de celles qui le sont déjà, pour être finalement annexées par elles. Ce qui fait que le résultat du processus est la formation d'un cartel général. Toute la production capitaliste est réglée consciemment par un organisme qui fixe les dimensions de la production dans toutes ses sphères. La fixation des prix est alors purement théorique et ne signifie plus que la répartition du produit global entre les magnats du cartel, d'une part, et la masse des autres membres de la société, d'autre part. Le prix n'est plus alors le résultat d'un rapport matériel entre les hommes, mais une sorte purement comptable d'assignation de choses par des personnes à d'autres personnes. L'argent ne joue plus aucun rôle. Il peut disparaître complètement puisqu'il s'agit d'une répartition de choses et non d'une répartition de valeurs. Avec l'anarchie de la production disparaît l'apparence matérielle, l'objectivité de valeur de la marchandise et par conséquent l'argent. Le cartel répartit le produit. Les éléments matériels de la production sont reconstitués et employés à une nouvelle production. Sur le nouveau produit, une partie est distribuée à la classe ouvrière et aux intellectuels, l'autre revient au cartel pour qu'il en fasse l'emploi qu'il voudra. C'est la société consciemment réglée sous une forme antagonique. Mais cet antagonisme est un antagonisme de répartition. Cette répartition elle-même est réglée consciemment et, par là, la nécessité de l'argent disparaît. Le capital financier dans sa forme achevée se détache du sol nourricier où il a pris naissance. La circulation de l'argent est devenue inutile, le mouvement incessant de l'argent a atteint son but, la société réglée, et le « mouvement perpétuel » de la circulation prend fin.

La tendance à la formation d'un cartel général et celle qui pousse à la création d'une banque centrale se rencontrent et de leur union naît la puissante force de concentration du capital financier. Dans ce dernier, toutes les formes partielles de capital s'unissent. Le capital financier apparaît comme capital-argent et possède en fait sa forme de mouvement A-A', c'est-à-dire d'argent rapportant de l'argent, qui est la forme la plus générale et la plus matérielle du mouvement du capital. En tant que capital-argent, il est mis, sous les deux formes de capital de prêt et de capital fictif, à la disposition des producteurs. Ce rôle d'intermédiaire est joué par les banques, qui en même temps cherchent à s'approprier une partie de plus en plus grande de ce capital et à donner ainsi au capital financier la forme de capital bancaire. Celui-ci devient de plus en plus la simple forme - forme d'argent - du capital fonctionnant vraiment, c'est-à-dire du capital industriel. En même temps, l'indépendance du capital commercial disparaît de plus en plus, tandis que la séparation du capital bancaire et du capital industriel s'efface dans le capital financier. Au sein du capital industriel lui-même, les limites des différentes sphères sont supprimées par l'union croissante de branches de production jusqu'alors séparées et indépendantes, la division du travail social, c'est-à-dire la division dans les différentes sphères de la production, qui ne sont liées que par leurs échanges en tant que parties intégrantes de l'organisme social, est constamment réduite, tandis que, d'autre part, la division du travail technique au sein des différentes entreprises est poussée de plus en plus loin.

Ainsi s'efface dans le capital financier le caractère spécial du capital. Ce dernier apparaît en tant que force unie, qui domine souverainement le processus vital de la société, force qui découle directement de la propriété des moyens de production, des richesses naturelles et de tout le travail passé accumulé, et la disposition du travail vivant comme découlant des rapports de propriété. En même temps, la propriété, concentrée et centralisée entre les mains de quelques grandes associations de capital, apparaît directement opposée à la grande masse des non-capitalistes. La question des rapports de propriété reçoit son expression la plus claire. La plus nette, la plus brutale, tandis que celle de l'organisation de l'économie sociale se trouve elle-même résolue par le développement du capital financier.

à l'Allemagne se sont groupées en une Deutsche Vereinigte Schuhmaschinen-gesellschaft (D. V. S. G.). Ces machines ne sont pas vendues, mais seulement louées. Si un fabricant de chaussures désire une de ces machines, il signe un contrat pour une durée de cinq à vingt ans. « Par ce contrat, la firme s'engage à monter la machine, à procéder gratuitement à toutes les réparations nécessaires et à toutes les améliorations, ainsi qu'à fournir les pièces détachées à des prix modérés. En revanche, le fabricant de chaussures verse une taxe fixe qui correspond à peu près au prix de fabrication de la machine et, en outre, un certain droit pour 8 000 tours de la machine... Ces droits représentent un montant de 14 à 20 pfennigs par paire de chaussures, que le fabricant verse à la D. V. S. G., tribut dont nous ne pouvons estimer l'importance que si nous apprenons que par exemple, pour 1907, trois fabriques de chaussures d'Erfurt, employant 885 ouvriers, qui utilisent principalement ces machines, ont payé 61 300 marks pour une seule année d'utilisation » (K. Rohe, *op. cit.*, p. 32). L'intéressant consiste en ceci : l'utilisation des machines donne aux fabricants allemands un surprofit parce qu'elle leur permet de dominer leurs concurrents. Le trust américain les a obligés à lui verser une part de ce surprofit (non le surprofit tout entier autrement il n'y aurait plus de raison d'utiliser ces machines). La stipulation d'une rente annuelle facilite l'achat de la machine et renforce la dépendance des fabricants à l'égard du trust, puisqu'il est lié à cette machine. Toutes les améliorations qui y sont apportées sont immédiatement appliquées et accroissent le surprofit, par là les affaires du fabricant, mais aussi le droit dû au trust, qui s'approprie ainsi une part de ce surprofit. Le bénéfice de ces améliorations revient ainsi en majeure partie au trust, pour une part moindre aux utilisateurs des machines et seulement pour une partie infime aux consommateurs.

QUATRIEME PARTIE
LE CAPITAL FINANCIER ET LES CRISES

CHAPITRE XVI - LES CONDITIONS GENERALES DE LA CRISE

C'est une loi d'expérience que la production capitaliste est prise dans un mouvement cyclique de prospérité et de dépression, où le passage d'une phase à l'autre s'accomplit de façon critique. A un certain moment de la période de prospérité, on assiste dans toute une série de branches de production à un arrêt des ventes, en suite de quoi les prix baissent. Arrêt des ventes et baisse des prix font tache d'huile, la production est réduite. Cela dure plus ou moins longtemps, les prix et les profits sont bas. Puis, peu à peu, la production s'accroît, les prix et les profits augmentent, les dimensions de la production sont plus grandes que jamais, jusqu'à ce qu'une nouvelle crise se produise. Le retour périodique de ce phénomène oblige à se demander quelles en sont les causes, que seule peut dégager une analyse du mécanisme de la production capitaliste.

La possibilité de la crise est donnée par la double transformation de la marchandise en marchandise et en argent. Cela implique que le flot de la circulation peut être interrompu si l'argent, au lieu d'être employé à la circulation des marchandises, est mis de côté et thésaurisé. Le processus $M^1 - A - M^2$ s'arrête, parce que l'argent, qui a réalisé la marchandise M^1 , ne réalise pas lui-même M^2 . Celle-ci reste invendable, et nous avons ainsi l'arrêt des ventes.

Mais aussi longtemps que l'argent ne fonctionne que comme moyen de circulation, que la marchandise s'échange directement contre de l'argent et celui-ci à son tour contre une marchandise, la thésaurisation peut n'être qu'un phénomène isolé, qui signifie qu'une certaine marchandise est invendable, mais non un arrêt général des ventes. Il n'en est plus de même avec le développement de la fonction de l'argent comme moyen de paiement. L'arrêt de la vente signifie maintenant que le paiement promis ne peut être effectué. Mais cette promesse de paiement a servi, nous l'avons vu, comme moyen de circulation ou de paiement pour toute une série d'autres échanges. L'enchaînement des personnes tenues à paiement, qui fait de l'argent un moyen de paiement, est brisé, et l'arrêt sur un point se répercute sur tous les autres, devient général. Ainsi le crédit de paiement développe une solidarité des branches de production et donne la possibilité que l'arrêt partiel des ventes se transforme en un arrêt total.

Mais cette possibilité générale de la crise n'est que sa signification générale : sans circulation de l'argent et sans le développement de la fonction de l'argent en tant que moyen de paiement, la crise est impossible. Cependant, possibilité n'est pas encore, et de loin, réalité. La simple production de marchandises ou, plus exactement, la production de marchandises pré-capitaliste, ne connaît pas de crises ; les troubles de l'économie ne sont pas des crises économiques au sens propre du terme, mais des catastrophes qui découlent de causes particulières, naturelles ou historiques, par conséquent fortuites du point de vue économique, telles que mauvaises récoltes, sécheresse, épidémies, guerres, etc. Leur caractéristique économique est qu'elles découlent d'un déficit de la reproduction, mais non pas d'une surproduction quelconque. Cela se comprend si l'on songe que cette production n'est encore essentiellement qu'une production pour les besoins immédiats, que la production et la consommation sont liées comme moyen et comme but et que la circulation des marchandises joue un rôle relativement faible. Car c'est seulement la production capitaliste qui généralise la production des marchandises, laisse le plus de produits possible prendre la forme de la marchandise et - facteur décisif - fait de la vente de la marchandise la condition préalable de la reprise de la reproduction¹.

Mais cette transformation des produits en marchandises rend les producteurs dépendants du marché et fait de l'irrégularité de la production, qui se manifeste déjà en principe dans la simple production de marchandises, du fait de l'indépendance des exploitations privées, cette anarchie de la production capitaliste qui constitue, avec la généralisation de ce système et l'élargissement des marchés locaux, dispersés en un vaste marché mondial, la deuxième condition générale des crises.

La troisième condition générale des crises, le capitalisme la crée en séparant la production de la consommation. Il sépare d'abord la production de son produit et le réduit à cette partie du produit de valeur équivalent à la valeur de la force du travail. Il crée ainsi dans les salariés une classe dont la consommation n'est en aucun rapport direct avec la production globale, mais seulement avec cette partie de la production qui est égale au capital salaires. Cependant, le produit que créent les salariés n'est pas leur propriété. C'est pourquoi leur production n'a pas pour but leur consommation. Au contraire, leur consommation dépend de la production, sur laquelle ils n'exercent aucune influence. La production des capitalistes n'a pas pour objectif la satisfaction des besoins, mais le profit. La réalisation et l'accroissement du profit sont l'objectif immanent de la production capitaliste. Cela signifie que pour le sort de la production, ses dimensions, sa diminution ou son accroissement, l'élément décisif, ce n'est pas la consommation et son accroissement, mais la réalisation du profit. On produit pour obtenir un certain profit, un certain degré de mise en valeur du capital. La production dépend ainsi, non de la consommation, mais du besoin de mise en valeur du capital, et une aggravation de cette possibilité de mise en valeur signifie une diminution de la production.

Il reste encore dans le mode de production capitaliste un lien général entre production et consommation, qui est certes, en tant que condition naturelle, commun à tous les régimes sociaux. Mais, tandis que dans l'économie naturelle, destinée à couvrir les besoins, la consommation détermine l'extension de la production, qui dans ces conditions ne trouve ses limites que dans l'état de la technique auquel on est parvenu, dans la production capitaliste, au contraire, la consommation est déterminée par les dimensions de la production. Mais celle-ci est limitée par la possibilité de mise en valeur du capital, la nécessité pour ce dernier

1 Abstraction faite des survivances de l'ancienne production pour les besoins propres, telle qu'elle se maintient notamment dans l'exploitation paysanne, cette production joue dans la société capitaliste également un rôle là où le produit de l'entreprise elle-même devient un élément de la reproduction, comme par exemple le blé pour les semences, le charbon utilisé dans la mine de charbon, etc. Avec le développement des combinaisons, s'accroissent les dimensions de cette sorte de production pour les besoins propres. Elle est telle parce que la marchandise n'est pas destinée au marché, mais employée comme élément du capital constant dans la même entreprise. Mais elle est entièrement différente pour la production destinée à couvrir les besoins familiaux des anciennes formes de société, puisqu'elle ne sert pas à la consommation, mais à la production de marchandises.

de produire un taux de profit déterminé. L'élargissement de la production se heurte ici à une barrière purement sociale, propre à cette structure sociale déterminée et à elle seule. La possibilité de la crise découle certes déjà de la possibilité de la production irrégulière, par conséquent de la production de marchandises, d'une façon générale, mais sa réalité uniquement d'une production non réglée qui supprime en même temps le rapport direct production-consommation caractérisant d'autres régimes sociaux et introduit entre la production et la consommation la condition de la mise en valeur du capital à un taux chaque fois déterminé.

L'expression « surproduction de marchandises » est, d'une façon générale, aussi vide de sens que celle de « sous-consommation ». On ne peut parler de sous-consommation que dans un sens physiologique l'expression n'a en revanche aucun sens en économie politique, où elle pourrait signifier seulement que la société consomme moins qu'elle n'a produit. Mais on ne voit pas comment c'est possible si l'on a produit dans les dimensions voulues. Etant donné que le produit total est égal au capital constant, plus le capital variable, plus la plus-value, ($c + v + p$), que v tout comme p sont consommés, que les éléments du capital constant usé doivent se remplacer mutuellement, la production peut être élargie à l'infini sans mener à une surproduction de marchandises, c'est-à-dire à ceci, qu'on a produit plus de marchandises, pour lesquelles sous ce rapport seule la valeur d'usage entrerait en ligne de compte, plus de biens par conséquent qu'on ne pourrait en consommer².

Du reste, une chose est claire : comme les crises dans leur succession périodique sont le produit de la société capitaliste, leur cause doit résider dans le caractère même du capital. Il doit s'agir d'un désordre qui découle du caractère spécifique de la société. Mais la base étroite qu'offrent les conditions de consommation à la production capitaliste est une condition générale de la crise parce que l'impossibilité de les élargir est une cause générale de l'arrêt des débouchés. Si la consommation était extensible à volonté, la surproduction ne serait pas possible. Mais, dans la société capitaliste, l'accroissement de la consommation signifie diminution du taux de profit. Car l'accroissement de la consommation des masses est liée à l'augmentation du salaire. Cependant, celle-ci signifie diminution du taux de la plus-value et par conséquent du profit. C'est pourquoi, si la demande d'ouvriers du fait de l'accumulation devient si forte qu'une diminution du taux de la plus-value se produit, de telle sorte que, à la limite, le capital accru ne fournirait pas un profit plus grand que le capital non accru, l'accumulation doit s'arrêter, car son objectif, l'accroissement du profit, ne serait pas atteint. A ce moment précisément, une des conditions nécessaires de l'accumulation, à savoir l'accroissement de la consommation, entre en contradiction avec l'autre : la réalisation du profit. Les conditions de mise en valeur du capital se rebellent contre l'accroissement de la consommation et, comme elles sont déterminantes, la contradiction s'aggrave jusqu'à la crise. Mais la base étroite de la consommation n'est précisément pour cette raison qu'une condition générale de la crise, qu'on ne peut absolument pas expliquer par la « sous-consommation ». Et encore moins son caractère périodique, puisqu'une périodicité ne peut être expliquée en général par un phénomène permanent. Ceci n'est pas du tout en contradiction avec ce que dit Marx :

« La masse globale des marchandises, le produit global, aussi bien la partie qui remplace le capital constant et le capital variable, que celle qui constitue la plus-value, doit être achetée. Si cela ne se produit pas, ou seulement en partie, ou seulement à des prix inférieurs au coût de production, l'ouvrier est bien exploité, mais son exploitation ne se réalise pas en tant que telle pour le capitaliste, ne peut être liée à aucune réalisation ou seulement à une réalisation partielle de la plus-value extorquée, et est même liée à une perte partielle ou totale de son capital. Les conditions de l'exploitation directe et de sa réalisation ne sont pas identiques. Elles varient, non seulement dans le temps et l'espace, mais aussi abstraitement. Les unes sont limitées uniquement par la force productive de la société, les autres par la proportionnalité des différentes branches de production et la capacité de consommation de la société. Celle-ci n'est déterminée, ni par la capacité de production absolue, ni par la capacité de consommation absolue, mais par la capacité de consommation sur la base des conditions de distribution antagoniques qui réduisent la consommation de la grande masse de la société à un minimum ne variant que dans les limites très étroites. Elle est limitée en outre par la tendance à l'accumulation, à l'accroissement du capital et à la production de plus-value sur une échelle élargie. C'est la loi de la production capitaliste, donnée par les révolutions constantes dans les méthodes de production elles-mêmes, la dépréciation continue du capital existant qu'elles entraînent, la lutte générale pour la concurrence et la nécessité d'améliorer la production et d'en élargir la base, simplement comme moyen de se maintenir et au risque de se perdre. C'est pourquoi le marché doit être constamment élargi, de telle sorte que ses rapports et les conditions qui les régissent prennent de plus en plus la forme d'une loi naturelle indépendante des producteurs, soient de plus en plus incontrôlables. La contradiction interne cherche sa solution dans un élargissement du champ extérieur de la production. Mais, plus les forces productives se développent, plus elles entrent en conflit avec la base étroite sur laquelle reposent les rapports de consommation. Il n'y a sur cette base contradictoire absolument aucune contradiction que l'excédent de capital soit lié à un excédent croissant de la population, car bien que, si on les rassemblait tous les deux, la masse de la plus-value produite augmenterait, s'accroît précisément par là la contradiction entre les conditions dans lesquelles cette plus-value est produite et celles dans lesquelles elle est réalisée³. »

La crise périodique est propre au capitalisme, elle ne peut donc s'expliquer que par le caractère même du capitalisme⁴.

2 « C'est une pure tautologie de dire que les crises proviennent de l'absence de consommation solvable ou de consommateurs solvables. Le système capitaliste n'en connaît pas d'autres, à l'exception des indigents ou des voleurs. Que des marchandises soient invendables, cela ne signifie rien d'autre que ceci, qu'elles n'ont trouvé pour elles aucun acheteur solvable, par conséquent des consommateurs (que ce soit pour la consommation productive ou la consommation individuelle). Mais si l'on veut donner à cette tautologie un semblant de signification en disant que la classe ouvrière obtient une trop petite partie de son propre produit et que c'est là un mal auquel on ne peut remédier qu'en lui donnant une part plus importante et en augmentant son salaire en conséquence, il convient d'observer que les crises sont chaque fois précédées d'une période où le salaire augmente en général et où la classe ouvrière reçoit en réalité une plus grande partie de cette fraction du produit annuel destinée à la consommation. Cette période devrait, au point de vue de ces chevaliers de la saine et simple (!) raison humaine, éloigner au contraire la crise. Il semble par, conséquent que la production capitaliste implique des conditions indépendantes de la bonne ou de la mauvaise volonté, qui ne permettent que momentanément cette prospérité relative de la classe ouvrière, et cela toujours uniquement en tant qu'annonciatrice d'une crise ». A propos de quoi Engels observe dans une note: « *Ad notam* pour d'éventuels partisans de la théorie des crises de Rodbertus » (*Le Capital*, II, pp. 400 sq.).

3 Marx, *Le Capital*, I, pp. 225 sq.

4 Mais il s'agit de suivre l'évolution ultérieure de la crise potentielle - la crise réelle ne peut être expliquée qu'en partant du

La crise est, d'une façon générale, un trouble de circulation. Elle se manifeste comme impossibilité à peu près totale d'écouler la marchandise, de réaliser sa valeur (ou son coût de production) en argent. Elle ne peut donc s'expliquer que par les conditions capitalistes spécifiques de la circulation des marchandises, non par les conditions de la simple circulation des marchandises. Mais ce qu'il y a de spécifiquement capitaliste dans la circulation des marchandises est que celles-ci, en tant que produits, sont produites par le capital en tant que capital-marchandises, et doivent être réalisées comme telles. C'est pourquoi cette réalisation implique des conditions propres au capital en tant que tel, à savoir précisément ses conditions de mise en valeur.

L'analyse de ces conditions, tant du point de vue du capital individuel que - et ceci est très important - du point de vue du capital social, Marx l'a fournie dans le tome II du *Capital* et a réalisé par là une tentative qui, exception faite pour Quesnay, n'a même pas été entreprise par les économistes classiques. Si Marx appelle *Le Tableau économique* de Quesnay l'idée la plus géniale dont on soit jusqu'ici redevable à l'économie politique classique, sa propre analyse du processus de production social est certainement la mise en application la plus géniale de cette idée géniale, comme d'une façon générale les analyses, auxquelles on a prêté si peu d'attention, du tome II sont, du point de vue de ce qu'on peut appeler la raison économique pure, les plus brillantes de ce livre étonnant. Mais surtout on ne peut comprendre les causes des crises que si l'on se remet en mémoire les résultats de l'analyse marxienne⁵.

LES CONDITIONS D'EQUILIBRE DU PROCES DE REPRODUCTION SOCIAL

Si nous résumons les résultats les plus importants de l'analyse marxienne, nous obtenons ce qui suit (en supposant, bien entendu, dans cette étude, une échelle restant la même de la production capitaliste, par conséquent une simple reproduction, et en faisant abstraction de tout changement de valeur ou de prix) :

Le produit total, par conséquent aussi la production totale de la société, se divise en deux grandes sections :

1) moyens de production, marchandises qui possèdent une forme où ils doivent, ou tout au moins peuvent, entrer dans la consommation productive ;

2) moyens de consommation, marchandises qui possèdent une forme où ils passent dans la consommation individuelle de la classe capitaliste et de la classe ouvrière.

Dans chacune de ces sections, le capital se divise en deux parties : capital variable (v) et capital constant (c). Ce dernier à son tour se divise en capital constant fixe et capital constant circulant.

La partie de valeur c , qui représente le capital constant *consumé* dans la production, ne coïncide pas avec la valeur du capital constant employé dans la production. Le capital fixe n'a transféré qu'une partie de sa valeur sur le produit. Pour ce qui suit, nous ferons abstraction du capital fixe.

Représentons-nous maintenant le produit global marchandises de la façon suivante :

I) $4\ 000\ c + 1\ 000\ v + 1\ 000\ p = 6\ 000$ moyens de production.

II) $2\ 000\ c + 500\ v + 500\ p = 3\ 000$ moyens de consommation.

Valeur totale : 6 000, d'où est exclu, selon notre hypothèse, le capital fixe continuant à fonctionner dans sa forme naturelle.

Si nous examinons maintenant les échanges nécessaires sur la base de la simple reproduction, où par conséquent toute la plus-value est consommée, et en laissant de côté la circulation d'argent qui les permet, nous constatons trois points importants :

1.) Les 500 v , salaires des ouvriers, et les 500 p , plus-value des capitalistes de la section II, doivent être dépensés en moyens de consommation. Mais leur valeur existe dans les moyens de consommation pour une valeur de 1 000, qui dans les mains des capitalistes, section II, remplacent les 500 v avancés par eux et représentent les 500 p . Salaire et plus-value de la section II sont par conséquent échangés au sein de la section II contre produit II. Ainsi du produit global disparaissent (500 v + 500 p) II, soit 1 000 moyens de consommation.

2.) Les 1 000 v + 1 000 p de la section I doivent être dépensés en moyens de consommation, par conséquent en produit de section II. Ils doivent par conséquent s'échanger contre la partie du capital constant qui reste encore de ce produit, et de montant égal, soit 2 000 c . En échange, la section II reçoit un montant égal de moyens de production, produit de I, où s'incorpore la valeur de 1 000 v + 1 000 p . Ainsi disparaissent du compte 2 000 II c et (1 000 v + 1 000 p) I.

3.) Restent 4 000 I c . Ces derniers consistent en moyens de production, qui ne peuvent être utilisés que dans section I pour remplacer son capital constant consumé, ce qui se produit par échanges mutuels entre les différents capitalistes de I tout comme les v (500 v + 500 p) II par échanges entre les ouvriers et les capitalistes, ou entre les différents capitalistes de II.

Quant au remplacement du capital fixe, il joue un rôle spécial. Une partie de la valeur du capital constant est transférée des moyens de travail sur le produit du travail ; ces moyens de travail continuent de fonctionner en tant qu'éléments du capital

mouvement réel de la production, de la concurrence et du crédit capitalistes - dans la mesure où elle est issue des déterminations de forme du capital qui lui sont inhérentes en tant que capital précisément et non impliquées dans sa seule existence en tant que marchandise et argent » (Marx, *Théories sur la plus-value*, II, 2, p. 286).

5 C'est le mérite de Tougan-Baranowski d'avoir montré l'importance de ces études pour le problème des crises dans ses fameuses *Etudes sur la théorie et l'histoire des crises commerciales en Angleterre*. Ce qui est étonnant, c'est qu'il ait fallu le montrer.

productif, et cela sous leur ancienne forme naturelle ; c'est leur usure, la perte de valeur qu'ils subissent peu à peu pendant leur fonction qui se poursuit pendant une période déterminée, qui réapparaît comme élément de valeur des marchandises produites grâce à eux. Or, l'argent, dans la mesure où il dose la partie de la valeur de la marchandise égale à l'usure du capital fixe, n'est pas de nouveau retransformé en la partie du capital productif, dont il remplace la perte de valeur. Il se dépose à côté du capital productif et se maintient sous sa forme d'argent.

Ce dépôt d'argent se répète jusqu'à ce que la période de reproduction, composée d'un nombre plus ou moins grand d'années, soit écoulée, pendant laquelle l'élément fixe du capital constant continue de fonctionner sous son ancienne forme naturelle dans le processus de production. Dès que l'élément fixe : bâtiments, machines, etc., est épuisé, ne peut fonctionner plus longtemps dans le processus de production, sa valeur existe à côté de lui, entièrement remplacée en argent - la somme des dépôts d'argent, des valeurs qui ont été transférées peu à peu du capital fixe sur les marchandises, à la production desquelles il a contribué, et qui sont passées, par suite de la vente des marchandises, sous la forme d'argent. Celui-ci sert alors à remplacer en nature le capital fixe (ou des éléments de ce dernier, vu que ces différents éléments ont une durée d'existence différente) et à renouveler ainsi vraiment cette partie du capital productif. Cet argent est par conséquent forme d'argent d'une partie de la valeur du capital constant, de sa partie fixe.

Cette constitution de trésor est donc elle-même un élément du processus de reproduction capitaliste, reproduction et accumulation, sous forme d'argent, de la valeur du capital fixe ou de ses différents éléments, jusqu'au moment où il s'est usé et a transféré toute sa valeur dans les marchandises produites et doit maintenant être remplacé en nature. Mais cet argent ne perd que sa forme de trésor et ne revient jouer un rôle actif dans le processus de reproduction du capital réalisé par la circulation qu'après avoir été reconverti en nouveaux éléments du capital fixe destinés à remplacer ceux qui ont disparu. Mais, pour qu'il n'y ait aucun trouble de la simple reproduction, la partie du capital fixe qui s'use chaque année doit être égale à celle qui est à renouveler chaque année.

Considérons par exemple l'échange de $(100 v + 1\ 000 p)$ I contre $2000 c$ II. Dans ces $2\ 000 c$, il y a 200 de capital fixe à remplacer. Il s'échange par conséquent $1\ 800 c$, qui ne sont à transformer qu'en capital constant circulant, contre $1\ 800 (v + p)$. Les 200 restants de I, qui ont la forme naturelle de capital fixe, doivent être tirés également de II. Mais ce n'est possible que si les capitalistes de II ont en réserve les 200 en argent pour acheter 200 de capital fixe de I, car 200 doivent être remplacés en argent par d'autres capitalistes II et maintenus sous forme d'argent en tant qu'usure pour leur capital fixe. Par conséquent, des capitalistes qui, au cours des années précédentes, ont accumulé successivement en argent l'usure de leur capital fixe, le renouvelleront cette année en nature ; ils achètent pour 200 d'argent le reste de I $(v + p) = 200$. I achète pour 200 autres d'argent le reste des moyens de consommation des autres capitalistes II, lesquels de leur côté accumulent cet argent qui représente pour eux l'usure de leur capital fixe. La partie des capitalistes II, par conséquent, qui cette année renouvellent en nature leur capital fixe, fournissent l'argent avec lequel les autres capitalistes II dorment leur partie d'usure et peuvent la garder sous forme d'argent. Il faut admettre par conséquent une proportion constante entre capital fixe usé et capital fixe à renouveler, mais aussi que la proportion entre capital fixe usé (et par conséquent à renouveler) et celui qui continue à fonctionner sous son ancienne forme naturelle reste constante. Car, si le capital fixe usé s'élevait à 300 , le capital circulant aurait diminué ; II c aurait maintenant moins de capital circulant et ne pourrait plus poursuivre la production sur la même échelle. En outre, si le capital fixe s'élevait à 300 , II n'ayant que 300 d'argent à dépenser pour le renouvellement du capital en nature, 100 de capital fixe en I seraient invendables.

Il peut par conséquent y avoir disproportion dans la production de capital fixe et de capital circulant avec un simple maintien du capital fixe, si la proportion du capital fixe qui disparaît chaque année et de celui qui continue à fonctionner se modifie, ce qui se produit toujours, en fait.

De même, on a vu précédemment que pour rendre possible une simple reproduction, certaines conditions de proportion doivent être remplies. I $(v + p)$ devait être égal à II c . Mais cette proportion, par suite de l'anarchie de la société capitaliste, ne peut jamais être maintenue. Pour que la production se poursuive, une certaine mesure de surproduction est nécessaire, afin qu'on puisse toujours satisfaire des besoins apparaissant brusquement ou faire face aux fluctuations constantes de ces besoins. Mais il se produit constamment des perturbations et irrégularités dans le reflux de la valeur du capital en voie de transformation. Pour y parer, les capitalistes doivent toujours disposer, non seulement d'une réserve de marchandises, mais aussi d'une réserve d'argent. Il leur faut donc de l'argent supplémentaire, un capital-argent de réserve, qui doit nécessairement être maintenu sous forme d'argent parce que c'est précisément la transformation du capital-marchandises qui peut être perturbée, et d'autres marchandises tenues à la disposition des capitalistes. Mais c'est seulement sous la forme d'argent que la valeur a celle d'équivalent général, qu'elle peut à tout moment se transformer en n'importe quelle autre marchandise. Ici aussi, la nécessité de l'argent découle de l'anarchie du mode de production capitaliste.

« La forme capitaliste de la reproduction une fois écartée, l'affaire revient à ce que la grandeur de la partie de capital fixe usé et par conséquent à remplacer en nature (ici, celle consacrée à la production des moyens de consommation) change en différentes années successives. La masse de matières premières, produits semi-fabriqués et autres, nécessaire à la production annuelle de moyens de consommation ne diminue pas pour autant ; la production totale des moyens de production devrait par conséquent augmenter dans tel cas, diminuer dans tel autre. On ne peut y parvenir que par une surproduction relative constante : d'une part, une certaine quantité de capital fixe qui produit davantage qu'il n'en faut absolument, d'autre part, une réserve de matières premières, etc., dépassant les besoins immédiats (cela particulièrement pour les produits alimentaires). Une telle sorte de surproduction équivaut au contrôle de la société sur les moyens matériels de sa propre reproduction. Mais, dans la société capitaliste, elle est un élément anarchique⁶. »

Cette surproduction relative doit exister également dans la société capitaliste et elle trouve son expression dans une réserve de marchandises maintenue en permanence pour pallier les perturbations. A cette réserve de marchandises correspond, d'autre part, une réserve de capital-argent à la disposition des capitalistes industriels, qui leur donne la possibilité, au cas où des perturbations se produisent, de se procurer dans la réserve de marchandises les éléments nécessaires à la poursuite de la production. Ce capital-argent de réserve, qui même en temps normal doit être constamment à la disposition des capitalistes en

⁶ Marx, *Le Capital*, II, p. 463.

vue de pallier des perturbations momentanées, ne doit pas être confondu avec le capital-argent nécessaire pour le cas où un arrêt se produit dans l'écoulement des marchandises. Les périodes de prospérité sont, d'une part, celles où la production s'élargit fortement et rapidement et où, d'autre part, un capital-argent de réserve précédent est transformé en capital productif : le capital-argent de réserve diminue et sa diminution signifie la disparition du facteur destiné à pallier les perturbations, ce qui est une des causes de la crise.

D'un autre côté, il faut noter que la nécessité d'une telle surproduction relative n'est pas due à la société capitaliste en tant que telle, mais à la nature même du processus de reproduction, dès que les éléments de production qui apparaissent dans la société capitaliste en tant que capital fixe ont atteint certaines dimensions. Cette « surproduction » nécessaire pour des causes naturelles techniques n'est en réalité qu'une simple constitution de réserves et, en tant que telle, est propre également à une économie réglée pour la satisfaction des besoins et ne doit pas être confondue avec la surproduction générale pendant la crise. Mais, dans la société capitaliste, cette surproduction constitue également un facteur propre, dans certains cas, à aggraver la crise.

LES CONDITIONS D'EQUILIBRE DU PROCES D'ACCUMULATION CAPITALISTE

Si déjà la simple reproduction qui, dans la société capitaliste, où l'accumulation du capital est une nécessité vitale, ne se fait pas en réalité - ce qui n'empêche, bien entendu, qu'au cours du cycle industriel il puisse y avoir une année où la reproduction soit non seulement égale à la précédente, mais même réduite - exige certains rapports de proportions complexes, ceux-ci doivent être plus complexes encore pour que le processus d'accumulation se poursuive sans heurts. Marx établit le schéma suivant :

I. Production des moyens de production :

$$4\ 000\ c + 1\ 000\ v + 1\ 000\ p = 6\ 000.$$

II. Production des moyens de consommation :

$$1\ 500\ c + 750\ v + 750\ p = 3\ 000.$$

Valeur totale de la production sociale = 9 000.

Supposons maintenant que I accumule la moitié de sa plus-value, soit 500, et consomme l'autre moitié en tant que revenu.

Nous avons alors les échanges suivants : 1 000 *v* + 500 *p*, qui sont dépensés en tant que revenu, sont échangés par I contre 1 500 *c* II. Il remplace ainsi son capital constant et fournit à I les moyens de consommation dont il a besoin, échange analogue à celui que nous avons déjà constaté dans l'analyse de la simple reproduction. Sur les 500 *p* I qui restent et doivent être transformés en capital, 400 doivent, avec une même composition organique, être transformés en capital constant et 100 en capital variable. Les 500 existent dans les moyens de production et, sur ces 500, 400 dans ceux dont I a besoin pour augmenter son capital constant. I ajoute par conséquent ces 400 à son capital constant. Le reste, soit 100 *p*, doit être transformé en capital variable, donc en produits alimentaires. Il doit donc être acheté à II et, puisqu'il existe en moyens de production, II doit l'utiliser pour accroître son propre capital constant.

Nous avons alors pour I un capital de 4 400 *c* + 1 100 *v*, soit : 5 500.

II a maintenant pour capital constant 1 600 *c*. Il doit, pour leur utilisation, avancer 50 autres *v* en argent pour l'achat d'une nouvelle force de travail, ce qui fait que son capital variable passe de 750 à 800. Cet accroissement du capital constant comme du capital variable de II de 150 au total est prélevé sur la plus-value, de sorte que sur les 750 *p* II il ne reste plus que 600 *p* comme fonds de consommation des capitalistes II, dont le produit annuel se répartit maintenant comme suit :

II 1 600 *c* + 800 *v* + 600 *p* (fonds de consommation), soit 3 000.

Nous avons alors le schéma suivant :

$$I\ 4\ 400\ c + 1\ 100\ v + 500\ p\ (\text{fonds de consommation}),\ \text{soit}\ 6\ 000$$

$$II\ 1\ 600\ c + 800\ v + 600\ p\ (\text{fonds de consommation}),\ \text{soit}\ 3\ 000$$

Total... 9 000,

comme plus haut.

Le capital se décompose ainsi :

I	$4\,400\ c + 1\,100\ v$ (argent),	soit 5 500
II	$1\,600\ c + 800\ v$ (argent),	soit 2 400
		7 900
Total...		

tandis que la production a commencé avec

I	$4\,000\ c + 1\,000\ v$,	soit 5 000
II	$1\,500\ c + 750\ v$,	soit 2 250
		7 250
Total...		

Nous voyons ici toute une série de nouvelles conditions complexes. D'une part, les 500 p qui doivent être accumulés en I doivent être produits en des moyens de production tels que les quatre cinquièmes d'entre eux soient appropriés au capital constant pour I, un cinquième au capital constant pour II. Ainsi, le degré de l'accumulation en II dépend de l'accumulation en I. En I, la moitié de la plus-value est accumulée, en II, c'est impossible. Par la plus-value de 750, seuls 150, soit le cinquième, sont accumulés, tandis que les quatre autres cinquièmes doivent être consommés.

Considérons maintenant la poursuite de l'accumulation:

Si l'on produit vraiment avec le capital accru nous obtenons à la fin de l'année suivante :

I	$4\,400\ c + 1\,100\ v + 1\,100\ p$,	soit 6 600
II	$1\,600\ c + 800\ v + 800\ p$,	soit 3 200
		9 800
Total...		

Et si l'on continue à accumuler de la même façon, nous obtenons l'année d'après :

I	$4\,800\ c + 1\,210\ v + 1\,210\ p$,	soit 7 260
II	$1\,760\ c + 880\ v + 880\ p$,	soit 3 520
		10 780
Total...		

Dans cet exemple, on supposait que la moitié de la plus-value I accumulée, et $I (v + 1/2 p) = II c$.

$I (v + p)$ doit, s'il est accumulé, être toujours plus grand que $II c$, car une partie de $I p$ ne peut précisément pas être transformée en $II c$, mais doit servir comme moyen de production. Par contre, $I (v + 1/2 p)$ peut être plus grand ou plus petit que $II c$. Il est inutile d'en dire plus pour ce qui nous concerne⁷.

La production accrue exige pour ses échanges une quantité d'or accrue. Celle-ci doit être fournie, avec une vitesse de circulation égale, et abstraction faite du crédit, par la production aurifère. La production capitaliste se heurterait ici à une limite naturelle. Le système du crédit recule considérablement cette limite, mais ne la supprime pas.

Considérons maintenant un moment la condition nécessaire pour que ce processus de circulation qu'implique l'accumulation se poursuive. Nous avons supposé dans notre exemple que 500 p sont accumulés, dont 400 transformés en capital constant. Par quel processus de circulation est-ce possible et avec quel argent I achète-t-il les 400 ?

Considérons d'abord l'accumulation d'un capitaliste isolé. Pour que ce dernier puisse transformer sa plus-value en capital, il faut qu'elle ait atteint, nous l'avons vu une certaine dimension. Pendant un certain nombre d'années, par conséquent, la plus-

⁷ Voir les autres exemples chez Marx, *Le Capital*, II, pp 512 sq.

value qui a été, à la fin de chaque année, transformée en argent, doit être thésaurisée. Tant les capitaux des différentes branches d'industrie que les capitaux individuels à l'intérieur de chacune de ces branches se trouvent à différentes phases du processus de transformation progressive de plus-value en capital. C'est pourquoi il y a constamment une partie des capitalistes qui transforment leur capital-argent potentiel parvenu à la dimension voulue en capital productif, tandis qu'une autre partie est encore occupée à accumuler son capital-argent potentiel. Des capitalistes appartenant à ces deux catégories se font donc face, les uns comme acheteurs, les autres comme vendeurs, chacun dans ce rôle exclusif.

A vend par exemple 600 ($400 c + 100 v + 100 p$) à B (qui peut représenter plus d'un acheteur). Il a vendu 600 de marchandises contre 600 en argent, dont 100 sont de la plus-value qu'il retire de la circulation et thésaurise, mais ces 100 ne sont que la forme d'argent du surproduit, qui était porteur d'une valeur de 100.

La thésaurisation n'est pas une production, donc pas non plus un élément de la production. L'action du capitaliste ici consiste uniquement en ce qu'il retire de la circulation, garde pour lui et s'approprie l'argent obtenu par la vente du surproduit de 100. Cette opération n'a pas lieu seulement du côté de A, mais en de nombreux points de la périphérie de circulation d'autres capitalistes A', A'', A''', qui travaillent tous avec le même zèle à cette sorte de thésaurisation. Ces divers points, où de l'argent est retiré de la circulation et thésaurisé, sont autant d'obstacles à la circulation parce qu'ils immobilisent l'argent et lui enlèvent pour un temps plus ou moins long sa capacité de circulation.

Mais A ne thésaurise que dans la mesure où - en ce qui concerne son surproduit - il intervient seulement comme vendeur et non ensuite comme acheteur. Sa production progressive de surproduit - porteur de sa plus-value dorée - est donc la condition de sa thésaurisation. Bien que, par conséquent, il retire pour sa plus-value de l'argent de la circulation et l'accumule, il introduit par ailleurs dans cette circulation des marchandises sans en retirer pour cela d'autres marchandises, ce qui permet à B, B', B'', etc, d'y introduire à leur tour de l'argent et de n'en retirer dans ce but que des marchandises.

« Comme précédemment en étudiant la simple reproduction, nous trouvons ici de nouveau que l'échange des différents éléments du produit annuel, c'est-à-dire leur circulation (laquelle doit englober également la reproduction du capital, et notamment sa reconstitution en ses différentes formes : capital constant, capital variable, capital fixe et capital-argent circulant), ne suppose nullement un simple achat de marchandise qui se complète par une vente ultérieure, ou une vente qui se complète par un achat ultérieur, de telle sorte qu'il n'y aurait qu'échange de marchandise contre marchandise (*L'argent, par conséquent simple moyen de circulation, serait ainsi relativement superflu.* - R. H.), comme l'admettent les économistes classiques, notamment l'école du libre-échange depuis les physiocrates et Adam Smith (*poussés par des intérêts polémiques à la lutte contre le mercantilisme.* - R. H.). Nous savons que le capital fixe, une fois que le placement en a été fait, n'est pas renouvelé pendant toute la durée de sa fonction, mais continue à fonctionner dans son ancienne forme, tandis que sa valeur se dépose peu à peu en argent⁸. » Ce que l'argent, d'une façon générale, rend ici possible, c'est séparer et rendre ainsi indépendante la circulation de valeur par rapport au caractère permanent de la fonction technique dans le processus de production. Socialement, cette séparation n'est pas possible, et il doit être fourni chaque fois autant de capital fixe qu'il en est usé. Mais, sur le plan individuel, la partie de valeur usée est conservée pendant des années, sous forme d'argent. « Nous avons vu maintenant que le renouvellement périodique du capital fixe II c - laquelle valeur de capital totale II c s'échange en éléments pour la valeur de I ($v + p$) - suppose, d'une part, un simple achat de la partie fixe de II c , qui se reconvertit de sa forme d'argent en sa forme naturelle, et auquel correspond une simple vente de I p , et, d'autre part, une simple vente de la part de II c , vente de la partie de valeur (usée) de son capital fixe, qui se dépose en argent et à laquelle correspond un simple achat de I p . Mais, pour que cet échange s'accomplisse normalement, il faut supposer qu'un seul achat de la part de II c est égal, quant à sa valeur, à la simple vente de la part de II c ... Autrement, la simple reproduction est perturbée ; un simple achat ici doit être couvert par une simple vente ailleurs. De même, il faut supposer que la simple vente de la partie thésaurisée A, A', A'', etc., de I p est en équilibre avec la simple vente de la partie B, B', B'' de I p , qui transforme son argent en éléments du capital productif supplémentaire. Dans la mesure où l'équilibre est établi de telle sorte que l'acheteur apparaît ensuite et pour la même quantité de valeur comme vendeur, et réciproquement, il y a reflux de l'argent du côté de celui qui l'a avancé lors de l'achat, qui a vendu avant d'avoir acheté. Mais le véritable équilibre, en ce qui concerne l'échange même des marchandises, l'échange des différentes parties du produit annuel, est conditionné par la quantité égale de valeur des marchandises qui s'échangent l'une contre l'autre.

« Cependant, dans la mesure où il n'y a que des échanges unilatéraux, simples achats, d'une part, simples ventes, de l'autre - et nous avons vu que l'échange normal du produit annuel sur la base capitaliste conditionne ces métamorphoses unilatérales -, l'équilibre n'existe qu'à la condition que la quantité de valeur des achats unilatéraux et celles des ventes unilatérales se compensent. » Toutefois dans toutes ces transactions unilatérales, l'argent ne fonctionne pas seulement comme simple intermédiaire d'échange de marchandises, mais comme agent initial et final d'un processus où il n'y a d'un côté que la marchandise et de l'autre que la valeur de la marchandise dans sa forme matérialisée, l'argent ; ce dernier est donc nécessaire pour que ces processus unilatéraux puissent s'accomplir.

« Le fait que la production de marchandises est la forme générale de la production capitaliste implique déjà le rôle que joue l'argent, non seulement en tant que moyen de circulation, mais en tant que capital-argent, dans cette production, et crée certaines conditions, propres à ce mode de production, de l'échange normal, par conséquent du cours normal de la production, soit sur une échelle simple soit sur une échelle élargie, qui deviennent autant de conditions du cours anormal, autant de possibilités de crise, du fait que l'équilibre, avec la façon dont se déroule cette production, est lui-même un hasard⁹. »

Les capitalistes A, A', A'' constituent, au moyen de la vente de leur surproduit, le trésor, le capital-argent potentiel supplémentaire. Ce surproduit consiste dans notre cas en moyens de production de moyens de production, qui, entre les mains de B, B', B'', fonctionnent comme tels. C'est seulement dans leurs mains que ce surproduit fonctionne comme capital constant supplémentaire, mais il l'est déjà virtuellement avant d'être vendu, entre les mains des thésauriseurs A, A', A'' I. Si nous considérons seulement la dimension de valeur de la reproduction de la part de I, nous sommes encore dans les limites de la simple reproduction. La différence ne réside que dans les autres valeurs d'usage qui ont été produites. Dans les limites de la même dimension de valeur, on a produit davantage de moyens de production pour moyens de production que de moyens de

⁸ Marx, *Le Capital*, II, p. 495.

⁹ *Ibidem*, p. 496.

production pour moyens de consommation. Une partie de I p , qui a été échangée précédemment dans la simple reproduction contre II c et devait consister par conséquent en moyens de production pour moyens de consommation, consiste maintenant en moyen de production pour moyens de production, afin de pouvoir être incorporée comme telle au capital constant I. Il s'ensuit que - si l'on considère uniquement la dimension de valeur - c'est dans la simple reproduction qu'est produit le substrat matériel de la reproduction élargie.

C'est simplement du surtravail de la classe ouvrière I dépensé directement en production de moyens de production, en création de capital virtuel supplémentaire I.

La formation de capital-argent virtuel supplémentaire par A, A', A'' I - par vente successive de leur plus-value, créée sans aucune dépense d'argent capitaliste - est par conséquent ici la simple forme d'argent de moyens de production supplémentaire I. « Production sur une grande échelle de capital-argent virtuel supplémentaire - en de nombreux points de la périphérie de circulation - n'est donc que le résultat et l'expression de production multiple de capital productif virtuel supplémentaire, dont la formation elle-même ne suppose aucune dépense d'argent supplémentaire de la part des capitalistes industriels¹⁰. »

« La transformation successive de ce travail productif virtuel supplémentaire en capital-argent supplémentaire (trésor) par A, A', A'', I, qui est conditionnée par la vente progressive de leur surproduit - par conséquent, par la vente répétée de marchandises sans achat complémentaire - s'accomplit par le retrait répété d'argent de la circulation et sa thésaurisation correspondante. Cette thésaurisation - excepté là où le producteur d'or est l'acheteur - ne relève en aucune manière de la richesse supplémentaire de métal noble, mais n'est que la fonction modifiée de l'argent jusqu'alors en circulation. Auparavant, il fonctionnait comme moyen de circulation ; maintenant, il fonctionne comme trésor, comme capital-argent virtuellement nouveau en voie de constitution. Formation de capital-argent supplémentaire et masse de métal noble existant dans un pays n'ont l'une vis-à-vis de l'autre aucun rapport de cause à effet.

Il en résulte que plus grand est le capital productif fonctionnant déjà dans un pays (y compris la force de travail qui y est incorporée et qui crée le surproduit), plus est développée la force productrice du travail et par là aussi les moyens techniques d'expansion rapide de la production de moyens de production - et plus grande par conséquent aussi la masse du surproduit tant quant à sa valeur que quant à la masse des valeurs d'usage dans lesquelles il se présente - et plus grands sont :

1) le capital productif supplémentaire virtuel sous la forme de surproduit entre les mains de A, A', A'', etc., et

2) la masse de ce surproduit transformé en argent, par conséquent du capital-argent supplémentaire virtuel entre les mains de A, A', A''. Si donc Fullarton, par exemple, ne veut pas entendre parler de surproduction au sens ordinaire du terme, mais bien de surproduction de capital, notamment de capital-argent, cela prouve de nouveau à quel point même les meilleurs économistes bourgeois ignorent le mécanisme de leur système¹¹. »

« Si le surproduit, directement produit et approprié par les capitalistes A, A', A'' I, est la base réelle de l'accumulation du capital, c'est-à-dire de la reproduction élargie, quoiqu'il ne fonctionne actuellement qu'en cette qualité entre les mains de B, B', B'', etc., I, il est par contre, dans sa transformation en argent - en tant que trésor et simplement argent se constituant peu à peu - absolument improductif ; il accompagne sous cette forme le processus de production, mais n'y participe pas. C'est un poids mort (*dead weight*) de la production capitaliste. Le désir passionné de rendre cette plus-value accumulée peu à peu comme capital-argent virtuel utilisable, tant pour le profit que pour le revenu, trouve dans le système du crédit et dans le « papier » le but de son effort. Le capital-argent obtient ainsi sous une autre forme une influence considérable sur le cours et le développement du système de production capitaliste.

« Le surproduit transformé en capital-argent virtuel sera d'autant plus grand quant à sa masse que sera plus grande la somme totale du capital fonctionnant déjà d'où il provient. Mais, avec l'accroissement absolu des dimensions du capital-argent reproduit chaque année, sa segmentation est aussi plus facile, de sorte qu'il est placé plus rapidement dans une affaire particulière, que ce soit aux mains du même capitaliste ou en d'autres mains (par exemple, des membres de la famille en cas de partage de la succession, etc.). Segmentation de capital-argent signifie ici qu'il est complètement détaché du capital initial pour pouvoir être placé en tant que nouveau capital-argent dans une nouvelle affaire indépendante¹². »

Les vendeurs du surproduit A, A', A'' I l'ont obtenu comme résultat direct du processus de production. Les B, B', B'' doivent l'acquérir, en revanche, au moyen d'une transaction. L'argent nécessaire dans ce but, ils doivent l'avoir obtenu, comme A, A', A'', au moyen de la vente de leurs surproduits respectifs ; ils sont maintenant parvenus au but. Leur capital-argent virtuel, accumulé peu à peu, fonctionne maintenant comme capital-argent supplémentaire.

L'argent nécessaire pour ces transformations du surproduit doit se trouver entre les mains de la classe capitaliste. Dans la simple reproduction, l'argent qui ne servait qu'à être dépensé comme revenu en moyens de consommation revenait aux capitalistes dans les mêmes dimensions ou il avait été avancé pour l'échange de leurs marchandises respectives ; ici, le même argent réapparaît, mais avec une fonction nouvelle. Les A' et les B' I se fournissent tour à tour l'argent nécessaire en vue de la transformation du surproduit en capital-argent virtuel supplémentaire et remettent tour à tour le capital-argent nouvellement constitué, en tant que moyens d'achat, dans la circulation.

La seule condition est ici que la masse d'argent existant dans le pays (la vitesse de circulation, etc., supposée égale) suffise également pour la circulation active ; c'est la même condition qui, nous l'avons vu, est exigée pour la simple circulation de marchandises. Seule la fonction des trésors est ici différente.

Cet exposé schématique est naturellement très simplifié. Il est clair que des rapports de proportionnalité, tels qu'ils doivent régner entre les industries de moyens de production et les industries de moyens de consommation dans leur totalité, doivent exister également pour chaque branche d'industrie à part. Mais ces schémas montrent que, dans la production capitaliste, aussi

10 *Ibidem*, p 499.

11 *Ibidem*, p. 499.

12 *Ibidem*, p. 500.

bien la simple reproduction que la reproduction élargie ne peuvent se poursuivre normalement que si ces proportions sont maintenues. Par contre, une crise peut survenir même dans la simple reproduction en cas de rupture de ces proportions, par exemple entre capital usé et capital à investir à nouveau. Il ne s'ensuit donc absolument pas que la crise doive avoir pour cause la sous-consommation des masses inhérente à la production capitaliste. Une expansion trop rapide de la consommation mènerait à la crise tout aussi bien avec un même niveau qu'avec une diminution de la production des moyens de production. Pas plus qu'il ne ressort de ces schémas la possibilité d'une surproduction générale de marchandises, ils laissent bien plutôt apparaître comme possible en général une expansion de la production avec les forces productives existantes.

CHAPITRE XVII - LES CAUSES DE LA CRISE

Si l'on considère la complexité des rapports de proportionnalité qui doivent être maintenus dans la production pourtant anarchique, on est tenté de se demander qui veille au maintien de ces rapports. Il est clair que c'est la loi des prix qui doit remplir cette fonction, puisque ce sont les prix qui règlent la production capitaliste et que les changements de prix sont déterminants pour l'expansion ou la diminution de la production, l'engagement d'une production nouvelle. Il en découle la nécessité d'une loi de valeur objective comme seul régulateur possible de l'économie capitaliste. La violation de ces proportions doit par conséquent s'expliquer par une perturbation dans les formations de prix telle que ces dernières ne laissent plus reconnaître d'une façon exacte les nécessités de la production. Comme cette perturbation est périodique, il faut montrer que celle qui se produit dans la loi des prix l'est également.

Ce qui intéresse le capitaliste, ce n'est pas le niveau absolu du prix de son produit, mais le rapport entre le prix du marché et le prix de revient, en d'autres termes le taux de son profit. C'est ce taux qui décide en définitive dans quelle branche d'industrie il investit son capital. Si le profit baisse considérablement, il renoncera complètement à de nouveaux investissements - surtout s'il s'agit de placement important de capital fixe, car un capital ainsi placé est fixé pour longtemps, et le prix du capital fixe est déterminant pour le calcul du taux de profit.

Or nous savons que la composition organique du capital change. Pour des raisons d'ordre technique, la part du capital constant croît plus rapidement que celle du capital variable. De même, celle du capital fixe croît plus vite que celle du capital circulant. Mais la diminution relative de la part du capital variable a pour conséquence une baisse du taux de profit. La crise signifie absence de débouchés. Or dans la société capitaliste, absence de débouchés suppose arrêt de nouveaux placements de capital, lequel suppose à son tour baisse du taux de profit. Cette baisse est déterminée par le changement de la composition organique du capital qui s'est produit lors du nouveau placement de ce capital. La crise ne signifie rien d'autre que le moment où intervient cette baisse du taux de profit. Mais la crise est précédée d'une période de prospérité, où les prix et les profits sont élevés. Comment s'accomplit ce tournant mondial capitaliste, ce passage de la joie de l'activité fiévreuse, des profits élevés et de l'accumulation croissante, à la désolation de l'arrêt des débouchés, de la disparition des profits et de l'immobilisation massive du capital ?

Tout cycle industriel commence par une expansion de la production, dont les causes varient dans le détail selon les facteurs historiques concrets, mais se ramènent en général à l'ouverture de nouveaux marchés, à l'apparition de nouvelles branches de production, à l'introduction d'une nouvelle technique, aux besoins croissants par suite de l'accroissement de la population. Une demande accrue apparaît qui entraîne d'abord dans certaines branches de production une hausse des prix et des profits. A la suite de quoi, la production s'élargit dans ces sphères, ce qui a pour résultat une demande accrue dans les sphères qui fournissent les moyens de production pour les branches en question. D'où nouveaux placements de capital fixe, remplacement rapide des vieilles installations périmées au point de vue technique. Le phénomène se généralise, chaque branche d'industrie crée par son extension une demande pour les autres, les sphères de production s'alimentent réciproquement, l'industrie devient pour l'industrie le meilleur client.

Ainsi, le cycle commence avec le renouvellement et l'accroissement du capital fixe qui constituent la base principale de la prospérité, au cours de laquelle les extensions se poursuivent de pair avec les plus grandes tensions des forces productives existantes. « Dans la même mesure, par conséquent, où, avec le développement du mode de production capitaliste, s'accroissent la valeur et la durée du capital fixe accumulé, se développe la durée de l'industrie et du capital industriel dans chaque installation particulière en cycles de plusieurs années, disons de dix en moyenne. Si, d'une part, le développement du capital fixe prolonge cette durée, elle est raccourcie, d'autre part, par la transformation constante des moyens de production, qui de même s'accroît constamment avec le développement du mode de production capitaliste. Avec elle aussi, par conséquent, le changement des moyens de production et la nécessité de leur remplacement constant par suite de leur usure morale longtemps avant qu'ils soient usés matériellement. On peut donc admettre que, pour les branches les plus importantes de la grande industrie, ce cycle de vie est maintenant en moyenne de dix ans. Ce qui importe, ce n'est pas un chiffre déterminé, mais ceci : de ce cycle, s'étendant sur plusieurs années, de transformations liées les unes aux autres, dans lequel le capital est contraint par sa partie fixe, découle une base matérielle des crises périodiques, où l'affaire traverse des périodes successives de tension, de moindre activité, de culbute, de crise. Ce sont certes les périodes où du capital est investi, très différentes les unes des autres. Cependant, la crise constitue le point de départ d'un nouveau placement. C'est par conséquent aussi - si l'on considère l'ensemble de la société - plus ou moins une nouvelle base matérielle pour le prochain cycle de transformation¹. »

Mais la hausse du taux de profit a, au début de la période de prospérité, une autre cause encore que cet accroissement de la demande dont nous venons de parler. En même temps et comme conséquence de l'accroissement de la demande, le temps de transformation du capital diminue. La période de travail se raccourcit, parce que l'introduction d'améliorations techniques permet une fabrication plus rapide du produit, que le nombre des ouvriers auxiliaires dans les mines est réduit au minimum en faveur de l'extraction proprement dite, que les machines, par suite de l'accélération de leur temps et surtout de la prolongation du temps de travail (suppression des pauses, heures supplémentaires, embauchage de nouveaux ouvriers) sont utilisées d'une façon plus intensive, etc. En outre, le temps de circulation diminue ; les débouchés sont faciles ; souvent même le temps de circulation est réduit à zéro, car on travaille sur commande ; pour toute une série de branches d'industrie importantes, les ventes sur les marchés intérieurs augmentent par rapport à celles qui ont lieu sur les marchés extérieurs plus éloignés, ce qui signifie là aussi une diminution du temps de circulation. Tout cela a pour résultat une hausse du taux de profit annuel, étant donné que le capital productif et par conséquent aussi le capital variable qui produit la plus-value se transforment plus rapidement.

La diminution du temps de transformation signifie par ailleurs une diminution relative du capital-argent que doivent avancer les industriels par rapport au capital productif. D'une part, le capital productif existant est mieux utilisé sans dépense supplémentaire de capital-argent ou tout au moins sans dépense supplémentaire correspondante grâce à la réduction de la

¹ Marx, *Le Capital*, II, pp. 164 sq.

période de travail provenant de l'accélération du tempo des machines et d'une façon générale à une utilisation plus intensive des moyens de production existants. Mais, d'autre part, le temps de circulation diminue et, par là, les dimensions du capital que le capitaliste doit conserver à côté du capital fonctionnant vraiment dans la production. Ainsi diminue le capital qui n'est employé qu'à des buts de circulation, par conséquent improductif, par rapport au capital employé dans la production et créateur de profit. La réduction du temps de circulation et la transformation plus rapide diminuent en même temps la partie du capital immobilisé en tant que réserve de marchandises qui n'occasionne que des frais. Ainsi s'élève le taux annuel de la plus-value et du profit et ce dernier plus fortement encore par suite de la diminution du capital employé à des fins de circulation. En même temps s'accroît la masse de la plus-value et, par là, la possibilité de l'accumulation.

Ainsi la prospérité industrielle ne signifie rien d'autre que l'amélioration des conditions de mise en valeur du capital. Mais les mêmes causes qui mènent d'abord à la prospérité incluent en elles des forces qui aggravent peu à peu les conditions de mise en valeur, jusqu'au point où les nouveaux placements de capitaux sont rendus impossibles et où les ventes s'arrêtent complètement.

Si l'accroissement de la demande signifie par exemple dans la première phase du cycle industriel une hausse du taux de profit, celle-ci ne se produit que dans des conditions qui préparent une baisse future de ce même taux d'intérêt. Pendant la période de prospérité, de nouveaux investissements considérables de capitaux ont lieu, qui correspondent à l'état le plus récent de la technique. Mais nous savons que des améliorations de la technique se traduisent par une plus haute composition organique du capital. Celle-ci signifie baisse du taux de profit, aggravation des conditions de mise en valeur du capital, et cela pour deux raisons : d'une part, parce que le capital variable a diminué par rapport au capital global et que par conséquent le même taux de plus-value s'exprime dans un taux de profit plus bas ; de l'autre, parce que plus la part du capital fixe par rapport au capital circulant est grande, plus le temps de transformation du capital s'accroît. Et l'on sait que l'allongement du temps de transformation du capital signifie baisse du taux de profit.

A cela s'ajoutent d'autres causes qui allongent le temps de transformation. A l'apogée de la prospérité, la période de travail peut se prolonger parce qu'il peut y avoir pénurie de forces de travail, particulièrement de travail qualifié, même si l'on ne tient pas compte des luttes pour les salaires qui d'ordinaire, en de telles périodes, sont fréquentes. Des perturbations dans le processus du travail peuvent également se produire du fait de l'utilisation trop intensive du capital constant, par conséquent, d'une accélération trop rapide de la vitesse des machines, qui peuvent également être endommagées par suite de l'embauchage d'ouvriers non exercés ou de négligences dans les réparations et les travaux auxiliaires en vue d'utiliser au maximum la courte durée de la haute tension industrielle, ce qui a pour résultat d'allonger dans la suite le temps de circulation. Les besoins du marché intérieur une fois satisfaits, il faut chercher d'autres marchés extérieurs plus éloignés. L'écoulement des marchandises, leur reconversion en argent, se ralentissent, tous facteurs qui entraînent une baisse du taux de profit dans la seconde phase de la prospérité.

A quoi viennent s'ajouter d'autres facteurs. Pendant la prospérité, la demande de force de travail, dont le prix monte, s'accroît. D'où diminution du taux de la plus-value et du profit. En outre, le taux d'intérêt s'élève peu à peu au-dessus de son niveau normal pour des raisons qu'il faut encore mentionner, ce qui fait baisser en conséquence le bénéfice de l'entrepreneur. Certes, en revanche, le bénéfice du capital bancaire - c'est là un fait qu'on néglige ordinairement - s'accroît. Mais les banques ne sont plus dans cette période en mesure de prêter de l'argent aux industriels pour leur permettre d'élargir la production. D'abord, dans cette période, la spéculation, aussi bien sur les marchandises que sur les valeurs, est à son plus haut niveau, ce qui exige des crédits plus importants. Ensuite, nous le verrons, le crédit de circulation que les industriels s'accordent entre eux ne suffit pas pour satisfaire aux demandes accrues, ce qui oblige ici aussi à avoir recours aux banques. C'est pourquoi elles auront tendance à conserver leur bénéfice sous sa forme liquide d'argent, ce qui empêche sa transformation en capital productif, par conséquent la véritable accumulation et l'élargissement du processus de reproduction. Il en résulte une perturbation du processus de production, du fait que, par suite des entraves apportées à la reconversion du capital-argent que les banques ont acquis grâce à la hausse du taux d'intérêt et maintenu sous forme d'argent, une partie du capital productif destiné à la reproduction élargie reste invendable. Ainsi la diminution du bénéfice de l'entrepreneur signifie pour l'ensemble de la classe capitaliste une aggravation croissante des conditions de mise en valeur du capital, un ralentissement de l'accumulation.

La crise se produit au moment où les tendances à la baisse du taux de profit que nous venons de décrire l'emportent sur celles qui ont amené, par suite de l'accroissement de la demande, une hausse des prix et du profit. Mais, ici, deux questions se posent : d'abord, comment ces tendances qui mettent fin à la prospérité s'imposent dans et par la concurrence capitaliste ; ensuite, pourquoi ce phénomène se réalise d'une façon soudaine et non progressive. Cette dernière question est à vrai dire de moindre importance, car le passage de la prospérité à la dépression est pour le mouvement ondulatoire de la conjoncture l'élément décisif et que la soudaineté de ce changement est d'ordre purement secondaire.

Une chose est claire : si la hausse des prix pendant la période de prospérité était générale, elle resterait purement théorique. Si les prix de toutes les marchandises s'élevaient de 10 ou de 100 %, leur rapport relatif d'échange serait inchangé². La hausse n'aurait aucun effet sur la production ; il n'y aurait aucun, changement dans la répartition du capital entre les différentes branches de production, dans les rapports de proportionnalité. Si la production se poursuivait dans les justes proportions, telles qu'elles ont été schématiquement exposées plus haut, celles-ci ne seraient pas modifiées et par conséquent aucune perturbation ne s'ensuivrait. Mais il en est autrement si dans le caractère même de la hausse des prix, des facteurs apparaissent qui détruisent cette symétrie. Les changements dans la formation du prix pourront entraîner alors des changements dans la proportionnalité des branches de production, étant donné que les changements de prix et de profit exercent une influence déterminante sur la répartition du capital entre les différentes branches de production. Cette possibilité devient réalité quand il apparaît que la hausse des prix doit amener nécessairement une modification des rapports de la répartition du capital. Et, en effet, il existe certains facteurs qui empêchent cette symétrie.

2 Au premier abord, la période de prospérité semble caractérisée par une hausse générale et égale des prix, la période de dépression par une baisse de même nature. C'est la raison pour laquelle on a cherché si longtemps et si opiniâtrement la cause de la crise dans un changement de valeur de l'argent. C'est là que la croyance superstitieuse en la théorie de la quantité trouve son plus ferme appui.

La modification de la composition organique du capital qui entraîne, en dernière instance, la baisse du taux de profit, sera - abstraction faite de révolutions techniques et en ne considérant que la moyenne des changements techniques permanents - d'autant plus grande qu'on emploiera plus de machines, de capital fixe, d'une façon générale. Car, plus sera importante la quantité de machines déjà utilisées, de connaissances scientifiques etc., plus grande la possibilité d'une installation plus rationnelle, d'une technique améliorée, de modes d'expériences plus scientifiques. D'autant plus fortes seront les tendances à une plus haute composition organique. Mais celle-ci n'est que l'expression économique d'une productivité accrue, laquelle signifie de son côté un prix moindre pour la même quantité de marchandises. C'est pourquoi les capitaux nouvellement placés travaillent au début avec un surprofit, ce qui explique qu'ils affluent dans ces placements. Ici apparaît déjà un facteur de trouble : plus est important le surprofit à réaliser dans ces nouvelles sphères de placement, plus les capitaux y affluent. Cela ne change que lorsque les produits de ces sphères arrivent sur le marché et que leur quantité surabondante fait baisser les prix³. Entre-temps, la demande de ces sphères a fait monter également les prix des produits des autres branches d'industrie et entraîné dans ces branches un afflux de capitaux, bien que dans une mesure moins importante, car, du fait que la technique y est moins développée, le surprofit y est moins élevé. Ce qui a de nouveau pour conséquence qu'ici la hausse des prix, du fait que le capital n'a pas augmenté dans la même proportion, est relativement moins forte. Dans la première sphère de production, le surprofit est considérable, dans la seconde il est plus faible ; cela s'équilibre peu à peu par la diminution du surprofit à la suite d'un plus grand afflux de capitaux là et par la hausse des prix à la suite d'un afflux relativement moindre ici.

Avec le développement de la production capitaliste s'accroissent les dimensions du capital fixe, accroissement qui va de pair avec une différenciation croissante des industries en ce qui concerne les dimensions du capital fixe employé. Plus elles sont grandes et plus il faut de temps pour créer de nouvelles installations et plus grande sera aussi la différence du délai pendant lequel, dans les différentes branches d'industrie, la production pourra être élargie. Mais, plus est long le temps nécessaire pour de nouvelles installations, plus l'adaptation aux besoins de la consommation est difficile, plus l'offre est en retard sur la demande, plus les prix montent et plus est générale dans de telles industries la tendance à l'accumulation.

Plus grande est la masse du capital fixe, plus il faut de temps pour procéder aux nouveaux changements et pour que la capacité de production augmente. Mais, jusqu'à ce moment-là, l'offre sera en retard sur la demande. L'augmentation du nombre des hauts fourneaux, l'ouverture de nouvelles mines de charbon, l'installation de nouvelles voies ferrées, exigent un temps plus long que l'augmentation des produits textiles ou de la fabrication de papier. Ainsi, tandis qu'avec le niveau de la composition organique du capital s'accroissent les causes qui doivent amener à la longue une baisse du taux de profit, on assiste dans ces sphères, pendant la période de prospérité, par suite des changements intervenus dans les rapports de concurrence, comme dans celui de l'offre et de la demande, du fait que la première augmente plus rapidement que la seconde, à une hausse des prix plus forte que dans d'autres branches de production. Non seulement le profit ne diminue pas, mais la modification de la composition organique du capital est accompagnée au début d'une hausse des prix et des profits, et les prix, d'une façon générale, auront d'autant plus tendance à monter que cette composition organique se développera. Cependant, le capital afflue dans les sphères de profit élevé. Le capital à accumuler sera donc dirigé de préférence dans ces sphères et cela jusqu'à ce que les nouvelles installations soient terminées et que la concurrence des nouvelles entreprises se fasse sentir. Il y a ainsi la tendance à un excès d'investissement, une sur-accumulation du capital dans les sphères de haute composition organique par rapport à celles où elle est plus basse. Disproportion qui se manifeste quand les produits des premières parviennent sur le marché. Leur écoulement est entravé par le fait que la production dans les secondes ne s'accroît pas au même rythme que dans les premières, mais plus rapidement, et en revanche d'une façon moins intensive. Cela explique pourquoi c'est dans les branches d'industrie les plus développées au point de vue technique que les crises se manifestent le plus fortement ; ainsi, dans les périodes précédentes, d'abord dans l'industrie textile et plus tard seulement dans les industries lourdes. La crise est en général la plus forte là où la transformation du capital est la plus lente et les améliorations techniques les plus importantes, ce qui est le cas là où la composition organique du capital est la plus élevée.

La crise elle-même entraîne d'abord une baisse des prix et des profits au-dessous du niveau normal, c'est-à-dire du coût de production, plus le profit moyen. La production se contracte, les entreprises les plus faibles s'écroulent et seules parviennent à se maintenir celles qui, en dépit de la baisse des prix, réussissent à obtenir le profit moyen. Mais ce dernier a maintenant un niveau différent. Il ne correspond plus à la composition organique du capital au point de départ du cycle industriel, mais à la composition organique nouvelle, plus haute, du capital.

Au contraire, dans les industries où le capital fixe est de dimensions moindres, il y a adaptation plus rapide à la consommation, la baisse des prix est limitée (abstraction faite des fluctuations de prix des matières premières) et l'accumulation moins rapide. C'est une cause supplémentaire de disproportionnalité, de concentration des capitaux à la recherche de placements sur les branches d'industrie où les hausses de prix sont les plus rapides et les plus élevées, et qui explique pourquoi, d'une façon générale, les crises sont d'autant plus fortes que le capital fixe est plus important et dans les branches d'industrie où il l'est le plus.

A quoi il faut ajouter que plus est considérable la masse de capital qu'exige l'état de la technique à un moment donné pour une branche de production donnée, plus est difficile une adaptation quantitative exacte de l'accroissement de la production à la consommation élargie. Il est techniquement irrationnel et par conséquent absurde au point de vue économique d'augmenter la production de l'acier au moyen de l'installation d'une petite aciérie. La technique détermine ici le degré d'augmentation de sa propre autorité sans pouvoir se soucier s'il coïncide ou non avec les besoins de la consommation. Dans les industries lourdes, quand les forces productives existantes sont pleinement utilisées - et les variations dans les possibilités d'utilisation sont un

3 « Indubitablement, le développement économique dans l'industrie minière et métallurgique en Lorraine-Luxembourg a été beaucoup trop rapide et a agi d'autant plus fortement que les nouvelles usines sont entrées en activité avec un certain retard, ce qui a contribué à accroître fortement la demande pendant la période de haute conjoncture. Mais, lorsque les nouvelles usines se mirent à produire, à la fin de l'année 1899 et au printemps de l'année 1900, le point le plus élevé de la conjoncture était déjà dépassé, ce qui fait qu'elles eurent pour résultat d'accroître l'offre... En sortant par conséquent de la catégorie des consommateurs et en apparaissant sur le marché avec leur propre production, ces usines eurent pour effet d'accroître considérablement la capacité de production, ce qui rendait une surproduction inévitable. » *Les Perturbations dans la vie économique allemande au cours des années 1900 et suivantes*, II, « L'Industrie minière et métallurgique », p. 48.

important facteur de compensation des petites fluctuations de la demande -, l'accroissement de la production ne peut se faire que par grandes masses, d'une façon brutale, et non dans les dimensions modestes des périodes du début du capitalisme. Ici aussi, la capacité d'adaptation des industries légères est beaucoup plus grande et par conséquent la hausse des prix dans la période intermédiaire plus faible.

A ces disparités dans la formation des prix qui proviennent de la différence de la composition organique du capital s'en ajoutent d'autres qui découlent de conditions purement naturelles. Nous avons vu qu'une tendance à la suraccumulation existe dans les sphères de haute composition organique. Celles-ci sont, d'une part, de grandes consommatrices de matières premières, mais, d'autre part, fournisseurs de matières premières et de produits semi-fabriqués (fer, charbon, etc.) à d'autres industries. Ici peuvent se produire des perturbations de la proportionnalité :

« On a vu qu'une fois les marchandises transformées en argent, vendues, une certaine partie de cet argent doit être reconvertie en éléments matériels du capital constant et cela dans les proportions exigées par le caractère technique donné de chaque sphère de production. Ici, dans toutes les branches - si l'on fait abstraction du salaire -, l'élément le plus important est la matière première, y compris les matières de remplacement, qui sont importantes notamment dans les branches de production où n'entre aucune matière première proprement dite, comme les mines et l'industrie extractive, d'une façon générale... Si le prix de la matière première augmente, il peut être impossible, une fois ôté le salaire de la valeur marchandise, de la remplacer complètement. C'est pourquoi de vives fluctuations de prix peuvent entraîner des interruptions, des bouleversements et même des catastrophes dans le processus de reproduction. Ce sont surtout des produits agricoles proprement dits, des matières premières provenant de la nature organique, qui sont exposés à de telles fluctuations de valeur par suite de changements survenus dans les résultats de la récolte - ici encore, en faisant abstraction du système du crédit.

« Une autre disproportion, que nous ne mentionnerons que pour mémoire - étant donné que la concurrence comme le système du crédit restent ici encore en dehors de notre étude -, est la suivante. Il est dans la nature des choses que des matières végétales ou animales, dont la croissance et la production sont soumises à certaines lois organiques, liées à des périodes de durée naturelles, ne peuvent être augmentées brusquement dans les mêmes proportions que, par exemple, les machines et autre capital fixe, charbon, minerai, etc., dont l'accroissement peut, dans un pays développé au point, de vue industriel, ne demander qu'un délai très court. C'est pourquoi il est possible et même avec une production capitaliste développée, inévitable, que la production et l'accroissement de la partie du capital constant qui consiste en capital fixe : machines, etc., acquièrent une avance considérable sur la partie de ce capital qui consiste en matières premières organiques, de telle sorte que la demande de ces matières premières s'accroît plus rapidement que leur offre, d'où une augmentation de leur prix...

« Celle-ci a pour conséquence : 1°) que ces matières premières viennent de plus loin, ce qui fait que le prix le plus élevé couvre de plus grands frais de transport ; 2°) que la production s'en accroît, ce qui peut, selon la nature de la chose, mais peut-être seulement un an plus tard, augmenter vraiment la masse des produits, et 3°) qu'on utilise toutes sortes de produits de remplacement jusqu'alors inutilisés, et même les déchets. Quand la hausse des prix commence à exercer une action sensible sur la production et les importations, le moment est la plupart du temps déjà venu où, par suite de la hausse continue du prix de la matière première et de toutes les marchandises où elle entre comme élément, la demande diminue avec comme conséquence une baisse des prix. Abstraction faite des convulsions, que cela provoque par la dépréciation du capital sous différentes formes, d'autres circonstances interviennent, qu'il nous faut mentionner également.

« Mais déjà, d'après ce qui vient d'être dit, une chose est claire : plus la production capitaliste est développée, plus grands par conséquent les moyens d'accroissement soudain et prolongé de la partie du capital constant qui consiste en machines, etc., plus rapide l'accumulation (comme notamment dans les périodes de prospérité), et plus grande la surproduction relative de machines et autre capital fixe, plus fréquente la sous-production relative de matières premières végétales et animales, plus vive la hausse de leurs prix et la réaction qu'elle entraîne, et plus fréquentes les convulsions provoquées par cette violente fluctuation de prix de l'un des principaux éléments du processus de reproduction⁴. »

« Plus, par conséquent, nous étudions de près l'histoire de la production du présent le plus immédiat, d'autant plus régulièrement nous trouvons, notamment dans les principales branches d'industrie, le passage constant d'une cherté relative à la baisse ultérieure qui en découle des matières premières tirées de la nature⁵. »

A ces perturbations s'en ajoutent d'autres qui proviennent de la façon dont le capital fixe est reproduit. Nous avons vu que dans la simple reproduction, le capital fixe usé doit être égal au nouveau capital-argent de réserve. Une certaine réserve de marchandises et un certain capital-argent sont la condition de la reproduction, qui sans cela serait arrêtée sur tel ou tel point. De telles petites compensations sont d'ailleurs facilitées par l'élasticité du capital lui-même qui permet, en forçant la production, en utilisant le travail provenant d'heures supplémentaires, de satisfaire certains besoins pressants. La tension fiévreuse de toutes les possibilités de production diminue aussi bien la réserve de marchandises, d'une part, que celle d'argent, d'autre part (d'une façon relative et absolue), et supprime par là un facteur qui sert en temps normal à compenser les différences. La diminution du capital-argent de réserve devient, dans la phase qui précède la crise, absolue, d'abord parce que c'est à ce moment-là que la demande de capital-argent de la part des capitalistes industriels est la plus forte, ensuite parce que, du fait du ralentissement des reflux et, par là, du crédit de circulation, la demande d'argent en tant que moyen de paiement augmente rapidement. Une nouvelle perturbation dans l'écoulement des marchandises ne peut plus être compensée par l'intervention de capital-argent de réserve et conduit par conséquent à la faillite.

Un autre dérèglement de la proportionnalité peut survenir du fait que le rapport de la production à la consommation s'est modifié. Pendant la période de prospérité, les prix montent, et par là le profit. La hausse des prix des marchandises doit être plus forte que celle des salaires, sinon le profit ne pourrait pas augmenter. Par conséquent, la part de la classe capitaliste sur le produit nouveau s'accroît plus rapidement que celle des ouvriers. La consommation augmente d'une façon absolue, puisque aussi bien les capitalistes que les ouvriers accroissent leur consommation. Plus rapidement encore s'accroît l'accumulation, car

4 Marx, *Le Capital*, I, pp. 94 et 95. Voir également Marx, *Théories sur la plus-value*, II, 2, pp. 289 sq.

5 Marx, *Le Capital*, III, I, p. 98.

c'est précisément maintenant que le stimulant à l'accumulation agit le plus fortement, bien qu'il faille toujours un certain temps jusqu'à ce que la consommation de luxe augmente. Celle-ci est élastique et s'adapte très facilement à la tendance à l'accumulation. Ainsi un déplacement se produit : une partie relativement plus importante du profit sert à l'accumulation, une autre relativement plus petite à la consommation. Mais cela signifie que celle-ci ne suit pas l'accroissement de la production. A quoi s'ajoute encore cette partie restée inchangée de la consommation qui revient aux couches de revenus composées de traitements fixes ou qui ne sont pas directement alimentées par la production dont les fluctuations, par conséquent, ne les touchent que d'une façon indirecte.

Ainsi apparaissent, au cours de la période de conjoncture, des disproportions dues à des perturbations dans la formation des prix. Car tous ces facteurs signifient des déviations des prix du marché par rapport aux coûts de production et ont pour conséquence de gêner la régulation de la production, laquelle dépend, tant dans ses dimensions que dans sa direction, de la formation des prix. Il est clair que ces perturbations doivent amener finalement un arrêt des débouchés. Elles sont accompagnées de phénomènes de crédit qu'il nous faut maintenant analyser.

CHAPITRE XVIII - LES RAPPORTS DE CREDIT AU COURS DE LA CONJONCTURE

Au début de la période de prospérité règne un taux d'intérêt peu élevé, qui ne s'accroît que lentement et progressivement. Le capital de prêt est abondant. L'expansion de la production et par là de la circulation accroît certes la demande de capital de prêt, mais cette demande accrue est facilement satisfaite. Car, premièrement, le capital nécessaire, immobilisé pendant la période de dépression, est disponible, et, deuxièmement, au début de la période de prospérité, le crédit de circulation s'élargit. Le capital-marchandises des industriels et des commerçants, reconverti en capital-argent, a certes augmenté, tant au point de vue de la masse qu'en ce qui concerne le prix des marchandises, mais la quantité accrue de l'argent-crédit fournit les moyens de circulation nécessaires. Non seulement la masse d'argent-crédit augmente, mais son temps de circulation diminue par suite de la transformation plus rapide du capital productif. L'offre accrue de capital de prêt - provoquée par l'augmentation de l'argent-crédit - permet de donner satisfaction à la demande accrue de capital de prêt sans augmentation du taux d'intérêt.

Pendant cette période, l'offre de capital de prêt augmente aussi du fait que, par suite de la diminution du temps de circulation, le capital-argent dont les capitalistes productifs doivent pouvoir disposer pendant tout le temps de circulation de leur capital et dont les dimensions sont déterminées par ce même temps de circulation, ce capital-argent diminue et vient sur le marché en tant que capital de prêt.

Mais, à mesure que se prolonge la période de prospérité, ces conditions se modifient, et la progressivité du changement s'exprime dans la hausse progressive du taux d'intérêt.

Nous avons vu que pendant la période de prospérité, premièrement, le temps de transformation du capital se prolonge, et deuxièmement, la disproportionnalité des branches de production s'accroît. Mais la prolongation du temps de transformation, dont le ralentissement des débouchés, signifie également ralentissement de la vitesse de circulation de l'argent-crédit. Une traite sur trois mois ne peut pas être payée une fois arrivée à l'échéance si la marchandise dont elle représente la forme d'argent n'est payée elle-même qu'au bout de quatre mois. Il faut la prolonger ou la payer en, argent liquide. La prolongation signifie appel de crédit, crédit de capital de la part de la banque, par conséquent demande accrue de crédit bancaire. Cette demande de crédit bancaire sera générale parce que la nécessité d'une telle prolongation ne concerne pas un capitaliste isolé, mais plus ou moins toute la classe des capitalistes productifs. La demande accrue du crédit bancaire, due au fait que le crédit de circulation que les capitalistes s'accordent les uns aux autres ne suffit plus, aussi bien que celles d'argent liquide, agissent dans le sens d'une hausse du taux d'intérêt.

Il en est de même de la disproportionnalité croissante, qui signifie également un arrêt des débouchés. Une marchandise doit être remplacée par une marchandise pour que l'argent-crédit puisse remplir sa fonction, qui est de remplacer l'argent liquide. Si l'échange des marchandises s'arrête, l'argent-crédit ne sera pas remplacé par l'argent liquide. La traite arrivée à échéance ne peut pas être payée parce que la marchandise qu'elle représente n'a pas été vendue. Elle ne peut l'être que par une demande de crédit bancaire, qui remplace maintenant le crédit de circulation. Mais, pour l'industriel, peu importe que le paiement de la traite, en échange de laquelle il a vendu sa marchandise se fasse au moyen du crédit de circulation, donc en dernier lieu par le remplacement de sa marchandise par une autre, ou du crédit bancaire, par conséquent sans que sa marchandise ait été finalement remplacée par une autre. Il devra, certes, payer un intérêt un peu plus élevé, mais, premièrement, il ne sait pas, quelle importance cela a, et, même s'il le savait, cela n'y changerait rien. Les prix et les profits sont encore élevés. Grâce au paiement de sa traite il dispose encore du capital-argent nécessaire pour pouvoir poursuivre la production dans les mêmes dimensions. Que ce capital-argent ne représente plus la forme transformée de son propre capital-marchandises, lequel en réalité n'a pas encore été vendu, il l'ignore. Il ne sait pas qu'il poursuit la production avec un capital-argent supplémentaire que le banquier a mis à sa disposition.

Mais c'est là un fait d'une grande importance. La disproportionnalité à ses débuts doit se manifester dans la formation d'une réserve de marchandises. A un point quelconque du processus de circulation de la marchandise, un arrêt doit se produire. Cette réserve de marchandises exercerait une pression sur le marché si la marchandise devait être vendue pour que la production puisse se poursuivre avec l'argent ainsi obtenu. Cette pression, et par là l'action sur le prix et le profit, est évitée, car les banques ont mis un capital-argent à la disposition des capitalistes productifs. Ainsi le crédit a pour effet de masquer la disproportionnalité à ses débuts. La production se poursuit sans changement, et même dans certaines branches, où les prix sont particulièrement élevés, sur une échelle plus large, parce que l'intervention de capital-argent empêche que les marchandises exercent une pression sur le marché et provoquent des fluctuations de prix. La production semble encore saine, quoique la disproportionnalité des branches de production ait déjà commencé.

Les modifications du taux d'intérêt, qui sont conditionnées par des modifications des rapports de proportion pendant le cours de la conjoncture, influent très fortement sur les fondations d'entreprises, la spéculation sur les

marchandises et sur les valeurs, et par là sur la marche des affaires en Bourse. Au début de la période de prospérité, nous l'avons vu, le taux d'intérêt est faible, ce qui a pour conséquence un cours élevé du capital fictif. Pour cette partie du capital fictif, qui donne un revenu fixe et assuré, comme par exemple les titres d'emprunts d'Etat et des administrations publiques, certaines lettres de change, etc., les cours s'élèvent proportionnellement à la baisse du taux d'intérêt. Pour les actions, cette hausse des cours par suite de la baisse du taux d'intérêt est atténuée par la diminution du dividende et l'insécurité du revenu.

La prospérité supprime cette tendance contraire : les cours des actions montent avec le maintien d'un taux d'intérêt bas, parce que les revenus et leur sécurité augmentent. En même temps s'accroît la spéculation, qui cherche à mettre à profit la hausse des cours, ce qui a pour résultat d'accroître la demande d'actions et d'en accentuer la hausse. D'un autre côté, l'expansion de la production entraîne un accroissement des fondations de sociétés. De nouvelles sociétés par actions sont fondées, et les anciennes augmentent leur capital. Les banques augmentent leurs émissions, car le cours élevé des actions et le taux d'intérêt bas permettent de gros bénéfices d'émission. Les nouvelles actions sont rapidement absorbées par la Bourse et placées dans le public, c'est-à-dire parmi les capitalistes, qui ont à leur disposition un capital de prêt. C'est la période où, les fondations de sociétés sont les plus nombreuses et les bénéfices des banques provenant des émissions les plus considérables. La fluidité de l'argent favorise la spéculation, laquelle, pour ses opérations, doit avoir recours au crédit. Etant donné que l'intérêt est bas, même de petites fluctuations des cours, telles qu'elles se manifestent encore au début de la période de prospérité, peuvent être mises à profit. L'activité boursière est vive, les échanges considérables, avec des fluctuations relativement faibles mais qui se soldent finalement par une élévation du niveau des cours. Cette élévation, qui provient de l'accroissement de la masse des valeurs et la hausse de leurs cours d'une part, l'accroissement des échanges, de l'autre, entraînent des demandes considérables de crédit pour le règlement des cours de compensation, qui nécessite des sommes importantes, et cela d'autant plus que, dans de telles périodes, la spéculation à la hausse l'emporte sur la spéculation à la baisse, que les achats sont plus nombreux que les ventes, et que le bilan à compenser s'accroît. Mais, contrairement à ce qui se passe chez les capitalistes productifs, où la demande croissante est satisfaite par élargissement du crédit de circulation, la demande accrue de crédit de la part de la Bourse ne trouve en face d'elle aucune contrepartie. Il en résulte par conséquent une élévation du taux d'intérêt et un renforcement des tendances provenant de la production vers une hausse de l'intérêt.

Les choses se passent d'une façon analogue dans le domaine de la spéculation sur les marchandises. Celle-ci cherche également à mettre à profit la hausse des prix et à renforcer cette tendance à la hausse. D'une part, des marchandises dont le prix est élevé sur le marché y sont amenées de l'extérieur, ce qui a pour conséquence un accroissement des importations ; et comme chaque importateur ignore ce que font les autres, la possibilité est ainsi donnée que les importations dépassent finalement la demande et que le marché soit encombré. D'autre part, la spéculation sur les marchandises, comme celle sur les valeurs, cherche à maintenir la hausse des prix et si possible à la renforcer. On retient les marchandises le plus longtemps possible pour faire monter les prix c'est le moment où des cartels se forment pour tenter, en créant une disette artificielle de marchandises, de faire monter les prix. Mais, pour pouvoir retenir les marchandises il faut avoir recours au crédit, ce qui a pour résultat de faire monter le taux d'intérêt.

Entre-temps, la prospérité industrielle s'est généralisée et transformée en haute conjoncture. Prix et profits sont au plus haut. Le cours des actions a monté par suite de l'augmentation du revenu. La spéculation, qui, d'une façon générale, a jusqu'ici apporté des bénéfices, s'est constamment étendue. Ces bénéfices de spéculation développent leur force de propagande. La participation du public aux échanges en Bourse s'accroît, permettant ainsi à la spéculation professionnelle d'élargir ses opérations sur le dos du public. Le taux d'intérêt est élevé. Pour que les affaires de spéculation rapportent des bénéfices, il faut que les fluctuations des cours deviennent plus importantes afin que ces bénéfices ne soient pas dévorés par l'intérêt, mais elles seront aussi maintenant plus importantes parce que les nouvelles de l'industrie ne seront plus toujours aussi bonnes et qu'à côté des gains il y aura aussi des pertes, que des arrêts se produiront, que les ventes faibliront par moments et que le crédit commencera à devenir difficile, du fait que les banques vont commencer à se rendre compte qu'il devient dangereux de favoriser la spéculation, d'autant qu'avec la plus forte participation du public augmente le nombre de ceux qui spéculent sans disposer de ressources leur appartenant en propre ou dans une mesure qui dépasse de beaucoup leurs moyens. Des phénomènes analogues se manifestent sur le marché des marchandises.

Mais le taux d'intérêt élevé a tendance à faire baisser les cours. Le moment doit venir où la spéculation, dans son effort pour faire monter les prix, est obligée de s'arrêter. Ce moment vient quand on lui refuse une partie du crédit qu'elle demandait jusqu'ici. Nous avons vu comment, dans la période de prospérité, les capitalistes productifs sont contraints de plus en plus d'avoir recours aux banques. Aux raisons que nous en avons données s'en ajoute maintenant une autre. Le taux d'intérêt est déterminant pour le montant du bénéfice du fondateur. Or, le taux d'intérêt élevé de la période de haute conjoncture a pour effet de diminuer ce bénéfice et réduit par conséquent l'activité d'émission. A cela s'ajoute que la spéculation à ce moment-là est déjà rassasiée et ne supporterait pas un accroissement des titres au cours élevé qu'ils ont atteint, ce qui ferait courir aux banques le risque de ne plus pouvoir placer les nouvelles actions ou de ne pouvoir les placer qu'à des cours relativement bas.

Les besoins de l'industrie sont maintenant satisfaits par les banques elles-mêmes ; elles n'émettent aucune

action, mais accordent des crédits pour lesquels les industriels doivent payer le taux d'intérêt élevé en vigueur. Mais, plus sont considérables les besoins à satisfaire, moins les banques ont d'argent à mettre à la disposition de la spéculation, ce qui oblige celle-ci à se restreindre. D'où diminution de la demande, baisse des cours. Toutefois, comme l'ancien niveau des cours constituait la base du crédit accordé à la spéculation, des suppléments doivent être versés sur les papiers mis en gage, suppléments qu'un grand nombre de spéculateurs, particulièrement dans le public, ne peuvent pas payer. Il en résulte des ventes forcées des valeurs mises en gage, une offre accrue soudaine, qui fait tomber le cours du papier. Cette baisse est renforcée par le tournant que prend la spéculation professionnelle, qui a compris la situation du marché et joue maintenant à la baisse. La baisse des cours signifie une nouvelle restriction du crédit, de nouvelles ventes forcées, la baisse devient chute, c'est la crise boursière, la panique et l'effondrement. Les valeurs connaissent une dépréciation massive et tombent rapidement au-dessous du niveau qui correspond à leurs véritables revenus à taux d'intérêt normal. Ces papiers dépréciés sont maintenant raflés par des gros capitalistes et des banques pour, une fois la panique passée, être revendus à des prix élevés, jusqu'à ce qu'au cours du prochain cycle le processus de l'expropriation d'une partie des spéculateurs et celui de la concentration de la propriété entre les mains de grand capital recommencent ; et ainsi s'accomplit la fonction de la Bourse, qui est de servir d'instrument de la concentration de la propriété au moyen de la concentration du capital fictif.

La crise boursière est donc amenée directement par les changements qui se produisent sur le marché de l'argent et dans les rapports de crédit. Comme son apparition ne dépend que du niveau dit taux d'intérêt, elle peut survenir quelque temps avant la crise générale, industrielle et commerciale. Mais elle n'en est qu'un symptôme, un signe avant-coureur, car les changements sur le marché de l'argent sont conditionnés eux-mêmes par les changements dans la production qui mènent à la crise¹.

Des phénomènes semblables à ceux qui se produisent pour la spéculation sur les valeurs se manifestent en ce qui concerne la spéculation sur les marchandises avec cette seule différence que, conformément à la nature des choses, le lien avec les rapports de production est ici plus étroit. Là aussi la hausse de l'intérêt et la restriction du crédit rendent difficile la retenue de la marchandise et, par là, le maintien des prix. Mais, d'un autre côté, le haut niveau des prix entraîne une tension de la production, un accroissement des importations et une diminution de la consommation, jusqu'à ce que finalement l'effondrement se produise. S'il s'agit d'une marchandise dont le prix influe sur le cours des principales valeurs boursières, comme par exemple le prix du cuivre pour le cours des cuprifères, l'effondrement de la spéculation sur les marchandises peut être en même temps le signe de l'effondrement de la spéculation boursière.

Le changement des conditions du marché financier peut exercer aussi une influence déterminante sur le montant des bénéfices bancaires et la façon dont ils sont acquis. Au début de la période de prospérité, le taux d'intérêt est bas et le bénéfice d'émission élevé. Nous avons vu qu'au cours de la conjoncture ils prennent l'un et l'autre des directions opposées. En outre, pendant toute la durée de la conjoncture, les gains de la banque, provenant des commissions qu'elle prélève en tant que distributrice du crédit de circulation, augmentent, de même que les profits du capital de commerce de l'argent, du fait que les affaires de paiement pour les industries augmentent, et surtout, avec la hausse du taux d'intérêt, la participation du capital bancaire, premièrement, au profit des industriels sur le bénéfice d'entreprise et, deuxièmement, aux bénéfices des spéculateurs au titre des gains différentiels. Plus le taux d'intérêt est élevé, plus augmente la part du capital financier sur les fruits de la haute conjoncture. Ainsi, à mesure que se prolonge la période de prospérité, s'accroît la part du capital-argent sur le profit du capital productif.

Nous avons vu qu'au cours de la période de haute conjoncture il est fait appel de plus en plus au crédit bancaire à partir du moment où le crédit de circulation a atteint sa plus haute limite. On y est contraint parce que l'expansion de la production signifie élargissement de la circulation, laquelle exige des moyens accrus. Il se produit ainsi un épuisement progressif des réserves bancaires, qui oblige finalement à avoir recours à la banque centrale d'émissions. Car le ralentissement des ventes signifie ralentissement de la circulation des traites, par conséquent restriction du crédit de circulation, auquel doit se substituer le crédit bancaire. Mais le processus de disproportionnalité se poursuit avec toutes ses conséquences et son effet sur le crédit bancaire est encore aggravé par les exigences croissantes de la spéculation. Ainsi apparaît une tension du crédit bancaire, jusqu'au point où les banques, pour ne pas épuiser complètement leurs réserves, se voient dans l'impossibilité d'étendre leur crédit. La circulation, qui ne peut plus être élargie par le crédit, exige maintenant de l'argent liquide, qui affluera ainsi plus abondamment dans la circulation et réduira les réserves, ce qui contraindra les banques à réduire d'autant leur crédit. Mais cette restriction signifie pour l'industrie que les perturbations provenant de la disproportionnalité ne peuvent plus être effacées, parce qu'on ne dispose plus du capital-argent nécessaire à cet effet. Il faut vendre à tout prix des marchandises pour obtenir des moyens de paiement qu'on ne peut plus se procurer à l'aide du crédit. D'où baisse des prix. Mais, comme l'ancien niveau des prix était à la base de toutes les opérations de crédit, cette baisse signifie que la traite qui a été tirée sur cette marchandise ne peut plus être payée avec le produit de la

1 Nous ne considérons ici, bien entendu, que la crise boursière qui n'est qu'un aspect de la crise commerciale générale. Les crises boursières et spéculatives peuvent aussi apparaître isolément : ainsi une crise boursière se produit souvent au début de la période de prospérité industrielle, quand la spéculation l'a escomptée trop tôt. Ce fut le cas notamment à Vienne en 1895.

vente de cette même marchandise. Une demande apparaît en vue du paiement au moment même où l'offre diminue. Car le crédit de circulation diminue rapidement, du fait que la baisse des prix déprécie les traites et diminue leurs rentrées. D'un autre côté, le crédit bancaire ne peut pas être élargi, vu que la baisse des prix met en question la solvabilité des industriels. Ainsi la demande de paiement conduit à l'impossibilité de la satisfaire. La compression de crédit s'accroît à l'extrême. Non seulement l'intérêt est monté au plus haut, mais on ne peut plus obtenir de crédit du tout, car l'ébranlement du crédit a pour résultat que tous ceux qui disposent d'argent liquide le gardent pour leurs propres paiements. Il n'y a qu'un moyen d'obtenir des moyens de paiement, c'est de transformer la marchandise en argent. Tous veulent vendre mais, précisément à cause de cela, personne ne peut vendre. Les prix ont beau baisser de plus en plus, les marchandises ne trouvent pas preneur. L'arrêt des ventes est total, mais par là le crédit de circulation est anéanti. Bien que la circulation soit réduite au minimum, la disparition de l'argent-crédit réduit encore plus la masse des moyens de circulation : l'argent liquide doit se substituer à l'argent-crédit ; la demande de moyens de paiement devient une demande effrénée d'argent liquide.

Quelles sont les conséquences qu'entraîne cette demande, cela dépend de la situation concrète. La chute des prix des marchandises réduit dans des proportions considérables la solvabilité des industriels et rend par conséquent douteux le remboursement du crédit bancaire. Si la banque a investi ses fonds dans des industries insolubles, elle sera entraînée dans leur faillite : le crédit dont elle jouissait, soit sous forme de dépôts, soit sous forme de placement de ses propres billets, est soudainement anéanti. Les clients se précipiteront à ses caisses en exigeant le paiement en liquide de leurs dépôts, alors que seuls une petite partie d'entre eux n'ont pas été prêtés. Il sera impossible de les payer, et la panique peut s'étendre aux autres banques et les contraindre les unes après les autres à cesser leurs paiements. C'est la crise bancaire. L'effondrement du système du crédit, le retour au système monétaire, comme dit Marx, ne laisse plus maintenant place qu'à l'argent liquide comme moyen de circulation. Mais la masse d'argent liquide existante est insuffisante pour la circulation, d'autant plus qu'en raison de la panique il se produit une accumulation massive d'argent liquide. Le résultat est l'apparition d'un agio sur cet argent ; sa valeur intrinsèque (même avec la monnaie d'or, comme l'a montré de nouveau la dernière crise américaine) disparaît et le cours de l'argent est déterminé par la valeur de la circulation socialement nécessaire.

Il s'est produit une longue évolution entre les fonctions de l'argent comme moyen de circulation et de paiement et sa fonction comme capital de prêt.

L'argent, dans son apparence brillante d'or, est le premier amour du jeune capitalisme. La théorie mercantiliste est son bréviaire d'amour. C'est une grande et forte passion, illuminée par tout l'éclat du romantisme. Pour la possession de la bien-aimée, il accomplit maintes prouesses, découvre de nouveaux continents, mène des guerres incessantes, instaure l'Etat moderne et anéantit par exaltation romantique la base même de tout romantisme : le Moyen Age. Puis il avance en âge et en raison. L'économie classique lui enseigne le mépris du romantisme et lui inspire le désir de se créer une solide existence familiale dans son propre foyer, la fabrique capitaliste. Il considère avec effroi les folies héroïques de sa jeunesse qui lui faisaient mépriser le bonheur domestique. Ricardo lui montre les désagréments de sa liaison coûteuse avec l'or. Avec lui, il déplore l'improductivité des *high price of bullion*. C'est sur papier, banknote et traite, qu'il écrit maintenant ses lettres d'adieu à la bien-aimée. Certes, il cherche à maintenir certaines prétentions, et l'école de la concurrence exige de ce papier modeste qu'il se conforme aux habitudes de sa brillante devancière. Les besoins du capitalisme qui a pris de l'âge deviennent de plus en plus raffinés. Il a perdu sa jeunesse, la passion onéreuse et épuisante ne lui convient plus, des frissons mystiques montent en lui, seule la foi le rend heureux. John Law annonce le nouvel Evangile : le capitalisme maintenant blasé méprise la chair et se réfugie dans l'esprit. De nouveau, il connaît les plus grandes extases; un vieux désir le reprend; la confiance en la satisfaction par la seule foi a soudain disparu ; il veut ardemment avoir la certitude que sa force s'est conservée. Le crédit s'effondre et l'abandonné revient désespéré à son premier amour, l'or. Secoué par la fièvre, de la crise, aucun sacrifice ne lui est trop grand pour posséder la bien-aimée. Déjà il se croit libéré de son joug, mais voilà qu'il éprouve la plus violente déception et, saisi de panique, reconnaît avec épouvante sa sujétion. Ce sont là crises salutaires. Peu à peu, il apprend à connaître le caractère de celle qu'il craint, mais dont il ne peut se passer. Assurément, il renonce à sa vaine tentative d'abandonner et s'efforce avec plus de zèle que jamais à la garder près de lui et, notamment à entraver son dangereux penchant pour les voyages à l'étranger. Mais, plus il consolide son pouvoir, moins il se laisse prendre maintenant dans ses rets dorés. La bien-aimée autrefois si exigeante se fait modeste et se contente finalement du rôle qui consiste à se tenir en réserve pour le cas où une nouvelle déception l'obligerait à se réfugier auprès d'elle. Même si ses prétentions s'accroissent, même si parfois même elle se refuse tout à fait, cela ne dure jamais longtemps et l'ancienne situation se rétablit. L'or a définitivement perdu son pouvoir exclusif.

La crise monétaire n'apparaît pas comme une nécessité absolue de la crise et peut ne pas se produire. Même pendant la crise, l'échange des marchandises, quoique extrêmement réduit, se poursuit. Dans cette proportion, la circulation peut se poursuivre à l'aide d'argent-crédit. C'est d'autant plus souvent le cas que la crise n'affecte pas avec la même violence toutes les branches de production en même temps. C'est bien plutôt par sa connexion avec la crise bancaire et financière que l'arrêt des ventes atteint son caractère le plus aigu. Mais, si l'argent-crédit nécessaire est mis à disposition, on peut éviter la crise financière, à condition qu'une banque dont le crédit est resté intact accorde aux industriels de l'argent contre certaines garanties. En fait, on a évité des crises financières

chaque fois qu'une telle extension des moyens de circulation a été possible. Ces crises n'ont éclaté que quand les banques dont le crédit était resté intact ont été empêchées de mettre de l'argent-crédit à la disposition des industriels. Ce fut le cas en Angleterre en 1847 et en 1857 ; la crise financière menaçante a été évitée grâce à la suspension du règlement qui réduisait arbitrairement l'émission des billets, par conséquent l'argent-crédit, au niveau de la réserve d'or, plus 14 millions de livres sterling. En Amérique, où la loi interdit d'une façon encore plus insensée la circulation de l'argent-crédit au moment où elle est la plus pressante, la crise de 1907 a atteint sa perfection classique. Si l'on considère ce qui se passe sur le marché national, on s'aperçoit que la diminution de la réserve d'argent liquide n'est pas due seulement aux besoins accrus de la circulation intérieure, mais aussi aux exportations d'or. Nous avons vu que, pour équilibrer la balance mondiale des paiements, l'or joue le rôle de monnaie internationale. Or, il existe certaines tendances qui font que, dans un pays où la conjoncture est au plus haut, l'apparition de la crise a pour résultat d'aggraver au maximum la balance des paiements. Les prix élevés de la haute conjoncture favorisent l'importation des marchandises, qu'ils portent très au-delà des besoins normaux, tandis que les exportations, du fait que la capacité d'absorption du marché intérieur paraît toujours considérable, ne s'accroissent pas dans les mêmes proportions et peuvent même, pour certains produits importants, tels que minerais, charbon, etc., baisser fortement en chiffres absolus.

A quoi il faut ajouter que, dans les pays capitalistes les plus développés, ce qui l'emporte du côté des importations, ce sont les produits naturels, articles de consommation et matières premières, et du côté des exportations les produits manufacturés. Mais les premiers sont beaucoup plus que les seconds objets de spéculation. Cela suffit pour montrer, en dehors de toute autre considération, le rôle beaucoup plus important que jouent le commerce et l'ignorance de la véritable situation du marché. C'est pourquoi l'excès des importations est possible à une plus grande échelle et dans de plus grandes proportions que l'excès contraire, celui des exportations. La balance commerciale, par conséquent la partie la plus importante de la balance des paiements, s'aggrave et exige pour être équilibrée une quantité d'or beaucoup plus grande.

Il en est autrement sur le marché monétaire. On sait que dans le pays où la haute conjoncture est à son apogée, les taux d'intérêt y sont aussi les plus élevés. Par conséquent, un grand nombre de capitaux étrangers y sont investis d'une façon durable ou passagère. La spéculation sur les valeurs, comme celle sur les marchandises, dans la mesure où il s'agit de spéculation boursière, bat son plein et attire aussi du dehors un certain nombre de spéculateurs, ce qui a pour résultat de faire affluer dans le pays, en vue de l'achat de titres, de grosses sommes d'argent. L'évolution concrète de la balance des paiements dépendra à tout moment des conditions de crédit dans les échanges internationaux. L'Angleterre, dont les crises sont toujours précédées de fortes sorties d'or, accorde relativement beaucoup de crédit pour le paiement des marchandises qu'elle exporte et en demande elle-même très peu pour celles qu'elle importe. La disproportion qui, nous l'avons vu, a tendance à se manifester dans la balance commerciale, en est encore aggravée.

Cette aggravation de la balance commerciale peut suffire à elle seule à provoquer des sorties d'or, et toute diminution de la réserve d'or au moment de la haute tension du crédit agit à la manière d'une sonnette d'alarme, fait monter encore plus le taux d'intérêt, ébranle la confiance, restreint avant tout la spéculation et peut donner ainsi le signal de la crise boursière. L'effet de l'aggravation de la balance commerciale peut encore être renforcé par un dérangement de la balance des paiements. La haute conjoncture est un phénomène international, même si elle se manifeste dans les différents pays des degrés et nuances différents par son intensité comme par son déroulement dans le temps. Supposons qu'elle apparaisse d'abord aux Etats-Unis et qu'elle y atteigne son point le plus haut, tandis qu'en Angleterre elle ne fasse encore que s'en approcher. Les taux d'intérêt plus élevés et la spéculation plus intense ont attiré de nombreux capitaux anglais en Amérique. Mais voici qu'en Angleterre également les demandes sur le marché financier se font de plus en plus pressantes ; là aussi le taux d'intérêt augmente et la spéculation se déchaîne. Les capitaux qui avaient été placés sur le marché financier américain en sont retirés et placés en Angleterre juste au moment où la balance commerciale américaine s'est aggravée. Ainsi les sorties d'or augmentent et mènent en Amérique à la restriction du crédit et, par là, au déclenchement de la crise boursière. Celle-ci elle-même, qui précède la crise commerciale, aggrave encore davantage la situation de la balance des paiements. Les capitaux étrangers, qui étaient investis dans la spéculation, sont retirés immédiatement - c'est-à-dire, bien entendu, ceux qui peuvent l'être, qui n'ont pas été fixés dans les valeurs mais ont été employés dans des affaires de report ou d'avances sur gages. Au début de la crise, les spéculateurs étrangers cherchent aussi à se débarrasser des papiers en baisse et à ces ventes viennent s'ajouter les ventes forcées de ceux dont la spéculation à la hausse s'effondre. Dans la mesure où des étrangers y ont participé, la vente des valeurs aggrave la balance des paiements.

Mais d'autres facteurs entrent en jeu qui peuvent amener un tournant. La crise boursière et la crise bancaire qui s'y ajoute peut-être signifient un fort ébranlement du crédit. Le taux d'intérêt monte à une hauteur vertigineuse et entraîne le placement de capital-argent étranger. La dépréciation des valeurs les fait apparaître appréciables aux capitalistes étrangers et les fortes exportations de valeurs améliorent la balance des paiements. En même temps la balance commerciale s'améliore ; l'ébranlement du crédit met fin à la spéculation sur les marchandises. Bientôt il apparaît que le marché intérieur est encombré, les prix tombent, la crise commerciale survient, les importations

s'arrêtent, tandis que les exportations, aussi longtemps que la situation des marchés extérieurs, où la crise n'a pas encore commencé, le permet, sont forcées en vue d'obtenir des moyens de paiement². Les faillites commencent. Mais, dans la mesure où elles frappent ceux qui ont à faire des paiements à des industriels étrangers pour des marchandises importées, la faillite fait un trait sur ces paiements et la balance nationale des comptes en est améliorée³. Ainsi les exportations d'or cessent, selon les circonstances, peu ou longtemps avant le déclenchement de la crise, pour faire place, pendant la crise et après, à la tendance contraire. Le passage des exportations aux importations d'or signifie ainsi dans cette période de la crise le changement de la scène où la crise peut être le plus efficace.

Une sortie d'or plus forte influera toujours sur le taux d'intérêt au moment où, par suite de l'accroissement de la disproportionnalité, le crédit de circulation ne peut être élargi dans la mesure exigée par les besoins de la circulation. Mais cette influence dépendra de la législation en vigueur sur les banques. Ce qui fait qu'une telle législation est erronée est qu'elle empêche l'expansion du crédit de circulation et ne le laisse pas atteindre sa limite rationnelle découlant des seules lois économiques. Cela en mettant arbitrairement le crédit de circulation en rapport avec des grandeurs de valeur avec lesquelles il n'a en réalité, d'après sa nature économique, absolument rien à voir. Nous savons que le billet de banque n'est que la forme nouvelle de la traite et celle-ci qu'une forme d'argent de la valeur marchandise. Or, si l'on met le billet de banque en rapport, non avec les traites, par conséquent en dernière analyse avec les valeurs marchandises en circulation, ce qui se produit par ce qu'on appelle la couverture bancaire des billets, aussi longtemps qu'elle est strictement observée, mais avec la réserve métallique, comme en Angleterre, ou même avec les obligations d'Etat comme aux Etats-Unis, où la démesure a atteint son point culminant et où des dettes sont considérées comme la meilleure garantie pour l'allocation de crédit - démesure qui s'explique par la forme démentielle du capital fictif -, on crée artificiellement des obstacles à l'offre de capital de prêt, qui doivent bien entendu influencer immédiatement sur le taux d'intérêt. En Angleterre, où la quantité de billets en circulation est fixée par la loi et où par conséquent les besoins de la circulation ne sont satisfaits que par de la monnaie métallique (car chaque billet au-dessus de 18,5 millions de livres sterling représente seulement de l'or qui se trouve dans les caves de la banque, et est donc, au point de vue économique, de l'or véritable), chaque sortie d'or un peu forte devient immédiatement un danger pour la circulation. La banque ne peut, dans la même mesure où l'or sort du pays, par exemple pour compenser une importation accrue de céréales par suite de mauvaises récoltes en Angleterre, transformer cette quantité de traites en billets, quoique la situation puisse être encore parfaitement saine et le crédit intact. C'est pourquoi elle est obligée, à chaque sortie d'or, même si elle est sûre que celle-ci ne sera que provisoire, d'élever immédiatement le taux d'intérêt pour protéger sa réserve d'or et rendre ainsi le crédit plus cher, une mesure, soit dit en passant, qui accroît aux dépens du bénéfice de l'entrepreneur celui du capital de prêt, par conséquent aussi le sien propre. Mais, d'un autre côté, la convertibilité des traites en billets de banque, par conséquent en moyens de paiement légal, et sinon, généralement reconnu, devient douteuse. La circulation d'argent-crédit qu'exige la circulation élargie est ainsi artificiellement entravée, quoique rien dans l'état de la production n'en fournisse le moindre motif, et c'est ainsi qu'on peut provoquer artificiellement une interruption complète de la circulation de l'argent-crédit, avec ses conséquences de crise financière et bancaire, pour l'amour d'une fausse théorie, dont l'application dans la pratique n'apporte assurément pas que des avantages théoriques au capital de prêt.

Encore plus folles sont les conditions en Amérique, où l'extension de la circulation des billets n'est possible que par l'augmentation des achats des obligations d'Etat par les banques. Comme leur quantité est limitée, la demande accrue mène à des augmentations extraordinaires des cours, qui font paraître aux banques, elles-mêmes avec un taux d'intérêt élevé, l'émission de billets non rentable. En outre, l'arrêt des achats et par là de l'élargissement de la circulation des billets entraîne des augmentations d'intérêts exorbitantes, qui non seulement procurent aux banques et aux capitalistes bancaires d'énormes profits, mais font d'eux, d'une façon générale, les maîtres du marché de l'argent, et leur permettent d'exercer leur dictature, non seulement sur la spéculation et la Bourse, mais aussi, par l'entremise du système des actions et l'allocation de crédit, sur la production. C'est l'une des raisons pour lesquelles les Bourses américaines ont acquis une importance aussi énorme pour la concentration de la propriété dans les mains de quelques capitalistes financiers. Si cette législation sur les banques était maintenue, l'extinction de leurs dettes d'Etat signifierait pour les Etats-Unis la destruction de leur circulation de billets, une véritable folie, mais qui a pourtant un objectif, car c'est un excellent moyen de procurer de gros bénéfices au capital de prêt, ce qui explique pourquoi elle résiste victorieusement à toutes les tentatives de guérison.

Les restrictions apportées par la législation sur les banques n'ont été dans une certaine mesure supportables que parce que, provoquée par elles, la circulation des billets, précisément en Angleterre et en Amérique, où elles sont les plus fortes et les plus nocives, est restreinte par le développement d'autres formes de circulation d'argent-crédit et que ces clauses légales se sont par conséquent fait un peu moins sentir. Il faut mentionner ici le

2 C'est ainsi que, pendant la dernière crise financière aux Etats-Unis, on força les exportations de coton et de céréales en Europe pour pouvoir se procurer de l'or.

3 Ce qui est naturellement une vieille expérience. Un *continental merchant* anonyme le disait déjà aux membres du fameux *Bullion committee* en 1810. : « Je ne connais en fait que deux moyens pour égaliser un bilan commercial défavorable, ou l'envoi d'or ou la banqueroute » (*Report*, p. 101).

développement des instituts de clearing et du système des chèques. Les instituts de clearing ont pour but de compenser les traites qui, dans la mesure où elles se compensent, remplissent leur fonction d'argent, par conséquent n'ont pas besoin d'être transformées en billets. Il en est de même du chèque. Le chèque est tiré sur le dépôt du tireur. Mais ce dépôt n'existe pas en réalité, car la banque l'a prêté. Quand je paye avec un chèque sur ce dépôt inexistant, c'est comme si je payais avec un bon de caisse qui lui non plus n'a pas de couverture métallique, mais n'a comme base, tout comme les dépôts prêtés, que la garantie de la banque. Du point de vue économique, c'est le même contenu, bien que la forme, que par bonheur les auteurs de la législation sur les banques sont seuls à voir, apparaisse encore si différente. En Angleterre, à ces moyens de restreindre la circulation des billets - et précisément le fait que l'une des formes de l'argent-crédit peut se substituer aux autres prouve qu'elles sont essentiellement égales -, vient s'ajouter la certitude que la fameuse loi sur les banques, à partir du moment où elle risquerait d'être efficace, serait immédiatement suspendue.

Les effets de la législation sur les billets peuvent également affaiblir, et même dans certains cas supprimer complètement, les tendances qui se manifestent dans les changements de la balance des comptes pendant la crise. Nous avons vu que ces changements se déroulent toujours sur une base déterminée par la situation de la balance commerciale. Celle-ci dépend, d'une part, des conditions de production, naturelles, de l'autre, de l'état et de l'ancienneté du développement économique. Un pays de développement économique ancien, avec un développement extrêmement fort, purement industriel, des exportations de moyens de production, et de production insuffisante de matières premières aura une balance commerciale déficitaire. L'Angleterre n'a pu développer si fortement ses exportations de moyens de production qu'en exportant - premier pays de production capitaliste développée - ses moyens de production, non seulement comme marchandises, mais comme capital, c'est-à-dire en les envoyant à l'étranger en tant que propre placement de capital. Ainsi, par exemple, quand elle accorda à l'Amérique du Sud un prêt pour la construction de voies ferrées et quand les Sud-Américains employèrent cet argent à l'achat de machines, de locomotives, etc., importées d'Angleterre. Une telle exportation, qui est en même temps exportation de capital, est indépendante des importations de marchandises qui se font en même temps. S'il s'agissait d'une simple exportation de marchandises, l'Amérique du Sud par exemple pourrait à la longue n'importer d'Angleterre que des moyens de production si elle pouvait les payer avec ses propres marchandises, car l'Amérique n'a pas rassemblé assez d'argent pour pouvoir payer sur ses propres réserves métalliques les moyens de production dans ces proportions. En fait, une grande partie du commerce international est un tel échange de marchandises et s'équilibre aussi dans ces proportions. Mais, par l'exportation de marchandises en tant que capital, l'exportation dans ces proportions est indépendante de la production de marchandises du pays non encore développé et ne trouve ses limites que dans la possibilité de développement capitaliste, d'une part, dans l'accumulation capitaliste, l'excédent de capital productif dans le pays développé, d'autre part. C'est là précisément la raison de la rapidité de l'expansion capitaliste. Ainsi, les pays capitalistes les plus développés accroissent, d'une part, leur production industrielle et, de l'autre, leurs exportations très au-delà des importations en provenance des pays non développés. D'où la balance commerciale déficitaire, qui correspond d'un autre côté à une balance des comptes excédentaire, puisque ces pays reçoivent constamment des paiements, le profit de leur capital exporté.

Selon la forme concrète, quantitative, de la balance commerciale et de la balance des comptes, les tendances qui déterminent les importations et les exportations d'or, exerceront maintenant leurs effets. Si les Etats-Unis n'ont pas connu aussi régulièrement que l'Angleterre, au cours des crises précédentes, des sorties d'or, cela est dû essentiellement à deux facteurs différents. D'abord, ces entraves au développement du crédit de circulation découlent de la législation sur les billets. Comme le taux d'intérêt en Amérique était supérieur au niveau européen du fait de l'étroitesse de son crédit de circulation, l'Amérique attire constamment du capital-argent européen, et la question de savoir si ce capital-argent dans les périodes de haute conjoncture sera ramené en Europe et entraînera des sorties d'or d'Amérique dépendra entièrement de la force de la pression du crédit en Europe.

Mais l'état de la balance commerciale américaine peut amener également des changements. L'Amérique est un pays qui exporte surtout des matières premières. En supposant une bonne récolte, la balance commerciale américaine, précisément pendant la période de haute conjoncture, s'améliore considérablement, car, par exemple, les prix du coton, du cuivre, et éventuellement aussi des céréales, augmenteront, et cette amélioration de la balance commerciale peut affaiblir ou supprimer ou retarder les tendances qui aboutissent à l'écoulement de l'or, et repousser par là aussi éventuellement le déclenchement de la crise, pour laquelle le fait des sorties d'or n'est d'ailleurs pas une condition *sine qua non*.

Soulignons à ce propos que la possibilité qu'ont les banques nationales de se protéger contre les sorties d'or diffère complètement selon les raisons pour lesquelles on demande de l'or dans des buts d'exportation. Si, par exemple, à Berlin, le taux de l'escompte est de 5 %, et à Paris de 3 %, des banquiers français y trouveront un motif de transférer de l'argent de France en Allemagne pour tirer profit du taux d'intérêt plus élevé. Cela peut être également le cas si, par exemple, il règne à Berlin une spéculation boursière plus vive, à laquelle des firmes françaises veulent participer. De tels transferts d'or ne découlent pas d'une nécessité économique pressante ; il s'agit là de mouvements en quelque sorte arbitraires du capital-argent. Ces capitaux pourraient rester en France s'ils se contentaient d'un taux d'intérêt ou d'un bénéfice boursier moindre. C'est pourquoi ces transferts d'or

peuvent être empêchés par des mesures de politique bancaire appropriées. Le plus simple serait de retenir ces capitaux dans le pays en leur accordant un intérêt plus élevé, par exemple en augmentant le taux de l'escompte, ce qui aurait pour résultat d'égaliser les taux d'intérêt. Mais la banque peut aussi empêcher ces transferts en refusant le paiement en or. La Banque austro-hongroise, qui a suspendu les paiements en argent liquide, en a légalement le droit ; la Banque de France, qui peut aussi payer en monnaie d'argent, peut de même refuser le paiement en or, éventuellement en faisant usage du droit qu'elle possède de prélever une prime d'or⁴ en supprimant ainsi l'avantage de la différence d'intérêt et le motif du transfert. Ni la Banque d'Angleterre ni la Reichsbank allemande n'ont de tels moyens à leur disposition, mais du moins cette dernière cherche par une pression indirecte sur les exportateurs d'or à restreindre, en cas de situation financière tendue, leurs opérations, politique qui, si elle se limite à ces cas d'exportation d'or, est pour l'économie nationale absolument rationnelle. Par ailleurs, cette restriction de la liberté de mouvement du capital-argent et des exportations de métal jaune est une des causes qui empêchent l'égalisation internationale des taux d'intérêt nationaux au même niveau.

Mais il en est tout autrement si la demande d'or, par exemple à la Reichsbank allemande, est due au fait que des Allemands ont à payer en Angleterre des marchandises ou des valeurs. Ils commenceront d'abord par acheter des traites en livres sterling à la Bourse de Berlin mais si le cours des traites s'élève au-dessus du pair, ils voudront les payer avec de l'or. Si la Reichsbank refuse de leur en donner, il leur faudra, pour ne pas être déclarés en faillite, se procurer de nouvelles traites en sterling ; cette demande aura pour effet de faire monter le cours des traites au-dessus du pair, ce qui signifie une dépréciation de la devise allemande, dépréciation que la politique bancaire a précisément pour but d'empêcher.

On peut par conséquent empêcher des sorties d'or qui ont pour but de simples opérations financières ; en revanche, il n'est pas possible de s'opposer à celles qui sont nécessaires pour s'acquitter d'obligations découlant du commerce des marchandises ou des valeurs sans déprécier la devise nationale.

4 La Banque de France prélève très souvent, lors des retraits d'argent une prime qui s'élève, en cas de forte demande pour l'étranger jusqu'à 0,8 ou 1 %, et, étant donné que l'étranger ne peut utiliser que de l'or, l'escompteur doit ajouter ce montant au taux d'escompte normal. En général, on peut être sûr qu'en cas de haut taux d'escompte sur l'étranger et taux d'escompte bas à Paris, la prime sera prélevée. Elle accroît l'intérêt, avec un montant de 0,5 % sur une traite à trois mois, de 2 % par an (Voir Sartorius, *op. Cit.*, p. 263).

CHAPITRE XIX - CAPITAL-ARGENT ET CAPITAL PRODUCTIF PENDANT LA DEPRESSION

Si nous considérons les phénomènes d'accumulation après la crise, la première constatation qui s'impose est que la période de reproduction suivante se déroule sur une échelle plus étroite. La production sociale est réduite. Peu importe à ce propos, du fait de la « solidarité des branches de production », que la surproduction se soit manifestée d'abord dans une sphère ou dans l'autre, car la surproduction dans les sphères principales signifie une surproduction générale. Il n'y a par conséquent aucune accumulation productive, aucune reconversion de profit en capital, aucune utilisation accrue de moyens de production. L'accumulation productive a donc disparu. Mais qu'en est-il de l'accumulation individuelle et des différents secteurs industriels ? Certes, la production se poursuit, quoique sur une base plus étroite. De même il est certain que, pour un grand nombre d'entreprise, surtout les mieux outillées dans les différents secteurs, comme ceux qui produisent les moyens de subsistance absolument nécessaire, on obtient du profit. Une partie de ce profit peut être accumulée. Mais le taux de profit a baissé et cette baisse peut avoir aussi pour résultat de diminuer le taux d'accumulation. De même a baissé la masse du profit, ce qui réduit également la possibilité d'accumulation. Enfin, si une partie de la classe capitaliste obtient du profit une autre partie supporte des pertes, qu'il faut couvrir par du capital supplémentaire pour éviter la faillite. Ainsi pendant la dépression, la production véritable n'est pas élargie. Si y a par conséquent accumulation, il ne peut s'agir que d'accumulation sous forme d'argent. D'où provient cet argent ?

Représentons-nous encore une fois le schéma de la reproduction.

I 4 000 c + 1 000 v + 1 000 p , soit 6 000

II 2 000 c + 500 v + 500 p , soit 3 000

Ce serait là la production déjà diminuée par la crise. Cependant, les capitalistes ne produisent pas d'argent, mais des marchandises. Pour qu'ils obtiennent de l'argent, et cela en quantités supérieures à celles dont ils disposent déjà - car, autrement, il n'y aurait pas accumulation d'argent -, il leur faut transformer les marchandises en argent en renonçant à reconvertir l'argent en marchandises. Si II veut, sur ces 500 p , en accumuler, disons 250, il lui faut vendre les produits alimentaires (et cela à d'autres membres de la section II, car les échanges de II p se font à l'intérieur de cette section), sans acheter lui-même leurs marchandises aux autres membres, de cette section. Il reste par conséquent, au sein de la section II, 250 p non vendables. Si les uns réussissent à vendre, les autres restent avec leurs marchandises sur les bras. Il se produit ainsi un autre partage de capital-argent : les vendeurs reçoivent l'argent des acheteurs, mais il ne revient pas à ces derniers, étant donné qu'ils ne peuvent pas vendre leurs 250 p .

Nous obtenons le même résultat si nous supposons que les capitalistes du groupe I accumulent la moitié de leur plus-value. Ils peuvent alors vendre 1 000 v + 500 p , qui ont la forme de moyens de production, à II c . Ces derniers payent pour cela 1 500 en argent. Mais, comme I p n'achète plus 2 000 en produits alimentaires, mais conserve 500 c en argent, II c ne peut plus vendre maintenant que 1 500. Il lui reste par conséquent 500 en produits alimentaires et 500 en argent de moins qui restent accumulés dans les mains de I. Or, si II c n'avance pas 1 000 en argent pour l'achat des moyens de production, mais que I commence le processus, il achètera pour 1 500 en produits alimentaires, avec cet argent II achètera à son tour des moyens de production pour 1 500, ce qui fait que pour I il restera 500 en moyens de production invendables : son espoir d'accumulation ne s'est pas réalisé. II continuera à réduire la production et commencera la reproduction avec 1 500 c en réduisant dans la même proportion son capital variable. Il a possédé 2 000 en argent pour faire l'échange avec I c , mais il n'a utilisé que 1 500, tandis que 500, qui fonctionnaient jusqu'alors en tant que capital-argent, restent immobilisés. A quoi vient s'ajouter la diminution de l'argent avancé en tant que capital variable.

Il apparaît ainsi qu'une simple accumulation d'argent à l'échelle sociale sur la base d'une production réduite ou du moins non élargie est impossible. Il ne peut y avoir qu'une accumulation individuelle, mais cela signifie uniquement que l'accumulation des uns n'est que partage différent du capital-argent des autres, changement qui doit entraîner de nouvelles perturbations de la reproduction. A cela rien n'est changé si nous considérons la classe des producteurs d'or elle-même ; ici assurément une accumulation d'argent est possible, mais elle trouve ses limites dans la grandeur du profit accumulé, obtenu dans cette seule branche de production. Les ventes des autres industries sont réduites du montant de cet argent accumulé, qui est thésaurisé. De quelque façon d'ailleurs qu'on veuille tenir compte de ce facteur, il est au point de vue quantitatif de trop peu d'importance pour qu'on puisse parler d'accumulation générale.

A cette situation le crédit n'apporte aucun changement : 2 000 (p + v) I doivent être vendus en échange des 2 000 c II. Mais une accumulation d'argent signifierait que I vend 2 000, mais qu'il ne rachète que 1 500 à

II. Que ces échanges se fassent à l'aide de crédit ou non, I ne peut accumuler 500 en argent ou en crédit-argent ou en bon sur une production future que si II achète 2 000 à I. Mais il ne peut le faire que s'il paye, soit avec ses propres marchandises, ce qui dans notre hypothèse n'est pas possible, soit à l'aide d'un fonds de réserve d'argent, en quoi I n'accumule que ce que II perd. Il est par conséquent inexact que le capital immobilisé dans la période de dépression consiste en capital-argent accumulé sous forme d'argent ou de crédit. C'est du capital-argent libéré par la diminution de la production, qui a servi jusque-là à réaliser les échanges et est devenu superflu du fait que la production a diminué. Son immobilisation correspond à l'immobilisation du capital de production. Les forces productives, par suite de la diminution de la production, ne sont plus utilisées qu'en partie. Le capital constant nouvellement produit reste immobilisé et ne trouve pas d'emploi dans la production le capital-argent et les possibilités offertes par l'organisation du crédit telle qu'elle existe sont devenus trop grands par rapport aux échanges restreints ; ils restent confinés dans les banques et attendent d'être employés ce qui suppose l'expansion de la production.

C'est du reste une singulière idée, de la part des théoriciens des crises, de considérer précisément cette immobilisation du capital-argent comme le plus fort stimulant à l'accroissement de la reproduction¹. Comme si l'arrêt des machines, avec le risque d'usure matérielle et morale qu'il comporte, la diminution de l'utilisation du capital fixe d'une façon générale, laquelle signifie, non seulement absence de profit, mais perte sèche et continue, ne constituaient pas un motif bien plus fort à l'expansion de la production que la baisse de l'intérêt du capital-argent ! Il ne s'agit pas de savoir si le motif qui pousse à l'accumulation après la crise est renforcé sous l'influence de la fluidité de l'argent, mais si, objectivement, il est possible ou non d'élargir la reproduction. D'ordinaire, on constate après la crise une forte fluidité de l'argent, et malgré cela il faut parfois des années pour que la prospérité revienne².

Il est amusant de constater combien les opinions des économistes bourgeois changent avec chaque nouvelle manifestation de la conjoncture. C'est ainsi que dans les journaux allemands la dernière crise a été expliquée presque exclusivement par l'enchérissement de l'argent ou l'insuffisance de capital-argent. Maintenant que l'on voit qu'en dépit du maintien de la fluidité internationale de l'argent la dépression continue, on découvre peu à peu que la prospérité ne dépend pas exclusivement de la situation du marché monétaire³.

Les conceptions erronées sur les causes de la fluidité de l'argent pendant la dépression et de l'influence qu'elle exerce en vue d'y mettre fin reposent en dernière analyse sur le fait qu'au-delà des questions de forme économique on ne voit pas l'aspect matériel de la production sociale, tel que le montre l'analyse de Marx au tome II du *Capital*. On opère uniquement avec les notions économiques de capital, profit, accumulation, etc., et l'on croit avoir trouvé la solution du problème quand on a montré les rapports quantitatifs sur la base desquels la reproduction simple et la reproduction élargie sont possibles ou des perturbations doivent se produire. On oublie qu'à ces rapports quantitatifs correspondent des rapports qualitatifs, que ce ne sont pas seulement des sommes de valeur qui sont en face les unes des autres et qu'on peut mesurer entre elles, mais aussi des valeurs d'usage d'un genre déterminé qui doivent posséder certaines propriétés dans la production et la consommation ; que, dans l'analyse des processus de reproduction, ce ne sont pas seulement des parties de capital en général qui s'opposent, de telle sorte qu'un trop ou un pas assez de capital industriel peut être « compensé » par une partie correspondante du capital-argent, même pas non plus de capital fixe ou de capital circulant, mais qu'il s'agit de machines, de matières premières, de forces de travail nettement déterminées - techniquement déterminées -, qui doivent exister en tant que valeurs d'usage de ce genre spécifique pour éviter des perturbations⁴.

- 1 A cette tentative même découlant de phénomènes économiques ont succombé non seulement Tougan-Baranowski, mais aussi Otto Bauer dans son pourtant remarquable exposé de la théorie marxienne des crises (*Neue Zeit*, XXIII, I, pp. 133 sq.).
- 2 Ce fut notamment le cas au cours de la période de dépression qui suivit 1890. Toute l'année 1893 fut une année d'offre d'argent extrêmement abondante et de taux d'intérêt bas. A la fin de 1894, le taux de l'escompte bancaire à Londres était de 2 %, le taux d'escompte privé au milieu de mars de 1 %. Au milieu de janvier 1895, ce taux d'escompte privé variait entre 0,50 et 7/8 %. Mais, en dépit de la longue et très forte fluidité de l'argent, la prospérité ne revint qu'au cours de la seconde moitié de l'année 1895.
- 3 D'une façon générale, on constate de nouveau, en liaison avec le déclin des études théoriques, cette mauvaise habitude qui consiste à tirer de quelques observations portant sur un petit nombre d'années des conclusions générales et d'élever les phénomènes d'une phase partielle d'un cycle industriel, et dans le meilleur des cas d'un certain cycle particulier, au niveau des lois générales. D'autres rejettent par contre toute idée de loi générale et se consolent avec la philosophie du « qui vivra verra ». Ils ramènent la science économique à un bavardage de concierge.
- 4 Cette confusion est portée à son comble dans la théorie des crises de Tougan-Baranowski. Ce dernier ne voit que les particularités de forme spécifiques de la production capitaliste et néglige en cela les conditions naturelles communes à toute production quelle que soit sa forme historique, ce qui l'amène à cette conception étrange d'une production qui n'existe que pour la production tandis que la consommation ne lui apparaît que comme un accident gênant. Si c'est déjà là de la folie, elle représente pourtant une méthode, et même une méthode marxiste, car précisément cette analyse de la particularité de forme historique de la production capitaliste est spécifiquement marxiste. C'est du marxisme devenu fou, mais cependant du marxisme, ce qui rend la théorie du Tougan-Baranowski à la fois si étrange et si excitante. Tougan-Baranowski le sent du reste lui-même, s'il ne le sait pas. D'où sa polémique violente contre la « saine raison humaine » de ses contradicteurs.

En réalité, nous trouvons, lors de la crise, d'un côté, du capital industriel immobilisé : bâtiment, machines, etc., de l'autre, du capital-argent inutilisé. La même cause qui immobilise le capital industriel immobilise également le capital-argent. L'argent n'entre pas en circulation, ne fonctionne pas en tant que capital-argent, parce que le capital industriel ne fonctionne pas ; il est inoccupé parce que l'industrie est inoccupée. Le « phénix » n'arrête pas la production parce que le capital (capital-argent) lui fait défaut, ni ne la reprend parce que du capital-argent est mis en abondance à sa disposition. Tout au contraire, l'argent existe en abondance parce que la production est réduite. Le « manque » de capital-argent n'est qu'un symptôme de l'arrêt du processus de circulation par suite de la surproduction déjà existante.

Le crédit, premièrement, remplace l'argent comme moyen de circulation, et, deuxièmement, facilite le transfert d'argent. Mais, théoriquement, on peut en faire abstraction si l'on suppose la quantité métallique nécessaire pour une circulation purement métallique.

L'explication des phénomènes de conjoncture par les changements du taux d'intérêt, au lieu de l'explication des phénomènes qui se produisent sur le marché monétaire par les conditions de la production, est propre à presque tous les théoriciens modernes des crises⁵. Les raisons en sont faciles à déceler. Les phénomènes qui se produisent sur le marché monétaire se manifestent au grand jour, sont discutés quotidiennement dans la presse et exercent une influence déterminante sur la Bourse et la spéculation. En outre, l'offre de capital de prêt apparaît à tout moment en tant que grandeur déterminée et doit d'ailleurs apparaître telle, car autrement on ne comprendrait pas comment la demande et l'offre peuvent déterminer l'intérêt. Que l'offre de capital de prêt dépende, premièrement, de l'état de la production, et deuxièmement, de la proportionnalité des branches de production qui exerce une influence déterminante sur la durée de circulation des marchandises et, par là, sur la rapidité de circulation de l'argent-crédit, on ne le voit pas, de même que d'une façon générale on ne voit pas la différence qui existe entre le crédit de circulation et le crédit de capital (bancaire), d'autant moins que cette différence semble effacée par l'émission de papier-monnaie, et que tout crédit apparaît, avec le développement du système bancaire, comme du crédit bancaire. Mais, si l'on ne voit pas cette différence, alors l'évolution des phénomènes qui se produisent sur le marché monétaire apparaît dans une tout autre lumière ; le rapport de dépendance semble consister maintenant en ceci que l'expansion de la production exige davantage de capital. Capital est plus ou moins confusément identifié avec capital-argent. La production est élargie, la demande de capital-argent s'accroît, le taux d'intérêt augmente. Finalement, il se produit une pénurie de capital-argent, le taux d'intérêt élevé fait disparaître le bénéfice de la production, les nouveaux placements cessent, et la crise s'ouvre. Ensuite, pendant la dépression, du capital-argent est accumulé au lieu de se transformer immédiatement en capital de placement, idée absurde, car des machines, des docks, des voies ferrées ne sont pas produits avec de l'or. Le taux d'intérêt baisse, les capitalistes d'argent, mécontents du taux d'intérêt bas, placent de nouveau leur argent dans la production, et la prospérité revient. Abstraction faite de la confusion barbare qui est à la base de cette conception des économistes, lesquels, parce qu'ils appellent argent machines et force de travail du capital, font se convertir immédiatement un capital, à savoir l'argent, en l'autre, à savoir en machines, etc., et en force de travail ou, comme ils disent encore, le capital de circulation en capital de placement, les partisans de cette « théorie » ne voient pas que, même du point de vue purement comptable, leurs affirmations sont absurdes. Dans les pays capitalistes développés, les variations du taux d'intérêt ne dépassent pas 5 %, si nous considérons les fluctuations des taux d'escompte officiels de 2 à 7 %, à quoi nous ajouterons qu'à notre avis ces fluctuations sont portées par la législation restrictive sur les banques ou les erreurs de la politique d'escompte bien au-delà de la mesure économiquement rationnelle. Maintenant, les producteurs ont recours au capital-argent pour accroître la production ; autrement dit, la valeur prêtée, transformée en capital productif, augmente, donne du profit, dont l'importance dépend, toutes choses étant égales d'ailleurs, des prix. Or, les fluctuations des prix, pendant la période de haute conjoncture, sont autrement importantes que des fluctuations de 5 %. Un simple coup d'œil sur un tableau des prix montre que des fluctuations de 50 et même de 100 % et davantage ne sont pas chose rare. Certes, les profits peuvent ne pas s'accroître dans les mêmes proportions parce que les prix de revient augmentent. Mais, de toute façon, les augmentations du profit des industries pendant la période de haute conjoncture sont incomparablement supérieures à 5 %. Si les profits des industriels ne baissaient pas pour d'autres raisons, un taux d'intérêt de 7 % n'arrêterait vraiment pas l'accumulation. Si, par exemple, le Syndicat de la houille rhénano-westphalien pouvait écouler toute sa production à des prix de haute conjoncture, il n'hésiterait pas à verser un intérêt de 10 % pour le capital emprunté, qui ne représente qu'une partie de son capital, puisque même pour cette partie il obtiendrait encore, une fois payé l'intérêt, un bénéfice d'entrepreneur⁶.

5 Cela ne date pas d'aujourd'hui. « Le caractère superficiel de l'économie politique se manifeste entre autres en ce qu'elle présente l'expansion et la contraction du crédit, simples symptômes des périodes successives du cycle industriel, comme en étant la cause » (Marx, *Le Capital*, I, p. 518).

6 Qu'un intérêt élevé ne suffit pas à provoquer une crise, c'est ce que montre l'exemple suivant. En 1864, la balance des paiements de l'Angleterre était passive. Du fait de la guerre civile en Amérique, les importations de coton s'arrêtèrent, mais en revanche celles provenant des Indes orientales et d'Égypte augmentèrent ce qui accrut les importations en provenance de ces pays, lesquelles passèrent, pour les Indes orientales, de 15 millions de livres en 1860 à 52 millions en 1864 et, pour l'Égypte, de 10 millions de livres à près de 20 millions. La Banque d'Angleterre éleva le taux de l'escompte pour empêcher les sorties de métal. Pendant l'année 1864, ce taux passa de 6 à 9 %. Malgré cela, la crise se réduisit

Cette idée singulière que l'intérêt dévore peu à peu le bénéfice de l'entrepreneur est encore renforcée par la confusion totale qui règne au sujet de notions telles que profit, bénéfice de l'entrepreneur, salaire de surveillance, intérêt, dividende, etc. Avec l'extension des sociétés par actions, cette confusion n'a fait que s'aggraver. Le dividende apparaît comme un intérêt, mais un intérêt singulièrement fluctuant par rapport à l'intérêt de prêt fixé à tout moment. La différence entre capital de prêt et capital productif n'apparaît plus maintenant comme celle existant entre un capital portant intérêt et un capital producteur de profit ; ils apparaissent plutôt l'un et l'autre comme capital portant intérêt. Avec cette seule différence que le capital « fluide » rapporte toujours un intérêt déterminé à tout moment, qui est coté chaque jour en Bourse, tandis que le capital « fixe » rapporte un intérêt que l'on ne connaît que par la déclaration de dividendes. La différence en ce qui concerne la sécurité du revenu est encore expliquée par celle qui existe entre le capital « fluide », c'est-à-dire le capital-argent, et le capital « fixe », c'est-à-dire le capital industriel. Si l'on confond ainsi toutes les différences qualitatives, il n'est pas étonnant qu'on édifie sur les différences quantitatives les conceptions les plus biscornues et qu'on s'imagine avoir trouvé dans les fluctuations de l'intérêt une explication suffisante permettant de faire comprendre le mécanisme du renversement de la conjoncture.

exclusivement au marché financier : sur le marché des marchandises il n'y eut qu'une hausse insignifiante et, « malgré un taux d'escompte qu'on n'avait vu jusqu'alors que pendant une grave pénurie d'argent, le commerce et l'industrie n'ont connu aucune perturbation sensible ». « Malgré la longue disette de coton, le commerce de l'Angleterre pendant tout ce temps ne connut aucune dépression » (Tougan-Baranowski, *op. cit.*, p. 139).

CHAPITRE XX - LES CHANGEMENTS DANS LE CARACTERE DES CRISES. CARTELS ET CRISES

Le développement de la production capitaliste amène aussi certains changements dans la façon dont se manifestent les crises et que nous allons examiner maintenant. En quoi il ne peut s'agir que d'une tentative en vue d'esquisser les grandes lignes générales, laissant aux historiens le soin de montrer en détail, et pour chaque pays séparément, les changements qui se manifestent dans les crises. On ne pourra ici qu'essayer de montrer le général dans le particulier, ce qui est d'autant plus difficile qu'avec le progrès du capitalisme l'enchevêtrement international des phénomènes économiques devient de plus en plus serré et que, par conséquent, lors des crises, les phénomènes d'un pays déterminé, avec toutes ses particularités de développement à la fois au point de vue du temps de la technique et du degré d'organisation, se répercutent sur la crise des autres pays. C'est ainsi que, par exemple, les manifestations de la récente crise européenne de 1907 ne peuvent se comprendre qu'en tant que répercussions de la crise américaine. Le caractère particulier de cette crise, laquelle fit apparaître les manifestations de la crise financière et bancaire sous une forme tellement parfaite qu'elle n'avait pas atteinte depuis longtemps en Europe, eut comme conséquence sur les marchés financiers européens des phénomènes spécifiques qui, en plus d'un détail auraient pu être évités.

D'un autre côté, il est tout aussi impossible de tirer des lois générales concernant le changement des crises de l'histoire des crises dans un seul pays, par exemple l'Angleterre, parce que, précisément la crise est un phénomène du marché mondial - plus elle dure et plus c'est le cas - et que les crises d'un seul pays peuvent connaître, du fait des particularités du développement capitaliste dans ce pays, certaines modifications, qu'il serait faux de vouloir généraliser¹.

Si nous voulons constater par conséquent les changements qui se produisent dans les phénomènes des crises, nous devons pouvoir les fonder théoriquement, pour avoir la certitude qu'il ne s'agit pas de phénomènes particuliers, correspondant à une phase spéciale du capitalisme, au total peut-être fortuits, par conséquent, mais de tendances tenant à l'essence même du développement capitaliste.

Le capitalisme se développe dans une société où la production des marchandises occupe une place encore relativement faible. C'est son extension seulement qui entraîne le développement de la production des marchandises, la création du marché national et du marché international en voie d'élargissement constant. Cet élargissement crée les conditions dans lesquelles des crises peuvent se produire. Aussi longtemps que la production capitaliste se développe au sein d'une économie destinée à la satisfaction des besoins familiaux et dans le cadre d'une production de marchandises artisanale destinée au marché local et non capitaliste, les crises ne pèsent de tout leur poids que sur la superstructure capitaliste. Elles frappent ainsi des branches de production dont les débouchés peuvent être presque complètement fermés, parce que la circulation nécessaire aux échanges organiques de la société est assurée par la production artisanale, et le reste par la production familiale. La crise peut entraîner ici, dans le domaine capitaliste de la production, les plus grandes dévastations, en rendant pour quelque temps les débouchés complètement impossibles, à condition que les causes de cette crise soient par ailleurs assez fortes pour paralyser la production, ce qui, nous le verrons, est souvent le cas.

Avec le développement de la production capitaliste, la production artisanale et celle qui a pour but la satisfaction des besoins familiaux disparaissent de plus en plus. La crise affecte maintenant une production dont l'accroissement est déterminé par la nécessité de couvrir les besoins sociaux beaucoup plus considérables, tant relativement qu'en chiffres absolus. Avec le développement de la production s'accroît aussi cette partie qui doit être poursuivie en toutes circonstances et dont la poursuite empêche l'arrêt complet du processus de production et de circulation. Cela se manifeste en ceci que ce sont les branches d'industrie destinées à la consommation qui sont les moins touchées par la crise et d'autant moins qu'il s'agit de produits de grande nécessité, dont la consommation n'est soumise qu'à de très légères fluctuations.

Des changements dans les phénomènes des crises doivent aussi intervenir du fait des progrès de la concentration capitaliste. Avec les dimensions de l'entreprise individuelle croît sa force de résistance. Plus l'entreprise est petite, plus il est vraisemblable que l'effondrement des prix aura pour conséquence une faillite complète. Le petit entrepreneur perd peut-être tous ses débouchés ; la chute des prix et l'arrêt du travail rendent impossible la conversion de son capital-marchandises en capital-argent. Il ne peut pas s'acquitter de ses dettes, car il ne possède pas de capital de réserve et, surtout en période de crise, n'obtient aucun crédit. La crise mène ainsi à un effondrement en masse des petites entreprises capitalistes, par refus de crédit, à des faillites en série, des cessations de paiements, des krachs bancaires, une panique générale. A quoi il faut ajouter que les

1 Erreur que Tougan-Baranowski, dans les conclusions à sa remarquable histoire des crises en Angleterre, ne semble pas avoir toujours évitée.

différences techniques sont aussi plus grandes. A côté d'entreprises modernes, il y a des entreprises encore partiellement artisanales ou appartenant à l'époque de la manufacture, auxquelles la chute des prix ne permet pas de se maintenir. Mais leur effondrement en masse mène aussi à la ruine des entreprises parfaitement viables au point de vue technique².

Tout autre est la situation de la grande entreprise moderne en face de la crise : sa production est si considérable qu'une partie peut se poursuivre même pendant la crise. Le trust américain de l'acier peut être contraint de réduire sa production de moitié, mais il n'a pas besoin de la réduire au-dessous d'un certain seuil. Avec la concentration des entreprises croissent ainsi les dimensions dans lesquelles la production peut être maintenue.

Le développement de la production capitaliste entraîne par conséquent, d'une façon tant relative qu'absolue, l'accroissement de cette partie de la production qui se poursuit en toutes circonstances. Par là s'accroissent également les dimensions de la circulation des marchandises qui n'est pas affectée par la crise mais aussi le crédit de circulation fondé sur elle. L'effondrement du crédit n'est donc pas aussi complet que dans les crises de la période de début du capitalisme. Toutefois, l'évolution de la crise de crédit, d'une part, vers la crise bancaire, de l'autre, vers la crise financière, est rendue difficile par les changements intervenus dans l'organisation du crédit, d'une part, et les rapports entre le commerce et l'industrie, d'autre part.

La crise du crédit se transforme en crise financière quand l'effondrement du crédit crée une pénurie soudaine de moyens de paiement³. Mais cette pénurie se manifeste d'autant plus difficilement que sont plus

- 2 « La crise de 1857 et plus encore celle de 1873 frappèrent un grand nombre d'entreprises, notamment dans l'industrie métallurgique, qui ne se distinguaient pas beaucoup entre elles du point de vue de la capacité productive ; de nombreuses usines qui du point de vue purement technique, étaient tout à fait viables furent précipitées par là dans l'effondrement général. La crise de 1900 frappa, à côté d'entreprises géantes des industries fondamentales un grand nombre d'entreprises d'organisation périmée selon nos conceptions modernes, que la vague de la haute conjoncture avait portées au sommet. La chute des prix, la baisse de la demande mirent ces usines dans une situation grave, dont il n'était pas question, sinon pour un temps très court, dans les entreprises géantes combinées. Par là, la crise récente a conduit à une concentration industrielle beaucoup plus forte que les précédentes, notamment celle de 1873, qui certes créa un choix, mais, étant donné l'état de la technique, pas un choix tel qu'il en résulta un monopole des entreprises sorties victorieuses de la crise. Un tel monopole ce sont principalement les entreprises géantes de l'industrie métallurgique et de l'industrie de l'électricité, et, à un degré moindre celles de la construction mécanique, des transports, etc., qui l'exercent grâce à leur technique complexe, leur organisation et leur puissance financière. Si cela n'est pas vrai pour certaines branches d'industrie plus « légères » et que pour ces dernières l'effet de la crise n'a pas fondamentalement changé par rapport aux précédentes, on comprend plus facilement que l'évolution récente du système bancaire soit tellement influencée par ces industries » (Jeidels, *op. cit.*, p. 108).
- 3 Cette condition suffit, quelles que soient les causes qui la déterminent. Dans la description du krach boursier d'Amsterdam en 1773, voici ce qu'on dit des conséquences d'une grande banqueroute : « On ne savait jusqu'où elle irait, quelles autres maisons seraient entraînées dans cette faillite. L'insécurité générale chassa le crédit, et en un instant il n'y eut plus d'argent liquide. L'un craignait de voir renvoyer sa traite, d'autres avaient peur de ne rien recevoir des sommes qui leur étaient dues, et tous n'attendaient que l'occasion d'acheter au plus bas prix, chacun craignait de dépenser son argent liquide, et c'est ainsi que la circulation s'arrêta presque complètement » (*La Richesse de la Hollande*, Leipzig, 1778, t. I, pp. 444 sq. Cité par Sartorius von Waltershausen, *op. cit.*, p. 377). Qu'on compare à cela la description suivante de la situation des Bourses allemandes au moment où éclata la guerre de 1870. Le 4 juillet 1870 la Bourse de Berlin avait été d'excellente humeur. Pendant les jours suivants elle devint hésitante, le 8 juillet elle était fortement inquiète, le 11 juillet en pleine panique. Celle-ci dura huit à dix jours, jusqu'à ce que, la confiance revenue, le mouvement de baisse s'arrête ... Comme par enchantement, l'argent avait disparu de la Bourse. Le taux d'escompte à la Banque de Prusse monta jusqu'à 9 %, à Leipzig pour les emprunts sur gages à 10 %, à Lübeck 9 %, à Brême 8 %. Où était donc passé l'argent, qu'on pouvait quelques jours auparavant trouver abondamment à 3 et 3,50 % ? Que l'Etat l'ait absorbé dans des buts de mobilisation était exclu du fait de la décentralisation du système monétaire qui régnait alors en Allemagne et aussi à cause des réserves qui se trouvaient aux mains des banques émettrices d'un grand nombre de petits billets et dans celles des banquiers privés. La plus grande partie de cet argent était, restée dans les coffres où on le tenait enfermé et celui qui pouvait s'en procurer l'ajoutait au reste. C'est ainsi par exemple qu'on rapporte de Munich : « Il y eut un moment où, pour le meilleur papier et contre les meilleures garanties on ne pouvait trouver 500 florins; par contre, même des personnes privées croyaient devoir, au prix des plus grands sacrifices, se constituer une réserve d'argent liquide pour les cas d'extrême urgence. ». A Francfort-sur-le-Main, « les banquiers ne pensaient qu'à faire rentrer leurs avoirs, tandis que le public, de son côté, exigeait le versement immédiat des sommes déposées chez eux. Comme le montrait le gonflement rapide des virements en banque, on s'efforçait des deux côtés de se constituer une forte réserve d'argent liquide pour parer à toute éventualité ».
- Sur l'agio de l'argent liquide, on rapporte ce qui suit de Hanovre : « Chaque banquier, la Banque de Hanovre en tête, ne pensait qu'à soi ... Les bons de caisse et billets des banques privées allemandes étaient proscrits et le brave homme qui désirait des billets courants ou prussiens devait supporter une perte de 5 %, et le paysan voulait s'en défaire à tout prix devait payer 10 % et plus. » Et comme cette situation montre en plus petit tous les traits typiques de la récente crise financière américaine, le remède fut aussi le même : « Dans la période de la pénurie d'argent, au cour la deuxième moitié de juillet, on chercha à se tirer d'affaire par différents moyens. A Brême, le Sénat et la bourgeoisie décidèrent d'attribuer à certaines pièces d'or étrangères le caractère de moyen de paiement légal, ce qui ne servit pas à grand-chose, car cette monnaie, tout comme celle de la Ville, resta enfermée dans les coffres. A Stuttgart, une association de caisse fut créée, qui en circulation des bons de 50 à 500 florins à 3 % d'intérêt, remboursables en six mois. A Munich, la Hypotheken und Wechsel Bank mit en circulation des billets du même genre, à Francfort-sur-le-Main, des banques réputées accordèrent à la banque d'émission locale une garantie collective. Dès que cela fut possible, on

grandes les dimensions de la production qui se maintient en toutes circonstances. Car l'argent-crédit peut continuer à remplir ses fonctions dans la même mesure. Ainsi, plus grandes sont les dimensions des transactions à régler à l'aide du crédit, plus le crédit commercial est remplacé par le crédit bancaire. Car il est plus difficile d'ébranler le crédit bancaire que celui d'un industriel isolé. Mais le facteur déterminant est que la pénurie de moyens de paiement ne se manifeste pas, parce que le développement du crédit réduit même pendant la crise les besoins de moyens de paiement et que, par exemple, le mouvement des chèques et des instituts de clearing se poursuit. Mais ces moyens de paiement peuvent être mis à disposition par les banques d'émission dont le crédit, même pendant la crise, reste intact. Nous avons vu que la circulation des billets est fondée sur la circulation des traites. Celle-ci diminue parce que sa base, la circulation des marchandises, diminue. Mais la circulation des billets diminue plus fortement que cette dernière parce que le crédit commercial est ébranlé. La banque remplace maintenant celui-ci par le sien propre, dans la mesure où la véritable circulation des marchandises le permet. Elle peut, par conséquent, mettre son argent-crédit à disposition pour les véritables besoins de la circulation et satisfaire la demande de moyens de paiement. Mais, par là, elle réduit cette demande de moyens de paiement à ses besoins, véritables nécessaires pour la circulation et empêche cette demande quasi illimitée qui, née de la crainte de ne pas détenir de moyens de paiement même en échange des meilleures garanties, dépasse les besoins véritables et mène à l'accroissement de l'accumulation, par conséquent de nouveau à la diminution des moyens de paiement. Pour que la banque d'émission puisse accomplir cette tâche, il est nécessaire, d'abord, que son crédit soit intact, ce qui, si elle est bien dirigée, est une condition facile à remplir, ensuite que l'émission de billets accrue ne mette pas en danger leur convertibilité. Cette condition est remplie par le soin, dicté à la banque par son propre intérêt, de n'accorder ses billets pendant la crise qu'en échange d'une sécurité absolue, ce qui lui donne la garantie qu'elle n'agit que pour les besoins véritables de la circulation dans les limites données par la crise. Ensuite, que cette convertibilité soit protégée contre des hasards imprévus par une réserve suffisante d'argent liquide, avant tout par de l'or. Mais cette condition est remplie, avec le développement du régime capitaliste, par l'accroissement de la production d'or, l'accumulation de l'or dans les banques et la limitation de la fonction de cet or au rôle de réserve. Par le développement du crédit, l'or est de plus en plus strictement consacré à équilibrer la balance internationale des paiements. Quoique les proportions des paiements internationaux s'accroissent d'une façon colossale, grâce au développement de l'argent-crédit fonctionnant sur la base internationale, le solde à régler en argent liquide ne s'accroît pas dans les mêmes proportions que la réserve d'or accumulée dans les pays de développement capitaliste avancé, ce qui permet aux banques d'émission de satisfaire aux demandes accrues pendant la crise. A condition, bien entendu, qu'elles ne soient pas entravées dans leurs fonctions économiques par les contraintes légales, comme c'est le cas en Angleterre par les « Actes de Peel » et aux Etats-Unis par les prescriptions absurdes de couverture qui y ont provoqué des crises financières au sens le plus typique du terme.

Mais l'absence de la crise financière préserve le crédit d'un effondrement complet et constitue par là un moyen préventif contre le déclenchement de la crise bancaire. La ruée sur les banques ne se produit pas, le retrait des dépôts ne prend pas un caractère dramatique, et les banques, pour peu qu'elles soient solvables, peuvent faire face à leurs obligations. Cependant, dans la mesure où la crise bancaire n'est pas la conséquence de la crise de crédit et de la crise financière, mais provient de l'immobilisation des ressources bancaires et des pertes provenant des allocations de crédit, le développement capitaliste manifeste ici aussi des tendances qui ont pour résultat une atténuation de la crise pour le capital.

Le rôle le plus important revient ici à la concentration bancaire. Elle permet, grâce à l'énorme extension des affaires dans des domaines économiques nationaux comportant des phases différentes de développement capitaliste, une beaucoup plus grande répartition du risque. Mais, ainsi, cette concentration croissante des banques va de pair avec un changement de leur position à l'égard de la spéculation, du commerce et de l'industrie. Avant tout, la concentration des banques signifie un déplacement de force en leur faveur du fait de leur grande puissance financière. Non seulement cette puissance est quantitativement plus considérable que celle des débiteurs de la banque, mais cette supériorité est aussi qualitative, en ce sens que la banque dispose du capital sous sa forme toujours prête à servir, celle d'argent. Cette supériorité empêche qu'une grande banque bien dirigée devienne à ce point dépendante du sort d'une ou plusieurs entreprises où elle aurait placé ses fonds qu'elle soit entraînée dans leur faillite.

Si l'on examine en détail les causes qui empêchent le déclenchement de la crise bancaire, on constate tout d'abord que la spéculation a beaucoup perdu en extension et en importance, aussi bien la spéculation sur les marchandises que celle sur les valeurs. Par spéculation sur les marchandises, nous entendons ici, non seulement la spéculation boursière, mais avant tout celle du commerce des marchandises, la demande de marchandises de la part des commerçants dans l'attente que les prix monteront, et l'accumulation de grands dépôts de marchandises pour faire monter les prix en réduisant l'offre. Cette spéculation recule avec l'élimination du commerce en général, l'accroissement des rapports directs entre producteurs et consommateurs et la transformation des commerçants en

fit venir du métal noble de l'étranger. Les banques et maisons d'importation de Brême furent à la fin de juillet en mesure de disposer de sommes considérables en souverains. Francfort fit venir de l'or de l'Angleterre et de l'argent de Vienne. Ces mesures se révélèrent assez efficaces contre la pénurie d'argent pour les paiements, mais ne suffirent pas à apporter sur le marché des capitaux en quantité suffisante pour pouvoir satisfaire les besoins de l'Etat » (Sartorius, *op.cit.*, pp. 323 sq.).

agents appointés des syndicats et des trusts. Cela empêche jusqu'à un certain point qu'en période de haute conjoncture les prix soient portés d'une façon spéculative très au-dessus du niveau fixé par les producteurs et qu'on fasse croire encore à des ventes abondantes au moment où en réalité elles ont déjà commencé à s'arrêter⁴.

Mais là où le commerce de gros - et il ne s'agit ici que de ce dernier - a réussi à maintenir ses positions en face de l'industrie ou des sections commerciales des grandes banques, il manifeste lui-même une forte concentration et réduit considérablement la participation d'éléments plus faibles ou indépendants. Là où, par contre, en raison de conditions particulières, le commerce des marchandises en Bourse joue encore un rôle spécial, les mouvements de la spéculation sont de plus en plus contrôlés par les banques, auxquelles le développement de l'organisation donne de plus en plus la disposition de tout le capital-argent et qui sont ainsi en mesure de maintenir la spéculation à l'intérieur de certaines limites.

Enfin, ce qui a pour effet de restreindre la spéculation sur les marchandises, c'est le développement des moyens de transport, qui a raccourci les distances séparant du marché les marchandises faisant particulièrement l'objet de la spéculation, ainsi que celui du service d'informations, chargé de fournir à tout moment des renseignements sur l'état du marché. L'accumulation de produits invendables sur des marchés lointains, pendant que sur les lieux de production celle-ci se poursuit à l'ancien rythme ou à un rythme accru, est devenue beaucoup plus difficile. En outre, du fait de la diminution de la part relative des moyens de consommation, la spéculation sur les produits coloniaux qui, dans les crises anglaises d'autrefois, jouait un rôle si néfaste, a perdu beaucoup de son importance grâce à la sécurité et à la régularité des importations, la précision et la rapidité des informations sur l'état du marché. A quoi il faut ajouter que la spéculation sur les marchandises perd de son importance avec les dimensions croissantes que prennent les industries de moyens de production, dont les produits ne sont pas objet de spéculation, parce que destinés à une clientèle spéciale et bien déterminée.

Conjointement agissent les changements intervenus au cours des phénomènes de crise dans l'industrie et le renforcement du contrôle des banques sur l'industrie. Nous avons vu que la concentration croissante des entreprises industrielles renforce leur capacité de résistance quant à la conséquence ultime de la crise, la faillite. Capacité de résistance encore renforcée par la forme d'organisation de la société par actions qui, nous l'avons vu également, accroît considérablement l'influence des banques sur l'industrie. Car la société par actions permet à l'entreprise de poursuivre la production sans profit et même avec pertes, parce que les placements de capitaux sont ici plus faciles que pour l'entreprise individuelle. En outre, il est plus facile à la société par actions d'accumuler des réserves et de se prémunir dans les bonnes années contre les mauvaises. Enfin l'utilisation des ressources et avant tout du capital emprunté est soumis à un contrôle plus facile, donc plus strict. Les banques contrôlent directement les dépenses des sociétés qu'elles soutiennent avec leur crédit. Ce contrôle est appliqué d'autant plus systématiquement que la tendance va vers l'assujettissement des entreprises industrielles aux banques. Celles-ci interdisent l'emploi du crédit à d'autres objectifs que ceux de l'entreprise elle-même. Dans les crises d'autrefois, le fait que les entrepreneurs individuels participaient à des opérations spéculatives en utilisant le capital destiné à l'entreprise, et en faisant marcher celle-ci avec du capital emprunté, jouait un rôle considérable. Aujourd'hui le contrôle de la banque interdit de telles pratiques.

C'est par conséquent une conception erronée de vouloir s'opposer à la pénétration, nécessaire et inévitable, parce que découlant des lois du développement capitaliste, des banques dans l'industrie, comme constituant un danger pour les premières, et de considérer en revanche le système bancaire anglais retardataire, avec sa division du travail en banque de dépôts et banques d'affaires, comme l'idéal qu'il faut atteindre, au besoin par la contrainte légale. Cette conception prend l'apparence de ce système pour la réalité : elle ne voit pas qu'en Angleterre également les banques mettent leurs fonds à la disposition de l'industrie, du commerce et de la spéculation. Que cela se fasse en Angleterre à l'aide d'intermédiaires, en Allemagne, et sous une forme un peu différente aux Etats-Unis, d'une façon directe⁵, s'explique par des causes historiques déterminées. Mais le procédé anglais est arriéré et du reste en voie de disparition, parce qu'il rend difficile le contrôle du capital prêté par les banques et interdit par là même l'extension du crédit bancaire.

Enfin, et ici nous pouvons nous référer à ce qui a été dit dans le chapitre sur la Bourse, la spéculation sur les valeurs joue, en tant que facteur de la crise bancaire, un rôle de plus en plus faible. A mesure que les banques accroissent leur puissance, les mouvements de la spéculation sont contrôlés par celles-ci et non le contraire. Et à mesure que le rôle de la Bourse en général décroît, son importance en tant que facteur d'aggravation de la crise décroît encore plus rapidement.

4 En ce sens, la remarque suivante de Marx s'applique à la situation actuelle : « Avec le système moderne de crédit il (le capital commercial) dispose d'une grande partie du capital-argent global de la société, de sorte qu'il peut renouveler ses achats avant d'avoir vendu ce qu'il a déjà acheté... En dehors de la séparation de M-A et A-M, qui découle de la nature de la marchandise, il est ainsi créé une demande fictive ... D'où ce phénomène, dans les crises, qu'elles ne se manifestent pas en premier lieu dans le commerce de détail, qui a affaire à la consommation directe, mais dans les secteurs du commerce de gros et des banques, qui mettent à la disposition de ce dernier le capital-argent de la société » (*Le Capital*, III, 1, p. 288).

5 A quoi rien n'est changé du fait que se glisse parfois entre la banque et l'entreprise une société de fondation propre, puisque celle-ci dépend directement de la banque.

En même temps que l'influence de la spéculation diminue, on constate un changement dans la psychologie du public capitaliste. Ce changement d'attitude de la part du spéculateur, aussi primitive que soit, en réalité, la psychologie de ce dernier, en dépit des facultés divinatoires et des plans romantiques d'amélioration du monde qu'on lui prête, trouve son explication dans ce lieu commun propre à l'homme capitaliste : l'expérience rend... moins bête. Ces psychoses de masse, telles que la spéculation en provoque au début de l'ère capitaliste, ces temps heureux où chaque spéculateur se sentait comme Dieu le Père, qui tire un monde du néant, semblent passés irrémédiablement. L'escroquerie des tulipes avec son fond idyllique d'amour poétique des fleurs, celle des mers du Sud avec ses visions d'aventures et de découvertes merveilleuses, les projets de Law avec leurs visées de conquête mondiale, font place à la chasse au gain différentiel, qui prend fin avec le krach de 1873. Depuis, la foi en la puissance merveilleuse du crédit et de la Bourse a disparu, le beau culte catholique a, malgré Bontoux, succombé devant la froide réflexion qui ne veut plus croire à l'Immaculée Conception par l'Esprit de la spéculation, mais prend le naturel pour ce qu'il est et laisse la foi aux imbéciles. La Bourse a perdu ses croyants et conservé uniquement ses prêtres, qui font leur affaire de la croyance des autres. Etant donné que la croyance est devenue une affaire, l'affaire de la croyance devient de jour en jour moins rentable. L'aimable et fructueuse folie est passée, les tulipes depuis longtemps fanées, le caféier donne encore un profit commercial, mais plus de véritable bénéfice de spéculation. La prose a tué la poésie du gain.

Les indications ci-dessus font apparaître les causes qui provoquent un changement dans les phénomènes de crises, dans la mesure où elles sont dues au nombre considérable des faillites, à la gravité de la crise boursière, bancaire, monétaire, financière, etc. Elles n'excluent absolument pas l'apparition de telles crises, mais elles expliquent pourquoi elles éclatent plus difficilement. Qu'elles éclatent dépend de la gravité des perturbations et de la soudaineté de leur apparition. Qu'elles soient si graves qu'elles puissent mener à la ruine une des grandes banques d'Allemagne, à direction normale, bien entendu, est une question de fait et non de théorie. Mais toutes ces indications ne concernent pas l'apparition de la crise industrielle elle-même, le passage de la prospérité à la dépression. La question est de savoir si le changement qui s'est produit dans la forme d'organisation de l'industrie, si le monopole, grâce à sa prétendue suppression de la force régulatrice du mécanisme capitaliste, la libre concurrence, peuvent amener des changements d'ordre qualitatif dans les phénomènes de conjoncture.

Nous savons que les cartels peuvent provoquer un changement du niveau des prix. Ils créent un niveau différent du profit dans les branches de production cartellisées et celles qui ne le sont pas. Sur cette base différente se déroulent ensuite les phénomènes de conjoncture, qui connaissent eux-mêmes certaines modifications du fait des cartels. Mais on a attribué et on attribue encore maintenant en partie un autre effet aux cartels. Non seulement ils auraient pour résultat de modifier l'effet des crises, mais ils seraient en mesure de les supprimer complètement, du fait qu'ils règlent la production et peuvent adapter à tout moment l'offre à la demande.

Cette opinion ne tient absolument pas compte de la nature interne des crises. C'est seulement si l'on voit la cause de la crise simplement dans une surproduction de marchandises due à l'ignorance de la situation du marché qu'on peut croire que les cartels peuvent supprimer les crises en restreignant la production.

Que la crise soit identique à la surproduction de marchandises ou qu'elle ait celle-ci pour « cause » paraît comme une certitude irréfutable. Cela semble évident. Les prix sont bas parce que l'offre dépasse la demande, donc parce que, précisément, il y a trop de marchandises, et un simple coup d'œil sur les cours des halles montre que les entrepôts sont bondés, les marchandises invendables et que par conséquent il y a surproduction de marchandises. Mais les cartels sont en mesure de restreindre la production pour toute la branche d'industrie en question : ce que faisait autrefois la loi aveugle des prix, qui amenait toute une série d'entreprises, par la baisse des prix, à la faillite. Cette restriction bénie de la production est assurée maintenant d'une façon plus rapide et moins dramatique par l'intelligence associée des dirigeants cartellisés de la production. Bien plus, comme le cartel peut fixer les prix, veiller à tout moment à accorder l'offre et la demande, qu'il exclut la spéculation, contrôle et surveille le commerce, quand il ne s'en charge pas directement, pourquoi ne lui serait-il pas possible, en adaptant strictement la production aux besoins, de supprimer complètement les crises, d'empêcher rapidement et sans difficulté de petites perturbations de la vie économique ?

Ce serait trop beau. Identifier purement et simplement crise avec surproduction de marchandises, c'est oublier le principal, à savoir le caractère capitaliste de la production. Les produits ne sont pas seulement des marchandises, mais des produits de capital, et la surproduction pendant la crise n'est pas seulement surproduction de marchandises, mais surproduction de capital. Ce qui signifie ceci, que le capital est investi dans la production dans une mesure telle que ses conditions de mise en valeur sont entrées en contradiction avec ses conditions de réalisation, de telle sorte que l'écoulement des produits ne donne plus le profit qui seul rend possible une nouvelle expansion, une nouvelle accumulation. Par conséquent, identifier la crise capitaliste tout simplement avec la surproduction de marchandises, c'est ne voir que la surface des choses. Qu'il ne peut s'agir d'une simple surproduction de marchandises c'est ce qui ressort du fait que, quelque temps après la crise, le marché se révèle capable d'absorber une quantité beaucoup plus grande de marchandises. Chaque nouvelle période de prospérité dépasse considérablement la précédente, quoique ni l'accroissement de la population ni celui du revenu mis à la disposition de la consommation ne puissent expliquer un tel phénomène. Mais il s'agit en réalité de tout autres facteurs que la simple capacité de consommation.

Les perturbations dans le règlement des prix qui mènent finalement aux rapports de disproportionnalité et, par là, à la contradiction entre les conditions de mise en valeur et les conditions de réalisation, ne sont pas atténuées, mais au contraire aggravées par les cartels.

Ces derniers ont pour résultat que la concurrence au sein d'une branche de production déterminée cesse, ou plus exactement, devient latente, que l'effet de la concurrence tendant à la baisse des prix n'agit pas à l'intérieur de ce secteur et en outre que la concurrence des sphères cartellisées sur la base d'un taux de profit plus élevé se poursuit contre les industries non cartellisées. Mais ils ne peuvent rien changer à la concurrence entre les capitaux pour les sphères de placement, aux effets de l'accumulation sur la formation des prix, et par conséquent n'empêchent pas l'apparition de rapports de disproportionnalité.

Nous avons vu que pendant la période de prospérité la concurrence à l'intérieur de la même sphère de production ne fait pas baisser les prix ; la demande dépasse l'offre et, dans ce cas, il y a concurrence entre les acheteurs, non entre les vendeurs.

C'est seulement quand l'offre dépasse la demande qu'il y a concurrence entre les vendeurs et que les prix commencent à baisser. Mais que les cartels suivent la formation des prix et ne la déterminent pas, c'est ce qui ressort du mécanisme même de la production. Supposons que les cartels maintiennent dans la période de prospérité leurs prix bas ; il n'y a pas alors augmentation du profit, pas d'accumulation accrue. Si les prix des industries cartellisées restaient bas, pendant que ceux des industries non cartellisées montaient, le capital quitterait l'industrie cartellisée et il y aurait bientôt surproduction de capital dans les industries non cartellisées, sous-production dans les autres, disproportionnalité très forte qui mènerait à une crise générale car la crise est possible également avec une production non élargie ou même restreinte. En réalité, le cartel aurait été brisé depuis longtemps, car la soif de profit n'aurait pas été satisfaite, mais au contraire aggravée, ce qui aurait fait disparaître la raison d'être du cartel. Le règlement partiel, c'est-à-dire le groupement d'une branche d'industrie en une seule entreprise, reste précisément sans effet sur les rapports de proportionnalité de l'industrie tout entière. L'anarchie de la production n'est pas supprimée par une diminution quantitative des différents éléments avec renforcement simultané de leur efficacité et de leur intensité ; elle ne peut pas être supprimée par termes ou graduellement. Production réglée et production anarchique ne sont pas des oppositions quantitatives, de telle sorte qu'en ajoutant petit à petit toujours plus de « règlement », l'anarchie deviendrait organisation consciente. Qui exerce le contrôle et dirige la production, c'est une question de pouvoir. Un cartel général serait économiquement concevable, qui dirigerait l'ensemble de la production et supprimerait ainsi les crises, bien que ce soit socialement et politiquement une impossibilité, car il se heurterait à l'antagonisme des intérêts, poussé à l'extrême. Mais attendre des cartels individuels une suppression de la crise témoigne seulement de l'incompréhension des causes des crises et du mécanisme du système capitaliste.

Pas plus que les cartels ne peuvent empêcher les crises, ils ne peuvent se soustraire à leurs effets. Certes, si l'on voit dans la crise une simple surproduction de marchandises, le remède est simple. Le cartel restreint la production, réalise par conséquent à une allure accélérée, peut-être même sur une échelle plus vaste, ce que la crise aurait obtenu de son côté en provoquant des faillites et des fermetures d'entreprises ; les conséquences sociales, notamment le chômage et la baisse des salaires, seraient bien entendu les mêmes ; les capitalistes cartellisés pourraient maintenir les prix élevés, puisque l'offre serait fortement réduite, les prix resteraient élevés, mais le profit aurait diminué, parce que les ventes seraient plus faibles et que les coûts de production auraient augmenté ; au bout d'un certain temps, le marché aurait absorbé les produits en excédent et la prospérité pourrait revenir. En fait, ce raisonnement est aussi simple qu'il est faux. Pour que la prospérité puisse renaître, deux conditions sont nécessaires : premièrement, l'établissement de la proportionnalité, deuxièmement, l'élargissement de la production, car cela seul signifie prospérité. Mais la politique de cartel décrite plus haut rendrait précisément plus difficile la réalisation de ces deux conditions. La réduction de la production signifie arrêt de tout nouveau placement de capital, et le maintien des prix élevés aggrave l'effet de la crise pour toutes les industries non cartellisées ou moins fortement cartellisées. Ici le profit diminuera encore plus fortement, ou les pertes seront plus grandes, ce qui aura pour résultat une réduction plus forte encore de la production. Par là, la disproportionnalité s'accroîtra encore davantage ; les ventes de l'industrie cartellisée diminueront encore, et il apparaîtra que, quoique fortement réduite, la surproduction, non seulement se poursuivra, mais ne fera que s'aggraver. Mais une nouvelle réduction de la production signifie une nouvelle immobilisation de capital avec les mêmes frais généraux, donc nouvel accroissement du prix de revient et par conséquent nouvelle diminution du profit, même avec le maintien des prix élevés. Dont le montant attire des *outsiders* : ceux-ci peuvent compter avec des frais de placement et de travail peu élevés, puisque tous les prix ont baissé et c'est pourquoi ils deviennent compétitifs et commencent à concurrencer le cartel. Ce dernier ne peut plus tenir les prix, et cette chute des prix s'étend à l'industrie cartellisée. Les interventions artificielles sont corrigées et la formation des prix obéit aux lois que les cartels s'efforçaient vainement d'exclure pour eux-mêmes⁶. Sur la base de la nouvelle formation des prix, on assiste à une nouvelle répartition du capital entre les

6 Cela est illustré par l'attitude du trust de l'acier, qui, en 1907-1908 réduisit sa production à l'extrême pour pouvoir maintenir ses prix. Un an plus tard, le marché du fer fut dérouté et entraîna dans sa chute tous les autres marchés des métaux.

différentes sphères de production, et peu à peu de nouveaux rapports de proportionnalité s'établissent, la dépression est surmontée. La prospérité peut revenir, dès que des améliorations techniques ou de nouveaux débouchés provoquent une nouvelle demande, laquelle entraîne à son tour de nouveaux placements de capital productif, avant tout de capital fixe.

Les cartels ne suppriment donc pas les effets des crises. Ils les modifient seulement, dans la mesure où ils rejettent tout le poids de la crise sur les industries non cartellisées. La différence du taux de profit dans les industries cartellisées et les autres, qui est en moyenne d'autant plus grande que le cartel est plus solide et son monopole mieux assuré, diminue pendant la période de prospérité et s'accroît pendant la dépression. Le cartel peut également, pendant les premiers temps de la crise et de la dépression, maintenir le profit plus longtemps que les industries libres et aggraver pour celles-ci l'effet de la crise. Ce fait n'est pas sans importance parce que c'est précisément pendant la crise et quelque temps après que la situation des industriels est la plus difficile et leur dépendance la plus menacée. Que précisément pendant cette période la politique du cartel ne leur offre aucun soulagement par la diminution du prix de leurs matières premières, etc., est un facteur important pour l'aggravation de la situation dans les industries non cartellisées et l'accélération de la tendance à la concentration.

CINQUIEME PARTIE
LA POLITIQUE ECONOMIQUE DU CAPITAL FINANCIER

CHAPITRE XXI - LE CHANGEMENT DANS LA POLITIQUE COMMERCIALE

Le capital financier signifie en fait l'unification du capital. Les secteurs, autrefois distincts, du capital industriel, commercial et bancaire, sont désormais sous le contrôle de la haute finance, où les magnats de l'industrie et des banques sont étroitement associés. Association elle-même fondée sur la suppression de la libre concurrence des capitalistes entre eux par les grandes unions à caractère de monopole, qui a naturellement pour conséquence de changer les rapports de la classe capitaliste avec le pouvoir d'Etat.

La conception bourgeoise de l'Etat se forme dans la lutte contre la politique mercantiliste et le pouvoir centralisé et privilégié de l'Etat. Elle représente les intérêts de la manufacture et de la fabrique capitalistes à leurs débuts, opposés aux privilèges et monopoles des grandes compagnies commerciales et coloniales, d'une part, de l'industrie artisanale fermée à la manière des corporations, d'autre part. La lutte contre l'intervention de l'Etat ne pouvait être menée que si l'on prouvait qu'elle était superflue et même nuisible pour la vie économique. Pour la faire écarter, il fallait démontrer la supériorité des lois propres de l'économie¹.

Ainsi la politique de la bourgeoisie se fonde sur la science économique, et la lutte contre le mercantilisme devient une lutte pour la liberté économique, laquelle s'élargit en une lutte pour la liberté de l'individu contre la tutelle de l'Etat. De quelle façon ces conceptions se haussent au niveau d'une conception mondiale du libéralisme, c'est une question que nous n'examinerons pas ici. Une chose seulement peut être soulignée : comme en Angleterre la lutte pour la liberté économique remporte la victoire à une époque qui ne connaît pas encore la conception scientifique moderne, le libéralisme ne la fait pas entrer dans son univers : le bouleversement révolutionnaire de toutes les idées morales et religieuses, tel que l'accomplit le libéralisme français, ne devient jamais en Angleterre conscience commune du peuple, tandis qu'au contraire le libéralisme économique s'impose plus fortement en Angleterre que partout ailleurs sur le continent.

Cependant, en Angleterre non plus, la victoire du « laisser faire » n'est pas totale : le système bancaire en est exclu et la théorie de la liberté des banques est battue en brèche par les besoins pratiques des dirigeants de la Banque d'Angleterre. Encore moins la doctrine manchestérienne a-t-elle une influence sur la politique étrangère, qui au XIX^e siècle comme au XVII^e et au XVIII^e continue d'obéir aux impératifs du commerce britannique. Sur le continent, la pratique se réduit essentiellement à l'application de la liberté du travail et reste un axiome de politique intérieure, tandis que la politique commerciale continue d'être protectionniste. Car la politique anglaise de libre-échange repose sur l'avance prise par le développement capitaliste et la supériorité technique et économique de l'industrie anglaise qui en découle. Cette avance n'était pas due uniquement à des causes naturelles, bien qu'elles y aient beaucoup contribué. C'est ainsi qu'aussi longtemps que le système moderne des transports n'était pas développé, le fret et l'économie de fret réalisée par l'union du minerai et de la houille devaient acquérir une importance décisive. Mais il ne faut pas oublier que développement capitaliste signifie accumulation de capital et que l'accumulation plus rapide en Angleterre est due essentiellement d'une part à l'issue des guerres menées contre l'Espagne, la Hollande et la France pour la domination des mers et par là sur les colonies, et, de l'autre, à l'expropriation de la paysannerie par les grands propriétaires terriens.

L'avance industrielle de l'Angleterre accrut son intérêt pour le libre-échange, tout comme précédemment l'essor du capitalisme en Hollande avait engagé ce pays dans la voie de la libre concurrence². A l'intérieur, le développement de l'industrie, l'augmentation de la population et sa concentration dans les villes eurent pour conséquence que la production agricole intérieure devint insuffisante. C'est pourquoi le prix des céréales fut déterminé par les frais de transport encore fort élevés avant la transformation du système des transports et par les droits de protection, qui devenaient alors efficaces. D'ailleurs, les propriétaires terriens, déjà à l'époque transitoire où seules de bonnes récoltes rendaient les importations inutiles, tandis que les mauvaises les accroissaient considérablement, veillent, au moyen du système des primes à l'exportation, à l'imposition périodique de prix de famine, et la rigidité du système monétaire anglais eut pour résultat que la crise monétaire suivit la hausse des prix des produits alimentaires. Tout ce système était en contradiction avec les intérêts des industriels ; ceux-ci n'avaient pas à craindre une importation de produits étrangers, car leurs entreprises étaient, au point de vue technique et économique, très en avance sur celles des pays étrangers. Mais les prix du blé constituaient l'élément essentiel du « prix de la main-d'œuvre », qui jouait dans le prix de revient des industriels un rôle d'autant plus important que la composition organique du capital était encore faible et plus grande par conséquent la part du travail vivant par rapport à la valeur du produit global. La raison ouvertement exprimée de la campagne douanière anglaise était ainsi l'abaissement du prix de revient par la diminution du prix des matières premières, d'une part, et du prix de la main-d'œuvre, de l'autre.

- 1 Du fait que la découverte des lois économiques est la tâche essentielle de l'économie politique, la lutte contre la politique économique mercantiliste devient un moteur puissant de l'évolution de la science économique. L'autre force motrice qui a fait sentir son action plus tôt et va encore plus directement au fond était la tentative en vue de résoudre le problème crucial de la législation économique au début du capitalisme moderne, à savoir celui de l'argent. C'est ce problème que pose Petty et qui fait de lui le véritable fondateur de l'économie classique, parce qu'il mène directement au problème de la valeur et, par là, à la loi fondamentale de l'économie politique.
- 2 « L'apogée de la suprématie hollandaise dans le commerce et la navigation se place à l'époque de la fondation de la Compagnie des Indes orientales jusqu'aux guerres contre Cromwell et Charles II de 1600 à 1675. A la fin de cette période, Colbert estimait toute la flotte commerciale des pays européens à 20 000 navires dont 16 000 rien que pour les Hollandais, qu'on appelait pour cette raison les rouliers de l'Europe. Un immense empire colonial en Asie, en Amérique du Sud et du Nord, en Afrique, fut créé, une grande société d'assurances fit son apparition. La Bourse d'Amsterdam fut la première ; là était le marché mondial de l'argent, dont le taux d'intérêt très bas profitait à l'industrie et au commerce. La pêche au hareng et à la baleine y dépassait en importance celle de toutes les autres nations. La politique commerciale qu'on y appliquait était la plus libérale de ce temps. Il n'y avait pas de concurrents que la Hollande eût pu craindre » (Sartorius, *op. cit.*, p. 369).

De même, le capital industriel et commercial anglais était intéressé au libre-échange des autres pays, mais très peu, en revanche, à la possession de colonies. Dans la mesure où elles servaient de marchés de débouchés pour ses produits industriels et d'achat pour ses matières premières, l'Angleterre n'avait à craindre aucune concurrence digne de ce nom aussi longtemps que seuls ces territoires étaient sous le régime de la libre concurrence. La propagande en faveur d'une politique coloniale active, qui coûtait très cher et avait pour résultat d'augmenter les impôts et d'affaiblir le régime parlementaire à l'intérieur, recula devant la propagande libre-échangiste. L'abandon des colonies resta une revendication purement platonique des libres-échangistes les plus radicaux. Car non seulement la principale colonie, l'Inde, entraînait en ligne de compte en tant que marché, mais sa possession assurait à une catégorie nombreuse et influente des revenus abondants à titre de « tribut de bon gouvernement³ ». En outre, sur ce vaste marché, la « sécurité » était une condition des ventes et l'on pouvait se demander si la renonciation à la domination sur cette colonie n'entraînerait pas la reprise des anciennes luttes, qui aurait pour résultat inévitable d'aggraver les possibilités de débouchés⁴.

Tout autres étaient les intérêts de la politique commerciale sur le continent. Là, c'était surtout les fournisseurs de matières premières agricoles, les propriétaires fonciers, qui étaient partisans du libre-échange, car ce dernier favorisait l'écoulement de leurs produits et abaissait les prix des produits industriels. En revanche, les intérêts des industriels allaient dans le sens contraire. Il n'était pas question pour eux d'établir des droits de douane sur les produits agricoles, mais la concurrence anglaise interdisait ou ralentissait le développement industriel intérieur. Il s'agissait d'abord de surmonter les difficultés du début et d'écarteler les obstacles qu'entraînait la pénurie d'ouvriers, de contremaîtres et d'ingénieurs qualifiés, de compenser l'état arriéré de la technique, de créer un vaste réseau commercial, de développer le crédit, d'accélérer la prolétarisation en écrasant la concurrence de l'artisanat et la dissolution de l'économie paysanne, bref de rattraper l'avance prise par l'industrie anglaise. A cela s'ajoutait l'intérêt fiscal pour les recettes douanières qui, à cette époque où le système de l'imposition indirecte n'en était encore qu'à ses débuts et au développement duquel l'état d'économie naturelle dans lequel se trouvaient des pays éloignés opposait des obstacles insurmontables, entraînait en ligne de compte encore plus qu'aujourd'hui. Les recettes douanières des Etats continentaux, dans la mesure où elles étaient perçues sur des produits industriels, ne paraissaient alors comporter aucun inconvénient au point de vue économique. Certes, le consommateur indigène devait payer le produit, par exemple, de l'industrie anglaise, plus cher du montant de la taxe douanière, mais la différence affluait dans les caisses de l'Etat. Par contre, le système de protection douanière a aujourd'hui pour résultat qu'en dehors du montant qui afflue dans les caisses de l'Etat, des sommes considérables doivent être versées par les consommateurs indigènes aux industriels et aux propriétaires fonciers. Au contraire, l'intérêt fiscal commence aujourd'hui en Angleterre à venir au premier plan parce que le système fiscal édifié entre-temps ne peut, étant donné le rapport des forces entre les classes, être perfectionné que difficilement et au prix des plus grands efforts.

Mais, dans la mesure où la question des colonies se posait, celles-ci avaient à redouter, elles aussi, la concurrence anglaise dès qu'elles abattaient les barrières protectionnistes.

Ainsi la politique douanière des classes industrielles sur le continent et en Angleterre s'engagea dans des directions différentes, qui s'expliquent l'une et l'autre par la suprématie du capitalisme anglais. Sur le plan théorique, le protectionnisme continental et américain fut justifié par Carey et List. Le système de List n'est pas une réfutation de la doctrine libre-échangiste telle que l'a formulée Ricardo. C'est seulement une politique économique qui ne doit rendre possible le libre-échange que dans la mesure où il permet le développement d'une industrie nationale. Les droits de douane éducatifs de List n'ont pas d'autre but et c'est pourquoi List ne préconisait que des droits assez faibles pour compenser la différence existant entre l'avance prise par l'Angleterre et le retard de l'Allemagne, et d'ailleurs temporaires, étant donné que sa politique avait pour but de rendre finalement inutiles les droits protecteurs eux-mêmes.

Cette politique douanière de développement du capitalisme est transformée en son contraire à mesure que le capitalisme se développe.

Le système de List était, il l'a reconnu lui-même, le système qui convenait à un pays capitaliste retardataire. Mais la loi de l'hétérogénéité des buts manifesta ici aussi son efficacité. Ce n'est pas le pays du libre-échange, l'Angleterre, mais les pays protectionnistes, l'Allemagne et les Etats-Unis, qui devinrent les modèles de développement capitaliste si l'on se réfère au degré de centralisation et de concentration du capital, par conséquent au degré de développement des cartels et des trusts, de contrôle des banques sur l'industrie, bref de transformation de tout capital en capital financier. En Allemagne, l'essor rapide de l'industrie après la suppression des douanes intérieures, et particulièrement après la fondation du Reich, entraîna un changement complet de la politique commerciale. L'arrêt des exportations de produits agricoles fit des propriétaires fonciers les partisans du protectionnisme. Se joignirent à eux ceux qui, dans les milieux industriels, étaient intéressés au maintien des barrières douanières, notamment les représentants de l'industrie lourde, et en premier lieu ceux de l'industrie sidérurgique, qui exigèrent le maintien de ces barrières pour se protéger contre la concurrence anglaise. C'était une branche d'industrie à très haute composition organique du capital, que ne gênait nullement la hausse des prix des produits alimentaires, laquelle était encore modérée et dont les effets pouvaient d'ailleurs être supprimés facilement par la concurrence des produits américains qui commençait à se faire sentir. D'un autre côté, l'industrie souffrait extraordinairement des conséquences de la crise. La concurrence anglaise était d'autant plus difficile à supporter que l'industrie sidérurgique allemande était, pour des raisons naturelles et techniques, en retard sur l'industrie anglaise, surtout avant l'invention du procédé de déphosphoration de la fonte. A quoi il faut ajouter que, précisément dans les industries à très haute composition organique et à participation particulièrement

3 A lui seul, le total des pensions qui affluaient chaque année de l'Inde en Angleterre est évalué aujourd'hui à 320 millions de marks. A cela s'ajoutent les sommes considérables nécessitées par le paiement des fonctionnaires anglais, l'entretien de l'armée et la conduite d'une partie des guerres coloniales soutenues par l'Angleterre en Asie.

4 Par contre, l'Angleterre, malgré Cobden ne renonça pas à ses colonies. Le principal homme d'Etat libéral de cette époque lord John Russel, pouvait exprimer l'opinion de son parti quand il déclarait que le moment de l'indépendance n'était pas encore venu. L'Angleterre devait tout faire entre-temps pour préparer les colonies à se gouverner elles-mêmes. En fait, l'Angleterre renonça sous l'influence de la doctrine manchestérienne à l'ancienne conception selon laquelle les colonies étaient une possession utile. Sir Robert Peel encore avait dit: « En chacune de nos colonies nous possédons une seconde île. » Désormais, l'Angleterre développa ses rapports avec ses colons d'outre-mer sur la base du volontariat et leur accorda des constitutions parlementaires. Par là, les gens de Manchester devinrent, sans le vouloir, les nouveaux fondateurs de l'Empire britannique, lequel n'aurait pu être maintenu par les habits rouges » (Schultz-Gaevernitz, *L'Impérialisme britannique*, p. 75).

forte de capital fixe, il est difficile de rattraper l'avance prise par une industrie déjà développée. Était également partisan d'une politique protectionniste une partie du capital bancaire étroitement liée depuis le début à l'industrie lourde. Les adversaires de cette politique étaient la partie du capital placée dans les industries travaillant pour l'exportation et le capital commercial. Mais la victoire du protectionnisme en 1879 signifie le début d'une transformation dans la fonction des droits protecteurs, en faisant progressivement des droits éducatifs un système de protection des cartels⁵.

Il ne fait aucun doute que la suppression de la concurrence étrangère a considérablement facilité la formation des cartels. Directement d'abord, indirectement ensuite, parce que le système protectionniste, tel qu'il s'est constitué et qu'il est soutenu en Europe et aux Etats-Unis par les magnats de l'industrie minière et de l'industrie de transformation, est en règle générale plus favorable à ces industries qu'à celles qui produisent des articles destinés à l'exportation, lesquelles devaient concurrencer sur le marché mondial des produits anglais dont les prix de revient n'étaient pas surchargés du montant des droits de douane. Précisément ce fait devait favoriser les industries productrices de biens d'équipement, mettre à leur disposition tout le capital nécessaire en vue d'améliorer leurs installations techniques, accélérer leur progrès vers une plus haute composition organique, mais par là aussi leur concentration et leur centralisation, et créer ainsi les conditions préliminaires à leur cartellisation.

Mais c'est encore une fois le caractère retardataire du capitalisme allemand qui fut finalement la cause de la supériorité de l'industrie allemande sur l'industrie anglaise. Celle-ci s'est développée peu à peu, d'une façon pour ainsi dire organique, à partir de débuts très modestes. La coopérative et la manufacture donnèrent naissance à la fabrique, laquelle se développe d'abord et principalement dans l'industrie textile, industrie n'exigeant qu'un capital relativement faible. Du point de vue de l'organisation, on en resta principalement à l'entreprise individuelle : le capitaliste individuel, non la société par actions, dominait, et la richesse capitaliste restait entre les mains de capitalistes individuels. Il se constitua ainsi peu à peu une classe de riches entrepreneurs industriels, dont la propriété était leurs lieux de production. Lorsque, plus tard, surtout par suite du développement des grandes entreprises de transport, les sociétés par actions prirent une plus grande importance, ce fut principalement ces grands industriels qui devinrent actionnaires, et le capital placé dans ses sociétés fut du capital industriel. De même, le capital bancaire, et celui qui s'occupait d'affaires d'émissions, exclusivement, était entre les mains de capitalistes individuels, tandis que les banques d'actions ne servaient qu'au crédit de circulation, et par conséquent n'exerçaient pas une grande influence sur l'industrie, tout comme les banquiers d'émissions, qui avaient cessé par là d'être des banquiers, et étaient devenus, tout au moins en partie, des industriels. Cette prédominance de l'accumulation du capital dans les mains des capitalistes individuels, conséquence du développement précédent, et pour ainsi dire organique, du capitalisme anglais, faisait défaut sur le continent comme aux Etats-Unis. A quoi il faut ajouter que de grosses sommes d'argent provenant des colonies et notamment de l'Inde, comme de l'exploitation du monopole commercial anglais, s'étaient accumulées également entre les mains de particuliers, ce qui n'était pas le cas en Allemagne et en Amérique.

Lorsque ensuite les obstacles politiques au développement capitaliste furent finalement écartés en Allemagne par l'Union douanière puis par la fondation du Reich, et que la voie devint libre pour le capitalisme, ce dernier ne pouvait naturellement pas traverser les mêmes phases que le capitalisme anglais. Il devait bien plutôt s'efforcer de prendre, si possible, comme point de départ dans son propre pays la phase déjà atteinte, au point de vue technique et économique, dans un pays plus avancé. Mais, en Allemagne, il n'y avait pas cette accumulation de capital entre les mains de particuliers, nécessaire pour mener la production dans les industries hautement développées à l'échelle atteinte en Angleterre, si l'entreprise devait être une entreprise individuelle. C'est ainsi qu'ici la société par actions reçut, outre sa fonction commune à la forme allemande et à la forme anglaise, celle, nouvelle, de servir d'instrument destiné à rassembler le capital nécessaire, que ne possédait ni l'entrepreneur privé ni la classe capitaliste dans son ensemble. Tandis qu'en Angleterre la société par actions, surtout à ses débuts, groupait essentiellement de riches capitalistes, elle devait en Allemagne mettre à la disposition des industriels le capital nécessaire leur amener pour leurs entreprises l'argent des autres classes. Cependant, on ne pouvait pas y parvenir, au moyen de l'émission d'actions directe, dans les mêmes dimensions que par l'entremise des banques, où étaient concentrés, non seulement les fonds disponibles des capitalistes eux-mêmes, mais aussi ceux des autres classes. Les mêmes causes qui favorisèrent dans l'industrie la création de sociétés par actions firent naître les banques en tant que banques d'actions. Les banques allemandes avaient ainsi pour tâche dès l'origine de mettre le capital nécessaire à la disposition des sociétés par actions et d'assurer non seulement le crédit de circulation, mais aussi le crédit de capital. Dès l'origine, par conséquent, les rapports des banques avec l'industrie devaient être, en Allemagne et aux Etats-Unis tout autres qu'en Angleterre. Si cette différence était due avant tout au caractère retardataire du développement capitaliste en Allemagne, cette union étroite entre le capital industriel et le capital bancaire devint par contre un facteur important dans l'évolution vers de plus hautes formes d'organisation capitaliste en Allemagne et aux Etats-Unis⁶. Cette

5 Voir Rudolf Hilferding, « Le Changement de fonction du protectionnisme », *Neue Zeit*, XX-2, et Robert Liefmann, *Protectionnisme et cartels*, Iéna, 1903. On trouve un abondant matériel chez Hermann Lévy, « Influence de la politique douanière sur le développement économique des Etats-Unis », *Annales de Conrad*, 1909, et « Histoire du développement d'une industrie américaine », *Annuaire de Conrad*, 1905.

6 Que la même évolution, préparée par la fondation du Crédit foncier, ne se soit pas produite en France, cela s'explique par les raisons qui ont entravé d'une façon générale le développement industriel dans ce pays. Entre autres, la répartition défavorable du sol avec ses conséquences, le système des deux enfants et l'absence d'une armée de réserve industrielle suffisante, le protectionnisme excessif, et les exportations de capitaux, dont les causes résident dans le régime des rentiers reposant sur la petite bourgeoisie, la petite paysannerie et l'industrie de luxe. Le rapport entre la nationalisation du capital, d'une part, et le renforcement de l'influence des banques sur l'industrie en raison de la faible puissance financière des industriels allemands est illustré par une déclaration d'Alexander à l'enquête sur la Bourse (1^{re} partie p. 449). D'après lui, un certain nombre de mines de charbon telles que Herne, Bochum, etc., étaient jusque il y a peu de temps (1892) entre les mains d'actionnaires français et belges. En même temps se produisit une concentration des mines. L'entremise dans l'achat des actions fut assurée par les banques, car les sociétés elles-mêmes ne possédaient pas les fonds nécessaires pour cela... Les banques pouvaient d'autant mieux s'en charger qu'elles étaient sûres de pouvoir, au moyen d'opérations à terme, rembourser les sommes employées dans ce but. Il faut du reste admettre que l'affaiblissement des Bourses du fait des restrictions imposées par la loi, et notamment celle des opérations à terme, tend à renforcer l'influence des banques sur l'industrie, puisque celle-ci est alors obligée de faire appel à l'aide des banques dans une mesure plus grande qu'avec une Bourse vigoureuse. En fait, la législation allemande sur la Bourse a beaucoup profité aux grandes banques.

rencontre de la politique protectionniste et du financement de l'industrie par les banques devait, avec un développement industriel plus rapide, créer ces tendances à la cartellisation, qui créaient à leur tour de nouvelles tendances au protectionnisme, car la fonction du protectionnisme s'en trouvait par là même modifiée.

L'ancien protectionnisme avait pour but, non seulement de compenser des circonstances naturelles défavorables, mais aussi de favoriser la création d'une industrie à l'intérieur des frontières, protégées contre la concurrence extérieure. Il devait préserver l'industrie nationale à ses débuts du danger d'être entravée ou écrasée par la concurrence de l'industrie étrangère déjà développée. Il suffisait que les droits fussent modérés, juste assez pour compenser l'avance prise par l'industrie étrangère. Ils ne pouvaient nullement être prohibitifs, car l'industrie nationale n'était pas encore en mesure de satisfaire tous les besoins. Et surtout ils n'étaient pas conçus comme devant être permanents. Une fois remplie leur fonction de « droits éducatifs » et l'industrie nationale en mesure de satisfaire les besoins intérieurs, et même d'exporter, le protectionnisme avait atteint son but. Car il devenait un obstacle à l'exportation en poussant des nations étrangères à prendre des mesures de rétorsion. Son effet sur la hausse des prix ne pouvait, sous le régime de la libre concurrence, cesser de jouer qu'à partir du moment où l'industrie protégée devenait capable de satisfaire les besoins intérieurs et de commencer à exporter. Car, avec la libre concurrence, le prix sur le marché protégé devait être égal à celui du marché mondial, puisque, grâce à l'épargne des frais de transport vers les marchés extérieurs plus éloignés, les ventes à l'intérieur donnaient plus de bénéfices que celles réalisées à l'extérieur et que l'offre de l'industrie était égale à la demande intérieure ou même plus grande. C'est pourquoi les droits de douane étaient modérés et leur durée conçue comme devant être provisoire et destinée seulement à aider une branche d'industrie pendant sa période de croissance à surmonter les difficultés du début.

Il en va autrement à l'époque des monopoles capitalistes. Maintenant, ce sont précisément les industries les plus puissantes, capables d'exporter, dont les capacités de concurrence sur le marché mondial ne font aucun doute et pour qui par conséquent les droits protectionnistes ne devaient plus, selon l'ancienne théorie, présenter aucune espèce d'intérêt, ce sont ces industries qui se prononcent en faveur d'une haute protection douanière. Or les barrières douanières n'ont plus d'effet sur la hausse des prix à partir du moment où l'industrie nationale couvre complètement les besoins intérieurs, en régime de libre concurrence. Mais les droits de douane sur les produits industriels étaient l'un des moyens les plus efficaces de développement des cartels, d'abord en rendant plus difficile la concurrence étrangère⁷, ensuite parce que le cartel offrait la possibilité d'utiliser la différence des droits de douane même une fois atteinte la capacité d'exportation. En contingentant les produits destinés à la consommation intérieure le cartel supprime la concurrence sur le marché intérieur. Or, la suppression de la concurrence maintient l'effet de la protection douanière sur la hausse des prix même au stade où la protection dépasse depuis longtemps les besoins intérieurs. Ainsi l'industrie cartellisée est hautement intéressée à faire du protectionnisme une institution permanente, car il lui permet, premièrement, de se maintenir en tant que cartel et, deuxièmement, d'écouler ses produits sur le marché intérieur avec un surprofit. L'importance de ce surprofit est déterminée par l'élévation du prix intérieur au-dessus du prix du marché mondial. Mais cette différence dépend du montant des droits de douane. L'effort en vue d'accroître ce montant est aussi illimité que l'effort en vue d'accroître le profit. L'industrie cartellisée est ainsi directement intéressée à la hausse des droits de douane. Plus ils sont élevés, plus le prix intérieur peut dépasser le prix du marché mondial, et c'est ainsi que les droits éducatifs se transforment en barrière protectionniste. Le partisan d'une réduction progressive des droits de douane est devenu le défenseur le plus acharné du protectionnisme.

Mais le cartel ne profite pas seulement des droits protecteurs qui pèsent sur les produits qu'il fabrique lui-même. Nous savons que les prix du cartel trouvent leur limite dans le taux de profit des autres industries. Si, par exemple, le taux de profit est accru dans l'industrie de la construction mécanique par suite de l'augmentation des droits sur les machines-outils, les cartels des industries houillères et sidérurgiques peuvent élever leurs prix et s'approprier ainsi une partie ou éventuellement la totalité du surprofit de l'industrie de la construction mécanique. Les unions à caractère de monopole sont aussi intéressées, non seulement aux droits de douane sur leurs propres produits, mais à ceux qui frappent les produits des industries de transformation.

Le protectionnisme fournit ainsi au cartel un profit supplémentaire qui vient s'ajouter à celui qu'il obtient déjà du fait de la cartellisation⁸ et lui donne le pouvoir de prélever sur l'ensemble de la population une sorte d'impôt indirect. Ce surprofit ne provient plus de la plus-value que créent les ouvriers employés par le cartel, il n'est pas non plus une part prélevée sur le profit d'autres industries non cartellisées, c'est un tribut imposé à l'ensemble des consommateurs. Dans quelle mesure il est supporté

7 Bien entendu, cet effet du libre-échange qui consiste à rendre difficile la formation de cartels est bien connu des fabricants. Un industriel anglais proposa dans le *Times* du 10 octobre 1906 la constitution d'un cartel des firmes anglaises d'électricité. Il reconnaissait lui-même que, « dans un pays de libre-échange, des prix élevés et la restriction de la production auraient pour résultat de mettre le commerce dans les mains de la concurrence étrangère ». Un autre fabricant répondit : « Si nous avions une protection douanière, nous pourrions faire quelque chose dans le genre de ce qui est proposé, mais nous savons par expérience que toute tentative en ce sens dans les conditions actuelles est vaine pour tenir les prix au niveau proposé par votre correspondant. Nous souffrons tous de la surproduction et aussi longtemps que nous n'y aurons pas porté remède, soit en restreignant la production, soit en y renonçant complètement, nous continuerons à en souffrir » Maccrosty, *op. Cit.*, pp. 319 sq). Maccrosty déclara lui-même plus loin (p. 342) : « *The weakness of every form of combination in the United Kingdom is due to the free admission of foreign competition. If that can be removed their strength is enormously increased and all the conditions of the problem are altered.* »

8 A quel point cette possibilité elle-même devient un motif de cartellisation, c'est ce que montre le grave ébranlement que les cartels allemands et autrichiens du sucre connurent lorsque les droits de douane sur le sucre furent, à la suite de la convention de Bruxelles, ramenés à 6 francs. Le droit de douane autrichien, par exemple, de 22 couronnes, avait apporté aux usines groupées en cartel un surprofit si élevé qu'il dépassait de beaucoup les avantages qui pouvaient découler, même pour les plus grandes usines et les plus développées au point de vue technique, d'une lutte pour la concurrence aboutissant à l'élimination des plus faibles, et les rendait favorables à la conclusion d'un cartel. En même temps, la condition du contingentement de la production, qui imposait précisément aux entreprises les plus développées les sacrifices relativement les plus considérables, était plus facile à supporter, car le montant du droit de douane et l'augmentation ainsi rendue possible des prix intérieurs compensaient et de beaucoup l'inconvénient qui en découlait. On voit par là à quel point, non seulement le droit de douane en soi, mais l'importance de ce droit, entrent en ligne de compte pour la cartellisation.

par les différentes couches de ces consommateurs, qu'il soit prélevé sur la rente foncière, le profit ou le salaire de l'ouvrier et dans quelle mesure il l'est, cela dépend, tout comme pour les impôts indirects qui pèsent sur les matières premières ou les produits de consommation, des rapports de force et de la nature de l'objet dont le prix est augmenté du montant des droits de douane. Ainsi, par exemple, l'augmentation du prix du sucre frappe davantage la masse des ouvriers qu'une augmentation du prix des machines agricoles ou des meubles de bois courbé. Mais de quelque façon que ces augmentations agissent finalement, une partie du revenu de la société est prélevée grâce à elles en faveur de l'industrie cartellisée et protégée, dont l'accumulation en est ainsi puissamment favorisée.

Cette sorte d'accroissement du profit devait être d'autant plus importante que l'augmentation du taux de profit par accroissement de la plus-value absolue, par conséquent par prolongation du temps de travail et réduction du salaire, devenait impossible en raison du renforcement des organisations ouvrières et qu'au contraire la tendance opposée l'emportait de plus en plus. Mais le fait que l'imposition des droits de douane sur les produits industriels entraînait l'augmentation des droits sur les produits agricoles avait peu d'importance pour l'industrie lourde, car, du fait de sa haute composition organique, elle ne pesait pas d'un poids trop lourd sur l'augmentation du prix de la main-d'œuvre, que sa position dans la lutte pour les salaires était extrêmement forte et que la faible augmentation du coût de production par suite des droits sur les produits agricoles était plus que compensée par le surprofit obtenu grâce aux droits sur les produits industriels, pour peu que ces derniers fussent assez élevés.

Toutefois, la hausse des prix sur le marché intérieur a tendance à restreindre la vente des produits de l'industrie cartellisée et entre par là en contradiction avec la tendance à réduire le coût de production par l'élargissement de l'échelle de la production. Là où les cartels ne sont pas solidement organisés, cela peut mettre leur existence en danger. Les grandes entreprises les mieux équipées, à qui la diminution de leurs ventes par suite de la politique du cartel devient insupportable, engagent de nouveau la lutte pour la concurrence afin d'anéantir les entreprises plus faibles et s'approprient leur territoire de ventes en suite de quoi, la lutte terminée, un cartel encore plus solide peut être formé sur une nouvelle base. Mais si le cartel est solidement organisé, il cherchera à compenser la diminution des ventes à l'intérieur par un accroissement des exportations afin de pouvoir poursuivre la production sur la même échelle et si possible sur une échelle plus large. Sur le marché mondial il devra, bien entendu vendre au prix mondial. Mais, s'il est fort et capable d'exporter, ce qui selon notre hypothèse est le cas, son véritable coût de production ($pr + p$) correspondra au prix du marché mondial. Cependant, le cartel est en mesure de vendre même au-dessous de son coût de production. Car, sur le marché intérieur, il a obtenu sur les produits qu'il y a écoulés un surprofit déterminé par le montant des droits de douane. C'est pourquoi il est en mesure d'employer une partie de ce surprofit pour accroître ses débouchés à l'extérieur en offrant ses produits à des prix moins élevés que ses concurrents. S'il y parvient, il peut éventuellement augmenter sa production, diminuer son coût de production et ainsi, comme les prix intérieurs restent les mêmes, obtenir un nouveau surprofit. Il en est de même s'il verse à ses acheteurs à l'intérieur, sur son surprofit, des primes d'exportation quand ils vendent à l'étranger. La limite extrême de la prime d'exportation est ici, pour une grandeur donnée du territoire économique et une consommation intérieure donnée, déterminée par le montant des droits de douane mais, dans les conjonctures favorables, le cartel sera en mesure de fixer cette prime beaucoup plus bas, même de la supprimer complètement, et de s'approprier ainsi une partie du bénéfice de conjoncture qui, autrement, reviendrait à ses acheteurs. Dans les conjonctures défavorables, la prime complète ne suffira peut-être même pas à compenser les pertes subies par les acheteurs du fait de la baisse des prix mondiaux. L'histoire des cartels montre à quel point il est important pour eux de tenir aussi en main les exportations car, autrement, l'impossibilité d'exporter du fait du développement insuffisant du système des primes menace leur existence même.

Mais, avec le développement du système des primes, le protectionnisme a transformé complètement sa fonction. De moyen de défense contre la conquête du marché intérieur par les industries étrangères, il est devenu un moyen de conquête des marchés extérieurs par l'industrie nationale, d'arme défensive du faible une arme offensive du fort.

Le libre-échange britannique n'était pas du tout considéré par ses partisans comme une politique économique valable seulement pour l'Angleterre. Au contraire, la généralisation de la politique de libre-échange était d'un intérêt primordial pour l'industrie anglaise, dont le monopole sur le marché mondial était ainsi assuré. Le protectionnisme d'autres nations signifiait une réduction des possibilités de vente des produits britanniques. En cela également un changement s'est accompli dans la mesure où le capital surmonte aussi cet obstacle. L'établissement ou l'élévation des droits de douane dans un autre pays signifie certes comme avant, pour le pays qui y exporte, une réduction de ses possibilités de vente, par conséquent une entrave à son développement industriel. Mais ces droits signifient dans ce pays un surprofit et ce dernier devient un motif d'exporter à l'étranger, au lieu de marchandises, la production des marchandises elle-même. Aussi longtemps que le capitalisme n'était pas développé, cette possibilité était relativement faible, soit parce qu'à cette époque la législation de l'Etat s'y opposait, soit parce que les conditions économiques préliminaires pour la production capitaliste n'y étaient pas encore suffisantes, qu'il n'y avait pas de sécurité d'Etat, pas de main-d'œuvre, surtout qualifiée, tous obstacles qui ne devaient être surmontés que lentement et progressivement et rendaient extrêmement difficiles les transferts de capital. Mais ils sont aujourd'hui pour la plupart écartés. C'est ainsi qu'il devient possible au capital d'un pays développé de surmonter les conséquences néfastes du système protectionniste sur le taux de profit grâce à l'exportation de capital.

CHAPITRE XXII - L'EXPORTATION DE CAPITAL ET LA LUTTE POUR LE TERRITOIRE ECONOMIQUE

Tandis que, d'une part, la généralisation du système protectionniste tend de plus en plus à diviser le marché mondial en différents territoires économiques nationaux, de l'autre, l'évolution vers le capitalisme financier accroît l'importance de l'étendue du territoire économique. Celle-ci a toujours été très grande pour le développement de la production capitaliste¹. Plus un territoire économique est vaste et peuplé, et plus il y a possibilité d'une vaste unité d'entreprise et par conséquent que le coût de la production soit moindre et plus forte la spécialisation à l'intérieur de chaque entreprise, ce qui signifie à son tour réduction du coût de production. Plus le territoire économique est vaste et plus rapidement il est possible de transférer les industries là où existent les conditions naturelles les plus favorables, où la productivité du travail est plus grande. Plus ce territoire est vaste, plus la production est variée et plus il est vraisemblable que les branches de production se complètent les unes les autres et que des frais de transport découlant des importations de l'extérieur soient épargnés. De même, dans un vaste territoire, des perturbations de la production par suite de fluctuations de la demande et de catastrophes naturelles sont plus faciles à pallier. C'est pourquoi il ne fait aucun doute qu'avec une production capitaliste développée le libre-échange unirait tout le marché mondial en un seul territoire économique, garantirait la productivité du travail la plus grande possible et la division internationale du travail la plus rationnelle. Mais, avec le libre-échange également, l'industrie jouit sur son propre marché national de certains avantages à cause de sa connaissance des mœurs du pays en question, des goûts et des habitudes des consommateurs, de la compréhension plus facile et surtout de la protection que lui assure la proximité géographique, par conséquent l'épargne de frais de transport, qui est encore renforcée par les mesures de la politique douanière. En revanche, l'industrie étrangère se heurte à certains obstacles du fait des différences linguistiques, juridiques, monétaires, etc. Mais le protectionnisme accroît considérablement les inconvénients du territoire économique plus petit en entravant les exportations et en réduisant par là les dimensions de l'entreprise possible, en empêchant la spécialisation et en augmentant ainsi le coût de production tout comme en empêchant une division internationale du travail rationnelle. C'est avant tout grâce à l'étendue de leur territoire économique qui permet une spécialisation extraordinaire dans la dimension des entreprises que les Etats-Unis ont pu, même sous le régime protectionniste, se développer si rapidement au point de vue industriel. Plus est petit le territoire économique avec une production capitaliste déjà développée, et plus en général ce pays est en faveur du libre-échange. Voir la Belgique. A quoi il faut ajouter que plus le territoire est exigu, plus est unilatérale la répartition des conditions naturelles de la production, et plus est réduit par conséquent le nombre des branches d'industrie en mesure d'exporter et plus grand l'intérêt à l'importation de marchandises étrangères pour la production desquelles le territoire national est moins bien adapté.

Par contre, le protectionnisme signifie une réduction du territoire économique et, par là, une entrave au développement des forces productives, puisqu'il diminue la mesure de grandeur des entreprises industrielles, rend la spécialisation difficile et finalement empêche cette division internationale du travail qui fait que le capital se tourne vers les branches de production pour lesquelles le pays en question possède les conditions les plus favorables. Mais avec le système protectionniste moderne, c'est d'autant plus grave que ses tarifs douaniers sont souvent établis moins en raison de la situation technique des différentes branches d'industrie que comme le résultat des luttes politiques entre les différentes couches industrielles, dont l'influence sur le pouvoir d'Etat détermine en fin de compte leur montant. Toutefois, si le protectionnisme constitue un obstacle au développement des forces productives et, par là, à celui de l'industrie, il signifie pour la classe capitaliste un accroissement du profit. Avant tout, le libre-échange rend la cartellisation difficile, enlève aux industries capables de se cartelliser, dans la mesure où elles ne bénéficient pas déjà, en raison des droits sur le fret (comme pour le charbon) ou d'un monopole naturel (comme, par exemple, pour la production allemande de la potasse), d'une situation privilégiée, le monopole du marché intérieur. Mais par là elles perdent le surprofit qui découle de l'utilisation au protectionnisme du cartel.

Certes, la monopolisation progresse aussi sans protection douanière. Mais, d'une part, son allure en est très ralentie, deuxièmement, la solidité des cartels en est moindre et, troisièmement, il y a à craindre la résistance contre des cartels internationaux, car ces derniers sont ressentis directement comme des puissances d'exploitation étrangères. Par contre, le protectionnisme assure au cartel le marché national et lui donne une solidité beaucoup plus grande, non seulement en supprimant la concurrence, mais parce que la possibilité d'utilisation des droits de douane devient une force motrice qui agit directement en faveur de la formation de cartels. Même la cartellisation internationale, qui avec le libre-échange interviendrait finalement aussi sur la base d'une concentration beaucoup plus avancée, sera accélérée par le protectionnisme en ce sens qu'elle facilite la formation de cartels avant tout sous forme de cartels d'union de prix et de rayonnement, puisqu'il ne s'agit plus de groupement de producteurs individuels sur le marché mondial, comme ce serait le cas sous le régime du libre-échange, mais de groupement de cartels déjà solidement constitués sur la base nationale. Le protectionnisme suppose comme contractants les différents cartels et réduit ainsi considérablement le nombre des partenaires. Mais il prépare la base de l'accord dans la mesure où il réserve d'avance le marché intérieur aux cartels nationaux. Plus il y a de tels marchés soustraits à la concurrence par le système des droits de douane et réservés à certains cartels nationaux, et plus facile, d'une part, est l'entente sur les marchés libre, plus solide, d'autre part, l'accord international, car sa rupture n'offre pas aux *outsiders* d'aussi grandes chances de succès que sous le régime du libre-échange.

Il y a par conséquent ici deux tendances opposées. D'une part, le protectionnisme devient pour les cartels une arme offensive dans la lutte pour la concurrence, ce qui aggrave la lutte des prix, tandis qu'en même temps on s'efforce, en faisant appel à l'aide de l'Etat, aux interventions diplomatiques, de renforcer ses positions dans la lutte pour la concurrence. D'autre part, il stabilise les cartels nationaux et facilite ainsi la création de formations inter-cartels. Le résultat de ces tendances est que ces accords internationaux signifient plutôt une suspension d'armes qu'une communauté d'intérêts durable, car tout déplacement de cette armée de droits protecteurs, tout changement dans les rapports de force entre les Etats modifie la base des accords et rend nécessaires de nouveaux contrats. On n'en vient à des créations plus solides que là où le libre-échange supprime plus ou moins

¹ Voir Otto Bauer, « La Question des nationalités et la social-démocratie », *Etudes marxistes*, tome II, p.p. 178 sq.

les barrières nationales ou quand la base du cartel n'est pas fournie par le protectionnisme, mais avant tout par un monopole naturel, comme par exemple pour le pétrole.

En même temps, la cartellisation accroît considérablement l'importance de l'étendue du territoire économique pour le montant du profit. Nous avons vu que le protectionnisme assure un surprofit au monopole capitaliste pour la vente sur le marché intérieur. Plus est vaste le territoire économique et considérable la vente sur le marché intérieur (qu'on compare par exemple la partie destinée à l'exportation des aciéries des Etats-Unis et de la Belgique) et plus est grand par conséquent le profit du cartel. Et plus ce dernier est considérable, plus peuvent être élevées les primes d'exportation et plus forte sera par conséquent la capacité de la concurrence sur le marché mondial. A mesure que la passion coloniale provoquait une intervention plus active dans la politique mondiale, on s'efforçait de créer un territoire économique, entouré de barrières protectrices, aussi vaste que possible.

Dans la mesure où le protectionnisme a pour effet de réduire le taux de profit, le cartel s'efforce d'y remédier par des moyens que lui fournit le système protectionniste lui-même. En outre, le développement des primes d'exportation qu'entraîne le protectionnisme permet de franchir, du moins en partie, les barrières douanières des autres pays et empêche ainsi jusqu'à un certain point la réduction de la production. C'est d'autant plus possible qu'est plus importante la production primée par les droits protecteurs, ce qui fait qu'on s'intéresse, non pas au libre-échange, mais à l'extension de son propre territoire économique et à la hausse des droits de douane. Mais, dès que ce moyen échoue, intervient l'exportation de capital sous forme d'installation d'usines à l'étranger. Le secteur industriel menacé par le protectionnisme des pays étrangers utilise maintenant ce même protectionnisme en transférant une partie de sa production à l'étranger. Si l'extension de l'entreprise mère en devient par là impossible, de même que l'accroissement du taux de profit par la diminution du coût de production, on y remédie par l'augmentation du profit que la hausse des prix des produits fabriqués à l'étranger par le même propriétaire de capital procure à ce dernier. C'est ainsi que l'exportation de capital, qui est fortement encouragée sous d'autres formes par le protectionnisme de son propre pays, l'est également par celui des pays étrangers, et contribue par là à la transformation capitaliste du monde et à l'internationalisation du capital.

Ainsi, dans la mesure où le taux de profit entre en ligne de compte, est supprimé l'effet de la baisse de ce taux de profit provoquée par les entraves à la productivité dues au protectionnisme moderne. Le libre-échange apparaît ainsi au capital superflu et nuisible. Ces entraves à la productivité, par suite de la réduction du territoire économique, il cherche à les compenser, non par le passage au libre-échange, mais par l'élargissement de son propre territoire économique et l'accroissement des exportations de capital².

Si la politique protectionniste moderne renforce ainsi la tendance toujours existante du capital à un élargissement constant de son territoire économique, la concentration de tout capital disponible dans les mains des banques mène à l'organisation méthodique de l'exportation de capital ; l'union des banques et de l'industrie leur fait lier le prêt de capital-argent à la condition qu'il sera employé exclusivement à l'activité de cette industrie, ce qui a pour résultat d'accélérer l'exportation de capital sous toutes ses formes.

Par exportation de capital nous entendons l'exportation de valeur destinée à produire de la plus-value à l'étranger. En quoi il est essentiel que la plus-value reste à la disposition du capital du pays d'origine. Si, par exemple, un capitaliste allemand émigre au Canada avec son capital, qu'il met en valeur dans ce pays, et ne revient plus dans son pays d'origine, il en résulte une perte pour le capital allemand, une dénationalisation du capital : il ne s'agit plus là d'une exportation de capital, mais d'un transfert de capital. Celui-ci représente une perte pour le capital national et un accroissement du capital étranger. On ne peut parler d'exportation de capital que quand le capital travaillant à l'étranger reste à la disposition du pays d'origine et quand les capitalistes de la métropole peuvent disposer de la plus-value produite par ce capital. Il crée alors un poste dans la « balance des comptes », la plus-value venant accroître chaque année le revenu national.

La société par actions et l'organisation développée favorisent l'exportation de capital et en modifient le caractère dans la mesure où elles rendent possible l'émigration du capital, non accompagnée de l'entrepreneur, où la propriété reste par conséquent plus longtemps au pays exportateur et rend plus difficile la nationalisation du capital. Là où l'exportation du capital a pour but la production agricole, la nationalisation est plus rapide, ainsi que le montre l'exemple des Etats-Unis.

L'exportation du capital peut, du point de vue du pays exportateur, se faire sous deux formes : le capital émigre à l'étranger en tant que capital portant intérêt ou rapportant un profit. En tant que créateur de profit, il peut fonctionner comme capital industriel, commercial ou bancaire. Du point de vue du pays où le capital est exporté, ce qui entre aussi en ligne de compte, c'est la partie de la plus-value sur laquelle l'intérêt est versé. L'intérêt à verser sur des lettres de change se trouvant à l'étranger signifie qu'une partie de la rente foncière³, et celui qui est à verser sur des obligations d'entreprises industrielles, qu'une partie du

2 Très caractéristique est l'exemple suivant, que montrent en temps un cartel international et l'effet de l'exportation du capital. « La fabrication de fil à coudre est une branche d'industrie importante implantée depuis longtemps en Grande-Bretagne, particulièrement en Écosse. Les quatre grandes firmes Coats and Co, Clark and Co, Brook and Bros, Chodwich and Bros, qui contrôlent pratiquement cette industrie, sont groupées depuis en une, communauté de travail connue sous le nom de J. and P. Coats Limited, qui englobe en outre toute une série de petites fabriques anglaises et une union groupant quinze sociétés américaines. Cette *Thread Combine*, au capital de 5,5 millions de livres sterling, représente une des plus grandes unions industrielles du monde. Déjà avant le groupement les firmes Coats et Clark s'étaient vues contraintes par la politique protectionniste des Etats-Unis de créer des filiales dans ce pays pour éviter les hauts tarifs douaniers dirigés contre leurs produits. L'Union a poursuivi cette politique et s'est même assuré, en achetant un nombre considérable d'actions des sociétés de la même branche aux Etats-Unis et dans d'autres pays (par conséquent, exportation de capital dans de vastes dimensions), le contrôle sur ces sociétés. Ainsi les industriels anglais fabriquent à l'étranger ; c'est la classe ouvrière anglaise, et en définitive toute la nation qui en supportent le dommage. Le trust du fer a toute raison de poursuivre cette politique, car il déclare sans risque d'être contredit que le bénéfice obtenu au cours de l'année 1903-1904, qui est de 2,58 millions de livres sterling, provient en grande partie des usines installées à l'étranger. Mais d'ici que l'industrie étrangère renforcée secoue le joug du « contrôle » anglais et diminue le tribut qu'elle paye actuellement, ce n'est qu'une question de temps » (Schwab, *op. cit.*, p. 42).

3 C'est ainsi par exemple, qu'une partie de la rente foncière hongroise s'écoule en Autriche en paiement des intérêts des

profit industriel s'en va à l'étranger.

Avec l'évolution vers le capital financier en Europe, le capital européen émigre souvent déjà comme tel : une grande banque allemande fonde une succursale à l'étranger ; celle-ci lance un emprunt, dont le produit est employé à l'établissement d'une installation électrique ; celle-ci est confiée à la société de production de matériel électrique avec laquelle la banque est liée dans son pays d'origine. Ou le processus se simplifie encore : la succursale en question fonde à l'étranger une entreprise industrielle, émet les actions dans le pays d'origine et confie les fournitures aux entreprises avec lesquelles la banque principale est liée. Le processus s'accomplit à l'échelle la plus vaste dès que les emprunts des Etats étrangers sont employés à l'achat de fournitures industrielles. C'est l'union étroite du capital bancaire et du capital industriel qui favorise ce développement des exportations de capital.

La condition de ces exportations de capital est la différence des taux de profit : elles sont le moyen de l'égalisation des taux de profit nationaux. Le niveau du profit dépend de la composition organique du capital, par conséquent du niveau du développement capitaliste. Plus il est avancé, plus le taux de profit est bas. A cette cause générale qui entre moins en ligne de compte, puisqu'il s'agit de marchandises du marché mondial, dont le prix est déterminé par les méthodes de production les plus développées, s'en ajoutent d'autres, spéciales. En ce qui concerne d'abord le taux d'intérêt, celui-ci est beaucoup plus élevé dans les pays à faible développement capitaliste, sans organisation de crédit et bancaire, que dans les pays capitalistes avancés, à quoi s'ajoute le fait que l'intérêt contient la plupart du temps encore des parties du salaire ou du bénéfice de l'entrepreneur. Le taux d'intérêt élevé est un stimulant direct à l'exportation de capital de prêt. Le bénéfice de l'entrepreneur est plus élevé parce que la main-d'œuvre est extrêmement bon marché et que sa qualité inférieure est compensée par une très longue durée du travail. Mais en outre, parce que la rente foncière est faible ou purement théorique du fait qu'il y a encore beaucoup de terres libres, soit naturellement, soit par suite de l'expropriation violente des indigènes, le bas prix de la terre réduit le coût de production. A cela s'ajoute l'accroissement du profit par les privilèges et les monopoles. S'il s'agit de produits dont le nouveau marché lui-même constituerait le débouché, des surprofits abondants sont réalisés, car ici les marchandises produites selon le mode capitaliste sont en concurrence avec des produits fabriqués sur la base artisanale.

Mais, de quelque façon que se fasse l'exportation de capital, elle signifie toujours que la capacité d'absorption du marché étranger augmente. La barrière qui s'opposait à l'exportation de marchandises était la capacité d'absorption des marchés étrangers pour les produits industriels européens. Elle était limitée par la disposition d'excédents de leur production naturelle ou autre, dont la productivité ne pouvait être accrue rapidement et encore moins transformée en peu de temps en production pour le marché. Il est donc compréhensible que la production capitaliste anglaise, considérablement plus souple et plus capable d'expansion, suffit très rapidement aux besoins des nouveaux marchés et même les dépassa, ce qui se manifesta par voie de conséquence en tant que surproduction de l'industrie textile. Mais, d'un autre côté, la capacité d'absorption de l'Angleterre pour les produits spécifiques des nouveaux marchés était limitée. Certes, considérée du point de vue purement quantitatif, elle était beaucoup plus grande que celle des marchés étrangers. Mais, ce qui jouait ici le rôle décisif, c'était la qualité, la valeur d'usage des produits que ces marchés pouvaient exporter en échange des marchandises anglaises. Dans la mesure où il s'agissait de produits de luxe, leur consommation en Angleterre était limitée. D'un autre côté, l'industrie textile cherchait à s'étendre d'une façon extrêmement rapide, mais l'exportation des produits textiles accrut considérablement l'importation des produits coloniaux, alors que la consommation de luxe ne s'étendait absolument pas dans les mêmes proportions. Bien au contraire, l'expansion rapide de l'industrie textile eut comme conséquence que le profit fut accumulé en proportions de plus en plus grandes, au lieu d'être consommé en produits de luxe. C'est pourquoi chaque ouverture de nouveaux marchés donne lieu à des crises en Angleterre, provoquées, d'une part, par la baisse des prix des produits textiles à l'étranger et, de l'autre, par la chute des prix des produits coloniaux dans la métropole. Toutes les crises anglaises montrent l'importance de ces causes spécifiques de crise : il suffit de voir avec quel soin Tooke suit l'évolution des prix de tous les produits coloniaux et avec quelle régularité les crises industrielles d'autrefois sont accompagnées de l'effondrement complet de ces branches commerciales. Un changement n'apparut qu'avec le développement du système des transports moderne, qui rejette tout le poids sur l'industrie métallurgique, tandis que le commerce avec les nouveaux marchés se développe d'autant plus dans ce sens qu'il ne s'agit pas d'un simple commerce de marchandises, mais d'exportation de capital.

Déjà à elle seule l'exportation du capital en tant que capital de prêt accroît d'une façon considérable la capacité d'absorption des nouveaux marchés. En supposant qu'un nouveau marché soit en état d'exporter pour 1 million de livres de marchandises, sa capacité d'absorption dans un échange de marchandises - bien entendu, à valeurs égales - serait également de 1 million de livres. Mais si cette valeur est exportée dans le pays, non pas en tant que marchandises, mais en tant que capital de prêt, par exemple sous forme d'un emprunt d'Etat, la valeur de 1 million de livres dont le nouveau marché peut disposer grâce à l'exportation de son excédent ne sert pas à un échange contre des marchandises, mais au versement des intérêts du capital prêté. On peut par conséquent exporter dans ce pays, non seulement une valeur de 1 million de livres, mais, disons, de 10 millions, si cette valeur y est envoyée en tant que capital et si l'intérêt est de 10 %, et de 20 millions si l'intérêt est ramené à 5 %. Cela montre en même temps la grande importance que la baisse du taux d'intérêt a pour la capacité d'extension du marché. La vive concurrence du capital de prêt étranger a pour effet de faire baisser rapidement le taux d'intérêt même dans les pays retardataires et, par là, d'accroître de nouveau la possibilité de l'exportation de capital. Beaucoup plus important encore que l'exportation sous forme de capital de prêt est l'effet de l'exportation du capital industriel, et c'est ce qui explique pourquoi ce genre d'exportation se développe de plus en plus. Car le transfert de la production capitaliste sur le marché extérieur libère ce dernier des barrières de sa propre capacité de consommation. Le revenu de cette nouvelle production assure la mise en valeur du capital. Mais, pour son écoulement, le nouveau marché n'entre pas seul en ligne de compte. Au contraire, le capital, dans ces nouveaux territoires également, se tourne vers les branches de production dont l'écoulement est assuré sur le marché mondial. Le développement capitaliste en Afrique du Sud, par exemple, est complètement indépendant de la capacité d'absorption de ce pays, du fait que la principale branche d'industrie, l'extraction aurifère, a une capacité d'écoulement quasi illimitée et que le développement capitaliste dans ce pays ne dépend que de la capacité d'extension de l'exploitation des mines et de l'existence d'une main-d'œuvre suffisante. De même, l'exploitation des mines de cuivre est indépendante de la capacité de consommation de la colonie, tandis que les industries productrices de biens de consommation, qui doivent trouver leurs débouchés en majeure

lettres de change des banques hypothécaires hongroises en circulation en Autriche.

partie sur le nouveau marché lui-même, voient leur expansion très rapidement limitée par la capacité de consommation intérieure.

C'est ainsi que l'exportation de capital élargit les limites qu'impose la capacité de consommation du nouveau marché. Mais, en même temps, le transfert de méthodes de transport et de production capitalistes dans le pays étranger entraînent ici un développement économique rapide, la création d'un marché intérieur plus vaste par suite de la dissolution des rapports d'économie naturelle, l'extension de la production pour le marché et, par là, l'augmentation des produits qui sont exportés et par conséquent peuvent servir à de nouveaux versements d'intérêts du capital importé. Si la conquête de nouveaux marchés coloniaux signifiait autrefois avant tout la création de nouveaux moyens de consommation, les placements de capital se tournent aujourd'hui principalement vers des branches qui fournissent des matières premières pour l'industrie. En même temps, avec l'expansion de l'industrie indigène destinée à couvrir les besoins de l'exportation de capital, le capital exporté se tourne vers la production de matières premières pour les industries. Par là, les produits du capital exporté trouvent accueil dans le pays d'origine, et le cercle étroit dans lequel se mouvait la production en Angleterre s'élargit considérablement du fait de l'alimentation réciproque de l'industrie indigène et de la production du capital exporté.

Mais nous savons que l'ouverture de nouveaux marchés est un élément important pour mettre fin à une dépression industrielle, prolonger la durée d'une période de prospérité et atténuer l'effet de la crise. L'exportation de capital précipite l'ouverture de marchés extérieurs et développe considérablement leurs forces productives. En même temps, elle accroît la production dans le pays qui doit fournir les marchandises destinées à être envoyées en tant que capital à l'étranger. Elle devient ainsi un puissant stimulant de la production capitaliste qui, avec la généralisation de l'exportation de capital, entre dans une nouvelle période de *Sturm und Drang*⁴, de tempête et de fièvre, pendant laquelle le cycle de prospérité et de dépression semble raccourci, la crise atténuée. L'accroissement rapide de la production entraîne également un accroissement de la demande de main-d'œuvre, qui favorise les syndicats : les tendances immanentes à la paupérisation qui caractérisent le capitalisme semblent surmontées dans les pays de développement capitaliste ancien. La montée rapide de la production empêche de prendre conscience des maux de la société capitaliste et crée une vision optimiste de ses capacités de vie.

L'ouverture plus ou moins rapide des colonies et de nouveaux marchés dépend maintenant essentiellement de leur aptitude à servir à des déplacements de capitaux. Celle-ci est d'autant plus grande que la colonie est plus riche en biens, dont la production selon les méthodes capitalistes et l'écoulement sur le marché mondial sont assurés, et qui sont importants pour l'industrie indigène. Mais la rapide expansion du capitalisme depuis 1895 a entraîné une hausse des prix avant tout des métaux et du coton et par là fortement accru le désir d'ouvrir de nouvelles sources pour ces matières premières de la plus haute importance. C'est ainsi que le capital d'exportation cherche avant tout à s'investir dans les territoires qui sont capables de fournir ces produits et se tourne vers les secteurs dont la production, minière surtout, peut être entreprise immédiatement selon des méthodes hautement capitalistes. Grâce à cette production s'accroît de nouveau l'excédent que la colonie peut exporter et par là est donnée la possibilité de nouveaux placements de capitaux. Ainsi l'allure de la transformation capitaliste des nouveaux marchés est extraordinairement accélérée ; l'obstacle ne consiste pas en la pénurie de capital, mais plutôt en l'absence de main-d'œuvre « libre », c'est-à-dire salariée. La question ouvrière prend des formes aiguës et ne paraît pouvoir être résolue qu'à l'aide de moyens violents.

Comme toujours, quand le capital se trouve placé pour la première fois devant des conditions qui contredisent son besoin de mise en valeur et qu'on ne peut surmonter que lentement et progressivement, il a recours à la force de l'Etat et la met au service d'une expropriation violente qui lui procure la main-d'œuvre nécessaire, qu'il s'agisse, comme à ses débuts, de paysans européens, des indiens du Mexique et du Pérou, ou, comme aujourd'hui, des Noirs africains⁵. Les méthodes de violence font partie intégrante de la politique coloniale qui sans elles perdrait son sens capitaliste, tout comme l'existence d'un prolétariat sans terre est une condition indispensable du capitalisme. Faire une politique coloniale en évitant ses méthodes de violence est aussi absurde que de vouloir abolir le prolétariat en conservant le capitalisme.

Les méthodes d'obligation au travail sont variées. La principale est l'expropriation des indigènes, auxquels on prend leurs terres et, par là, la base même de leur existence. La terre devient la propriété des conquérants, la tendance étant de plus en plus de la remettre, non à des émigrants individuels, mais à de grandes sociétés. C'est le cas surtout quand il s'agit d'exploitations minières. Ici est créée brusquement, selon les méthodes de l'accumulation primitive, une richesse capitaliste entre les mains d'un petit nombre de magnats du capital, tandis que les petits colons en sont pour leurs frais. Qu'on pense aux richesses énormes qui sont ainsi concentrées entre les mains du groupe qui exploite les mines d'or et de diamants de l'Afrique du Sud, et dans une mesure plus restreinte entre les mains des compagnies coloniales allemandes, en liaison étroite avec les grandes banques. L'expropriation crée en même temps, avec les indigènes ainsi rendus libres, un prolétariat destiné à devenir un objet d'exploitation. L'expropriation elle-même est rendue possible par la résistance que les convoitises des conquérants suscitent tout naturellement chez les indigènes. L'attitude provocante des émigrants crée les conflits qui rendent « nécessaire » l'intervention de l'Etat, laquelle ne s'arrête pas à mi-chemin. L'effort du capital en vue de se procurer des objets passifs d'exploitation est désormais, en tant, que « pacification du territoire », but de l'Etat, pour la réalisation duquel toute la nation, c'est-à-dire en premier lieu les soldats prolétariens et les contribuables de la métropole, doit se porter garante.

Là où l'expropriation ne réussit pas d'une façon aussi radicale, ce but est atteint par l'établissement d'un système d'impôts, lequel exige des indigènes des contributions d'un montant tel qu'ils ne peuvent se le procurer que par un travail incessant au service du capital étranger. Cette éducation au travail a atteint sa perfection au Congo belge où, à côté des impôts écrasants, l'emploi permanent de la force, du genre le plus infâme, la tromperie et la ruse, sont les moyens de l'accumulation capitaliste. L'esclavage devient de nouveau un idéal économique et par là en même temps cet esprit de bestialité qui passe des colonies aux porteurs des intérêts coloniaux de la métropole, où il célèbre ses répugnantes orgies⁶.

4 D'après l'excellente expression de Parvus, *La Crise commerciale et les syndicats*, Munich, 1901.

5 Voir les exemples chez Parvus, *La Politique coloniale et l'effondrement*, Leipzig, 1907, pp. 63 sq.

6 Qu'on pense par exemple à l'enthousiasme scandaleux au pays des poètes et des penseurs pour un Carl Peters. Ce lien était déjà évident pour les libre-échangistes et son affirmation un bon moyen d'agitation contre la politique coloniale. C'est ainsi que Cobden déclare : « *Is it possible, that we can play the part of despot and butcher there (in India)*,

Si la population indigène ne suffit pas, soit parce que, par excès de zèle au moment de l'expropriation, les indigènes sont libérés, non seulement de la terre, mais aussi de la vie, soit parce que la population n'est pas assez résistante ni assez nombreuse pour fournir le niveau désiré du taux de plus-value, le capital s'efforce de résoudre le problème de la main-d'œuvre en faisant appel à des travailleurs étrangers. On organise l'importation de coolies et on veille en même temps, grâce au système raffiné de l'esclavage par contrat, à ce que les lois de l'offre et de la demande sur ce marché du travail ne puissent exercer aucun effet désagréable. Assurément cette solution de la question ouvrière n'est pas radicale pour le capital. L'introduction de coolies se heurte, d'une part, dans tous les pays où il y a de la place pour le travail des Blancs, à une résistance de plus en plus forte des ouvriers européens. Mais, en même temps, elle apparaît dangereuse même aux couches dirigeantes, là où la politique coloniale des pays européens entre en conflit avec les efforts de plus en plus grands du Japon, que doit suivre dans un temps prévisible la Chine elle-même⁷.

Mais si l'introduction de travailleurs jaunes est ainsi limitée, l'extension du champ du travail blanc l'est encore plus. La libération d'ouvriers par le développement du capitalisme est encore en partie arrêtée pour l'Europe. L'expansion rapide du capitalisme dans les pays les plus développés a même pour cette période d'expansion fougueuse créé une tendance contraire.

C'est ainsi que dans les deux dernières périodes de haute conjoncture, le capitalisme allemand s'est heurté lui-même à la barrière de la population ouvrière et dû veiller au recrutement nécessaire de l'armée de réserve industrielle à l'aide d'ouvriers étrangers. Dans une mesure beaucoup plus grande, le capitalisme des Etats-Unis est contraint lui aussi de faire venir des émigrants, tandis que le ralentissement du développement capitaliste en Angleterre se manifeste dans le chômage de plus en plus sensible. C'est ainsi que le territoire d'émigration se réduit à l'Europe du Sud et du Sud-Est et à la Russie. Mais, en même temps, par suite de l'expansion rapide, les besoins de travailleurs salariés se sont considérablement accrus.

Les pays qui interdisent, pour des raisons de politique sociale ou autre, l'immigration jaune, se heurtent dans leur expansion à la barrière de la population, et c'est précisément dans les territoires où le développement capitaliste est le plus riche de promesses, comme par exemple au Canada et en Australie, qu'elle est la plus difficile à surmonter. A cela s'ajoute que dans ces régions, qui comportent de vastes étendues de terres libres, l'expansion de l'agriculture exige également une population excédentaire en rapide croissance et fait ainsi obstacle à la formation d'un prolétariat de non possédants. Mais l'accroissement propre de la population de ces territoires est extrêmement faible, et dans les pays européens développés il se ralentit constamment⁸, ce qui a pour résultat de réduire l'excédent de population disponible pour l'émigration.

Ce ralentissement se fait sentir précisément dans les régions les plus importantes pour l'extension de la production agricole, à savoir le Canada, l'Australie et l'Argentine. D'où une tendance à la hausse des produits agricoles, hausse qui, en dépit des fortes capacités d'élargissement de cette production, s'accroît de jour en jour.

Mais cette barrière de la population n'est jamais que relative. Elle explique pourquoi l'expansion capitaliste ne progresse pas d'une façon plus ardente, mais ne la supprime pas. Elle porte du reste en elle son propre remède. Même si l'on fait abstraction de la création de main-d'œuvre salariée ou de travail forcé dans les territoires coloniaux proprement dits, ou de la libération de travailleurs européens par suite des progrès techniques réalisés dans les pays capitalistes métropolitains, libération jusqu'ici seulement relative, mais qui deviendrait absolue en cas de ralentissement de l'expansion, une plus forte réduction de cette expansion dans les territoires coloniaux où la main-d'œuvre est européenne aurait pour conséquence de pousser le capitalisme à se tourner de plus en plus vers les pays encore retardataires d'Europe, quitte à surmonter les obstacles d'ordre politique qui se dresseraient devant lui et à s'ouvrir ainsi des territoires où son introduction, par la destruction de l'industrie familiale dans les campagnes et la libération de la population agraire, fournirait en plus grande quantité du matériel pour l'accroissement de l'émigration.

Or, si les nouveaux marchés ne sont plus de simples territoires de débouchés, mais des sphères de placement de capital,

without finding our character deteriorate at home ? » (Cité par Schultze-Gaevernitz. *op. cit.*, n. 104).

7 Voir à ce sujet le débat sur la question de l'immigration dans la *Neue Zeit* XXVI, I, et particulièrement Otto Bauer, « Emigrations prolétariennes », et Max Schippel, « Les Forces de travail étrangères et la législation des différents pays ».

8 Voir à ce sujet les indications que donne Paul Mombert (*Etudes sur le mouvement de la population en Allemagne*, 1907). C'est ainsi qu'en Europe le rapport des naissances au nombre d'habitants fut en moyenne la suivante (sur 1 000) :

1841-1850	37,8	1881-1885	38,4
1851-1860	37,8	1886-1890	37,8
1861-1870	38,6	1891-1895	37,2
1871-1875	39,1	1896-1900	36,9
1876-1880	38,7	1901-	36,5

De même, la baisse du chiffre des naissances est considérable aux Etats-Unis et étonnante en Australie. Aux Nouvelles-Galles du Sud, par exemple, il y avait, pour 1 000 femmes mariées âgées de 15 à 45 ans en 1861, 340,8 naissances, et en 1901, 235,3 (Voir également les précisions fournies par Schultze-Gaevernitz, *op. cit.*, p. 195, qui cite le cri d'alarme poussé par l'expert gouvernemental Coghlen : « Le problème de la baisse du chiffre des naissances est d'une importance primordiale et en Australie plus que partout ailleurs. De sa solution dépend la question de savoir si notre pays occupera jamais une place parmi les grandes nations du monde. »

L'accroissement de la population dans les régions citées est par conséquent dû uniquement à la baisse considérable de la mortalité, plus forte que celles des naissances. En Allemagne, la mortalité a jusqu'à présent baissé beaucoup plus fortement que la natalité. « Si cette dernière baisse se poursuit, un moment viendra où la diminution de la mortalité sera plus lente et où le rapport des deux baisses s'inversera. Par là, l'excédent des naissances manifesterait une tendance à la baisse » (Mombert, *op. cit.*, p. 263). C'est ce qu'on constate déjà en Angleterre et dans le Pays de Galles, en Écosse et en Suède. Pour ce stade de l'expansion capitaliste, le jugement final de Mombert est très pertinent. « Dans un avenir pas trop éloigné, le point fondamental du problème de la population sera peut-être, et pas seulement en France, moins dans une trop forte que dans une trop faible augmentation de la population » (p. 280).

cela a pour conséquence un changement dans l'attitude politique des pays exportateurs de capital.

Le commerce, dans la mesure où il n'était pas commerce colonial, c'est-à-dire vol et pillage, mais commerce avec une population blanche ou jaune capable de résistance et relativement développée, laissa longtemps intactes les structures sociales et politiques de ces pays et se limita uniquement aux relations économiques. Aussi longtemps qu'il existe un pouvoir d'Etat, capable de maintenir un semblant d'ordre, la domination directe a moins d'importance. Cela change avec la prédominance de l'exportation de capital, qui met en jeu des intérêts beaucoup plus vastes. Quand on construit à l'étranger des voies ferrées, qu'on y acquiert de la terre, qu'on y installe des ports, qu'on y ouvre et qu'on y exploite des mines, le risque est beaucoup plus grand que quand on se contente d'acheter et de vendre des marchandises.

L'état arriéré des rapports juridiques devient ainsi un obstacle, et le capital financier exige de plus en plus impérieusement qu'on l'écarte, au besoin par la violence. D'où les conflits de plus en plus graves entre les pays capitalistes développés et le pouvoir d'Etat des pays retardataires, des tentatives de plus en plus pressantes en vue d'imposer à ces derniers les règles de droit en vigueur dans les premiers, que ce soit en ménageant ces pouvoirs d'Etat, soit en les détruisant purement et simplement. En même temps, la concurrence qui se livre autour des nouvelles sphères de placement oppose les uns aux autres les pays capitalistes développés. Mais, à l'intérieur même de ces territoires, le capitalisme importé accroît les contradictions et suscite la résistance des peuples éveillés à la conscience nationale, résistance qui peut mener facilement à des mesures dangereuses contre le capital étranger. Les anciens rapports sociaux sont complètement bouleversés, l'isolement millénaire des « nations sans histoire » brisé et ces nations entraînées dans le tourbillon capitaliste. Le capitalisme lui-même fournit aux indigènes les voies et moyens de leur libération. Le but le plus élevé que se proposaient autrefois les nations européennes, à savoir l'établissement de l'unité nationale en tant que moyen de la liberté économique et culturelle, ce but devient le leur. Ce mouvement d'indépendance menace le capital européen précisément dans ses territoires d'exploitation les plus riches et les plus précieux, et c'est pourquoi il se voit contraint, pour maintenir sa domination, d'employer des méthodes de plus en plus violentes.

D'où l'appel de tous les capitalistes possédant des intérêts dans les pays étrangers au pouvoir de l'Etat, dont l'autorité pourra les défendre jusque dans les coins les plus reculés du globe, l'appel au pavillon de guerre qu'il faut montrer partout pour que le pavillon commercial puisse être planté partout.

Mais c'est dans la domination complète du nouveau territoire par le pouvoir d'Etat de la métropole que le capital d'exportation est le plus à l'aise. Car alors l'exportation de capital d'autres pays est exclue, il jouit d'une situation privilégiée et ses profits obtiennent, si possible encore, la garantie de l'Etat. C'est ainsi que l'exportation de capital agit également dans le sens d'une politique impérialiste.

L'exportation de capital, surtout sous la forme de capital industriel et de capital financier, a considérablement accéléré la transformation de tous les rapports sociaux et l'extension du capitalisme sur toute la surface du globe. Le développement capitaliste ne s'est pas fait d'une façon autonome dans chaque pays séparément, mais avec le capital ont été importés en même temps la production capitaliste et les rapports d'exploitation, et cela toujours au stade atteint dans le pays le plus avancé. De même qu'aujourd'hui une nouvelle industrie ne se développe pas à partir de la technique et des méthodes artisanales en immenses entreprises modernes, mais est créée directement en tant qu'entreprise hautement capitaliste, de même le capitalisme est importé, aujourd'hui, dans un nouveau pays à son niveau le plus élevé et développe par conséquent des effets révolutionnaires avec une force beaucoup plus grande et en un temps beaucoup plus court que, par exemple, le capitalisme hollandais ou britannique.

Ce qui fait époque dans l'histoire de l'exportation de capital, c'est la transformation du système des transports. Les chemins de fer et les bateaux à vapeur ont pour le capitalisme une importance énorme à cause de la réduction du temps de circulation qu'ils entraînent. De ce fait du capital de circulation est libéré et le taux de profit accru. La diminution du prix des matières premières fait baisser le prix de revient et élargit la consommation. En outre, ces moyens de transport modernes créent ces vastes territoires économiques qui rendent possibles les immenses usines modernes avec leur production de masse. Mais, surtout, les chemins de fer ont été le principal moyen de l'ouverture des marchés extérieurs. C'est grâce à eux que l'utilisation des produits de ces pays à travers l'Europe a été possible dans une mesure telle que le marché s'est élargi rapidement en un marché mondial. Mais plus important encore était le fait que des exportations de capital en plus grandes dimensions devenaient nécessaires pour l'installation de ces voies ferrées, lesquelles ont été construites presque uniquement avec du capital européen, surtout anglais.

L'exportation de capital était le monopole de l'Angleterre et elle assura à ce pays la suprématie sur le marché mondial. Du point de vue tant industriel que financier l'Angleterre n'avait donc pas à craindre la concurrence. C'est pourquoi son idéal resta la liberté du marché. A l'inverse, la supériorité de l'Angleterre devait pousser d'autres pays à maintenir et à étendre leur domination sur les territoires qu'ils avaient conquis, pour pouvoir être protégés, au moins dans les limites de ces territoires, contre la concurrence anglaise.

Mais cela changea dès que le monopole de l'Angleterre fut brisé et qu'en face du capitalisme anglais non organisé d'une façon suffisamment efficace par suite du libre-échange se dressèrent des concurrents mieux armés : l'américain et l'allemand. L'évolution vers le capital financier créa dans ces pays une forte tendance à l'exportation de capital. Nous, avons vu comment le développement des sociétés par actions et des cartels crée des bénéfices de fondateur qui affluent dans les banques en tant que capitaux à la recherche d'emploi. A quoi il faut ajouter que le système protectionniste réduit la consommation intérieure et par conséquent oblige à accroître les exportations. En même temps, les primes d'exportation rendues possibles par la protection douanière des cartels fournissent le moyen de concurrencer victorieusement l'Angleterre sur les marchés extérieurs, concurrence d'autant plus dangereuse que la grande industrie plus jeune de ces pays est, grâce à ses installations nouvelles, souvent supérieure à l'anglaise. Mais, si les primes d'exportation sont devenues une arme puissante dans la lutte pour la concurrence, elle est d'autant plus efficace que les primes sont plus élevées. Leur importance dépend du montant des droits de douane. C'est pourquoi chaque classe capitaliste nationale est intéressée à l'accroissement de ces droits. Et ici il n'est pas possible à la longue de rester en arrière. Le système protectionniste d'un pays entraîne nécessairement celui de l'autre, et d'autant plus sûrement que le capitalisme y est plus développé, plus puissants et plus vastes les monopoles capitalistes. La hausse des droits protecteurs devient un facteur décisif dans la lutte pour la concurrence. Quand elle intervient dans un pays donné, elle doit être

immédiatement imitée par l'autre pour que les conditions de concurrence ne soient pas aggravées sur le marché mondial. Le protectionnisme industriel devient, tout comme le protectionnisme agricole, une vis sans fin.

Mais la lutte pour la concurrence, qui ne peut être soutenue que par le plus bas prix de la marchandise, risque toujours d'entamer des pertes ou de ne pas donner le profit moyen. C'est pourquoi, les grandes unions de capitalistes s'efforcent ici aussi d'éliminer la concurrence. D'autant plus que l'exportation, nous l'avons vu, devient pour elles une nécessité à laquelle il faut satisfaire à tout prix parce que les conditions techniques d'une échelle de production la plus vaste possible l'exigent absolument. Cependant, sur le marché mondial, la concurrence règne et il ne reste d'autre solution que de remplacer une sorte de concurrence par une autre, moins dangereuse : à la concurrence sur le marché des marchandises ou seul décide le prix de la marchandise se substitue la concurrence sur le marché du capital dans l'offre de capital de prêt, dont l'allocation est déjà liée, à la condition d'une fourniture ultérieure de marchandises. L'exportation de capital devient ainsi un moyen d'assurer au pays exportateur les fournitures industrielles. L'acheteur n'a plus le choix : il devient débiteur et tombe sous la coupe du créancier lequel lui impose ses conditions. Ainsi la Serbie ne reçoit d'emprunt de l'Autriche, de l'Allemagne ou de la France, que si elle s'engage à faire venir ses canons ou son matériel ferroviaire de Skoda, de Krupp ou de Schneider. La lutte pour l'écoulement des marchandises devient lutte pour les sphères de placement du capital de prêt entre les groupes bancaires nationaux et, comme, à cause de l'égalisation internationale des taux d'intérêts, la concurrence économique est prise ici à l'intérieur de limites relativement étroites, la lutte économique devient rapidement une lutte pour le pouvoir menée à l'aide d'armes politiques.

Mais, du point de vue économique, les vieux pays capitalistes ont précisément dans ces luttes un avantage⁹. L'Angleterre possède une industrie déjà ancienne et rassasiée de capital qui, adaptée depuis l'époque du monopole anglais aux besoins du marché mondial, se développe plus lentement que l'industrie allemande ou américaine. Mais, d'un autre côté, le capital accumulé est considérable, et de ses placements extérieurs des masses de profit toujours nouvelles affluent dans la métropole. Le rapport des masses de capital à accumuler au capital qu'on peut placer à l'intérieur est ici le plus grand, la poussée vers les placements extérieurs la plus forte, le taux d'intérêt exigé le plus faible. Pour d'autres raisons, le même effet s'est produit en France. Ici aussi, d'un côté une richesse accumulée, bien que, d'après ses rapports de propriété, moins concentrée, mais centralisée par le système bancaire, avec un afflux constant provenant de placements étrangers, et de l'autre un développement industriel très lent, d'où ici aussi un fort désir d'exportation du capital. Cette avance ne peut être compensée que par une plus forte pression de la diplomatie, moyen dangereux et pour cette raison limité, ou, économiquement, par des réductions de prix, qui, contrebalancent des versements d'intérêts éventuellement plus élevés.

Mais la vivacité de la concurrence suscite le désir de l'écarter. La méthode la plus simple est d'incorporer des parties du marché mondial dans le marché national, par conséquent de conquérir des territoires extérieurs grâce à la politique coloniale. Si le libre-échange se montrait indifférent à l'égard des colonies, le protectionnisme mène une plus grande activité dans ce domaine. Ici les intérêts des Etats entrent directement en conflit.

Un autre facteur joue dans le même sens. Déjà du point de vue purement quantitatif, il est plus avantageux pour un pays d'exporter ses capitaux sous forme de capital industriel que sous forme de capital de prêt, car le profit est plus élevé que l'intérêt. En outre, la disposition et le contrôle du capital sont plus directs avec le capital industriel qu'avec le capital de prêt. L'influence exercée par le capital anglais placé dans les obligations de chemins de fer américains, par conséquent en tant que capital portant intérêt, sur la politique des dirigeants des chemins de fer américains, est faible, tandis qu'elle est décisive là où les entreprises industrielles travaillent avec du capital anglais. Mais ce sont surtout les cartels et les trusts qui exportent aujourd'hui du capital industriel, et cela pour différentes raisons. D'une part, ils sont les plus forts dans l'industrie lourde où, nous l'avons vu, la tendance à l'exportation de capital se fait sentir le plus nettement en vue de procurer de nouveaux débouchés à la production qui s'accroît dans des proportions colossales. La construction de voies ferrées, l'exploitation des mines, l'accroissement des équipements militaires des pays étrangers, l'établissement d'installations électriques, tout cela est avant tout l'affaire de ces industries lourdes à caractère de monopole. Derrière eux se trouvent les grandes banques en liaison étroite avec ses branches d'industrie. A quoi il faut ajouter, d'une part que le désir d'élargissement de la production est très fort dans l'industrie cartellisée, et, d'autre part, que le prix élevé des cartels fait obstacle à cet élargissement sur le marché intérieur, de sorte que l'expansion à l'extérieur reste la seule issue. D'ailleurs, les cartels disposent grâce à leurs surproduits, de capitaux toujours prêts à l'accumulation qu'ils préfèrent placer dans leurs propres secteurs, où le taux de profit est le plus élevé. En outre la liaison des banques et de l'industrie est ici la plus étroite et la perspective d'obtenir des bénéfices de fondateur par l'émission des actions d'entreprises devient un fort motif d'exportation de capital. Aussi est-ce dans les pays où l'industrie est la plus avancée au point de vue de l'organisation, comme en Allemagne et aux Etats-Unis, qu'on constate aujourd'hui la plus forte tendance à l'exportation de capital industriel. Cela explique ce phénomène singulier que ces pays, d'une part, exportent du capital, et, d'autre part,

9 Les capitaux britanniques placés à l'étranger sont évalués en 1900 à 2 500 millions de livres sterling, avec un accroissement supposé de 50 millions par an, dont 30 millions en titres. Les investissements à l'étranger semblent croître plus rapidement qu'à l'intérieur. En tout cas, le revenu total britannique au cours des années 1865-1898 n'a que doublé, alors que le revenu provenant des capitaux placés à l'étranger s'est dans le même temps multiplié par 9 (Giffen). On trouvera des indications détaillées dans une conférence de George Paish, publiée dans le *Journal of the Royal Statistical Society*, septembre 1909. D'après lui, le revenu provenant des emprunts d'Etat de l'Inde fut en 1906-1907 de 8 768 237 livres sterling, celui des autres colonies de 13 952 722, et de tous les autres pays de 8 338 124 livres sterling, soit en tout 31 039 083 livres sterling contre 25 374 192 en 1897-1898. Le revenu provenant d'autres valeurs (chemins de fer) est évalué à 48 521 000 livres sterling. La somme du capital étranger est évaluée à 2 700 millions de livres sterling, dont 1 700 millions investis dans les chemins de fer avec un revenu total, de 140 millions de livres sterling, ce qui correspond à un intérêt de 5,2 %. Et ces chiffres sont sans doute inférieurs à la réalité. Le capital français investi à l'étranger était estimé par P. Leroy-Beaulieu à 34 milliards de francs, et il devrait avoir atteint 40 milliards de francs par an.

Quant aux capitaux allemands placés à l'étranger, Schmoller les évaluait en 1892, dans le rapport à la commission d'enquête sur la Bourse, à 10 milliards, W. Christians à 13 milliards, rapportant un bénéfice de 5 à 600 millions de marks par an. Pour 1906 Sartorius évalue à 26 milliards, dont 16 milliards en titres le montant des investissements allemands à l'étranger, avec un revenu annuel d'environ 1 240 millions de marks. Voir Sartorius, *op. cit.*, pp. 88 sq.

important de l'étranger une partie du capital nécessaire à leur propre économie. Ils exportent surtout du capital industriel et élargissent ainsi leur propre industrie dont ils se procurent le capital de fonctionnement en partie sous forme de capital de prêt dans des pays à développement industriel plus lent, mais possédant une plus grande richesse de capital accumulé. En quoi non seulement ils profitent de la différence entre le profit industriel qu'ils réalisent sur les marchés extérieurs et l'intérêt beaucoup plus bas qu'ils doivent verser sur le capital emprunté, mais ils s'assurent, par ce genre d'exportation de capital, l'élargissement plus rapide de leur propre industrie. Ainsi les Etats-Unis exportent en grandes quantités du capital industriel dans les pays de l'Amérique du Sud, tandis qu'ils importent du capital de prêt d'Angleterre, de Hollande, de France, etc., sous forme d'obligations¹⁰, pour faire marcher leur propre industrie.

Ainsi, grâce au développement de l'exportation de capital, la cartellisation assure, sous ce rapport également, aux capitalistes du pays où la monopolisation de l'industrie est la plus avancée, une avance par rapport à ceux dont l'industrie est moins bien organisée, et éveille, d'une part, dans ces pays le désir d'accélérer, au moyen du protectionnisme, la cartellisation de l'industrie, tandis qu'elle renforce, d'autre part, dans les pays les plus avancés la tendance à assurer à tout prix la poursuite des exportations de capitaux par l'élimination de la concurrence du capital étranger.

Si l'exportation du capital sous ses formes les plus développées est supportée par les secteurs dont la concentration est la plus avancée, elle accroît en revanche leur puissance et leur accumulation. Ce sont les plus grandes banques et les plus grandes branches d'industrie qui obtiennent les meilleures conditions pour la mise en valeur du capital sur les marchés extérieurs. C'est à elles que reviennent les surprofits abondants auxquels de moindres puissances capitalistes ne peuvent même songer.

La politique du capital financier poursuit ainsi trois objectifs : premièrement, créer un territoire économique le plus vaste possible, qui sera, deuxièmement, protégé par de hautes barrières douanières contre la concurrence étrangère, et deviendra ainsi, troisièmement, un territoire réservé aux unions nationales à caractère de monopole. Mais ces ambitions devaient entrer en contradiction avec la politique que le capital industriel, pendant sa domination exclusive (dans ce double sens que le capital commercial et bancaire lui étaient subordonnés et qu'il exerçait en même temps la domination exclusive sur le marché mondial, avait menée en Angleterre sous sa forme la plus classique. D'autant que la politique du capital financier dans les autres pays menaçait de plus en plus les intérêts du capital industriel anglais. Le pays du libre-échange était la cible naturelle de la concurrence étrangère. Certes, le *dumping* comporte pour l'industrie anglaise également ses avantages. L'industrie de transformation obtenait, grâce à la concurrence des vendeurs à bas prix, des matières premières à bon marché. Mais, d'un autre côté, cela nuisait précisément aux industries productrices de matières premières. Et en outre, avec le développement de la cartellisation, le resserrement de nouvelles phases de la production et l'extension du système des primes d'exportation, l'heure devait sonner aussi pour les industries anglaises qui avaient tiré profit jusque-là du *dumping*, A quoi il faut ajouter enfin ce facteur très important que le protectionnisme offre la perspective d'une ère de rapide monopolisation avec ses promesses de surprofits et de bénéfices de fondateurs, qui constituent pour le capital anglais une grande tentation.

D'un autre côté, une union de l'Angleterre avec ses colonies au moyen d'une protection douanière est tout à fait possible. Les dominions de la Couronne britannique sont pour la plupart des territoires qui jouent pour l'Angleterre avant tout le rôle de fournisseurs de matières premières¹¹ et d'importateurs de produits industriels¹². La politique protectionniste, particulièrement dans

10 Même là où les capitaux européens sont placés en actions de sociétés américaines, ils n'en tirent très souvent rien de plus qu'un intérêt, puisque le bénéfice de l'entrepreneur est déjà contenu dans le bénéfice du fondateur des banques américaines.

11 Au cours des vingt dernières années, les importations de froment et autres céréales de l'étranger ont augmenté de 4 millions de livres sterling, soit de 9 %, celles provenant des possessions britanniques, elles, de 9,25 millions de livres sterling, soit de 84 %. Quant aux importations de viande de l'étranger, elles ont augmenté de 16,5 millions de livres sterling, soit 79 %, et celles provenant des possessions britanniques, de 8 millions de livres sterling (230 %). Enfin les importations de beurre et de fromage des pays étrangers et celles provenant des possessions britanniques ont augmenté respectivement de 60 % et de 630 %. Les importations de céréales en provenance des possessions britanniques s'élevaient en 1895 à 7 722 000 livres sterling, en 1905, à 20 345 000 livres sterling, soit accroissement de 163 %. En même temps, les importations totales passèrent de 45 359 000 livres à 49 684 000 livres, soit une augmentation de 9,5 %. En 1895, les pays étrangers couvraient 85,4 % des besoins en céréales du Royaume-Uni et les possessions britanniques 14,6 %. En 1905 ces pourcentages respectifs étaient de 71 % et de 19 % (W. A. S. Hewins, « L'Empire britannique », dans *L'Economie mondiale* publiée par Ernst von Halle, 1906, III, p. 7).

12 D'après les indications de la commission Chamberlan (citées par Schultze-Gaevernitz, *op. cit.*, p. 2,16), la valeur des importations en provenance de la Grande-Bretagne était par habitant :

en Allemagne, Hollande, Belgique	0,118	livre sterling
en France.....	0,8	-
aux Etats-Unis.....	0,63	-
au Natal.....	8,60	-
au Cap.....	6,196	-
en Australie.....	5,56	-
en Nouvelle-Zélande.....	7,57	-
au Canada.....	1,184	-

Les colonies britanniques importèrent en 1901 :
de la métropole123,5 millions de livres sterling
d'autres colonies britanniques.....68,0 -
de l'étranger.....90,0 -

Quant aux exportations du Royaume-Uni, elles étaient (en millions de livres sterling) les suivantes :

	<u>1866</u>	<u>1872</u>	<u>1882</u>	<u>1902</u>
à destination des colonies britanniques :	57,7	60,6	84,8	109,0

le domaine de l'agriculture, des autres pays les a déjà tournés vers l'Angleterre comme leur principal marché de débouchés. Mais, dans la mesure où l'industrie anglaise empêcherait le développement de leur propre industrie, ces pays se trouvent encore au stade des droits protecteurs éducatifs, c'est-à-dire à un stade qui ne supporte pas des droits de douane trop élevés parce qu'ils ont absolument besoin d'importer des produits industriels de l'extérieur pour approvisionner leur propre marché. Il est donc parfaitement possible de réaliser un protectionnisme de cartel de tout l'Empire britannique en conservant des droits de douane éducatifs inter-Etats, et la perspective d'un tel territoire économique qui, en outre serait assez fort, tant politiquement qu'économiquement, pour s'opposer à l'élimination des industries britanniques par l'élévation des droits de douane d'autres pays, est propre à unir toute la classe capitaliste¹³. A quoi il faut ajouter que le capital travaillant dans les colonies est en majeure partie entre les mains de capitalistes anglais, pour qui le protectionnisme d'Empire est beaucoup plus important que l'accroissement qu'apporteraient les tarifs douaniers coloniaux autonomes¹⁴.

Les Etats-Unis sont, eux aussi, un territoire économique suffisamment vaste, même pour l'ère de l'impérialisme, dont l'expansion est du reste géographiquement déterminée. Le mouvement pan-américain, qui a trouvé dans la doctrine de Monroe sa première expression politique, n'en est qu'à ses débuts, et a encore, du fait de l'énorme supériorité des Etats-Unis, de grandes perspectives devant lui.

Il en est autrement en Europe où la division entre Etats a créé des intérêts opposés au point de vue économique, qui font obstacle à leur élimination au moyen d'une Union douanière. Ici il ne s'agit pas, comme pour l'Empire britannique, de parties complémentaires, mais de formations plus ou moins semblables et qui pour cette raison se font concurrence.

Opposition encore aggravée par la politique du capital financier, dont l'effort ne consiste pas à créer des territoires économiques unis en Europe même, comme au XIX^e siècle, mais à s'emparer de marchés neutres étrangers en utilisant les moyens de force des Etats européens. Car il ne s'agit pas de s'emparer de pays déjà fortement développés au point de vue capitaliste, dont l'industrie elle-même serait capable d'exporter, ce qui signifierait une concurrence accrue pour celle du pays conquérant, et en tout cas ne pourrait servir de sphère de placement pour son capital excédentaire. Il s'agit tout au contraire de territoires encore fermés, et qu'il serait très important d'ouvrir pour les plus puissants groupes de capitalistes, donc principalement de territoires coloniaux, où il serait possible de procéder à d'énormes placements de capitaux, en particulier dans la création d'un système de transports moderne, soit terrestres, soit maritimes¹⁵.

à destination des pays européens.....	63,8	108,0	85,3	86,5
à destination des pays d'Asie,				
d'Afrique et de l'Amérique du Sud non britanniques.....	42,9	47,0	40,3	54,1
à destination des Etats-Unis.....	28,5	40,7	31,0	23,8

- 13 C'est pourquoi cet argument fut toujours mis en avant par Chamberlain dans sa propagande. « Il me semble que le sens de l'époque tend à mettre tout le pouvoir entre les mains des grandes nations. Les petits pays, qui ne progressent pas, me paraissent destinés à tomber dans une position subalterne. Mais, si la Grande-Bretagne reste unie, aucune puissance au monde ne peut la dépasser en superficie, en population, en richesse et en variété des ressources. » Discours du 31 mars 1897 cité par Marie Schwab, *La Politique commerciale de Chamberlain*, Iéna, 1905, p. 6.
- 14 L'intérêt que l'ensemble de la classe capitaliste a dans la réforme des tarifs douaniers et l'impérialisme, où l'on met adroitement au premier plan celui des industries de transformation, est exposé de la façon suivante par le professeur Hewins : « Le Royaume-Uni importe actuellement ses produits alimentaires de certains pays avec lesquels il n'a conclu aucun accord de réciprocité. Aussi doit-il utiliser pour le règlement de ces importations de produits alimentaires l'appareil compliqué du commerce international et chercher constamment de nouveaux débouchés pour ses produits manufacturés dans le monde et régler ses dettes au moyen d'accords de réciprocité entre les pays. A la longue, cette politique commerciale est impossible pour les raisons suivantes : a) Le nombre des pays ainsi ouverts aux importations de produits britanniques diminue constamment et, sur les marchés de l'Extrême-Orient, par exemple, nous nous heurterons certainement et très bientôt à la concurrence imbattable du Japon. b) La nécessité où nous sommes de chercher constamment pour nos produits d'autres débouchés que des pays comme l'Allemagne et les Etats-Unis, abstraction faite encore une fois des colonies, a une influence nuisible sur le développement économique de l'Angleterre. La tendance naturelle de ce développement consistait en ce que les industries anglaises s'efforçaient d'atteindre des niveaux de plus en plus élevés, employaient des ouvriers de plus en plus qualifiés et amélioraient sans cesse leurs qualités techniques. Mais désormais il ne saurait plus en être de même. Les pays les plus avancés se ferment à nos importations et l'industrie anglaise, contrainte de traiter avec les pays du monde les plus arriérés, doit produire les marchandises correspondant à leurs besoins. c) Il en résulte un conflit entre deux tendances opposées. Précisément dans ce domaine des marchandises de grande consommation, les plus jeunes pays industriels peuvent faire de grands progrès. Ici l'Allemagne, la Belgique, les Etats-Unis, l'Autriche, et même le Japon peuvent nous faire concurrence. D'un autre côté se manifeste dans l'industrie anglaise la tendance à développer plus de spécialités que les entreprises fabriquant des produits de grande consommation et à produire ainsi des marchandises plus chères. C'est ainsi que la Grande-Bretagne passe de plus en plus à l'arrière-plan dans les territoires dont elle dépend de plus en plus pour le paiement des denrées alimentaires qu'elle importe. C'est ce qui explique l'importance qu'a dans tout l'Empire l'effort en vue de l'organisation d'une plus grande activité professionnelle britannique » (Hewins, *op. cit.*, p. 37).
- 15 Les chiffres suivants montrent l'importance qu'a pour l'Angleterre la construction des chemins de fer dans les colonies : « En 1880 l'Empire britannique possédait 40 000 milles anglais de voies ferrées, dont les 3/8 dans le Royaume-Uni et 5/8 dans les colonies et possessions d'outre-mer. En 1904, le réseau était, passé, à 95 000 milles anglais, dont encore 2/9 dans le Royaume-Uni. Il s'était donc accru de 26 % dans la métropole et de 223 % dans les colonies. Le développement rapide de ces dernières repose naturellement sur l'ouverture de territoires où il n'y avait pas jusqu'alors de chemins de fer, sinon dans un état très primitif. C'est ainsi que, depuis 1880 la longueur des voies ferrées a triplé en Inde et au Canada quadruplé en Australie, quintuplé en Afrique du Sud. En dehors du Royaume-Uni la plus grande densité du réseau ferré est en rapport avec la densité de la population en Australie, où, pour 1 000 habitants, il y a 3,86 milles de voies ferrées, contre 3,76 au Canada et 0,19 en Inde. D'une façon caractéristique, le grand réseau ferré du Royaume-Uni paraît petit en comparaison des Etats-Unis où d'après le *Poor's Railroad Manual* de 1904, il y avait en activité 212 349 milles de rail, c'est-à-dire plus du double de la longueur du réseau ferré de l'Empire britannique, dont la population est cinq fois plus

L'Etat veille à ce que la main-d'œuvre soit mise à disposition dans les colonies dans des conditions permettant le surprofit. En outre il assure dans de nombreux cas le profit global en lui donnant sa caution. Les richesses naturelles des colonies deviennent également une source de surprofits. Il s'agit surtout ici de diminuer le coût des matières premières, par conséquent le prix de revient des produits industriels. Dans les colonies, la rente foncière n'existe pas ou presque pas. L'expropriation des indigènes et, dans le meilleur des cas, leur transformation, de pâtres ou chasseurs, en esclaves par contrat ou en cultivateurs enfermés dans des réserves, libère d'un seul coup des terres qui n'ont qu'un prix théorique. Si la terre est fertile, elle peut fournir à l'industrie indigène ses matières premières, par exemple du coton, à bien meilleur marché que les anciennes sources d'où l'on tirait ces marchandises. Même quand le prix américain est déterminant, cela signifie qu'une partie de la rente foncière, qui autrement devrait être payée au fermier américain, revient maintenant aux propriétaires des plantations coloniales.

Plus important encore est le ravitaillement en matières premières de l'industrie métallurgique. Le développement rapide des industries métallurgiques a, en dépit de tous les progrès techniques, tendance à élever le prix des métaux, tendance encore accentuée par la monopolisation capitaliste. Il est d'autant plus important d'avoir dans son propre territoire économique des sources d'approvisionnement pour ces matières premières¹⁶.

L'aspiration à la conquête de colonies mène ainsi à une opposition croissante entre les grands territoires économiques et exerce en Europe une influence décisive sur les rapports entre les différents pays. Les conditions naturelles qui, à l'intérieur d'un grand espace économique comme celui des Etats-Unis, sont une cause de progrès rapides, en Europe, au contraire, où elles sont réparties de la façon la plus diverse, entre un grand nombre de petits espaces économiques, entravent le progrès et le différencient en faveur des plus grands et au détriment des plus petits, d'autant plus qu'aucun libre-échange ne lie ces espaces en une vaste unité économique. Mais cette inégalité a pour les différents pays les mêmes conséquences que pour les différentes couches de la population à l'intérieur de ces pays, à savoir la dépendance des plus forts à l'égard des plus faibles. Le moyen économique est ici aussi l'exportation de capital : le pays riche en capital l'exportant en tant que capital de prêt, il devient créancier du pays importateur

Aussi longtemps que l'exportation de capital servait essentiellement, d'abord à créer dans le pays retardataire le système des transports, et ensuite à développer les industries de consommation, elle favorisait l'essor capitaliste de ce pays. Certes, cette méthode avait aussi ses inconvénients : la plus grande partie du profit s'écoulait à l'étranger, pour y être, soit dépensée en tant que revenu, par conséquent sans faire travailler les industries du pays débiteur, soit pour y être accumulée. Cette accumulation, bien entendu, ne se faisait pas dans le pays d'où provenait le profit et, par suite de cet absentéisme capitaliste¹⁷, l'accumulation dans ce pays, et par conséquent le développement du capitalisme, était considérablement ralenti. Dans les grands territoires économiques, où le capitalisme devait se développer rapidement en partant des conditions internes, on assista rapidement à une naturalisation du capital étranger. C'est ainsi que l'Allemagne a assimilé très rapidement le capital belge et français, qui jouait un rôle important, surtout dans l'industrie minière de Rhénanie-Westphalie. Mais, dans les petits territoires économiques, cette naturalisation était rendue très difficile du fait que la formation d'une classe capitaliste autochtone y était beaucoup plus lente.

Toutefois, cette émancipation devint complètement impossible dès que l'exportation de capital changea de caractère, que les classes capitalistes des grands territoires économiques s'efforcèrent moins de créer des industries de biens de consommation dans les pays étrangers, que de s'assurer le contrôle des matières premières destinées à leurs industries de biens d'équipement en voie de développement constant. C'est ainsi que les mines des pays de la péninsule ibérique passèrent sous le contrôle du capital étranger, lequel désormais ne fut plus exporté en tant que capital de prêt, mais investi dans les mines, de même que - en dépit d'une plus grande résistance - les ressources minières des pays scandinaves, particulièrement de la Suède. A une époque où ils auraient pu passer à la création de la plus importante des industries modernes, l'industrie sidérurgique, ces pays se virent privés de leurs matières premières en faveur de l'industrie anglaise, allemande et française. Ainsi leur développement capitaliste, mais par là aussi leur développement politique et financier, en fut entravé. Économiquement tributaires du capital étranger¹⁸, ils devinrent, politiquement aussi, des pays de second ordre, contraints de se soumettre à la protection des grands.

D'un autre côté, l'importance croissante de la politique coloniale capitaliste plaça la Grande-Bretagne dans la nécessité de défendre son empire colonial, ce qui signifiait le maintien de sa supériorité maritime et la sauvegarde de ses voies de communication avec l'Inde. Dans ce but, elle avait besoin de disposer de ports sur l'Atlantique, ce qui l'obligeait à entretenir de bonnes relations avec les Etats riverains de cet océan. Et elle le pouvait parce que, du point de vue économique, elle tenait, grâce à ses exportations de capitaux, ces petits Etats sous sa dépendance. La puissance de la flotte anglaise devait également pousser la France du côté de l'Angleterre, dès que les prétentions allemandes à participer à la politique coloniale de la France mirent ce pays en opposition avec l'Allemagne et lui causèrent, comme à tous les autres pays possesseurs de colonies, des inquiétudes au sujet de ses possessions d'outre-mer. Ainsi se développa la tendance, non pas à supprimer les barrières douanières à l'intérieur

nombreuse. Il en résulte par conséquent la perspective d'une nouvelle extension, presque illimitée, du réseau ferré dans l'Empire britannique. Presque tout le capital nécessaire par la construction de ces lignes de chemins de fer a été rassemblé aux Etats-Unis ; les sommes investies dans les chemins de fer britanniques en dehors de la métropole peuvent être évaluées à environ 850 millions de livres sterling, les recettes annuelles brutes à 75 millions de livres et les recettes nettes à 30 millions. En tenant compte des chiffres pour le Royaume-Uni, j'évalue l'ensemble du capital investi dans les chemins de fer de l'Empire britannique à environ 2 100 millions de livres sterling, ce qui se rapproche beaucoup plus du chiffre correspondant pour les Etats-Unis, soit 2 800 millions de livres sterling, que de la longueur du réseau ferré. Les recettes nettes des chemins de fer sont d'environ 70 à 75 millions de livres sterling par an, soit 3 % du capital investi » (Hewins, *op. cit.*, p. 34).

16 M. Dernburg connaissait parfaitement la mentalité des capitalistes quand il soulignait constamment dans ses discours d'agitation la possibilité que les colonies allemandes libèrent les industriels allemands du coton et du cuivre du joug américain.

17 Voir l'analyse pénétrante des conséquences de ce phénomène pour la Russie chez Kautsky, « L'Ouvrier américain », *Neue Zeit*, XXIV, I, pp. 675 sq.

18 C'est aussi le cas pour la Russie, où cependant le processus d'assimilation nationale, dans lequel elle est déjà engagée, réussira beaucoup plus facilement à cause de l'étendue du territoire et en vue duquel le moyen le plus radical serait la banqueroute de l'Etat.

de l'Europe et de créer ainsi un vaste territoire économique unifié, mais à grouper les petites puissances politiques, par conséquent économiquement retardataires, autour d'une plus grande. Ces relations politiques se répercutent sur les relations économiques et font du pays satellite une sphère de placement particulière du capital du pays protecteur. En cela, la diplomatie est directement au service du capital à la recherche d'emploi.

Mais, dans la mesure où les petits pays ne sont pas encore en « main ferme », ils deviennent le champ clos de la lutte pour la concurrence du capital étranger. Ici aussi, on cherche à emporter la décision par des mesures politiques. Ainsi, le choix pour la Serbie de la protection franco-russe ou de la protection austro-allemande dépendra de la question de savoir qui lui livrera les canons dont elle a besoin¹⁹. La puissance politique joue ainsi un rôle décisif dans la lutte pour la concurrence et, pour le capital financier, la position de force de l'Etat devient un intérêt de profit direct. La diplomatie a désormais pour principale fonction de représenter le capital financier. Aux armes purement politiques s'en ajoutent d'autres, de caractère commercial²⁰, et les clauses d'un traité de commerce ne sont plus déterminées par des raisons d'ordre purement économique, mais par la disposition plus ou moins grande du pays le plus faible à donner la préférence au capital financier du plus fort sur celui de ses concurrents.

Cependant, plus est exigü le territoire économique et plus est faible sa possibilité de l'emporter dans la lutte pour la concurrence au moyen de primes d'exportations élevées, et plus est forte la tendance à l'exportation de capital pour pouvoir participer au développement économique d'autres grandes puissances et à leurs profits élevés ; plus grande est la masse du capital déjà accumulé et plus il est possible de satisfaire ce besoin.

Ici aussi se manifestent plusieurs tendances opposées. Plus le territoire économique est vaste et plus fort le pouvoir d'Etat, et plus est favorable la position du capital national sur le marché mondial. C'est pourquoi le capital financier préconise le renforcement du pouvoir d'Etat par tous les moyens. Mais, plus grandes sont les différences devenues historiques dans le pouvoir d'Etat, plus les conditions de la concurrence diffèrent, et plus est acharnée, parce que plus riche de promesses, la lutte des grands territoires économiques pour le contrôle du marché mondial. Cette lutte devient d'autant plus violente que le capital financier est plus développé et plus fort son désir de monopoliser une partie tout au moins du marché mondial. Mais, plus ce processus de monopolisation est avancé, plus la lutte pour le reste est acharnée. Si cet antagonisme était encore supportable à l'époque où régnait en Angleterre le système du libre-échange, il ne devait plus en être de même à partir du moment où il lui fallut passer au protectionnisme. La contradiction entre le développement du capitalisme allemand et les dimensions relativement étroites de son territoire économique s'est alors considérablement aggravée. Alors que l'Allemagne voit ses industries se développer à une allure rapide, son territoire de concurrence est soudain réduit. Ce qui est d'autant plus grave que, pour certaines raisons historiques²¹, donc fortuites pour le capitalisme actuel, qui n'accorde rien au passé, si ce n'est du « travail figé », accumulé, ce pays ne possède aucune possession coloniale digne de ce nom, alors que non seulement ses principaux concurrents, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, pour qui tout leur continent a, du point de vue économique, un caractère colonial, mais encore les puissances de second ordre, telles que la France, la Belgique et la Hollande, possèdent de vastes colonies, et que son futur concurrent, la Russie, dispose d'un espace économique incomparablement plus grand. Une situation qui tend à aggraver considérablement l'antagonisme entre l'Allemagne et l'Angleterre avec ses satellites, et ne peut que mener à une solution de force.

Celle-ci serait de puis longtemps intervenue si certaines causes n'avaient agi dans le sens contraire. Car l'exportation de capital crée elle-même des tendances qui s'opposent à une telle solution. L'inégalité du développement industriel entraîne certaines différences dans les formes que revêt l'exportation de capital. La participation directe à l'ouverture des pays retardataires incombe à ceux dont le développement industriel, au double point de vue de la technique et de l'organisation, a atteint la forme la plus haute, c'est-à-dire avant tout l'Allemagne et les Etats-Unis, et en second lieu l'Angleterre et la Belgique. Les autres pays, à développement capitaliste déjà ancien participent à l'exportation de capital davantage sous forme de capital de prêt que sous forme d'installations d'usines. Cela a pour résultat que, par exemple, le capital français, hollandais et même, dans une certaine mesure, anglais, devient du capital de prêt pour des industries sous direction allemande et américaine. Ainsi se crée une certaine solidarité des intérêts internationaux du capital. Le capital français est intéressé en tant que capital de prêt au développement des industries allemandes en Amérique du Sud, etc. Cette solidarité, qui renforce considérablement le pouvoir du capital, permet une ouverture encore plus rapide de territoires étrangers, facilitée en outre par la pression accrue des pays concernés²².

Laquelle de ces deux tendances l'emportera sur l'autre, cela dépend avant tout des perspectives de gain qu'offrirait le combat. Ici les mêmes considérations jouent sur le plan de la politique internationale qu'à l'intérieur d'un secteur industriel déterminé pour savoir si l'on poursuivra la lutte pour la concurrence ou si l'on y renoncera pendant un temps plus ou moins long en formant un cartel ou un trust. Plus les forces sont différentes, plus la lutte en général sera probable. Mais toute lutte

19 De petits pays, en revanche, ne peuvent que difficilement, lors des négociations à propos d'emprunts, poser des conditions au sujet de fournitures industrielles, en partie aussi parce que leurs industries sont moins productives. « On a reproché avec raison aux banques néerlandaises de fournir des capitaux à l'étranger sans conditions... La Bourse accorda à l'étranger, en dernier lieu l'Amérique du Sud (notamment en 1905), des capitaux importants sans poser à cette occasion des conditions en faveur de l'industrie néerlandaise, comme cela se fait fréquemment en Belgique, en Allemagne et en Angleterre » (G. Hesselink, « Hollande » dans *L'Economie mondiale*, de Halle, III, p. 118).

20 Au sujet de la supériorité dont bénéficie en cela le grand territoire économique, voir Richard Schüller, *Protectionnisme et libre-échange*, Vienne, 1905, p. 247 : « Le commerce extérieur d'un territoire de faibles dimensions est grand par rapport à sa production et par conséquent important, pour lui, mais, pour les grands pays d'où il importe ses marchandises et dans lesquels il veut exporter, ce commerce est, par rapport à sa production, d'importance moindre. C'est pourquoi il est difficile au premier de défendre ses intérêts comme il convient dans les contrats et d'amener ses partenaires à adapter leur politique commerciale à ses besoins. »

21 Voir Karl Emil, « L'Impérialisme allemand et la politique intérieure », *Neue Zeit*, XXVI, 1.

22 Un exemple d'une telle évolution est fourni par l'issue provisoire du conflit marocain, où l'alliance de Krupp et de Schneider-Creusot en vue de l'exploitation en commun des mines maroco-algériennes a eu pour conséquence un accord des deux pays intéressés, à la pression desquels le Maroc peut beaucoup moins facilement se soustraire que s'il pouvait les jouer l'un contre l'autre.

victorieuse entraînerait un renforcement du vainqueur aux dépens de tous les autres. D'où la politique actuelle de maintien des possessions, qui rappelle tout à fait la politique d'équilibre des débuts du capitalisme. A quoi il faut ajouter la peur des conséquences qu'aurait une guerre dans le domaine intérieur, peur provoquée par le mouvement socialiste. D'un côté, la décision concernant la question de la guerre ou de la paix n'est pas uniquement entre les mains des puissances hautement capitalistes où la tendance opposée à la guerre est la plus marquée. L'éveil capitaliste des pays de l'Europe orientale et de l'Asie est accompagné de déplacement de forces qui, par les répercussions qu'elles exercent sur les grandes puissances, peuvent amener les antagonismes existants au point d'explosion.

Mais, si la puissance politique de l'Etat devient sur le marché mondial un moyen de concurrence du capital financier, cela signifie bien entendu un changement complet dans l'attitude de la bourgeoisie à l'égard de l'Etat. Celle-ci lui était hostile lorsqu'elle luttait contre le mercantilisme économique et l'absolutisme politique. Le libéralisme était vraiment destructif, il signifiait en fait le « renversement » du pouvoir d'Etat et la dissolution des liens traditionnels. Tout le système péniblement édifié des rapports de dépendance agricoles et des liens corporatifs dans les villes, avec sa superstructure complexe de privilèges et de monopoles, fut jeté par dessus bord. La victoire du libéralisme signifie d'abord un affaiblissement sensible du pouvoir d'Etat. La vie économique devait, tout au moins en principe, être soustraite au contrôle de ce dernier, dont le rôle devait se restreindre exclusivement au maintien de la sécurité et à l'établissement de l'égalité entre les citoyens. Ainsi le libéralisme était purement négatif, en contradiction violente avec l'Etat du précapitalisme mercantiliste, qui voulait tout réglementer, mais aussi avec les systèmes socialistes, qui veulent, d'une façon non destructrice, mais constructive, substituer à l'anarchie de la concurrence la réglementation par la société organisant sa vie économique et par là s'organisant elle-même. On comprend que le principe libéral devait l'emporter d'abord en Angleterre, où il était soutenu par une bourgeoisie libre-échangiste, que seule son opposition au prolétariat, et encore pour des périodes très courtes, obligea à faire appel au pouvoir de l'Etat. Mais, même en Angleterre, sa mise en application se heurta à la résistance, non seulement de l'aristocratie, favorable à la politique protectionniste, donc opposée au libéralisme, mais aussi, en partie, du capital commercial et du capital bancaire à la recherche de placements à l'étranger, qui exigeaient avant tout le maintien de la suprématie maritime, revendication qu'appuyaient toutes les couches de la population intéressées aux profits coloniaux. Sur le continent, la conception libérale de l'Etat ne devait l'emporter qu'avec de fortes réserves. Mais - opposition caractéristique entre l'idéologie et la réalité -, tandis que le libéralisme occidental développé d'une façon classique par les Français en tirait les conséquences dans tous les domaines de la vie politique et intellectuelle avec une hardiesse et une logique beaucoup plus grandes que le libéralisme anglais, du fait que son entrée en scène plus tardive le pourvoyait d'un matériel scientifique autrement riche que ce dernier (sa formulation était pour cette raison beaucoup plus large et sa base la philosophie rationaliste, alors que le libéralisme anglais était fondé uniquement sur l'économie), sa mise en application sur le continent devait se heurter à certaines limites. Comment en effet la revendication libérale d'une diminution des pouvoirs de l'Etat pouvait-elle être acceptée par une bourgeoisie qui, sur le plan économique, avait besoin de ce dernier comme du levier le plus puissant de son développement, et pour qui par conséquent il ne pouvait s'agir, non pas de supprimer l'Etat, mais de le transformer d'un obstacle en un instrument de son propre développement ? Ce dont la bourgeoisie continentale avait surtout besoin, c'était abolir le système des petits Etats indépendants et sans force pour lui substituer la suprématie de l'Etat unitaire. Le besoin de créer un Etat national devait faire de la bourgeoisie un allié de l'Etat. Or, sur le continent, il ne s'agissait pas de puissance maritime, mais de puissance terrestre. L'armée moderne est un tout autre moyen d'opposer le pouvoir d'Etat à la société que la flotte. Elle signifie le contrôle du pouvoir d'Etat par ceux qui disposent de l'armée. D'un autre côté, le service militaire obligatoire, qui armait la masse, devait très rapidement faire comprendre à la bourgeoisie que, pour que l'armée ne menace pas sa domination, il lui fallait une organisation strictement hiérarchisée, avec un corps d'officiers qui fût un instrument docile de l'Etat. Si, par conséquent, le libéralisme ne put appliquer son programme dans des pays comme l'Allemagne, l'Italie ou l'Autriche, ses efforts se heurtèrent en France également à certains obstacles, car la bourgeoisie française ne pouvait, sur le plan de la politique commerciale, se passer de l'Etat. A quoi il faut ajouter que la victoire de la Révolution française devait entraîner la France dans une guerre sur deux fronts : d'une part, il lui fallait assurer ses conquêtes contre le féodalisme du continent et, d'autre part, la création d'un nouvel empire du capitalisme moderne constituait une menace pour les positions traditionnelles de l'Angleterre sur le marché mondial ; c'est ainsi que la France dut engager la lutte avec l'Angleterre pour la domination du marché mondial. Sa défaite renforça en Angleterre le pouvoir de l'aristocratie terrienne, du capital commercial, bancaire et colonial et retarda ainsi la domination définitive du capital industriel anglais et la victoire du libre-échange. Par ailleurs, la victoire de l'Angleterre jeta le capital industriel européen dans le camp du protectionnisme et rendit vaine la victoire du libéralisme économique, mais créa du même coup les conditions d'un développement plus rapide du capital financier sur le continent.

Ainsi s'opposait en Europe un faible obstacle à l'adaptation de l'idéologie et de la conception de l'Etat de la bourgeoisie aux besoins du capital financier ; le fait que l'unification de l'Allemagne se fit par des voies contre-révolutionnaires devait renforcer la position de l'Etat dans la conscience du peuple, tandis qu'en France la défaite militaire obligea à concentrer toutes les forces sur le rétablissement du pouvoir d'Etat. Ainsi, les besoins du capital financier se heurtèrent à des éléments idéologiques qu'il put utiliser facilement pour créer avec eux la nouvelle idéologie adaptée à ses intérêts.

Mais cette idéologie était complètement opposée à celle du libéralisme. Ce que veut le capital financier, ce n'est pas la liberté, mais la domination, il n'a aucune compréhension pour l'indépendance du capitaliste individuel, mais il exige qu'il soit lié, il a horreur de l'anarchie de la concurrence et réclame l'organisation afin de pouvoir engager la lutte pour la concurrence à une échelle toujours plus élevée. Pour y parvenir, il a besoin de l'Etat, qui doit lui assurer par sa politique douanière le contrôle du marché intérieur et lui faciliter la conquête de marchés extérieurs. Il a besoin d'un Etat fort qui n'ait pas à tenir compte, dans sa politique commerciale, des intérêts opposés d'autres Etats²³, qui fasse prévaloir ses intérêts à l'étranger, mette en jeu sa puissance politique pour imposer aux Etats plus faibles des traités de commerce favorables, un Etat qui puisse intervenir partout pour transformer le monde entier en sphères de placement, mener une politique d'expansion et conquérir de nouvelles colonies. Si le libéralisme était adversaire de la politique de force de l'Etat, s'il voulait asseoir sa domination face aux forces traditionnelles

23 On imagine à quel point il est devenu important pour la réalisation internationale des derniers accords commerciaux allemands que la puissance politique de la Russie ait été si affaiblie du fait des événements en Extrême-Orient qu'une pression politique de sa part n'était pas possible.

de l'aristocratie et de la bureaucratie, la politique de force sans limite devient la revendication au capitalisme financier, et ce serait le cas même si les dépenses militaires n'assuraient pas aux couches capitalistes les plus puissantes un débouché important avec des gains ayant pour la plupart un caractère de monopole.

Mais la revendication d'une politique d'expansion bouleverse également toute la conception du monde de la bourgeoisie. Elle cesse d'être pacifique et humanitaire. Les anciens libre-échangistes voyaient dans le libre-échange, non seulement la politique économique la plus juste, mais aussi le point de départ d'une ère de paix. Le capital financier a depuis longtemps perdu cette illusion. Il ne croit pas à l'harmonie des intérêts capitalistes, mais sait que la lutte pour la concurrence devient de plus en plus une lutte politique. L'idéal pacifique pâlit et l'idée de l'humanité est remplacée par l'idéal de la grandeur et de la puissance. L'Etat moderne est né en tant que réalisation de l'effort des nations vers l'unité. L'idée nationale, qui trouvait sa limite naturelle dans la constitution de la nation comme base de l'Etat, puisqu'elle reconnaissait le droit de toutes les nations à l'indépendance et voyait, par là, les frontières de l'Etat dans les frontières naturelles de la nation, est maintenant transformée en l'idée de l'élévation d'une propre nation au-dessus de toutes les autres²⁴. L'idéal est d'assurer à sa propre nation la domination sur le monde, effort aussi illimité que la tendance au profit du capital dont il découle. Le capital devient conquérant et avec chaque nouveau territoire il conquiert une nouvelle frontière à franchir. Cet effort devient une nécessité économique, car tout retard diminue le profit du capital financier, réduit sa capacité de concurrence et peut faire enfin du plus petit territoire économique le tributaire du plus grand. Économiquement fondé, il trouve sa justification idéologique dans ce retournement singulier de l'idée nationale, qui ne reconnaît plus le droit de chaque nation à l'indépendance et qui n'est plus l'application sur le plan national du principe démocratique de l'égalité de tous les hommes. Au contraire, la référence économique du monopole se reflète dans la position privilégiée qu'on doit reconnaître à sa propre nation. Celle-ci apparaît comme élue. Comme la soumission de nations étrangères se fait par la force, c'est-à-dire par un moyen très naturel, la nation dominante semble devoir sa domination à ses qualités naturelles particulières, par conséquent à ses qualités de race. L'idéologie raciste est ainsi une justification sous déguisement scientifique des ambitions du capital financier, qui s'efforce de prouver par là le caractère scientifique et la nécessité de son action. A l'idéal d'égalité démocratique s'est substitué un idéal oligarchique de domination.

Mais si cet idéal, dans le domaine de la politique étrangère, englobe apparemment toute la nation, dans celui de la politique intérieure il se transforme en l'affirmation du point de vue du seigneur à l'égard de la classe ouvrière. Simultanément la force croissante des ouvriers pousse le capital à renforcer encore le pouvoir de l'Etat en tant que sauvegarde contre les revendications prolétariennes.

Ainsi l'idéologie de l'impérialisme apparaît comme une victoire sur les vieilles idées libérales. Elle raille leur naïveté. Quelle illusion, dans le monde de la lutte capitaliste, où la supériorité des armes décide de tout, de croire à une harmonie des intérêts ! Quelle illusion d'attendre le Royaume de la paix éternelle, de prêcher le droit des peuples là où seule la force décide du sort des peuples ! Quelle folie de vouloir porter le règlement des rapports de droit à l'intérieur des nations au-delà des frontières nationales, quelle perturbation irresponsable des affaires que cette stupidité humanitaire qui a fait des ouvriers un problème, invente à l'intérieur la réforme sociale, et veut abolir dans les colonies l'esclavage par contrat, la seule possibilité d'exploitation rationnelle ! La Justice éternelle est un beau rêve, mais ce n'est pas avec de la morale qu'on construit des voies ferrées. Comment pourrions-nous conquérir le monde si nous voulons attendre la conversion de la concurrence ?

Cependant, l'impérialisme ne substitue aux idéaux pâlis de la bourgeoisie cette destruction de toutes les illusions que pour en créer elle-même une nouvelle et plus grande encore. Il se montre froid dans l'appréciation du conflit réel des groupes d'intérêts capitalistes et considère toute la politique comme une affaire de syndicats capitalistes, tantôt en lutte tantôt collaborant les uns avec les autres. Mais quand il expose son propre idéal, alors il devient chaleureux et grisant. L'impérialiste ne veut rien pour lui-même mais ce n'est pas pour autant un illusionniste et un rêveur qui prétend résoudre la confusion inextricable des races à toutes les phases et avec toutes leurs possibilités de développement, au lieu d'une réalité magnifiquement colorée, dans la notion exsangue de l'humanité. Il regarde avec des yeux durs et clairs la masse des peuples et voit dressée au-dessus d'eux sa propre nation. Elle est réelle et vit dans l'Etat puissant, de plus en plus puissant ; c'est à sa grandeur qu'il voue tous ses efforts. La soumission de l'intérêt individuel à un intérêt général plus élevé, qui est le fondement de toute idéologie sociale viable, est ainsi acquise, l'Etat étranger au peuple et la nation elle-même solidement unis et l'idée nationale mise en tant que force motrice au service de la politique. Les antagonismes de classe ont disparu et se sont fondus dans le service de la communauté. A la lutte des classes, dangereuse et sans issue pour les possédants, s'est substituée l'action commune de la nation unie dans le même idéal de grandeur nationale.

Cet idéal, qui semble poser un nouveau lien autour de la société bourgeoise déchirée, devait trouver un écho d'autant plus enthousiaste qu'entre-temps le procès de décomposition de cette même société a fait de nouveaux progrès.

24 Voir Otto Bauer, « L'impérialisme et le principe des nationalités », *Etudes marxistes*, II, § 30, pp. 491 sq .

CHAPITRE XXIII - LE CAPITAL FINANCIER ET LES CLASSES

Nous avons vu comment la formation de monopoles capitalistes a éveillé l'intérêt du capital pour le renforcement du pouvoir d'Etat. En même temps s'accroît son pouvoir de dominer l'Etat, d'une façon directe par sa propre force économique, d'une façon indirecte, en soumettant aux siens propres les intérêts d'autres classes. Le développement du capital financier modifie de fond en comble la structure économique, et par là politique, de la société. Les entrepreneurs individuels des débuts du capitalisme s'opposaient les uns aux autres dans la lutte pour la concurrence, ce qui n'empêchait nullement des actions communes dans d'autres domaines, entre autres le domaine politique. A quoi il convient d'ajouter que ces actions communes n'étaient pas encore imposées par les besoins de la classe, car son attitude négative à l'égard du pouvoir d'Etat ne faisait pas apparaître le capital industriel comme représentant l'ensemble des intérêts capitalistes, mais le capitaliste individuel en tant que citoyen. Les grands problèmes qui agitaient la bourgeoisie étaient d'ordre essentiellement constitutionnel et avaient pour objet l'instauration de l'Etat constitutionnel moderne, donc des problèmes qui concernaient de la même façon tous les citoyens et les unissaient dans la lutte commune contre la réaction, les survivances du mode de gouvernement féodal et de la bureaucratie absolutiste.

Cela change dès que la victoire du capitalisme déchaîne les antagonismes au sein de la société bourgeoise. Contre la domination du capital industriel se dressèrent tout d'abord la petite bourgeoisie et la classe ouvrière. Toutes deux intervinrent sur le terrain économique. La liberté d'entreprise parut menacée par la première qui exigeait des unions corporatives, par la seconde qui demandait la réglementation légale du contrat de travail. Il ne s'agissait plus désormais du citoyen, mais du fabricant et de l'ouvrier, du fabricant et du maître artisan. Les partis politiques s'orientèrent ouvertement selon des intérêts économiques, restés jusque-là cachés derrière les mots d'ordre de réaction, de libéralisme et de démocratie, sous lesquels s'étaient dissimulés les trois classes de la période du début de l'ère capitaliste : les propriétaires fonciers, avec leurs représentants à la Cour, dans les bureaux et dans l'armée, la bourgeoisie et la petite bourgeoisie alliée au prolétariat. Dans la lutte qui se livra autour de la liberté d'entreprise se formèrent ainsi les trois groupes d'associations économiques : les associations industrielles, les associations coopératives et les organisations ouvrières, les deux premières parfois encouragées par le pouvoir d'Etat, qui leur donne dans certains cas un caractère légal. Mais, tandis que les coopératives et les syndicats ouvriers étaient orientés d'une façon unifiée, les associations d'entrepreneurs restaient divisées par leurs intérêts économiques divergents. A quoi il faut ajouter que le capital industriel se trouvait politiquement opposé au capital commercial et au capital de prêt. Le capital commercial était davantage partisan d'un renforcement du pouvoir d'Etat que le capital industriel, car le grand commerce, particulièrement en tant que commerce maritime et surtout que commerce colonial, avait besoin de la protection de l'Etat et cédait en outre facilement au désir d'obtenir des privilèges. Quant au capital de prêt du début du capitalisme, il soutenait le pouvoir d'Etat, avec lequel il avait à régler ses principales affaires, les emprunts d'Etat, et ne s'encomrait pas du désir de paix et de tranquillité qui animait le capital industriel. Plus grands étaient les besoins financiers de l'Etat, plus son influence était forte, et plus fréquents les emprunts et les transactions financières. Mais celles-ci à l'époque n'avaient pas seulement en vue le gain immédiat. Elles constituaient aussi l'épine dorsale des transactions boursières et en outre un moyen important d'obtenir le privilège d'Etat pour les banques. Notons ici que le privilège d'émission de la Banque d'Angleterre, par exemple, est historiquement lié aux dettes contractées par l'Etat à l'égard de la banque.

La cartellisation unifie le pouvoir économique et accroît par là directement son efficacité politique. Mais elle unifie en même temps les intérêts politiques du capital et permet au pouvoir économique d'exercer toute son action sur le pouvoir d'Etat. Elle unit les intérêts de l'ensemble du capital et dresse devant le pouvoir d'Etat un front plus solide que le capital industriel dispersé de l'époque de la libre concurrence. Mais, en outre, le capital rencontre chez les autres classes de la société une plus grande disposition à le soutenir.

Cela peut sembler au premier abord étrange, car le capital financier paraît être en contradiction avec les intérêts des autres classes. Le profit de monopole n'est-il pas en effet, ainsi que nous l'avons vu, un prélèvement opéré sur le revenu de ces classes ? Le profit de cartel sur les produits industriels augmente pour les agriculteurs le prix des moyens de production et réduit d'autant le pouvoir d'achat de leur revenu. Le développement rapide de l'industrie enleva à l'agriculture les forces de travail dont elle avait besoin et créa une pénurie de main-d'œuvre chronique à la campagne en liaison avec, le bouleversement technico-scientifique des méthodes d'exploitation agricoles. Cet antagonisme devait se faire sentir d'autant plus vivement qu'à la tendance du capital financier de faire monter les prix des produits industriels ne correspondait pas une tendance analogue en ce qui concerne les produits agricoles.

Les débuts du développement capitaliste heurtent les intérêts de la population rurale. L'industrie anéantit le travail domestique et transforme l'exploitation paysanne destinée à la satisfaction des besoins familiaux en une entreprise purement agricole en vue de la vente sur le marché, transformation qui entraîne pour les paysans de

nombreux sacrifices. Aussi ces derniers ont-ils une attitude hostile à l'égard du développement industriel. Mais, dans la société moderne, la paysannerie à elle seule est une classe peu capable d'action. Sans liaison les uns avec les autres, isolés de la culture urbaine, leur attention uniquement portée vers les affaires locales, les paysans ne sont capables d'une action politique qu'en liaison avec d'autres classes. Or, au début du développement capitaliste, la paysannerie est précisément en opposition avec la classe qui possède la plus grande capacité d'action à la campagne, les grands propriétaires fonciers. Ceux-ci sont directement intéressés au développement industriel. Contraints de vendre leurs produits, le capitalisme leur assure un grand marché intérieur et leur permet de développer les industries de la distillerie, de la brasserie et de la fabrication du sucre et de l'amidon. Cet intérêt que manifeste pour lui la grande propriété foncière est pour le capitalisme de la plus haute importance, car elle lui assure à ses débuts le soutien, non seulement des propriétaires fonciers, mais aussi de l'Etat. C'est ce qui explique que la politique mercantiliste soit toujours appuyée par les propriétaires fonciers, qui y voient le produit de transformation capitaliste de leurs domaines.

Mais les progrès ultérieurs du capitalisme ont vite fait de rompre cette communauté d'intérêts par suite de la lutte menée contre le mercantilisme et son comité directeur, l'Etat absolutiste. Cette lutte est dirigée avant tout contre les propriétaires fonciers, qui contrôlent en grande partie ce pouvoir d'Etat, occupent les postes dirigeants dans l'armée, la bureaucratie et à la Cour, accroissent leur revenu par l'exploitation économique de ce pouvoir d'Etat et en sont finalement les représentants. Après la défaite de l'absolutisme et la création de l'Etat moderne, cet antagonisme ne fait que s'aggraver : le développement de l'industrie renforce le pouvoir politique de la bourgeoisie et menace la propriété foncière d'une dépossession politique complète. A cet antagonisme politique vient s'ajouter l'aggravation de l'antagonisme économique. Les progrès de l'industrie ont pour effet, de dépeupler les campagnes, créent une pénurie de main-d'œuvre et transforment en fin de compte l'intérêt pour les exportations en intérêt pour les importations. D'où l'antagonisme dans le domaine de la politique commerciale qui aboutit en Angleterre à la défaite des propriétaires fonciers. Sur le continent, par contre, l'intérêt commun pour le protectionnisme empêche cet antagonisme de se développer pleinement. Là, aussi longtemps que les progrès plus lents de l'industrie obligent l'agriculture à exporter, la grande propriété se montre encore partiellement favorable à l'industrie et surtout au commerce extérieur. Elle est libre-échangiste et seule la naissance d'un intérêt nouveau pour les importations la convertit au protectionnisme et la rapproche, sur le terrain de la politique économique, des industries lourdes. Mais ce même développement industriel qui la renforce en Allemagne en faisant monter les prix des produits agricoles et en augmentant, par conséquent, la rente foncière, crée les germes d'un nouveau conflit. Les progrès de l'industrie renforcent, avant la période de la cartellisation, ses tendances libre-échangistes, et sa force menace de devenir assez grande pour faire triompher l'intérêt qu'elle a à des prix de céréales très bas. Ils menacent ainsi les intérêts des grands propriétaires fonciers. Menace d'autant plus redoutable que ces mêmes progrès qui, en Europe, transforment le continent en un Etat industriel, déchaînent en Amérique la concurrence agricole qui place l'agriculture européenne devant le danger d'une baisse catastrophique des prix des céréales, de la rente foncière et de la terre. Le développement du capital financier a pour effet, en transformant la fonction du protectionnisme, de surmonter cet antagonisme et de créer une nouvelle communauté d'intérêts entre la grande propriété foncière et les industries lourdes cartellisées. Le niveau des prix est maintenant assuré à l'agriculture et le développement ultérieur de l'industrie doit le faire monter encore. Ce n'est plus son antagonisme avec l'industrie qui est maintenant le principal souci de la propriété foncière, mais la question ouvrière. Ce qui lui importe désormais, c'est de rabattre les prétentions des ouvriers, ce qui la met en opposition violente avec les efforts des ouvriers industriels en vue d'améliorer leur situation, car chaque amélioration de ce genre rend difficile sa mainmise sur les ouvriers agricoles. C'est ainsi que leur commune hostilité au mouvement ouvrier soude étroitement ces deux puissantes classes.

Par ailleurs, le pouvoir de la grande propriété foncière s'accroît du fait de la disparition ou en tout cas de l'atténuation de l'antagonisme qui l'opposait à la petite propriété foncière. Le vieil antagonisme historique a disparu depuis longtemps du fait de l'abolition des droits féodaux. La période de la hausse du prix des céréales, ainsi que les difficultés suscitées par la question ouvrière, ont mis fin presque complètement à l'expansion de la grande propriété aux dépens de la petite. D'un autre côté, la lutte pour les droits de douane sur les produits agricoles a uni les grands et les petits propriétaires. Le fait que les petites exploitations sont plus intéressées que les grandes à la protection contre les importations de viande et de bétail n'a nullement empêché leur collaboration, car la protection douanière ne pouvait être obtenue que dans une lutte commune. A cela s'ajoute l'action spécifique sur le prix de la terre des droits de douane sur les produits agricoles. L'augmentation du prix de la terre est certes plutôt nuisible pour l'agriculture dans son ensemble, mais très utile pour chaque propriétaire en particulier. La lutte commune pour la politique commerciale unit par conséquent toutes les couches de la propriété foncière dans les pays où l'on avait besoin d'importer des produits agricoles et apporta au capital financier le soutien des campagnes. La moyenne et la petite propriété participèrent d'autant plus volontiers à ces luttes que le développement rapide des coopératives avait pour effet d'accroître les ventes pour la marche de chaque exploitation paysanne et diminuait la production pour les besoins familiaux. D'un autre côté, les grands propriétaires accédèrent très facilement à la direction de ces coopératives, parce que, d'une part, il n'existait avec les paysans aucun antagonisme d'intérêts et que, de l'autre, ils possédaient l'expérience, l'intelligence et l'autorité nécessaires. Ce qui ne fit que renforcer leur rôle dirigeant à la campagne et eut pour conséquence que la politique

des campagnes passa de plus en plus entre leurs mains.

Cette évolution aboutit à ce résultat que les intérêts des propriétaires s'unifièrent de plus en plus parce que les sources de revenus devinrent de plus en plus variées. La politique protectionniste a rapidement accru le revenu de la rente foncière et cela particulièrement au cours de la dernière décennie, pendant laquelle l'intensité de la concurrence des pays d'outre-mer diminua, en partie à cause du développement industriel rapide des Etats-Unis d'Amérique, en partie parce que la production agricole des pays de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud ne peut, en dépit de ses progrès, suivre l'accroissement de la demande. Mais l'augmentation de la rente foncière signifiait que la grande propriété disposait d'un excédent de revenu qu'il était difficile d'utiliser en vue d'accroître la production agricole, car l'extension de la superficie de la terre se heurte à de grands obstacles dans la répartition de la propriété. Ceux-ci ne peuvent être surmontés que si premièrement, la tendance à la montée des prix des céréales est forte et durable et entraîne par conséquent une augmentation du prix de la terre, et, deuxièmement, si les grands propriétaires fonciers ont affaire à une paysannerie appauvrie et qui ne peut se défendre contre l'achat de ses terres. Or la période qui va de 1875 à 1905 avait été favorable à la paysannerie. La concurrence d'outre-Atlantique ayant surtout frappé la grande propriété productrice de céréales et pratiquant l'élevage du bétail, que défavorisait en outre la pénurie de main-d'œuvre, tandis que la forte augmentation de la demande citadine des produits de l'exploitation paysanne : lait, viande, légumes, fruits, etc., et l'importance moindre qu'avait pour celle-ci la question ouvrière, favorisait la moyenne et petite propriété. La tendance à élargir la propriété du sol qui, pour la grande propriété, ne pouvait se manifester avec une pleine vigueur que lorsque la tendance à la baisse de prix des céréales faisait place à la tendance contraire, se heurtait par conséquent à la résistance d'une petite et moyenne propriété vigoureuse, dont les principaux produits voyaient eux-mêmes leurs prix monter. Aussi cet excédent de revenus dut-il chercher à s'employer avant tout en un placement avantageux dans l'industrie. A quoi contribuait aussi le fait que la période de haute conjoncture commencée à partir de 1895 augmentait le taux de profit dans l'industrie et le plaçait en tout cas très au-dessus de celui qui avait cours dans l'agriculture. Cette possibilité d'emploi était d'autant plus facile que le développement des sociétés par actions avait créé la forme appropriée pour de tels placements de capitaux vers d'autres secteurs de la production et que la concentration et la consolidation des grandes industries avaient réduit également le risque pour ceux qui venaient du dehors. A quoi il faut ajouter le développement rapide, tant des industries rurales proprement dites et leur évolution, facilitée par le pouvoir d'Etat (législation fiscale) vers le monopole, que des industries installées à la campagne, et enfin, spécialement pour les grands propriétaires fonciers, la vieille union traditionnelle de la propriété foncière et de la propriété minière. Tout cela fit de la classe des grands propriétaires, d'une classe dont le revenu provient de la rente foncière, une classe dont le revenu provient, en outre et dans une mesure croissante du profit industriel, d'une participation aux bénéfices du « capital mobile¹».

D'un autre côté, le capital financier s'intéressait de plus en plus aux affaires hypothécaires. Mais, pour leur développement, le facteur décisif est, toutes proportions gardées, le niveau du prix de la terre. Plus il est élevé, plus l'endettement hypothécaire peut être grand. L'augmentation des droits sur les produits agricoles devint ainsi un objet d'intérêt important pour une partie considérable des affaires bancaires. En outre, les revenus accrus des propriétaires fonciers et des fermiers incitaient à de nouveaux placements de capital dans l'agriculture, à l'accroissement de l'intensité de l'exploitation et, par là, à l'achat de nouveaux moyens de production, donc à l'extension de ces sphères de placement du capital bancaire.

Simultanément le désir d'améliorer leur position sociale poussa des capitalistes de la ville à acquérir des propriétés foncières ou - et ici nous retrouvons le principe de l'union personnelle - à l'union avec la grande propriété foncière par le mariage, forme préférée de l'élévation sociale et défense contre la dispersion de la propriété.

Ainsi apparaît, par le fait que le système des sociétés par actions sépare la fonction de la propriété de la direction de la production, la possibilité, avec l'accroissement de la rente foncière de l'augmentation du surprofit industriel, qui a pour conséquence une union des intérêts de la propriété foncière. La richesse n'est plus différenciée d'après ses sources de revenus, le profit ou la rente, mais provient de toutes les parties entre

1 Pour la Prusse, voir « La Puissance en capital des cultivateurs indépendants en Prusse », par le professeur F. Kühnert dans la *Revue de l'Office royal prussien de statistiques agricoles*, 1908. Cette étude est fondée sur la statistique concernant l'endettement des propriétaires de fonds payant un minimum d'impôt de 60 marks (pour l'année 1902), c'est-à-dire en général des cultivateurs vraiment indépendants. « Par « puissance en capital », on n'entend pas ici la possession de fonds, le capital agricole et forestier, ni les installations professionnelles, mais des créances de toutes sortes, telles qu'actions, dépôts à la Caisse d'Épargne, parts de mine, etc. D'après cette statistique les propriétaires de fonds payant un impôt d'au moins 60 marks, dont le nombre total était de 720 067, possédaient un capital de 7 920 781 703 marks, dont 3 997 549 251 marks, soit 50,5 %, pour les 628 876 propriétaires dont le revenu principal provient de l'agriculture ou de l'exploitation forestière, et 3 923 232 452 marks, soit 49,5 %, pour les 91 195 propriétaires en tirant seulement un revenu supplémentaire. Sur la fortune brute totale de 720 067 cultivateurs indépendants de Prusse, d'un montant de 39 955 315 135 marks, 74,1 % représentent la valeur du sol, 19,8 % la fortune en capital, 5,9 % les installations et 0,2 % les droits, etc. En particulier, sur la fortune totale des 628 876 cultivateurs qui tirent leur principal revenu de la terre, d'un montant de 28 541 502 216 marks, et pour les 91 191 cultivateurs dont l'agriculture n'est pas la principale profession et qui possèdent au total 11 413 811 919 marks, ils sont de 47,1 %, 34,4 %, 18,3 % et 0,3 %.

lesquelles se divise la plus-value produite par la classe ouvrière.

Mais l'union avec la grande propriété terrienne renforce considérablement le pouvoir du capital financier de dominer l'Etat. Avec la grande propriété il gagne la couche dirigeante et, par là, dans la plupart des questions, les campagnes en général. Certes, ce soutien n'est pas inconditionnel et sûrement il est coûteux. Mais le prix qu'il doit être payé sous forme d'une augmentation des prix des produits agricoles est facilement compensé par les surprofits que le contrôle du pouvoir d'Etat et, par là, la réalisation de la politique impérialiste, procure au capital financier, pour qui ce contrôle est une condition *sine qua non*. Grâce au soutien de la grande propriété foncière il s'assure la classe qui détient le plus grand nombre de postes dirigeants dans l'administration et dans l'armée. En outre, l'impérialisme signifie renforcement du pouvoir d'Etat, augmentation des effectifs de l'armée et de la marine et de la bureaucratie en général, et renforce aussi par là la solidarité d'intérêts existant entre le capital financier et la grande propriété foncière.

Si, dans son effort en vue de contrôler le pouvoir d'Etat, le capital financier a reçu l'appui des couches dirigeantes dans les campagnes, le développement des antagonismes de classe entre les différentes catégories de producteurs industriels avait déjà auparavant favorisé cette tendance.

Le capital financier apparaît tout d'abord en contradiction avec le petit et le moyen capital. Nous avons vu que le profit de cartel constitue un prélèvement sur le profit de l'industrie non cartellisée. Celle-ci a donc intérêt à s'opposer à la cartellisation. Mais cet intérêt est contredit par d'autres. Dans la mesure où il s'agit d'industries qui ne sont pas, ou pas encore, capables d'exporter l'intérêt qu'elles ont au protectionnisme, et qu'elles ne peuvent faire valoir qu'en commun, les unit à l'industrie cartellisée, le champion le plus puissant du protectionnisme. Mais la formation d'un cartel signifie l'accélération des tendances monopolistes chez les autres. Ce sont précisément les capitalistes les plus aptes à la concurrence dans les industries non encore cartellisées qui souhaitent le plus vivement la formation de cartels, laquelle doit avoir pour résultat de favoriser la concentration dans leur propre industrie et développer ainsi sa capacité de se cartelliser. Ils cherchent à se défendre contre le cartel des autres en constituant leur propre cartel et nullement en luttant en faveur du libre-échange. Car leur but, ce n'est pas le libre-échange, mais l'utilisation du protectionnisme au moyen d'un cartel.

A quoi il faut ajouter que, parmi les petits et moyens capitalistes, les cas de dépendance indirecte à l'égard du capital se multiplient. Nous avons vu que cela se produit de plus en plus dans le commerce. Certes, aussi longtemps que le processus se réalise, cela entraîne un antagonisme. Mais, une fois qu'il est accompli, ces couches précisément se sentent solidaires du cartel. Les commerçants, qui sont aujourd'hui les agents du Syndicat de la houille ou de la Centrale de l'alcool, ont maintenant intérêt au renforcement du syndicat, qui les débarrasse de la concurrence des *outsiders*, et à son extension, qui accroît leurs recettes. Mais les nombreux cas, qui se multiplient, de dépendance indirecte d'industriels qui travaillent pour un grand magasin, un consortium industriel, etc., offrent le même tableau, comme d'une façon générale l'extension de la cartellisation signifie l'égalité des intérêts de tous les capitalistes. C'est dans le même sens qu'agit la participation des petits et moyens capitalistes à la grande industrie. Rendu possible par le système des actions, même le profit accumulé dans d'autres branches d'industrie peut être investi en partie dans les industries lourdes parce qu'ici le développement qu'exigent les progrès plus rapides de la production des biens d'équipement se poursuit le plus rapidement et la cartellisation est la plus avancée, mais aussi le taux de profit le plus élevé.

Enfin, la politique du capital financier signifie l'expansion la plus énergique et la recherche permanente de nouvelles sphères de placement et de nouveaux débouchés. Mais, plus le capitalisme se développe et plus est longue la période de prospérité et courte celle de crise. L'expansion est l'intérêt commun de tout le capital et, à l'époque du protectionnisme, elle n'est possible qu'en tant qu'expansion impérialiste. A cela s'ajoute le fait que plus la période de prospérité est longue, moins est sensible la concurrence du capital dans la métropole, ce qui réduit pour les petits capitalistes le danger de succomber devant la concurrence des grands. Cela est vrai pour les petits capitalistes de toutes les industries, même cartellisées. Car ce sont précisément les périodes de prospérité qui sont les plus dangereuses pour le maintien des cartels, de même qu'au contraire la dépression, avec l'aggravation qu'elle entraîne de la concurrence à l'intérieur, ses masses de capital immobilisé, est l'époque où le besoin de nouveaux marchés se fait le plus vivement sentir.

Après avoir été combattu pendant des décennies, la théorie marxiste de la concentration est devenue aujourd'hui un lieu commun. Le retard pris par la classe artisanale est considéré comme irrémédiable. Mais, ce qui nous intéresse ici, c'est moins le retard chiffré provenant de la destruction de la petite entreprise que le changement de structure apporté dans les petites entreprises industrielles et commerciales par le développement capitaliste moderne. Une grande partie d'entre elles sont les succursales des grandes et par conséquent intéressées à leur extension. Les ateliers de réparations des villes, les travaux d'installation, etc., sont conditionnés par la grande production manufacturière, qui ne s'est pas encore emparée des travaux de raccommodage. L'ennemi des affaires de réparations de toute sorte n'est pas l'usine, mais l'artisanat, qui a assuré autrefois ces travaux. Ces couches sont par conséquent opposées à la classe ouvrière, mais non à la grande industrie. Une partie beaucoup plus grande encore des petites entreprises ne sont indépendantes qu'en apparence : en réalité elles sont tombées sous « la dépendance directe du capital » (Sombart) et devenues par là « serves du

capital » (Otto Bauer). Elles constituent une couche en voie de disparition, de faible capacité de résistance et dénuée de toute capacité d'organisation, complètement dépendantes des grandes entreprises capitalistes, dont elles sont les agents. En font partie, par exemple, la masse des petits cabaretiers, qui, ne sont que des agents de vente de brasseries, les propriétaires de magasins de chaussures, qui sont installés par une fabrique de chaussures, etc. De même, les nombreux ébénistes, en apparence indépendants, qui travaillent pour le magasin de meubles, les tailleurs, qui travaillent pour le confectionneur, etc. Il est d'autant moins besoin d'insister sur ces rapports qu'ils ont été décrits en détail et excellemment par Sombart dans son *Capitalisme moderne*.

Mais, ce qui importe, c'est que ce développement a entraîné un changement complet de position politique de ces couches de la population. Le conflit d'intérêts entre petite et grande entreprise, tel qu'il se manifeste, au début de l'ère capitaliste, en tant que lutte de l'artisanat contre l'entreprise capitaliste, est pour l'essentiel réglé. Cette lutte avait amené l'ancienne classe moyenne à une attitude anticapitaliste. En luttant contre la liberté d'entreprise, en ligotant les grandes entreprises capitalistes, elle s'efforça de retarder la défaite. On fit appel à la loi pour, au moyen de la protection de l'artisanat, de la réintroduction des corporations, des fixations de temps d'apprentissage, des exemptions fiscales, etc., prolonger l'existence de la classe moyenne. Dans cette lutte contre le grand capital, elle trouva l'appui des classes rurales, qui à cette époque se montraient également hostiles au capitalisme. Mais elle se heurta à l'opposition de la classe ouvrière, qui considérait toute restriction de la productivité comme une menace pour ses intérêts vitaux.

Tout autre est actuellement la position de la petite entreprise. La lutte pour la concurrence, dans la mesure où il s'agit de concurrence entre capital et artisanat, est ici terminée. La lutte pour la concentration se déroule maintenant à l'intérieur du secteur capitaliste lui-même en tant que lutte des petites et moyennes entreprises contre l'entreprise géante. Les premières ne sont plus que des succursales de grandes entreprises ; même là où leur indépendance n'est pas simplement fictive, elles ne sont plus que des annexes de grandes entreprises ; ainsi les affaires d'installation de branches d'éclairage, les magasins modernes des grandes villes qui vendent les produits fabriqués, etc. Elles ne sont pas en lutte contre la grande industrie, mais au contraire intéressées à son extension, elles assurent ses affaires en tant qu'ateliers de réparations, magasins de vente, etc. Ce qui ne les empêche d'ailleurs pas de se faire concurrence les unes aux autres, le mouvement de concentration se poursuivant aussi entre elles. Mais cette lutte n'a en général aucun caractère anticapitaliste : au contraire, elles ne voient leur salut que dans un développement plus rapide du capitalisme dont elles sont elles-mêmes le produit et qui élargisse leur champ d'activité. En revanche, elles entrent en conflit de plus en plus violent avec la classe ouvrière dans la mesure où elles emploient des salariés, car c'est précisément dans les petites entreprises que la puissance des organisations ouvrières est la plus grande.

Mais, même dans les couches de la population où la petite entreprise domine encore, comme par exemple dans la construction, l'hostilité à l'égard du grand capital perd de son acuité. Non seulement parce que ces entrepreneurs, qui ne peuvent travailler qu'avec l'aide des banques, ont une mentalité de capitalistes et que leur antagonisme à l'égard des ouvriers devient de plus en plus violent, mais aussi parce que là où ils présentent des revendications spécifiques ils rencontrent de moins en moins de résistance de la part du grand capital, et sont souvent même soutenus par lui. La lutte pour et contre la liberté d'entreprise a été menée avec une violence particulière entre les maîtres artisans et les petits et moyens entrepreneurs des industries de biens de consommation. Tailleurs, cordonniers, charrons, maçons, étaient d'un côté, fabricants de textiles confectionneurs, etc., de l'autre. Par contre, la protection des professions artisanales, là où la lutte est terminée sur les points essentiels, ne heurte aucun intérêt vital précisément des secteurs capitalistes les plus développés. Au Syndicat de la houille, à l'association des entreprises sidérurgiques, à la construction de matériel électrique et à l'industrie chimique, les revendications des professions artisanales, telles qu'elles sont présentées aujourd'hui, sont assez indifférentes. Les intérêts des petits et moyens capitalistes, qui peuvent en souffrir, ne sont pas, ou tout au moins directement, les leurs. Par contre, ceux qui présentent ces revendications sont précisément les adversaires les plus acharnés des revendications ouvrières. C'est dans ces secteurs de la petite production que la concurrence est la plus vive, le taux de profit le plus bas. Chaque nouvelle réforme sociale, chaque succès syndical, donne le coup de grâce à toute une série de ces existences. C'est là que les ouvriers trouvent leurs adversaires les plus virulents, mais c'est là aussi que le grand capital et la grande propriété foncière trouvent leurs alliés les plus fidèles².

Mais le même intérêt assure également à la classe moyenne l'appui de la classe paysanne et ainsi disparaît le vieil antagonisme entre la grande et la petite bourgeoisie, laquelle devient une troupe de protection politique du

2 A quel point les grands industriels en ont conscience, c'est ce que montre la prise de position du baron von Reisswitz, le secrétaire général de l'Union des employeurs de Hamburg-Altona et principal défenseur du principe des unions mixtes d'employeurs. D'après lui, les avantages de ces unions sont que d'une part elles exercent une action « extrêmement éducative » sur les employeurs, car presque constamment l'une des branches participantes est touchée par la grève, ce qui fait que l'Union « se trouve pour ainsi dire en permanence en état de guerre », et d'autre part - et c'est là le principal - elles rendent possible une action commune de la grande industrie, des petites entreprises et de l'artisanat. C'est à cette collaboration de tous les groupes professionnels que le baron von Reisswitz accorde, pour des raisons politiques, une valeur particulière. L'artisan est d'après lui le meilleur champion dans la lutte contre la social-démocratie, et c'est pourquoi la grande industrie a un intérêt particulier à lui conserver ses chances de vie économique (Voir Reisswitz, *Fondez des unions d'employeurs*, pp. 22 sq. Cité par le Dr Gerhard Kessler, « Les Unions allemandes d'employeurs », dans *Ecrits de l'Union pour la politique sociale*, t. 124, Leipzig, 1907, pp. 106 sq.).

grand capital. A quoi ne change rien le fait que la satisfaction des revendications de la classe moyenne n'a nullement amélioré sa situation. L'établissement par l'Etat d'organisations forcées de la petite entreprise a été un échec total. Là où la petite entreprise est viable, les coopératives et corporations, comme dans les entreprises de produits alimentaires, sont devenues une sorte de cartels qui cherchent en commun à piller le consommateur, notamment dans la boucherie et la boulangerie. Ou ce sont des associations d'entrepreneurs, soit directement, soit en ce sens que les membres de ces corporations adhèrent à une association patronale distincte, mais dépendant essentiellement de la corporation³.

C'est précisément cette impossibilité de présenter des revendications particulières de quelque importance, contrairement à l'artisanat d'autrefois, qui tend la classe moyenne incapable d'une politique indépendante et fait de cette politique de satellite une nécessité. Aussi est-elle la proie de n'importe quelle démagogie, pourvu qu'elle tienne compte de son hostilité à l'égard de la classe ouvrière. D'adversaire des ouvriers sur le plan économique elle devient leur adversaire politique, et voit dans la liberté politique, qu'elle ne peut plus utiliser elle-même, un instrument pour le renforcement de la puissance politique, et par là aussi économique, de la classe ouvrière. Elle devient réactionnaire et, plus petite est sa maison, plus elle tient à être maîtresse chez elle. Elle se prononce en faveur d'un gouvernement autoritaire et est prête à soutenir toute politique de force dirigée contre les ouvriers. Partisan du militarisme et de la bureaucratie d'Etat, elle est en somme l'allié de l'impérialisme. Ce dernier lui fournit une nouvelle idéologie : d'une extension rapide du capital il attend aussi pour lui une meilleure marche de ses affaires, un accroissement de ses occasions de gain, une capacité d'achat accrue de ses clients. En outre, elle est la plus accessible aux arguments de la propagande électorale, avant tout au boycott économique, et sa faiblesse en fait également, sur le plan politique, un objet d'exploitation.

Certes, quand on lui présente la note, elle devient pensive, et l'harmonie entre elle et le grand capital en est pour un temps troublée. Mais les impôts sont payés en majeure partie par les ouvriers, et si les impôts indirects la frappent davantage que le grand capital, sa capacité de résistance est trop faible pour qu'elle puisse rompre le lien. Seule, une petite partie de la classe moyenne se détache de la bourgeoisie et se rallie au prolétariat. Si l'on fait abstraction de ceux qui sont en apparence indépendants, exploitants individuels qui sont en réalité des industriels familiaux, il s'agit ici de ces couches pour la plupart citadines du petit commerce qui, ayant une clientèle ouvrière, adhèrent, soit par intérêt, soit gagnés par le contact permanent avec les ouvriers à leurs idées, au parti ouvrier.

Tout autre est la position qu'adoptent ces couches qu'on a pris l'habitude ces derniers temps d'appeler la « nouvelle classe moyenne ». Il s'agit des employés du commerce et de l'industrie, dont le nombre s'est considérablement accru par suite du développement de la grande entreprise et qui deviennent les véritables dirigeants de la production. C'est une couche sociale dont l'accroissement dépasse même celui du prolétariat. Le progrès vers une plus haute composition organique du capital entraîne une diminution relative, et même dans certains cas, absolue, du nombre des ouvriers. Il n'en est pas de même du personnel technique, qui augmente au contraire avec les dimensions de l'entreprise, quoique pas dans la même proportion. Car progrès de la composition organique du capital signifie progrès du travail automatique, changement et complexité de la machinerie. L'introduction de nouvelles machines rend le travail humain superflu, mais non la surveillance du technicien. C'est pourquoi l'extension de la grande entreprise capitaliste mécanisée est d'un intérêt vital pour les techniciens de toutes catégories et fait des employés de l'industrie les partisans les plus enthousiastes du capitalisme

Le développement du système des actions agit d'une façon identique. Il sépare la fonction de direction de celle de propriété et en fait la fonction spéciale d'ouvriers salariés et d'employés bien payés. En même temps, les postes les plus élevés deviennent des positions influentes qui, selon les possibilités, semblent accessibles à tous les employés. Le désir de faire carrière, d'obtenir de l'avancement, qui se développe dans chaque hiérarchie, s'éveille ainsi chez chaque employé et étouffe ses sentiments de solidarité. Chacun espère grimper avant les autres et s'évader de sa condition semi-prolétarienne pour accéder au niveau d'un revenu capitaliste. Plus le développement des sociétés par actions est rapide, plus grandes leurs dimensions, et plus est important le nombre des postes, surtout les plus influents et les mieux payés. Les employés ne voient d'abord que cette harmonie des intérêts et, comme chaque position ne leur paraît qu'un passage vers une autre, plus élevée, ils s'intéressent moins à la lutte pour leur contrat de travail qu'à celle du capital pour l'élargissement de sa sphère d'influence.

C'est une couche sociale qui, tant par son idéologie que par son origine, appartient encore à la bourgeoisie, et dont les représentants les plus zélés et les plus dénués de scrupules ont un revenu qui les élève au-dessus du prolétariat. Ceux qui en font partie entrent en contact avec les capitalistes dirigeants, sont surveillés par eux et font l'objet d'un choix extrêmement sévère. C'est contre leur organisation que la lutte est la plus violente. Si, en fin de compte, l'évolution doit pousser cette couche sociale indispensable à la production du côté du prolétariat, spécialement quand les rapports de force auront commencé à se modifier et que la puissance du capitalisme, bien qu'encore intacte, ne paraîtra cependant plus invincible, elle ne constitue pas encore aujourd'hui une troupe particulièrement active dans un combat mené d'une façon indépendante.

L'évolution ultérieure contribuera certes à modifier peu à peu cette attitude. La diminution des chances de parvenir à une position indépendante, qu'entraîne le développement de la concentration, oblige de plus en plus les

3 Voir Kessler, *op. cit.*, p. 15.

petits entrepreneurs et les petits capitalistes à faire entrer leurs fils dans la carrière des employés. En même temps s'accroît avec le nombre de ces derniers l'importance du poste dépenses constitué par leurs traitements et se crée la tendance à abaisser le niveau des rétributions. L'offre de cette main-d'œuvre augmente rapidement. D'un autre côté apparaît dans les grandes entreprises, même pour cette main-d'œuvre hautement qualifiée, une division du travail et une spécialisation de plus en plus poussée. Une partie de ce travail, qui reçoit un caractère automatique, est assurée par des employés moins qualifiés : une grande banque moderne, une compagnie d'électricité moderne, un magasin, occupent un grand nombre d'employés qui ne sont rien d'autre que des ouvriers partiels qualifiés, dont la culture supérieure, quand ils la possèdent, est plus ou moins indifférente à l'entrepreneur. Ils sont constamment en danger d'être remplacés par des ouvriers non qualifiés ou semi-qualifiés, et subissent même la concurrence du travail féminin, concurrence qui a pour effet de réduire le prix de leur force de travail et de faire baisser leur niveau de vie, ce qu'ils ressentent d'autant plus amèrement qu'ils sont habitués à des prétentions bourgeoises. A cela s'ajoute qu'avec l'extension des entreprises géantes le nombre de ces postes mal payés s'accroît, mais pas du tout dans la même proportion celui des postes supérieurs. Si l'augmentation du nombre des grandes entreprises et de leurs formes modernes a rapidement accru la demande d'employés de tout genre, l'agrandissement de celles qui existent déjà n'entraîne nullement une augmentation équivalente. A quoi il faut ajouter qu'avec la consolidation des sociétés par actions les postes les mieux payés deviennent de plus en plus le monopole de la couche des grands capitalistes et que la perspective de faire carrière se rétrécit en conséquence⁴.

La fusion des industries et des banques en grands monopoles ne fait qu'aggraver encore la situation des employés. Ils ont maintenant en face d'eux un groupe de capitalistes extrêmement puissants et leur liberté de mouvement - et, par là, la perspective d'améliorer leur sort en utilisant la concurrence que se font entre eux les entrepreneurs pour se procurer les meilleurs employés - devient, même pour les plus capables et les plus doués d'entre eux, de plus en plus précaire. Le nombre des employés peut aussi diminuer en chiffres absolus par suite de la fusion. Cela concerne avant tout le nombre des postes les mieux payés, car c'est la direction qui risque d'être simplifiée. La formation de la combinaison, avant tout du trust, réduit le nombre des postes techniques supérieurs. De même, celui des agents du circuit commercial : voyageurs, représentants, etc.⁵.

Mais il faut un temps assez long pour que ces effets se fassent sentir sur l'attitude politique de cette couche sociale. Issus pour la plupart des milieux bourgeois, ils en conservent au début l'idéologie traditionnelle. Ce sont les milieux où la peur de tomber dans le prolétariat mène à la hantise d'être considéré comme prolétaire, où la haine des ouvriers est la plus virulente, l'opposition aux méthodes de lutte prolétariennes la plus nette. Le petit employé de magasin ressent comme un affront à être appelé un prolétaire, alors que le haut fonctionnaire, et parfois même le directeur d'un cartel, revendiquent cette appellation, en quoi le premier à vrai dire redoute la déchéance sociale, quand les autres soulignent au contraire la valeur morale du travail. Toujours est-il que cette idéologie maintient au début les employés à l'écart du monde prolétarien. Mais l'accroissement du nombre des sociétés par actions et celui surtout des cartels et des trusts signifient une accélération extraordinaire du développement capitaliste. Le développement rapide des grandes banques, l'augmentation de la production grâce à l'exportation de capital, l'ouverture de nouveaux marchés, autant de moyens d'offrir de nouveaux champs d'activité aux employés de tout genre. Encore coupés de la lutte prolétarienne, ils voient tous leur avenir dans l'extension du champ d'activité du capital. Plus cultivés que la classe moyenne du genre plus haut décrit, ils se laissent prendre plus facilement par l'idéologie de l'impérialisme et, intéressés à l'extension du capital, ils deviennent prisonniers de son idéologie, qui leur ouvre des perspectives séduisantes d'avancement. Socialement faible, cette couche des employés, avec leurs relations dans les milieux du petit capital, leurs plus grandes dispositions pour l'activité publique, est d'une influence considérable sur la formation de l'opinion. Ce sont les abonnés aux organes spécifiquement impérialistes, les partisans de la théorie des races, les lecteurs de romans de guerre, les admirateurs des héros coloniaux, les agitateurs et le troupeau électoral du capital financier.

Mais cette situation n'est pas définitive. Plus le développement du capitalisme se heurte à des obstacles qui le ralentissent, plus le processus de cartellisation s'accroît et, par là, les tendances qui ont pour effet d'aggraver la situation des employés, et plus l'antagonisme de ces couches qui remplissent les principales fonctions dirigeantes de la production comme les plus insignifiantes, à l'égard du capital s'aggrave, plus la partie des employés constituant leur masse, ravalée au niveau d'ouvriers partiels mal payés, sera poussée à mener, au côté du prolétariat, la lutte contre l'exploitation, moment qui arrivera d'autant plus tôt que plus grande sera la vigueur, et par conséquent les perspectives de victoire, du mouvement prolétarien. Finalement, leur intérêt commun en face des progrès de la classe ouvrière unit de plus en plus toutes les couches de la bourgeoisie. Mais, dans cette lutte, le grand capital a pris depuis longtemps la direction des opérations.

4 C'est ainsi que selon le rapport du *Berliner Tageblatt* du 14 Juillet 1909 sur la conférence de l'Union allemande des employés de banque Fürstenberg, le président du comité directeur de Berlin, déclara : « Les tentatives de concentration dans les banques ont heureusement été arrêtées. Cependant, à l'heure actuelle, 90 % de tous les employés de banque d'Allemagne n'ont aucune chance de devenir jamais indépendants. »

5 La constitution du Trust du whisky rendit superflus trois cents représentants et celle du Trust de l'acier deux cents (Voir J. W. Jenks, *The Trust Problem*, New York, 1902, p. 24).

CHAPITRE XXIV - LA LUTTE POUR LE CONTRAT DE TRAVAIL

La lutte pour le contrat de travail traverse, comme on sait, trois phases différentes. Dans la première, l'entrepreneur isolé fait face aux ouvriers isolés ; dans la deuxième, il lutte contre le syndicat ; dans la troisième, les organisations patronales opposent aux syndicats un front uni.

Le syndicat a pour fonction de supprimer la concurrence des ouvriers entre eux sur le marché de la main-d'œuvre : il s'efforce de s'assurer le monopole de l'offre de la marchandise force de travail. Il constitue ainsi un cartel de contingentement ou, puisqu'il ne s'agit ici, dans les rapports avec le capitaliste, que d'achat et de vente de la marchandise, un trust. Mais chaque cartel de contingentement et chaque trust souffrent de cette faiblesse, qu'ils ne contrôlent pas la production et ne peuvent par conséquent pas régler les dimensions de la demande. Pour le syndicat, cette faiblesse est irrémédiable. La production de la force de travail échappe presque toujours à son contrôle. C'est seulement là où il s'agit de main-d'œuvre qualifiée que les organisations ouvrières peuvent réussir, grâce à certaines mesures spéciales, à en limiter la production. Un syndicat puissant d'ouvriers qualifiés peut, en réduisant le nombre des apprentis, en imposant une plus longue durée de l'apprentissage, en s'opposant à l'embauchage d'ouvriers non qualifiés, c'est-à-dire de ceux qu'il ne reconnaît pas comme tels, restreindre la production de ces forces de travail et s'assurer ainsi une certaine position de monopole. C'est ainsi par exemple, que les syndicats de typographes ont obtenu qu'on n'emploie aux linotypes, pour lesquelles il serait possible d'utiliser des ouvriers ayant subi une préparation purement technique et donc sans grande qualification, que des typographes hautement qualifiés. Un syndicat puissant peut même réussir, dans certaines circonstances favorables, à renverser la situation et à donner à un travail la qualité de travail qualifié et par conséquent bien payé en n'admettant comme travailleurs complets que des ouvriers employés depuis un temps assez long. C'est le cas, par exemple, dans l'industrie anglaise du textile, dont la position de monopole sur le marché mondial, qui s'est maintenue pour certains produits jusqu'aujourd'hui, a d'une part favorisé la formation d'un syndicat puissant et d'autre part permis aux employeurs de faire certaines concessions, car cette position de monopole leur permettait d'en rejeter la charge sur les consommateurs.

L'effort en vue de contrôler le marché de la main-d'œuvre crée aussi la tendance à empêcher la concurrence d'ouvriers étrangers en entravant l'immigration, surtout celle de prolétaires sans ressources et difficilement organisables. Les entraves à l'immigration jouent pour le syndicat le même rôle que les droits protecteurs pour le cartel¹.

Mais le syndicat est une organisation d'hommes vivants ; pour qu'il puisse atteindre son but, il faut que ce dernier soit réalisé par la volonté de ses membres. L'établissement du monopole suppose que les ouvriers ne vendent leur force de travail que par l'intermédiaire du syndicat et aux conditions fixées par lui. Le prix de la main-d'œuvre doit être soustrait au jeu de l'offre et de la demande. Mais cela suppose que ceux qui offrent, c'est-à-dire les chômeurs, n'entrent pas en action sur le marché du travail à des prix autres que ceux fixés. Le prix est l'élément donné, fixé par la volonté du syndicat, et l'offre doit se conformer au prix, et non l'inverse. C'est ainsi que le syndicat devient une coopération des ouvriers qui travaillent avec les chômeurs. Ceux-ci sont tenus à l'écart du marché de la main-d'œuvre, de même que le cartel, quand la production dépasse les normes fixées par lui, entrepose les produits afin qu'ils ne soient pas amenés sur le marché. Aux frais d'entrepôt correspondent les secours aux chômeurs des syndicats, secours qui ont ici une importance beaucoup plus grande, car ils constituent le seul moyen de limiter l'offre sur le marché de la main-d'œuvre, tandis que le cartel possède le moyen beaucoup plus efficace qui consiste à restreindre la production. D'un autre côté, le même but est atteint quand, par les moyens de la contrainte morale, la mise au pilori des ouvriers qui acceptent de travailler à des salaires plus bas, les explications sur le tort ainsi causé aux intérêts de classe, bref l'éducation syndicale spécifique, la classe ouvrière est groupée en une unité de combat.

Comme tout monopole, le syndicat s'efforce de contrôler le plus complètement possible le marché. Mais il y a des obstacles : à l'intérêt de classe des ouvriers s'oppose l'intérêt personnel momentané de chaque ouvrier pris isolément. L'organisation suppose certains sacrifices : cotisations, perte de temps, disposition à la lutte. Celui qui s'en tient éloigné est favorisé par l'employeur, évite des conflits, du chômage ou des passe-droit. Plus les syndicats se renforcent, plus l'employeur s'évertue à empêcher ses ouvriers d'y adhérer. Aux institutions de secours du syndicat il substitue les siennes et met à profit l'antagonisme existant entre l'intérêt personnel de l'ouvrier et son intérêt de classe.

La lutte syndicale est une lutte pour le contrat de travail. L'ouvrier reproduit la valeur de c et crée une valeur nouvelle, qui se décompose en $v + p$, salaire et plus-value. La grandeur absolue de $v + p$ dépend de la durée du temps de travail. Plus celui-ci est court, plus $v + p$ est petit, et, v restant le même, d'autant plus petit p . Avec un même temps de travail, p augmente si v diminue, et inversement. Cet effet est contrarié par le changement de l'intensité du travail :

1 Nous ne pouvons ici examiner plus en détail le problème de l'immigration, surtout après les discussions, dont il a déjà été fait mention plus haut, dans la *Neue Zeit*.

avec un salaire en hausse et un temps de travail réduit, l'intensité du travail augmente. Le développement du système du travail à la pièce et du système des primes a pour but d'accroître l'intensité du travail au maximum avec un salaire et une durée de travail donnés, et de même l'accélération de la vitesse avec laquelle tournent les machines offre un moyen objectif d'accroître l'intensité du travail. Les conquêtes que la classe ouvrière a réalisées en ce qui concerne la réduction du temps de travail restent certainement à l'intérieur, et parfois encore très en deçà des limites où la réduction du temps de travail est compensée par l'accroissement de l'intensité du travail. Si considérable qu'ait été l'effet de la réduction du temps de travail sur la situation sociale des ouvriers, quelles qu'aient été l'influence exercée par elle et la lutte menée en sa faveur, sur l'amélioration de leur condition physique et morale, il ne fait pas le moindre doute qu'elle n'a pas affecté le rapport de v à p aux dépens de p . Le taux de profit n'en a pas diminué pour autant et, par conséquent, du point de vue purement économique, rien n'a été changé. Qu'il nous suffise de noter en passant que, pour le développement d'un grand nombre d'industries de haute précision, des temps de travail plus longs auraient été impossibles et qu'en général, avec la réduction du temps de travail, la qualité du travail a été améliorée, le progrès technique accéléré, la plus-value relative accrue. En ce qui concerne le niveau du salaire, le lien entre augmentation de salaire et accroissement de l'intensité du travail n'est pas apparu aussi nettement, mais il existe, et il est pour le moins extrêmement douteux que l'augmentation relativement faible du salaire, ayant tout pour les ouvriers non qualifiés, ait accru v au dépens de p ; il est beaucoup plus vraisemblable, au contraire, qu'ici aussi cette augmentation a été compensée par un accroissement de l'intensité du travail. Ce qu'on doit bien entendu admettre, c'est qu'il faut, pour que cette compensation se produise, un certain temps, pendant lequel p diminue du fait de l'augmentation de v .

Comme la valeur de la marchandise - et nous pouvons ici, où il s'agit du rapport social, parler, pour simplifier les choses, de valeur - est égale en capital constant, plus le capital variable, plus la plus-value ($c + v + p$), le changement de v , auquel correspond un changement opposé de p , n'a sur le prix de la marchandise aucune influence, par conséquent pour le consommateur aucun effet. Que l'augmentation du salaire et la réduction du temps de travail ne peuvent avoir aucun effet sur le prix de la marchandise, Ricardo l'a très bien montré. C'est du reste parfaitement clair. Le produit social chaque année se divise en deux parties. La première sert à remplacer les moyens de production usés, les machines, matières premières, etc., qu'il faut remplacer en premier lieu sur le produit global ; la seconde est le produit nouveau qui a été créé pendant l'année par les ouvriers. Ce dernier, qui est au début entre les mains des capitalistes, se divise à son tour en deux parties : l'une constitue le revenu des ouvriers, la seconde revient en tant que plus-value aux capitalistes. Le prix du produit pour le consommateur est égal à la somme des deux parties et ne peut pas être modifié par la façon dont la deuxième partie est partagée entre ouvriers et capitalistes. Dire que l'augmentation du salaire et la réduction du temps de travail augmentent le prix du produit est par conséquent du point de vue social une absurdité. Pourtant cette affirmation revient toujours sur l'eau, et cela pour d'excellentes raisons.

L'argument ci-dessus exposé ne vaut que pour la valeur de la marchandise, donc uniquement du point de vue de la société. Mais nous savons que la valeur de la marchandise est modifiée par l'effort en vue d'égaliser les taux de profit. Pour le capitaliste individuel, et même pour le capitaliste d'une branche d'industrie, l'augmentation de salaire se présente comme une augmentation du prix de revient. En supposant que sa somme de valeur ait été jusqu'ici de 100, avec un capital constant usé de 100 et un taux de profit de 30 %, il vendait le produit 260. Maintenant, le salaire, à la suite d'une grève, s'élève à 120, ce qui fait que son prix de revient est égal à 220. S'il continue à vendre à 260, son profit baissera, en chiffres absolus, de 60 à 40, et son taux de profit de 30 à un peu moins de 19 %, par conséquent très au-dessous du taux de profit moyen. Il devra donc y avoir une égalisation des taux de profit. Cela signifie qu'une augmentation de salaire dans une branche d'industrie donnée a pour conséquence une augmentation de prix dans cette branche d'industrie, augmentation qui se fait sur la base de la formation d'un nouveau taux de profit général, plus bas que le précédent. Mais les augmentations de prix se heurtent toujours à certaines difficultés : augmentation de prix signifie toujours débouchés plus difficiles ; les accords conclus sur la base des anciens prix doivent être exécutés ; et, surtout, il faut un certain temps jusqu'à ce que l'augmentation de prix puisse être appliquée. Logiquement, il devrait s'ensuivre une émigration de capital hors de cette branche d'industrie, puisque augmentation de prix signifie diminution des ventes et que par conséquent l'offre, c'est-à-dire la production, devrait être réduite. Ce danger de diminution des ventes diffère selon les branches d'industrie et par conséquent aussi la résistance qu'opposent les employeurs aux revendications de salaires. En cela du reste beaucoup dépend également de l'état de la conjoncture et de l'organisation de l'industrie, permettant de telles modifications dans une mesure plus ou moins grande et plus ou moins rapidement. En supposant que l'augmentation de salaire soit générale, l'égalisation du taux de profit modifié aura pour conséquence que les prix des produits des industries à haute composition organique du capital baisseront et que ceux des industries à basse composition organique augmenteront. Mais chaque augmentation de salaire a pour conséquence une baisse du profit moyen, même si cette baisse ne s'impose que lentement et n'est que de faibles proportions.

Mais comme, jusqu'à ce que ce niveau des prix soit atteint, il en résulte des pertes pour le capitaliste intéressé, on comprend qu'il s'oppose aux augmentations de salaire, et d'autant plus vigoureusement que son taux de profit est plus bas. Nous avons vu que, dans les petites entreprises, le taux de profit est inférieur à la moyenne, et c'est pour cela que la résistance opposée aux augmentations de salaire y est la plus forte, alors que la capacité de résistance y est précisément la plus faible. La lutte syndicale est une lutte pour le taux de profit du point de vue

de l'entrepreneur, pour l'augmentation du salaire (en quoi est comprise également la réduction du temps de travail) du point de vue de l'ouvrier. Elle ne peut jamais être une lutte pour la suppression du capitalisme lui-même, de l'exploitation de la force de travail. Car une telle lutte serait toujours tranchée d'avance : comme le but de la production capitaliste est la production de profit au moyen de l'exploitation de l'ouvrier, la suppression de cette exploitation ferait paraître à l'entrepreneur son activité absurde. Il arrêterait par conséquent la production car, quelle que soit alors sa situation personnelle, elle ne pourrait être améliorée par la reprise de l'activité : il devrait dans ce cas laisser aller les choses jusqu'à ce que ses ouvriers en soient réduits à la famine. Si seul son secteur était menacé, il chercherait à sauver, ne serait-ce qu'une partie de son capital, en le transférant dans un autre secteur. La lutte pour l'abolition complète de l'exploitation est ainsi en dehors du cadre des tâches proprement syndicales, elle ne peut être menée jusqu'à la victoire à l'aide de méthode de lutte purement syndicales, comme voudrait le faire croire la « doctrine » syndicaliste. Même quand elle a recours à de telles méthodes, comme pour la grève de masse, il ne s'agit pas d'une lutte contre la position économique de l'entrepreneur, mais pour le pouvoir de la classe ouvrière dans son ensemble contre l'organisation de pouvoir de la bourgeoisie, l'Etat. Le dommage causé aux entrepreneurs n'est jamais qu'un moyen auxiliaire dans la lutte pour la désorganisation du pouvoir de l'Etat : cette tâche ne peut être celle des syndicats en tant que tels, mais seule la forme d'organisation syndicale peut être mise au service des luttes politiques du prolétariat.

Cependant si la lutte syndicale est une lutte pour le taux de profit, certaines limites sont par là chaque fois posées aux objectifs du syndicat. Il s'agit pour l'employeur de savoir s'il est en mesure d'imposer les nouveaux prix si les pertes qu'il aura à subir au cours de la période transitoire ne dépasseront pas celles qu'entraînerait une grève même prolongée, et finalement si la possibilité n'existe pas pour lui de placer son capital ailleurs dans une branche de production dont le taux de profit ne sera pas directement affecté par le succès de la grève. Il en résulte que certaines limites sont posées d'avance à chaque lutte syndicale, limites que les dirigeants syndicaux ont pour tâche de reconnaître et qui déterminent leur tactique. Il s'ensuit également que le syndicat, d'une façon générale, peut opérer avec d'autant plus de succès que le taux de profit est plus élevé, soit du fait de la haute conjoncture, soit parce qu'il s'agit d'une branche bénéficiant d'une position de monopole, de l'obtention d'un surprofit par brevets, etc. Examiner ces conditions en détail n'entre pas dans le cadre de notre étude. Il nous reste par contre à examiner brièvement le changement du rapport des forces des deux classes en général.

Il va de soi que l'apparition de l'organisation patronale entraîne une modification importante du rapport des forces entre le capital et le travail.

Le développement de l'organisation patronale est considéré en général, et non sans raison, comme une réponse à l'organisation ouvrière. Mais la rapidité de ce développement comme sa puissance dépendent du changement de la structure industrielle, de la concentration et de la monopolisation du capital.

Aussi longtemps que l'entrepreneur isolé avait devant lui une classe ouvrière organisée, le syndicat disposait de toute une série de moyens de pression que le développement de l'organisation patronale a rendus inefficaces.

Avec la concentration du capital croît la puissance de l'entrepreneur dans la lutte pour le contrat de travail, mais aussi la capacité d'organisation des ouvriers concentrés. La différence de grandeur des entreprises conditionne également une tout autre capacité de résistance à l'égard des syndicats. Plus une industrie est dispersée, plus les dimensions moyennes des entreprises sont petites, et plus grande est en général la puissance du syndicat. A l'intérieur de la même industrie, cette puissance est plus grande dans les petites et moyennes entreprises que dans les grandes pour cette simple raison que ces dernières, déjà menacées par la concurrence des grandes, sont beaucoup moins en mesure de supporter les pertes causées par une grève. C'est pourquoi la lutte menée par les syndicats favorise le développement vers la grande entreprise et par là celui de la productivité, le progrès technique, l'abaissement du coût de production et la formation d'une plus-value relative, par quoi elle crée elle-même les conditions de l'obtention de nouvelles concessions.

Aussi longtemps que les syndicats ont devant eux des employeurs isolés, leur position est favorable. Ils peuvent utiliser leur force concentrée contre l'employeur isolé. La lutte pour les salaires est déclenchée dans toute une série de grèves isolées. Les ouvriers des entreprises concernées ont derrière eux toute la puissance financière du syndicat, laquelle est maintenue pendant toute la durée de la lutte par les cotisations et éventuellement des contributions supplémentaires versées par les membres du syndicat qui continuent de travailler. L'employeur, de son côté, peut craindre que ses clients ne lui soient pris par ses confrères dont les ouvriers ne sont pas en grève et que, même celle-ci une fois terminée, ses débouchés ne soient réduits. Il doit se résoudre à céder et, à partir de ce moment, il a intérêt à ce que les concessions qu'il a dû faire soient généralisées et que les autres employeurs acceptent, volontairement ou non les mêmes conditions de travail qui lui ont été imposées. L'isolement dans lequel se trouvent les employeurs permet aux syndicats de les contraindre les uns après les autres dans des luttes isolées poursuivies systématiquement. Les succès les renforcent en accroissant leurs effectifs et par conséquent les cotisations, ce qui fait qu'après la grève ils sont plus puissants qu'avant. Il est clair que cette tactique peut être employée d'autant plus facilement que les entrepreneurs se tiennent moins solidement, que la concurrence qu'ils se font mutuellement est plus forte, qu'ils sont plus nombreux et que la capacité de résistance de chacun d'eux est plus faible. C'est le cas notamment dans les branches d'industrie où dominent les petites et moyennes entreprises. C'est là que l'influence des syndicats est la plus grande, leur pouvoir au

plus haut. La grande industrie, qui calcule d'une façon plus précise, oppose à de telles grèves isolées une résistance beaucoup plus vive, car les grandes entreprises veillent très soigneusement à la plus grande égalité possible des coûts de production. Ici les succès ne peuvent être que généraux, car les grèves isolées se heurtent à une très vive résistance, beaucoup plus difficile à surmonter, du fait que la puissance même d'une seule grande entreprise est beaucoup plus considérable et qu'une entente entre un nombre relativement petit d'entrepreneurs peut aussi se faire plus rapidement². Mais plus se développe la puissance des syndicats, plus vive est la résistance des employeurs. A l'union des ouvriers s'oppose maintenant le front commun des employeurs. Comme c'est face aux petites et moyennes entreprises que l'influence des syndicats est la plus forte, c'est là que la résistance se fera sentir le plus nettement. En fait, l'organisation du patronat commence dans l'artisanat et dans les petites manufactures³, où la puissance des syndicats se fait le plus sentir, et prend son essor le plus rapide dans les périodes de haute conjoncture⁴. Mais, même si l'apparition des associations patronales doit être considérée comme une réaction contre les syndicats⁵ et se manifeste d'abord dans l'industrie légère, elle ne se cantonne pas là. La cartellisation et la trustisation unissent d'une façon beaucoup plus forte et indissoluble les intérêts des capitalistes qui y participent et font de ces derniers une unité en face de la classe ouvrière. L'élimination de la concurrence ne se réduit pas ici, comme dans l'industrie légère non cartellisée, au marché de la main-d'œuvre, et renforce ainsi la solidarité des employeurs dans une mesure beaucoup plus grande. Cela peut aller si loin que dans les branches où ces derniers jouissent d'une très forte position, une organisation spéciale devient inutile. Le Syndicat de la houille rend une association d'entrepreneurs superflue, le Trust de l'acier la rend impossible. Même si ce qu'on déclare officiellement, que les cartels allemands ne s'occupent pas des questions ouvrières, est vrai, l'action unie des entrepreneurs est ici donnée d'avance, et précisément leur force rend certaines fonctions spécifiques de l'association des employeurs, comme les secours de grève, superflus, car un « accord de bon voisinage » de cas en cas suffit. Mais, ici aussi, la tendance à la fondation d'associations d'entreprises se manifeste de plus en plus nettement.

Ces associations rendent beaucoup plus difficile, sinon impossible, aux syndicats de remporter un succès par une attaque isolée, car derrière chaque entrepreneur se tient maintenant son organisation : elle le dédommage de ses pertes, fait en sorte que les ouvriers en grève ne trouvent pas de travail ailleurs, tout en s'efforçant d'exécuter elle-même les commandes les plus pressantes de l'employeur dont l'usine est fermée du fait de la grève. Au besoin, elle a recours à des moyens plus énergiques : elle passe elle-même à l'attaque et élargit la lutte par un lock-out pour affaiblir le syndicat et le contraindre à céder. Et dans cette lutte des employeurs unis contre les syndicats, l'organisation patronale a souvent le dessus⁶.

2 C'est pourquoi dans les pays où le mouvement syndical a pris naissance relativement tard et a trouvé dès le début en face de lui une grande industrie très développée, l'organisation syndicale dans les secteurs de la grande industrie est en général plus faible qu'en Angleterre, par exemple, où elle s'est développée en même temps que l'industrie.

3 Voir Dr Gerhard Kessler, *Les Unions allemandes d'employeurs*, p. 40.

4 *Ibidem*, p. 37.

5 *Ibidem*, p. 20. « Aussi longtemps que les ouvriers d'une entreprise sont une masse inorganisée, même l'employeur isolé leur est supérieur. Il n'a besoin d'aucune union d'employeurs ... Aussi longtemps par conséquent que le mouvement syndical luttait péniblement pour son existence - d'une façon générale jusqu'à la fin des années 80 du XIX^e siècle - il n'y avait en Allemagne aucun besoin d'unions patronales. Mais lorsque, depuis la fin des années 80. et particulièrement après le retrait de la loi contre les socialistes, commença le grand essor du mouvement syndical, suivi d'une vague de mouvements de grèves pour les salaires, le patronat commença lui aussi à créer des unions d'employeurs, en réaction contre l'action des syndicats. Le syndicat ouvrier est partout le phénomène primaire, l'union patronale le phénomène secondaire. Le premier attaque, la seconde se défend (si parfois le rapport est inverse, cela ne change rien à la justesse générale de l'observation. Le syndicat est à ses débuts essentiellement une union pour la grève, l'union patronale une union contre la grève. Plus tôt entre en scène dans une profession déterminée un syndicat vigoureux, plus tôt se constitue également une union patronale en vue de le combattre. L'union patronale est par conséquent l'organisation des employeurs de la profession en vue du règlement de ses rapports avec les ouvriers organisés. »

6 Que l'on compare à la situation aux Etats-Unis: « Les organisations patronales aux Etats-Unis devraient être plus fermes et plus combattives que dans les autres pays. Des unions centrales et régionales, sans parler des associations de ces unions, existent dans presque toutes les industries. Les deux plus importantes sont la National Association of Manufacturers et la Citizen's Industrial Association of America. La première se compose presque exclusivement d'industriels et a été fondée en 1895, essentiellement en vue de l'extension du marché extérieur pour les produits américains. Au cours des cinq dernières années, elle a cependant participé activement à la lutte contre les organisations ouvrières et cherché à influencer l'opinion publique et la législation fédérale en faveur des intérêts patronaux. En 1905, elle a empêché l'adoption de deux projets de loi importants qui avaient été déposés sur le bureau du Congrès à la demande des organisations ouvrières. La première avait pour but l'introduction de la journée de huit heures pour tous les travaux exécutés par ou pour le gouvernement fédéral ; la seconde proposait de restreindre la compétence des « ordres de suspension judiciaire » dans les conflits du travail. La Citizen's Industrial Association s'écarte de la précédente en ce qu'elle est une union de toutes les associations locales, régionales et nationales de patrons et de citoyens aux Etats-Unis. Elle a été créée en 1903 à la demande de la National Association of Manufacturers en vue de grouper en une organisation de combat tous les individus et associations décidés à s'opposer aux revendications des unions ouvrières et spécialement à l'introduction du *closed shop*, c'est-à-dire de l'exclusivité de l'embauche dans les entreprises pour les membres des unions ouvrières. Elle s'est accrue rapidement et comprend, dans ses associations nationales, régionales et locales, plusieurs centaines de milliers d'adhérents. Elle combat toutes les interventions, tant du gouvernement que des associations ouvrières, dans les affaires professionnelles. A sa troisième assemblée annuelle à Saint-Louis, en novembre 1905, elle adopta des résolutions concernant la fondation d'écoles professionnelles et de bureaux de placement qui sont sous le contrôle de l'Association et sont chargés de fournir aux employeurs des ouvriers sans tenir compte s'ils appartiennent ou non à une union ouvrière. Deux des plus importantes associations en liaison avec cette Citizen's Industrial Association est la National Metal Trades Association de fabricants de machines-outils et la National Founders Association de propriétaires de fonderies ne travaillant pas dans l'industrie des hauts fourneaux. Ces derniers ont conclu, il y a cinq ans, des

L'association des employeurs signifie en premier lieu la possibilité de retarder le moment de la lutte. Aussi longtemps que les organisations ouvrières avaient en face d'elle des entrepreneurs isolés, le choix du moment appartenait aux ouvriers. Or, pour le succès de la lutte il est d'une importance capitale. C'est pendant la période de haute conjoncture, où le taux de profit est le plus élevé, l'occasion d'obtenir le meilleur surprofit, que l'arrêt du travail est le plus sensible : pour ne pas perdre tout le taux de profit, l'employeur, même le plus fort, cherchera en un tel moment à éviter la lutte, car il s'agit pour lui d'une occasion qui ne reviendra pas, ou du moins jusqu'à la prochaine période de haute conjoncture. Considérée du seul point de vue du succès syndical, la grève devrait être reportée au moment de la plus haute tension des forces productives, et c'est un des aspects les plus difficiles du travail d'éducation syndical que de gagner les adhérents à cette tactique. Car c'est précisément à ces moments-là que, du fait des heures supplémentaires et d'un travail régulier, le revenu des ouvriers est au plus haut, et par conséquent le stimulant psychologique à la grève le plus faible. Cela explique pourquoi les grèves les plus nombreuses ont lieu pendant la période de prospérité, avant la haute conjoncture proprement dite.

Mais ce choix du moment cesse d'être entre les seules mains des syndicats dès que l'organisation patronale est solidement constituée. Alors, celle-ci peut choisir pour engager la lutte le moment qui lui convient le mieux. Pour elle le lock-out est une guerre préventive, pour laquelle le moment le plus propice est la période de dépression, où une cessation de travail, du fait de la surproduction, est très utile et où la capacité de résistance des ouvriers, du fait de l'offre surabondante sur le marché de la main-d'œuvre, de l'amenuisement des ressources des organisations provoqué par les demandes de secours et la diminution du nombre des adhérents, est la plus faible. Cette possibilité de fixer le moment de la lutte signifie déjà à elle seule un déplacement de force considérable, qui est la conséquence de l'organisation patronale⁷.

Mais les mêmes raisons qui ont conduit à l'organisation patronale entraînent à leur tour un renforcement des syndicats. Ceux-ci sont maintenant partout le refuge des ouvriers s'ils ne veulent pas être livrés pieds et poings liés à la merci des employeurs. Les mesures de combat de ces derniers frappent aussi ceux qui jusqu'alors se tenaient à l'écart des syndicats. En outre, le lock-out, et en particulier le lock-out général, constitue un stimulant puissant qui pousse les ouvriers jusque-là indifférents à adhérer à l'organisation. Les syndicats voient leurs effectifs augmenter rapidement et, par là, leurs forces s'accroissent.

A quoi les organisations patronales cherchent à s'opposer en menant une lutte permanente contre les syndicats. Ils s'efforcent, au moyen d'un choix artificiel parmi leurs ouvriers, de donner la préférence aux inorganisés. Le label de l'association patronale favorise systématiquement les derniers par rapports aux ouvriers syndiqués, dont les plus dangereux sont du reste inscrits sur des listes noires. En créant des syndicats jaunes, ces instituts de culture pour trahison de classe, on s'efforce, par corruption et allocation d'avantages spéciaux, de diviser les ouvriers et de s'assurer une garde de briseurs de grève⁸. En refusant de discuter avec les dirigeants syndicaux, on s'efforce de porter atteinte à

accords avec les unions des mécaniciens et des ouvriers fondeurs. Mais ces accords ont été dénoncés et la Founders Association a engagé en 1905 la lutte contre la puissante l'union des ouvriers fondeurs, qui s'étend depuis à toutes les fabriques des Etats-Unis » (Halle, *L'Economie mondiale*, III, p. 62).

- 7 A quoi ne change rien le fait que, pour le moment, où le développement des organisations patronales et de leur tactique en est encore à ses débuts, cette conséquence ne s'est pas encore pleinement manifestée. La statistique des lock-outs, telle que Kessler (*op. cit.*, p. 259) la communique, montre 1°) que le nombre des lock-outs augmente rapidement, 2°) que leur nombre est plus élevé dans les périodes de haute conjoncture que dans les périodes de dépression. Cela s'explique tout simplement par le fait que ces lock-outs, qui sont des mesures de défense contre les grèves, augmentent naturellement en période de haute conjoncture, où les grèves sont les plus nombreuses. Cela ne contredit absolument pas l'affirmation qu'à mesure que se renforce l'organisation patronale, la lutte est de plus en plus souvent déplacée par la volonté des employeurs dans les périodes de dépression, où augmente le nombre des lock-outs offensifs. Kessler déclare à ce propos (p. 243) : « Outre le lock-out de sympathie, le lock-out de programme est devenu de plus en plus fréquent ces derniers temps. Sous cette appellation, l'auteur entend tous les lock-outs auxquels on procède sans grève préalable en vue d'imposer aux ouvriers un programme établi par les employeurs, comportant certains tarifs de salaires, un temps de travail déterminé, un bureau de placement non paritaire ou autres conditions de travail générales ou particulières ... Il est probable que le nombre de ces lock-outs de programme augmentera encore à l'avenir, car après l'échec des négociations sur le renouvellement des tarifs, l'Union patronale a encore plus d'intérêt que le syndicat à imposer au plus vite un nouvel accord de salaires, au besoin par la lutte. Ces lock-outs de programme peuvent être comparés, soit aux grèves offensives, soit aux grèves défensives des syndicats, mais surtout, étant donné le caractère des unions patronales, à ces dernières. Qu'une union patronale tente par un lock-out d'aggraver directement les conditions de travail est une chose rare et le restera probablement aussi. Il est plus fréquent qu'on y fasse appel afin de renouveler pour des années un contrat de salaires non amélioré et se préserver contre des hausses de salaires éventuelles, etc. » Après examen de la statistique en question, Kessler en arrive à cette conclusion que « presque tous les grands lock-outs se sont terminés par un succès, soit complet, soit partiel, pour les employeurs. Le lock-out est une arme à laquelle les ouvriers, en règle générale, ne peuvent résister. Une raison suffisante pour les dirigeants syndicaux de modérer le plus possible l'ardeur belliqueuse de leurs adhérents et d'étouffer dans le germe des grèves futiles. Une raison également pour le patronat de ne pas être pris de panique devant l'accroissement des organisations ouvrières. D'ailleurs, les pertes considérables qu'entraîne chaque lock-out même victorieux empêcheront certainement d'utiliser trop souvent et dans des cas injustifiés cette arme trop lourde. Ni de ce côté-ci ni de ce côté-là, les arbres ne poussent dans le ciel » (p. 263).
- 8 Si c'est devenu une profession spéciale en Amérique de louer une troupe de briseurs de grève professionnels que l'on met, selon les besoins, contre argent, à la disposition de tel ou tel employeur, on entretient dans nos entreprises géantes une troupe permanente de briseurs de grève sous forme d'institutions de bienfaisance. Les institutions de bienfaisance apparaissent ainsi, non comme un instrument de paix sociale, mais comme une arme de combat qui sert à la lutte sociale et accroît la supériorité de l'une des deux parties en présence (Lujó Brentano dans *Débats de l'Association pour la politique sociale*, 1905, t. 115, p. 142).

leur prestige. Efforts vains - parce qu'en fin de compte l'intérêt de classe des ouvriers est en même temps leur intérêt personnel et que l'organisation syndicale est devenue d'une façon générale la condition d'existence des ouvriers - mais qui entravent le développement du mouvement syndical et réduisent son influence. De même que dans la période qui précéda l'apparition de l'organisation patronale la capacité de résistance de l'employeur individuel dépendait de la grandeur de son entreprise, de même la capacité de résistance des organisations patronales diffère selon leur composition. Les plus fortes sont les associations de la grande industrie, surtout celles des grandes industries cartellisées. Celles-ci n'ont pas à craindre la défection ou la ruine de leurs adhérents. Elles sont sûres qu'aucun concurrent ne pourra tirer avantage de la fermeture de leurs usines, et elles peuvent finalement, là où le monopole est assuré et la concurrence étrangère peu efficace du fait de la protection douanière, compenser les pertes subies pendant la grève. Les commandes retardées sont exécutées plus tard, la pénurie de marchandises engendrée par la grève permet une augmentation de prix, autrement dit de rejeter sur d'autres les pertes qu'elle a entraînées. Ici, par conséquent, la résistance est la plus forte, la lutte contre les syndicats la plus facile. Ainsi ces industries sont au premier rang dans la lutte de toutes les associations patronales, elles apparaissent comme les défenseurs de l'intérêt patronal commun dans la lutte contre la classe ouvrière. Plus les petits capitalistes sont contraints de reculer devant les syndicats, plus la puissance des ouvriers leur apparaît menaçante, plus ils se sentent solidaires des grands industriels en qui ils voient les champions de leur propre cause.

A cela rien n'est changé du fait que les associations les plus faibles doivent de leur côté se mettre d'accord avec les syndicats, quoique dans des conditions plus favorables qu'autrefois les employeurs isolés. Pour ceux qui en font partie, l'association a écarté les plus grands dangers. Elle a réussi à imposer les clauses de grève pour l'ensemble de la profession, elle empêche les outsiders - par la menace du boycott du matériel, en quoi elle fait des fournisseurs les auxiliaires de sa lutte - de faire défection, et finalement elle assure en toutes circonstances l'égalité des conditions de concurrence, en empêchant ses adhérents de conclure des accords particuliers. Au mieux, elle y parvient grâce au contrat collectif, l'accord sur le contrat de travail d'organisation à organisation. Le contrat collectif correspond aussi aux intérêts du syndicat, car il généralise pour l'ensemble de la profession les résultats obtenus. Son seul inconvénient est qu'il fixe d'avance la date pour un nouvel accord et enlève ainsi au syndicat le choix du moment où il convient de reprendre la lutte. Mais comme déjà, du fait même de l'existence de l'association patronale, le syndicat n'a plus seul le choix de la date, ce fait touche de la même façon les deux organisations. De toute façon, il apporte un élément de hasard dans la lutte future en ce qu'il pousse un syndicat puissant à s'efforcer de ne pas fixer la durée du contrat collectif de manière telle qu'il lui serait impossible de mettre à profit une période de haute conjoncture.

Pour les employeurs, l'existence de leur organisation a encore cet avantage qu'elle leur permet de rejeter sur d'autres la hausse du coût de production. Nous savons qu'un des premiers résultats de la grève est un abaissement du taux de profit au-dessous de la moyenne. L'égalisation par augmentation de prix qui doit s'ensuivre est facilitée et accélérée au moyen d'une action commune que l'association patronale peut permettre facilement dans ce cas et imposer dans les industries non cartellisées, puisque l'augmentation de prix correspond au nouveau prix de revient. Ainsi les petites industries de produits finis non cartellisées sont-elles les plus disposées à conclure des contrats collectifs⁹.

Ici aussi apparaissent les tendances menant à la conclusion d'alliances corporatives. Des industries qui, du fait de leur dispersion déterminée par leurs différences techniques, ne sont pas encore en mesure de se cartelliser, cherchent à s'assurer un monopole en fermant le marché de la main-d'œuvre aux outsiders. Cette fermeture, c'est le syndicat lui-même qui s'en charge. Ainsi les employeurs alliés possèdent un cartel protégé par le syndicat contre la concurrence des outsiders. Le surprofit de cartel est partagé entre les employeurs et les ouvriers, ce qui fait que ces derniers sont intéressés au maintien du cartel.

La situation est différente dans l'industrie cartellisée. Ici le taux de profit a déjà atteint son plus haut niveau possible dans les conditions de production existantes. Le prix est égal, ou presque, au prix du marché mondial, plus les droits de douane, plus les frais de transport. Une augmentation de salaire ne peut pas être rejetée sur d'autres, ce qui fait que la résistance y sera particulièrement vive. Le profit élevé de cartel est du reste déjà inclus dans le prix des actions ; une diminution de profit signifie baisse des cours et suscite par là l'opposition des actionnaires à toute concession de la part de la direction. Celle-ci est soutenue par les banques, pour qui une diminution de profit signifie une diminution du bénéfice qu'elles tirent de l'émission de nouvelles actions. D'un autre côté, la résistance des directeurs, qui ne sont que mandatés, des sociétés par actions, s'explique également par des causes d'ordre psychologique. Ils ont perdu tout contact avec les ouvriers et ne sont à leur égard que les représentants d'intérêts étrangers. Les concessions qu'un employeur, représentant sa propre affaire, peut consentir de temps à autre, leur paraissent une violation de leurs

9 D'un autre côté, la conclusion d'accords sur les salaires renforce le syndicat, auquel adhèrent maintenant un grand nombre d'ouvriers qui s'en étaient tenus éloignés jusque-là. Ce fait accroît la résistance des employeurs. C'est ainsi que la plus puissante organisation patronale allemande, l'Union centrale d'industriels allemands, adopta en mai 1905 la résolution suivante : « L'Union centrale d'industriels allemands considère la conclusion d'accords sur les salaires entre les organisations d'employeurs et les organisations des ouvriers comme extrêmement dangereuse pour l'industrie allemande et son développement prospère. Ces accords ôtent à l'employeur individuel la liberté, nécessaire pour la conduite pratique de toute entreprise, de décider l'utilisation de ses ouvriers, de même qu'ils placent inévitablement l'ouvrier isolé sous la domination de l'organisation ouvrière. Les accords sur les salaires constituent, selon la conviction de l'Union centrale, ainsi qu'il est confirmé par les expériences en Angleterre et en Amérique, de graves entraves aux progrès techniques et dans le domaine de l'organisation de l'industrie allemande » (Cité par Ad. Braun. *Les Accords sur les salaires et les syndicats allemands*, Stuttgart, 1908).

engagements. Les derniers restes de relations personnelles entre ouvriers et patrons ont disparu et le contenu du contrat de travail devient une simple question de force dégagée de toute considération sentimentale¹⁰.

Cette propriété du contrat collectif, précieuse à l'employeur, consistant à garantir l'égalité des prix de revient, est réalisée pour les cartels par l'action commune des employeurs, la garantie de la durée de la paix industrielle par l'importance des grèves, qui exclut de fréquentes répétitions. Il ne reste par conséquent que l'inconvénient de lier les employeurs dans le choix du moment pour la reprise de la lutte et pour les syndicats de faire leur propagande. D'où le refus des contrats collectifs. D'un autre côté, la possibilité de se cartelliser sans l'aide des syndicats rend une alliance corporative avec partage du surprofit de cartel absolument sans objet¹¹. C'est aussi la position des industries qui se consacrent surtout à l'exportation, car les prix y sont déterminés par le marché mondial, ce qui rend difficile de rejeter sur d'autres une hausse éventuelle du salaire.

Le développement de l'organisation patronale et ouvrière donne aux luttes de salaires une signification sociale et politique générale de plus en plus grande. La guérilla que mènent les syndicats contre l'employeur isolé fait place aux luttes de masse qui affectent des branches d'industrie entières et, quand elles touchent les parties vitales de la production que la division du travail rend complémentaires les unes des autres, menacent d'arrêter toute la production sociale. La lutte syndicale déborde ainsi son propre cadre et devient, d'une affaire concernant uniquement les employeurs et les ouvriers qu'elle intéresse directement, une affaire générale de la société, autrement dit un événement politique. En outre, il est de plus en plus difficile de mettre fin à la lutte par des moyens purement syndicaux. Plus l'organisation patronale et le syndicat sont forts, plus les luttes durent longtemps. Le problème de la hausse des salaires et de la baisse du taux de profit devient un problème de force. Du côté des employeurs, la conviction devient inébranlable que toute concession aura pour résultat d'affaiblir leur position dans l'avenir, renforcera moralement et en fait le syndicat, et qu'une victoire dans le présent signifierait des victoires futures du syndicat dans l'avenir. Ils veulent forcer la décision une fois pour toutes et sont disposés à payer les frais de la lutte pour obtenir la soumission de l'adversaire pour longtemps. Leur puissance financière est assez grande pour leur permettre de tenir plus longtemps que les syndicats, dont les ressources diminuent rapidement du fait de l'aide qu'il sont obligés d'accorder aux ouvriers en grève. Mais la lutte ne reste pas confinée à ce secteur, elle déborde sur ceux auxquels il fournit les matières premières, et où les entreprises doivent fermer à leur tour et les ouvriers se croiser les bras. Une telle situation provoque chez ces derniers, comme dans les branches du petit commerce dont ils sont les clients, une amertume croissante et peut entraîner de grands conflits sociaux et politiques. La pression de ceux qui n'y participent pas directement s'accroît en vue de mettre fin à la lutte pour les salaires et, comme ils ne disposent d'aucun moyen d'action, ils pressent l'Etat d'intervenir. Du coup, le problème consistant à mettre fin à la grève se transforme, d'une question de force syndicale, en une question de force politique, et plus les rapports de force se sont modifiés, du fait de l'apparition de l'organisation patronale, en faveur des employeurs, plus il est important pour la classe ouvrière de s'assurer la plus grande influence possible dans les instances politiques, une représentation qui défende énergiquement ses intérêts contre ceux du patronat et leur permette de triompher. Mais ce triomphe n'est pas dû seulement à l'action politique. Celle-ci ne peut être menée et d'une façon efficace que si le syndicat est assez fort pour poursuivre la lutte économique avec une vigueur telle que la résistance opposée par l'Etat bourgeois à une immixtion dans les conflits sociaux au détriment des entrepreneurs soit déjà ébranlée et que la représentation politique n'ait plus qu'à finir de la briser. Bien loin que le syndicat soit inutile à la classe ouvrière et puisse être remplacé par la lutte politique, la puissance de plus en plus grande de l'organisation syndicale est la condition de tout succès. Mais, quelle que soit la force du syndicat, l'ampleur et l'intensité de ses luttes en font précisément des luttes politiques et montrent aux ouvriers organisés que l'action syndicale doit être complétée par l'action politique. C'est ainsi qu'au cours du développement syndical le moment arrive nécessairement où la formation d'un parti ouvrier indépendant devient une condition de la lutte syndicale elle-même. Mais, une fois ce parti constitué, sa politique déborde bientôt le cadre où il a pris naissance et s'efforce de défendre les intérêts de classe des travailleurs et, de la lutte menée à l'intérieur de la société bourgeoise, passe à la lutte contre cette société elle-même.

10 Voir les déclarations du conseiller de gouvernement Leidig dans les *Débats de l'Association pour la politique sociale*, 1905, p. 156, et du professeur Harms, p. 201.

11 Que les alliances corporatives sont à condamner également du point de vue général de la classe ouvrière, c'est ce qu'explique Adolf Braun : « Il convient de mentionner que les employeurs commencent à lier les accords sur les salaires avec des projets touchant l'exclusion de toute concurrence gênante, la garantie de prix élevés et l'exploitation des consommateurs. Ces mêmes employeurs qui, récemment encore, exprimaient leur indignation au sujet des arrêts de travail, des entraves apportées à l'embauchage d'ouvriers venus du dehors, des influences exercées par les syndicats sur le marché du travail, se demandent maintenant si l'on ne doit pas exiger des organisations syndicales, au moment de la conclusion d'accords sur les salaires, une garantie pour le maintien de certains prix minimum pour les marchandises produites. Alors à côté du tarif général qui fixe le paiement de la force de travail, il devrait y en avoir un autre fixant le rapport des prix que les consommateurs auront à payer. Les organisations syndicales liées par ce tarif devraient arrêter le travail partout où un entrepreneur vend ses marchandises à des prix inférieurs à ceux fixés dans le tarif général par l'organisation patronale. Ainsi les syndicats non seulement seraient contraints d'encourager la tendance à la hausse de tous les objets de consommation, mais deviendraient les défenseurs conscients des intérêts patronaux et seraient rendus responsables devant l'opinion publique de la hausse du coût de la vie. On peut certes imaginer des cas exceptionnels où l'objectif syndical ne peut être atteint autrement qu'en influençant la consommation de masse et où par conséquent une telle concession peut paraître explicable. Mais faire de ces concessions une règle générale, une condition de la conclusion d'un accord sur les salaires, semble en contradiction avec les principes du mouvement ouvrier, avec les tâches des syndicats (Adolf Braun, *op. cit.*, pp. 5 sq.).

D'un autre côté, le renforcement de l'organisation patronale non seulement ne rend pas la lutte syndicale superflue, mais la rend au contraire indispensable. Il est faux de prétendre, parce que l'organisation patronale peut attendre jusqu'à ce que les ouvriers soient épuisés, que les caisses du syndicat sonnent le creux et que ceux qui sont disposés à reprendre le travail soient devenus majoritaires, que les luttes syndicales doivent toujours se terminer par une défaite et les lock-outs finir par avoir raison de la résistance ouvrière. Car il ne s'agit pas d'une simple question de force, mais de la question de l'effet de la lutte sur le taux de profit. Un lock-out ou une grève en période de haute conjoncture signifie en toute circonstance une perte telle qu'il peut être plus avantageux aux employeurs d'accepter les revendications de salaire pour éviter la lutte¹². Même un syndicat affaibli par un lock-out est en mesure de leur arracher des concessions pendant la période de haute conjoncture. Mais, comme le syndicat doit craindre lui aussi la sévérité de la lutte, elles seront plus limitées qu'à l'époque où le syndicat n'avait encore en face de lui aucune organisation patronale.

12 Cela s'appelle vraiment jeter le manche après la cognée que de déclarer comme le fait Naumann (*Débats de l'Union pour la politique sociale*, 1905, p. 187) : « La sphère à l'intérieur de laquelle cette conclusion normale de la grève (à savoir l'accord sur les salaires) est possible cesse là où l'activité moyenne est dépassée. Il y a eu certes des tentatives isolées d'accords sur les salaires au-dessus de cette limite, mais malgré tout il y a une sphère où l'on peut recommander à l'ancienne manière, selon la recette libérale, de faire grève pour parvenir à un accord sur les salaires, et il existe au-delà une tout autre sphère où on ne peut pas au moyen d'une grève parvenir à un tel accord pour cette raison bien simple qu'à la question « Lequel de nous deux tiendra le plus longtemps? », la réponse est claire pour toute personne qui réfléchit. Si nous avions de nouveau une grève des mineurs, ... chacun sait d'avance, celui qui y participe comme celui qui n'y participe pas, que les ouvriers ne peuvent pas obtenir une victoire dans le sens des anciennes négociations de paix, que ces grèves sont essentiellement des grèves démonstratives. Car, même si nous supposons qu'une telle grève isolée puisse être victorieuse, supposition du reste tout à fait arbitraire, la possibilité d'organiser une défense contre le retour de tels incidents serait entre les mains de la grande industrie cartellisée. Il n'y a pas longtemps, un jeune banquier me disait: « Quelle perte serait-ce si nous maintenions une réserve permanente pour tant ou tant de mois, qui nous protégerait pendant ce temps contre toute défaite par suite de grève, grève dans l'ancien sens du terme? » Qu'en résulte-t-il? Que l'ouvrier, s'il veut améliorer son sort, ne peut concevoir la grève que du point de vue de l'appel au reste de la population.

CHAPITRE XXV - LE PROLETARIAT ET L'IMPERIALISME

La politique économique du prolétariat est en contradiction fondamentale avec celle des capitalistes et chaque prise de position dans des questions de détail est marquée par cette contradiction. La lutte du salariat contre le capital est d'abord une lutte pour la participation à la plus-value du produit annuel créée par la classe ouvrière - y compris les employés productifs et les dirigeants de la production. Cette lutte se manifeste directement en tant que lutte pour le contrat de travail et se poursuit en tant que lutte pour la politique économique de l'Etat. Dans ce domaine, l'intérêt des ouvriers exige avant tout l'élargissement du marché intérieur. Plus le salaire est élevé, plus est importante la part de la plus-value qui constitue directement une demande de marchandises, et notamment de biens de consommation. Mais extension des industries productrices de biens de consommation, de produits manufacturés en général, signifie extension des secteurs à basse composition organique, c'est-à-dire des industries employant un personnel nombreux. Cela entraîne un accroissement rapide de la demande de main-d'œuvre et, par là, une position plus favorable des ouvriers sur le marché du travail, renforcement de l'organisation syndicale, d'où perspectives de victoire pour de nouvelles luttes de salaires. Tout autre est l'intérêt des employeurs. L'extension du marché intérieur par augmentation des salaires signifie pour eux une baisse du taux de profit avec la perspective d'une nouvelle baisse, laquelle entraîne à son tour un ralentissement de l'accumulation. En même temps, leur capital est poussé dans les industries de produits manufacturés, où la concurrence est la plus vive, et la capacité de cartellisation la plus faible. Certes, leur intérêt est d'élargir le marché, mais non aux dépens du taux de profit, ce qui est possible quand, le marché intérieur restant le même, ils élargissent le marché extérieur. Une partie du nouveau produit ne devient pas le revenu des ouvriers et n'accroît pas la demande de produits indigènes, mais est placée en tant que capital qui sert à la production pour le marché extérieur. Dans ce cas, par conséquent, le taux de profit est plus élevé et l'accumulation plus rapide. C'est pourquoi la politique commerciale des entrepreneurs a avant tout en vue le marché extérieur, celle des ouvriers le marché intérieur, et aboutit ainsi à une politique des salaires.

Aussi longtemps que les droits protecteurs sont des droits éducatifs pour les industries de produits manufacturés, ils ne sont pas en contradiction avec les intérêts du salariat. Ils nuisent certes à l'ouvrier en tant que consommateur mais ils accélèrent le développement industriel et peuvent par conséquent le dédommager en tant que producteur si les syndicats sont assez forts pour exploiter la situation. Ceux qui ont à souffrir de ces droits de douane sont bien plus les artisans, les petits industriels et les paysans, que les ouvriers d'usine. Mais il en est autrement quand les droits de douane deviennent droits de protection des cartels. Nous savons que ces derniers se forment avant tout dans les branches de production de haute composition organique, La production de surprofit dans ces secteurs entrave le développement des industries productrices de biens de consommation, En outre, l'augmentation du prix des produits alimentaires provoquée par les droits de douane sur les produits agricoles signifie une baisse du salaire réel et, par là, un rétrécissement du marché intérieur dans la mesure où ce dernier est déterminé par la demande des ouvriers en produits industriels, L'ouvrier est ainsi désavantagé à la fois comme consommateur et comme producteur, du fait de cette politique qui frappe les industries employant un nombreux personnel. Par ailleurs, la cartellisation signifie un renforcement de la position des employeurs sur le marché du travail, un affaiblissement des syndicats. Mais les droits de protection des cartels constituent le plus fort stimulant à l'accroissement des exportations de capital et mènent nécessairement à une politique d'expansion de l'impérialisme.

Nous avons vu que les exportations de capital sont la condition de l'expansion rapide du capitalisme. Cette expansion est la condition vitale du maintien de la société capitaliste en général, mais aussi du maintien, sinon de l'augmentation, du taux de profit. Cette politique d'expansion unit toutes les couches des possédants au service du capital financier. Le protectionnisme et l'expansion deviennent ainsi l'exigence commune de la classe dirigeante. Mais le fait que la classe capitaliste se détourne de la politique du libre-échange signifie que celle-ci n'a plus aucune chance de succès. Car le libre-échange n'est pas une revendication positive du prolétariat, elle n'est pour lui qu'une défense contre la politique protectionniste, qui signifie la cartellisation plus rapide et plus stricte, donc le renforcement de l'organisation patronale, l'aggravation des antagonismes nationaux, l'accroissement des armements, de la pression fiscale, l'abaissement du niveau de vie, le renforcement du pouvoir d'Etat, l'affaiblissement de la démocratie, et la naissance d'une idéologie de violence, anti-ouvrière. Dès que la bourgeoisie a tourné le dos à la politique du libre-échange, la lutte en faveur de cette politique n'a aucune chance de succès, car le prolétariat à lui seul est trop faible pour l'imposer.

Mais cela ne peut absolument pas signifier que le prolétariat doive se convertir à la politique protectionniste moderne, avec laquelle l'impérialisme est indissolublement lié. Qu'il ait compris la nécessité de cette politique pour la classe capitaliste et par conséquent sa victoire, aussi longtemps qu'elle exerce le pouvoir, n'est pas une raison pour le prolétariat de renoncer à sa politique propre et de capituler devant celle de ses ennemis ou de se laisser aller à des illusions sur l'utilité prétendue que la généralisation et l'accroissement de l'exploitation signifient pour sa situation de classe. Mais cela n'empêche pas le prolétariat de se rendre compte que la

politique impérialiste ne fait que généraliser la révolution du capitalisme et par là, du même coup, les conditions de la victoire du socialisme. Mais, si faible que soit la conviction que la politique du capital financier doit mener à des développements guerriers et, par là, au déclenchement d'orages révolutionnaires, et puisse détourner le prolétariat de sa lutte impitoyable contre le militarisme et la politique de guerre, il lui est impossible, sous prétexte qu'en fin de compte la politique d'expansion du capital est le facteur le plus puissant de sa victoire définitive, de soutenir cette politique. Tout au contraire, la victoire ne peut sortir que de l'opposition à cette politique, parce que c'est seulement ainsi que le prolétariat peut tirer profit de l'effondrement auquel elle doit aboutir, effondrement politique et social, mais non économique, ce qui n'est pas une conception rationnelle. Le protectionnisme et les cartels signifient hausse du coût de la vie ; les organisations patronales renforcent la capacité de résistance du capital à l'assaut des syndicats ; la politique d'armements et la politique coloniale aggravent de plus en plus le poids des impôts qui pèsent sur le prolétariat ; le résultat de cette politique, l'affrontement armé des Etats capitalistes ; signifie un énorme accroissement de la misère, mais tous ces facteurs, qui ont pour effet de renforcer la conscience révolutionnaire des masses populaires, ne peuvent être mis au service d'une transformation complète de l'économie que si la classe dont la mission est de créer la société nouvelle saisit d'avance tous les résultats de cette politique. Cela n'est possible que si l'on montre clairement à quel point elle est contraire aux intérêts des masses populaires, ce qui ne peut se faire à son tour qu'au moyen d'une lutte constante, impitoyable, contre la politique impérialiste.

Mais, si le capital ne peut faire aucune autre politique qu'impérialiste, le prolétariat ne peut pas lui opposer celle qui fut la politique de l'époque de la domination du capital industriel. A la politique capitaliste la plus avancée, il ne peut opposer celle déjà dépassée de l'époque du libre-échange et de l'hostilité au pouvoir d'Etat. Sa réponse à la politique économique du capital financier, l'impérialisme, ne peut pas être le libre-échange mais seulement le socialisme. Ce n'est pas l'idéal devenu réactionnaire du rétablissement de la libre concurrence, mais la suppression complète de la concurrence par la suppression du capitalisme qui peut être maintenant le but de la politique prolétarienne. Au dilemme bourgeois : protectionnisme ou libre-échange ? le prolétariat répond : ni l'un ni l'autre, mais socialisme, organisation de la production, réglementation consciente de l'économie, non par les magnats du capital et à leur profit, mais par et au profit de l'ensemble de la société, qui se subordonne enfin l'économie, comme elle s'est subordonné la nature depuis qu'elle en a découvert les lois. Le socialisme cesse d'être un idéal lointain et même un « objectif final » qui ne fait que donner un sens général aux « revendications présentes » et devient un élément essentiel de la politique pratique immédiate du prolétariat. C'est précisément dans les pays où la politique de la bourgeoisie s'est imposée le plus complètement, où les revendications démocratiques de la classe ouvrière ont été satisfaites dans leurs parties les plus importantes au point de vue social, que le socialisme doit, comme la seule réponse à l'impérialisme, être mis au premier plan de la propagande pour assurer l'indépendance de la politique ouvrière et montrer sa supériorité pour la défense des intérêts prolétariens.

Le capital financier met la disposition de la production sociale de plus en plus entre les mains d'un petit nombre de grandes associations de capital ; il sépare la direction de la production de la fonction de propriété et socialise la production jusqu'à la limite qu'il est possible d'atteindre à l'intérieur du capitalisme. Les barrières de la socialisation capitaliste sont formées : premièrement, par la division du marché mondial en territoires économiques nationaux des différents pays, division qu'on ne peut surmonter que péniblement et incomplètement par la cartellisation internationale, à quoi il faut ajouter qu'elle prolonge la durée de la lutte pour la concurrence que se livrent cartels et trusts avec l'aide du pouvoir d'Etat; deuxièmement, par la formation de la rente foncière, qui entrave la concentration dans l'agriculture; troisièmement, enfin, par les mesures en vue de prolonger l'existence des petites et moyennes entreprises.

Le capital financier signifie en fait l'établissement du contrôle social sur la production. Mais il est socialisation sous une forme antagonique : le contrôle de la production sociale reste entre les mains d'une oligarchie. La lutte pour l'expropriation de cette oligarchie constitue la dernière phase de la lutte de classes entre bourgeoisie et prolétariat.

La fonction socialisante du capital financier facilite considérablement la suppression du capitalisme. Dès que le capital financier a mis sous son contrôle les principales branches de production, il suffit que la société, par son organe d'exécution, l'Etat conquis par le prolétariat, s'empare du capital financier pour avoir immédiatement la disposition des principales branches de production. Toutes les autres en dépendent et le contrôle de la grande industrie signifie déjà le contrôle social le plus efficace sans autre mesure immédiate de socialisation. La société, qui dispose des mines, de toute l'industrie métallurgique jusqu'aux entreprises de construction mécanique, de la construction de matériel électrique et de l'industrie chimique, qui contrôle le système des transports, a dans sa main la répartition des matières premières aux autres industries et le transport de leurs produits, et peut ainsi les contrôler également. La prise de possession de six grandes banques berlinoises signifierait dès maintenant la prise de possession des principales branches de la grande industrie et faciliterait considérablement, pendant la période transitoire, tant que le système de comptabilité capitaliste se révélerait encore utile, la politique du socialisme à ses débuts. Il n'est pas du tout nécessaire d'étendre l'expropriation aux petites entreprises paysannes et artisanales, car, par suite de la mainmise sur la grande industrie, dont elles dépendent depuis longtemps, elles sont socialisées indirectement comme celle-ci l'est directement. Il est donc possible de laisser se développer lentement le processus

d'expropriation précisément là où, à cause de sa décentralisation, il serait long et politiquement dangereux, c'est-à-dire de substituer à un acte d'expropriation par l'Etat une socialisation progressive au moyen d'avantages économiques accordés par la société, parce que le capital financier a déjà procédé à cette expropriation dans la mesure nécessaire pour le socialisme.

Si le capital financier crée ainsi, dans le domaine de l'organisation, les dernières conditions au socialisme, il rend aussi, du point de vue politique, le passage plus facile. L'action de la classe capitaliste elle-même, telle qu'elle se présente dans la politique impérialiste, montre au prolétariat la voie d'une politique indépendante qui ne peut aboutir qu'à la suppression du capitalisme en général. Aussi longtemps que régnait le principe du « laisser faire », que l'intervention de l'Etat dans les affaires économiques et par là, le caractère de l'Etat en tant qu'organisation de la domination de classe, étaient masqués, il fallait un degré relativement élevé d'intelligence pour comprendre la nécessité de la lutte politique et avant tout celle de l'objectif final, à savoir la conquête du pouvoir d'Etat. Ce n'est pas par hasard si c'est précisément en Angleterre, le pays classique de la non-intervention, qu'il a été si difficile de susciter une action politique indépendante de la classe ouvrière. Mais, entre-temps, la situation a changé. La classe capitaliste a pris si ouvertement et si nettement possession de la machine de l'Etat et en fait l'instrument de ses intérêts d'exploitation d'une façon qui est devenu si sensible au dernier des prolétaires, qu'il est maintenant obligé de reconnaître que la conquête du pouvoir politique par le prolétariat est son intérêt immédiat, personnel. La prise de possession de l'Etat par la classe capitaliste pousse chaque prolétaire à la conquête du pouvoir politique comme seul moyen de mettre fin à l'exploitation dont il est victime¹.

La lutte contre l'impérialisme aggrave tous les antagonismes de classe au sein de la société bourgeoise. Mais le prolétariat, en tant qu'ennemi le plus acharné de l'impérialisme, reçoit du renfort d'autres classes. L'impérialisme qui, au début, avait été soutenu par toutes les autres classes, contraint finalement ses partisans à prendre la fuite. Plus la monopolisation progresse, plus le poids du surprofit pèse lourdement sur les autres classes. La hausse des prix provoquée par les trusts abaisse leur niveau de vie d'autant plus que la tendance à la hausse des prix des produits alimentaires fait monter ceux des denrées les plus nécessaires. En même temps s'accroît le poids des impôts qui frappent également les classes moyennes, lesquelles deviennent de plus en plus rebelles. Les employés voient disparaître de plus en plus leurs perspectives d'avancement et se sentent de plus en plus des prolétaires exploités. De même les couches moyennes du commerce et de l'industrie se rendent compte de leur dépendance à l'égard des cartels, qui les transforment en simples agents payés à la commission. Mais tous ces antagonismes doivent s'aggraver jusqu'à devenir intolérables à partir du moment où l'expansion du capital se ralentit. Ce qui se produit quand le développement des sociétés par actions et des cartels entre dans une période de pause relative et que la formation de nouveaux bénéfices de fondateur et par là la tendance à l'exportation du capital montre des signes d'essoufflement. L'ouverture au commerce des marchés de l'Extrême-Orient, le développement rapide du Canada, de l'Afrique du Sud et des pays de l'Amérique latine ont contribué énormément aux progrès foudroyants, interrompus seulement par de brèves dépressions, que le capitalisme a réalisés depuis 1895. Mais, s'ils se ralentissent, la pression des cartels sur le marché intérieur doit se manifester d'autant plus fortement, car c'est précisément pendant les périodes de dépression que la concentration est la plus rapide. En outre, le ralentissement de l'extension du marché mondial a pour résultat d'aggraver la lutte entre les pays capitalistes pour leurs débouchés et cela d'autant plus que des marchés importants jusqu'alors libres sont soustraits à la concurrence d'autres pays du fait de l'introduction de droits protecteurs, par exemple en Angleterre. Le danger de guerre accroît les armements et le poids des impôts et pousse finalement les classes moyennes, qui voient leur niveau de vie de plus en plus menacé, dans les rangs du prolétariat, lequel recueille ainsi les fruits de l'affaiblissement du pouvoir d'Etat et du conflit guerrier².

C'est une loi historique : dans les sociétés fondées sur des antagonismes de classes, les grandes transformations sociales ne se produisent que quand la classe dominante a atteint le plus haut degré possible de concentration de son pouvoir. Le pouvoir économique de la classe dominante signifie toujours en même temps pouvoir sur les hommes, disposition de la force de travail vivante. Mais, par là, le maître de l'économie tombe sous le pouvoir de ceux qu'il domine. Car, en accroissant son pouvoir, il accroît en même temps celui de la classe qui lui est opposée. En tant que classe opprimée, elle est impuissante. Sa force, qu'elle ne peut

1 « Le système protectionniste moderne, et c'est en cela que consiste son importance historique, introduit la dernière phase du capitalisme. Pour arrêter la baisse du taux de profit, cette loi fondamentale du capitalisme, le capital supprime la libre concurrence, s'organise et est mis en mesure par son organisation de s'emparer du pouvoir d'Etat pour le faire servir directement à ses intérêts d'exploitation. Ce n'est plus la classe ouvrière seule, mais la population tout entière qui est soumise au besoin de profit de la classe capitaliste. Tous les moyens de puissance dont dispose la société sont réunis pour les transformer en instruments d'exploitation de la société par le capital. C'est le premier degré de la société socialiste, parce qu'il en est la négation complète : socialisation consciente de toutes les forces économiques existant dans la société actuelle, mais socialisation, non dans l'intérêt de la collectivité, mais pour renforcer d'une façon inouïe le degré d'exploitation de la collectivité. Or, c'est précisément le caractère évident de cet état de choses qui rend à la longue son maintien impossible. Il suscite, en face de l'action de la classe capitaliste, à laquelle la concentration des moyens de production a apporté la concentration de sa conscience et de son activité, l'action du prolétariat, à qui il ne faut que prendre conscience de sa force pour devenir irrésistible » (Rudolf Hilferding, « La Nouvelle Fonction du protectionnisme », *Neue Zeit*, XXI, 2).

2 Voir Karl Kautsky, *Le Chemin du pouvoir*, en particulier le chapitre final, « Une nouvelle ère de révolutions ».

montrer que dans la lutte, dans le renversement du pouvoir de la classe dominante, apparaît latente, tandis que celle de la classe dominante est la seule qui se manifeste ouvertement. C'est seulement dans le heurt de ces deux forces, par conséquent dans la période révolutionnaire, que celle de la classe opprimée apparaît réelle.

Le pouvoir économique signifie en même temps pouvoir politique. Le contrôle de l'économie donne la disposition du pouvoir d'Etat. Plus la concentration dans le domaine économique est forte, plus la domination de l'Etat est illimitée. Cette concentration de tous les pouvoirs de l'Etat apparaît comme le stade le plus élevé de sa puissance, l'Etat comme instrument impitoyable du maintien de la domination économique, mais, du même coup la conquête du pouvoir politique comme condition préliminaire de la libération économique. La révolution bourgeoise ne s'est faite que quand l'Etat absolu, après avoir soumis les grands seigneurs féodaux, a rassemblé en lui tous les pouvoirs, tandis que la concentration du pouvoir politique entre les mains d'un petit nombre de grands seigneurs féodaux avait été la condition de la victoire de la monarchie absolue. Ainsi la victoire du prolétariat est liée à la concentration du pouvoir économique entre les mains d'un petit nombre de magnats du capital ou d'associations de magnats et à leur domination sur le pouvoir d'Etat.

Le capital financier dans sa perfection signifie le plus haut stade de concentration de pouvoir économique et politique entre les mains de l'oligarchie capitaliste. Il accomplit la dictature des magnats du capital. En même temps, il rend la dictature des maîtres du capital d'un pays déterminé de plus en plus incompatible avec les intérêts capitalistes d'un autre pays et la domination du capital à l'intérieur du pays de plus en plus inconciliable avec les intérêts des masses populaires exploitées par le capital financier, mais appelées par lui à la lutte. Dans le heurt violent de ces intérêts opposés, la dictature des magnats du capital se transforme finalement en la dictature du prolétariat.